Le Conducător, le Parti et le peuple : le discours nationaliste comme discours de légitimation dans la Roumanie de Ceausescu (1965-1989)

Alina Tudor Pavelescu

▶ **To cite this version:**

Alina Tudor Pavelescu. Le Conducător, le Parti et le peuple : le discours nationaliste comme discours de légitimation dans la Roumanie de Ceausescu (1965-1989). Sciences de l'Homme et Société. Institut d'études politiques de Paris - Science Po, 2009. Français. NNT : 2009IEPP0005 . tel-04098061

HAL Id: tel-04098061

https://sciencespo.hal.science/tel-04098061

Submitted on 15 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Institut d'Etudes Politiques de Paris

ECOLE DOCTORALE DE SCIENCES PO

Programme doctoral Europe

CERI

Doctorat de science politique
Convention de cotutelle avec l'Université de Bucarest

Le *Conducător*, le Parti et le Peuple

Le discours nationaliste comme discours de légitimation dans la Roumanie de Ceauşescu

(1965-1989)

Alina Tudor Pavelescu

Thèse en cotutelle dirigée par M. Dominique COLAS, professeur des universités

et M. Dinu C. GIURESCU, professeur des universités

Soutenue le 10 février 2009

Jury :

M. Dominique Colas, professeur des universités à l'IEP de Paris

Mme. Catherine Durandin, professeur des universités à l'INALCO (rapporteur)

M. Dinu C. Giurescu, professeur des universités à l'Université de Bucarest

Mme. Rose-Marie Lagrave, directrice d'études à l'EHESS

M. Michael Shafir, professeur des universités à l'Université Babes-Bolyai de Cluj-Napoca (rapporteur)

A la mémoire de mon père et de mon beau-père,
deux hommes qui ont vécu le même communisme
de manières bien différentes

Remerciements

Ma reconnaissance s'adresse à M. Dominique Colas, qui a encadré cette thèse avec compréhension et confiance. Ses encouragements et ses critiques m'ont aider de mener jusqu'au bout un travail de rédaction parfois très difficile.

Je remercie à Mme Rose-Marie Lagrave et à l'Ecole Doctorale en Sciences Sociales de Bucarest, membre de l'Agence Universitaire de la Francophonie. Sans leur générosité envers les étudiants de l'Europe de l'est, cette thèse, comme beaucoup d'autres, n'aurait été possible.

Je remercie à Mme Catherine Durandin, qui a su trouver les bons mots pour me redonner la confiance en mes forces.

Je dois aussi remercier à M. Dinu C. Giurescu, qui a accepté d'assumer la co-direction de la thèse à l'Ecole doctorale de la Faculté d'histoire de Bucarest.

Mes remerciements les plus chaleureux sont adressées à Antoine Heemeryck, qui a été, avec l'humour et l'esprit critique qui lui sont propre, le premier lecteur de cette thèse.

A mon mari, Şerban, je dois la pacience des longues discussions qui m'ont aidé de préciser les directions de ma recherche.

Je remercie à mes colègues des Arhives Nationales de Roumanie, dont les suggestions et les informations ont contribué à l'enrichissement de cette recherche. Le fait de travailler au quotidien dans les archives m'a offert le privilège d'une compréhension approfondie de mon sujet.

Enfin, avec le regret de ne pas pouvoir inscrire tous les noms, je remercie à mes amis et collègues qui ont accepté de lire des fragments de cette thèse et de me communiquer leurs observations.

Table des matières

Liste des annexes **p. 11**

Liste des tableaux **p. 13**

Introduction **p. 15**

I^e^ Partie. Les avatars du communisme roumain **p. 43**

I.1. Prémisses historiques : le Parti Communiste Roumain en quête d'une identité roumaine **p. 45**

I.1.a. Les premières années : aux sources d'un impossible internationalisme **p. 46**

I.1.b. Patriotes ou bolcheviques : la route vers la clandestinité **p. 49**

I.1.c. Le parti polycentrique et la question nationale **p. 53**

I.1.d. Communisme d'occupation et internationalisme de circonstance **p. 60**

I.1.e. L'antisoviétisme comme realpolitik : le communisme national de Gheorghiu-Dej **p. 68**

I.2. Le régime Ceauşescu – les cadres politiques du nationalisme communiste **p. 74**

I.2.a. La succession Dej-Ceauşescu **p. 75**

I.2.b. Les années 1970 – Personnalisation du pouvoir et articulation du « socialisme dynastique » **p. 88**

I.2.c. Les années 1980 – Crise et dissolution du régime Ceauşescu **p. 100**

IIe Partie. Le Parti et la Nation : enjeux de la production du discours nationaliste du régime Ceauşescu **p. 111**

II.1. Acteurs et stratégies de production du discours nationaliste **p. 114**

II.1.a. Acteurs et réseau de production du discours nationaliste **p. 116**

II.1.b. Les instances officielles de la production du discours nationaliste **p. 123**

II.1.c. Le rôle de la Securitate dans la production du discours nationaliste **p. 134**

II.1.d. Les groupes d'attitude **p. 137**

II.2. Parti, Nation, Leader – Idéologie et discours officiel du communisme nationaliste p. 170

II.2.a. Le Parti et la Nation – légitimer la voie roumaine vers le socialisme **p. 173**

II.2.b. La Nation socialiste – un hybride idéologique et ses enjeux politiques **p. 190**

II.2.c. Le Conducator, le Parti et la Nation – un cas de substitution **p. 205**

II.3. Au-delà de l'idéologie – thèmes et stratégies de production du discours nationaliste implicite p. 218

II.3.a. Recomposer la Nation – les pièges du passé récent **p. 220**

II.3.b. Thracisme et protochronisme – les angoisses récurrentes de l'identité nationale **p. 240**

II.3.c. L'antisémitisme dans la guerre des propagandes **p. 259**

II.3.d. La Nation autarcique – le discours nationaliste des années 1980 **p. 267**

IIIe Partie. <u>La Nation contre le Parti. Le discours anticommuniste aux temps de Ceauşescu</u> p. 287

III.1. Les protagonistes du discours anticommuniste roumain p. 291

III.1.a. L'exil roumain et l'anticommunisme comme devoir envers la nation **p. 296**

III.1.b. Avatars et dilemmes de la dissidence roumaine **p. 306**

III.2. Construire l'ennemi en miroir – Le discours anticommuniste sur la Nation kidnappée **p. 322**

III.2.a. Le « corps étranger ». La relation Nation et Parti dans le discours anticommuniste roumain **p. 329**

III.2.b. L'Age d'or de la Nation : la nostalgie de la Grande Roumanie **p. 337**

Conclusion **p. 361**

Bibliographie **p. 369**

Annexes **p. 425**

Liste des annexes

1. **<u>1966, 7 mai</u> – Fragments du discours de Nicolae Ceauşescu devant l'assemblée solennelle organisée à l'occasion du 45e anniversaire de la création du Parti Communiste Roumain** **p. 427**

2. **<u>1971, 3-5 novembre</u> – La mini-révolution culturelle : Discours de Nicolae Ceauşescu devant le plénum du Comité Centrale du Parti Communiste Roumain (fragments)** **p. 443**

3. **<u>1971, 3-5 novembre</u> – La mini-révolution culturelle : la Décision du plénum du Comité central du Parti Communiste Roumain concernant la nouvelle orientation idéologique de la vie culturelle et de l'éducation des masses** **p. 473**

4. **<u>1974, novembre</u> – Réinterprétation de l'histoire nationale : Fragments du nouveau Programme du Parti Communiste Roumain, adopté à l'Xie congrès** **p. 479**

5. **<u>1976, mars</u> – La une de la revue *Noi, Tracii,* no. 19/1976 : « La formation du peuple roumain », par Constantin C. Giurescu** **p. 507**

6. **<u>1977</u> – Célébration du centenaire de l'indépendance roumaine : Reconstitution des luttes des Daces contre l'Armée romaine** **p. 509**

7. **<u>1983, 1 décembre</u> – Exposé de Nicolae Ceauşescu à l'assemblée solennelle consacrée au 65e anniversaire de la constitution de l'État national unitaire roumain** **p. 511**

Liste des tableaux

1.	**Renouvellement de la composition du Comite central du PCR, du Xème au XIIème Congrès. Situation numérique et pourcentage des membres qui n'ont pas été réélus dans les organes dirigeants du parti.**	**p. 96**
2.	**Le réseau de production du discours nationaliste dans le régime Ceauşescu.**	**p. 120**
3.	**L'audience du Cénacle « Flacăra » pendant les 13 années de son existence.**	**p. 153**
4.	**Schéma d'intercommunication des acteurs du discours anticommuniste roumain.**	**p. 291**

INTRODUCTION

Dans la Roumanie de l'année 2008, nouveau membre de l'Union Européenne, le rapport problématique au passé communiste reste un enjeu fondamental de la vie politique et sociale.[1] Les mêmes conflits qui divisaient la société roumaine au lendemain de la chute du régime Ceauşescu semblent structurer aujourd'hui encore un clivage qui se perpétue dans la vie publique du pays : celui entre communistes/néo-communistes et anticommunistes. Un clivage qui fournit d'importantes ressources de légitimation aux acteurs politiques[2] et qui maintient la société roumaine dans un cercle vicieux de réflexion inachevée sur sa propre identité.

Les polémiques violentes autour du passé récent ont resurgi avec une force renouvelée au premier plan de la scène publique avec la décision du Président Traian Băsescu de procéder à la récrimination politique du régime communiste roumain. En effet, le 18 décembre 2006 le Président de la République lisait, devant un Parlement ressemblant à un champ de bataille, une déclaration qui condamnait les crimes de l'Etat-Parti. Cette date marque la consécration officielle de « l'anticommunisme postcommuniste »[3] dans la compétition des mémoires inaugurée en 1990 par la manifestation de la Place de l'Université, suivie de sa répression par les mineurs de la vallée du Jiu (les minériades).

La déclaration du président Băsescu a été précédée par la constitution d'une commission dont la mission était d'apporter « des preuves scientifiques »[4] des crimes du communisme pour condamner officiellement ce régime politique. Il s'agit de la Commission Présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie placée sous la

---

1 Comme le montre la littérature déjà très vaste sur le sujet de la mémoire dans les sociétés sorties des régimes politiques autoritaires, il s'agit d'un phénomène répandu. De ce point de vue, le cas de la Roumanie est loin d'être singulier. Voir, par exemple Alexandra Barahona de Brito, Carmen Gonzalez-Enriquez, Paloma Aguilar, eds., *The Politics of Memory. Transitional Justice in Democratizing Societies*, Oxford University Press, 2002. Voir aussi Antoine Marès, eds., *Histoire et pouvoir en Europe Médiane*, Paris, Editions L'Harmattan, 1996.

2 Voir à ce propos l'analyse d'Alexandru Gussi, « Quelques remarques sur les conséquences de l'usage politique du passé communiste dans la structuration du champ politique roumain après 1989 », In Alexandra Ionescu, Odette Tomescu-Hatto, *Politique et société dans la Roumanie contemporaine*, Paris, Editions l'Harmattan, pp. 349-370.

3 Cf. Daniel Barbu, *Republica absentă* [La République absente], Bucarest, Editions Nemira, 1999, pp. 93-106. Barbu utilise le concept d' « anticommunisme postcommuniste » pour caractériser l'attitude des intellectuels publics roumains qui, sans avoir des attitudes dissidentes sous le régime communiste, construisent une dissidence post factum, destinée à leur redonner la légitimité en tant que voix de la conscience civique dans la société postcommuniste.

4 Cf. l'interview du président Traian Băsescu, in *22. Revista Grupului de Dialog Social* [22. Revue du Groupe pour le Dialogue Social], an XV, no. 801, 12-18 juillet 2005.

direction du politologue Vladimir Tismăneanu.[5] Dès la constitution de la Commission, le futur Rapport final, entré par la suite dans le jargon public sous le nom de « Rapport Tismăneanu »[6], est devenu l'axe principal des polémiques autour du communisme roumain.

Cette Commission ayant une composition hétérogène – des historiens appartenant à plusieurs générations, des sociologues, des philosophes et des anthropologues, des critiques littéraires, des écrivains mais aussi des dissidents, des ex-détenus politiques et des représentants de la société civile[7] – s'est attelée à la rédaction du rapport ne comptant pas moins de 666 pages en moins de neuf mois.[8] La tonalité du rapport est, dès son entame[9], hautement justicière. D'une manière significative, le chapitre le plus étendu, contenant 15 sous-chapitres, concerne la répression. Le troisième chapitre, considérant les effets du communisme sur la société, l'économie et la culture roumaines, contient lui aussi de nombreux renvois à la dimension répressive du régime communiste. Les conclusions sont dédiées à l'exposé de « la nécessité d'analyser, répudier et condamner le régime communiste »[10] et proposent dans ce but plusieurs directions d'action : « la condamnation explicite, ferme et sans équivoque du système communiste en Roumanie »[11] par la voix du Président de la République et par le Parlement ; l'articulation d'une politique de la mémoire du communisme roumain, axée principalement sur la mise en exergue de la dimension criminelle et anti-démocratique du régime communiste ; l'adoption d'une série de mesures juridiques à titre de réparation pour toutes les catégories de victimes du régime communiste roumain, mais aussi l'introduction d'une criminalisation de la négation des crimes du

---

5 Bénéficiant aux Etats Unis d'une solide réputation de politologue et historien du communisme, la présence de Vladimir Tismăneanu à la tête de la Commission pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie a été contestée en vertu de sa biographie personnelle : Tismăneanu est le fils d'une famille d'ex-clandestins, membre de l'aile pro-moscovite du Parti Communiste Roumain et de la nomenklatura roumaine des années 1950-1960. Voir à ce propos un article d'Ion Varlam, « Comisia Tismăneanu – O insultă la adresa democraţiei şi un scandal moral » [La Commission Tismăneanu – Une insulte à l'adresse de la démocratie et un scandale moral], in *Asymetria – Revue roumaine de culture, critique et imagination*, consultée à l'adresse url **http://www.asymetria.org/modules.php?name =News&file=article&sid=19**, le 2 mai 2008.

6 Voir le texte intégral de ce document à l'adresse url www.presidency.ro, consultée le 19 décembre 2006. Voir aussi sa version imprimée, Comisia Prezidenţială pentru Analiza Dictaturii Comuniste în România, *Raport final* [Commission présidentielle pour l'Analyse de la Dictature Communiste en Roumanie. Rapport final], Bucarest, Editions Humanitas, 2007.

7 Voir la composition de la Commission et les biographies professionnelles de ses membres à l'adresse url www.presidency.ro, consultée le 20 juin 2007.

8 Voir le sommaire du Rapport à l'adresse url www.presidency.ro, consultée le 19 décembre 2006 : Introduction. Nature, buts et effets du régime communiste totalitaire en Roumanie, 1945-1989 ; Chapitre I. Le Parti Communiste Roumain ; Chapitre II. La répression ; Chapitre III. Société, économie, culture; Conclusions; Biographies de la nomenklatura.

9 Cf. *ibidem*, la phrase d'ouverture du Rapport, p. 10 : « Le communisme, qui s'est prétendu nouvelle civilisation, supérieure à celle capitaliste qu'il a nié avec passion, a obligé des centaines de millions de gens de vivre dans un univers clos, répressif et humiliant .» (La traduction du roumain nous appartient).

10 Cf. *ibidem*, p. 628.

11 Cf. *ibidem*, p. 637.

communisme, analogue à celle des crimes du fascisme[12] ; des mesures concernant l'ouverture publique des archives du régime communiste (y compris une nouvelle Loi des Archives) ; une politique d'éducation visant le développement de l'enseignement de l'anticommunisme dans les écoles roumains et la mise en place d'un système de bourses présidentielles pour « la recherche des différents aspects de la dictature communiste. »[13]

L'argumentaire et surtout les conclusions du Rapport Tismăneanu le recommande comme un texte d'engagement politique et non pas comme une production strictement académique.[14] Sa signification politique est, dans le contexte, le vrai enjeu de ce texte. Il est le résultat d'une négociation[15] entre les représentants d'une partie de la société civile roumaine et l'une des institutions incarnant l'autorité politique en vue de la consécration de l'anticommunisme comme mémoire officielle du passé récent dans la Roumanie postcommuniste. Mais le résultat d'une telle négociation est loin d'être accepté par l'unanimité des acteurs de la vie publique. Mise à part la compétition entre acteurs politiques autour de l'usage du passé récent, une compétition qui se poursuit dans la formule déjà consacrée des années 1990[16], des divergences multiples, naissantes entre des acteurs publics des plus divers montrent que les jeux sont loin d'être faits. Peu de temps après la publication du Rapport Tismăneanu sur le site de la Présidence roumaine, la hiérarchie de l'Eglise

---

12 A ce propos, les auteurs du Rapport sont explicits : « Nier les crimes du communisme est tout aussi inacceptable que nier les crimes du fascisme. » ; cf. *ibidem*, p. 643 (La traduction du roumain nous appartient).

13 Cf. *ibidem*, p. 646.

14 C'est pourquoi les reproches concernant la prévalence dans le texte du Rapport de la vigueur justicière plutôt que de la rigueur analytique sont, dans le contexte de sa rédaction, plutôt inadéquates. Voir à ce propos la critique de l'historien Dinu C. Giurescu concernant le caractère prépondérant politique du Rapport Tismăneanu, à l'adresse url http://monitor-cultural.com/documentare-utile/documentar-civic-media-raportul-Tismăneanu-ce-este-acest-raport-o-lucrarea-stiintifica-sau-un-document-politic-un-izvor-de-drept-sau-o-rafuiala-trotkista/, consultée le 30 avril 2008. Giurescu exprime le point de vue de nombre d'historiens roumains qui ont critiqué le Rapport pour son manque de rigueur académique et ont demandé „l'élimination du politique" de la démarche scientifique sur le communisme roumain.

15 Le caractère de négociation devient évident lorsqu'on constate que les conclusions du Rapport passent assez vite sur la question épineuse d'une loi de lustration ; cf. Comisia Prezidenţială pentru Analiza Dictaturii Comuniste în România, *op. cit.*, p. 641 : « Compte tenu de la criminalité et de l'illégitimité du régime communiste en Roumanie, l'adoption urgente de la loi de lustration s'impose. » (La traduction du roumain nous appartient). Un projet de loi de lustration, déposé en 2005 dans le parlement roumain par un groupe de députés et sénateurs du Parti National Libéral est actuellement quasi-oublié faute d'appuis politiques. A son tour, le discours du président Traian Băsescu devant les Chambres réunies du Parlement roumain, le 18 décembre 2006, omet de mentionner le soutien du Président pour l'adoption de la loi de lustration. Voir le texte en anglais du discours à l'adresse url http://www.presidency.ro/pdf/date/8288_en.pdf, consultée le 19 décembre 2006.

16 Par exemple, l'adoption d'une nouvelle Loi des Archives est systématiquement bloquée dans les commissions du Parlement roumain, les divergences intervenant justement sur la question de l'ouverture des archives du PCR et sur l'usage public des archives de la Securitate. Voir les débats autour du projet de la nouvelle Loi des Archives sur le site des Archives Nationales de Roumanie, à l'adresse url http://www.arhivelenationale.ro/comunicate.html, consultée le 20 avril 2008.

orthodoxe a annoncé par exemple la préparation d'un « contre rapport » qui, dans l'opinion des hauts prélats orthodoxes, devait invalider l'image d'« Eglise collaborationniste » conceptualisée dans le Rapport et insister sur les persécutions des prêtres et croyants orthodoxes, victimes du régime communiste dont le martyr aurait été minimisé par la Commission présidentielle.[17] Dans les rangs des intellectuels publics, les dissensions n'ont pas tardé à surgir, certains questionnant directement l'utilité et l'éthique d'un anticommunisme sans nuances, qui aspire à s'imposer comme le seul discours légitime sur le passé récent de la société roumaine.[18] Michael Shafir, politologue et membre de la Commission Internationale pour l'Etude de l'Holocauste constituée en 2004 par le président Ion Iliescu, a vivement critiqué la commission Tismăneanu autour de l'emploi du terme « génocide » pour qualifier les crimes du régime communiste.[19] Enfin, des dissensions sont nées au sein même de la Commission Tismăneanu, entre les représentants des ex-détenus politiques et les historiens autour du nombre des victimes du Goulag en Roumanie.[20] Et le débat n'est pas encore clos.[21]

---

17 Voir l'article de Sabina Fati, « Contraraportul Tismăneanu » [Le Contre-rapport Tismăneanu], *in România Liberă* [La Roumanie Libre], le 7 janvier 208, consultée à l'adresse url **http://www.romanialibera.ro/a114862/contraraportul-Tismăneanu.html,** le 9 janvier 2007. Voir aussi Cristian Vasile, « Domnul Ciachir, Biserica şi Raportul Tismăneanu » [Monsieur Ciachir, L'Eglise et le Rapport Tismăneanu], in *22. Revista Grupului de Dialog Social* [22. Revue du Groupe pour le Dialogue Social], an XV, no. 883, 9-15 février 2007, consultée à l'adresse url http://www.revista22.ro/html/index.php?nr=2007-02-09&art=3457, consultée le 30 février 2007.

18 Voir à ce propos l'article de Ciprian Siulea, « Anticomunism pentru eternitate » [Anticommunisme pour l'éternité], in *Observatorul cultural* [Observateur culturel], no. 328, 6 juillet 2006, consulté à l'adresse url http://www.observatorcultural.ro/Anticomunism-pentru-eternitate*articleID_15730-articles_details.html, le 7 avril 2008 : « Depuis quelques mois, l'anticommunisme vie une deuxième jeunesse en Roumanie. (…) L'atmosphère créée autour du communisme et de l'anticommunisme est l'une de crise où il n'est plus le temps ou le cas de discuter. Le communisme est le Mal absolu, l'anticommunisme est le Bien suprême de la société : ce sont en Roumanie des axiomes qu'il n'est pas bon de questionner pas même dans la perspective d'un autre type d'anticommunisme que celui « officiel ». La représentation du communisme comme Mal absolu est une attitude du tiers-monde, de culture tribale qui croit aux vampires ; ça n'a rien en commun avec la culture occidentale où il y a des débats et des distinctions. (…) Balayons-nous toujours les mêmes théories de la conspiration (il y a quelqu'un qui nous retient dans le communisme malgré nous) et le paternalisme extrême (les Roumains sont idiots, il faut qu'on leur dise ce qu'ils doivent croire). Ne serait-il pas plus justifié et plus utile de combattre le communisme en combattant les causes qui ont déterminé le manque de réaction anticommuniste significative ? » (La traduction du roumain nous appartient). Siulea est un jeune essayiste, philosophe, auteur d'un livre critiquant la pensée intellectuelle roumaine : Ciprian Siulea, *Retori, simulacre, impostur. Cultură şi ideologii în România* [Rhétoriciens, simulacres, impostures. Culture et idéologies en Roumanie], Bucarest, Editions Compania, 2003.

19 Cf. Michael Shafir, « Raportul Tismăneanu. Note din public şi din culise » [Le Rapport Tismăneanu. Notes du public et des coulisses], in *E-Leonardo*, no. 11, 2007, consultée à l'adresse url **http://www.eleonardo.tk/**, le 3 mai 2008.

20 A partir d'une note de bas de page dans l'édition publiée du Rapport Tismăneanu, où l'historien Dorin Dobrincu, directeur des Archives Nationales de Roumanie, doutait de la possibilité d'établir le nombre exact des victimes du Goulag et estimait que le nombre indiqué dans le Rapport (environ 2 millions de personnes) était largement exagéré. Le Président de l'Association des ex-détenus politique, Constantin Ticu Dumitrescu, a accusé Dobrincu de vouloir « diluer à tout prix la culpabilité de la Securitate

Les différents positionnements vis-à-vis du Rapport Tismăneanu rendent compte des enjeux très divers de la mémoire du communisme en Roumanie et tout autant d'enjeux politiques présents. Une première observation s'impose : pour la société roumaine des années 2000, le passé communiste est encore loin d'être « un pays étranger ».[22] Son héritage, qui fait toujours partie de la vie quotidienne, engage de multiples enjeux identitaires et de légitimation, spécifiques à chaque catégorie sociale ou professionnelle.

Dans cette atmosphère chargée d'âpres luttes idéologiques, être historien du communisme en Roumanie peut s'avérer un sport de combat. Puisqu'il est évident que l'héritage communiste pèse encore sur le quotidien de la vie sociale, politique et culturelle de la Roumanie des années 2000, l'historien du communisme roumain n'a pas encore gagné le droit à une tour d'ivoire. L'interrogation pertinente de son objet d'intérêt reste un des défis fondamentaux pour la compréhension de la société roumaine contemporaine. Cette société qui donne à l'extérieur, depuis presque vingt ans, des signes parfois très contradictoires, qui semble s'entêter à rester bloquée dans les mêmes clivages, conflits et tensions depuis la sortie controversée du communisme en 1989[23], ne devient intelligible qu'à travers l'effort de (dé)construction de son passé récent. L'intérêt pour l'analyse du communisme roumain réside donc principalement dans la nécessité d'une intelligibilité appropriée de la Roumanie d'aujourd'hui et d'hier. La compréhension du communisme roumain peut entretenir l'espoir raisonnable d'une meilleure intelligence du postcommunisme, des dynamiques de transformation du régime politique et de la « décommunisation conservatrice[24] » tant sur le plan idéologique qu'au niveau sociétal.

La confusion entre le travail de mémoire, le combat politique et civique et la rigueur d'une analyse historique est un piège que nombre de scientifiques en sciences sociales

---

communiste ». Cf. *Cotidianul* [Le Quotidien] du 26 novembre 2007, consulté à l'adresse url http://www.cotidianul.ro/ticu_si__dobrincu_se_cearta_pe_victimele_comunismului-36178.html, le 27 novembre 2007.

21 Pour un exemple de débat académique autour du Rapport Tismăneanu, voir la polémique Caius Dobrescu – Ciprian Siulea in *Observator cultural* [Observateur culturel], no. 379, 386, 387, 391, 393, juillet-octobre 2007.

22 Cf. le syntagme utilisé par David Lowenthal, *The Past is a Foreign Country*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.

23 Cf. Catherine Durandin, Zoe Petre, *La Roumanie post-1989*, Paris, Editions l'Harmattan, 2008, pp. 197-201. Voir aussi les conclusions de Traian Sandu, *Histoire de la Roumanie*, Paris, Editions Perrin, 2008, pp. 389-393.

24 L'expression est reprise d'Antoine Heemeryck, *La Roumanie entre stigmatisation et réhabilitation : démocratisme, État, société et production de soi*. Paris, Thèse de Doctorat d'anthropologie réalisée sous la direction de B. Hours EHESS, 2007. Il se réapproprie l'expression de « décolonisation conservatrice » formulée par Gérard Althabed dans un contexte différent. Voir Gérard Althabe, *Anthropologie politique d'une décolonisation*, Paris Editions L'Harmattan, 2000.

roumains ne réussissent pas encore à éviter.[25] La présente démarche partira donc de la réaffirmation d'une des vérités les plus élémentaires du métier d'historien mais qui est en même temps l'une des plus difficiles à faire passer dans l'historiographie actuelle du communisme en Roumanie : tout comme au niveau du discours public sur le passé récent, on doit faire face non pas à la mémoire mais à des mémoires du communisme, dans les analyses scientifiques on devrait s'attendre non pas à une histoire mais à des histoires du communisme.

La conscience de la relativité d'un discours sur une période historique donnée ainsi que la conscience des pièges de la subjectivité font partie du travail d'objectivation et de réflexivité indispensable à l'historien. Ces limites et conditionnements peuvent agir dans deux directions complémentaires : l'écriture mais aussi la lecture. Quand on construit un discours sur le passé récent, l'observation de François Hartog et Jacques Revel selon laquelle « tout discours historique est susceptible d'usages politiques, que cela soit le fait de son auteur, de ses destinataires ou encore qu'il faille l'attribuer au rapport particulier que les seconds entretiennent avec le premier »[26], décrit un enjeu toujours à l'œuvre. A cette limite s'y ajoute une autre, tout aussi importante, résidant en la temporalisation des analyses du scientifique lui-même. Celui-ci vie dans son époque et il y est un spectateur engagé. Prendre la bonne distance, se situer à l'extérieur d'une communauté dont on est le produit est un desideratum facile à formuler mais qui tient plutôt du domaine de l'utopie quant à sa mise en pratique. « Aseptiser »[27] une réalité donnée de ses trompe-l'œil et de ses lieux communs, au bout d'un processus d'objectivation de soi, reste sans aucun doute un idéal à poursuivre, aussi intangible soit-il. Ce qui est plus important encore, c'est de comprendre ses limites, les assumer et essayer de les transformer, dans la mesure du possible, en autant d'atouts dans une quête de la compréhension d'une époque historique et de soi-même. Il ne s'agit de pratiquer un nombrilisme narcissique autour de la figure du chercheur, mais d'objectiver ses propres préjugés, comprendre ce qu'ils révèlent des enjeux présents et comment ils s'imprègnent dans la production de l'histoire afin de mieux les maîtriser et de les surpasser.

---

25 Cette conclusion s'impose devant le contenu des débats au sein de la communauté des historiens roumains, autour de la « valeur scientifique » des conclusions avancées par le Rapport Tismăneanu. Voir, par exemple, le récit des discussions autour du Rapport organisées à l'Université de Constanţa en mars 2007, à l'adresse url http://www.telegrafonline.ro/_pdf/cff18ef20cb3dc96f088c1d0caed2a55.pdf, consultée le 12 mai 2007.

26 Cf. François Hartog, Jacques Revel, « Note de conjoncture historiographique », in François Hartog, Jacques Revel, eds., *Les usages politiques du passé*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001, p. 15.

27 Le syntagme appartient à Yvan Lamonde, « La fiche et le divan : sur le faire de l'historien », in *Trans*, no. 10, 1999, consultée à l'adresse url http://www.mapageweb.umontreal.ca/_scarfond/T10/10-Lamonde.pdf, le 10 février 2008.

Dans cette recherche, on essayera d'éviter la commodité des lieux communs pour privilégier la réflexion sur une réalité complexe, faite de multiples facettes et se prêtant à de multiples angles d'analyse. On évitera également les jugements simplistes de faits et on privilégiera l'analyse d'événements qui ne deviennent intelligibles que dans un contexte judicieusement nuancé.

a) Problématique et hypothèses de travail

Au début de mes réflexions sur le régime Ceauşescu, je me suis retrouvée devant un modèle dominant d'interprétation qui tendait de réduire l'articulation des relations de pouvoir à la seule volonté du leader. La principale conséquence de l'application d'un tel modèle était l'identification du régime communiste roumain, de ses traits tyranniques et de ses aberrations les plus contraignantes avec la personne de Nicolae Ceauşescu. Ce modèle d'interprétation avait l'allure d'un piège à cause de ses effets possibles sur la démarche scientifique concernant l'analyse du communisme roumain, mais aussi à cause de ses implications sur l'évolution de la société roumaine postcommuniste. Le régime communiste a induit dans les rangs de cette société un phénomène d'aliénation collective dont l'identification des racines et des causes profondes est essentielle pour la reconstruction du tissu sociétale dans l'après communisme. Ce processus de reconstruction est encore aujourd'hui biaisé par l'identification erronée des explications concernant les transformations identitaires produites dans la société roumaine par l'action politique du Parti Communiste.[28]

L'interprétation proposée s'appuie donc sur une vision dynamique de l'articulation du pouvoir politique, ainsi qu'elle a été construite par Michel Foucault.[29] Chez Foucault, le pouvoir est une réalité complexe qui se structure en fonction de multiples volontés et résistances, qui s'exerce à partir de multiples points d'appui et de multiples stratégies relationnelles. Il n'y a pas un seul dominant, mais des agents de domination, dont l'action doit intégrer les stratégies de résistance développées par les dominés. L'intégration de ces stratégies dans l'action du dominant est essentielle dans l'exercice de son pouvoir. Autrement

---

28 Voir à ce propos Irina Livezeanu, *The Poverty of Post-Communist Contemporary History in Romania*, University of Pittsburg, The National Council for Eurasian and East-European Research, Title VIII Program, 2003, surtout pp. 3-5: « The intellectual legacy of the Ceauşescu regime's brand of national communism has by no means lost its power. On the contrary, it continues to have an effect on what is now freely produced nationalist historiography (and other more popular publications that claim to touch upon or reveal historical truths) ».

29 Cf. Michel Foucault, « Le pouvoir, comment s'exerce-t-il ? », In Dominique Colas, *La pensée politique*, Paris, Larousse, 1992 , pp. 754-762.

dit, et pour le cas particulier des régimes communistes, le succès de leur stratégie de légitimation dépend largement de la façon dont ils réussissent à trouver le chemin vers les intérêts immédiats des sociétés dominées, mais également vers les racines plus anciennes de la culture politique de ces sociétés.

L'idée d'une intercommunication de la culture politique des communistes avec les cultures politiques qu'ils aspirent à transformer a été identifiée, dès le début des années 1970, par Alfred G. Meyer, comme principale condition du succès de la légitimation des régimes communistes.[30] Elle semble être confirmée, après la chute de ces régimes, par les travaux des sociologues sur les sociétés sorties du communisme.[31] Dans cette perspective, la construction d'un communisme national, initiée en Roumanie par Gheorghe Gheorghiu-Dej et développée par Nicolae Ceauşescu, devient beaucoup plus compréhensible, du point de vue de son évolution et de ses conséquences, si on prend en compte un modèle d'articulation du pouvoir à plusieurs niveaux.

La construction idéologique d'un communisme national ne constitue pas une innovation du régime communiste roumain. Déjà dans les années 1950, les exégètes considéraient le communisme national comme une troisième voie du communisme mondiale, initié par la Yougoslavie de Tito et repris plus tard par les pays de l'Europe de l'Est, à côté du modèle soviétique et du modèle chinois, comme affirmation de leur volonté de définir des identités propres à l'intérieur du camp communiste.[32] La singularité du cas roumain s'illustre dans la pérennité de ce modèle qui s'est montré, par rapport aux autres pays de l'Europe centrale et orientale, plus résistant à l'épreuve du temps, particulièrement aux évolutions politiques et sociales des années 1970 et 1980. La démarche proposée vise à démontrer que son succès – dont la réalité est devenue surtout observable dans les évolutions de la société roumaine postcommuniste – peut être expliqué justement par la manière dont le pouvoir communiste a su englober dans sa stratégie de légitimation des éléments d'une culture

30 Cf. Alfred G. Meyer, « Introductory Note », in Sylvia Sinaian, Istvan Deak, Peter C. Ludz, *Eastern Europe in the 70s*, New York, Praeger Publishers, 1972, pp. 55-62 ;

31 Voir à ce propos George Mink et Jean-Charles Szurek, *Cette étrange post-communisme : rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, Paris, Editions Découverte, Presses de CNRS, 1992, mais aussi Nicolas Bauquet, François Bocholier, eds., *Le communisme et les élites en Europe Centrale*, Paris, Presses Universitaires de France, Editions Rue d'Ulm, 2006. Pour le cas particulier de la Roumanie, voir Raluca Grosescu, « Traiectorii de conversie politică a nomenclaturii din România. Spre o taxonomie a partidelor create de fostele elite comuniste » [Trajectoirs de conversion politique de la nomenklatura roumaine, Vers une taxonomie des partis créés par les anciennes élites communistes], in *Elite comuniste inainte si dupa 1989. Anuarul Institutului de Investigare a Crimelor Comunismului in România* [Elites communistes avant et après 1989. L'annuaire de l'Institut pour l'Investigation de Crimes du Communisme en Roumanie], tome II, Bucarest, 2007, pp. 199-231.

32 Voir, par exemple, l'article de Richard C. Gripp, « Eastern Europe's Ten Years of National Communism. 1948-1958 », in *The Western Political Quarterly*, tome 13, no. 4, décembre 1960, pp. 934-949.

politique préexistante, celle du nationalisme roumain d'avant la deuxième guerre mondiale. Ce processus a été accompagné par une opération de sélection de certains traits et de valeurs appartenant au capital culturel de cette société qui ont été considérés par les structures de décision du PCR comme autant de points de sédimentation et d'ancrages de leurs stratégies et buts politiques. L'analyse de ce processus de sélection – détermination des acteurs qui y ont participé, de leurs rôles spécifiques, détermination des critères de sélection, etc. – aidera à la compréhension des transformations identitaires intervenues au niveau de la société roumaine dans les années du régime communiste.

Pour ce faire, ce travail s'efforcera de questionner trois hypothèses et leur articulation, représentants autant de points d'interrogation sur le régime Ceauşescu et sur le contexte socioculturel de son évolution :

D'abord, j'essaierai de démontrer que le régime Ceauşescu est l'expression d'une symbiose entre la culture politique de la société roumaine antérieure au communisme et « la culture révolutionnaire »[33] telle qu'elle est proposée par l'idéologie communiste. Le corollaire de cette hypothèse ouvre une autre perspective sur l' « anomalie Ceauşescuiste »[34], qui est en général présentée comme étant à l'origine d'une spécificité roumaine après 1989 : ce qu'on a été tenté d'interpréter comme une anomalie ne serait en fait que le produit d'une révolution culturelle réussie par les communistes.

La deuxième hypothèse est que la symbiose entre marxisme-léninisme et nationalisme, comme principal élément du discours de légitimation employé par le régime communiste, a été le résultat d'une rencontre entre les intérêts politiques du régime Ceauşescu et les intérêts, voire certains éléments de l'habitus[35] des acteurs intellectuels qui y ont participé. Le discours nationaliste du régime Ceauşescu serait donc le produit d'une alliance entre les instances officielles du PCR et une partie de l'élite intellectuelle du pays, qui joue le rôle d'agent de diffusion de la nouvelle vulgate nationale-communiste mais qui y exerce parallèlement son propre travail d'interprétation. Cette partie de l'élite intellectuelle roumaine qui s'engage dans une collaboration active à l'œuvre idéologique du PCR est composée *grosso modo* de

---

33 Cf. Alfred G. Mayer, *op. cit.*, p. 55.

34 Cf. Trond Gilberg, *Nationalism and Communism in Romania : The Rise and Fall of Ceauşescu's Personal Dictatorship*, Boulder, Colorado, 1990, p. 19.

35 Cf. à la definition de l'habitus donnée par Pierre Bourdieu, *Le sens pratique*, Paris, Editions de Minuit, 1980, pp. 88-89: « Les conditionnements associés à une classe particuliére de conditions d'existence produisent des habitus, systèmes de dispositions durables et transposables, structures structurées disposes à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de representations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la vise consciente de fins et la maîtrise expresse des operations necessaries pour les atteindre, objectivement 'réglées' et 'régulières'sans être en rien le produit de l'obéissance à des règles, et, étant tout cela, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre.»

deux catégories de personnes : l'une formée par des nouveaux venus dans le champ culturel, des personnes qui sont les produits et les bénéficiaires du système de formation communiste, désireux d'obtenir une notoriété dans leurs milieux professionnels respectifs ; l'autre, constituée par des représentants de l'élite culturelle de l'entre-deux-guerres qui, au bout d'un pénible processus de récupération politique, mêlant la répression la plus sévère et les promesses de réhabilitation/réinsertion dans leur milieu professionnel d'origine, sont récupérés par le pouvoir communiste comme agents de diffusion de son idéologie nationaliste. Cette rencontre de deux générations d'intellectuelles différentes se produit sur un même terrain idéologique dont les bases résident dans la volonté politique du PCR de fonder un pacte politique avec la société roumaine à partir du recours au sentiment national. Un tel contexte sociopolitique a pour effet d'assurer une continuité significative entre la construction culturelle du nationalisme roumain de l'entre-deux-guerres et celle entreprise par le régime Ceauşescu.

Enfin, ma troisième hypothèse part du constat de l'inefficacité du discours anticommuniste roumain à générer une opposition structurée, bénéficiant d'un appui populaire au communisme nationaliste du régime Ceauşescu. [36] Nous supposons pour le moment que cette inefficacité provient de l'incapacité des protagonistes de ce type de discours à quitter le paradigme national et à remplacer le recours à la Nation comme seul élément de solidarité reconnu par la société roumaine avec un autre élément catalyseur de la solidarité communautaire, comme par exemple les valeurs éthiques de la citoyenneté en tant qu'éléments indispensables à la (re)fondation[37] d'une société civile roumaine. La confirmation de cette hypothèse pourrait expliquer le faible écho du recours aux valeurs de la société civile dans la Roumanie d'après 1989.[38]

---

36 Mon raisonnement s'appuie sur l'observation de Dominique Colas concernant l'usage de la « société civile » par les critiques du régime communiste polonais. Cf. Dominique Colas, *Le glaive et le fléau. Généalogie du fanatisme et de la société civile*, Paris, Editions Bernard Grasset, 1992, p. 40 : « La société civile à la polonaise, si l'on peut dire, est animée par la volonté d'affirmer les droits politiques contre l'Etat totalitaire […] elle repose sur la réclamation d'un exercice universel des droits politiques par tous ; bref, contre le monopole de la politique par le Parti, l'affirmation de la société civile en Pologne […] recherchait la politisation de la société et l'affirmation des droits de l'homme et du citoyen ».

37 Voir à ce propos Gail Kligman, « Reclaiming the Public : a Reflection on Creating Civil Society in Romania », in *East European Politics and Societies*, vol. 4, no. 3, automne 1990, pp. 393-437.

38 A part l'étude de Gail Kligman, considérant les difficultés de la (ré)fondation d'une société civile en Roumanie, voir pour l'évolution de la pensée anticommuniste roumaine, Cristina Petrescu, « Seven Faces of Dissent. A Micro Perspective on the Study of Political (Sub)cultures under Communism », in Alexandru Zub, Adrian Cioflâncă, *Cultură politică şi politici culturale în România modernă* [Culture politique et politiques culturelles dans la Roumanie moderne], Jassy, Editions de l'Université « Al. I. Cuza », 2005, p. 305-344.

b) Prémisses théoriques

Pour circonscrire le sujet de cette recherche, une question de définition à l'égard de la nature du régime Ceauşescu doit être explicitée. On a examiné deux démarches théoriques employées par les différents exégètes de ce régime politique : l'une, celle du *stalinisme national*, appartenant à Vladimir Tismăneanu[39], a fait une belle carrière surtout parmi les analystes roumains du régime Ceauşescu[40] ; l'autre, plus récente, celle du *sultanisme*, appartenant à Juan J. Linz[41], a soulevé l'intérêt de certains analystes étrangers[42] tout en restant quasiment absente des analyses roumaines du régime Ceauşescu.

La théorie du stalinisme national insiste sur le caractère personnel et absolu du pouvoir communiste à l'époque de Ceauşescu, en prolongation d'un modèle initié par son prédécesseur, Gheorghe Gheorghiu-Dej.[43] Elle restitue une image quasi-figée du pouvoir communiste comme « monolithe »[44] politique dont l'idéologie ne fournit qu'une apparence mais qui en fait, au-delà de la coercition comme moyen de contrôle de la société et de la manipulation des intérêts personnels comme moyen de contrôle des acteurs politiques par le leader, n'a aucun substance réelle. Cette théorie part d'une prémisse que ma démarche s'appliquera plutôt à contredire qu'à reprendre : celle de « la bolchevisation intégrale »[45] du Parti Communiste Roumain et de son manque quasi-total de contacts avec la culture politique de son milieu d'origine. L'axiome de cette théorie est d'ailleurs démenti par les approches récentes du régime stalinien, montrant que son apparence figée cachait des dynamiques internes qui interféraient avec la volonté du leader et arrivaient ainsi à influencer les décisions

---

39 Vladimir Tismăneanu, *Stalinism for All Seasons. A Political History of Romanian Communism*, Berkeley & Los Angeles & London, University of California Press, 2003, voir surtout pp. 168-186. Voir aussi, pour un stade plus récent de l'élaboration du concept, Vladimir Tismăneanu, « The Tragicomedy of Romanian Communism », in *East European Politics and Societies*, vol. 3, no. 2, Spring 1989, pp. 329-376.

40 Voir la reprise récente de ce paradigme théorique par Traian Sandu, *op.cit.*, surtout pp. 295-300

41 Cf. surtout Juan J. Linz, Houchany E. Chehabi, *Sultanistic Regimes*, Baltimore, John Hopkins Unversity Press, 1998. Voir aussi Juan J. Linz, Alfred Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1996, surtout pp. 51-54 et 70-71.

42 Voir à ce propos l'étude comparative des régime communistes nationalistes de Roumanie et Serbie, appartenant à Peter Siani-Davis, « Revoluţia în societăţile comuniste şi post-comuniste » [La révolution dans les sociétés communistes et postcommunistes], in Bogdan Murgescu, eds., *Revoluţia română din 1989. Istorie şi memorie* [La révolution roumaine de 1989. Histoire et mémoire], Iaşi, Editions Polirom, 2007, pp. 117-145.

43 Voir à ce propos Vladimir Tismăneanu, *op.cit.*, surtout pp. 364-367

44 Voir la critique de l'image monolithique du pouvoir stalinien chez Felix Patrikeeff, « Stalinism, Totalitarian Society and the Politics of « Perfect Control » », in Harold Shukman, eds., *Redefining Stalinism*, Londres, Portland, 2003, pp. 26-33.

45 Cf. Vladimir Tismăneanu, *loc. cit.*, p. 337

et les actes de pouvoir.[46] Le paradigme du stalinisme national est donc insuffisant pour l'approche du régime Ceauşescu que nous voulons développer. D'une part, parce qu'il restitue une interprétation trop peu analytique du fonctionnement d'un régime de type soviétique, en refoulant la question de la légitimité à l'extérieur de la problématique ; d'autre part, il tente de sous-estimer le côté « national » de ce type de régime, c'est-à-dire le vrai poids et les effets du nationalisme dans sa légitimation politique.

La théorie du sultanisme fournit une base de réflexion plus pertinente. Elle permet d'analyser le régime Ceauşescu à l'intérieur d'une catégorie plus générale de régimes politiques et d'élargir, à l'aide du comparatisme, les cadres de compréhension d'un régime de type soviétique. Les traits principaux des régimes de type sultaniste sont ainsi résumés par Stephen M. Eke et Taras Kuzio[47] : 1. Il existe, à l'intérieur de ce type de régime, un domaine générique du patrimonialisme extrême qui suppose que l'Etat serait étroitement lié au destin personnel du leader ; 2. Il existe une fusion entre le domaine public et le domaine privé, fusion qui nourrit la corruption et fait que l'accès au ressources soit dépendant des connexions personnelles avec le leader et les cercles du pouvoir ; 3. Ce type de régime manque d'une idéologie dominante, la loyauté envers le leader ayant pour base un mélange de peur de répression et promesses de récompense ; 4. A cause d'un faible degré d'institutionnalisation et d'un manque d'intérêt pour le respect de la loi, le leader a la possibilité d'interpréter les lois de manière discrétionnaire ; 5. La pluralité politique est bannie ; 6. Il n'y a pas de prédictibilité dans le recrutement des élites et ceux-là doivent leurs positions exclusivement à la relation avec le régime politique ; 7. Un régime de type sultaniste ne permet pas les changements pacifiques et sa chute intervient seulement par le renversement violent de son leader. Le régime Ceauşescu présente à des degrés différents, des spécificités relevant des sept traits présentés ci-dessus. On l'analysera l'un d'eux plus en détails dans la deuxième partie de la présente démarche. Il s'agit de l'articulation du rapport élites/pouvoir politique en fonction des résultats d'une négociation entre les intérêts politiques du pouvoir et ceux résultant de la légitimation des membres de l'élite intellectuelle à l'intérieur de leurs propres champs professionnels.

---

46 Voir surtout Sheila Fitzpatrick, « The nature of Stalinism », in *Russian Review*, tome 45, 1986, pp. 357-373 , pour un passage en revue des interrogations sur le rapport pouvoir politique-société dans l'URSS de Staline. Cf., pour une mise au point plus récente, Robert Service, « Stalinism and the Soviet State Order », in Harold Shukman, *op.cit.*, pp. 7-21.

47 Cf. Stephen M. Eke, Taras Kuzio, « Sultanism in Eastern Europe: The Socio-Political Roots of Authoritarian Populism in Belarus », in *Europe-Asia Studies*, tome 52, no. 3, mai 2002, pp.530-532.

Il reste pourtant une précision fondamentale à formuler quand on juge le régime Ceauşescu en fonction du troisième trait des régimes sultaniste, présenté par Eke et Kuzio : le manque d'une idéologie dominante. La recherche mène à une hypothèse qui semble contredire radicalement cette interprétation : à l'intérieur du régime Ceauşescu, la symbiose réalisée entre l'essentiel du dogme marxiste-léniniste[48] et le nationalisme roumain pré-communiste[49] finit par s'articuler d'une manière suffisamment forte, cohérente pour pénétrer le corps social et accomplir sa mission d'idéologie dominante. Ceci devient possible au bout d'un processus de sélections des valeurs à intégrer dans la nouvelle construction idéologique et avec la participation de plusieurs catégories d'acteurs. L'analyse de l'articulation de cette symbiose idéologique entre communisme et nationalisme à l'intérieur du régime Ceauşescu constitue le but principal de la présente démarche. J'ai choisi de la désigner avec le terme de *communisme nationaliste* pour marquer sa position spécifique par rapport aux différents paradigmes d'analyse des régimes de type soviétique. Le régime Ceauşescu n'est pas un régime sultaniste typique parce qu'il repose sur une idéologie spécifique qui sous-tend et structure ses mécanismes de fonctionnement. Il n'est pas non plus une forme quelconque de communisme national, parce qu'il propose plus qu'une voie spécifique de construction de la société communiste dans un pays donné, indépendamment des ingérences de Moscou[50] : à travers son travail de construction idéologique, il ambitionne de restituer un nouvel ethos de la communauté politique s'inscrivant dans le temps et dans l'espace. Quant à son appartenance à la catégorie du stalinisme, elle est à prendre en compte sous réserve d'une approche préalablement nuancée, débouchant non pas vers la description d'un modèle unique mais de plusieurs variétés, non pas du stalinisme, mais des stalinismes.

La détermination du rôle et des fonctions du concept de nation à l'intérieur de la symbiose idéologique proposée par le régime Ceauşescu devient, dans cette perspective, indispensable. Le problème est de répondre d'une manière pertinente à la question qui se trouve au cœur de la compréhension du communisme nationaliste roumain : comment a-t-il

---

48 Pour une compréhension générale du dogme léniniste, nous avons utilisé l'interprétation de Dominique Colas, *Le léninisme*, Paris, Quadrige/Presses Universitaires de France, 1998.

49 Nous avons utilisé à ce propos l'analyse d'Irina Livezeanu, *Cultural politics in Greater Romania : regionalism, nation building, and ethnic struggle. 1995*, New York, Cornell University Press.

50 Pour la définition du communisme national, on s'appuie sur les études de Bernard Morris, « Soviet Policy Toward National Communism : The Limits of Diversity », in *The American Political Science Review*, tome 53, no. 1, mars 1959, pp. 128-137, Stephen A. Garett, « On Dealing with the National Communism : The Lessons of Yugoslavia », in *The Western Political Quarterly*, tome 26, no. 3, septembre 1973, pp. 529-549 et Paul Shoup, « Communism, Nationalism and the Growth of the Communist Community of Nation after World War II », in *The American Political Science Review*, tome 56, no. 4, décembre 1962, pp. 886-898 . Pour un bilan rétrospectif du communisme national, voir David Lloyd, « Rethinking National Marxism. James Connolly and « Celtic Communism » », in *Interventions*, tome 5, no. 3, 2003, pp. 345-370.

été possible que deux construction idéologiques indiquées par toutes les apparences comme opposées et même ennemies, aient coopéré et aient finalement fusionné pour donner naissance à une nouvelle idéologie ? On a cherché la réponse auprès de Benedict Anderson et de sa théorie de la nature modulaire du nationalisme. Par modularité, Anderson entend l'aptitude de la nation, en tant qu' « artefact culturel », d'être « transplantée, avec des degrés de conscience variables, sur des terrains sociaux de toutes sortes pour fusionner et se fondre avec un éventail non moins large de constellations politiques et idéologiques ». [51] Le corollaire de cette théorie est la capacité de la nation, en tant que réalité culturellement construite, de se perpétuer à l'intérieur de toute autre construction idéologique, de l'influencer de manière plus ou moins consciente et même d'y fusionner, au bout d'un processus de propagation, pour continuer à agir dans les cadres du nouvel artefact culturel. La théorie de la nation modulaire, reprise d'Anderson, est prolongée et approfondie par Manu Goswami qui observe toutefois que les formes temporellement prééminentes du nationalisme tentent d'exercer une influence prédominante à l'intérieur des nouveaux artefacts culturels qui les englobent. [52]

Nous estimons que cette manière d'interpréter la relation entre marxisme-léninisme et nationalisme à l'intérieur du régime Ceauşescu offre une clé pertinente d'interprétation de son évolution idéologique et politique. Du fait de sa capacité d'actualisation à de nouveaux contextes culturels et politiques, le nationalisme représente, dans cette équation, l'élément le plus fort et le plus doué dans les dynamiques de transformation de la légitimité politique. Cette recherche s'appliquera à décrire et analyser les modalités par lesquelles il devient au fur et à mesure prépondérant dans la symbiose idéologique du communisme nationaliste pour réussir finalement à survivre à l'échec idéologique et politique du marxisme-léninisme.

On arrive sur ce point à la question de la culture politique, un terme qu'on a déjà employé pour formuler les hypothèses de travail et qui se doit lui aussi d'être explicité. Au cours de la présente démarche, l'emploi du concept de culture politique se fera dans le sens qui lui est donné par Serge Berstein :

« La culture politique telle qu'elle apparaît à l'historien est un système de représentations fondé sur une certaine vision du monde, sur une lecture signifiante, sinon

---

51 Cf. Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002, p. 18.

52 Cf. Manu Goswami, « Rethinking the Modular Nation Form : Toward a Sociohistorical Conception of Nationalism », in *Comparative Studies in Society and History*, vol. 4, no. 3, octobre 2002, pp. 778: « Anderson's narrative about the modular nature of nationalism contains a strong, if implicit, assumption of their « path-dependency » , that is, the notion that temporally prior nationalist mouvements significantly shape the dynamic and trajectory of later nationalist movements ».

exacte, du passé historique, sur le choix d'un système institutionnel et d'une société idéale, conformes au modèle retenu, et qui s'expriment par un discours codé, des symboles, des rites qui l'évoquent sans qu'une autre médiation soit nécessaire. Mais ce système est porteur de normes et de valeurs positives pour celui qui adhère à cette culture, et constitue ainsi l'aune à laquelle il mesure la validité de toute action et de toute position politique. »[53]

L'usage de la notion de culture politique dans l'analyse des régimes de type soviétique intervient, comme le montre Stephen White[54], avec le besoin d'expliquer les variations des communismes nationaux. Suivant Gabriel Almond, la manière dont on utilise la notion de culture politique dans l'analyse des régimes communistes devrait prendre en compte son fonctionnement à plusieurs niveaux : un premier niveau est celui de « la culture politique officielle ou idéologique »[55] qui consiste en une série d' « exhortations et imputations » et qui propose, en fait, un type idéal de culture recherchée par le dogme politique ; à un deuxième niveau se situe « la culture politique opérationnelle »[56] représentée par « les valeurs que le régime est prêt à accepter et qu'il estime avoir mené à son accomplissement » ; enfin, au troisième niveau se trouve « la culture politique réelle » qui concerne les perceptions au niveau de la société du modèle culturel, idéologique et politique proposé par un régime communiste. Cette perspective théorique a deux corollaires qui me semblent particulièrement pertinents pour la présente démarche. Il s'agit, d'abord, de la nécessité de prendre en compte un écart, toujours à l'œuvre, entre les exhortations du discours officiel et l'interprétation de son message politique et culturel au niveau de la société. Ce qu'investissent d'un rôle fondamental les instances de transmission de ce message. Ensuite, le modèle d'Almond laisse possible la mise en œuvre d'une analyse d'ensemble de la symbiose idéologique du communisme nationaliste à travers la communication, l'interpénétration et les influences réciproques entre les trois niveaux d'articulation de la culture politique à l'intérieur du régime Ceauşescu.

---

53 Cf. Serge Berstein, « L'historien et la culture politique », *in Vingtième siècle. Revue d'histoire*, volume 35, no. 1, 1992, p. 71.

54 Cf. Stephen White, « Political Culture in Communist States : Some Problems of Theory and Method », in *Comparative Politics*, volume 16, no. 3, avril 1984, surtout pp. 351-352. Voir aussi Robert C. Tucker, « Culture, Political Culture, and Communist Society », in *Political Science Quarterly*, volume 88, no. 2, juin 1973, surtout pp.989-19o. Tucker plaide pour une "historicisation" de l'approche culturel des systèmes de type soviétique, c'est-à-dire pour une mise en perspective des transformations apportées par ce type de système aux sociétés respectives, en fonction de ses interférences avec l'héritage politique et culturel qui le précède.

55 Cf. Gabriel Almond, « Communism and Political Culture Theory », in *Comparative Politics*, vol. 15, no. 2, janvier 1983, p.131

56 *Ibidem*, p. 131.

Au sujet du rôle des instances de transmission du message culturel et politique du régime Ceauşescu, est également essentielle la distinction opérée par Archie Brown[57] entre « culture politique unifiée », qui jouerait dans ce cas le rôle de type idéal par rapport aux ambitions politiques du communisme nationaliste, et « culture politique dominante » qui est plus proche de la réalité de l'environnement culturel dans lequel fonctionne le régime Ceauşescu. Le modèle de la culture politique dominante coexistant avec une ou plusieurs variétés de subcultures politiques fournit une clé d'analyse pour comprendre le fonctionnement de la relation entre les catégories d'acteurs qui participent, à l'intérieur du régime Ceauşescu, à l'articulation du discours nationaliste et communiste. Ces catégories apportent chacune dans la construction de ce discours des influences provenant de subcultures politiques différentes. La symbiose idéologique du communisme national repose sur les clivages entre ces subcultures et la culture dominante, représentée par ce qu'Almond désigne comme « culture politique officielle ». A la fin, la nouvelle symbiose idéologique est la résultante des interférences entre ces différentes cultures politiques et la culture politique dominante.

On arrive ainsi à la signification qu'on assigne dans la présente démarche au discours politique. Pour ce faire, on se situe dans la définition du discours donnée par Michel Foucault : le discours est « un ensemble d'énoncés » relevant d' « un même système de formation », fonctionnant dans « un ensemble de conditions d'existence » historiquement, politiquement et culturellement déterminées, qui permet la production du savoir à l'aide du langage.[58] Par complément, Foucault définit la « pratique discursive » comme étant « un ensemble de règles anonymes, historiques, toujours déterminées dans le temps et l'espace qui ont défini à une époque donnée, et pour une aire sociale, économique, géographique ou linguistique donnée, les conditions d'exercice de la fonction énonciative. »[59] Cette interprétation traite le discours comme étant le produit d'un environnement culturel circonscrit dans le temps et dans les limites d'un espace géographique donné. Le discours devrait donc être analysé comme le reflet de la représentation que cet environnement culturel déterminé se donne de lui-même. Il offre, en même temps, la possibilité de comprendre l'environnement respectif par un travail de déconstruction de son discours. C'est dans cette optique théorique que je vais aborder le discours politique du régime Ceauşescu : en tant que catégorie du discours caractérisant un environnement culturel spécifique, inscrit dans le temps

---

57 Cf. Archie Brown, Jack Gray, eds., *Political Culture and Political Change in Communist States*, deuxième édition, New York, Holmes & Mayer Publishers, INC., 1979, pp. 8-9.

58 Cf. Michel Foucault, *L'archéologie du savoir*, Paris, Editions Gallimard, 2008, pp. 148-162.

59 *Ibidem*, p. 162.

et dans l'espace. A ce propos, l'analyse privilégiera trois directions : les logiques qui président à la production du discours politique du régime Ceauşescu ; son économie interne, comme expression du modèle politique qui le produit ; les voies et les modalités d'interaction entre ses producteurs.[60]

c. Sources et méthodologie

Cette recherche s'appuie principalement sur l'interrogation de sources écrites : archives, périodiques, matériaux officiels de la propagande communiste, témoignages/mémoires des acteurs. L'utilisation de ce genre de source dans l'étude d'un régime de type soviétique nécessite une approche critique des plus rigoureuses.

Abordons la question des archives. J'ai étudié à Bucarest les archives du Comité central de l'ancien Parti Communiste Roumain et à Budapest les Open Society Archives qui abritent actuellement la plupart des archives de la Radio Free Europe.[61] J'ai également utilisé les archives de l'ancienne police politique roumaine, surtout dans le but de rétablir les trajectoires biographiques des producteurs du discours communiste nationaliste et les motivations individuelles de leur participation à la production de ce discours. Chacune de ces archives pose ses problèmes spécifiques d'interprétation. S'il existe un domaine de l'histoire où on peut vérifier pleinement que les archives ne parlent pas d'elles-mêmes, ce domaine est sans doute l'histoire du communisme. Le problème de l'accès à ces archives, encore très politiquement suivi en Roumanie, tend à faire passer sur un plan secondaire la question de leur interprétation. Tout comme les autres archives des régimes de type soviétique, elles « masquent autant qu'elles révèlent ».[62] Ces archives doivent être déchiffrées à travers une langue de bois qui leur est propre et qui nécessite en soi un regard critique particulier. S'ajoute à ce problème des traits spécifiques résultant de la nature du pouvoir politique qui les a constitués. Ce qui caractérise ce pouvoir est son manque de transparence et sa volonté acharnée de cacher les réalités derrière une rhétorique creuse. Ce problème est d'ailleurs commun aux archives et à toutes les autres publications officielles des régimes communistes.

---

60 Cf. Christian Le Bart, *Le discours politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998, pp. 7-8.

61 Les retranscriptions des émissions de la section roumaine à la Radio Free Europe se trouvent pourtant actuellement à la Bibliotheque de Documentation Internationale Contemporaine – Nanterre (BDIC de Nanterre) et c'est là qu'on les a consultés pour la période 1974-1989. Toujours à la BDIC de Nanterre, j'ai pu consulter une des plus complètes collections de périodiques publiés par l'exil roumain. La plupart de ce type de périodiques n'est pas disponible dans les archives ou les bibliothèques roumaines. Par contre, suite à une donation d'Annelie Ute Gabanyi, une partie restreinte des archives de la Radio Free Europe peut être actuellement consultée aux Archives Nationale de Roumanie.

62 Cf. Etienne François, « Les « trésors » de la Stasi ou le mirage des archives », in Jean Boutier, Dominique Julia, eds., *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire*, Paris, Editions Autrement, Série Mutations, no. 150-151, 1995, p. 148.

Le régime Ceauşescu est d'autant plus difficile à juger en fonction de ces sources écrites que son opacité est restée presque totale tout au long de son existence.[63]

Pourtant, une analyse avisée de ses sources écrites[64] peut fournir des réponses très révélatrices. J'ai procédé à une remise en contexte de toutes les sources consultées : archives, documents officiels de la propagande, périodiques, articles scientifiques et ouvrages littéraires destinés à promouvoir un certain message politique. Dans l'historiographie postcommuniste du régime Ceauşescu, si les sources d'archives ont fait l'objet d'un intérêt particulier des chercheurs, d'autres sources, telles que les documents de la propagande officielle ou les discours publiés de Nicolae Ceauşescu, ont été largement négligées. Elles ont été considérées comme des sources peu pertinentes. J'ai entrepris un travail de restitution de toutes ces sources comme les pièces d'un même puzzle documentaire. Ces efforts ont été récompensés par un tableau général dans lequel j'ai pu trouver des indices et établir des connexions signifiantes.

Une autre catégorie de sources écrites qui nécessite un traitement critique est celle des témoignages des acteurs impliqués dans l'élaboration du discours communiste ou dans celle du discours anticommuniste. Ces sources sont nombreuses. Elles ont bénéficié d'une attention particulière de la part des chercheurs du régime Ceauşescu. Une bonne partie d'entre eux a été d'ailleurs provoquée par des scientifiques ou par des journalistes qui essayaient ainsi de remplir, surtout dans les années 1990, le vide produit par le manque d'accès aux archives. Mais ces témoignages ne sont pas eux non plus sans piège. Une difficulté apparemment simple parce qu'évidente et explicable a été rencontrée : celle des témoignages appartenant aux participants directs à la mise en fonction du régime Ceauşescu et qui ont été ses

---

63 Cette opacité a influencé de manière plus que significative les archives qu'on pourrait considérer comme anticommuniste comme celles de la Radio Free Europe. Les obstacles mis sur pied par le régime Ceauşescu à la circulation des informations font que les matériaux contenus dans ces archives tendent souvent à l'historien les mêmes pièges que les archives du parti communiste. Nous avons commencé la recherche dans ces archives en ayant à l'esprit une anecdote dont la victime infortunée a été l'un des membres de la Commission Tismăneanu. Celui-ci a repris sans vérifier une information trouvée dans l'archive de la Radio Free Europe selon laquelle l'un des leaders de la grève des mineurs de la Vallée de Jiu, en 1977, disparu après les événements, aurait été tué par la Securitate. Or, peu de temps après la publication du Rapport, il s'est avéré que le personnage était bien vivant et établi à Londres après avoir fait, le plus probablement, un pacte personnel avec ses tueurs présumés. Depuis sa résidence londonienne, la victime de l'assassinat historiographique, l'ancien mineur Constantin Dobre, a adressé même une lettre de protestation au Président Traian Băsescu. Voir l'adresse url http://ro.altermedia.info/familiesocietate/noi-proteste-fata-de-raportul-Tismăneanu_5947.html, consultée le 29 avril 2007.

64 Avec les mots d'Etienne François, *op. cit.*, pp. 147-149, une telle analyse devrait avoir trois objectifs principaux : la critique des sources écrites dans leur contexte de production ; leur interrogation pertinente puisque « la qualité des réponses qu'elles peuvent apporter est à la mesure de la qualité des questions qu'on leur pose » ; éviter la quête du facile et de la révélation journalistique qui ne peuvent mener que vers une compréhension défectueuse de leur contenu.

bénéficiaires directs. Ils sont relativement nombreux après 1989 à avoir publié leurs mémoires ou à avoir accepté l'exercice de l'entretien. Il est bien entendu que leur témoignage, aussi intéressant soit-il, ne saurait être pris pour argent comptant. Pour les besoins de cette recherche, j'ai réalisé des entretiens avec deux des responsables de la propagande du régime Ceauşescu : Paul Niculescu-Mizil qui a déjà publié plusieurs volumes de ses mémoires et Eugen Florescu qui, en vertu de ses nouvelles responsabilités politiques postcommunistes en tant que sénateur du Parti de la Grande Roumanie, a choisi d'être le plus discret possible en matière d'aveux publics concernant son passé dans la proximité de la famille Ceauşescu. Ces entretiens n'ont pas engendré de changements de perspective sur le sujet, mais ils m'ont aidé et même obligé à établir une méthodologie critique concernant l'utilisation de toutes les sources de ce genre. A travers ces entretiens et la lecture des mémoires publiées, on comprend que ces témoins fournissent des autobiographies longuement travaillées, qui censurent certains détails en privilégiant d'autres, qui voilent de manière plus ou moins délibérée des événements que leurs auteurs estiment inconvenables. Le rôle d'autojustification que les auteurs leur attribuent est le trait le plus évident de ce type de sources. C'est pourquoi elles n'arrivent que trop rarement à de vraies mises en causes des situations, des contextes ou des motivations personnelles qui ont déterminé les choix politiques du régime Ceauşescu au long de son évolution. Pourtant, tout comme dans le cas des archives, un travail d'analyse sur ce type de sources s'est prouvé utile pour la démarche. J'ai procédé à des comparaisons entre témoignages, entre les versions successives fournies par un même auteur et à leur confrontation avec les archives disponibles. Je les ai donc utilisés comme des pièces du puzzle documentaire qui devrait restituer l'image générale du fonctionnement du régime Ceauşescu dans ce domaine.

La deuxième difficulté rencontrée est commune à toutes les sources autobiographiques utilisées. Elle est plus subtile par rapport à la première et donc plus difficile à circonscrire. Il s'agit de ce que Pierre Bourdieu nomme le pacte autobiographique.[65] L'auteur d'un récit biographique procède, comme le montre Bourdieu, à une officialisation de la vie personnelle, c'est-à-dire à une mise en scène de soi en tant qu'acteur de l'histoire publique. Il procède par conséquence à « une représentation privée de sa propre vie, publique ou privée » qui implique « un surcroît de contraintes et de censures spécifiques ».[66] Ce qu'il restitue au bout de ce processus n'est même pas sa propre version de la réalité des faits, mais un mélange de ce qu'il croît, de ce qu'il est incliné à croire dans son milieu socioculturel et de l'interprétation qu'il

65 Cf. Pierre Bourdieu, « L'illusion autobiographique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, année 1986, vol. 62, no. 1, pp. 69-72.

66 *Ibidem*, p. 71

fait des attentes de ses interlocuteurs. C'est pourquoi le travail méthodologique sur ce genre de source implique non seulement l'observation critique de son auteur mais également l'observation et l'analyse de son contexte de production.

Ce double langage sur l'expérience du communisme nationaliste, qu'on peut constater tant dans les sources produites après 1989 que dans les sources produites à l'intérieur même du régime Ceauşescu, nécessite une méthodologie d'analyse adéquate. C'est dans les travaux de psychologie sociale de Ralph Linton que j'ai trouvé une perspective d'analyse. Pour expliquer la notion de « culture » dans l'analyse de la vie sociale, Linton introduit une distinction entre « culture explicite » (comprenant les comportements, les savoir, les attitudes et les valeurs explicitement partagés par une société) et « culture implicite » (comprenant des « états psychologiques dont la nature et même l'existence ne peuvent qu'être inférées au comportement explicite auquel ils donnent lieu »).[67] J'ai corroboré la pertinence de cette hypothèse avec celle formulée par Maria Markus dans l'analyse des stratégies de légitimation des régimes de type soviétique. Markus constate l'existence d'une « légitimation explicite » (*overt legitimation*) lisible et en adéquation avec les discours du parti et d'une « légitimation implicite » (*covert legitimation*) utilisant de manière indirecte des valeurs et des stratégies qui ne sont pas officiellement assumées par l'acteur politique, mais dont l'effet est de faciliter l'acceptation partielle du dominant par les groupements sociaux dominées.[68] Ce schéma a été appliqué au discours du communisme nationaliste roumain pour pouvoir mieux discerner ses différents niveaux d'articulation, pour ordonner sa polysémie apparente, mais aussi pour comprendre la nature des relations établies entre les différentes catégories de producteurs. Dans la discussion et ses développements, je parlerai d'un *discours nationaliste explicite* pour désigner le corpus d'idées et de valeurs ouvertement assumées par leurs producteurs ; et d'un *discours nationaliste implicite* pour désigner le corpus d'idées et valeurs qui, sans être ouvertement assumées par leurs producteurs, produisent des effets explicites à leurs différents niveaux de réception.

d. L'état des travaux

Les enjeux de l'orientation nationaliste du régime Ceauşescu, le succès et la crédibilité de cette orientation ne deviennent compréhensibles que dans le contexte plus général de l'histoire du Parti Communiste Roumain. Dire que, loin d'être une anomalie du système

---

67 Cf. Ralph Linton, *Le fondement culturel de la personnalité*, Paris, Editions Bordas, 1986, pp. 39-43.

68 Cf Maria Markus, « Overt and Covert Modes of Legitimation », in T.H. Rigby, Ferenc Fehér, eds, *Political Legitimation in Communist States*, New York, St. Martin's Press, 1982, pp. 82-93.

communiste, le régime Ceauşescu n'a été que le produit d'une évolution spécifique, celle du communisme roumain dans son ensemble, représente déjà un lieu commun parmi les exégètes du phénomène. Les différences d'opinion commencent néanmoins là où il devient nécessaire d'expliquer les origines du communisme nationaliste roumain et les choix opérés dans cette direction par les prédécesseurs de Nicolae Ceauşescu, ainsi que leurs motivations – soient-elles émotionnelles ou pragmatiques – dans l'effort de construction d'une identité nationale pour un parti qui, par son profil doctrinaire[69], était supposé offrir une interprétation des réalités politiques et sociales au-delà de l'horizon idéologique du nationalisme.

On peut déceler deux grandes directions d'interprétation dans la relation que le régime Ceauşescu et les communistes roumains en général ont entretenue avec le nationalisme. La première, qui est aussi la plus ambitieuse, cherche les racines du communisme nationaliste de Ceauşescu dans les conditions particulières de l'histoire roumaine et même, de façon plus générale, centrale et sud-est européenne. Les spécificités qui ont accompagné la formation de la nation roumaine, le processus de formation d'une élite et d'une culture politique nationale, la relation entre les élites et les masses établie au cours de ce processus et même le rôle particulier joué par la religion orthodoxe dans la construction d'une identité nationale représentent, pour les représentants de cette direction de recherche, autant de clés de compréhension de ce type de communisme et de la réceptivité de la société dans son ensemble devant ses efforts de légitimation politique. [70] Bien que, le plus souvent, ce genre d'approche ne manque pas d'exagérations ou de fausses mises en perspective, son point de départ reste en grande partie pertinent et utilisable pour l'étude du communisme roumain en général et, tout

---

69 Parmi les nombreux écrits sur l'ambiguïté de la relation du marxisme-léninisme avec l'idée de nation, citons seulement la brève mais astucieuse analyse de Shlomo Avineri, « Toward a Socialist Theory of Nationalism », in *Dissent*, Fall, 1990, pp. 447-457, dont la conclusion nous semble s'inscrire dans la perspective de notre démarche: « Socialism has thus been burdened with an antinational bias, which drawing on the universalist ideas of the eighteenth-century enlightenment did not make it especially capable of meeting the challenges of the late nineteenth and twentieth centuries. Marxism shares this poverty with its rival, classical liberalism. Both, being offsprings of the universalist ideas of the Enlightenment, have difficulties in perceiving and granting legitimacy to historical entities that cannot be subsumed under purely universal criteria. » (*ibidem*, p. 456).

70 Les ouvrages les plus représentatifs pour ce type d'analyse appartiennent à Michael Shafir, *Romania. Politics, Economics and Society. Political Stagnation and Simulated Change*, Londres & Boulder, Frances Pinter (Publishers) & Lynne Rienner Publishers Inc., 1985 ; à Trond Gilberg, *op.cit.*. Voir aussi l'article de Michael Shafir, « Political Culture, Intellectual Dissent, and Intellectual Consent: The Case of Romania », in *Orbis. A Journal of World Affairs*, vol. 27, no. 2, été 1983, surtout pp. 396-403, qui explique le succès du communisme national en Roumanie par le conservatisme et le fatalisme d'une société agraire, habituée à des rapports paternalistes avec le pouvoir politique, tout en minimisant les effets des processus de modernisation traversés par la société roumaine à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}. Trond Gilberg commence son étude du régime de Nicolae Ceauşescu avec la formation du peuple roumain, après la conquête des Daces par l'armée romaine ; même si une telle démarche pourrait trouver une justification dans le fait que son livre était surtout destiné à être lu par un public étranger, et qui avait besoin d'une perspective plus générale sur l'histoire des Roumains, cette approche extrapole un peu exagérément la discussion sur le nationalisme du régime Ceauşescu (voir Trond Gilberg, *op. cit.*, pp. 19-27)

particulièrement, du régime Ceauşescu. Replacer les circonstances de la formation et de l'évolution doctrinaire du PCR dans leur contexte historique particulier, expliquer ses spécificités en les rapportant au milieu socioculturel et politique dans lequel il s'est développé, présenter les trajectoires biographiques de ses dirigeants comme directement influencés par le tissu des idées, des valeurs, des processus sociopolitiques et de l'imaginaire véhiculé et accepté dans leur société d'origine[71] représentent autant d'étapes indispensables pour mener une analyse rigoureuse du communisme national roumain.

Il existe une deuxième direction d'interprétation qui, sans complètement négliger les aspects spécifiques, relationnelles et doctrinaires, existants à l'intérieur du PCR dès le moment de sa formation, insiste sur l'influence décisive de la construction du pouvoir entreprise par le prédécesseur de Nicolae Ceauşescu, Gheorghe Gheorghiu-Dej[72], sur le profil de Ceauşescu lui-même et du régime qu'il édifie après 1965[73].

---

71 Voir la biographie la plus récente de Nicolae Ceauşescu : Thomas Kunze, *Nicolae Ceauşescu. O Biografie* [Nicolae Ceauşescu. Une biographie], traduit de l'allemand par Alexandru Teodorescu, Bucarest, Editions Vremea, 2002 (l'édition originale: Th. Kunze, *Nicolae Ceauşescu. Eine Biographie*, Berlin, Ch. Links Verlag, 2000), voir surtout pp. 17-196. L'approche de Kunze garde cependant des traces du référentiel biographique imposé par la propagande communiste : il restitue une interprétation hagiographique de la conversion communiste du jeune Ceauşescu, paysan déraciné, qui se retrouve dans une position marginale dans la métropole et qui réagit aux injustices par une inévitable radicalisation de ses convictions politiques (voir *Ibidem*, surtout pp. 19-53) Pour les aspects particuliers des biographies officielles communistes, voir Claude Pennetier et Bernard Pudal, « La volonté d'emprise. Le référentiel biographique stalinien et ses usages dans l'univers communiste, éléments d'une problématique », introduction à Claude Pennetier, Bernard Pudal, eds., *Autobiographie, autocritique, aveux dans le monde communiste*, Paris, Belin, 2002, pp. 15-39.

72 L'histoire du régime Gheorghiu-Dej est encore en chantier dans l'historiographie roumaine. On doit à Stelian Tănase un premier essai d'analyse : *Elite şi societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej. 1948-1965* [Elites et société. Le régime Gheorghiu-Dej. 1948-1965], Bucarest, Editions Humanitas, 1998.

73 Vladimir Tismăneanu est le principal représentant de cette direction d'interprétation. Ses arguments résultent de son jugement sur le profil politique du PCR dans l'entre-deux-guerres : un parti complètement bolchévisé et manquant complètement de moyens pour s'adapter aux réalités nationales. Tismăneanu présente l'effort de nationalisation du communisme mené par Gheorghiu-Dej comme le corollaire de son absence de légitimité auprès des masses, afin de mieux gérer ses relations tendues avec Khrouchtchev et de prévenir une vraie déstalinisation du PCR. Voir Vladimir Tismăneanu, *op.cit.*, pp. 329-376. Cette position est exprimée de façon plus explicite dans un autre essai de Tismăneanu, *Chei pentru descifrarea comunismului naţional* [Clefs pour la compréhension du communisme national], in Vladimir Tismăneanu, *Fantoma lui Gheorgiu-Dej* [Le fantôme de Gheorghiu-Dej], Bucarest, Editions Univers, 1995, pp. 75-104. Les mêmes arguments sont repris dans son ouvrage récent, Vladimir Tismăneanu, *Stalinism for All Seasons… op.cit.*, voir surtout pp. 168-186. Mary Ellen Fisher souligne elle aussi l'influence décisive de Gheorghiu-Dej dans le dessein des priorités politiques de Ceauşescu ; cf. Mary Ellen Fisher, *Nicolae Ceauşescu. A Study in Political Leadership*, Boulder & London, Lynne Rienner Publishers, 1989, p. 5. A son tour, Catherine Durandin semble partager cette opinion, quand elle affirme: « Nicolae Ceauşescu a réduit progressivement l'héritage légué par son prédécesseur au seul communisme national », cf. Catherine Durandin, Despina Tomescu, *La Roumanie de Ceauşescu*, Paris, Editions Guy Epaud, 1988, p. 135. Comme Tismăneanu, *op. cit.*, p. 99. Durandin insiste sur la biographie atypique de Gheorghiu-Dej par rapport aux autres membres de la direction du PCR ; cf. Catherine Durandin, Despina Tomescu, *op. cit*, pp. 130-136. Dans une étude de 1990, Durandin décrit le régime Ceauşescu comme étant « un système global de longue durée, dont les prémisses se mettent en place dès 1965, comme un projet global dont les manifestations récentes, jugées scandaleuses, ne sont que l'aboutissement d'une volonté idéologique cohérente, affirmée il y a plus de vingt ans. » (cf. Catherine Durandin, « Le système Ceauşescu. Utopie totalitaire et nationalisme insulaire », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, no. 25, janvier-mars 1990, p. 86. Cette direction surestime parfois

On souligne le rôle déterminant de Gheorghiu-Dej tant dans l'édification de cette structure politique complexe qu'a été le communisme dans sa variante roumaine et dans la formation personnelle de Nicolae Ceauşescu, présenté par la plupart de ses biographes comme disciple et épigone de Dej.[74] Les biographes décrivent surtout la relation ambiguë des deux hommes politiques aux débuts de la carrière de Ceauşescu, relation qu'on essaie même d'utiliser comme possible explication des frustrations personnelles éprouvées par ce dernier[75]. Le témoignage de Ion Gheorghe Maurer, ancien premier ministre des régimes Dej et Ceauşescu, limogé en 1974 à cause de sa politique économique jugée trop libérale[76], présente Dej comme un ouvrier autodidacte, mais doué d'un haut sens politique, qui voyait en Nicolae Ceauşescu le moins intelligent de ses disciples et qui, par conséquent, n'en voulait pas comme successeur. Cette perspective est condamnée à faire de l'élection de Ceauşescu à la direction du PCR un mystère inexplicable, une solution *ad hoc* pour assurer la continuité immédiate du PCR au pouvoir et, avant tout, la continuité de l'orientation indépendantiste à l'égard de l'URSS, entamée quelques années auparavant par Dej avec le support du Bureau Politique.[77] Faute d'accès direct aux archives du régime Ceauşescu, la place accordée dans les ouvrages scientifiques à ces témoignages plutôt conjoncturels a été le plus souvent excessive et les interprétations qui en ont été faites sont restées très spéculatives voire fantaisistes. Même si l'influence de Gheorghiu-Dej (et du groupe dont il émerge), de son antisoviétisme sur le profil du régime Ceauşescu reste indéniable, il n'est pas moins vrai que la personnalité de ce dernier, ainsi que son action politique ne seraient qu'insuffisamment expliquées par le seul

---

les marges de manœuvres d'un individu, aussi important soit-il, au détriment du cadre configuré dans lequel ce même individu peut obtenir une autonomie relative.

74 Voir par exemple Eduard Behr, *Baise la main que tu n'oses pas mordre. Les Roumains et les Ceauşescu : enquête sur une malédiction de l'histoire*, Paris, Editions Robert Laffont, 1991, surtout pp. 160-162. La même opinion est partage par Thomas Kunze, *op. cit*, pp. 45-47, ainsi que par les anciens dirigeant du PCR, collaborateurs de Dej, éliminés par Ceauşescu, après 1965, des structures du pouvoir. Voir Lavinia Betea, *Maurer şi lumea de ieri. Mărturii despre stalinizarea României* [Maurer et le monde passé. Témoignages sur la stalinisation de la Roumanie], Arad, Editions Felix, 1995, p. 175-177, Gheorghe Apostol, *Eu şi Gheorghiu-Dej* [Moi et Gheorghiu-Dej], Bucarest, Editions de l'auteur, 1998, p. 17 et *passim*.

75 Voir par exemple le témoignage d'Alexandru Bârlădeanu, Lavinia Betea, *Alexandru Bârlădeanu despre Dej, Ceauşescu şi Iliescu. Convorbiri* [Alexandru Bârlădeanu sur Dej, Ceauşescu et Iliescu. Dialogues], Bucarest, Editions Evenimentul Românesc, 1998¸ p. 185, sur la relation supposée homosexuelle de Dej avec Ceauşescu, dans les années 1930, à la prison Doftana. Ce témoignage est repris par Thomas Kunze, *op. cit,* p. 46. Des témoignages plus crédibles, repris par Eduard Behr, *op. cit,* p. 84 présentent Ceauşescu comme un jeune communiste fasciné par la personnalité de Dej, à l'époque leader des communistes des prisons, et possédant une grande volonté de s'instruire dans la doctrine marxiste-léniniste.

76 Pour la biographie de Maurer, voir Gheorghe Crişan, *Piramida puterii. Dicţionar biografic.* [La pyramide du pouvoir. Dictionnaire biographique], Bucarest, Editions Pro Historia, 2001, p. 177-178.

77 Voir Lavinia Betea, *Maurer şi lumea de ieri … op. cit,* p. 176. Maurer présente l'élection de Ceauşescu à la tête du PCR comme le fruit d'une initiative personnelle, parce que l'obédience affichée par ce dernier vis-à-vis des membres plus âgés du Bureau Politique aurait permis la pérennisation de la politique antisoviétique initiée par Dej au début des années 1960.

effet d'imitation de Dej ou par la force inertielle de sa politique. Comme Dej lui-même, Ceauşescu a été le produit d'une époque et de l'évolution globale du communisme roumain, une dynamique qui a commencé dès la formation du PCR et dont les traits fondamentaux ont été renforcés dans le processus d'interaction du parti avec le milieu politique, social et culturel roumain.[78]

En essayant de me placer sur une position médiane par rapport aux deux directions d'interprétation présentées et tout en prenant les distances nécessaires par rapport à leurs exagérations respectives, j'analyserai l'évolution du PCR en gardant à l'esprit ce qui me semble être son paradoxe originaire. L'image emblématique de ce paradoxe est résumée par les deux interprétations opposées qu'elle a pu recevoir, chacune valorisant, de façons et à des fins bien différentes, des aspects d'une même et unique réalité : l'une, avancée par les historiens communistes dans les années 1970-1980, présentait le PCR comme un parti qui, depuis toujours, s'est constitué en défenseur des intérêts nationaux roumains[79] ; l'autre, contemporaine et ennemie de la première, considérait le même parti comme représentant des conquérants soviétiques en Roumanie, instrument politique entièrement soumis aux intérêts de l'URSS, hostile, à l'existence de l'Etat-Nation roumain.[80] La question de la nation et de l'autochtonie est donc au centre de ces paradigmes antithétiques mais solidaires, qui se présentent comme les deux faces d'une même pièce.

---

78 Les interprétations critiques des témoignages oraux sur le régime Ceauşescu sont d'ailleurs de plus en plus fréquentes dans l'historiographie roumaine actuelle. Nous citerons une des prises de position les plus récentes, celle d'Adrian Cioroianu, qui insiste sur le caractère prévisible de l'élection de Ceauşescu comme premier secrétaire du PCR, à la mort de Gheorghiu-Dej et sur l'aspect transactionnel qu'elle a eu à l'intérieur du Bureau Politique du parti ; cf. « O istorie alternativă a regimului Ceauşescu în 4.500 de cuvinte » [Une histoire alternative du régime Ceauşescu en 4.500 mots], préface à Rodica Chelaru, *Culpe care nu se uită. Convorbiri cu Cornel Burtică* [Fautes inoubliables. Conversations avec Cornel Burtică], p. 8. Ancien ambassadeur au Maroc, ancien ministre du Commerce Extérieure sous Ceauşescu, Cornel Burtică dément lui aussi la version d'Ion Gheorghe Maurer sur les débuts du régime Ceauşescu.

79 Le point de départ de cette interprétation officielle est le discours de Ceauşescu pour l'anniversaire des 45 ans d'existence du PCR, le 7 mai 1966 ; voir Nicolae Ceauşescu, *România pe drumul desăvârşirii construcţiei socialiste* [La Roumanie sur la voie de l'achèvement de la construction socialiste], vol. 1, Bucarest, Editions Politică, 1968, pp. 335-415. Ceauşescu présentait à cette occasion le PCR comme étant « le continuateur des luttes séculaires du peuple roumain pour l'indépendance du pays, pour la formation de la nation roumaine et de l'Etat national-unitaire. », *ibidem*, p. 335.

80 Voir par exemple Victor Frunză, *Istoria stalinismului în România*, [Histoire du stalinisme en Roumanie], Aachen, Editions Nord, 1984 (II^{ème} édition: Bucarest, Humanitas, 1990). Voir aussi Vladimir Tismăneanu, *op.cit.*, p. 337, qui voit le PCR de l'entre-deux-guerres comme « un des partis les plus strictement bolchévisés du Komintern » (« Ironically, the same party which is now proclaiming its impeccable patriotic credentials was one of the most strictly Bolshevized detachments of the Comintern. »).

e. Limites de la recherche

Ce travail n'ambitionne pas de réaliser une analyse sociologique de la réception du discours communiste nationaliste dans son époque. L'opacité du régime Ceauşescu implique qu'une telle analyse aurait de toute façon, dès le départ, des sources plutôt biaisées. C'est pourquoi j'ai choisi de me limiter à l'analyse des mécanismes de production de ce discours, de ses acteurs, son contenu et ses sources culturelles. J'ai donc restreint mon intérêt à ces enjeux que les sources historiques utilisées permettent de décrire et d'interpréter. Une quantification indirecte des résultats du travail idéologique sur la Nation entrepris par le régime Ceauşescu devient possible seulement en analysant ses effets et sa continuation dans le discours public de la Roumanie postcommuniste. Pourtant, ce travail ne concerne pas non plus une analyse détaillée de ces effets. Pour les objectifs de ma démarche, la mise en exergue des continuités idéologiques dans les carrières publiques de certains acteurs du discours communiste nationaliste après la chute du régime Ceauşescu ainsi que la vérification de la perpétuation dans le postcommunisme de certains thèmes récurrents de ce discours constituent des preuves suffisantes.

De même, je ne me suis pas proposé de réaliser un tableau exhaustif de la résistance/dissidence/opposition roumaine au communisme. Ce sujet mériterait sans doute un ouvrage à part. L'intérêt s'est limité à un aspect précis du discours anticommuniste roumain : celui concernant le rapport à la nation et au nationalisme. Je me suis intéressée exclusivement aux représentations de la nation véhiculées par ce type de discours et non pas à son analyse exhaustive. La reprise des représentations et des valeurs du nationalisme roumain de l'entre-deux-guerres dans le discours de l'anticommunisme roumain est l'un des aspects fondamentaux de ce discours sans être pour autant son seul aspect. Le schéma théorique et les études de cas que je propose pour l'analyse des acteurs du discours anticommuniste roumain sont eux aussi adaptés aux buts de ma recherche et n'ont eux non plus aucune prétention d'exhaustivité. Cette thèse ne se propose donc pas de réaliser une analyse systématique de la pensée anticommuniste roumaine mais seulement de décrire et comprendre son rapport à la nation et au référentiel nationaliste provenant de la culture politique roumaine pré-communiste. J'ai ressenti le besoin d'introduire cet élément dans l'équation de ma recherche suite à l'observation des traits communs et des points de rencontre entre les deux types de discours, celui du communisme nationaliste et celui de l'anticommunisme roumain, parce qu'il fournit une meilleure perspective pour l'intelligibilité de la question de la légitimité du parti communiste. Ce que je cherche à montrer c'est comment des acteurs du communisme et

de l'anticommunisme vont donner forme aux luttes de pouvoir dans l'idiome du nationalisme roumain.

f. Plan de travail

La première partie de la thèse est une analyse des origines et de l'évolution du Parti Communiste Roumain. On essayera de comprendre le rapport du Parti à l'Etat national roumain, sa quête d'un équilibre entre les desiderata internationalistes liés à sa subordination à Moscou et le besoin de trouver une identité roumaine, de nationaliser le communisme. Ces aléas, dus à sa naissance dans un contexte historique spécifique, rendent explicable son évolution politique ultérieure et ses options de légitimation après la prise du pouvoir. De la négation de la Grande Roumanie en tant que construction politique légitime jusqu'au communisme nationaliste de Nicolae Ceauşescu, la voie du Parti Communiste Roumain passe par des choix, des tensions et des dilemmes qui nécessitent un travail de mise en contexte.

La deuxième partie sera dédiée à l'analyse du discours communiste sur la nation, l'histoire nationale et l'identité nationale. On s'occupera de la typologie des acteurs qui participent à la construction du discours nationaliste du régime Ceauşescu et des mécanismes d'articulation de ce discours. On questionnera ses contenus et ses modalités de diffusion. On proposera surtout un modèle d'interprétation de la construction de ce discours comme effet de l'interaction entre les intérêts d'acteurs placés à des niveaux différents de décision ou d'influence politique. On se penchera également sur les racines culturelles de ce type de discours, sur les effets de l'évolution historique spécifique au Parti Communiste Roumain - mais aussi à la société roumaine - dans la production du discours nationaliste au cours des années 1970-1980.

La troisième partie analysera le rapport à la nation, les manipulations symboliques de l'identité nationale et du sentiment national par le discours anticommunistes roumains. Dans cette partie, on essaiera particulièrement de comprendre les racines culturelles communes que le discours anticommuniste roumain partage avec le communisme nationaliste du régime Ceauşescu ainsi que les effets de ce rapport à un référentiel nationaliste unique sur la culture politique de la société roumaine dans son ensemble. Après avoir esquissé une typologie des acteurs du discours anticommuniste, nous considérerons les grandes directions de ce dernier en relation avec une représentation de la nation qui est complémentaire de celle employée par le régime Ceauşescu. Notre principal objectif sera de comprendre la manière dont ces deux discours explicitement opposés finissent en réalité par constituer une même représentation de

la nation roumaine et de ses valeurs fondamentales. Par ailleurs, en reprenant les lignes principales de la démonstration, les conclusions de la thèse seront concentrées surtout sur les effets de cet emploi d'un référentiel national commun, tant par les communistes que par les anticommuniste roumains, sur la culture politique de la Roumanie communiste et postcommuniste.

Ie PARTIE. Les avatars du communisme roumain

I.1 Prémisses historiques: le Parti Communiste Roumain en quête d'une identité roumaine

« - Qu'est-ce que la lutte politique?

-Chaque fois qu'il sortait de Doftana[81], Nicolae Ceauşescu rassemblait d'autres communistes et ensemble partaient énerver les fachos pour qu'ils fichent le camp. » [82]

(10 ans)

L'évolution du PCR à ses débuts se présente, en fait, bien trop complexe et contradictoire pour se prêter à des explications simples. Plutôt qu'un parti, il était à ses débuts un conglomérat politique dont l'impossibilité de trouver une cohérence d'action et un support de masse significatif représentait l'effet le plus visible de sa faiblesse doctrinaire. Celle-ci était elle-même due à l'impossibilité de ses groupements constituants d'établir une identité politique commune et de trancher en faveur d'une même solution – idéologique ou pragmatique – pour les nombreux problèmes qui les opposaient. Déchiré entre l'internationalisme biaisé du Komintern et les conflits à base ethnique divisant ses propres membres, entre l'obligation doctrinaire de défendre les intérêts de l'URSS en tant que patrie du prolétariat mondial et la contrainte d'agir dans un milieu sociopolitique et culturel imprégné de nationalisme, prisonnier indécis de deux tentations opposées, le PCR a traversé une longue et douloureuse quête identitaire avant de s'orienter définitivement vers le communisme national.

Deux catégories d'explications sont à prendre en compte dans ce processus : l'une qui relève de la longue durée et des expériences formatrices qui ont marqué l'histoire du parti et

---

81 Prison roumaine, le lieu où, dans les années '30, étaient détenus les prisonniers politiques, surtout des communistes ; détruite par un tremblement de terre en 1940, elle est devenue après 1944 un véritable lieu de mémoire de la nouvelle mythologie communiste.

82 Daniela Alexandru, Irina Nicolau, Ciprian Voicilă, *Experimentul Zaica* [L'expériment Zaica], préface par Andrei Pleşu, Bucarest, Editions Meridiane, 2000, p. 18. Dorel Zaica, professeur de dessin dans une des nombreuses maisons des pionniers de Bucarest, a initié, dans les années 1970-1980, plusieurs exercices de créativité dont le but déclaré était de stimuler la capacité d'expression artistique des enfants au sujet des réalités de leur univers quotidien. Ses sujets étaient des enfants en âge de scolarité, provenant des différentes couches de la société roumaine et qui n'étaient pas forcément dotés de talents artistiques particuliers. Les résultats obtenus par Zaica, réunis vingt ans plus tard dans ce livre de Daniela Alexandru, d'Irina Nicolau et de Ciprian Voicilă, ont indirectement débouché vers la production – inhabituellement riche, étant donné le degré de répression sociale dans la Roumanie communiste – d'un matériel intéressant pour l'étude de la socialisation politique des enfants à l'époque Ceauşescu. On a jugé utile de reproduire des citations du matériel obtenu par Zaica en tête de chaque chapitre de la thèse, pour mettre en exergue la façon dont le discours d'un régime de type totalitaire pouvait imprégner le quotidien de ses sujets.

les biographies personnelles de ses dirigeants ; l'autre qui a trait plutôt à la conjoncture, aux opportunités, aux risques et aux choix qui se présentaient aux communistes roumains après leur arrivée au pouvoir. L'interaction entre ces deux catégories d'explications est, à notre avis, la seule qui puisse permettre de comprendre le profil du communisme nationaliste roumain**.**

I.1.a Les premières années : aux sources d'un impossible internationalisme

L'affirmation d'un lien inextricable entre le PCR et les conditions historiques et culturelles existantes dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres, obstinément reprise par Ceauşescu dès 1966[83], se vérifie plutôt dans les ombres qui ont pesé sur l'existence du parti que dans la connotation positive qu'on a essayé de lui donner après l'arrivée au pouvoir du régime communiste. Dès sa formation, en 1921, le parti hérite des grandes lignes de rupture et de tensions existant au niveau de la société roumaine. Le problème de la présence de plusieurs minorités nationales à l'intérieur d'un Etat qui se déclare national-unitaire et dont la formule de préservation identitaire, encore incertaine, donne lieu à de nombreux tourments nationalistes et antisémites[84], constitue le principal point de départ du conflit entre la direction du PCR et les autorités roumains qui aboutit en 1924 à l'interdiction de toute activité légale des communistes en Roumanie. Ce conflit se prolonge à l'intérieur même du parti, entre les membres de ses différents courants doctrinaires. Le fait que l'Union Soviétique se trouve, après 1918, dans un conflit diplomatique ouvert avec les Roumains, à propos de l'appartenance de son ancienne province, la Bessarabie[85], au nouvel Etat national roumain, ne fait que compliquer la situation du PCR. Le Parti agit dans un milieu politique et social où les sentiments dominants à l'égard de l'URSS sont la méfiance et l'hostilité. La position ambiguë des communistes roumains dans les débats sur la question nationale se

---

83 Voir Nicolae Ceauşescu, *op. cit.*, vol. I, p. 335. Voir aussi *Programul Partidului Comunist Roman de făurire a societăţii socialiste multilateral dezvoltate şi înaintare a României spre comunism* [Le programme du PCR pour la construction de la société socialiste multilatéralement développée et l'avancement de la Roumanie vers le communisme], Bucarest, Editions Politică, 1975, pp. 27-51; la première partie du programme, qui a été adopté en 1974 par l'XI^{ème} Congrès du PCR, est entièrement dédiée à la réinterprétation de l'histoire de la Roumanie, de l'antiquité jusqu'en 1944, dans l'esprit des idées exprimées par Ceauşescu en 1966.

84 Cf. Catherine Durandin, *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard, 1995, pp. 272-280. Pour le climat nationaliste de la Roumanie d'entre-deux-guerres, voir Alexandra Laignel-Lavastine, *Cioran, Eliade, Ionescu: l'oubli du fascisme. Trois intellectuels roumains dans la tourmente du siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002, surtout pp. 33-120, avec l'analyse de la formation d'une culture d'extrême droite, nationaliste et antisémite.

85 Pour plus de détails**,** voir Adrian Pop, « The Soviet-Romanian Controversy and Romania's « Independance » Policy », in *Revue Roumaine d'Etudes Internationales*, vol. XXVI, no. 2(118), 1992, pp. 111-135.

retrouve à l'origine de ses deux grands échecs d'entre-deux-guerres : l'impossibilité d'articuler un discours politique crédible, qui lui aurait conféré la légitimité nécessaire dans sa société d'origine, et son incapacité de maintenir un profil doctrinaire cohérent dans les marges de l'internationalisme prolétarien, tout en restant au-delà des polémique nationalistes de la vie politique et culturelle à l'intérieur de la Grande Roumanie.

Les débats autour de la question nationale ont été très présents à l'intérieur du Parti Communiste Roumain et ce, dès sa constitution.[86] Une des premières exigences formulées par les représentants de la III[e] Internationale devant la délégation des socialistes roumains, arrivée à Moscou en 1920 pour demander l'affiliation, concernait l'exclusion perpétuelle des rangs du nouveau parti des sociaux-démocrates bessarabiens qui avaient soutenu le rattachement de la Bessarabie à l'Etat roumain.[87] Le choix des Bessarabiens en faveur de l'Etat national roumain et au détriment de l'internationalisme prolétarien n'était pas singulier. Dans des circonstances politiques différentes, mais avec les mêmes conséquences doctrinaires, les socialistes-communistes de Transylvanie, Roumains et Hongrois, ont eux-aussi mené une polémique analogue à l'intérieur de la République hongroise des soviets. A la fin du mois de juin 1919, les communistes roumains ont constitué une République Soviétique Roumaine, partie de la République Fédérative Hongroise, dont le but était de rattacher sous un régime communiste tous les territoires roumains pour constituer un Etat national communiste.[88] A la lumière des preuves documentaires, le fait de privilégier l'appartenance de ses membres à une certaine communauté nationale au détriment de leurs convictions politiques communes semble constituer un trait spécifique du mouvement communiste roumain dès sa création.

---

86 Le PCR a été constitué en 1921, suite à une scission du Parti Social-Démocrate roumain. Cette scission est le résultat de l'action d'un groupement social-démocrate qui a décidé d'accepter le programme politique de la III[ème] Internationale. Le point central de ce programme concernait l'obligation du PCR de lutter pour le démembrement de l'État roumain. A cause de sa position subordonnée au Soviétiques, les autorités roumaines ont décidé de traiter le PCR en ennemi et, en 1924, après une tentative échouée de révolte bolchévique en Bessarabie, le parti communiste a perdu le droit d'exercer une activité légale sur le territoire de la Roumanie ; voir Robert King, *A History of the Romanian Communist Party*, Hoover Institution Press, 1980, pp. 9-38.

87 La délégation roumaine présente à Moscou a signé en ce sens, le 5 décembre 1920, un engagement explicite que nous avons retrouvé aux Archives Nationales de Roumanie (ANR), dans la collection de microfilmes *Russie*, rôle 176, cadre 219.

88 Cf. Florin Constantiniu, *PCR, Pătrăşcanu şi Transilvania (1945-1946)* [Le PCR, Pătrăşcanu et la Transylvanie. (1945-1946)], Bucarest, Editions Enciclopedică, 2001, p. 21-22. Le livre de Constantiniu reconstitue une partie de la biographie politique d'un intellectuel communiste, Lucreţiu Pătrăşcanu, victime des luttes de pouvoir dans les années 1950 et connu surtout pour l'affirmation qui lui a été attribuée en 1945 : « Je suis d'abord roumain et ensuite communiste ». Après avoir été exécuté par la police politique roumaine, suivant les indications de Gheorghe Gheorghiu-Dej, le personnage de Pătrăşcanu a été récupéré par le régime Ceauşescu en tant que figure emblématique du communisme national roumain.

La formation du Parti Communiste Roumain, en 1921, est le fruit des mésententes entre les groupements sociaux-démocrates au sujet de l'affiliation du Parti Social- Démocrate (PSD) à la III[ème] Internationale. La scission du PSD entre le groupement favorable à cette affiliation, qui a constitué le parti communiste, et ceux qui ont refusé d'être subordonnés à Moscou et d'accepter le programme politique de l'Internationale communiste est généralement interprétée par l'historiographie roumaine postcommuniste comme une querelle entre « patriotes » (ceux qui ont refusé l'affiliation) et « traîtres » (ceux qui l'ont accepté).[89] La problématique de l'affiliation des communistes roumains à la III[ème] Internationale nécessite en fait une analyse plus critique, qui ne devrait pas se laisser tromper par l'image que le régime de Ceauşescu voulait donner de lui-même. Cette analyse doit prendre en compte les éléments offerts par les documents d'archives récemment publiés, mais également les témoignages des participants. Un des témoins de l'époque, le socialiste Serban Voinea, fournit des informations intéressantes sur l'état d'esprit des socialistes roumains et surtout sur leurs connaissances des réalités soviétiques.[90] Suivant Voinea, la décision des socialistes roumains de s'affilier à l'Internationale communiste représentait avant tout « une manifestation sentimentale en faveur de la révolution russe. Personne n'en connaissait la situation exacte, ni même les mieux informés. » Les 21 conditions imposées par Moscou, comme conditions *sine qua non* de l'affiliation, incluaient le devoir de militer pour le démembrement de l'Etat national roumain, mais aussi l'obligation de reconnaître le rôle de l'URSS comme leader du mouvement communiste mondial. Elles ont choqué la direction du PSD roumain par leur manque de raison pratique et par leur égarement manifeste par rapport à l'esprit du marxisme. Voinea raconte les premières réactions à la lecture des 21 conditions : l'incrédulité et le soupçon que la délégation roumaine envoyée à Moscou en 1920 cachait partiellement ses objectifs.[91] Dans ces circonstances, la polémique « pour ou contre l'affiliation » a porté non pas sur l'opposition entre ceux qui valorisaient le destin de l'Etat national plus que celui de l'internationalisme prolétarien et ceux qui tenaient la position inverse, mais entre ceux qui prenaient au sérieux les 21 conditions – et qui ne

---

89 Pour cette interprétation, voir le livre récent de Stelian Tănase, *Clienţii lu' Tanti Varvara. Istorii clandestine* [Les clients de Tante Barbare. Histoires clandestines], Bucarest, Editions Humanitas, 2005. Dans le jargon conspiratif des communistes roumains, « Tante Barbare » était la dénomination du Service roumain d'information avant 1944. Le livre de Tanase décrit le PCR de l'entre-deux-guerres comme un acteur généralement faible, mais actif dans conspiration soviétique contre la Roumanie, une organisation mal organisée dont les participants étaient pour la plupart des espions de Moscou. Même si, pour certains épisodes de l'histoire du PCR et pour certaines biographies de ses dirigeants, une telle interprétation n'est pas entièrement fausse, cette approche reste pour le moins insuffisante quand on veut restituer les mécanismes relationnels et décisionnels à l'intérieur du PCR.

90 Şerban Voinea, *Contribution à l'histoire de la sociale démocratie roumaine*, Paris, Editions Paul H. Stahl, 1990, p. 15-17.

91 *Ibidem*, p. 16

voulaient pas sacrifier le parti socialiste pour un but politique incertain – et ceux qui étaient plus ou moins persuadés de pouvoir négocier avec les dirigeants du Komintern une orientation doctrinaire plus adaptée aux conditions politiques à l'intérieur de l'Etat roumain. De ce tableau, les fanatiques révolutionnaires ne se sont pas absents.[92] Mais la majorité des socialistes roumains qui ont voté pour l'affiliation étaient plutôt ignorants qu'internationalistes. L'évolution du groupement socialiste dans le conglomérat politique représenté par le Parti Communiste roumain après 1921 ne fait que confirmer cette hypothèse.

I.1.b Patriotes ou bolcheviques: la route vers la clandestinité

Dans l'entre-deux-guerres, à l'intérieur du parti communiste roumain se précisent au moins quatre orientations fluctuantes dont le profil ainsi que les rapports entre leurs membres, d'un côté, et avec le milieu politique et social roumain, de l'autre, dépend surtout de leur positionnement vis-à-vis des dirigeants du Komintern à Moscou[93] :

a) *le groupement des anciens sociaux-démocrates*, qui constitue, entre 1921 et 1924, le noyau central du parti ;

b) *les communistes révolutionnaires de Bessarabie et de Dobroudja*, organisés en structures paramilitaires et qui bénéficient du plus grand support de la part de Moscou ; ils sont particulièrement actifs dans la première moitié des années 1920 et leurs actions violentes sont à l'origine de l'interdiction du parti communiste par les autorités roumaine ;

c) *les groupements hétérogènes des communistes appartenant aux minorités ethniques vivant à l'intérieur de l'Etat national roumain* (Juifs, Hongrois, Bulgares, Ukrainiens, etc.) dont les solidarités sont avant tout interpersonnelles, relevant d'une aspiration commune vers l'autonomie ethnique et de la méfiance à l'égard de l'Etat roumain ;

---

92 Şerban Voinea, se souvient de la réaction radicale produite par son discours modéré chez le neveu du révolutionnaire Christian Rakowski. *Ibidem*.

93 Cette classification part des documents et des témoignages des membres du PCR et tient compte de la situation existante à l'intérieur du parti, ainsi que de ses structures organisationnelles dans ses premières années d'existence. Notre analyse n'exclut pas les conclusions de Vladimir Tismăneanu, qui estime crucial pour la vie interne du parti, avant et après la deuxième guerre mondiale, l'existence de deux grands orientations politiques : les « moscovites », membres du PCR cooptés dans la direction du Komintern et les « communistes nationaux », des Roumains pour la plupart, membres de la direction interne du parti. Voir, pour une reprise récente de cette classification, Vladimir Tismăneanu, « Înţelegerea stalinismului naţional. Moştenirea socialismului ceauşist » [Comprendre le stalinisme national. L'héritage du nationalisme Ceauşescuiste], in Alexandru Zub, Adrian, Cioflâncă, *op.cit.*, pp. 273-290 ; voir aussi Dragoş Petrescu, « The Political Culture Approach to the Study of Communism : The Case of Romania (1945-1989) », in *ibidem*, pp. 291-304.

d) *les communistes des prisons*, groupement également hétérogène du point de vue de la position de ses membres à l'intérieur du PCR (plus ou moins influents à Moscou, plus ou moins attachés à des solutions politiques radicales, activistes du parti, internationalistes révolutionnaires ou espions professionnels au bénéfice des autorités soviétiques), mais dont l'homogénéité se construit autour d'un critère ethnique implicite : ils forment, à la fin des années 30 et pendant la Grande Guerre, la majorité des « ethniques » roumains membres du PCR.[94]

Dans ce dernier cas, les divisions entre individus à l'intérieur du groupement opèrent presque ouvertement sur des critères ethniques, qui s'ajoutent aux critères hiérarchiques pour marquer de façon assez nette les différences entre les dirigeants et la masse des communistes. Dans les deux premiers cas, même si les divisions ne s'opèrent pas manifestement à partir du critère de l'appartenance ethnique, celui-ci n'en est pas moins présent dans le contenu des polémiques entre leurs membres. Ce qui divise les anciens sociaux-démocrates des organisations révolutionnaires de Bessarabie et Dobroudja, c'est la façon dont ils envisagent l'intégration du PCR dans la vie politique de l'Etat roumain. Tandis que pour les anciens sociaux-démocrates cette intégration est un objectif à mettre en œuvre et dans ce but ils estiment nécessaire le compromis entre les idéaux de l'internationalisme prolétarien et les politiques d'assimilation nationale menées par les autorités roumaines, aux yeux des révolutionnaires de Bessarabie et Dobroudja (deux territoires récemment intégrés dans l'Etat roumain et habités par une importante proportion de populations minoritaires) un tel compromis est inacceptable et aliénant pour l'orientation communiste du parti.

Dans la première étape de l'histoire du PCR, qui peut être située entre 1921 et 1924 – période qui coïncide avec la durée d'existence légale du parti dans l'entre-deux-guerres[95] –

---

94 Une analyse pertinente du modèle hiérarchique fonctionnant à l'intérieur du groupement des communistes incarcérés par le régime dictatorial du roi Charles le II[ème] et plus tard par le régime Antonescu appartient à Pavel Câmpeanu, *Ceauşescu: The Countdown*, Boulder, East European Monographs, pp. 39-101. Câmpeanu, lui-même ancien membre du Parti Communiste clandestin, détenu pendant la guerre dans la prison de Caransebeş, décrit la structure hiérarchisée qui fonctionnait parmi les communistes de Caransebeş et de Târgu-Jiu, suivant de près le modèle léniniste du parti-armée. Son analyse permet de comprendre le modèle de socialisation politique qui a constitué la base de la formation communiste pour les futurs leaders comme Nicolae Ceauşescu, regroupés sous l'autorité incontestable de Gheorghe Gheorghiu-Dej. Ce groupement est celui qui s'est trouvé, après 23 août 1944, en position de contrôler le parti. Comme le remarque Câmpeanu, ses représentants ont reproduit, dans cette nouvelle situation, des comportements politiques similaires à ceux forgés pendant la période de détention commune. Nicolae Ceauşescu en tant que dirigeant du PCR a été le produit de ce modèle de socialisation politique dans un milieu carcéral et a hérité, au moins dans une première étape de son régime, des relations interpersonnelles établies dans ce milieu.

95 A cause de sa subordination aux Soviétiques et des relations politiques tendues de Bucarest avec Moscou au sujet de la Bessarabie, le PCR a été dès le début considéré par les autorités de l'Etat roumain comme le représentant des intérêts soviétiques dans la vie politique roumaines. En 1924, suite à une tentative échouée d'organiser une révolte anti-roumaine en Bessarabie, sous la protection et avec le

les anciens sociaux-démocrates et les communistes révolutionnaires de Bessarabie se disputent le contrôle du parti. La dispute est patronnée par les Soviétiques. L'enjeu de cette dispute concerne la nature des actions politiques à suivre par le nouveau PCR. Elle donne lieu à des polémiques – souvent violentes –, mais également à une compétition pour l'obtention d'une plus grande crédibilité devant le Komintern. Les anciens sociaux-démocrates, regroupés autour du premier secrétaire Gheorghe Cristescu, constituent le groupement le moins radical et, en même temps, le moins attaché à la ligne politique rigide et « antinationale » imposée par Moscou. Entre 1921 et 1924, les sociaux-démocrates assurent la direction du PCR sans pour autant avoir une position dominante à l'intérieur d'un parti dont le trait spécifique se révèle déjà être le manque de cohésion idéologique et de coordination politique entre ses différentes factions.[96] Cristescu et les anciens sociaux-démocrates sont les vecteurs d'une culture politique dont la principale caractéristique est le compromis : le compromis avec Moscou, par l'acceptation de sa ligne politique générale, mais aussi le compromis avec les autorités de l'État roumain pour les déterminer à accepter l'existence et l'action du PCR en Roumanie. La fidélité de Cristescu à l'égard des Soviétiques est conditionnée surtout au fait que la Russie soviétique fournit la plupart des ressources financières du Parti Communiste roumain.[97] Cependant, la ligne imposée par Moscou se heurte aux intérêts et au fonctionnement du parti à l'intérieur de la société roumaine. C'est dans ces circonstances que Gheorghe Cristescu essaie d'adopter une position intermédiaire entre les exigences de la III^{e} Internationale – qui traduisent les intérêts politiques de l'URSS en Roumanie – et la vigilance antibolchévique des autorités roumaines.[98] À cette culture du compromis, qui devait assurer au PCR une existence légale, tout en atténuant les aspects radicaux du projet politique initial, s'oppose la culture bolchevique radicale du groupement des communistes révolutionnaires de Bessarabie et de Dobroudja. Du point de vue ethnique, ce groupement (incluant des Roumains, des Bulgares, des Ukrainiens, des Juifs, des Russes)

---

financement du gouvernement soviétique, le PCR perd le droit d'exercer une activité légale sur le territoire de la Roumanie. Voir, pour plus de détails, Robert King, *op.cit.*, p. 15-20.

96 Ce manque de coordination pourrait aller jusqu'à une absence totale de communication, comme le montre les discours des représentants du Komintern aux différents congrès du PCR. Par exemple, au V^{ème} Congrès du PCR, en 1931, Gheorghi Dimitrov critiquait ouvertement "la direction opportuniste du parti" et montrait que les factions révolutionnaires armées de Bessarabie et de Dobroudja se sont constituées non seulement sans l'aide, mais complètement en dehors du control du PCR. (Cf. Mircea Muşat, Ion Ardeleanu, *România dupa Marea Unire* [La Roumanie après la Grande Union], vol. II, I^{ère} partie, Bucarest, Editions Ştiinţifică şi Enciclopedică, 1986, p. 639). Même si, à Moscou, ces formations étaient considérées comme faisant partie du PCR, la direction communiste de Bucarest ne reconnaissait pas leur appartenance au parti.

97 Pourtant, nous avons étudié dans les archives roumaines une partie des bilans comptables du PCR, montrant une générosité assez modérée de la part des Soviétiques ; voir surtout ANR, C*ollection microfilmée Russie-Komintern*, role 161, cadres 445-447.

98 Cette stratégie de survie politique est à l'origine du limogeage de Cristescu en 1924 et de son exclusion du parti en 1926 ; voir *ibidem*, cadres 21-23.

est beaucoup plus hétérogène que celui des sociaux-démocrates.[99] Mais son éducation internationaliste et ses points de contact avec la culture révolutionnaire des bolcheviques sont beaucoup plus solides. A titre d'exemple, l'activité des organisations armées de Bessarabie commence dans les années 1917-1918, dans le contexte de confusion politique et morale générée par la guerre et la révolution bolchevique.[100] Après l'installation de l'administration roumaine dans cette région, les communistes locaux s'organisent en formations paramilitaires. Ils cherchent par ce biais à empêcher l'activité des nouvelles autorités dans l'ancienne province de l'Empire russe.[101] Ces formations, armées aux frais de la Russie soviétique et entraînées pour des opérations terroristes, sont imprégnées d'un esprit de discipline militaire et de respect pour la hiérarchie. A la différence des autres groupements qui constituent le PCR, leurs liens quasi-permanents avec le gouvernement révolutionnaire de la Russie les mettent en contact direct avec le modèle d'organisation politique forgé par Lénine.[102] Après l'intégration des formations communistes de Bessarabie à l'intérieur du PCR, ce modèle d'organisation reste leur principale référence politique. Le conflit entre le groupement bessarabien et les anciens sociaux-démocrates, qui a lieu dans la première moitié des années 1920, porte sur les choix stratégiques du combat politique à l'intérieur de la Roumanie. Les Bessarabiens envisagent une organisation politique clandestine, doublée par un corps paramilitaire et refusant toute participation au jeu politique parlementaire ; la seule forme de combat qu'ils acceptent, c'est le combat armé contre les autorités roumaines.[103] En revanche, les anciens sociaux-démocrates réalisent, après la création du PCR, que la seule

---

99 Les biographies des membres du PCR, rédigées par le Bureau Exécutif du Komintern offrent une image de la composition ethnique du parti ; voir *ibidem*, role 165, cadres 187-690. Voir aussi le tableau incomplet, rédigé d'après la base documentaire citée ci-dessus, *in* Marin C. Stănescu, *Moscova, Cominternul, Filiera Comunistă Balcanică şi România (1919-1944*) [Moscou, le Komintern, la Filière Communiste des Balkans et la Roumanie (1919-1944)], Bucarest, Editions Silex, 1944, p. 114.

100 Voir pour l'histoire des formations communistes bessarabiennes dans les années 1917-1920, les recueils de documents édités en Roumanie par l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme, surtout Florian Tănăsescu (dir.) *Ideologie şi structuri comuniste în România,* [Idéologie et structures communistes en Roumanie], vol. I-II, Bucarest, Editions de l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme, 1995-1997, *passim*.

101 Un document de 1928 dont l'auteur est l'un des membres du groupe communiste bessarabien, décrit l'organisation bessarabienne dans les années 1918-1920 comme celle d'un parti « clandestin, militaire, centralisé et séparatiste par rapport à la Roumanie des oligarques » ; voir ANR, *Collection microfilmée Russie-Komintern*, role 172, cadre 437.

102 Les paradigmes idéaux utilisés par Lénine dans la construction du Parti communiste russe sont présentés par Dominique Colas, *op.cit.*, pp. 89-116. Même si, dans les conditions de clandestinité dans lesquelles agissait le PCR dans l'entre-deux-guerres, ce modèle ne pouvait être, à son tour, qu'un paradigme idéal, l'idée d'une unité d'action sans faille est devenue très tôt l'un des principes clé dans le fonctionnement du PCR.

103 La force terroriste de ce groupement a émergé dans la vie politique de la Roumanie en 1920, quand l'un de ses membres a organisé un attentat à bombe dans le Sénat ; trois personnes sont mortes à la suite de l'attentat : un sénateur, un ministre et l'évêque unitarien Dimitrie Radu. Voir Constantin Argetoianu, *Memorii* [Souvenirs], vol. II1, Bucarest, Editions Humanitas, 1995, pp. 30-36 ; Constantin Argetoianu était à l'époque ministre de l'Intérieur.

possibilité pour constituer une base populaire au parti est la participation aux élections et l'acceptation de la compétition ouverte avec d'autres formations politiques et syndicales.[104]

Ce conflit stratégique, qui débouche finalement sur l'apparition de deux programmes politiques distincts, pèse lourd sur les premières années d'existence du PCR en Roumanie.[105] Il est entretenu par l'attitude partisane et inflexible de la direction du Komintern, où les Bessarabiens ont une position privilégiée.[106] Ce conflit a une conséquence très importante : il finit par être doublé par un conflit entre les groupes minoritaires qui agissent à l'intérieur du PCR. Ces groupes (les Bulgares, les Hongrois, les Ukrainiens, les Juifs) participent sur la base de critères de solidarité ethnique aux disputes des dirigeants créant ainsi une situation paradoxale dans le parti : tout en se présentant comme le vecteur d'une idéologie internationaliste prolétaire, qui affirme la primauté de la lutte des classes par rapport aux conflits entre les nations, le PCR est en fait profondément marqué par les disputes entre ses membres regroupés en fonction de leur appartenance ethnique. Ce modèle s'est perpétué dans les années 1930-1940 et a fortement marqué les luttes pour le contrôle du parti longtemps encore après la prise du pouvoir par les communistes en Roumanie.[107] Sa signification profonde au-delà des disputes entre les dirigeants du parti porte sur la difficulté d'édifier un projet politique fondé sur la lutte des classes et sur l'internationalisme prolétarien dans un milieu culturel et politique imprégné par le nationalisme. Ces enjeux au sein du PCR reflètent les mouvements politiques de la société globale. L'antisémitisme comme la régionalisation du territoire national et l'ethnicisation des rapports politiques sont très présents en Roumanie à cette époque.

I.1.c Le parti polycentrique et la question nationale

Les traces des conflits autour de la question nationale et celles de l'ethnicisation des relations internes au sein du parti sont plutôt difficiles à repérer dans les documents du PCR.

---

104 Voir le rapport rédigé sur ce sujet par Gheorghe Cristescu en 1924 ; ANR, C*ollection microfilmée Russie-Komintern*, role 177, cadres 21-24.

105 Dans les années 1926-1930, l'activité du PCR a été pratiquement paralysée par les disputes à l'intérieur de sa direction. C'est seulement l'intervention punitive de la direction du Komintern qui a empêché la dissolution totale du parti ; cf. la « Résolution sur la lutte sans principe de factions et sur le rétablissement de l'unité du Parti Communiste Roumain », *ibidem*, role 234, pp. 503-515 (la copie conservée en Roumanie a été rédigée en français).

106 Une situation qui a un revers tragique: la plupart des représentants roumains au Komintern faisant partie du groupement bessarabien, ont été exécutés à Moscou dans les années de la Grande Terreur stalinienne, sous des accusations de trotskisme et factionnalisme ; voir une liste partielle des victimes chez Marin C. Stănescu, *op.cit.*, pp. 53-54.

107 Ces disputes opposaient surtout les Roumains aux Roumains de confession juive. Voir l'ouvrage de Robert Lévy, *Ana Pauker. The Rise and Fall of a Jewish Communist*, Berkeley, University of California Press, 2001, surtout pp. 194-220.

Ses membres et surtout ses dirigeants ainsi que les dirigeants du Komintern chargés de surveiller l'activité des communistes roumains – comme par exemple Bela Kun ou Gheorghi Dimitrov – évitaient pour des raisons faciles à comprendre les références directes à de telles situations. Pourtant, en analysant les significations implicites des documents et celles plus explicites des témoins des événements, on peut déceler au-delà des efforts d'occultation une réalité peu habituelle pour un parti communiste. Malgré les considérations de la plupart des historiens roumains[108], ce n'est pas la composition pluriethnique qui surprend dans le cas du PCR – surtout quand on pense que ce même mélange, fortement encouragé par Moscou, se retrouve à l'époque dans la plupart des partis communistes européens – mais l'acuité des perceptions partagées par ses membres au sujet des différences ethniques et l'importance de l'ethnicisation du fonctionnement politique interne du PCR. Ce type de perceptions devient observable à partir de deux catégories distinctes de conflits : les premiers sont conjoncturels et naissent des disputes personnelles entre les membres ; les seconds concernent une problématique idéologique ayant une importance capitale pour l'action politique du PCR : l'adoption du slogan revendiquant « l'autodétermination des provinces [Transylvanie et Bessarabie] jusqu'à la séparation totale de l'Etat roumain » comme ligne politique officielle du parti.

Le registre interpersonnel n'est pas sans importance puisqu'à ce niveau se construisent les solidarités et se forment les rivalités entre les futurs dirigeants de la Roumanie communiste. Dans ce registre, la xénophobie – avec son expression extrême, l'antisémitisme – se manifeste assez tôt après la constitution du parti. Elle est utilisée comme une arme politique destinée à délégitimer les nombreux membres de confession juive du parti et surtout ceux qui le représentent auprès du Komintern. Des réactions antisémites sont attestées également au niveau de la direction du Parti[109], dans le milieu des ouvriers détenus

108 Voir, pour une critique récente de la démonstration du caractère majoritairement non-roumain du PCR, Adrian Cioroianu, *Pe umerii lui Marx. O introducere în istoria comunismului românesc* [Sur les épaules de Marx. Une introduction dans le communisme roumain], Bucarest, Editions Curtea Veche, 2005, surtout p. 44. Cioroianu souligne bien l'importance de cette démonstration de la perspective de ceux qui, suivant la ligne d'interprétation tracée par le nationalisme de Ceauşescu, ont essayé de présenter le communisme en Roumanie comme une « plaie » apportée par les « allogènes », surtout par des Juifs et de mettre en exergue le rôle positif des communistes de nationalité roumaine (l'équipe de Gheorghe Gheorghiu-Dej ou même Ceauşescu) par rapport aux non-Roumains soutenus par Moscou, longuement blâmés (comme Ana Pauker, juive d'origine, ministre des Affaires Etrangères et éminence grise du PCR jusqu'en 1952, quand Gheorghiu-Dej l'a éliminée de la direction du PCR) pour leur rôle négatif dans le processus de soviétisation.

109 Un récit significatif appartient à Ion Popescu-Puţuri, communiste, juif, historien devenu après 1944 directeur de l'Institut pour l'Etude de l'Histoire du PCR. En 1936, Puţuri était membre du Secrétariat du Comité Central du PCR et collaborait, conformément aux consignes du front antifasciste émises par le Komintern, avec le Front des Laboureurs, dirigé par Petru Groza, sympathisant du PCR et futur président de la République Populaire Roumaine. Dans ce contexte, Puţuri décrit ouvertement, dans une lettre adressée à la direction du parti communiste, l'antisémitisme de Groza dirigé contre Ana Pauker et

dans les prisons roumaines[110] et même parmi les intellectuels et les étudiants communistes. Au long de la période de l'entre-deux-guerres, le mécontentement à l'égard de la solide position des communistes juifs vis-à-vis de Moscou n'arrête pas de monter parmi les communistes en dehors de ce groupe qui, même s'ils sont devenus membres du PCR dans les années 1930, donc après l'élimination de l'influence du groupe social-démocrate de Gh. Cristescu, se montrent les continuateurs de la position de ce dernier dans la question nationale. La méfiance et le rejet semblent d'ailleurs être réciproques puisqu'en 1931, au V^éme^ congrès du PCR, l'un des participants roumains, Mihai Topa, souligne la nécessité de « lutter sur deux fronts : contre le chauvinisme roumain parmi nos camarades et contre l'irrédentisme, contre le traitement des camarades roumains en gitans ».[111]

Ce type de manifestations xénophobes observable au niveau des relations interpersonnelles représente en fait le signe d'une culture politique profondément marquée par le nationalisme. Celui-ci reste un marqueur de l'identité du PCR avant et après son arrivée au pouvoir. Après 23 août 1944, les tensions entre les "nationaux" et les "moscovites" – qui sont, avant tout, des expressions de la lutte pour la suprématie dans la direction du parti – suivent des clivages ethniques implicites, comme le montre le conflit entre Gheorghe Gheorghiu-Dej et Ana Pauker. Après l'élimination de Pauker, les fidèles de Dej entament un vrai travail d'épuration des membres juifs de la direction du parti.[112] Les raisons d'une telle épuration sont à chercher avant tout dans la logique politique qui a gouverné les luttes pour le pouvoir à l'intérieur du PCR clandestin : l'élimination d'un dirigeant s'accompagnait de l'élimination de toute son équipe de fidèles. Mais les effets pratiques de cette stratégie sont eux-mêmes significatifs pour les critères de fidélité qui fonctionnaient à l'intérieur de l'équipe dirigeante : chaque membre de la direction était entouré par des fidèles recrutés suivant des critères de solidarité généralement reconnus et parmi ces critères celui de l'appartenance à une même communauté ethnique avait un rôle prépondérant. Dans ce contexte, même s'il faut rester prudent quant à l'affirmation d'une primauté de l'ethnicisation des luttes de pouvoir à l'intérieur du PCR, l'existence d'une certaine forme d'antisémitisme (promu et encouragé par Dej et par son groupe de fidèles)

---

contre lui-même (cf. ANR, C*ollection microfilmée Russie-Komintern*, role 193, pp. 571-573**).** A l'époque du front populaire, la perception générale du PCR comme « parti des Juifs », subordonné aux intérêts de Moscou s'est avérée un obstacle dans son effort de gagner un soutien populaire dans société roumaine. De ce point de vue, la relation entre Petru Groza et Ion Popescu-Puțuri est exemplaire.

110 Cf. *ibidem*, role 200, pp. 305-311, pour le récit d'un témoin concernant la ségrégation intervenue dans la prison Văcăreşti (une des prisons de Bucarest où se trouvait ensemble, au début des années 1930, une partie des communistes arrêtés par les autorités roumaines) entre les détenus communistes juifs et roumains.

111 *Apud* Florin Constantiniu, *op. cit.*, p. 36.

112 Voir les détails concernant l'effet de l'élimination d'Ana Pauker sur les autres membres juifs de la direction du PCR chez Robert Levy, *op. cit*, pp. 194-219.

reste pourtant indéniable tout comme le caractère instrumental du marqueur ethnique. Pourtant ces logiques ne se limitent pas seulement aux seuls juifs.

Une situation particulière liée aux perceptions de l'identité ethnique à l'intérieur du PCR est observable dans les relations entre les communistes roumains, les communistes hongrois de Transylvanie et ceux bulgares de Dobroudja. Elle devient manifeste au cours des débats concernant l'adoption par le parti du slogan : « l'autonomie des provinces jusqu'à la séparation totale de l'Etat roumain ». L'imposition par Moscou d'une ligne d'action hostile au projet politique de la Grande Roumanie a pesé lourd sur l'histoire du PCR avant et après 1944. Des exégètes comme Vladimir Tismăneanu considèrent ce problème comme l'un des « péché primordiale » des communistes roumains et estiment qu'il a déterminé d'une façon décisive, après la prise du pouvoir politique par le PCR, la stratégie de légitimation par la récupération du nationalisme, choisie par Dej et prolongée par Ceauşescu.[113] Tismăneanu, qui décrit le PCR de l'entre-deux-guerres comme une organisation solidement bolchévisée et totalement contrôlée par Moscou, estime que la faute politique indéniable commise par le parti, dans cette période, au sujet de l'Etat national roumain a engendré, après l'instauration du régime communiste en Roumanie, un geste radical destiné à essuyer la mémoire de sa position antinationale et à le faire gagner en crédibilité politique.

La ligne de fracture introduite par la politique de « l'autonomie jusqu'à la séparation totale » des provinces roumaines – Transylvanie, Bessarabie mais aussi le Quadrilatère – a marqué d'une façon particulière l'évolution du PCR avant et après 1944. Elle a pesé non seulement sur ses choix de stratégie de légitimation politique mais également – et peut-être d'une façon plus marquée – sur les relations interpersonnelles à l'intérieur du parti, sur les relations entre la direction (en fait, les directions) du parti et les membres ordinaires, entre les membres de la direction eux-mêmes, ainsi qu'entre le PCR et la société roumaine en général.

La compréhension des conflits politiques engendrés par l'adoption de ce programme d'action passe par l'analyse des mécanismes décisionnels à l'intérieur du parti et du fonctionnement de ses structures dirigeantes. De 1924 jusqu'en 1945[114], le PCR est, *de facto*

---

113 Cette opinion est reprise par Tismăneanu dans *Stalinism for All Seasons… op.cit.*; voir surtout p. 53 avec la référence à la « dignité blessée » que Ceauşescu essayait de guérir par son effort de réécrire l'histoire du PCR et p. 189, avec l'analyse des causes qui ont déterminé le manque de légitimité ressenti par les communistes roumain après 1944. Au long de sa démonstration, Tismăneanu privilégie pourtant l'idée d'un antisoviétisme pragmatique des dirigeants du PCR, intervenu après le Rapport secret soviétique de 1956 pour des raisons qui tiennent à leurs efforts de maintenir le contrôle du PCR et d'empêcher le remplacement de l'équipe Dej. Le même pragmatisme est mis en exergue par l'analyse de Stelian Tănase, *Elite şi societate. … op.cit.*, pp. 152-209, ainsi que par Adrian Cioroianu, *op.cit.*, pp. 400-403.

114 Même si le coup d'Etat de 23 août 1944 et l'entrée des troupes soviétiques en Roumanie portent les communistes dans la coalition au gouvernement, la situation organisationnelle de PCR et sa structure dirigeante ne se précisent qu'à la conférence nationale d'octobre 1945, quand Gheorghe Gheorghiu-Dej

sinon *de jure*, un parti polycentrique. Suite à l'entrée en clandestinité, la direction du parti se divise en deux centres séparés, reconnus par le Komintern : un centre fonctionnant à l'extérieur de la Roumanie, à Vienne puis à Moscou, qui devait représenter la courroie de transmission la plus importante de l'Internationale communiste ; l'autre, pour la coordination des actions clandestines du parti, fonctionnant à l'intérieur du pays. Les relations hiérarchiques entre les deux centres de direction sont loin d'être précisément déterminées, mais le centre extérieur se trouve investi dès le début de sa création, du fait de sa proximité avec le Komintern, d'une autorité plus marquée.[115] A l'intérieur du pays, l'autorité des deux centres est très fluctuante et le plus souvent illusoire. Etant donnée la surveillance rigoureuse des membres du PCR pratiquée par les autorités policières de l'Etat roumain, les deux centres éprouvent les pires difficultés à s'acquitter de leurs missions. Le centre de l'étranger a très peu de moyens pour faire parvenir aux communistes à l'intérieur du pays les décisions et les consignes d'action fixées par le Bureau Politique de l'Internationale communiste ; il a encore moins la possibilité de suivre la mise en œuvre de ces décisions en Roumanie. En fait, le vrai relais du PCR avec Moscou est assuré – surtout au long des années 1930 – par des passages clandestins de la frontière soviéto-roumaine de certains membres de la direction interne du parti.[116] A son tour, le noyau interne se retrouve de manière récurrente dans des situations de blocage de ses actions : d'abord à cause d'une surveillance policière soutenue et des arrestations massives opérées dans ses rangs par les autorités roumaines ; ensuite à cause des luttes intestines pour la suprématie entre les différents groupements communistes. Les

---

est élu secrétaire général du parti ; une opinion similaire résulte de l'étude de Nicoleta Ionescu-Gură, *Stalinizarea României. Republica Populară Română: 1948-1950. Transformări instituţionale* [La stalinisation de la Roumanie, La République Populaire Roumaine : 1948-1950. Transformations institutionnels], Bucarest, Editions ALL, 2005, pp. 27-40.

115 La situation est décrite chez Mircea Muşat, Ion Ardeleanu, *op.cit.*, pp. 560-671. L'histoire de l'apparition de ce livre est en soi une illustration de l'enjeu représenté par la maîtrise des interprétations historiques concernant la question nationale dans la légitimation politique du PCR. Les deux auteurs, historiens travaillant pour l'Institut d'Histoire du PCR, ont publié, au long des années 1980, trois tomes de ce livre qui compilait, en fait, les sources de l'histoire de la Roumanie de l'entre-deux-guerres, tout en les filtrant par une censure adéquate à l'idéologie officielle du parti. Pour l'histoire du PCR, ils ont été autorisés à utiliser des sources d'archives interdites à l'époque à la plupart des historiens roumains. L'interprétation qu'ils donnent à l'histoire du PCR avant 1944 – une interprétation sans doute approuvée par les dirigeants du parti et par Ceauşescu lui-même – est particulièrement critique au sujet du rôle négatif du Komintern, considéré comme seul responsable pour les échec politiques du PCR dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres et très laudative au sujet des « communistes nationaux », ceux qui agissaient à l'intérieur du pays.

116 L'échec de Moscou dans l'exercice du contrôle ferme sur les différents noyaux dirigeants du PCR est reflété par la décision de Staline d'inclure le PCR parmi les sections de l'Internationale communiste supprimées en 1938 à cause de leur « infestation » par des « espions impérialistes ». Voir Arhivele Naţionale ale României, *Copilăria comunismului românesc în arhivele Cominternului. Documente* [L'enfance du communisme roumain dans les archives du Komintern. Documents], Bucarest, Editions des Archives Nationales de Roumanie, 2001, p. 12. Cette décision représentait la consécration de l'éclatement interne du PCR. Ce qu'on supprimait par cette décision, c'était la direction externe du parti, celle de l'intérieur continuant de fonctionner en tant que relais entre le Bureau Politique de l'Internationale et les groupements communistes agissant en Roumanie.

deux causes sont d'ailleurs liées, parce que l'efficacité de la surveillance policière était le plus souvent une conséquence des dénonciations d'une faction contre la faction ennemie.[117] Dans ce contexte, une bolchévisation solide du PCR dans l'entre-deux-guerres, comme l'affirme Vladimir Tismăneanu[118], est une hypothèse difficile à documenter et à soutenir. Les sources d'archives roumaines et soviétiques indiquent plutôt le contraire, prouvant la difficulté insurmontable d'imposer aux groupements communistes de Roumanie un consensus autour de la ligne politique promue par Moscou.

Les conflits entre les différents leaders du PCR et la direction du Komintern dans la question de « l'autonomie jusqu'à la séparation » surviennent dans cette atmosphère déjà chargée par la compétition entre noyaux de pouvoir. Le cas de Gheorghe Cristescu[119], déchargé de ses fonctions à la tête du PCR pour cause de refus d'appliquer les consignes internationalistes de Moscou, est suivi par celui de Lucreţiu Pătrăşcanu qui proteste en 1928 contre la thèse officielle du Komintern affirmant l'existence d'une nation moldave différente de la nation roumaine[120]. Le refus d'adopter une attitude radicale à l'égard de l'Etat national se manifeste également parmi les communistes roumains de Transylvanie. C'est le cas d'Eugen Rozvany, avocat communiste de Cluj et représentant des intérêts communistes dans les élections des années 1920. Exclu du PCR en 1929 sous l'accusation « d'avoir pactisé avec l'ennemi », il n'hésite pas de se rendre à Moscou pour défendre ses opinions.[121] Blâmé par la direction extérieure du PCR, Rozvany reste pourtant à Moscou, convaincu de la bonne volonté de ses camarades communistes et de la possibilité de défendre ses opinions politiques. Suite à cette décision, il se retrouve à la fin des années 1930 parmi les victimes des grandes purges staliniennes.

Dans le milieu fermé des communistes roumains, où chaque leader était entouré par des fidèles qui partageaient les mêmes intérêts et les mêmes vues sur l'évolution du parti, il est à supposer que ce genre de divergences se multiplient jusqu'au niveau des simples membres. La ligne de fracture ainsi précisée devient plus évidente quand des événements dramatiques surgissent. C'est le cas de la conclusion du Pacte Ribbentrop-Molotov (1939) ou du rattachement de la Transylvanie du nord à l'Etat hongrois, en août 1940, suite à

---

117 Voir à ce propos Stelian Tănase, *op. cit.*, surtout pp. 60-78.

118 Vladimir Tismăneanu, *The Tragicomedy of Romanian Communism … op.cit.*, p. 337.

119 La coulpe de Cristescu, telle qu'elle est formulée dans l'un des journaux du PCR en 1926, était celle de « ne pas vouloir aller plus loin de l'autonomie » ; cf. Marin C. Stănescu, *op.cit.*, p. 36.

120 Cf. Marin C. Stănescu, *op. cit.*, p. 42 ; les mêmes opinions de Pătrăşcanu sur la question nationale sont confirmées par d'autres sources d'archives, citées chez Lavinia Betea, *Lucreţiu Pătrăşcanu. Moartea unui lider communist* [Lucreţiu Pătrăşcanu. La mort d'un dirigeant communiste], Bucarest, Editions Curtea Veche, 2006, pp. 21-22

121 Voire son Mémoire adressé à la direction extérieure du PCR en novembre 1931, in Arhivele Naţionale ale României, *op. cit.*, pp. 282-286.

l'arbitrage de Vienne. Ce sont des moments où soit la confiance des communistes roumains dans les décisions de l'URSS se trouve affaiblie, soit les contacts du parti avec Moscou sont quasiment rompus à cause des circonstances internationales et nationales. Dans ces situations particulières, chacun des membres et chaque groupement à l'intérieur du PCR se retrouvent en situation d'agir de façon plus autonome et de trouver des solutions rapides, adaptées au contexte local. Et les solutions qu'ils trouvent rendent compte de leurs vraies convictions politiques, au-delà des directives soviétiques. Ce type de situation est bien illustré par l'action politique des groupements communistes roumains de Transylvanie au moment de l'arbitrage de Vienne. Intervenu en août 1940, deux mois après la reconquête de la Bessarabie par l'URSS, le passage de la Transylvanie du Nord sous administration hongroise est traité dans les directives officielles du Komintern avec une unité de mesure différente : si dans le cas de la Bessarabie, le retour sous l'administration soviétique est présenté comme un acte de justice, le cas de la Transylvanie du Nord donne lieu à un autre type de considérations et de stratégies politiques. Le partage de la Transylvanie entre la Hongrie et la Roumanie est considéré par le Bureau Politique du Komintern comme « une manœuvre impérialiste » et les nationalités habitant la région sont exhortées à se rebeller contre les deux gouvernements et à fonder un Etat socialiste indépendant qui aurait pu tomber dans la zone d'influence soviétique.[122] Conformément aux documents d'archives, la résolution a été discutée et approuvée par la direction interne du PCR. Mais comme les organes dirigeants du PCR étaient déjà presque complètement isolés des groupements communistes de Transylvanie, les communistes de Bucarest n'avaient aucun moyen d'organiser sa mise en pratique. Dans ces conditions, au moins un des groupements communistes de Transylvanie a préféré ignorer les directives de Bucarest et soutenir les actions organisées par le Parti Nationale Paysan contre l'installation de l'administration hongroise.[123] A la même époque, le groupement communiste de Dobroudja – dont la majorité des membres étaient d'ethnies bulgares – agissait pour le passage de cette province sous administration bulgare.[124]

Cette succession de faits nous offre autant d'arguments pour affirmer que, dans les moments les plus critiques de l'histoire du parti, la culture politique des communistes roumains se montre tributaire de la culture politique de la société dans laquelle ils agissent.

---

122 Voir le Rapport du Comité Central du PCR, ultérieur aux événements, in Arhivele Naţionale ale României, *Partidul Comunist din România în anii celui de-al doilea război mondial. 1939-1944* [Le Parti Communiste Roumain pendant les années de la Deuxième Guerre mondiale. 1939-1944], Bucarest, Editions des Archives Nationales, 2003, p. 157.

123 *Ibidem*, pp.155-156 ; une information contradictoire contenue dans le document indique que l'organisation communiste des Hongrois de Transylvanie, MADOSZ, soutenait à son tour le maintien de la Transylvanie sous administration roumaine.

124 Leur attitude, également contraire aux directives de Moscou, est critiquée dans une autre résolution du Comité Central du PCR, le 9 juillet 1940 ; *ibidem*, p. 94

L'inadéquation du projet communiste à la culture politique prédominante dans la Roumanie d'avant la deuxième guerre mondiale devient ainsi observable à l'intérieur même du PCR. Le découpage des solidarités en fonction du distinguo ″communistes nationaux″ (les communistes d'origine roumaine et surtout ceux qui ont mené leur activité en Roumanie, dans des conditions de clandestinité ou dans les prisons du régime Antonescu) - ″communistes moscovites″ (les représentant du PCR à Moscou et surtout les communistes d'origine juive, membres du PCR) peut-être considéré comme une pré-condition fondamentale dans l'évolution des modes de légitimation du PCR. Celle-ci détermine ultérieurement la construction d'une idéologie communiste nationaliste dont les racines sont à rechercher bien avant Nicolae Ceauşescu et même bien avant l'arrivée du parti au pouvoir.

L'entrée de la Roumanie dans la guerre contre l'URSS, accompagnée par des arrestations de communistes et par une surveillance encore plus sévère des milieux de gauche de la part des autorités roumaines, a déterminé le passage à un plan secondaire des disputes autour de la question nationale à l'intérieur du PCR.[125] Toutefois, l'esprit des factions ainsi que les tensions dues à la compétition pour la suprématie ont survécu à l'intérieur du parti et ont trouvé un nouveau terrain politique après 23 août 1944, avec l'occupation soviétique en Roumanie.

I.1.d Communisme d'occupation et internationalisme de circonstance

L'arrivée du PCR au pouvoir, due à une intervention extérieure (l'entrée de l'Armée Rouge en Roumanie) ne lui fournit pas, dans une première phase, les moyens de dépasser son statut d'isolement sur la scène politique interne. Le parti reste marginal et faiblement implanté dans la société roumaine.[126] Etant donné les manœuvres des Soviétiques et son propre besoin de consolidation, le PCR se voit obligé d'accepter pendant trois ans (1944-1947) la cohabitation avec les acteurs politiques représentant l'ancien régime roumain : la monarchie, le Parti National Libéral et le Parti National Paysan. Ses stratégies politiques et ses modes d'action sont, au long de cette période, strictement contrôlés et directement dépendants de l'URSS. La position du PCR est d'autant plus compliquée que les luttes de pouvoir, notamment entre le groupement des communistes "nationaux" et celui des

125 Pour des raisons stratégiques – parce que les communistes de Roumanie étaient utilisés surtout pour des actions d'espionnage dans le territoire ennemi – les organes dirigeants du Komintern sollicitaient eux mêmes au Comité Central du PCR d'éviter l'utilisation des Juifs dans la propagande communiste afin de contourner la suspicion des autorités roumaines ; *ibidem*, p. 251, document de 28 avril 1942.

126 D'après les estimations d'Ana Pauker, en septembre 1944, le PCR ne comptait que 1000 membres ; voir Victor Frunzã, *op.cit.*, p. 545.

"moscovites"[127], se poursuivent et même, dans ces nouvelles conditions, s'intensifient à l'intérieur du parti. Ces luttes sont surveillées par Moscou qui n'hésite pas à intervenir et à accorder son soutien au groupement qui est le plus susceptible de mener à bien la prise du pouvoir par tous les moyens. Dans les années 1944-1947, le groupement moscovite est le seul dans cette position et malgré les concessions d'Ana Pauker à l'égard des communistes nationaux[128] dans le but de préserver l'unité du parti, les frustrations éprouvées par le groupement des communistes nationaux dans cette étape se montreront décisives pour l'évolution ultérieure du parti et la revanche des « nationaux ». La direction du PCR se retrouve très vite dans une position contradictoire : d'une part, la survie du régime communiste en Roumanie est directement dépendante de la présence soviétique ;[129] d'autre part, la présence et l'action des Soviétiques en Roumanie limitent la liberté d'action du groupement qui se considère le plus autorisé et le seul capable d'implanter le projet communiste en Roumanie, le groupement des communistes nationaux.

Dans une première étape, le seul moyen d'assurer la survie du régime est l'acceptation totale du contrôle soviétique. Chacun des dirigeants du parti se lance dans la compétition pour gagner la confiance de Staline et chacun essaie de surclasser ses adversaires en se montrant plus efficace et déférent que les autres.[130] Mais cette compétition se révèle très tôt être un cercle vicieux. Perçu à l'intérieur du pays comme l'expression de l'occupation soviétique, le régime communiste roumain se trouve dans l'impossibilité de dépasser son isolement par rapport à la société qu'il domine et, par conséquent, est de plus en plus soumis

---

127 Une analyse du rapport de force entre les différents groupements à l'intérieur du PCR est menée par Vladimir Tismăneanu, *Arheologia Terorii* [L'archéologie de la terreur], Bucarest, Editions ALLFA, 1998, pp. 35-40. A part le groupement des communistes roumains des prisons, qui est à long terme le véritable gagnant du coup d'Etat de 23 août 1944, et celui des « moscovites », Tismăneanu identifie trois autres groupements distincts : le groupement des communistes roumains qui pendant la guerre ont participé au maquis français, celui des communistes d'origine juive revenus des camps nazies de Transnistrie et celui des communistes hongrois de Transylvanie. De cette classification opérée par Tismăneanu, se détache une fois de plus l'importance du critère ethnique dans la définition des intérêts communs et des relations entre membres d'un même groupement à l'intérieur du PCR.

128 Ana Pauker propose, par exemple, que la fonction de premier secrétaire du PCR soit détenue par Gh. Gheorghiu-Dej, le chef du groupement des communistes nationaux ; elle garde pour elle-même la fonction de ministre des Affaires Etrangères qui lui assure le contrôle des relations du PCR avec l'URSS ; Victor Frunză, *op. cit*, pp. 212-222.

129 Kenneth Jowitt, *Revolutionary Breakthrough and National Development. The Case of Romania 1944-1965*, Berkely & Los Angeles, University of California Press, p. 83. Jowitt surestime pourtant la cohésion des groupements qui composent le PCR, une cohésion qui est aussi difficile qu'elle l'était avant 1944 et qui ne fonctionne après cette date qu'à cause des pressions soviétiques ; *ibidem*, p. 93.

130 Voir à ce propos les documents de la mission Lessakov en Roumanie ; en août 1947, ce fonctionnaire soviétique a eu à Bucarest des discussions avec les dirigeants du PCR sur les divergences entre le groupement national et celui moscovite (les documents de la mission Lessakov sont conservés à Moscou au Centre russe pour la conservation et l'étude des documents de l'histoire contemporaine, fond 575, opis I, dossier 33 ; un fragment du rapport rédigé par Lessakov a été publié par Ioan Chiper, « Raportul Lesakov : Kremlinul şi lupta pentru putere în PCR » [Le rapport Lessakov : le Kremlin et la lutte pour le pouvoir dans le PCR] in *Dosarele Istoriei* [Dossiers de l'histoire], an II, no.3(8), 1997, pp. 61-63.

au contrôle restrictif des Soviétiques. Dans ces circonstances, les dirigeants du PCR prennent conscience de la nécessité de briser l'isolement du parti et de trouver, au-delà du support de l'Armée Rouge, une stratégie de légitimation à l'intérieur du pays.[131] Cette stratégie de légitimation est conditionnée par le manque de crédibilité du parti à l'intérieur de la Roumanie, par son manque de cohésion interne, illustrés par la faiblesse de sa direction et par son image de collaborateur de l'occupant soviétique. Mais la direction du PCR réussit à identifier, malgré ces obstacles, au moins deux stratégies susceptibles de produire une brèche nécessaire dans l'isolement du parti. Une première stratégie concerne le découpage de la société qu'ils aspirent à dominer en des segments ennemis – qui, d'après le modèle classique, forgé par Lénine, devraient être détruits, faute de pouvoir les récupérer – et des segments susceptibles d'être gagnés par la cause communiste. Ces derniers segments constituent la cible d'un effort de persuasion qui combine la contrainte avec les promesses d'ascension sociale et sont les principaux bénéficiaires de la mobilité sociale entamée par l'effort d'industrialisation du pays et par le besoin du parti de former des nouveaux cadres.[132] Le résultat le plus directement visible de cette stratégie est la combinaison de la violence politique (utilisée surtout dans le but de désintégrer et, ultérieurement, d'annihiler les anciennes élites politiques, sociales et culturelles) et de l'effort de persuasion (mené surtout, par le biais du discours idéologique, mais qui s'appuie sur les possibilités de promotion sociale ouvertes par le processus de reconstruction révolutionnaire du pays et de reconfiguration de la société roumaine). La deuxième stratégie agit au niveau des symboles politiques et repose sur la récupération du nationalisme roumain.

La réinterprétation de la culture nationale suivant des commandements idéologiques sui generis a été très tôt expérimentée par les communistes roumains.[133] Dans les conditions du communisme d'occupation, la réinterprétation des symboles nationaux se fait suivant la logique politique de la soviétisation.[134] La clef de cette logique consiste à mettre l'URSS en

131 Sur ce point, nous sommes en désaccord avec Kenneth Jowitt, qui estime qu'avant 1948 le PCR n'a pas essayé un vrai percement de son isolement par rapport à la société roumaine (voir Kenneth Jowitt, *op.cit.*, p. 93). L'analyse du discours de la propagande communiste en Roumanie et des actions des communistes roumains contredit l'opinion de Jowitt ; voir, par exemple, l'effort d'Ana Pauker pour élargir la base politique du parti et sa discussion de 31 janvier 1945 avec les autres membres de la direction du PCR, ANR, Fond du Comité Central du PCR-Chancellerie, dossier 18/1945, pp. 1-23.

132 Voire pour l'analyse de cette mobilité sociale, Stelian Tănase, *op.cit.*, pp. 135-147.

133 Le livre représentatif pour l'orientation prosoviétique de l'historiographie nationale est celui de Mihail Roller, *Istoria Românie*i [Histoire de la Roumanie], Bucarest, 1947. Ce livre a connu des éditions successives entre 1947 et 1956, devenant le manuel obligatoire pour tous les niveaux d'enseignement, y compris le niveau universitaire.

134 Nous reprenons pour la présente analyse la définition de la « soviétisation » ainsi qu'elle est formulée par Adrian Cioroianu, *op.cit.*, p. 322 : « Processus mimétique d'introduction d'un modèle soviétique dans tous les domaines de la société : politique, économie, culture, vie quotidienne, sciences et vie intellectuelle » (La traduction du roumain nous appartient)

position de génie tutélaire non seulement de la nouvelle Roumanie communiste, mais de toute la civilisation roumaine. Les symboles et les représentations de la mythologie nationale sont, par conséquent, bannis du discours public. La position officielle du parti communiste dans la question nationale est maintenant exprimée dans des brochures dogmatiques reprenant la théorie stalinienne de la nation.[135] Les nouvelles autorités procèdent au démantèlement radical des symboles de légitimation construits dans l'entre-deux-guerres par les représentants de l'Etat national. Mais, à l'intérieur du PCR et de la société roumaine les avatars de la question nationale poursuivent leur chemin, dans des conditions quasi-similaire à celles caractérisant la vie interne du parti communiste d'avant 1944 : une fracture plus ou moins marquée – mais toujours présente – entre la position officielle du parti communiste, d'une part, les vrais opinions/intérêts de ses membres et les aspirations de la société roumaine, d'autre part. [136] Nous essaierons de démontrer cette hypothèse par deux exemples. Le premier analysera la position spécifique d'un dirigeant communiste, Lucreţiu Pătrăşcanu et concerne tant l'impossible unanimité à l'intérieur du PCR autour de la définition d'un intérêt national que la façon dont la question nationale a été utilisée pour les buts immédiats de la compétition politique. Le deuxième a comme point de départ le statut politique et administratif de la Transylvanie à la fin de la deuxième guerre. Ce statut engendre une équation complexe comprenant les acteurs politiques communistes et non-communistes, les techniques de manipulation utilisées par l'occupant soviétique et des éléments d'une culture politique imprégnée de nationalisme qui ont survécu à côté et malgré la propagande de la soviétisation.

Ces deux exemples sont directement liés, parce qu'ils concernent le même débat autour de la question de la Transylvanie. Mais leurs résolutions différentes nous permet de

---

135 Voire, à titre d'exemple, Vasile Luca, *Clasa muncitoare şi mişcarea naţională* [La classe ouvrière et le mouvement national], Bucarest, Editions du Parti Ouvrier Roumain, 1950. Vasile Luca, communiste d'origine hongroise dont le vrai nom était Luca Laszlo, détenait à l'époque la fonction de secrétaire du Comité Central du Parti Ouvrier Roumain. « Avec l'apparition du monde socialiste – coexistant avec le monde capitaliste – à part les nations du passé, sont apparues et continuent d'apparaître des nations nouvelles, complètement différentes et ayant un tout autre contenu que les vieilles nations. Iosif Vissarionovici Staline les appelle nations nouvelles, apparues dans le Pays du Socialisme, des nations socialistes, tandis que les anciennes [sont] des nations bourgeoises » (p. 15). La position officielle des communistes roumains sur le sujet de la question nationale en Roumanie est formulée par Luca de cette manière : « La voie de l'internationalisme prolétarien a rendu possible l'élimination de la haine entre la nation roumaine et les nations voisines […]. A base de l'internationalisme prolétarien on a construit l'amitié entre le peuple roumain et les peuples de l'URSS, ainsi que l'amitié avec les peuples des pays de démocratie populaire, comme garantie de l'indépendance et de la souveraineté de notre nation. […] Ainsi la réaction de toute origine nationale n'a plus été en mesure d'utiliser la haine chauvine pour briser l'unité des forces démocratiques. » (*ibidem*, pp. 32-33 ; la traduction du roumains nous appartient)

136 Un jugement pragmatique sur les préjugés courants dans la Roumanie de l'époque est formulé en 1945 par Ana Pauker devant Staline. Au moment du choix d'un secrétaire général pour le PCR, dignité pour laquelle Staline préférait Ana Pauker, elle recommande le choix de Gheorghiu-Dej, soulignant son propre manque de crédibilité « en tant que femme et juive » ; cf. Robert Levy, *op.cit.*, p. 72.

déceler les deux logiques distinctes suivant lesquelles les dirigeants du PCR ont toujours opéré : l'une résultant de la rigidité dogmatique et du machiavélisme des luttes pour le pouvoir, fonctionne à l'intérieur du parti et structure les relations entre ses membres ; l'autre, plus subtile, débouchant vers une stratégie de légitimation politique, agit sur la relation entre le PCR au pouvoir et la société qu'il est censé de gouverner. Pour avoir un tableau complet des enjeux nationaliste dans les luttes pour le pouvoir à l'intérieur du PCR, nous allons également analyser, en complément du cas de Lucreţiu Patarascanu, l'élimination d'Ana Pauker et de ses fidèles par Gheorghiu-Dej et le groupement des communistes nationaux.

La situation administrative de la Transylvanie à la fin de la deuxième guerre a constitué l'objet de négociations difficiles entre la coalition royaliste roumaine – celle qui s'est chargé en 1944 du renversement d'Ion Antonescu – et les commandants militaires soviétiques.[137] Pour les Roumains, l'appartenance de la Transylvanie à l'Etat roumain ne pouvait sous aucune forme faire l'objet de concessions politiques ultérieures en faveur de l'Etat hongrois. Pour des raisons qu'on peut soupçonner différentes d'un individu à l'autre – au nom de la crédibilité politique ou des convictions sincères – la direction du parti communiste se rallie elle-même à cette opinion.[138] Les Soviétiques avaient pourtant une vision différente qui envisageait l'utilisation de la question nationale – sujet de réactions extrêmement émotionnelles de la part des acteurs politiques roumains et hongrois– comme monnaie d'échange dans leurs jeux de pouvoir avec la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.[139] Aux intérêts des grands pouvoirs s'ajoutaient au niveau régional les intérêts concurrents des autorités roumaines et hongroises et, à l'intérieur de la Roumanie, les luttes politiques entre le PCR d'une part et les partis démocratiques (National Paysan et National Libéral) d'autre part.[140] Dans une atmosphère chargée de tensions politiques[141] et alimentée par l'attitude

---

137 Florin Constantiniu, *op. cit*, pp. 63-92, fait un récit plus détaillé de ces négociations. Conformément au texte de l'Armistice roumain-soviétique, « la Transylvanie ou la plupart de la Transylvanie » devait revenir sous administration roumaine « sous condition que cela soit approuvé par le Traité de Paix ».

138 En janvier 1945, au cours d'une séance du Front National Démocrate (la coalition politique qui soutenait le PCR), Gheorghe Gheorghiu-Dej affirmait sans équivoque que l'appartenance de la Transylvanie à la Roumanie était « indiscutable» ; cf. Arhivele Naţionale ale României, *România. Viaţa politică în documente. 1945* [Roumanie, La vie politique en documents. 1945], Bucarest, 1994, pp. 80-81.

139 Conformément à l'accord intervenu en 1944 entre Churchill et Staline, l'URSS devrait bénéficier d'une influence politique de 90% en Roumanie, tandis que la Grande Bretagne se réservait un pourcentage d'influence similaire en Grèce. Comme le montre Florin Constantiniu, *op. cit*, p. 75, la pression soviétique dans la question transylvaine a commencé immédiatement après l'intervention britannique en Grèce, comme si Staline aurait voulu s'assurer que sa part de bénéfices résultant de l'accord de 1944 était elle-aussi respectée.

140 L'électorat roumain de Transylvanie était par tradition fidèle au Parti Nationale Paysan, qui menait à l'époque une opposition acharnée contre la communisation de la Roumanie ; par contre, conformément à des sources indiquées par Florin Constantiniu, *op. cit*, p.68-69, la population hongroise de Transylvanie a été instrumentée par les autorités hongroises de Budapest pour soutenir de façon inconditionnée le Parti communiste, cette attitude étant, suivant les Hongrois, la seule en mesure de

ambiguë des Soviétiques, des conflits ouverts entre Roumain et Hongrois n'ont pas tardé à émerger.

C'est dans ce contexte que Lucreţiu Pătrăşcanu prend position sur la question de la Transylvanie. Les propos tenus par cet intellectuel provenant d'une famille roumaine bourgeoise, converti au communisme dans les années 1920, dans ses discours de Cluj/Kolosvar et Sibiu/Siebenburger, à l'été 1945, allaient dans une direction bien différente de celle soutenue par les Soviétiques. Il ne s'éloigne pas pour autant de la position marxiste, qui estimait que la résolution du problème national consistait dans l'instauration de la dictature du prolétariat et dans le remplacement de la lutte entre nations par la lutte des classes. Ces considérations concernant les relations entre Roumains et Hongrois ont valu à Pătrăşcanu d'être blâmé par le parti. Le leader roumain remarquait par exemple que « une sorte de complicité s'est instaurée entre les organismes nouvellement créés [en Transylvanie] et les éléments coupables de l'ancien administration hongroise. »[142] Il remarquait également l'hostilité des citoyens d'origine hongroise à l'égard des symboles de l'Etat roumain (leur refus d'arborer le drapeau roumain, par exemple) et de l'utilisation de la langue roumaine dans l'administration. Tout en remerciant aux Soviétiques pour « leur volonté ferme et généreuse de rendre la Transylvanie à l'Etat roumain »[143], ses propos constituaient en fait une incrimination de leur politique dans la région et des manifestations anti-roumaines que cette politique engendrait dans les rangs des citoyens d'ethnie magyare. Le discours de Sibiu finissait par une exhortation peu commune pour la politique communiste de l'époque : « Renforçons notre spécificité nationale, en luttant pour que notre culture nationale soit plus fructueuse, plus ample. »[144] Ces deux discours, très bien reçus par la majorité roumaine, ont fait de Pătrăşcanu le seul communiste populaire à l'intérieur de la Roumanie. Mais ses déclarations de 1945 ont coûté Pătrăşcanu sa vie. Arrêté en 1948 sur décision d'Ana Pauker

---

gagner la bienveillance de l'occupant soviétique. Constantiniu traite sa source – l'archive personnelle du ministre roumain à Helsinki, George Caranfil – avec prudence, mais il n'est pas moins vrai que les évolutions de Transylvanie semble confirmer cette polarisation artificielle des opinions politiques.

141 Le Parti National Paysan constitue dans la région des formations armées destinées à lutter contre les communistes et qui n'hésitent pas de saisir la direction dans les conflits entre Roumains et Hongrois ; à leur tour, les activistes communistes utilisent les éléments hongrois dans leur dispute politique avec les partis démocratiques. Quant à l'attitude des Soviétiques, ils ont accepté en septembre 1944 le retour de l'administration roumaine en Transylvanie du Nord mais ils ont changé d'opinion en novembre, quand le commandement militaire soviétique a demandé l'évacuation de la même administration invoquant la nécessité de maintenir l'ordre. En fait, le chantage politique pratiqué par Staline visait deux buts précis : s'assurer que les autorités roumaines allaient payer sans aucun retard les dédommagements de guerre prévus dans la Convention d'armistice et forcer l'instauration d'un gouvernement contrôlé par les communistes. Cette dernière idée devient le leitmotiv de la propagande du PCR, persuadée par les Soviétique de promouvoir la relation directe entre l'instauration d'un gouvernement communiste et le retour de la Transylvanie sous administration roumaine (Florin Constantiniu, *op. cit*, p. 76)

142 *Cf.* Lavinia Betea, *op. cit*, p. 213.

143 *Ibidem*, p. 212.

144 *Ibidem*, p. 215.

et des communistes moscovites, il a été fusillé en 1954 sur décision de Gheorghe Gheorghiu-Dej et des communistes nationaux. Son destin[145] rend compte des méandres de la compétition pour le pouvoir à l'intérieur du PCR.

Les analogies et les différences qui pourraient être établies entre l'élimination de Pătrăşcanu (fusillé en 1954 au bout du dernier procès-spectacle organisé dans un pays satellites de l'URSS) et celle d'Ana Pauker (exclue du parti en 1952, arrêtée pour une courte période, puis relâchée mais définitivement marginalisée) sont utiles pour comprendre l'importance du nationalisme dans la compétition entre les dirigeants communistes roumains. Tous les deux ont été victimes du groupement des communistes des prisons, structuré autour de Gheorghe Gheorghiu-Dej. Leur élimination a été le résultat direct du jeu politique pratiqué par ce dernier dans le but de s'assurer un statut de leader incontesté du PCR. Tant Pauker que Pătrăşcanu menaçaient par leur présence dans le Bureau Politique du PCR la suprématie de Gheorghiu-Dej : la première à cause de ses liens avec Moscou et, en particulier, de l'amitié qui la liait à certains dirigeants soviétiques (parmi ses plus proches amis se trouvait Molotov), le dernier par sa réputation de communiste nationaliste qui lui a apporté la plus grande popularité connue par un dirigeant du PCR avant la bifurcation vers le communisme national. A la différence de Pătrăşcanu, qui a toujours essayé de trouver les moyens pour concilier ses sentiments nationaux et l'idéologie de l'internationalisme prolétarien, Ana Pauker était une communiste juive dont les convictions internationalistes et la fidélité envers le Komintern ont toujours prédominé sur son appartenance ethnique.[146] En tant que juive et fidèle aux Soviétiques, Ana Pauker était deux fois impopulaire aux yeux des Roumains. Dès lors que ses amis de Moscou sont tombés en disgrâce, elle et son groupement ne représentaient plus une concurrence sérieuse pour le groupement des prisons. Dej n'a

145 *Ibidem*, pp. 208-210; la principale accusation à l'adresse de Pătrăşcanu a été celle « d'espionnage en faveur des pays impérialistes », sa position sur la question nationale – contraire en 1945 à celle de l'URSS – étant utilisée comme preuve.

146 Même si elle a accordé son aide politique à la communauté juive de Roumanie, dans des circonstances difficiles pour la vie de cette communauté, malgré même le fait que son propre frère était un militant sioniste reconnu, dans les prises de position publiques d'Ana Pauker son appartenance ethnique est toujours restée sur un plan secondaire par rapport à ses convictions internationalistes ; voir la démonstration de Robert Levy, *op. cit*, pp. 163-193. Voir aussi Hary Kuller, *Evreii în România anilor 1944-1949* [Les Juifs dans la Roumanie des années 1944-1949], Bucarest, Editions Hasefer, 2002, pp. 430-434 ; Kuller présente une situation plus nuancée de la position du PCR à l'égard des Juifs de Roumanie. Les communistes roumains ont fait, durant leurs premières années au pouvoir, des efforts réels pour gagner la confiance des juifs, y compris les familles riches de la bourgeoisie juive. Ils proclamaient la disparition de l'antisémitisme dans la société roumaine, une fois la dictature prolétarienne instaurée. En fait, la direction du PCR n'a pas tardé de constater l'échec de sa stratégie auprès des Juifs de Roumanie, au moment où les demandes de permissions pour émigrer en Israël ont commencé à se multiplier. La nouvelle étape des relations entre la communauté juive et la direction du PCR est illustrée par le conflit ouvert entre les communistes et les organisations sionistes de Roumanie et par l'hostilité non dissimulée à l'égard des Juifs qui voulaient quitter la Roumanie, surtout quand ceux-là étaient membres du PCR. Le désagrément politique produit au PCR par le mouvement sioniste a eu pour effet un antisémitisme de plus en plus marqué dans les rangs des communistes nationaux.

donc pas eu besoin de la supprimer physiquement. En revanche, parce qu'il ne pouvait tomber sous l'accusation d'appartenance à une minorité ethnique et parce qu'il était membre du groupement des communistes nationaux, Pătrăşcanu représentait dans l'équation du pouvoir une concurrence réelle et permanente : sa présence supprimait l'argument de légitimation le plus fort employé par Dej, celui d'être – avec son groupe de fidèles – le seul représentant crédible du communisme national. La comparaison entre les cas de Pauker et de Pătrăşcanu permet de mieux comprendre le vrai poids des arguments nationalistes dans la compétition politique entre les dirigeants du PCR. Le groupement qui est sorti gagnant de cette compétition a été celui qui a su mieux exploiter à son profit les humeurs de Staline mais également – et peut-être dans une mesure plus significative – les sentiments nationaux et antisoviétiques de la société roumaine. Ce groupe est aussi celui qui a comprit que la vraie bataille pour la légitimité politique devait en fin de compte être menée à l'intérieur du pays et qui a su poursuivre ses buts à travers l'assassinat politique des adversaires qu'il ne pouvait pas délégitimer.[147]

Du côté administratif, la situation de la Transylvanie a été une provocation permanente pour les communistes roumains tout au long de la période de soviétisation. Même après le passage de la région sous administration roumaine (en octobre 1945) et la résolution favorable de ce problème par le Traité de Paix de Paris, les tensions nationalistes entre Roumains et Hongrois ainsi que les pressions soviétiques pour l'application d'un modèle d'autonomie administrative en Transylvanie ont donné lieu à des manifestations ouvertes de convictions nationalistes par les dirigeants du PCR. Dans une des très rares études sur la Région Autonome Hongroise créées en 1952, Ştefano Bottoni apporte des précisions importantes à ce propos.[148] Mise à part la revitalisation des anciens tabous et conflits entre Roumains et Hongrois de la région, cette étude analyse les peurs et les non-dits des communistes eux-mêmes, les hésitations de la Section d'Agitation et Propagande du PCR, prise au dépourvu par les pressions soviétiques de reconnaître une autonomie quelconque de la minorité hongroise en Roumanie, ainsi que la résistance personnelle de Gheorghiu-Dej à ce projet soviétique.[149] La conclusion de Bottoni nous semble

147 On devrait également observer la stratégie de Ceauşescu qui, en 1966, procède à la réhabilitation de Pătrăşcanu, pour des raisons relevant de son propre besoin de légitimation, tout en évitant le sujet d'Ana Pauker qui n'a jamais bénéficié d'une réhabilitation jusqu'à la fin du régime communiste en Roumanie ; voir pour la décision de réhabiliter la mémoire de Lucreţiu Pătrăşcanu, Lavinia Betea, *op. cit*, pp. 435-464.

148 Stefano Bottoni, « Tra stalinismo e nazionalismo. La creazione della regione autonoma ungherese in Romania (1952) », in *Italia Contemporanea*, vol. 233, décembre 2003, pp. 679-700.

149 *Ibidem*, p. 687 ; à l'occasion des discussions dans le Bureau Politique sur le statut de la Région Autonome Hongroise, interrogé par d'autres membres de la direction sur les dimensions réelles de cette autonomie, Dej précise qu'il « ne faut pas aller plus loin » et qu'il fallait se contenter de respecter les

particulièrement pertinente pour résumer l'attitude des communistes roumains au sujet de la question nationale dans les années de la soviétisation :

« La première décennie de la période communiste est entrée dans la mémoire publique de la Roumanie comme une époque de « mort de la nation ». En réalité, dans les années 1940, le concept de nation a été redéfini par des moyens divers mais il n'a pas de tout disparu de l'horizon idéologique et culturel du Parti Communiste Roumain. »[150]

I.1.e L'antisoviétisme comme realpolitik : le communisme national de Gheorghiu-Dej

L'intégration des valeurs nationales dans le discours officiel du PCR coïncide avec la déstalinisation du camp socialiste. Comme le souligne Vladimir Tismăneanu, il existe une relation directe entre la déstalinisation à Moscou et la stratégie développée par Gheorghiu-Dej, qui est à l'origine une stratégie de survie personnelle.[151] Comme d'autres leaders des pays satellites faisant partie d'une même génération politique, Gheorghiu-Dej et son équipe incarnaient, aux yeux des Roumains mais surtout aux yeux de la nouvelle direction du PCUS, le communisme de type stalinien, avec ses abus, le culte de la personnalité de son chef et – ce qui était le plus important pour le fonctionnement du système communiste – avec des connexions personnels qui les liaient à l'ancienne équipe dirigeante de Moscou. Le premier secrétaire du PCR a vite compris le danger que représentaient les changements intervenus en URSS pour sa position à la tête du parti. Il a aussi su exploiter le fait que la déstalinisation entamée par le Rapport secret de Khrouchtchev ne faisait pas l'unanimité dans le camp socialiste.[152] Dej ne pouvait pas non plus oublier que sa position était plutôt

---

observations ponctuelles de Staline sur ce sujet mais rien de plus. On devrait peut-être ajouter qu'à la même époque, les communistes roumains se taisaient soigneusement – à contre cœur – sur la situation des Roumains de Bessarabie.

150 *Ibidem*, p. 700 (la traduction de l'italien nous appartient).

151 *Cf.* Vladimir Tismăneanu, *loc. cit*, pp. 364-365; l'idée est reprise dans *Stalinism for All Seasons…*, pp. 168-186. L'analyse de Tismăneanu reste à notre avis trop étroite, parce qu'elle ne valorise pas suffisamment l'importance de l'appartenance de Dej et de son équipe au courant national du PCR. Tismăneanu met en exergue la culture politique strictement stalinienne du groupement Dej sans prendre en compte les manifestations antérieures de leurs penchants vers la « roumanisation » du Parti. Il ne prend pas en considération les convictions et l'expérience personnelle de Dej lui-même et des dirigeants communistes qui l'entouraient, mais seulement l'aspect strictement pragmatique de la nouvelle ligne idéologique du PCR. C'est pourquoi sa démonstration, qui pourrait paraître suffisante pour expliquer le nationalisme modéré de Dej, ne permet pas de comprendre tous les enjeux du nationalisme communiste tels qu'ils se sont développés sous Ceauşescu.

152 Nous suivons sur ce point les informations fournies par François Fejtö, *Histoire des démocraties populaires. vol. 2. Après Staline 1953-1979*, Paris, Editions du Seuil, 1969, pp. 69-101. Fejtö insiste (p. 69) sur l'accélération **–** sous l'impact du Rapport secret – du « processus de diversification » des pays satellites, c'est-à-dire la nationalisation des régimes communistes. Suivant l'analyse de Fejtö, le régime de Dej pourrait être encadré parmi les régimes communistes « où la solidarité des équipes dirigeantes n'était pas sérieusement entamée, [donc] ces dernières s'alignaient formellement sur le Kremlin, tout en ayant soin de conserver l'initiative des réformes réduites au minimum indispensable et en étouffant

minée devant Moscou à l'époque de Staline par rapport à celle de l'équipe d'Ana Pauker (déjà exclue du PCR dès 1952). Il a donc décidé d'utiliser la forte inimitié des Roumains envers les Soviétiques. Sa stratégie politique, destinée à assurer la survie au pouvoir du groupement des communistes nationaux, a suivi deux grandes lignes d'action. La première, employée dans la compétition politique à l'intérieur du parti et dans les relations avec le Kremlin, avait pour base un argumentaire de circonstance : Dej a proclamé – dès 1953 mais plus particulièrement après 1956 – que l'élimination d'Ana Pauker et de ses fidèles des rangs du PCR a joué le rôle de déstalinisation précoce et que, par conséquent, le parti roumain n'avait plus dans ses rangs de dirigeants coupables des crimes politiques staliniens.[153] Ce type de discours présentait Dej comme un Khrouchtchev avant la lettre. Il était renforcé par les actions menées contre ceux des membres du Bureau Politique qui ont émis des doutes à l'égard de la validité de la démonstration déjiste.[154] La deuxième ligne d'action, destinée à renforcer la légitimité de l'équipe Dej – et implicitement celle du PCR – dans ses rapports avec la société roumaine, a visé la revitalisation des symboles nationaux et leur insertion dans le discours officiel de la propagande communiste. Le paradoxe de cette action constitue un des traits distinctifs du communisme roumain : la déstalinisation à la roumaine a signifié, en fait, une continuation du modèle organisationnel stalinien à l'intérieur du PCR par le groupement des communistes nationaux, avec des cadres d'origine roumaine et en se dotant d'une idéologie qui représentait la synthèse entre la doctrine communiste et les symboles légitimateurs de l'Etat national constitué en 1918.

L'effort d'intégration des valeurs nationales dans l'idéologie du PCR n'a pas visé toutes ces valeurs. Le parti procède à une opération de sélection préalable des valeurs à récupérer, sélection dont la logique est à chercher dans ses intérêts politiques. Ainsi, le principal but poursuivi par l'équipe de Dej est d'éliminer la prééminence des valeurs soviétiques par l'acquisition d'un support idéologique alternatif. Ce processus s'accompagne

---

dans l'œuf toute velléité d'opposition ». Voir aussi Branko Lazitch, *Le Rapport Khroutchev et son histoire*, Paris, Editions du Seuil, 1976, surtout pp. 8-9, pour les doutes des dirigeants du PCUS sur l'opportunité d'une condamnation des crimes staliniennes.

153 Cette stratégie a été appliquée non seulement à l'occasion des discussions dans le Bureau Politique du PCR du Rapport secret présenté par Khrouchtchev au XX^{ème} Congrès du PCUS, mais également après la réitération des accusations contre le « groupe factionnaire antiparti » au XXII^{ème} Congrès du PCUS, en 1961 ; voir à ce propos le sténogramme des discussions du Bureau Politique du PCR, aux ANR, fond *Comité Central du PCR – Chancellerie*, dossier 52/1961, surtout pp. 42-57.

154 En ce sens l'élimination du Bureau Politique, en 1957, des deux derniers membres de l'équipe Ana Pauker, Miron Constantinescu et de Iosif Chişinevschi, après leur tentative de présenter Dej comme un adepte des pratiques du culte du leader stalinien constitue un exemple parlant. Cf. *ibidem*, dossier 28/1957, surtout pp. 232-250. En 1958, d'autres membres sont exclus de la direction du PCR ou certain d'entre eux, même du parti. Il s'agissait d'un nombre de représentants de l'ancien groupement des communistes des prisons qui ont essayé de contester le rôle de Gheorghiu-Dej dans les actions du PCR clandestin et à l'occasion du renversement du régime Antonescu. Voir la Résolution du Plénum du PCR de 9-13 juin 1958, *ibidem*, dossier 16/1958, tomme II, pp. 230.

d'une adaptation des structures institutionnelles agissant à l'intérieur du champ culturel et d'une opération à double sens, d'élimination/réhabilitation des acteurs impliqués en fonction de leurs positions par rapport à la nouvelle mutation idéologique. L'épuration est dirigée, cette fois, vers la roumanisation des structures et vers l'élimination de ceux qui sont considérés comme liés à l'action antérieure, celle de la soviétisation de la société roumaine. Cette opération ne signifie pas l'abandon des structures soviétiques, qui restent toujours fonctionnelles, mais seulement leur indigénisation par l'adaptation aux valeurs traditionnelles roumaines. Au niveau du discours officiel, les changements ne sont que très peu observables, la logique de la légitimation explicite et implicite étant suivie avec une continuité remarquable. D'ailleurs, le discours du premier secrétaire, Gheorghe Gheorghiu-Dej, au II[ème] Congrès du parti[155] n'indique pas de mutations significatives dans la vision générale des communistes roumains sur la question nationale.[156] Le discours mentionne toujours l'exigence de combattre les tendances malsaines et les influences idéologiques bourgeoises, malgré la « libéralisation » de la vie culturelle roumaine.[157] Ce type de discours indique et recouvre l'opération de contrôle exercé sur le contenu de la production culturelle, ce qui permet de mener la récupération et l'orientation de la matrice des valeurs culturelles nationales dans la direction et au rythme établis par le parti.

Une des préoccupations de la direction du parti est de constituer de nouvelles structures, pour prendre en charge cet effort de reconversion idéologique. Ainsi, en février 1955, est créée au Comité central du PCR une nouvelle section la Section pour la Science et la Culture, dirigée par un activiste de la nouvelle génération, Pavel Ţugui.[158] La mission de cette section est de doubler la fonction de contrôle sur les activités culturelles exercée par la Section d'Agitation et Propagande et, implicitement, de faciliter la marginalisation du chef de cette section, Leonte Rãutu, et de son influent adjoint, Mihail Roller. Les deux personnages, qui ont contribué d'une manière décisive à la prise de pouvoir par le PCR après 23 août 1944, sont devenus dans les nouvelles circonstances des obstacles pour la ligne

---

155 Pour les travaux du congrès, voir *Scânteia* [L'Etincelle], l'organe officiel du PCR, no. 3474 et 3475, 24 – 25 décembre, 1955.

156 Seulement une brève affirmation soulignant la nécessité de « cultiver l'amour ardent pour la Patrie » indique un certain changement. Voir « Raportul CC al PMR la congresul al doilea al partidului » [Le rapport du CC du PMR au deuxième congrès du parti], in Gheorghe Gheorghiu-Dej, *Articole şi cuvântări* [Articles et discours], Bucarest, Editions du Parti Ouvrier Roumain, 1956,., p. 143; le II[ème] Congrès du PMR est devenu plus tard, conformément à la nouvelle numérotation introduite en 1965 par Nicolae Ceauşescu, le VII[ème] Congrès du PCR ;

157 *Ibidem*, pp. 145 – 147;

158 Ses souvenirs constituent, malgré une subjectivité inhérente à ce type de témoignage, une source importante pour l'étude de la roumanisation culturelle à l'époque de Dej. Voir Pavel Ţugui, *Istoria şi limba română în vremea lui Gheorghiu-Dej. Memoriile unui fost şef de secţie a CC al PMR* [L'histoire et la langue roumaine aux temps de Gheorghiu-Dej. Les souvenirs d'un ancien chef de section du CC du PMR], Bucarest, Editions Ion Cristoiu, 1999;

politique du parti. De plus, les deux étant des Juifs,[159] leur mise à l'écart correspondait à la préoccupation de « roumaniser » la direction du PCR en utilisant la xénophobie comme arme politique. La principale tâche de la nouvelle Section pour la Science et la Culture du CC du PCR était d'initier la réorganisation des instituts d'histoire et de linguistique et d'étayer les lignes générales d'une nouvelle interprétation de l'histoire nationale.

Une autre évolution au niveau institutionnel concerne la disparition des institutions dont le rôle était la diffusion de la culture soviétique en Roumanie. Ainsi, à la fin des années 1950 et au début des années 1960, toutes les institutions de ce type sont supprimées : les éditions "Cartea Rusã" (1959), l'Institut roumain-soviétique (1963), la revue *Anale româno-sovietice* ("Annales roumaines-soviétiques") et le Musée Roumain-Russe.[160] Dans cette vision, exprimant un nouveau positionnement géopolitique et culturel, le parti décide la création en 1962 d'une Association Internationale d'Etudes Sud-est Européennes et rétablit, l'année suivante, l'Institut d'Etudes Sud-est Européennes avec sa publication en français, *Revue d'Etudes Sud-est Européennes*.[161]

Parallèlement, le parti procède à la réhabilitation de certains représentants de l'intelligentsia d'avant la deuxième guerre mondiale. En 1955, l'Académie de la République Populaire Roumaine rédige une liste de réadmissions, incluant surtout des représentants de cette génération.[162] La liste n'est que partiellement acceptée par le Conseil des Ministres, mais les concessions faites à cette occasion par l'appareil du parti rendent possible l'accès à l'Académie et au système universitaire de certains intellectuels – surtout des historiens – dont l'œuvre était jusque-là interdite. Cette préoccupation pour la réhabilitation des historiens de la vieille génération, doublée par la promotion rapide d'une nouvelle génération d'historiens dont la formation n'était pas liée à la période stalinienne[163], s'insère dans la nouvelle stratégie de réinterprétation et de manipulation de l'histoire national, menée par le PCR. L'importance de ces mesures est telle que le premier secrétaire en fait mention, parmi les autres tâches des intellectuels communistes : au II^{ème} congrès du parti, Gheorghiu-Dej estime que la principale mission des historiens roumains est de réaliser une nouvelle synthèse de l'histoire nationale[164]. Dans cette perspective, ce qu'on récupère vise surtout la

---

159 Voir, pour la biographie de Leonte Răutu, « Leonte Răutu şi măştile stalinismului românesc » [Leonte Rautu et les masques du stalinisme roumain], in Vladimir Tismăneanu, *Arheologia terorii… op.cit.*, pp. 204-215; Tismăneanu relève l'habilité du personnage, qui a su regagner la confiance de Dej et à se maintenir plus tard dans l'équipe de Ceauşescu.

160 Vlad Georgescu, *Politică şi Istorie. Cazul comuniştilor români. 1944-1977* [Politique et histoire. Le cas des communistes roumains. 1944-1977], Bucarest, Editions Humanitas, 1991, p. 51;

161 *Ibidem*, p. 52;

162 Pavel Ţugui, *op.cit.*, p.21;

163 *Ibidem*, pp. 21 – 27;

164 Gheorghe Gheorghiu-Dej, *op.cit.*, p. 145;

mythologie nationale élaborée au milieu du XIXème siècle et les valeurs promues par la première génération de l'intelligentsia nationaliste.[165] Ce qui reste banni, c'est la production culturelle de la jeune génération nationaliste de l'entre-deux-guerres.[166] Une logique similaire de sélection des valeurs opère dans le domaine littéraire,[167] où pour la première fois après 1944, le parti parle de la nécessité de promouvoir les valeurs traditionnelles et les œuvres classiques de la littérature roumaine.[168]

La réintégration des valeurs nationales ne touche que d'une façon très prudente les questions politiques concernant la relation Roumanie-URSS. Le problème le plus sensible de ce point de vue est celui de la Bessarabie, la partie du Nord de la Moldavie occupée en 1941 par l'Armée Rouge. Sur ce sujet, le PCR se contente d'un discours implicite sur l'appartenance de cette région à l'espace culturel roumain.[169] Néanmoins, il exige un contrôle rigoureux des publications officielles sur ce sujet et interdit toute initiative des acteurs sociaux visant l'intégration de la culture et de l'histoire de cette province dans la nouvelle synthèse idéologique nationale.[170]

La constitution de cette synthèse idéologique laisse entrevoir la préoccupation du PCR de ne pas provoquer une crise politique ouverte avec les dirigeants soviétiques et – aspect essentiel – de ne pas permettre la récupération des modèles politiques qui pourraient produire une alternative au projet communiste de cohésion nationale, comme par exemple les éléments de l'idéologie nationaliste d'extrême droite.

L'action politique du PCR concernant la récupération des symboles nationaux de légitimation est caractérisée avant tout par une finalité pragmatique. L'effort de Gheorghiu-Dej d'intégrer les valeurs nationales dans le discours communiste a exploité le sentiment antisoviétique quasi-généralisé dans la société roumaine. Il s'agit d'une stratégie de préservation de sa légitimité et de la légitimité de son groupe de fidèles à la tête du PCR. Le

---

165 Voir une présentation compréhensive de cette mythologie nationale chez Lucian Boia, *Istorie şi mit în conştiinţa românească* [Histoire et mythe dans la conscience roumaine], Bucarest, Editions Humanitas, 1998, pp. 69 – 74 ;

166 Voir à ce propos le procès intenté en 1958 à Constantin Noica et aux autres intellectuels de sa génération, sous l'accusation d'avoir entretenu une correspondance clandestine avec Emil Cioran ; les documents du procès ont été publiés dans le volume *Prigoana. Documente ale procesului Constantin Noica – Constantin Pillat* [La persécution, Documents du procès Constantin Noica – Constantin Pillat], Bucarest, Editions Vremea, 1996 ;

167 Pavel Ţugui, *op.cit.*, pp. 189 – 236.

168 Gheorghe Gheorghiu-Dej, *op.cit.*, pp. 145 – 146.

169 Voir les discussions privées relatées par Pavel Ţugui, *op.cit.*, pp. 206-226 ; voir aussi l'information – pas encore confirmée par les documents d'archives – de Stephen Ficher-Galati concernant la menace de Khrouchtchev, adressée au premier ministre roumain, Ion Gheorghe Maurer, en mars 1964, d'organiser des plébiscites en Transylvanie et Bessarabie, ce qui pouvait mettre en danger l'appartenance de la Transylvanie à l'Etat roumain ; Stephen Ficher-Galaţi, *Twentieth Century Romania*, New York, 1991, pp. 175-176.

170 *Ibidem*, pp. 227 – 236.

communisme national promu par Gheorghiu-Dej – dont la *Déclaration sur la position du Parti des Ouvriers Roumains dans les questions du mouvement communiste et ouvrier international* (publiée le 22 avril 1964[171]) est considéré comme le moment le plus représentatif – a eu pour finalité principale d'assurer au PCR une distanciation de la position de subordonnée au Kremlin. Cet effet a été obtenu par l'affirmation des capacités de l'équipe dirigeante de Bucarest de statuer et de mettre en pratique son propre programme politique visant la construction du communisme en Roumanie. La stratégie légitimatrice de Gheorghiu-Dej n'a pas été accompagnée d'un développement idéologique complémentaire, visant la construction d'une mythologie nationale autour du pouvoir communiste roumain. Elle n'a pas eu non plus une composante destinée à soutenir le culte de la personnalité du leader à l'aide d'un discours et d'un appareil de rites politiques mêlant les éléments du dogme marxiste-léniniste avec l'idéologie nationaliste roumaine pré-communiste. Cette évolution – intervenue après 1965 – a été l'œuvre de Nicolae Ceauşescu et de sa nouvelle équipe dirigeante. Il est indubitable que Ceauşescu, lui-même produit du milieu des communistes nationaux, a pu bénéficier de l'appui des membres les plus influents de l'équipe de Dej et de l'état d'esprit antisoviétique alimenté par la politique des dernières années du régime Dej, non seulement à l'intérieur de la société roumaine mais aussi dans les rangs de la direction du parti communiste. Il est également indubitable que – au-delà des considérations pragmatiques de la compétition politique – les membres de l'équipe Dej, y compris Nicolae Ceauşescu, étaient sincèrement persuadés du rôle négatif de l'intervention soviétique dans la vie interne du PCR. Leurs actions visant la roumanisation et l'émancipation politique du parti avaient des racines – et des explications – dans leurs expériences politiques communes au long des années de clandestinité.

[171] Le texte de la Déclaration insistait surtout sur l'idée du droit à l'indépendance et à la souveraineté nationale des parties communistes dans le contexte chargé de tensions du conflit sino-soviétique. Voir une analyse du contexte roumain dans lequel la Déclaration a été adopté chez Florian Banu, Liviu Ţăranu, *Aprilie 1964.- Primăvara de la Bucureşti. Cum s-a adoptat « Declaraţia de independenţă » a României ?* [Avril 1964 – Le printemps de Bucarest. Comment a été adoptée la Déclaration d'indépendance de la Roumanie ?], Bucarest, Editions Enciclopedică, 2004, surtout pp. LXXII – XCI ; une étude du contexte internationale, beaucoup plus nuancé et mieux documenté, appartient à Liviu C. Ţârău, *Între Washington şi Moscova : România. 1945-1965* [Entre Washington et Moscou : la Roumanie. 1945-1965], Cluj, Editions Tribuna, 2005, pp. 490-497.

I.2. Le régime Ceauşescu – les cadres politiques du nationalisme communiste

« - Qu'est ce que le Parti?
- Le Parti est la maison de Nicolae Ceauşescu » [172]
(7 ans)

A l'échelle des évolutions historiques que nous avons essayé de décrire dans le chapitre antérieur, le régime de Ceauşescu n'est pas l'inaugural de l'exceptionnalisme roumain qui doit être compris comme une stratégie particulière d'intégration du nationalisme dans le corpus idéologique communiste. En réalité, il incarne plutôt la phase finale d'un processus sinueux dont l'origine est presque concomitante à la création du mouvement communiste en Roumanie. La finalité de ce processus est le communisme nationaliste qui ne prend pourtant forme que graduellement, même si son évolution est constante.

Au niveau des perceptions publiques, les premières années au pouvoir de Nicolae Ceauşescu sont placées sous le signe d'une relative libéralisation[173] surtout dans le domaine de la vie culturelle. Sur le plan politique, le discours officiel privilégie l'idée de continuité par rapport à la ligne suivie durant les dernières années du régime Dej. Cette continuité dans la manière de concevoir, de structurer et de gérer les relations de pouvoir, tant au niveau de la direction du parti qu'à l'intérieur du binôme Parti-Etat, n'est jamais vraiment remise en cause au cours du processus de succession de Dej à Ceauşescu. A mesure que le rapport des forces et les mécanismes du fonctionnement des nouveaux organes dirigeants du parti se précisent, on peut également observer une continuité de vision sur les buts et les moyens de la lutte pour le pouvoir. En ce qui suit, nous questionnerons l'hypothèse selon laquelle la façon dont s'opère le transfert de pouvoir à l'intérieur de la direction communiste roumaine

---

172 Daniela Alexandru, Irina Nicolau, Ciprian Voicilă, *op. cit.*, p. 12.

173 Le terme de « libéralisation », définissant les traits généraux des années 1965-1971 (du IX^{ème} Congrès à la « mini-révolution culturelle »), semble être consacré dans l'usage commun des historiens roumains par l'option terminologique de l'Académie roumaine dont le X^{ème} tomme du Traité d'histoire de la Roumanie (en cours d'apparition à Bucarest) propose comme titre du IV^{ème} chapitre : « La libéralisation : les débuts du régime Ceauşescu (1965-1971) ». Le *Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie* restreint le sens de la « libéralisation » des années 1965-1971 au seul domaine de la vie intellectuelle (voir le texte complet du Rapport sur le site www.presidency.ro, consulté le 21 décembre 2006, surtout p. 499-502). En outre, Mary Ellen Fischer, *Nicolae Ceauşescu. A Study in Political Leadership*, Boulder & London, Lynne Rienner Publishers, 1989, p.5-6, avance l'hypothèse d'un « glasnost avant la lettre » produit au début du régime Ceauşescu. Mais la courte durée de cette ouverture et surtout ses faibles conséquences même dans le domaine de la vie culturelle affaiblissent considérablement l'hypothèse de Fischer.

dans les années 1965-1969 crée les prémisses fondamentales de l'instauration du régime Ceauşescu. Ces prémisses vont configurer le fonctionnement ultérieur du régime. Au-delà d'une apparente intentionnalité initiale de libéralisation – dont la finalité recherchée était strictement d'investir la nouvelle équipe dirigeante d'une popularité en mesure de lui fournir des atouts supplémentaires dans la compétition politique – l'analyse de la nature du régime Ceauşescu devrait privilégier l'idée de continuité des buts et des moyens ainsi que l'idée de manque de volonté (ou de savoir-faire) pour l'innovation politique, de ses débuts porteurs de promesses jusqu'à sa fin dramatique.

I.2.a. La succession Dej-Ceauşescu

Le modèle théorique du « changement simulé », proposé par Michael Shafir, semble le plus approprié pour décrire la stratégie de Ceauşescu, particulièrement au long des quatre premières années de son régime (1965-1969) :

> « Dans les régimes qui simulent le changement, le Parti devient l'objet principal d'une démocratisation formelle (mais qui reste sans substance), et « la direction collective » est présentée comme une norme léniniste (opposée à celle stalinienne) de la vie du parti. Les Statuts du parti sont souvent amendés pour assurer une participation élargie au processus décisionnel et à l'exercice du pouvoir. Si ce changement intervient dans un moment de fluidité, quand aucune personne ou aucun groupe ne détient le contrôle total à l'intérieur du parti, on peut recourir dans le domaine de la vie d'Etat et de la vie sociale à une « démocratisation » en trompe-l'œil dans le but de renforcer le soutient de diverses fractions sociales pour les détenteurs du pouvoir. Ces mesures peuvent pourtant prendre une dynamique propre, ce qui rend encore plus urgente la tâche du « retour à la normalité », une fois la crise d'autorité terminée. »[174]

Le décès de Gheorghe Gheorghiu-Dej, survenu le 19 mars 1965, menaçait, dans l'évolution du communisme roumain, la continuité d'une situation dont la simplicité représentait la garantie d'efficacité : l'appareil du Parti et de l'Etat était contrôlé par un leader incontesté soutenu par les siens qui concentrait symboliquement et, dans une large mesure, réellement sous son autorité les mécanismes du pouvoir politique. Sa disparition

[174] Cf. Michael Shafir, *Romania. Politics, Economics and Society... op.cit.*, p. 55; la traduction de l'anglais nous appartient.

aurait pu marquer le début d'une période d'âpres luttes pour le pouvoir, avec des effets des plus négatifs sur le fonctionnement du régime.[175] Dans ces conditions, la solution trouvée par le Bureau Politique du Parti, le 22 mars 1965, a été de respecter le compromis. Le communiqué publié dans le journal du Parti le 23 mars annonçait l'élection de Nicolae Ceauşescu comme premier secrétaire du Parti et la proposition de Chivu Stoica, un communiste de la vieille génération et ancien collaborateur de Gheorghiu-Dej, pour la fonction de président du Conseil d'Etat.[176] En même temps, Alexandru Bârlădeanu, économiste, un des technocrates qui avaient soutenu "la guerre d'indépendance" de Gheorghiu-Dej contre l'URSS dans le CAEM devenait membre du Bureau Politique. Aussi, Leonte Răutu (représentant de la vieille garde stalinienne), Paul Niculescu-Mizil et Ilie Verdeţ (proches de Ceauşescu et futurs collaborateurs, dont le premier s'était déjà fait remarqué comme représentant du courant nationaliste à l'intérieur du Parti) étaient élus secrétaires du Comité central. La fonction de président du Conseil des Ministres était attribuée à Ion Gheorghe Maurer. Comme vice-président du même organisme était désigné Gheorghe Apostol, lui aussi membre de " la vieille garde" et ancien collaborateur de Gheorghiu-Dej. Cette distribution des fonctions illustre une volonté de trouver rapidement une solution à la succession du premier secrétaire tout en dépassant les antagonismes au sein du parti. Il est bien clair que, dans ce processus, les successeurs de Dej ont joué la carte de la continuité politique et idéologique établie au début des années 1960 : l'affirmation de l'indépendance politique des communistes roumains face à l'URSS et à ses prétentions d'hégémonie politique et économique. En ce sens, la nomination de Ceauşescu au poste de premier secrétaire et l'intégration de Bârlădeanu dans les rangs du Bureau Politique représentaient une garantie ferme.[177]

---

175 Ion Gheorghe Maurer, l'éminence grise de Gheorghiu-Dej et premier ministre de Ceauşescu entre 1965 et 1974, racontait à propos de la désignation d'un successeur de Dej à l'intérieur du Bureau Politique: « C'est à ce moment-là que je me suis rendu compte que les choses cessaient d'être simples. Je me suis rendu compte que les plus jeunes, Drăghici et Ceauşescu, étaient ceux qui voulaient le plus ardemment le pouvoir et qu'ils étaient capables de n'importe quoi pour l'obtenir. » Cf. Lavina Betea, *Maurer si lumea de ieri … op.cit.*, p. 174. (La traduction du roumain nous appartient).

176 Stoica a été confirmé dans cette fonction par la Grande Assemblée Nationale, le 24 mars 1965. On introduisait ainsi une division des pouvoirs entre Ceauşescu, représentant de la nouvelle génération de bureaucrates, qui devenait le chef du Parti et Chivu Stoica, membre de la vieille génération, qui se trouvait en tête de l'appareil d'Etat.

177 Dans les années 1964-1965, les deux se sont fait remarquer pour avoir accordé leur soutien à la politique d'indépendance de l'URSS. Après 1989, Maurer a expliqué que le choix de Ceauşescu comme successeur de Gheorghiu-Dej était motivé par la volonté de continuation politique (voir *ibidem*, pp. 174-175). A l'époque, cette volonté a été aussi remarquée par les diplomates occidentaux : voir le rapport du 23 mars 1965, rédigé par Jean Louis Pons, l'ambassadeur de la France à Bucarest, qui affirmait que la compétition pour la prise du pouvoir avait été conditionnée par l'origine ethnique roumaine du futur successeur (des 8 membres du Bureau Politique, seulement trois était d'ethnicité « roumaine » : Gheorghe Apostol Chivu Stoica et Nicolae Ceauşescu) et par la détermination à continuer la politique d'indépendance du Parti (cette condition était un atout à Ceauşescu) ; cf. Archives

Entre le 22 mars et le 19 juillet (le début du IXème Congrès), le discours de la nouvelle équipe dirigeante se structure autour de deux termes : *le prolongement* de la ligne politique de Gheorghiu-Dej et *la collégialité* comme mode d'exercice du pouvoir (directions du Parti et Etat confondues).[178] C'était une façon de créer une solidarité d'opinions, un consensus et une communauté d'intérêts des nouveaux responsables de l'appareil du Parti et de l'Etat. On montrait ainsi que l'unité du Parti – élément essentiel pour la stabilité du régime communiste – était plus forte que jamais et qu'elle n'a pas été mise en question après la disparition de Gheorghiu-Dej. Mais en pratique cette formule s'est avérée provisoire, comme une étape intermédiaire dans la lutte pour le pouvoir menée avec des moyens peut-être moins spectaculaires qu'à l'époque stalinienne, mais toujours efficaces, au sommet du régime. L'évolution de ce processus est en grande partie déterminée par les décisions du IXème Congrès (1965) dont les résultats sont consacrés par le Xème (1969). Il s'achève par la constitution d'un régime de pouvoir autoritaire, incarné par le plus habile et le plus dynamique des candidats désignés en 1965 : Nicolae Ceauşescu.

L'opinion majoritaire parmi les historiens présente Ceauşescu comme manquant plutôt d'atouts au début de cette compétition pour le contrôle du pouvoir. Une des meilleurs exégètes du régime Ceauşescu, Mary Ellen Fischer, insiste sur les trois qualités nécessaires à un leader communiste dans la compétition pour le pouvoir : son prestige politique, résultant de ses mérites révolutionnaires ; la possibilité de contrôler l'appareil répressif et d'utiliser de façon efficace les moyens de coercition ; le support extérieur (dans ce cas, du pouvoir soviétique) qu'il pourrait obtenir. Fischer observe que Nicolae Ceauşescu ne correspondait, au moment de son élection au poste de premier secrétaire, à aucun de ces critères**.**[179] On ne peut nier l'importance des critères mentionnés par Fischer, mais on peut toutefois observer qu'en 1965 Nicolae Ceauşescu bénéficiait d'autres atouts importants. Premièrement, de tous les concurrents, il était sûrement le plus dynamique et le plus déterminé. En deuxième lieu, il a bénéficié ou il a su gagner quand les circonstances l'ont exigé le support des membres les

---

du Ministère des Affaires Etrangères (AMAE France), Série Europe, Sous-série Roumanie (1944-1970), dossier 171. Il est aussi intéressant de remarquer que l'ambassadeur français ne comptait pas parmi les possible successeurs Alexandru Drăghici, que Maurer désignait comme un des opposants à l'élection de Gheorghe Apostol dans la fonction de premier secrétaire et que Ceauşescu lui-même avait identifié très vite, après 1965, comme son principal adversaire dans la lutte pour le pouvoir.

178 Le même ambassadeur français observait, à l'occasion des obsèques de Gheorghiu-Dej, la volonté de Ceauşescu, dans son discours, de souligner la nécessité d'un partage des responsabilités au niveau de la direction du Parti, mais aussi dans la direction de l'Etat et l'utilisation explicite du terme « collégialité »; *ibidem*, dossier 172.

179 Mary Ellen Fischer, *op.cit.*, p. 97. Du côté roumain, voir Lavinia Betea, *op. cit.*, pp. 185-186, qui note que, dans cette compétition pour le pouvoir, Alexandru Drăghici a pour atout le fait d'être plus ancien que Ceauşescu dans les rangs du Parti et le fait d'avoir exercer pendant environ dix ans la fonction de ministre de l'Intérieur.

plus influents du Bureau Politique. Parmi ceux qui l'ont constamment soutenu au cours de ses premières années au pouvoir, on trouve le premier ministre Ion Gheorghe Maurer, l'ex-éminence grise du régime Dej. Emil Bodnăraş, un autre pilier du régime Dej, considéré aussi comme un personnage très proche des milieux du KGB, a eu une position similaire[180]. De plus, en analysant les événements qui se sont succédés, on peut conclure que, pour des raisons qui ne restent que partiellement connues, Ceauşescu n'a eu à affronter, aux moments décisifs de son ascension politique, qu'une très faible opposition de la part des deux membres du Bureau Politique qui étaient ses compétiteurs dans la lutte pour le pouvoir et d'importants représentants de la génération des révolutionnaires : Gheorghe Apostol et Chivu Stoica.[181]

La ressource la plus importante de Ceauşescu dans cette compétition a sans doute été la fonction qu'il avait occupée avant le décès de Dej dans l'appareil du Parti : celle de secrétaire de la Section de l'Organisation du Comité central. Cette fonction lui a donné accès aux informations essentielles concernant les décisions les plus controversées du Bureau Politique (surtout celles visant l'élimination par la répression ou même par des moyens criminels des adversaires politiques de Dej), mais aussi – question dont l'importance est vite prouvée après 1965 – l'opportunité de constituer un groupe de fidèles, provenant le plus souvent des rangs inférieurs de la direction du Parti (chefs des organisations départementales du Parti, dirigeants de l'administration locale, etc.)[182]. Il a su utiliser cette position de leader de la nouvelle génération de bureaucrates pour se créer une image de réformateurs et surtout

180 Voir les détails sur son attitude à l'égard de l'ascension de Ceauşescu dans Lavinia Betea, *Convorbiri neterminate. Corneliu Mănescu în dialog cu Lavinia Betea* [Dialogues interrompus. Corneliu Mănescu se confesse à Lavinia Betea], Iassy, Editions Polirom, 2001, pp. 144-145.

181 A l'occasion d'un entretien avec Edward Behr, Gheorghe Apostol a affirmé qu'il s'est opposé à la nomination de Ceauşescu comme premier secrétaire et qu'il a suggéré à Maurer une solution de compromis : la nomination d'Alexandru Drăghici ; cf. Edward Behr, *op.cit.*, p. 163. Pourtant Apostol a été celui qui a soutenu publiquement la nomination de Ceauşescu à cette fonction (voir Lavinia Betea, *op. cit.*, p. 187) parce que, comme il l'a déclaré après 1989, on devait préserver à tout prix l'unité du Parti (*ibidem*, p. 275). Adoptant la même attitude, à la Conférence nationale du Parti de décembre 1967, Chivu Stoica a proposé la modification des Statuts du Parti, pour que Ceauşescu puisse cumuler la fonction de secrétaire général et celle de président du Conseil d'Etat (cette dernière fonction étant occupée en 1967 par Stoica lui-même).

182 Vladimir Tismăneanu décrit de façon directe et suggestive l'origine et l'importance d'une telle stratégie dans la carrière politique de Nicolae Ceauşescu: « De son maître [Gheorghiu-Dej – n.n.], Ceauşescu a appris l'avantage d'avoir sa propre base de pouvoir à l'intérieur de l'appareil, un groupe d'activistes du deuxième échelon dont les carrières dépendaient de sa protection personnelle » (Notre traduction de l'anglais. En original : « From his master [Gheorghe Gheorghiu-Dej – n. n.] Ceauşescu had learned the advantages of building up his own power base within the apparatus, a group of middle-rank activists whose careers depended on his personal protection ») Cf., Vladimir Tismăneanu, « The Tragicomedy of Romanian Communism… op.cit., p. 367. M.E. Fischer, *op. cit.*, pp. 70-71, remarque elle aussi l'importance de la position de Ceauşescu dans l'hiérarchie du PCR à la mort de Gheorgiu-Dej.

pour s'assurer, avec leur promotion au premier échelon de la direction du parti, le contrôle sur l'instance la plus importante du pouvoir.[183]

Dans ces conditions, Ceauşescu adopte une stratégie d'élimination progressive et sans gestes spectaculaires de ses adversaires politiques tout en accumulant graduellement un capital politique, tant au niveau symbolique (indispensable pour la légitimation de sa nouvelle position à la direction du Parti) qu'au niveau de l'action. Ses gestes politiques ne laissent pas deviner dès le début ses véritables intentions. Cette stratégie se déroule sur plusieurs étapes : a) la promotion de ses fidèles dans les organes dirigeants du Parti, dans le but de s'assurer le contrôle des décisions prises par ces instances de décision politique ; b) la restriction progressive des attribution des organes dirigeants (le premier concerné étant le Bureau Politique), en exploitant les équivoques du concept de "démocratie de Parti"; c) la stimulation d'une dissipation des pouvoirs réels de la direction du Parti, ce qui a eu pour effet de réduire *de facto* le processus de décisions à la seule volonté du secrétaire général ; d) le travail sur les symboles de la légitimité du Parti, qui deviennent progressivement des attributs du leader. Ces étapes et stratégies de construction du pouvoir se retrouvent de façon analogue tant au niveau de l'appareil du Parti, qu'au niveau de l'appareil d'Etat.

Le IXème Congrès du Parti (19-24 juillet 1965) consacre les résultats de la première étape de la prise du pouvoir par Nicolae Ceauşescu[184]. A cette occasion, on procède à une première restructuration des organes dirigeants du Parti, ayant pour effet immédiat le renforcement du contrôle exercé par le secrétaire général sur ces organes. En même temps, c'est le moment de l'accès dans le Comité central de nouveaux membres dont le trait commun est une appartenance au groupe des jeunes bureaucrates fidèles à Ceauşescu.

En analysant la stratégie qu'il adopte, on peut observer que Nicolae Ceauşescu identifie le noyau dur de l'opposition à son accession au contrôle total du Parti au sommet même de la direction du Parti, c'est-à-dire à l'intérieur du Bureau Politique. Mais au moment du IXème Congrès, il n'a pas encore les moyens d'instaurer un contrôle direct sur cet organe. C'est pourquoi Ceauşescu se contente pour l'instant d'introduire ses fidèles dans les structures immédiatement subordonnées au Bureau Politique : le Comité central et le

---

183 Pour saisir l'importance de cette qualité de leader de la jeune génération de bureaucrates dans la construction de l'image publique de Ceauşescu au début de son règne, voir Kenneth Jowitt, *op.cit.*, pp. 224-228.

184 A l'occasion de l'adoption des nouveaux Statuts du Parti, présentés au Congrès par Gheorghe Apostol, on a annoncé la reprise de l'ancienne dénomination du parti : le Parti Communiste Roumain (au lieu de Parti Ouvrier Roumain) et de l'ancien titre de son leader, celui de secrétaire général (au lieu de « premier secrétaire »). Ces mesures ont été présentées par Apostol comme l'expression du respect des communistes roumains pour leur tradition historique et du lien entre le Parti et la société roumaine ; voir le texte intégral in *Congresul al IX-lea al Partidului Comunist Român* [Le IX^{ème} Congrès du Parti Communiste Roumain], Bucarest, Editions Politică, pp. 334-345.

Secrétariat. Des jeunes technocrates sont promus dans les organes dirigeants du Parti, non pas par remplacement direct et immédiat des anciens membres mais à l'aide d'une augmentation – motivée par l'accroissement général du nombre des membres du Parti – du nombre total des membres de ces organes. Ainsi, en juillet 1965 le Comité central du Parti s'élargit de façon significative : le nombre de ses membres titulaires passe de 79 à 121 et celui des membres suppléants, de 31 à 75.[185] Les témoins de l'époque n'ont pas tardé à remarquer l'appartenance de la plupart des nouveaux élus au cercle dont les intérêts étaient liés directement ou indirectement à la personne du nouveau secrétaire général.[186]

Dans le Secrétariat, dont le nombre de membres avait déjà connu un accroissement de 4 à 6 personnes le 22 mars 1965 – par la cooptation de Leonte Rautu, Ilie Verdeţ et Paul Niculescu-Mizil –, trois nouveaux membres sont élus à l'occasion du IXème Congrès : Vasile Patilinet, ex-chef adjoint de la section de l'Organisation du CC, Virgil Trofin, ex-président de l'Union des Associations des Etudiants et Manea Mănescu, chef de la section pour l'Education et la Santé du Comité central.[187] Ainsi, Nicolae Ceauşescu s'est assuré le support d'au moins quatre des membres du Secrétariat du CC : Niculescu-Mizil, Patilinet, Mănescu et Trofin, des personnages dont la carrière politique a été dépendante de l'appui du secrétaire général.[188]

Le phénomène le plus intéressant intervenu au IXème Congrès dans l'organisation de la direction du Parti est la suppression du Bureau Politique, qui est remplacé par deux nouveaux organismes : le Comité Exécutif du CC du PCR et le Présidium permanent du CC du PCR.[189] Conformément aux nouveaux Statuts du PCR, les deux organes ont des fonctions similaires à celles de l'ancien Bureau Politique : "Le Comité Exécutif assure la direction du Parti entre les plénums, le Présidium permanent s'occupe des questions politiques courantes

185 *Yearbook on International Communist Affairs. 1966*, Stanford, The Hoover Institution on War, Revolution and Peace, 1967, p. 70.

186 Cette observation est formulée par Jean-François Noiville, le chargé d'affaires français à Bucarest, dans son rapport de 30 juillet 1965 : « On peut penser a priori que l'entrée massive, surtout au niveau des membres suppléants, de nouveaux membres est favorable à M. Ceauşescu qui, usant de la prééminence qu'il a acquise et profitant de l'accroissement des effectifs du CC, a, tout en maintenant l'ensemble des anciens membres, réussi à y faire entrer des hommes jeunes, plus ou moins liés à lui » ; AMAE France, Série Europe, Sous-série Roumanie (1944-1970), dossier 167.

187 *Congresul al IX-lea... op.cit.*, p. 739

188 Un rapport de 1966 de l'ambassadeur français à Bucarest présentait Niculescu-Mizil comme « l'idéologue du Parti roumain » et « un des hommes-clef du régime »; AMAE France, Série Europe, Sous-série Roumanie (1944-1970), dossier 167. Pourtant, dans les années 1970, il se trouve en conflit ouvert avec Ceauşescu et est écarté de toutes ses fonctions ; voir Paul Niculescu-Mizil, *O istorie trăită* [Une histoire vécue], tome I, Bucarest, Editions Enciclopedică, 2002. Dans un entretien qu'il nous a accordé le 7 novembre 2002, Niculescu-Mizil explique que les racines de ce conflit se sont trouvées dans son opposition au culte de la personnalité de Ceauşescu.

189 *Congresul al IX-lea... op.cit.*, p. 739.

du Parti."[190] Les conditions dans lesquelles on a décidé leur création et la suppression de l'ancienne formule du Bureau Politique ne sont pas encore complètement documentées, faute d'accès aux archives roumaines de l'époque. Mary Ellen Fischer a pourtant remarqué un phénomène intéressant.[191] Le rapport sur les nouveaux Statuts du Parti, présenté le 21 juillet par Gheorghe Apostol, ne faisait aucune mention des deux nouveaux organes se référant exclusivement au Bureau Politique. C'est Ceauşescu lui-même, le 24 juillet, qui annonce leur création, en prétextant que le Bureau Politique "ne correspond plus aux nouvelles conditions et qu'il est nécessaire d'avoir un organe exécutif plus élargi, qui aura la possibilité de mieux accomplir le rôle dirigeant du Parti entre les plénums."[192] De ce fait, Fischer déduit que la décision de supprimer le Bureau Politique a été prise entre le 21 et le 24 juillet et que, le plus probablement, cette idée est venue de Ceauşescu, tandis que les membres de l'ancienne équipe Dej étaient plutôt hostiles à sa suggestion. L'enjeu politique représenté par ce changement devient évident à l'analyse de sa structure et de son fonctionnement. Alors que le Bureau Politique n'avait que 13 membres, le nouveau Comité Exécutif en comprend 25, dont 15 titulaires et 10 suppléants. La majorité des membres titulaires proviennent de l'ancien Bureau Politique, mais au niveau des dix membres suppléants[193], on observe la promotion massive des représentants de la nouvelle génération de bureaucrates. Six d'entre eux étaient, avant 1965, secrétaire des organisations régionales du Parti. L'un d'entre eux, Petre Lupu était, jusqu'en 1961, le chef de la Section de l'Organisation du Parti. Le seul membre de l'ancienne équipe de Gheorghiu-Dej qui fait encore partie du nouvel organisme est Dumitru Coliu, mais, dans son cas particulier, cette position est l'expression de sa disgrâce politique.[194]

La signification de ces changements dans les structures dirigeantes devrait être interprétée dans le contexte général de la stratégie de Ceauşescu. Ainsi, le fait que le nouveau Comité Exécutif, comprenant 25 membres, est doublé par un Présidium permanent comprenant, lui, seulement 7 membres, constitue déjà un premier indice du fait que la prise des décisions politiques allait être l'apanage de ce dernier. Etant donné que le nombre de ses membres est plus restreint que celui de l'ancien Bureau Politique, il est plus facilement contrôlable par une seule personne. En même temps, l'accession dans la direction du Parti (surtout dans le Comité Exécutif) des personnages fidèles au secrétaire général devient ainsi

190 *Ibidem*, p. 806
191 Mary Ellen Fischer, *op. cit.*, pp. 77-78
192 *Congresul al IX-lea... op.cit.*, p. 731
193 Iosif Banc, Maxim Berghianu, Petre Blajovici, Dumitru Coliu, Florian Danalache, Janos Fazekas, Mihai Gere, Petre Lupu, Ilie Verdeţ, Vasile Vîlcu.
194 *Congresul al IX-lea... op.cit.*, p. 739

plus facile que dans les conditions de fonctionnement de l'ancien Bureau. Même si les sept membres du Présidium continuent de représenter le noyau dur de la vieille génération des dirigeants du Parti, que Ceauşescu ne réussit pas encore à éliminer, la suppression du Bureau Politique renforce de façon considérable la position du secrétaire général.[195]

Un troisième changement survenu à l'occasion du IXème Congrès consiste en la modification du point b) de l'article 13 des Statuts, pour permettre à Nicolae Ceauşescu de marginaliser son principal adversaire politique, Alexandru Drăghici. Conformément à la nouvelle formule, "un membre du Parti ne peut accomplir qu'une seule fonction dans la direction politique, qui nécessite une activité permanente, soit dans les organes du Parti, soit dans les organes de l'Etat"[196]. Par conséquent, Alexandru Drăghici doit abandonner sa fonction de ministre de l'Intérieur, en gardant seulement ses fonctions dans l'appareil du PCR. C'est une victoire importante pour Ceauşescu : son adversaire se trouve ainsi privé de son principal atout dans cette lutte. Dès ce moment, le secrétaire général commence une vaste opération de réorganisation du ministère et de réévaluation de son rôle dans les épisodes de la répression des années 1950, ce qui lui permettra de compromettre et, quelques années plus tard, d'obtenir l'exclusion de Drăghici des organes dirigeants du PCR. Le nouveau ministre de l'Intérieur, nommé le 27 août 1965, est Corneliu Onescu, ex-secrétaire adjoint de la Section de l'Organisation du Parti, qui a des relations personnelles avec Ceauşescu.[197]

Dans une position analogue à celle de Drăghici – mais pour lui le changement a la signification d'une promotion – se trouve Ilie Verdeţ, fidèle de Ceauşescu et nouveau venu dans la haute hiérarchie du PCR. Il renonce, suite à l'adoption des nouveaux Statuts, à ses fonctions dans le Comité central et devient vice-président du Conseil des Ministres. Comme Verdeţ fait partie des fidèles de Ceauşescu, sa promotion est un premier pas vers le contrôle de l'appareil d'Etat. Au bout de quelques années, Verdeţ obtient une autorité plus marquée que celle des autres vice-présidents du Conseil.[198] Dès janvier 1967, il devient, à côté d'Alexandru Bârlădeanu et Emil Bodnăraş, premier vice-président du Conseil des Ministres, en remplaçant Gheorghe Apostol.[199] En avril 1967, il a déjà l'habilitation à signer des décrets au nom du Président du Conseil, I. Gh. Maurer, dont la position à l'égard de Nicolae

195 Voir M. E. Fischer, *op. cit.*, p. 80.

196 *Congresul al IX-lea... op.cit.*, p. 803 (notre traduction du Roumain).

197 Voir aussi les remarques en ce sens de Jean-François Noiville, AMAE France, Série Europe, Sous-série Roumanie (1944-1970), dossier 171.

198 Voir à ce propos le rapport de Jean Louis Pons de 7 décembre 1967, AMAE France, Série Europe, Sous-série Roumanie (1944-1970), dossier 174.

199 Cf. la liste des gouvernements communistes, *in* Ion Alexandrescu, Ion Bulei, Ion Mamina, Ioan Scurtu, *Enciclopedia partidelor politice* [L'Encyclopédie des partis politiques], Bucarest, Editions Mediaprint, 1995, p. 321.

Ceauşescu n'a pas tardé à se durcir après l'élection de ce dernier à la fonction de secrétaire général.

Dans les années 1966-1967, l'utilisation des ces stratégies de prise de pouvoir se poursuit de la même manière et la position de la nouvelle équipe dirigée par Nicolae Ceauşescu continue à se renforcer. En juillet 1966, à l'occasion des élections pour le Présidium permanent, Paul Niculescu-Mizil et Ilie Verdeţ sont cooptés dans cet organisme. La même année, Vasile Vîlcu et Ilie Verdeţ deviennent membres titulaires du Comité exécutif, tandis qu'en novembre 1967 Virgil Trofin y est élu membre suppléant.

Dès 1966, Ceauşescu se montre de plus en plus intéressé par le contrôle de l'appareil d'Etat. Les dirigeants du Parti communiste roumains offrent une explication officielle de cet intérêt, explication reprise comme telle par les milieux diplomatiques de Bucarest : même s'il est de plus en plus impliqué dans la politique étrangère roumaine, le secrétaire général n'a encore aucune qualité officielle pour recevoir et s'entretenir avec des chefs d'Etat, ambassadeurs, diplomates étrangers.[200] Les mêmes milieux diplomatiques mentionnent déjà en 1966 la possibilité d'une abrogation de l'article 13, point b) des Statuts du Parti, ce qui devait permettre à Ceauşescu d'occuper la fonction de président du Conseil d'Etat, tout en gardant la position de secrétaire général du PCR. L'événement se produit à l'occasion de la Conférence nationale du parti, le 6-8 décembre 1967. A la suite d'un rapport présenté par Virgil Trofin, soulignant la nécessité d'éliminer "le parallélisme" dans la direction du Parti et de l'Etat, Chivu Stoica, le président en chef du Conseil d'Etat, propose l'abrogation de l'article 13 des Statuts et annonce la possibilité de céder sa place à Ceauşescu.[201] La nomination de Ceauşescu dans la position quittée par Chivu Stoica est accordée par la Grande Assemblée Nationale qui, le 9 décembre, adopte une décision officielle en ce sens. Ainsi, Ceauşescu s'assure le contrôle des principaux mécanismes du pouvoir, tant au niveau de la direction du Parti qu'au niveau de l'appareil d'Etat. Aussi, pour ce qui est des rapports de force à l'intérieur du Parti, la Conférence nationale consacre le contrôle du secrétaire général sur les majorités du Secrétariat du CC et du Comité Exécutif.

Entre décembre 1967 et août 1969 (le Xème Congrès du PCR), les deux directions d'action poursuivies par Ceauşescu visent, d'un côté, l'élimination définitive de ses deux principales adversaires, Alexandru Drăghici et Gheorghe Apostol et, de l'autre, la consolidation de son contrôle sur l'appareil d'Etat. Pour l'accomplissement de ce dernier but, ses actions visent de réduire l'importance du Conseil des Ministres dans le processus de prise

200 Voir le rapport de 18 décembre 1966 de Jean-Louis Pons, ambassadeur de la France en Roumanie, , AMAE France, Série Europe, Sous-série Roumanie (1944-1970), dossier 174.

201 *Scânteia* [L'Etincelle], 8 décembre 1967.

de décision, au bénéfice du Conseil d'Etat dont le président est Nicolae Ceauşescu. A l'occasion du plénum du CC du PCR, le 11 mars 1969, Ceauşescu propose des mesures visant la redéfinition des attributions des organes d'Etat. Par exemple, le Conseil Economique, qui depuis 1967 est dirigé par Manea Mănescu, n'est plus subordonné au Conseil des Ministres, mais au Conseil d'Etat.[202] Ainsi, le Conseil d'Etat – donc Ceauşescu lui-même – assure le contrôle d'un des vecteurs les plus importants de la politique économique du PCR. Au cours du même mois, la Grande Assemblée Nationale adopte la Loi sur le fonctionnement du Conseil de la Défense qui établit que cet organe sera dirigé par le secrétaire général du PCR. Ceauşescu devient alors le commandant suprême de l'Armée.[203] On peut observer donc que, quelques mois avant le Xème Congrès du PCR, Ceauşescu et ses fidèles contrôlent déjà les principaux mécanismes du pouvoir, tant au niveau de la direction du Parti, qu'au niveau de l'appareil d'Etat.

L'élimination d'Alexandru Drăghici de la compétition pour le pouvoir fut l'épreuve la plus difficile pour le secrétaire général. Sa formation d'*apparatchik* et son expérience comme membre du Bureau Politique aux temps de Gheorghiu-Dej lui ont sans doute enseigné l'importance du contrôle de l'appareil de répression de l'Etat. Remplacer Drăghici au poste de ministre de l'Intérieur par un de ses fidèles ne pouvait être que le début d'une action de marginalisation de son adversaire. Les intentions de Ceauşescu à l'égard de Drăghici se sont précisées graduellement, au cours de plusieurs années**.** La première étape de son plan d'action a été accomplie à l'occasion du plénum du Comité central de 26-27 juin 1967. Convoqué d'urgence – une urgence qui ne se justifiait pas par les autres points de l'ordre du jour – ce plénum avait pour but de discuter la situation du Ministère de l'Intérieur[204]. Le communiqué publié se distinguait par son extrême ambiguïté. On peut quand même remarquer que, si pour les autres sujets discutés, le texte précisait seulement "l'accord" du plénum, sur la question du Ministère de l'Intérieur, il était indiqué que les participants ont "analysé" son activité et qu'ils ont établi "des mesures pour le perfectionnement de son activité".[205] Probablement, Ceauşescu a utilisé cette occasion pour

---

202 Voir *Yearbook on International Communist Affairs 1970 …op.cit.*, 1971, p. 76.

203 Il était aussi le président du nouveau Front de l'Unité Socialiste, constitué en octobre 1968, organisation de masse subordonnée au Parti, qui avait pour fonction la mobilisation électorale au niveau national. En marge d'un rapport de l'ambassadeur français à Bucarest, le ministre Michel Debré soulignait la situation inhabituelle de ce cumul de fonctions ; cf., le télégramme de 15 mars 1969 de l'ambassadeur Pierre Pelen, AMAE France, Série Europe, Sous-série Roumanie (1944-1970), dossier 167.

204 Voir les opinions des diplomates occidentaux à Bucarest dans le rapport de Philippe Richer, le chargé d'affaires de la France, le 4 juillet 1967 ; *Ibidem*, dossier 173.

205 Le communiqué et le contenu des discutions ont été publiés dans la presse officielle avec un mois de retard. Voir aussi l'analyse de Dennis Deletant, *Ceauşescu şi Securitatea. Constrângere şi dizidenţă în România anilor 1965-1989* [Ceauşescu et la Securitate. Répression et dissidence dans la Roumanie des années 1965-1989], Bucarest, Editions Humanitas, 1998, pp.87-88.

jauger la réaction des membres du Comité central et des employées du Ministère de l'Intérieur à la perspective d'une mise sous accusation publique de Drăghici pour les crimes commis par la Securitate avant 1965. On peut aussi en déduire que, sans lui être ouvertement hostile, la réaction du CC a été plutôt méfiante à l'égard d'une telle action. La peur de ressusciter le factionnalisme à l'intérieur du Parti a eu sans doute un rôle important dans les réticences du Comité central. Mais aux yeux de Ceauşescu, cette raison n'est pas suffisante pour le détourner de son but. Le 22-25 avril 1968, à l'occasion d'une autre séance plénière du CC, il réussit à faire éliminer définitivement son rivale des organes dirigeants du Parti.[206] L'importance de cet épisode n'a été jusqu'à présent que partiellement analysée par les historiens même s'il est l'épisode le plus spectaculaire de l'ascension de Ceauşescu. Son importance ne consiste pas seulement dans l'élimination du principal rival de Ceauşescu, mais il représente également une victoire au niveau de l'image publique du nouveau secrétaire général à l'intérieur du pays, bien avant le moment de son opposition à l'invasion soviétique de Prague, en août 1968. Il a aussi la signification d'un avertissement que Ceauşescu fait parvenir à ses autres rivaux, membres de l'ancienne équipe dirigeante de Gheorghiu-Dej.[207]

En fait, par la réhabilitation des victimes des persécutions politiques de Gheorghiu-Dej, Ceauşescu met en question la légitimité du régime entier de son prédécesseur et par extension de tous ceux qui ont fait partie de son équipe dirigeante. L'exclusion de Drăghici des organes dirigeants du PCR ne représente que l'effet le plus direct et le plus visible de cette opération. La signification profonde de l'épisode des réhabilitations est donnée par la réussite de l'effort de légitimation de la personne de Nicolae Ceauşescu qui, en critiquant également les abus de Dej et les fautes du Komintern, la passivité du Bureau Politique devant les assassinats des leaders communistes et l'intervention directe des Soviétique dans ces assassinats, se présente comme le seul leader du PCR en mesure de réaliser une réforme

206 Ce plénum a été précédé par une séance du Présidium Permanent où a eu lieu la vraie confrontation entre Drăghici et Ceauşescu. Le texte intégral n'est pas encore disponible dans les archives roumaines, mais des fragments ont été publiés par Marius Oprea, *Banalitatea răului. O istorie a Securităţii în documente. 1949-1989* [La banalité du mal. Une histoire documentée de la Securitate. 1949-1989], Jassy, Editions Polirom, 2002, pp. 365-376. Voir aussi *ibidem*, pp. 377-378, pour la protestation de Gheorghe Apostol lors de l'élimination de Drăghici ; il s'agit, le plus probablement, d'un article destiné à être publié dans *Scânteia* [L'Etincelle], qui a été refusé par la censure.

207 A ce propos, il faudrait remarquer les différences d'attitude et de langage entre le discours de Ceauşescu à l'assemblée des membres du Parti de Bucarest et celui de Gheorghe Apostol à Brasov ; *Scânteia* [L'Etincelle], de 28 et 29 avril 1968. Les deux avaient une mission commune : expliquer les raisons de l'élimination de Drăghici des organes dirigeants du PCR. Mais on peut remarquer la prudence et la modération d'Apostol qui, en sa qualité de membre de l'ancien Bureau Politique, pourrait lui aussi être considéré responsable des crimes imputés à Drăghici. Par contre, Ceauşescu, qui est devenu membre du Bureau après 1955, donc après l'assassinat de Lucreţiu Pătrăşcanu, rival de Gheorghiu-Dej, pouvait clamer de façon crédible son innocence. Il a donc eu un discours beaucoup plus critique.

morale du Parti, le seul capable d'assurer le respect de la loi et des principes de la démocratie socialiste et, en même temps, de préserver une indépendance réelle du pays contre les influences négatives du régime soviétique.

Cette tendance de Ceauşescu à substituer, dans la relation avec la société roumaine, sa propre image à l'image du Parti – tendance que les événements d'août 1968 n'ont fait qu'accentuer – représente une clef d'interprétation de l'évolution de la configuration de son régime politique après 1969. Dans ce contexte, la décision du Xème Congrès du PCR qui fait que le secrétaire général est élu directement par la totalité des communistes, et non plus par le CC comme auparavant, ne fait qu'assurer à Ceauşescu, en sa qualité de représentant direct de la majorité, une légitimité plus marquée par rapport aux autres membres de la direction du Parti.[208] De l'analyse de la structure des organes dirigeants élus par le Congrès et des discours des délégués, qui contiennent déjà les germes du futur culte de la personnalité du secrétaire général, on peut conclure que le moment du X-ème Congrès du PCR représente une consécration pour Ceauşescu. A ce moment, il gagne la position de leader incontesté du Parti. Ce n'est pas un hasard si le congrès ne se trouve plus en situation de voter un accroissement numérique du Comité central[209]. C'est le signe que Nicolae Ceauşescu contrôle déjà les délibérations internes et donc il n'a plus besoin d'un renforcement de sa position à l'intérieur du Parti[210] La tendance manifestée dans les années suivantes sera plutôt opposée, visant la diminution du nombre de membres de la direction du Parti, puisque c'est une modalité pour figer le contrôle du secrétaire général sur tous les mécanismes du pouvoir.

La stratégie mise en œuvre par Nicolae Ceauşescu, destinée à lui assurer un contrôle ferme sur l'appareil du parti, a un caractère ambivalent. Elle contribue à entretenir la confusion au niveau des perceptions publiques sur le régime Ceauşescu, notamment quand on la confronte avec son discours sur la libéralisation politique. Jusqu'à un certain point de son ascension, les rivalités à l'intérieur de la direction centrale du Parti n'étant pas encore définitivement éliminées, Nicolae Ceauşescu a su utiliser sans hésitations le discours populiste et libéralisant comme un atout efficace contre ses adversaires personnels. Cette habileté rappelle celle de son prédécesseur, Gheorghe Gheorghiu-Dej.[211] En invoquant à

---

208 M. E. Fischer, *op. cit.*, pp. 153-159, ne semble pas accorder beaucoup d'importance à cet épisode ; par contre, à l'époque, il a bien été mis en exergue par les diplomates occidentaux à Bucarest (cf., le télégramme de Pierre Pelen au Ministère français des Affaires Etrangères, de 12 août 1968, AMAE France, Série Europe, Sous-série Roumanie (1944-1970), dossier 177)

209 *Ibidem*, la dépêche de Pierre Pelen de 20 août 1968.

210 C'est aussi le moment choisi par Ceauşescu pour exclure discrètement Gheorghe Apostol des organes dirigeantes du PCR ; pour les explications d'Apostol sur cette exclusion et sur son conflit avec Ceauşescu, voir Lavinia Betea, *op. cit.*, ,pp. 277-279.

211 La continuité entre le modèle politique représenté par Gheorghiu-Dej et les voies de légitimation politique dont disposait Nicolae Ceauşescu est mise en exergue par Catherine Durandin, Le système

maintes occasions la nécessité de développer la démocratie à l'intérieur du parti, de stimuler la participation de tous les membres aux prises des décisions, le droit de chaque citoyen de la Roumanie de formuler ses propres opinions au sujet des évolutions politiques[212] et même la nécessité d'assurer la préemption des organes du PCR dans leur relation avec les structures de la police politique, il a réussi à accomplir ses deux objectifs conjoncturels. D'abord, il a su éliminer de la compétition pour le pouvoir des adversaires qui, à l'origine, semblaient être mieux placés que lui (comme Alexandru Drăghici). Ensuite, en assumant la position de représentant d'une nouvelle génération de communistes et en exploitant d'une manière personnelle les instruments officiels de la propagande[213] (surtout ceux du discours antisoviétique et du dégel culturel, initiés par Gheorghiu-Dej dans les dernières années de son régime) il a pu obtenir, au bout d'une période relativement courte, une légitimité personnelle qui transgressait la légitimité du Parti.

Cette position ambiguë a pourtant eu son revers. En entretenant dans l'opinion publique l'espoir d'une libéralisation du régime, par l'intermédiaire d'un discours ambivalent qui combinait les promesses d'une amélioration des conditions de vie avec la relative permissivité à l'égard du domaine culturel, le nouveau leader du PCR a engendré dans la société roumaine un niveau général d'attentes qu'il n'était pas en mesure et n'avait pas vraiment l'intention de satisfaire.[214] Dans cette perspective, la fin de la libéralisation – assez difficile à situer dans le temps, mais certainement plus proche de la fin des années 1960 que de la moitié des années 1970 – est en fait le moment où les Roumains ont commencé à comprendre que, dans leur substance, ainsi que dans leur vision globale sur les buts

---

Ceauşescu… *op.cit.*, p. 87 : « La crédibilité de Ceauşescu repose sur la poursuite de la ligne du communisme national ouverte par Dej dès le début des années 1960. »

212 Voir en ce sens le discours de Ceauşescu devant l'assemblée des secrétaires régionaux du PCR et des présidents des conseils populaires, le 22 mars 1968 : « Il faut militer avec fermeté, dans l'esprit des hauts principes de l'humanisme socialiste, pour offrir à chaque membre de notre société des possibilités illimitées en ordre de pouvoir manifester librement sa personnalité, pour lui créer les conditions de contributions au développement de la société socialiste, au progrès et à la prospérité de la patrie. » ; cf. Nicolae Ceauşescu, *op.cit.*, vol. 3, Bucarest, Editions Politică, 1969, pp. 93-94 (notre traduction du roumain).

213 La façon dont Ceauşescu a su exploiter la pratique des « visites de travail » dans les différentes régions du pays, en tant que secrétaire général du PCR, a été vite remarquée par les analystes politiques de l'époque. Voir à ce propos *Yearbook on International Communist Affairs 1971 …op.cit.*, 1972, p. 68.

214 Les observations de Mary Ellen Fischer, *op. cit.*, p. 260, vont dans le même sens: "La popularité de Ceauşescu dans la deuxième moitié des années 1960 provenait des promesses d'une vie politique participative, dans le respect de la légalité, d'amélioration du niveau général de vie et d'une plus grande diversité sociale et culturelle. A l'exception d'une modeste amélioration du niveau de vie au long des années 1970, ces promesses n'ont jamais été respectées. C'est pourquoi les « sympathisants » de Ceauşescu ont vite cessé de partager les mêmes intérêts que lui et il a été obligé de forger une fausse légitimité, basée non pas sur les trois critères de Weber (tradition, charisme, légalité-rationalité) mais sur sa propre conception déformée de la tradition roumaine (également historicisante et nationaliste), le faux charisme du culte de sa personnalité et la formalisation du processus politique qu'il déclarait participatif. » (Notre traduction de l'anglais).

politiques à poursuivre, le régime de Nicolae Ceauşescu et celui de Gheorghe Gheorghiu-Dej se trouvaient dans une vraie relation de continuité.

I.2.b. Les années 1970 – Personnalisation du pouvoir et articulation du « socialisme dynastique »[215]

La décennie 1971-1980 consacre les grandes lignes de la construction politique que Nicolae Ceauşescu a initiées dès son arrivée au pouvoir et dont les enjeux socio-économiques deviennent alors visibles tant pour l'opinion roumaine en général que pour une certaine partie des acteurs qui y sont directement impliqués. Au cours de ces années s'installent les premiers signes inquiétants de la personnalisation excessive du pouvoir, une crise économique qui s'avérera sans retour, due surtout au refus d'admettre l'échec des stratégies d'industrialisation accélérée, ainsi qu'une insatisfaction sociale qui débouchera à la fin de la période vers le premier – et le seul jusqu'en 1989 – effort de coaliser dans un mouvement syndicale unique les forces dissipées de l'anticommunisme roumain.[216] A cette époque, on constate une première mutation significative dans le profil idéologique du régime : son discours retrouve graduellement les valeurs de l'époque stalinienne auxquelles on ajoute une coloration nationaliste-extrémiste et l'utopie sociale.[217] L'ossification de ses stratégies

---

215 Le terme « socialisme dynastique », considéré comme définissant un des traits distinctifs du régime Ceauşescu, a été mis en circulation par Vladimir Tismăneanu, dans son études « Byzantine Rites, Stalinist Follies : The Twilight of Dynastic Socialism in Romania », in *Orbis. A Journal of World Affairs*, vol. 30, no. 1, printemps 1986, pp. 65-91. Il l'a également repris dans son livre récent, *Stalinism for All Seasons… op.cit.*, voir surtout p. 187. La formule « communisme dynastique » a été utilisée pour fonder une analyse de la crise du régime dans les années 1980, faite par dix dissidents roumains réfugiés aux Etats-Unis. Voir Mihai Botez, Andrei Brezianu, Matei Călinescu, Laszlo Hamos, Istvan Hosszu, Eugen Mihăescu, Nestor Ratesh, Gheorghe A. Sencovici, Vladimir Tismăneanu et Dorin Tudoran, *Romania : A Case of Dynastic Communism*, New York, Freedom House, 1989. A son tour, René de Flers, un autre analyste du communisme roumain, a préféré le syntagme « communisme de famille » pour décrire la même réalité : la promotion préférentielle des membres de la famille Ceauşescu dans les structures dirigeantes du PCR ; cf. René de Flers, « Socialism in One Family », in *Survey*, no. 28, 1984, pp. 165-174.

216 Le Syndicat Libre des Travailleurs Roumains (SLOMR), inspiré par le modèle de la Charte 77, est constitué en 1979 par un groupement restreint qui se proposait de « défendre les intérêts des travailleurs roumains dans leurs relations avec les directions des entreprises et avec les autorités, étant donné que les syndicats constituant l'Union officielle sont préoccupés surtout par des problèmes économiques et politiques et n'accordent le plus souvent aucune importance au respect des droits des travailleurs ou à la résolution de leurs demandes professionnelles »; cf. Vasile Paraschiv, *Lupta mea pentru sindicate libere în România. Terorismul politic organizat de statul communist* [Ma lutte pour des syndicats libres en Roumanie. Le terrorisme organisé par l'Etat communiste], Bucarest, Editions Polirom, 2005, p. 367. Le livre de Vasile Paraschiv, un des fondateurs du Mouvement pour les syndicats libres en Roumanie et l'un des plus persécutés des dissidents roumains, reste jusqu'à présent le seul dédié à ce sujet et une des rares sources de documentation disponibles.

217 De ce point de vue, on devrait remarquer que les « thèses de juillet » 1971, marquant le début d'une nouvelle révolution culturelle en Roumanie, représentent également le premier effort cohérent du régime pour dessiner le profil d'un « homme nouveau socialiste ». Dans un dictionnaire de sciences politiques publié à Bucarest en 1977, les auteurs décrivent la « formation de l'homme nouveau

socioéconomiques et l'éloignement progressif des réalités, des besoins et des attentes du corps social deviennent les traits dominants du régime. L'incapacité – ou le refus – de négocier par une éventuelle mise en œuvre d'une stratégie de flexibilité se transforme avec le temps en inefficacité et détermine le passage du régime Ceauşescu à la situation de *stagnation politique*, telle qu'elle est décrite par Michael Shafir, en opposition avec la *stabilité politique*.[218] Les effets de ce choix politique sont devenus visibles surtout dans la deuxième moitié de la décennie quand le début en force d'une crise énergétique – représentant en fait le début d'une longue série de blocages économiques – contribue à l'érosion dans l'opinion roumaine du mythe de l'industrialisation rapide comme condition sine qua non du bien-être national. La détérioration du niveau de vie engendre une première révolte ouvrière, celle des mineurs de la Vallée du Jiu, en 1977[219]. On a dans ces mouvements de révolte ouvrière un indice indéniable de la perte de crédibilité du régime Ceauşescu.[220] C'est dans ce contexte qu'une modification substantielle intervient dans le discours de légitimation du régime : si dans les années 1960 la ligne nationale du PCR signifiait avant tout l'affirmation de l'indépendance de la Roumanie à l'égard de Moscou, dans les années 1970 elle arrive à recouvrir graduellement des connotations xénophobes de plus en plus virulentes. Leur manifestation prédominante devient le discours sur la « cité assiégée » non seulement par des ennemis de l'extérieur – réels ou imaginaires – mai aussi par des ennemis de l'intérieur tels que les minorités nationales et les dissidents. Cette modification s'opère par l'intermédiaire

---

socialiste » comme étant une des principales composantes de la « Doctrine Ceauşescu » ; cf. Ovidiu Trăznea, Nicolae Kallos, eds, *Mică enciclopedie de politologie* [Petite encyclopédie de politologie], Bucarest, Editions Ştiinţifică şi Enciclopedică, p. 138.

218 Dans sa discussion sur les deux notions, Shafir définit la *stagnation politique* comme « l'absence de modification des traits définitoires d'un régime politique, au cours d'une longue période de temps, comme résultat soit d'une stratégie réussite d' « administration du système» soit d'une absence et/ou d'une faiblesse de la pression systémique « de dysfonctionnement ». Dans cette perspective, la stagnation politique pourrait être définie plutôt comme un résultat de l'habileté d'un régime à se défendre, tandis que la *stabilité politique* a comme fondement l'habileté d'un régime à gouverner […] ; par contre, la stagnation politique ne connaît pas ce processus de changement, parce qu'elle a comme fondement le rejet de l'idée de négociation. » (cf. Michael Shafir, *op.cit.*, p. 62 - notre traduction de l'anglais).

219 L'étude des implications de ce mouvement de révolte sur l'évolution du régime Ceauşescu – et surtout sur sa relation avec la société roumaine – en est seulement à ses débuts. Même si elles sont marquées par l'impossibilité d'accéder aux archives de l'époque, deux analyses sont pourtant à mentionner : Ion Bogdan Vasi, « Fist of the Working Class: The Social Movements of Jiu Valley Miners in Post-Socialist Romania », in *East European Politics and Societies*, vol. 18, no. 1, 2004, surtout pp. 132-136 ; Andreea Iacob, « Anti-solidaritatea. Represiunea asupra greviştilor mineri din 1977 » [L'anti-solidarité. La répression des grévistes mineures de 1977], in Ruxandra Cesereanu, *Comunism şi represiune în România. Istoria tematică a unui fratricid naţional* [Communisme et répression en Roumanie. Histoire thématique d'un fratricide national], Bucarest, Editions Polirom, 2006, pp. 266-271.

220 Pour les enjeux de la « performance socioéconomique » dans la légitimation/dé-légitimation des régimes communistes, nous avons suivi le raisonnement de Stephen White, « Economic Performance and Communist Legitimacy », in *World Politics*, vol. 38, nr. 3, pp. 462-482. Voir aussi, pour les cadres généraux de cette discussion, Giuseppe di Palma, « Legitimation from Top to Civil Society : Politico-Cultural Change in Eastern Europe », *ibidem*, vol. 44, nr 1, octobre 1991, pp. 49-80.

d'un travail de réinterprétation des événements historiques et de leur signification politique dans le but de réaliser une synthèse entre l'histoire du PCR et celle de la Roumanie. C'est à cette époque qu'on déploie les premiers efforts de conceptualiser la « nation socialiste ».[221] La signification plus profonde de cette modification réside dans le passage du discours de légitimation employé par le régime Ceauşescu, conformément au paradigme wébérienne des types de légitimité, d'un contenu qui à ses débuts semblait plutôt assimilable au type légal-rationnel vers un mélange de traits du type traditionnel et du type charismatique, ce dernier étant illustré surtout par les différents aspects du culte de la personnalité de Nicolae Ceauşescu.

En tant qu'instrument privilégié du contrôle sur les institutions du Parti et de l'Etat, la politique des cadres menée par Nicolae Ceauşescu connaît elle aussi une nouvelle étape dans son évolution. Elle évolue de la promotion des fidèles du secrétaire général dans les organes de direction à la pratique de la « rotation des cadres »[222], c'est-à-dire la circulation aléatoire d'un poste à l'autre (et d'un lieu à un autre) sous prétexte d'élargir l'horizon professionnel et d'aider les cadres supérieures à accumuler l'expérience la plus vaste possible dans tous les domaines clefs du gouvernement.[223] Suivant les estimations faites dans les années 1980, plus de 20% du total des membres du Comité central et du Comité exécutif ont dû se soumettre à cette disposition au cours des années 1971-1977, Nicolae et Elena Ceauşescu exceptés. A long terme, cette nouvelle pratique a pour effet de développer des mécanismes informels qui permettent la personnalisation de l'acte de gouvernement.[224] Le résultat visible de la politique de rotation des cadres est qu'aucun des personnages impliqués dans le processus de décision – à l'exception des membres de la famille Ceauşescu – n'est plus en mesure de développer officiellement son leadership. Par conséquent, aucun des cadres de la nomenklatura roumaine ne se trouve dans la position de saisir les occasions de constituer un centre d'influence alternatif qui pouvait représenter un groupe d'opposition au noyau du pouvoir formé autour de la famille Ceauşescu. De plus, suite à l'obligation de changer assez fréquemment de postes, de

---

221 Cf. Ovidiu Trăznea, Nicolae Kallos, *op. cit.*, p. 309, la nation socialiste représente « un type supérieur de nation » car elle bénéficie « d'homogénéité sociale, de l'absence d'antagonismes structuraux, de communauté d'intérêts et d'aspirations fondamentaux de la classe ouvrière, de la paysannerie, de l'intellectualité, de tous les travailleurs. ».

222 Une première décision officielle concernant la rotation périodique des cadres dans les postes de direction, tant au niveau de l'appareil du Parti qu'au niveau de l'appareil d'Etat, a été prise à l'occasion de la Conférence Nationale du PCR de juillet 1972; cf. *Scânteia* [L"Etincelle] de 23 juillet 1972. Cette décision a été plusieurs fois réitérée dans les documents officiels du parti jusqu'en 1989.

223 Cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1973… op.cit.*, 1974, p. 62.

224 Mary Ellen Fisher, *op. cit.*, p. 19, remarque elle aussi que, dès le début des années 1970, Nicolae Ceauşescu a commencé à ignorer, dans l'exercice de ses pouvoirs décisionnels, l'existence de structures et de procédures formelles qu'il avait lui même créées à la fin des années 1960 quand le respect des formes légales du gouvernement semblait constituer une des principales préoccupations de son gouvernement.

lieux de travail, de domaines d'activité, les cadres supérieurs du PCR se sont retrouvés dans l'impossibilité de suivre un vrai processus de professionnalisation. Dans ces conditions, le critère dominant de la différenciation hiérarchique résidait dans l'appréciation dont ils pouvaient jouir de la part de Nicolae Ceauşescu, voire dans l'influence qu'ils arrivaient à exercer auprès de sa famille.

Cette stratégie manipulatoire a des conséquences importantes sur le profil de l'élite politique communiste de Roumanie. Si le discours officiel du régime Ceauşescu plaide pour une conciliation pragmatique de la formule « activistes *versus* expertes »[225], en réalité la politique de rotation des cadres rend inopérable la formation et la promotion de technocrates à des postes de décision à l'intérieur du Parti et de l'administration d'Etat. D'ailleurs, ces technocrates auraient manqué de moyens dans l'exercice de leur fonction puisque les grandes directions de l'évolution économique et sociale du pays sont plutôt le résultat de la volonté personnelle du secrétaire général et du groupe qui l'entoure que d'un vrai processus de décision politique. On constate aussi une tendance graduelle vers la fragilisation du standard social de la nomenklatura roumaine : la dose d'arbitraire dans l'attribution des postes de décision et les privilèges sociaux afférents ne cesse d'augmenter tout au long des années 1970 jusqu'à devenir une pratique coutumière. Dans son analyse du fonctionnement des mécanismes de pouvoir à l'intérieur du régime Ceauşescu, Mary Ellen Fisher constate que, si dans la première moitié des années 1970 les destitutions des membres de la nomenklatura ne sont pas le plus souvent accompagnée par une diminution de leur statut social ou de leurs niveau de vie, dès 1978 les changements de position politique deviennent de plus en plus imprévisibles et commencent à être accompagner par la perte des privilèges sociaux et matériels.[226]

Suite à cette réorientation dans la politique des cadres, à partir de 1971 Ceauşescu se sépare au fur et à mesure de certains membres de son groupe initial de fidèles. Les premiers visés sont ceux des activistes du Comité central dont les convictions réformistes les prédisposaient à une ligne d'action politique que le secrétaire général considérait trop libérale.[227] Le divorce le plus spectaculaire est intervenu en 1971, quand le premier ministre

---

225 Michael Shafir, *op. cit.*, p. 85 estime d'ailleurs que la simulation du changement (*simulated change*) est « également observable à ce propos, car la nécessité de promouvoir des éléments « souhaitables » dans des postes de direction a été exploitée dans le but de consolider le pouvoir personnelle [de Ceauşescu] ».

226 Cf. Mary Ellen Fisher, *op. cit.*, pp. 191-194.

227 Voir à ce propos les destitutions, entre février et juillet 1971, de Ion Iliescu, secrétaire de la Section Jeunesse Communiste du CC du PMR, de Florian Dănălache, président de l'Union Générale des Syndicats et d'Ilie Rădulescu, chef de la Section de Propagande du CC du PCR; cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1972 …op.cit.*, 1973, pp. 67-68. Cette vague de destitutions est

Ion Gheorghe Maurer se voit obligé, suite à un conflit avec Ceauşescu, de quitter toutes ses fonctions officielles.[228] Toujours en 1971, deux autres personnages soutenant de Ceauşescu au moment de son arrivée à la direction du parti, Virgil Trofin et Paul Niculescu-Mizil, tous les deux considérés en 1965-1969 comme des personnages clefs du nouveau régime, quittent l'équipe dirigeante suite à des conflits personnels avec le secrétaire général.[229]

Une évolution particulière dans le mécanisme de sélection des cadres est inaugurée par la création d'une nouvelle haute fonction d'Etat : celle de Président de la République Socialiste de Roumanie qui, suite à la décision de la Grande Assemblée Nationale du 28 mars 1974, remplace les attributions du Conseil d'Etat. De 1974 jusqu'en décembre 1989, cette fonction est occupée exclusivement par Nicolae Ceauşescu. De sa nouvelle position, Ceauşescu s'entoure de conseillers qui doivent presque exclusivement leurs positions officielles – et les privilèges sociaux liés à ces positions – à une sélection qu'il opère personnellement. L'institution des conseillers présidentiels devient ainsi, vers la fin des années 1970, un vivier d'où sont recrutés les fidèles de la famille Ceauşescu, similaire à celui représenté dans les années 1960 par les secrétaires des organisations départementales du Parti.[230] Dès la deuxième moitié des années 1970, la première génération de collaborateurs de Ceauşescu – celle qui a rendu possible son élection à la tête du PCR et surtout son emprise sur les mécanismes de contrôle du pouvoir – est remplacée par de nouveaux personnages dont la dépendance de la personne du secrétaire général est directement proportionnelle à leur manque d'habiletés managériales et à leur impossibilité d'évoluer du statut d'activistes du Parti à celui d'experts préoccupés par l'efficacité du gouvernement.[231] Le passage de la

---

étroitement liée à la nouvelle campagne idéologique inaugurée par les « thèses de juillet » 1971 et au constat de l'échec général de la stratégie de mobilisation sociale adoptée en 1965.

228 Faute d'accès aux archives du communisme roumain, cet épisode fait partie d'une vaste catégorie d'événements de l'époque qui continuent de rester quasi-inconnus ; la version personnelle de Maurer a été consignée dans son livre d'interview avec Lavinia Betea, *Maurer şi lumea de ieri ... op.cit.*, pp. 177-182. L'ancien premier ministre déclare dans ces entretiens que son conflit avec Ceauşescu a commencé en 1968-1969 suite aux tentatives systématiques de ce dernier de se substituer aux attributions décisionnelles tant du Comité exécutif du PCR que du Conseil des Ministres, ainsi qu'à cause de son refus de toute action réformiste.

229 Quelques détails sur cet épisode, tirés surtout de témoignages oraux, sont repris par Vlad Georgescu, *The Romanians. A History*, London, I.B. Tauris & Co, 1991, pp. 255-257. Les deux activistes ont continué à être déclassés tout au long des années 1970. Exclu du Comité central en novembre 1981, Virgil Trofin s'est suicidé quelques mois plus tard, en mai 1982, dans des circonstances jamais complètement élucidées ; cf. Mary Ellen Fisher, *op. cit.*, pp. 212-218. Fisher observe qu'en jugeant d'après les changements dans l'équipe de direction qui entourait Nicolae Ceauşescu, l'année 1974 a marqué un tournant décisif dans la politique de cadres du régime.

230 Voir à ce propos les observations de Mary Ellen Fisher, *op. cit.*, p. 220.

231 Parmi ceux qui sont promus dans ces circonstances (dont notamment Emil Bobu, Ion Dincă, Ştefan Andrei, Gheorghe Pană ont gardé leurs positions jusqu'en décembre 1989), l'ascension d'Emil Bobu est la plus illustrative : en 1968-1972, il occupe la fonction de premier secrétaire de l'organisation PCR dans le département de Suceava ; en 1972, il devient conseiller de Nicolae Ceauşescu ; en mars 1973, il est nommé ministre des Affaires Intérieures ; en 1974, il devient membre du Conseil de la Défense, membre suppléant (juillet 1974) et quelques mois plus tard, à l'occasion du XI^{ème} Congrès du parti,

prééminence des idéologues et des techniciens, que les années 1965-1969 semblaient annoncer, à la prédominance des « administrateurs de parti »[232] s'est produit de façon graduelle entre 1971 et 1980, mais une fois cette opération accomplie, ses effets sur l'habitus[233] et le profil de l'élite communiste roumaine se sont montrés solides et durables.

Une évolution qui favorise également la personnalisation du pouvoir est la fusion quasi-totale des organes dirigeants du Parti et de l'Etat. Cette fusion est annoncée au cours de la Conférence nationale du PMR de décembre 1967. Elle est reprise dans les décisions du IXème Congrès du Parti et commence à fonctionner au niveau régional dans les années 1971-1980.[234] La finalité recherchée, ainsi qu'elle est formulée par la doctrine marxiste-léniniste, c'est de faciliter le contrôle du Parti sur le fonctionnement du mécanisme étatique dans le but de permettre l'accomplissement des transformations structurelles prévues dans le projet politique communiste. Son résultat pratique consiste en la perte de toute substance des institutions administratives de l'Etat dont l'inefficacité n'a cessé de croître à mesure que leurs moyens formels d'influencer les évolutions économiques et sociales sont devenus presque inexistants. Dans le cas particulier du régime Ceauşescu, à long terme et étant donnée la très faible résistance opposée par les organismes dirigeants du PCR aux tendances autoritaires de Nicolae Ceauşescu, la quasi-totalité des mécanismes de décision politique, sociale et économique s'est retrouvée sous le contrôle exclusif d'un seul individu, le secrétaire général du PCR.

---

membre titulaire du Comité exécutif. Cf. Consiliul Național pentru Studierea Arhivelor Securității, *Membrii Comitetului Central al Partidului Comunist Român. 1945-1989. Dicţionar* [Membres du Comité Central du Parti Communiste Roumain. 1945-1989. Dictionnaire], Bucarest, Editions Enciclopedică, 2004, pp. 102-103. Voir aussi *Yearbook on International Communist Affaires*, 1976, p. 61. La carrière de Bobu est marquée dans les années 1980 par un épisode particulier : devenu chef de la Section des Cadres du Comité central, il perd sa position en faveur de Constantin Dascalescu, mais arrive plus tard à la reprendre, suite à l'intervention d'Elena Ceauşescu (Mary Ellen Fisher, *op. cit.*, pp. 219-220).

232 *Ibidem*, p. 217 désigne cette catégorie en utilisant le syntagme « Party generalists ».

233 Cf. la définition donnée par Pierre Bourdieu, *Le sens pratique … op.cit.*, pp. 88-89 : « systèmes de disposition durables et transposables, structures structurées disposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre, objectivement « réglées » et « régulières » sans être en rien le produit de l'obéissance a des règles, et. Etant tout cela, collectivement orchestrées sans être le produit de l'action organisatrice d'un chef d'orchestre ».

234 A la Conférence Nationale de décembre 1967, Ceauşescu décrivait cette fusion comme "un processus objectif" du développement de la société socialiste ; Nicolae Ceauşescu, *op.cit*, vol. 7, Bucarest, Editions Politică, 1973, p. 506. Cette pratique est loin d'être spécifiquement roumaine, la fusion délibérée des institutions du Parti et de l'Etat représentant l'un des traits généraux de tous les régimes communistes. Une analyse de Thomas Lowitt établit ses origines dans la construction politique du parti bolchevique aux temps de Lénine et définit ce type de parti comme étant un « parti polymorphe » ; cf. Thomas Lowitt, « Le parti polymorphe en Europe de l'Est », in *Revue française de science politique*, vol. 29 no. 4-5, août – octobre 1979, pp. 812-846. Voir aussi Thomas Lowitt, « Y a-t-il des Etats en Europe de l'Est ? », in *Revue française de sociologie*, vol. XX, 1979, pp. 431-466.

Le premier organisme de l'administration roumaine doublement subordonné, au Gouvernement et au Comite central du PCR, est le Conseil de la Culture et de l'Education Socialiste, créé en septembre 1971 pour remplacer le Conseil d'Etat pour la Littérature et les Arts. Les branches locales du nouvel organisme sont à leur tour directement subordonnées aux organisations départementales du parti communiste, sans avoir aucun rapport d'autorité avec les institutions de l'administration d'Etat.[235] Au cours de la même période, la pratique des séances communes du Comité exécutif et du Conseil des Ministre devient générale. Le Plénum du Comite central du PCR de 20-21 novembre 1972 va encore plus loin en décidant que les secrétaires des organisations départementales du Parti cumulent les fonctions de vice-présidents des conseils populaires locaux, c'est-à-dire la totalité des responsabilités concernant la propagande au niveau régional.[236]

En 1973, à l'occasion d'un nouveau plénum du Comité central (23 février – 2 mars 1973), Nicolae Ceauşescu annonce ses intentions de réduire d'une part, le nombre des niveaux hiérarchiques compris par les organigrammes des institutions d'Etat et d'autre part, l'autonomie décisionnelle des institutions économiques. L'objectif déclaré de ces nouvelles mesures semble concerner la minimisation de la bureaucratie dans l'administration d'Etat ainsi que la redirection de certains experts – comblés selon l'opinion du secrétaire général par des tâches administratives – vers des domaines plus directement liés à la production industrielle.[237] En pratique, ce remaniement administratif a pour résultat une centralisation encore plus marquée des structures de décision, qui par la suite deviennent plus aisément contrôlables. L'élimination des niveaux intermédiaires de décision économique est dans cette optique équivalente à une mesure préventive visant à éliminer ou à contrer l'émergence de tout éventuel noyau de technocrates qui pourrait intervenir dans le processus d'élaboration ou dans la mise en œuvre des grandes lignes politiques décidées par les instances centrales du pouvoir politique. En vertu de la même logique d'action, déjà dès 1972 toute une législation a été adoptée établissant des limitations tant du nombre de ministères que de celui de postes de décision prévus dans leurs schémas de fonctionnement.[238]

Au-delà de ces évolutions, la situation des organes dirigeants du PCR connaît au long des années 1970 une plus grande stabilité par rapport aux années 1960, tant au niveau des

---

235 *Yearbook on International Communist Affairs …op.cit.*, p. 68. Cette évolution y est appréciée comme le résultat d'une influence directe du modèle soviétique.

236 Information reprise in Michael Shafir, *op. cit.*, p. 58.

237 Par exemple, dans le Ministère de l'Industrie Chimique, le nombre des niveaux hiérarchiques a été réduit de neuf à quatre échelons ; des mesures similaires ont concerné la plupart des institutions d'Etat, surtout celles dont l'activité était liée au domaine industriel (cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1974 …op.cit.*, 1975, p. 62).

238 *Ibidem*, pp. 63-64.

structures qu'au niveau de leur composition numérique. Les modifications qu'ils subissent sont moins substantielles, signe de la fragilité introduite dans le fonctionnement du régime communiste car l'enjeu de la succession des leaders a été dépassé. Les traits les plus marqués de ces changements institutionnels sont parfaitement analogues aux autres évolutions politiques de la période : le haut degré d'imprévisibilité dû à la personnalisation de l'acte décisionnel et le bouleversement de la hiérarchie institutionnelle officielle, remplacée *de facto* par un groupe de fidèles gravitant autour de la famille Ceauşescu. Il faut également observer que l'avènement des différents membres de la famille présidentielle aux postes de direction se réalise, tant au niveau des organes du Parti que dans l'administration de l'Etat, par la même technique de simulation du changement inaugurée dans les années 1965-1969. Par exemple, le Plénum du Comite central de 25-26 mars 1974 adopte la décision de remplacer le Présidium Permanent du PCR avec un Bureau Permanent, plus restreint et qui devait fonctionner suivant le principe *ex officio* : le secrétaire général du PCR, le président de la République (les deux fonctions étant occupées par Nicolae Ceauşescu), les secrétaires du Comite central, le premier ministre et les présidents de certaines organisations de masses devaient y participer.[239] Quelques mois plus tard, en novembre 1974, le XIème Congrès du parti décide également de remplacer le Comité exécutif avec un Comité Politique Exécutif (CPEx)[240] dont le numéro de membres s'accroît de 32 à 36 membres. Les circonstances dans lesquelles est adoptée cette décision sont exemplaires du fonctionnement du « communisme dynastique » en Roumanie : elle suit une décision antérieure du Plénum de juin 1973 concernant l'accroissement numérique du Comité exécutif sous prétexte de faciliter la promotion des femmes dans les organes dirigeants du PCR. Une des bénéficiaires de cette décision est Elena Ceauşescu, devenue membre titulaire du Comité exécutif.[241] En vertu du même mécanisme de concentration des pouvoirs dans la famille Ceauşescu, en janvier 1977, le CPEx élit quatre nouveaux membres du Bureau Permanent : Cornel Burtică, Ilie Verdeţ, Gheorghe Radulescu (tous les trois considérés à l'époque comme des proches de la famille du secrétaire général) et, une fois de plus, Elena Ceauşescu.[242] On peut ainsi constater comment des techniques de luttes politiques utilisées avec succès à l'étape de la succession politique sont reprises dans le processus d'instauration du « communisme dynastique ».

---

239 La nouvelle composition du Bureau Permanent a été décidée à l'XI^{ème} Congrès du PCR : à part Nicolae Ceauşescu, Ştefan Andrei en faisait partie, chef de la Section Relations Extérieures du Comité Central, Manea Mănescu, président du Conseil des Ministres, Gheorghe Oprea, vice-président du Conseil des Ministres, Ion Păţan, vice-président du Conseil des Ministres et ministre du Commerce Extérieur.

240 Michael Shafir, *op. cit.*, p. 74-75.

241 Cf. *Yearbook on International Communist Affairs … op.cit.*, p. 62.

242 *Ibidem*, 1978, p. 58.

Dans ses grandes lignes, la dynamique du renouvellement des élites politiques est significativement ralentie dans les années 1970 par rapport à la période 1965-1969. Le XIIème Congrès du PCR (19-23 novembre 1979)[243] procède à un renouvellement apparemment massif des membres du Comite central[244], en arguant de la nécessité d'assurer la promotion des cadres plus jeunes et d'une meilleure représentation des femmes dans les organes dirigeants du parti.

Mais les statistiques ne correspondent pas, dans ce cas particulier, à une véritable modification des pratiques de gouvernement ou du profil socioprofessionnel des membres de l'élite. Dans le cas du Comité central, son rôle de plus en plus marqué de machine à voter les décisions prises par Ceauşescu et son groupe de fidèles constitue un argument de plus.[245] A son tour, le Comité Politique Exécutif se trouve dans une situation similaire.

	Membres titulaires du Comité central	**%**	**Membres suppléants du Comité central**	**%**	**Total**	**%**
Juillet 1969	24	14,5	34	28,3	58	20,3
Novembre 1974	28	13,7	125	80,1	153	42,4
Novembre 1979	88	35,9	133	82,0	221	54,0

Tableau 1. Renouvellement de la composition du Comite central du PCR, du Xème au XIIème Congrès. Situation numérique et pourcentage des membres qui n'ont pas été réélus dans les organes dirigeants du parti. (Source : Michael Shafir, *op. cit.*, p. 75)

243 Pendant ce congrès, qui par son évolution générale n'a représenté apparemment qu'une nouvelle confirmation du contrôle de Nicolae Ceauşescu sur les organes dirigeants du Parti, s'est produit un incident qui rendait visibles les tensions existantes entre ce dernier et une partie de la nomenklatura roumaine : Constantin Pârvulescu, membres du groupe des clandestins communistes marginalisés par Ceauşescu après son arrivée à la tête du PCR, a pris la parole pour dénoncer ouvertement le culte et l'arbitraire de ses pouvoir à l'intérieur du parti. Même s'il a été contraint de se taire et de quitter la salle par la réaction « spontanée » des autres participants au Congrès, l'incident créé par Pârvulescu a été repris par les médias internationaux comme signe de l'existence d'un groupement hostile à Ceauşescu à l'intérieur de l'élite communiste roumaine (cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1980 …op.cit.*, 1981, p. 63). Mary Ellen Fisher, *op. cit.*, p.198 identifie les premiers signes d'une réaction hostile à Ceauşescu de la part des membres de la nomenklatura roumaine déjà à l'époque de l'XI^{ème} Congrès quand un représentant de la nouvelle génération de dirigeants communistes, Petre Blajovici, a exigé l'introduction d'un amendement spécial dans les Statuts du PCR, pour rendre possible la mise en retraite des membres du Comité central après qu'ils aient dépassé une certaine limite d'âge. Cette provision devrait empêcher Nicolae Ceauşescu et son groupe de fidèles de s'éterniser à la tête du PCR. Mis en relation avec l'élimination entre 1971 et 1980 des experts promus dans les années 1960 et avec « la lettre des six » de mars 1989, les deux incidents prouvent que, en fait, le profil du groupement qui, de l'intérieur du PCR, a contribué à l'élimination de Nicolae Ceauşescu en décembre 1989 s'est constitué graduellement dès la première moitié des années 1970.

244 Cf. le tableau ci-dessous.

245 *Yearbook on International Communist Affairs, 1978 … op.cit.*, 1979, p. 58.

L'épisode qui, en 1974, suscite l'intérêt le plus vif des analystes politiques est la création de la fonction de Président de la République (28 mars 1974) concentrant dans les mains d'une seule personne, Nicolae Ceauşescu, les attributions détenues jusqu'à ce moment par un organisme collectif, le Conseil d'Etat. L'importance de l'événement relève pourtant moins de sa signification politique – étant donné qu'au moment où il se produit le contrôle de Ceauşescu sur les mécanismes du pouvoir est déjà un fait accompli – que du domaine symbolique. A l'occasion de la séance extraordinaire de la Grande Assemblée Nationale, devant laquelle le nouveau Président de la République se présente pour prononcer ses vœux, se produit une scène inhabituelle pour un régime communiste : Ceauşescu se montre paré d'un sceptre, symbole par excellence de l'autorité monarchique. Cette représentation, pour le moins curieuse venant de la part d'un dirigeant communiste, consacre la première mise en scène à l'échelle nationale du culte de sa personnalité. En analysant cet épisode, M. E. Fisher observe qu'il inaugure l'un des traits qui vont définir le culte de Ceauşescu jusqu'en 1989 : la *royauté symbolique* que le leader roumain affiche à plus d'une occasion (son investissement dans la fonction de Président de la République représentant la première et la plus médiatisée de ces occasions mais sûrement pas la seule). [246]

La même Fisher compte parmi les traits du régime Ceauşescu qui deviennent observables au cours des années 1970, le « népotisme politique ».[247] Il s'agit d'un aspect qui engendre lui-aussi des effets en profondeur sur l'exercice du pouvoir dans la Roumanie communiste, surtout par les modalités de cooptation dans l'appareil politique et administratif de la femme du secrétaire général – tant de manière formelle, par sa promotion dans des hautes fonctions publiques que de manière symbolique, par l'articulation d'un culte secondaire de sa personnalité. L'avènement accéléré d'Elena Ceauşescu en position de deuxième pôle du pouvoir facilite l'apparition de plusieurs lignes de faille à l'intérieur de la nomenklatura roumaine. Deux noyaux conflictuels se précisent à ce propos dès la moitié des années 1970 : d'une part, un conflit surgit entre le groupement dont l'autorité est basée sur la relation de fidélité à l'égard de Nicolae Ceauşescu et celui de plus en plus actif et influent constitué autour de sa femme ; d'autre part, un conflit latent – mais qui s'avérera durable –

246 Mary Ellen Fisher, *op. cit.*, p. 170 fixe à ce moment précis le début de la ritualisation quasi-monarchique du pouvoir personnel de Nicolae Ceauşescu. A son tour, Adrian Cioroianu, *Ce Ceauşescu qui hante les Roumains. Le mythe, les représentations et le culte du Dirigeant dans la Roumanie communiste*, Bucarest, Editions Curtea Veche & Agence Universitaire de la Francophonie, 2004, p. 137, se rallie à la même opinion et considère ce moment comme étant « le point de non-retour » du communisme dynastique roumain : « Ceauşescu, écharpe tricolore sur la poitrine, ne reçoit pas une couronne, mais un sceptre, comme symbole du pouvoir. Les deux, écharpe et sceptre, signifient une suprématie royale plutôt qu'une direction de type révolutionnaire ».

247 Mary Ellen Fisher, *op. cit.*, p. 172.

intervient entre les différents groupements gravitant autour de la famille Ceauşescu et les membres de la nomenklatura pour lesquels le culte du secrétaire général pourrait avoir une justification pragmatique tandis que le culte de son épouse représente une évolution inacceptable. Dans les années 1980, le groupement de ceux rejetant *de plano* le culte de la personnalité de Ceauşescu à l'intérieur du PCR rejoint les intérêts de celui hostile à l'épouse du secrétaire général pour constituer le noyau d'une opposition politique à l'intérieur du Parti, qui mènera à la chute de la famille Ceauşescu et implicitement à l'effondrement du régime communiste roumain.[248]

La carrière d'Elena Ceauşescu dans la haute hiérarchie du Parti et de l'Etat commence en 1968, quand elle est élue membre du Comité municipal du PCR à Bucarest mais obtient une visibilité nationale avec son élection comme membre titulaire du Comité central du parti à la Conférence nationale de juillet 1972.[249] Après 1972, son ascension politique s'accélère : membre du Comité Politique Exécutif (dès juin 1973), députée dans la Grande Assemblée Nationale, membre du Présidium permanent (dès 1977), elle occupe, dès 1979, la fonction clef de chef de la Section des Cadres du Comité central, contrôlant ainsi les trajets des membres de la nomenklatura dans les organes dirigeants du PCR. En 1980, elle devient également une des « premières vice-premiers ministres » du Gouvernement, fonction dont l'utilité dans l'appareil exécutif n'est pas bien précisée et qu'on suppose avoir été créée dans le seul but de faciliter l'entrée d'Elena Ceauşescu dans la haute hiérarchie de l'Etat.[250] Parallèlement à sa carrière politique fulgurante, la propagande officielle l'associe d'une manière de plus en plus poussée à l'image de son époux dans les manifestations publiques célébrant le culte de ce dernier. L'image qu'on lui forge, de « mère de la Nation » et « savante de notoriété mondiale » devait illustrer le type idéal de la femme communiste.

Le tableau politique devient encore plus compliqué avec la cooptation dans les structures de pouvoir d'autres membres de la famille Ceauşescu. Sans être directement associé au culte de la personnalité de ses parents, le fils cadet de la famille Ceauşescu, Nicu, connaît lui aussi une ascension considérable dans des postes de haute responsabilité. Né en 1950, il

---

248 Voir à ce propos les considerations de Silviu Brucan, *De la capitalism la socialism şi retur. O biografie între două revoluţii* [Du capitalism au socialisme et retour. Une biographie entre deux revolutions], Bucarest, Editions Nemira, 1998, surtout pp. 121-156. Voir aussi les entretiens avec les anciens leaders communistes Ion Gheorghe Maurer, Alexandru Bârlădeanu et Corneliu Mănescu, réalisés par Lavinia Betea, *Partea lor de adevăr* [Leur partie de vérité], Bucarest, Editions Compania, 2008.

249 Cf. la liste des nouveaux membres du Comité central du PCR publié dans *Conferinţa Naţională a Partidului Comunist Român. 19-21 iulie 1972* [La Conférence Nationale du Parti Communiste Roumain. 19-21 juillet 1972], Bucarest, Editions Politică, 1972, pp. 191-193. Parmi les décisions adoptées à la conférence, celle d'optimiser les conditions pour une promotion des femmes aux postes de direction a représenté jusqu'à la fin du régime Ceauşescu la principale justification idéologique de l'ascension politique d'Elena Ceauşescu.

250 Cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1981 …op.cit.*, 1982, pp. 285-286.

commence sa carrière politique en 1973 en assumant la fonction de vice-président de l'Union des Associations des Etudiants Communistes (UASCR), poste occupé jusqu'à ce moment par sa sœur aînée, Zoïa. La même année, Nicu Ceauşescu commence à accompagner son père dans ses visites officielles à l'étranger.[251] En 1974, il est élu membre du Conseil du Front de l'Unité Socialiste (FUS), organisation de masse dont le rôle principal est de désigner les candidats pour les élections des administrations locales et de la Grande Assemblée Nationale. En 1975, Nicu Ceauşescu commence sa carrière à l'intérieur de l'Union de la Jeunesse Communiste (UTC), d'abord comme membre du Comité central de cette organisation, ensuite, dès 1977[252], en tant que secrétaire général. En 1979, il devient également membre suppléant du Comité central du PCR.[253] Son ascension dans les hautes sphères de l'Etat suit de près celle d'Elena Ceauşescu : en 1980, il devient membre et secrétaire de la Grande Assemblée Nationale.[254] Les deux autres enfants de Nicolae et Elena Ceauşescu ont des carrières moins spectaculaires mais néanmoins significatives : les deux sont directeurs d'importants instituts de recherche et périodiquement décorés pour des « mérites extraordinaires ».[255] D'autres parents de la famille Ceauşescu – frères, sœurs, neveux – reçoivent des fonctions dans l'appareil local du Parti et de l'Etat, dans l'Armée, dans la diplomatie, dans la police politique (Securitate) de sorte que, en 1988, lors d'une rencontre polémique avec Nicolae Ceauşescu, Mikhaïl Gorbatchev peut compter plus de soixante membres de la famille Ceauşescu placés dans des hautes fonctions publiques.[256]

Dans l'évolution de la société roumaine, le « communisme dynastique » engendre des effets profonds non seulement sur la sélection de l'élite politique, mais également au niveau des mentalités et des pratiques quotidiennes. Multiplié à tous les niveaux d'autorité, dans toutes les structures organisationnelles, le népotisme est associé, à mesure que la pénurie de biens de subsistance se généralise, à la corruption économique et aux pratiques du marché au noir. Il devient ainsi une des marques structurantes de la culture politique roumaine. Nombre d'exégètes établissent ses racines plutôt dans les réalités politiques et sociales de la Roumanie pré-communiste.[257] Cette interprétation contient sans doute une part de vérité, mais il est

---

251 *Ibidem*, p. 77

252 *Yearbook on International Communist Affairs, 1978 … op.cit.*, 1979, p. 58.

253 *Ibidem*, 1980, p. 61. En 1983, il est promu membre titulaire du Comité central du PCR.

254 Cf. Michael Shafir, *op. cit.*, p. 77.

255 La hiérarchie de la « succession » dans la famille Ceauşescu peut être perçue au travers les distinctions accordées aux enfants Ceauşescu en 1983 : Nicu Ceauşescu reçoit l'Ordre du Travail première classe, sa sœur obtient la même décoration, mais deuxième classe, tandis que le fils aîné, Valentin, directeur de l'Institut de Physique Atomique de Magurele, reçoit la distinction la plus modeste, l'Ordre pour le Mérite Scientifique, deuxième classe ; Michael Shafir, *op. cit.*, p. 78.

256 Information reprise de Pavel Câmpeanu, *op.cit.*, p. 433.

257 Un essai d'interprétation anthropologique de ce phénomène appartient à Georges M. Foster, « Peasant Society and the Image of Limited Good », in *American Anthropologist*, New Series, vol. 67, no. 2, april

indéniable que ce phénomène prend des dimensions sans précédent dans l'histoire de la Roumanie moderne et notamment pendant le régime Ceauşescu. Dans cette perspective, l'idéologie nationaliste promue par le régime vient s'insérer dans une logique quasi-féodale d'inclusion/exclusion à l'intérieur des différents groupes sociaux.

I.2.c. Les années 1980 – Crise et dissolution du régime Ceauşescu

L'image générale de la Roumanie communiste dans les années 1981-1989 est celle d'une dissolution, tant au niveau du processus de décision politique qu'au niveau des repères identitaires à travers lesquels le régime Ceauşescu essaie de construire une nouvelle formule de solidarité sociale, un nouveau lien entre l'Etat et la Nation, en modifiant l'ordre symbolique et temporel. L'omniprésence du culte de la famille Ceauşescu, les excès des célébrations patriotiques, le refus d'affronter et de reconnaître la réalité de la crise économique, politique et sociale, le discours xénophobe et autarcique constituent autant de manifestations du rejet de tout essai de réformer le système. La transformation du régime Ceauşescu en un projet politique sans issue le situe à contre-courant des évolutions générales dans le camp communiste et l'inscrivent dans la catégorie des régimes que Juan G. Linz définit comme *sultanistes*.[258] Suivant la démonstration de Linz, l'un des traits de ce type de régime politique consiste à s'assurer le contrôle des sociétés par des stratégies employant également la peur de la répression, la manipulation et la récompense. Le pouvoir politique exercé dans un régime de type sultaniste n'est pas délimité par des normes nettement précisées, l'appareil bureaucratique étant sélectionné en fonction de l'unique critère de la fidélité à l'égard du leader. Le profil général du régime Ceauşescu dans les années 1980, le situe dans les paramètres du modèle décrit par Juan G. Linz.[259]

La baisse sans précédent du niveau de vie – devenu dans les années 1980 la réalité quotidienne de la plupart des Roumains – s'accompagne de l'exaltation du culte de la famille Ceauşescu, comme élément primordial du discours de légitimation employé par le régime. Les manifestations du culte surpasse et englobe le discours nationaliste qui en devient leur auxiliaire. Si, dans les années 1970, le discours nationaliste est dominé surtout par la

---

1965, pp. 293-315. Voir aussi Michael Shafir, *Political Culture, Intellectual Dissent, and Intellectual Consent* … *op.cit.*, pp. 393-420.

258 Cf. Juan G. Linz, *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder & Londres, Lynn Rienner Publishers, 2000, surtout pp. 151-153 ; Linz inclut explicitement le régime Ceauşescu dans la catégorie des régimes de type sultaniste, à côté du régime communiste nord-coréen et de certaines dictatures d'Afrique et d'Amérique Latin.

259 Pour les références au régime Ceauşescu, voir H. E. Chehabi, Juan G. Linz, eds, *Sultanistic Regimes* … *op.cit.*, surtout pp. 19-20.

préoccupation de construire une liaison explicite entre l'histoire du PCR et l'histoire des Roumains, dans les années 1980, cette préoccupation est remplacée par un effort analogue dans ses formes de manifestation et dans ses arguments, mais destinée à intégrer la personnalité du leader du Parti dans le lignage glorieux des grands héros nationaux. L'un des buts de la propagande qu'imagine cet ensemble de rites politiques est celui de donner l'impression que le régime est intemporel, éternel, et donc indétrônable. Ainsi, les dates de naissance de Nicolae et Elena Ceauşescu – le 7 et le 26 janvier – sont investies du statut de fêtes quasi-nationales et font l'objet de célébrations annuelles fastueuses. En même temps, les fêtes officielles liées à l'histoire du communisme en Roumanie – le 1er mai, le 8 mai, le 23 août, le 1er décembre – sont associées à la personne du secrétaire général du PCR.[260] Le IXème congrès du PCR, celui qui a élu Ceauşescu comme secrétaire général du parti, est transformé en élément référentiel du culte.[261]

Au niveau de l'autorité politique effective, Elena Ceauşescu continue de contrôler la Section des Cadres du Comité central ainsi que les principales institutions qui établissent la politique générale dans les domaines de la culture et de la recherche scientifique. Autour d'elle mais également autour de son fils, Nicu, se précisent deux noyaux d'autorité, constitués par des membres de la direction du Parti et de l'Etat dont les positions personnelles sont directement liées à la confiance que les deux membres de la famille Ceauşescu leur octroient. La plupart des femmes promues dans la direction du Parti à partir de 1974 ont des évolutions politiques liées à leurs relations personnelles avec Elena Ceauşescu.[262] Les carrières politiques des hauts dignitaires comme Emil Bobu, Tudor Postelnicu (dernier ministre de l'Intérieur du régime Ceauşescu) ou Eugen Florescu (ancien journaliste à « Scânteia », membre de l'appareil de propagande du Comité central et conseiller du Cabinet de Nicolae Ceauşescu) sont liées de manière analogue à leur appartenance au cercle d'influences constitué autour de

---

260 La consécration définitive de ce type de célébrations se produit en 1984, à l'inauguration du chenal navigable Danube-Mer Noire, quand les manifestations organisées à cette occasion présentent Nicolae Ceauşescu comme personnage principal et seul auteur du projet (cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1985* … *op.cit.*, 1986, p. 319). A partir de là, aux manifestations du culte s'ajoutent une nouvelle catégorie de symboles, celle des grands réalisations « civilisatrices » du Conducator : le métro de Bucarest, le chenal Danube-Mer Noire, la future Maison du Peuple et le futur boulevard de la Victoire du Socialisme.

261 *Ibidem*, 1984, p. 362. Dès 1983, l'évolution du culte de la famille Ceauşescu suscite des comparaisons de plus en plus ouvertes et de plus en plus fréquentes avec le culte de Kim Ir Sen et de son fils, en Corée du Nord. En fait, l'association de Kim Jong Il au pouvoir, à côté de son père, se produit seulement en 1983, ultérieurement à l'association au pouvoir d'Elena et Nicu Ceauşescu, en Roumanie. On peut également remarquer que, par comparaison, le cas coréen soulève moins de problèmes d'interprétation des raisons politiques cachées derrière l'association du successeur au culte du leader en titre ; voir Young Whan Kihl, « North Korea in 1983 : Transforming the « Hermit Kingdom » ? », in *Asian Survey*, vol. 24, no 1, janvier 1984, pp. 100-111.

262 Voir à ce propos, Vladimir Tismăneanu, *Byzantine Rites, Stalinist Follies …op.cit.*, pp. 65-90.

l'épouse de Ceauşescu.[263] Des ascensions similaires sont observables dans le groupement constitué autour de Nicu Ceauşescu dont la carrière politique continue son ascension.[264] La composition de ces groupes d'intérêts, l'étendue de leur influence, la façon dont ils interfèrent dans la direction politique du pays et la nature des intérêts qu'ils représentent à l'intérieur du régime Ceauşescu sont loin d'être bien documentés dans l'historiographie du communisme roumain. Pourtant la détérioration accélérée du processus de décision politique et de la situation économique du pays au long des années 1981-1989, ainsi que les signes de plus en plus évidents de la corruption au niveau de l'appareil administratif laissent supposer une atomisation accentuée de la nomenklatura communiste tant au niveau central qu'au niveau local.[265] Ils laissent également supposer que le ressort principal de la constitution des différents groupes d'intérêts est la préoccupation des membres de l'appareil administratif du Parti et de l'Etat de s'assurer la survie individuelle et de garder leurs privilèges à l'intérieur d'un système en pleine détérioration.[266]

Dans les années 1980, la politique de rotation des cadres s'installe dans la routine, avec des moments plus dramatiques (comme en 1982 quand, suite à l'épisode de la « Méditation transcendantale »[267], environ 250 activistes du PCR perdent leurs postes) ou des

---

263 La destitution temporaire d'Eugen Florescu de ses fonctions du Comité central, en 1983, a été considérée à l'époque comme indice d'une dispute entre les époux Ceauşescu suite aux protestations des milieux intellectuels contre les décisions politiques d'Elena Ceauşescu (*Yearbook on International Communist Affairs, 1984 … op.cit.*, 1985, p. 363). En fait, dés le début des années 1980, on peut constater une diminution de la présence d'Elena Ceauşescu dans les décisions concernant la propagande du régime en faveur d'Ilie Ceauşescu, frère du secrétaire général et général de l'Armée roumaine. Ce changement entraîne des modifications de nuances et non pas de substance dans les moyens et les grands thèmes du discours officiel.

264 En 1985, suite au remplacement dans la fonction de ministre des Affaires Etrangères de Ştefan Andrei, personnage très connu et un des artisans du rapprochement des années 1970 entre la Roumanie et les Etats-Unis, mais également l'un des membres du groupement constitué autour de Nicu Ceauşescu, par un quasi-anonyme, lui aussi membre du même groupement, fait surgir des rumeurs sur une proche nomination de Nicu Ceauşescu à la tête du Ministère des Affaires Etrangères (cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1986 … op.cit.*, 1987, p. 328).

265 Les premiers signes de l'articulation d'intérêts financiers individuels à l'intérieur des institutions supportant le régime communiste roumain deviennent publics dès le début des années 1980. Par exemple, pendant la visite à Bucarest de Hans Dietrich Genscher, ministre des Affaires Etrangères de la République Fédérale d'Allemagne (RFA), en août 1983, celui-ci a informé Nicolae Ceauşescu sur la question des pots-de-vin « demi-officiels » payés aux autorités roumaines par les citoyens d'origine allemande qui voulaient quitter la Roumanie pour s'établir en RFA. Le cas a été signalé dans la presse ouest-allemande par l'organisation des saxons de Transylvanie, constituée à Munich et qui présupposait que les sommes d'argent étaient dirigées vers les hauts officiels du Service roumain des passeports, un des services subordonnés à la police politique (Bibliotheque de Documentation Internationale Contemporaine – Nanterre (BDIC), *Radio Free Europe. Domestic Bloc*, no. 159, 18 août 1983).

266 Des études sociologiques récentes ont montré l'importance de la « reconversion économique » des élites communistes dans la reconstruction des structures capitalistes à la veille de l'effondrement des régimes communistes (Voire surtout Georges Mink et Jean-Charles Szurek, *La grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, Editions Seuil, 1999, pp. 9-19 et passim). Pour la Roumanie, une éventuelle étude de ce genre pourrait clarifier, d'une manière plus ou moins directe, le rôle analogue des groupes d'influence constitués autour des membres de la famille Ceauşescu.

267 A la fin des années 1970, un Suisse d'origine roumaine, Nicolae Stoian, membre d'une école de yoga dénommée la « Méditation transcendantale », persuade les autorités communistes de Bucarest –

périodes d'accalmie durant lesquelles l'activité de gestion des ressources humaines à l'intérieur du PCR reste formelle, s'appliquant à entretenir l'illusion d'une capacité de régulation des mécanismes politiques.

Le caractère profondément arbitraire des décisions concernant la rotation des cadres ne fait que s'accentuer depuis les années 1970. Le manque de sécurité des positions de la nomenklatura roumaine est encore plus marqué par l'impression générale que, avec la généralisation des difficultés économique du pays, la politique de rotation des cadres devient un instrument efficace utilisé par Nicolae Ceauşescu pour détourner l'attention de l'opinion roumaine vers des boucs émissaires qu'il désigne des membres de la direction du PCR dans l'espoir d'éviter les mécontentements concernant sa propre responsabilité ou la nécessité de mettre en question ses erreurs de décision politique. L'imprévisibilité croissante des décisions prises par Ceauşescu ainsi que leur caractère de plus en plus contradictoire sont mieux observables dans des conditions où sa volonté personnelle devient la source principale de l'idéologie du régime.[268]

L'appareil d'Etat et celui du Parti sont affectés dans des proportions semblables par la personnalisation excessive du pouvoir. En dehors de la fusion des deux appareils, leurs pouvoirs de décision sont escamotés d'une manière de plus en plus ouverte. Le Comité central du PCR devient un organe plutôt décoratif, ainsi que la Grande Assemblée Nationale. Leurs séances n'ont plus de régularité et n'ont pour objet que d'approuver de façon formelle les décisions prises dans le cercle de pouvoir de la famille Ceauşescu. La plus importante des séances annuelles de la Grande Assemblée Nationale se tient au mois de décembre avec pour seule mission de voter un budget déjà décidé.[269] D'une façon similaire, le Comité Politique Exécutif continue d'être dominé par les membres et les fidèles de la famille Ceauşescu. Dès la deuxième moitié des années 1980, on peut observer la généralisation d'une pratique

---

apparemment surtout des membres de la direction du PCR et de la police politique liés à Elena Ceauşescu – des vertus de cette technique de yoga dans la croissance de l'efficacité du travail physique. Il reçoit la permission de mener un exercice expérimental avec les employés de l'Institut roumain de pédagogie. Aux séances tenues à l'Institut en 1981 participent des intellectuels de plusieurs institutions culturelles roumaines, ainsi que des membres de la police politique. Mais en 1982, Nicolae Ceauşescu change brusquement d'avis et décide d'interdire les séances de « Méditation transcendantale », de destituer les cadres du PCR qui ont autorisé l'activité de Stoian en Roumanie et de dissoudre l'Institut roumain de Pédagogie. Un nombre important d'intellectuels – parmi lesquels se trouvait le philosophe Andrei Plesu – a perdu à cette occasion sa position académique, a été exclu du Parti et obligé de suivre des stages de « rééducation » à la campagne ou dans des usines, comme main d'œuvre non qualifiée. Cf. Doina Jela, Cătălin Strat, Mihai Albu, *Afacerea Meditaţia transcendentală* [L'affaire Méditation transcendantale], Bucarest, Editions Humanitas, 2004. Voir aussi *Yearbook on International Communist Affairs, 1983* … *op.cit.*, 1984, pp. 330-331.

268 Cette observation est reprise par plusieurs analystes de l'époque. Voir *Yearbook on International Communist Affairs, 1986* … *op.cit.*, 1987, pp. 328-329, et Şerban Orescu, « Domnul Ceauşescu si conducerea de partid » [Monsieur Ceauşescu et la direction du Parti], in BDIC, *Radio Free Europe. Domestic Report*, no. 154, 11 août 1983.

269 Cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1985* … *op.cit.*, 1986, p. 321.

significative : les décrets présidentiels sont signés par Nicolae Ceauşescu avant même qu'ils soient approuvés par le Comité central et par la Grande Assemblée Nationale.[270] Loin de représenter des instances de décision, les conférences nationales et les congrès du PCR constituent autant d'occasions pour la célébration du culte de Ceauşescu et la confirmation de l'allégeance de la nomenklatura à l'égard de sa personne.[271]

L'insécurité chronique de la nomenklatura roumaine s'installe dès 1986, dans le contexte de l'initiation dans l'URSS des réformes de Mikhaïl Gorbatchev, en source d'articulation d'intérêts spécifiques des échelons inférieures de la direction du PCR, qui divergent des intérêts de la famille Ceauşescu et des groupes d'acteurs constitués autour d'elle. De manière prépondérante, c'est la position d'autorité détenue par Elena Ceauşescu fait surgir le mécontentement à l'intérieur de l'appareil du PCR. Dès 1986, on constate les premiers signes d'une opposition par rapport à la légitimité de l'épouse de Nicolae Ceauşescu au sommet de la hiérarchie politique.[272] Cette résistance de la nomenklatura roumaine au « socialisme dynastique » dominé par la famille Ceauşescu ne devient pourtant significative que grâce au soutien qu'elle reçoit de l'extérieur, particulièrement de la part de l'URSS.[273] Cette évolution est particulièrement importante pour le régime communiste de Roumanie où, comme l'observe Vladimir Tismăneanu, la nomenklatura représente « la seule couche sociale cohérente qui pourrait s'opposer aux intentions de Ceauşescu de transformer la Roumanie en une dictature du Tiers-Monde ».[274]

Le problème prédominant de la Roumanie des années 1980 est la crise économique, constamment aggravée par l'obstination à vouloir promouvoir une politique d'industrialisation chaotique. En 1981, la crise est déjà chronique et se traduit dans la vie quotidienne par la pénurie énergétique et alimentaire. A la fin de cette année, l'économie roumaine, fragilisée par un taux d'endettement des plus élevés de l'Europe de l'Est, se retrouve en incapacité de rembourser ses dettes. Le régime Ceauşescu se voit obligé de

---

270 *Ibidem*, 1988, p. 352.

271 Les deux congrès des années 1980, le XIII^{ème} (19-22 novembre 1984) et le XIV^{ème} (le 20-24 novembre 1989) ont une importance quasi-nulle au niveau des décisions politiques qu'ils ont adoptées. Tenu quelques mois avant l'effondrement violent du régime, le XIV^{ème} Congrès, proclamé par la propagande officielle comme « le congrès du triomphe du socialisme », est placé sous le signe du rejet ultime des réformes politiques et économique d'inspiration gorbatchévienne. L'atmosphère surréaliste qui a dominé ce dernier congrès du PCR est décrite par un des interprètes de Mikhaïl Gorbatchev, Ceslav Ciobanu, « Mikhail Gorbachev : The Decay of Socialism and the renaissance of Eastern Europe (from the Perspective of an Insider) », in *East European Politics and Societies*, vol. 18, no. 1, 2004, pp. 54-55.

272 Cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1987 … op.cit.*, 1988, p. 335. Cette opposition a constitué en fait le point de départ d'un mouvement de la nomenklatura roumaine qui essaie à la fin des années 1980 de trouver une solution alternative pour remplacer Nicolae Ceauşescu à la tête du PCR.

273 Par exemple, en 1988, à l'occasion de la visite en Roumanie d'Andreï Gromyko, président du Soviet Suprême de l'URSS, celui-ci refuse explicitement la présence d'Elena Ceauşescu pendant les discussions bilatérales. *Ibidem*, 1989, p. 355.

274 Vladimir Tismăneanu, *The Tragicomedy of Romanian Communism …op.cit.*, p. 374.

solliciter les milieux financiers internationaux de rééchelonner les dettes. Une aide d'urgence de 1,5 milliard de dollars, débloqué en juin 1981 par le Fond Monétaire International, est loin de rétablir l'équilibre de la balance des payements.[275] La réponse à long terme du régime Ceauşescu à cette situation de crise consiste en une stratégie duale : d'une part, la réduction dramatique de la consommation interne, avec des effets des plus dramatiques sur l'approvisionnement de la population[276] ; d'autre part, des investissements encore plus poussées dans le domaine de l'industrie lourde et de l'urbanisation. Dans le contexte de pénurie généralisée ressentie par toutes les franges de la population, le leader roumain choisit d'imposer ses solutions pour sortir de la crise à l'aide de mesures coercitives dressées contre toutes les couches de la société et par une politique de répression résolue des résistances rencontrées dans la nomenklatura du parti.

La mobilisation décrétée en vue de dépasser la crise signifie avant tout un effort pénible et de longue durée pour la société roumaine dans son ensemble. En 1983, le régime décide de la mobilisation des militaires, des étudiants et des élèves comme main-d'œuvre pour l'agriculture. La même année, on introduit dans toutes les branches de l'industrie roumaine le système de salarisation par « l'accord global », un mécanisme économique *ad hoc* qui, sous prétexte de transférer le contrôle de la production aux communautés d'ouvriers, rend en fait possible – parce que le pouvoir de décision concernant l'évolution générale de l'économie roumaine reste au niveau de la direction centrale – le transfert des pertes de l'économie du budget national vers les ménages ouvriers. L'effort extraordinaire pour rembourser les dettes du pays[277], qui visait à sortir du giron des institutions financières internationales, engendre une détérioration encore plus marquée des conditions générales de vie et la pénurie alimentaire reste une réalité omniprésente tout au long des années 1980. En 1981, Ceauşescu fait adopter plusieurs décrets dont la finalité est de résoudre le problème de la pénurie à l'aide de mesures d'éradication du marché noir et de rationalisation de la distribution des produits alimentaires. Un premier décret, adopté le 10 octobre 1981, institue des peines allant de six moins jusqu'à cinq ans de prison pour le « stockage d'aliments » et interdit l'utilisation des céréales comme fourrages pour les bétails. Le décret prévoit également une territorialisation de la distribution de certains biens alimentaires – notamment

275 Cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1982 … op.cit.*, 1983, p. 461.

276 En 1983, le revenu par habitant est tombé de 9,5% par rapport à l'année 1981 et s'est accompagné d'une baisse correspondante du pouvoir d'achat (*Ibidem*, 1985, pp. 322-323).

277 L'intention initiale de Ceauşescu était de rembourser l'intégralité des dettes en 1990, mais l'objectif est accompli seulement en avril 1989. Après l'annonce officielle du remboursement intégral de la dette, la Grande Assemblée Nationale adopte une loi interdisant des nouveaux endettements à l'extérieur ; *Scânteia* [L'Etincelle], le 19 avril 1989.

le sucre et l'huile – qu'on ne peut plus acheter que dans sa région de résidence.[278] Distancé d'une semaine de ce premier décret, un deuxième établi le principe de la « rationalisation de la consommation » par « autogestion régionale ». Cette mesure législative introduit la responsabilité des autorités locale – tans celles relevant du Parti que celle de l'Etat – dans l'approvisionnement des départements tout en prévoyant des quotas individuels annuels pour les céréales et les produits de panification.[279] Des mesures similaires sont adoptées dans le domaine de la consommation domestique d'électricité et de l'éclairage des rues.[280]

Conformément à sa stratégie de simulation politique, Ceauşescu procède à la mobilisation de tout l'appareil de propagande pour ajuster le discours public du régime à la nouvelle situation de crise. Participant au IIème Congrès de l'agriculture (19-21 février 1981), il profite de l'occasion pour lancer un nouveau message idéologique, celui d'une « nouvelle révolution agraire » et promet de corriger les erreurs de l'industrialisation.[281] Cependant, cette promesse ne se trouve pas concrétisée dans les objectifs du quinquennat 1981-1985. Le seul effort visible pour surpasser les effets de la crise reste la revitalisation d'une propagande de type stalinien destinée à légitimer la préemption du politique dans les décisions concernant la vie économiques. En février 1982, le Comité Politique Exécutif décide, parmi d'autres mesures destinées à améliorer la situation économique du pays, de nommer des instructeurs politiques du Comite central du PCR auprès les institutions de l'administration locale. Dans la même logique, on envoie dans les villages des agents de l'*agit-prop* avec la mission de stimuler, à l'aide d'une revitalisation de la propagande, la croissance de la production. Les attributions de contrôle de la production dans les usines sont transférées des syndicats vers les organisations du Parti.[282]

Tout au long des années 1980, la rotation des cadres touche les dignitaires du régime ayant des attributions dans les domaines de l'agriculture, des finances et de la politique énergétique. En 1981, pas moins de neuf ministres sont obligés de quitter leurs fonctions.[283] En septembre 1981, on procède à la réorganisation des ministères au profil économique dont le résultat le plus notable est la scission des ministères des Constructions Mécaniques et des

---

278 Cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1985 … op.cit.,* 1986, p. 461.

279 *Ibidem,* p. 462.

280 Les correspondants étrangers à Bucarest remarquent déjà au début des années 1980 la détérioration du paysage urbaine suite aux mesures de rationalisation de l'électricité; cf. *New York Times,* 20 octobre 1982, *The Economist,* 23 octobre 1982.

281 Cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1982 … op.cit.,* 1983, p. 462.

282 *Ibidem,* 1983, p. 328.

283 Ceauşescu se sépare définitivement à cette occasion de deux de ses supporters marquants des années 1965-1969 : Paul Niculescu-Mizil et Virgil Trofin. Mizil est destitué de ses fonctions d'adjoint du Premier Ministre et de ministre des Finances et perd également sa position de membre du Bureau Permanent du Comité Central ; à son tour, Virgil Trofin est relevé de la fonction de ministre des Mines et éliminé du Comité Central (*Ibidem*, 1982, pp. 458-458).

Mines, du Pétrole et de la Géologie, ce dernier dirigé était jusque-là par Virgil Trofin. Mais ces manœuvres restent étroitement concentrée sur le contrôle des institutions de propagande et devient visible avec la nomination à la tête de la Radiotélévision roumaine d'un ex-secrétaire du Comite central du PCR, Ilie Radulescu. En 1982, Cornel Burtică est relevé de la fonction de ministre du Commerce Extérieur sous prétexte d'un scandale de corruption révélé à l'intérieur de ce ministère. Suivant le témoignage de Burtică, sa démission est intervenue après plusieurs disputes avec la famille Ceauşescu et avec les responsables de la police politique chargés du commerce extérieur, mais surtout suite à son refus d'appliquer les décisions politiques aberrantes dans ce domaine sensible de l'économie roumaine.[284] Intervenu où la crise financière était culminante, on peut supposer que cet épisode avait plutôt pour objectif d'identifier de nouveaux boucs-émissaires et d'occulter les responsabilités de la famille Ceauşescu dans la faillite économique de la Roumanie. A l'époque, les milieux politiques internationaux ont remarqué l'apparence d'intimidation que Ceauşescu a voulu donner à cette destitution devant les membres de la nomenklatura roumaine.[285] En 1984, dans les préliminaires du XIIIème Congres du PCR, la pratique de la rotation des cadres connaît un nouveau sommet : 17 des 40 secrétaires départementaux du parti sont remplacés pendant les premiers dix mois de l'année. Parmi ceux qui perdent leurs positions dans la direction du PCR se trouve Iosif Banc, Hongrois de Transylvanie et seul représentant d'une minorité nationale dans le Bureau Politique.[286] Ces changements n'apportent pourtant aucune innovation politique. Ils ne font que prolonger le renforcement du monopole exercé par la famille Ceauşescu et le groupe qui gravite autour d'elle sur l'appareil du PCR et sur l'administration d'Etat sans apporter une quelconque forme d'efficacité au pouvoir.

Le refus d'adopter une stratégie réaliste de réformes économiques et la tentative de réponse à une crise systémique par des mesures de centralisation du contrôle sont accompagnés, en particulier à partir de 1984, par l'adoption d'une politique d'investissements qu'on pourrait qualifier « de prestige ». Les principales motivations de cette politique sont à rechercher dans la mégalomanie de la famille Ceauşescu, mais aussi dans le besoin du régime de recourir à de nouveaux arguments de légitimité économique. En mai 1984, pendant les festivités occasionnées par l'inauguration du chenal Danube-Mer Noire, Ceauşescu annonce son intention de construire deux autres chenaux du même type, dont l'un devait lier le Danube à la petite rivière Dambovitza qui traverse Bucarest. Un mois plus tard commencent les

284 Cf. Rodica Chelaru, *op.cit.*, pp. 205-212.
285 Cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1983 … op.cit.*, 1984, p. 331.
286 *Ibidem*, 1985, p. 321.

démolitions dans le centre historique de la capitale[287] en conformité avec un plan de systématisation élaboré en 1974 mais qui à l'origine devrait permettre la modernisation des quartiers pauvres de la périphérie. Environ 40.000 personnes se voient obligés de quitter les zones résidentielles affectées par la construction de la Maison du Peuple, ceux qui essaient de résister sont évacués par l'Armée. Entre 1984 et 1989 les coûts du chantier s'élève à 300 millions dollars, un effort financier qui ne fait qu'aggraver la situation économique du pays.[288]

En mars 1988 on décide de mettre en œuvre un nouveau projet de systématisation, beaucoup plus ambitieux, visant la modification de l'habitat rural.[289] Conformément à ce projet, le nombre des villages roumains devrait diminuer d'une moitié jusqu'en 2000. La population rurale devrait être massée dans des « centres agro-industriels » pour habiter des bâtiments similaires à ceux existants dans les régions urbaines. Suivant les estimations des autorités communistes, cette modification dramatique des conditions de vie des familles paysannes devrait permettre d'augmenter de 660.000 hectares la surface totale du terrain agricole exploitable[290]. Mais elle était aussi supposée engendrer une modernisation de l'habitat rural conformément à l'idéologie marxiste-léniniste, par excellence urbaniste et industrialiste. Le projet de systématisation rurale produit des effets désastreux sur l'habitat rural traditionnel, douloureusement ressentis surtout dans les régions où les minorités nationales constituent la majorité. Il s'ajoute ainsi aux effets sociaux catastrophiques de la politique nataliste[291]. Par conséquent, le régime communiste de Bucarest se retrouve vers sa fin face à une vague de protestations internationales exprimées tant par les gouvernements que par les organisations pour la défense des droits de l'homme.[292]

---

287 Conformément aux informations diffusées par la Radio Free Europe, un an après le début du projet, au moins 10 églises et 3 synagogues étaient déjà démolies sans compter d'autres bâtiments appartenant au patrimoine culturel national. (BDIC, *Radio Free Europe. Situation Report –Romania*, 13 août 1985) Un nombre d'intellectuels roumains ont initié en 1985 une protestation soutenue par l'ambassadeur américain à Bucarest, David Funderburk. En 1987, suite aux disputes concernant les violations répétées par le régime Ceaușescu des droits à la libre circulation et à l'exercice des croyances religieuses, le Congrès américain refuse de renouveler la clause de la nation la plus favorisée, ce qui cause à la Roumanie des pertes économiques d'environ 300 millions de dollars (*ibidem*, 1988, pp. 309-311)

288 Pour des informations plus détaillées voir Darrik Danta, « Ceaușescu's Bucharest », in *Geographical Review*, vol. 83, no. 2, avril 1993, pp. 174-181.

289 La Commission chargée de surveiller ce projet, constituée en mai 1988, était présidée par le Premier Ministre Constantin Dăscălescu, signe de l'importance particulière que le régime Ceaușescu lui accordait (*Yearbook on International Communist Affairs, 1989 … op.cit.*, 1990, p. 354).

290 Chiffres fournis par le journal *Scânteia* [L'Etincelle] de 4 mars 1988.

291 Les premières mesures visant la croissance de la natalité datent de la fin des années 1960, mais la politique nataliste du régime Ceaușescu devient menaçante pour ses citoyens dès 1984, quand on adopte une première série de mesures qualifiées d'orwelliennes par la presse internationale. La situation est d'autant plus grave que ces mesures interviennent dans un moment où le taux de la mortalité infantile en Roumanie est le plus élevé de toute l'Europe de l'Est (cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1985 … op.cit.*, 1986, p. 323).

292 Voir, par exemple, *Report on Situation of the Hungarian Minority in Romania, prepared for the Democratic Forum*, Budapest, 1988, pp. 35-36, où on fait une parallèle explicite entre les projets d' « ingénierie sociale » du régime Ceaușescu et ceux analogues menés par l'Allemagne nazie.

Dans la deuxième moitié des années 1980, le rejet inflexible de toute discussion concernant la nécessité de réformer le système communiste devient le trait distinctif du discours politique pratiqué par le régime Ceauşescu. Une première prise de position anti-réformiste de Nicolae Ceauşescu est enregistrée en novembre 1985 quand, à l'occasion d'un des plénums du Comite central, il fait connaître sa décision de ne tolérer à l'intérieur du PCR aucun courant idéologique visant la réforme de l'économie ou des institutions politiques sous l'influence des évolutions générales est-européennes. Ceauşescu présente à la même occasion sa propre vision sur la situation difficile du régime communiste en Roumanie : selon lui, les échecs du régime, surtout ceux relevant du domaine économique, n'étaient pas de nature à mettre en question les vérités de l'idéologie communiste, parce qu'ils étaient à imputer exclusivement au « manque de responsabilité de certains activistes qui n'ont pas respecté les lois du pays et les décisions du Parti ». A l'avis du leader roumain, le « socialisme de marché » ne représentait qu'une transgression des « principes du socialisme ». [293] Dans les années suivantes, jusqu'à la chute de son régime, Ceauşescu est resté intraitable à ce propos et ce au prix d'une isolation quasi-totale de la Roumanie à l'intérieur même du camp socialiste. Ses quelques rencontres avec Mikhaïl Gorbatchev, en 1988-1989, restent marquées par les tensions provoquées par la position réformiste du leader soviétique.[294] Ceauşescu se retrouve en 1989 dans une situation paradoxale, quand il demande aux autres leaders communistes de respecter la « doctrine Brejnev » à propos des évolutions de Pologne et de la Hongrie après avoir lui-même protesté contre cette doctrine au moment de son adoption par les Soviétiques et dans un contexte où la direction du PCUS renonce à la promouvoir.[295]

Devant la nouvelle orientation de Moscou et dans les conditions où la famille Ceauşescu refuse obstinément tout dialogue politique, des groupements de la nomenklatura et de la police politique roumaine commencent les démarches pour remplacer Nicolae Ceauşescu à la tête du PCR, dans un effort ultime pour reconstruire une solidarité entre les Roumains et un parti communiste débarrassé de son leader autoritaire.[296] La stratégie choisit

---

293 *Scânteia* [L'Etincelle], 15 novembre 1985.

294 Le témoignage de Constantin Olteanu, ancien maire de Bucarest et l'un des membres du Comité central qui ont accompagné Ceauşescu durant ses deux dernières rencontres avec Gorbatchev, laisse deviner un Ceauşescu qui imaginait ses nouvelles disputes avec le Kremlin comme une prolongation du moment 1968 ; il laisse également deviner que cette attitude de Nicolae Ceauşescu était perçue par les autres membres de la hiérarchie communiste roumaine comme une attitude de dignité devant la volonté écrasante de Moscou. Cf. Constantin Olteanu, « Despre ultimele întâlniri între Ceausescu şi Gorbaciov, 8-10 iulie şi 4 decembrie 1989 » [Sur les dernières rencontres entre Ceausescu et Gorbatchev, les 8-10 juillet et le 4 décembre 1989], in *« Clio 1989 », Annuaire de l'Institut Roumain de la Révolution de décembre 1989*, 2005, pp. 209-220.

295 Cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1990 … op.cit.*, 1991, pp. 394-395.

296 Voir à ce propos le témoignage de Ceslav Ciobanu, *op.cit.*, p. 52, qui raconte que des cercles de la nomenklatura roumaine ont établi au cours de l'année 1989 des contacts avec les dirigeants soviétiques

par Nicolae Ceaușescu pour se défendre contre l'isolement extrême du pays rend compte une fois de plus de son incapacité d'innovation politique : il renforce le message politique xénophobe et autarcique, au prix d'une fragilisation sans précédent de sa position dans les relations internationales[297], convaincu que le nationalisme représente toujours l'instrument infaillible pour regagner la confiance des Roumains. Mais ce dernier effort de propagande se heurte à l'indifférence massive d'une population dont la seule préoccupation est devenue la recherche quotidienne de moyens de survie et dont le seul horizon d'attente est lié au refuge clandestin à l'Ouest.[298] Dans ces conditions, le renversement de la famille Ceaușescu devient une action politique de plus en plausible. Deux ensembles d'acteurs glissent sur cette pente : d'une part, la nomenklatura et les dirigeants de la *Securitate* – qu'y voient la seule possibilité de préserver leur position politique mais surtout économique – ; d'autre part, une société épuisée suite aux longues années de privations matérielles.

---

pour soutenir Ion Iliescu, présenté comme « future Gorbatchev de la Roumanie » et donc possible successeur de Nicolae Ceaușescu à la tête du PCR.

297 L'évolution des relations entre la Roumanie et la Hongrie à la fin des années 1980 est significative : devant les protestations de Budapest contre l'oppression de la minorité hongroise de Transylvanie, le secrétaire général du PCR n'hésite pas à qualifier les interventions du Gouvernement hongrois de « horthystes et fascistes » (cf. *Yearbook on International Communist Affairs, 1988* … *op.cit.,* 1989, p. 310). En juin 1988, en réaction aux manifestations organisées à Budapest contre le projet roumain de systématisation rurale, le consulat hongrois de Cluj/Koloszvar est obligé de fermer et son personnel est évacué. Suite au même conflit, en novembre 1989 les deux Etats procèdent à l'expulsion réciproque des attachés culturels, situation rares entre pays socialistes. La même année, le Gouvernement de Budapest propose aux autres Etats membres du Traité de Varsovie de constituer à l'intérieur du Traité une commission pour les droits des individus et des minorités nationales tout en sollicitant l'implication de l'URSS dans la situation des minorités de Roumanie. *Ibidem*, p. 356.

298 Conformément à des chiffres fournis par les organisations internationales pour la défense des droits de l'homme, le nombre de citoyens roumains qui ont réussi de quitter illicitement le pays entre 1987 et 1989 s'élevait à 24.000. (*ibidem*, 1990, p. 392). Pour le nombre de citoyens roumains réfugiés en Hongrie dans la même période, voir aussi *Report on the Situation of Hungarian Minority in Romania …op.cit.*, pp. 153-155.

IIème PARTIE

Le Parti et la Nation : enjeux de la production du discours nationaliste du régime Ceauşescu

Pour restituer la complexité des enjeux de la production du discours nationaliste à l'intérieur du régime Ceauşescu, il est nécessaire de faire usage d'un modèle d'analyse qui prend en compte le fait que les politiques de mobilisation sociale promues par le parti communiste peuvent évoluer dans des directions qui ne sont pas toujours consensuelles. Elles ne suivent pas mécaniquement la ligne idéologique et les valeurs officiellement incitées par ce même parti.[299] C'est pourquoi l'interprétation que nous proposons, ayant pour référence la démarche de Michel Foucault[300], s'appuie sur une vision dynamique de l'articulation du pouvoir politique. En suivant ce modèle et ses logiques, nous nous efforcerons dans cette deuxième partie de tracer un schéma de coordonnées qui ne peut être unidirectionnel – par l'analyse exclusive des décisions ou des directions d'action promues de haut en bas de la hiérarchie globale. Il doit également mettre en lumière les façons et les différents niveaux auxquelles se produit l'interaction entre la volonté politique officielle et les producteurs, diffuseurs, récepteurs du discours nationaliste. Ceux-ci interviennent avec leurs propres manières de pensée, de sentir et d'agir dans l'évolution de ce type de discours et dans ces programmations. Autrement dit, il semble important de considérer qu'il existe des échelons subalternes du pouvoir où les acteurs s'accaparent ce qu'imposent à l'origine le parti.

299 Cette idée est développée par Jeffrey C. Goldfarb, « Social Bases of Independent Public Expression in Communist Societies », in *American Journal of Sociology*, vol. 83, no. 4, 1978. Voir surtout pp. 922 : « Public expression supported by the party and state does not necessarily mirror party values, and public expression repressed by the state is not necessarily dissent. Official policies with direct influence on public expression do not simply have the one-dimensional consequence of promoting supportive expression and repressing politically dissent expression » Autrement dit, avec l'expression de Jean-François Bayard, « un appareil de contrôle et de domination n'est pas seulement ce que le pouvoir en veut, mais aussi ce que le peuple en fait » (Jean-François Bayard, « L'énonciation du politique », in *Revue française de science politique*, vol. 35, no. 3, 1985, p. 354).

300 Voir surtout Michel Foucault, *op.cit.*, pp. 754-762

II.1 Acteurs et stratégies de production du discours nationaliste

"Si nous disons tous autre chose que ce que nous pensons,
il en résultera un peuple de menteurs."
(11 ans)[301]

Dans son étude des relations entre le PCR et les intellectuels roumains sur le terrain de l'idéologie nationaliste, Katherine Verdery introduit une nuance particulièrement pertinente concernant les sources du discours nationaliste.[302] Elle constate en effet que le Parti ne peut pas être considéré comme le seul agent responsable de l'instrumentalisation du nationalisme dans la Roumanie communiste. A l'avis de Verdery – auquel notre démarche souscrit – l'intelligentsia roumaine, elle-même utilisatrice de la Nation en tant que *master symbol* de son champ professionnel, « force » en quelque sorte le Parti à agir avec prédilection sur ce terrain.[303]

L'observation de Verdery renvoie à la question du monopole idéologique du PCR sur la production du discours nationaliste. Retracer le tableau général de la production du discours nationaliste dans la Roumanie de Ceauşescu, décrire le positionnement des acteurs impliqués dans cette action, la nature et le fonctionnement des relations qui s'établissent entre eux supposent également une mise en discussion de ce monopole recherché par le Parti pour comprendre si et comment il fonctionne en tant que réalité de facto ou si nous nous trouvons en présence d'une assertion qui n'arrive pas à dépasser le registre discursif de l'intentionnalité politique. A la différence de Verdery, nous considérons que la production du discours nationaliste dans la Roumanie de Ceauşescu ne se partage pas seulement entre deux acteurs principaux, le Parti d'un côté et les intellectuels de l'autre, mais que plusieurs agents

301 Daniela Alexandru, Irina Nicolau, Ciprian Voicilă, *op. cit*, p. 35

302 Katherine Verdery, *National Ideology under Socialism. Identity and Cultural Politics in Ceauşescu's Romania*, Berkeley&Los Angeles&Oxford, University of California Press, 1991, pp. 121-122.

303 Voir *ibidem*, p. 122: « I see the national ideology that became a hallmark of Ceauşescu's Romania as having several sources, only one of which was its purposeful instrumentalization by the Party. To a considerable extent, I argue, the Party was forced (not unwillingly) under pressure from others, especially intellectuals, whom it could fully engage in no other manner. These intellectuals were drawing upon personal concerns and traditions of inquiry that made the Nation a continuing and urgent reality for them despite its official interdiction. They were also engaged in conflicts among themselves for which, as before, the Nation provided a basic idiom. To use a different phrasing, Romanian intellectuals were utilizing something – the Nation – that we might call a master symbol, one having the capacity to dominate the field of symbols and discourses in which it was employed, pressing the meanings of other terms and symbols in its own direction ».

interviennent dans cette fabrication, chacun avec ses visions, ses stratégies, ses intérêts, ses marges de manoeuvres et ses moyens spécifiques. Nous nous concentrerons, dans les lignes suivantes, sur ce tableau général, en décrivant la typologie des acteurs, des interactions entre eux ainsi que leurs manières d'influencer la production du discours nationaliste.

Tout comme Katherine Verdery[304], nous prenons dès le début une précaution méthodologique : la description de ce tableau complexe n'équivaut pas à nier du rôle prépondérant du PCR dans l'instrumentalisation du nationalisme roumain. Le Parti reste le principal leader et surtout le principal allocataire de ressources, son influence sur le positionnement des autres acteurs est décisive et par conséquent structurante du champ de la production du discours nationaliste.

Une deuxième observation nécessaire concerne les stratégies de production du discours nationaliste, stratégies qui ont également un rôle structurant les relations entre acteurs. Pour cette démarche, nous considérons utile d'employer les hypothèses de Maria Markus concernant la légitimation explicite et implicite (*overt and covert legitimation*) des partis communistes est-européens.[305] Markus constate que ces partis pratiquent une double stratégie de légitimation, dont le rôle fondamental est de renforcer leur crédibilité politique par des modalités contournées, destinées à limiter la distance entre le projet politique utopique soutenu par leur discours officiel et la réalité politique et sociale dans laquelle ils doivent évoluer.[306] L'échec de ce projet est vite démontré par la transformation de ce type de discours en verbiage rituel ayant une fonction légitimatrice mais aussi d'affirmation répressive du monopole sur les formes d'expression publique. Par conséquent, tandis que le discours officiel, explicite, reste plutôt figé et, vue de l'extérieur, ne se modifie que très lentement par l'introduction de nuances presque imperceptibles, il fonctionne toujours subsidiairement un deuxième discours de légitimation, le discours implicite, que les régimes communistes emploient dans leurs relations avec les individus ou avec des groupes.[307] Le discours implicite, comme expression de l'exercice périphérique et déformé du pouvoir, est plus dynamique, plus flexible, plus sensible aux attentes et aux valeurs partagées par la société. Ce qui revient à dire que c'est,

304 *Ibidem*, p. 133.

305 Maria Markus, *op.cit.*, pp. 82-93.

306 *Ibidem*, p. 88

307 Cf. *ibidem*, p. 88: « [This process] means a simultaneous reference by the officials of the regime themselves to two different and often contradictory principles in the same sphere, one of which is openly proclaimed on « public » occasions and the other ina more covert way in dealings with individuals an smaller groups ». Voir aussi la definition générale de Markus pour les discourse ouvert et couvert: « Internationalist references in overt legitimation are replaced within this system of covert legitimation by nationalist ones; the principle of collectivism is replaced by a competitive individualism, by the ideology and practice of 'bettering one's own lot' and emphasis on familial values; the aim of humanization of social relations is replaced by an orientation towards 'modernisation', primarly in the sens of economic growth, etc. ».

dans une large mesure, lui qui se constitue en vrai baromètre et agent socialisateur des tactiques employées par le régime communiste pour compenser ses crises de légitimité.

Dans le cas particulier du régime Ceauşescu, les modalités de légitimation explicite et implicite sont largement utilisées mais pas toujours facilement repérables dans la production du discours nationaliste. Le point de rencontre entre les deux types de discours de légitimation coïncide, dans ce cas, avec le point de rencontre entre le projet marxiste-léniniste qui constitue le fondement idéologique du PCR et la culture politique traditionnelle, nationaliste qui structure les croyances et les valeurs de la société roumaine dans son ensemble. La façon dont se produit cette rencontre ne relève pourtant pas nécessairement d'un projet prédéterminé. Le Parti lance les signes de « roumanisation » de l'idéologie marxiste-léniniste et les autres acteurs reprennent ce message en s'adaptant aux nouvelles règles du jeu politique en fonction de manières qui leur sont spécifiques. Le message initial est ainsi retravaillé par des instances intermédiaires et les effets de cette opération ne sont pas toujours contrôlables par l'instance dirigeante. La sélection des valeurs traditionnelles, regardée par le Parti comme son apanage, devient ainsi un terrain disputé par des forces multiples, interconnectées, agissant le plus souvent d'une manière concurrentielle. Ses résultats finaux ne sont pas toujours – et surtout pas exclusivement – maîtrisés. Si le domaine du discours explicite est sensiblement moins influencé par le jeu des conflits entre les acteurs participants à ce jeu de pouvoir, le discours et les stratégies implicites constituent le terrain privilégié où se manifestent les tensions, les contradictions et les fragilités du communisme nationaliste roumain.

II.1.a. Acteurs et réseau de production du discours nationaliste

Le modèle théorique proposé par Maria Markus est construit en fonction du Parti en tant qu'acteur unique du processus de légitimation explicite et implicite.[308] Les modalités de production du discours nationaliste roumain nous obligent à nuancer un peu plus encore ce modèle d'interprétation. Pour restituer l'intégralité du processus, notre analyse doit prendre en compte le fonctionnement d'un réseau d'acteurs, à l'intérieur duquel le Parti se constitue en acteur principal et non pas solitaire. Aux différents niveaux de ce réseau – niveaux qui, du point de vue des messages qu'ils transmettent et des relations entre les acteurs, ne se présentent pas eux non plus comme homogènes – chaque acteur agit avec un certain degré d'autonomie relatif. Chacun intervient avec une voix qui lui est propre, avec des intérêts

308 Voir ses explications concernant le fonctionnement du monopole du Parti dans les sociétés de type soviétique: « In these societies a sole or dominant party constitutes the repository of both political and economical authority and it integrates the totality of social life under the primacy of the political sphere ». *Ibidem*, p. 83.

spécifiques, plus ou moins ouvertement définis mais qui – notamment en ce qui concerne les « intellectuels » – peuvent transgresser le domaine du politique pour s'articuler en fonction de leurs propres champs professionnels. Les rapports de correspondance entre le champ du discours explicite et celui du discours implicite prennent forme en fonction de deux éléments principaux. Le premier, et apparemment le plus important, est la nécessité pour le Parti de déléguer une partie de ses prérogatives vers d'autres acteurs du réseau. Mais il existe un deuxième élément d'une importace cruciale jusqu'ici plutôt négligé ou minimalisé par les analystes du communisme roumain : la capacité des acteurs secondaires à s'approprier le discours du Parti et à promouvoir un discours relativement autonome, qui s'insère dans le discours prédominant de manière explicite ou implicite.

Le choix d'un modèle fonctionnel pour décrire les structures de production du discours nationaliste en Roumanie représente sans doute une opération délicate. Notre démarche s'appuie sur deux notions clef : l'une qu'on a déjà annoncé, celle de « réseau » et l'autre – qui, pour être employée dans l'analyse d'un système de type soviétique, nécessite un traitement théorique bien spécifique – celle de « groupes d'intérêt ».

L'emploi de la notion de « groupes d'intérêt » intervient dans la recherche des systèmes de type soviétique suite aux observations sur l'insuffisance du paradigme totalitaire pour la compréhension de ces régimes.[309] L'un des chercheurs les plus convaincu de l'utilité de ce genre d'approche, H. Gordon Skilling, constate que, malgré leur apparence monolithique, les systèmes de type soviétique ne manquent pas de conflits internes entre des groupes/factions concurrent(e)s.[310] Il affirme que « les limites du totalitarisme sont précisées par l'habilité des individus à résister à la pression qu'on exerce sur eux. »[311] En partant de ces observations, Skilling estime utile et possible l'adaptation de la notion de « groupes d'intérêts », telle qu'elle est utilisée dans l'analyse des sociétés démocratiques, à la situation particulière des régimes communistes. Face aux critiques visant les possibilités d'employer la notion en dehors des recherches sur la démocratie[312], il précise ultérieurement certaines

309 Voir surtout l'étude de H. Gordon Skilling, « Interest Groups and Communist Politics », in *World Politics*, vol. 18, no. 3, avril 1966, pp. 435-451.

310 Cette approche se développe parallèlement à une autre, analogue, qui propose le remplacement du concept de « totalitarisme » avec celui de « société administrée », voir Alain Kassof, « The Administered Society : Totalitarianism without Terror », in *World Politics*, vol. 16, no. 4, juillet 1964, pp. 558-575. Kassof définie la société administrée comme « un totalitarisme sans terreur », à l'intérieur duquel l'acteur principal, le pouvoir politique garde entièrement son aspiration de contrôle total sur la société, mais arrive à déléguer certains de ces attributions concernant l'application des décisions politiques à d'autres acteurs, tels que la bureaucratie ou les producteurs de biens culturels ; *Ibidem*, p. 560.

311 *Ibidem*, p. 436.

312 Pour le contenu de ces critiques, voir surtout William E. Odom, « A Dissenting View on the Group Approach to soviet Politics », in *World Politics*, vol. 28, no. 4, juillet 1976, pp. 542-567, qui doute

limites de cette opération, des limites qui ne diminuent en rien la pertinence de la notion pour comprendre le fonctionnement des systèmes de type soviétique. Il s'agit surtout de comprendre que l'existence des groupes d'intérêt n'équivaut pas nécessairement à l'existence d'un pluralisme à l'intérieur des sociétés respectives.[313] La direction du Parti-Etat reste le seul point d'accès vers la décision politique et l'action des groupes d'intérêts consiste surtout à l'influencer. Même si la nature de la compétition entre les groupes d'intérêt à l'intérieur d'un régime communiste relève avant tout de la compétition pour le contrôle d'un certain secteur de la vie sociale ou politique, il n'est pas moins vrai qu'elle reste toujours liée aux stratégies politiques majeures que le pouvoir essaie de mettre en œuvre. D'autres chercheurs[314] soulignent le lien direct entre les particularités du modèle dans le cas du système soviétique et la culture politique dans laquelle ces groupes d'intérêts se constituent et agissent. Ils constatent que le fait de fonctionner de manière « indirecte, limitée et non-légitime en théorie » ne signifie pas une impossibilité d'existence de ces groupes.[315]

Enfin, une définition des groupes est également nécessaire, en fonction du degré d'articulation de leurs intérêts ainsi que par rapport à leur position dans la hiérarchie du réseau auquel ils sont connectés. En fonction de leur cohésion, mais aussi de leur étendue, les chercheurs font une distinction entre *groupes d'intérêt, groupes d'opinion, coalitions.*

- Les *groupes d'intérêts* sont définis le plus souvent comme des organisations formelles fonctionnant au niveau de toute une catégorie occupationnelle[316].
- Les *groupes d'opinion* peuvent fonctionner à l'intérieur d'un groupe d'intérêt et sont, sous certaines conditions, en mesure d'infléchir l'orientation générale du groupe d'intérêt et y devenir prédominants.
- Les *coalitions* sont constituées par l'alliance plus ou moins durable entre différents groupes d'opinion et d'intérêt.[317]

---

surtout de la pertinence des modèles d'interprétation s'inspirant des réalités occidentales dans l'étude du système soviétique.

313 Cf. H. Gordon Skilling, « Interest Groups and Communist Politics Revisited », in *World Politics*, vol. 36, no. 1, octobre 1983, pp. 1-27

314 Voir David E. Langsam, David. W. Paul, « Soviet Politics and Group Approach: A Conceptual Note », in *Slavic Review*, vol. 31, no. 1, mars 1972, pp. 136-141

315 *Ibidem,* p. 14, relève l'effet en quelque sorte paradoxale d'une culture politique patrimoniale sur le fonctionnement des groups d'intérêt : « The Soviet political culture […] is one which in practice allows special-interest groups to flourish at the expense of mass interest. Special interests command a relatively larger share of the resources – and of political influence – that in USA ».

316 Pour le cas spécifique des régimes de type soviétique, il faudrait pourtant noter la distinction obligatoire entre groupes d'intérêt et organisations de masse qui, du fait d'être le produit de l'action politique du pouvoir, n'arrivent presque jamais à fonctionner en tant que groupes d'intérêt ; voir en ce sens, la démonstration de Gregory J. Kasza, « Parties, Interest Groups, and Administered Mass Organizations », in *Comparative Political Studies*, vol 26, no. 1, avril 1993, pp. 81-110.

317 Cf. John Löwenhardt, *Decision Making in Soviet Politics*, New York, St. Martin's Press, 1981, pp. 6, 25-26.

Une délimitation importante est cependant introduite par Michael Shafir.[318] L'étude de Shafir est pionnière dans le domaine de l'application de la notion de groupes d'intérêt à l'analyse du communisme nationaliste roumain. Il propose une distinction entre groupes d'intérêt, compris comme structures possédant une organisation formelle, et « groupements d'attitude » (*attitude groupings*), dont la structure organisationnelle est moins formelle et qui sont constitués d'acteurs partageant une même vision politique sur des questions spécifiques.[319]

Dans notre perspective, la théorie du fonctionnement des groupes d'intérêt dans un régime de type soviétique fournit un instrument de compréhension dynamique. Elle permet de décrire le tableau général des acteurs impliqués dans la production du discours nationaliste roumain avec suffisamment de nuances et en opérant des distinctions pertinentes. En même temps, les interactions entre les acteurs relèvent de la logique des réseaux. La définition du réseau proposée par Bianca L. Aldair[320] présente l'avantage de fonctionner de la même manière pour tous les types de régimes politiques, y compris pour les régimes communistes : un réseau est constitué par l'ensemble des connexions établies entre les acteurs communicant aux différentes niveaux de la société. L'interconnexion des acteurs en réseau n'exclue en aucun cas les rapports de subordination internes aux groupes[321], mais elle permet la description plus détaillée des rapports qui s'établissent tant entre les différentes catégories d'acteurs qu'entre les acteurs d'une même catégorie.

Un modèle relationnel fonctionnant à plusieurs niveaux et traversé par des connexions multiples entre tous les acteurs nous semble le plus approprié pour notre analyse. La production du discours nationaliste roumaine se fait à l'intérieur de ce type de réseau pluristratifié (voir le Tableau 2).

---

318 Michael Shafir, « The men of the Archangel Revisited: Anti-Semitic Formations among Communist Romania's Intellectuals », in *Studies in Comparative Communism*, vol. XVI, no. 3 automne, 1983, surtout pp. 238-239.

319 *Ibidem*, p. 238: « Such « grouping » (rather than « group », which implies formal organization), is defined […] as formed by « like-minded political » persons. Their shared views on specific issues might cut organizational and other divisions ».

320 Bianca L. Aldair, « Interest Articulation in Communist Regimes: The New Economic Mechanism in Hungary. 1962-1980», in *East European Quarterly*, vol. XXXVII, no. 1, mars 2003, pp. 101-126. Voir la definition du réseau, p. 104 : « Networks are webs of communication between actors within social levels of analysis […] ».

321 Aldair propose l'utilisation du modèle d'analyse en réseau pour éliminer les ambiguïtés introduites par la notion de « groupes d'intérêts » ; *Ibidem*, pp. 103-104. Nous considérons pourtant que les deux notions ne sont pas analogues, mais complémentaires.

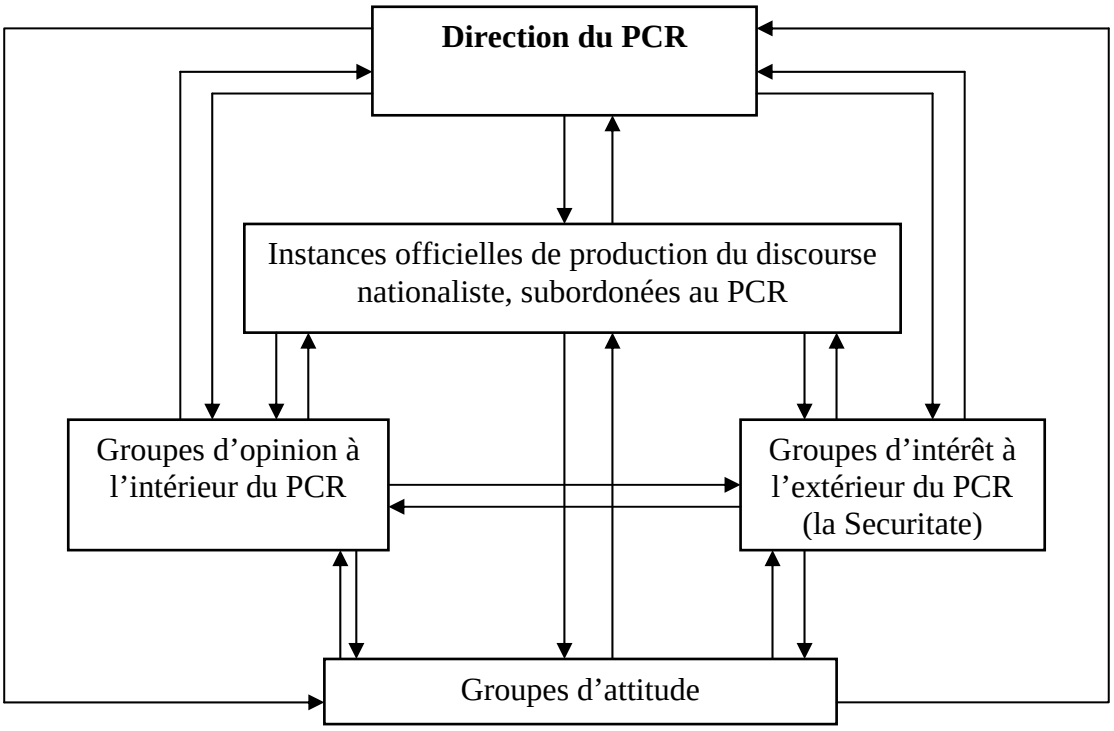

Tableau 2. Le réseau de production du discours nationaliste dans le régime Ceauşescu

Nous avons identifié quatre niveaux globaux dont la caractéristique prédominante est qu'ils se trouvent en communication permanente. Aussi, chaque acteur d'un niveau a des possibilités de communication – formelle ou informelle – avec tous les autres, à tous les niveaux du réseau. Le niveau macro est représenté par la direction du PCR qui, conformément à son fonctionnement spécifique ainsi que nous l'avons décrit dans la première partie de la thèse, se structure autour du secrétaire général et de sa famille. Ce niveau comprend également les membres du Comité Politique Exécutif dont les positions et les possibilités d'action autonome sont elles aussi dépendantes des relations individuelles, formelles et informelles, établies avec la famille Ceauşescu. Au premier niveau intermédiaire, se trouvent les instances officielles (institutions de l'Etat, sections du Comité central et directions locales du PCR, la presse du Parti et les organisations de masse) dont le rôle est formellement lié à la propagande.[322]

322 Pour la définition officielle de la propagande dans le régime Ceauşescu, voir Simion Scutea, « Munca politico-ideologică sub semnul înaltelor sarcini ale făuririi societăţii socialiste multilateral dezvoltate » [Le travail politico-idéologique sous le signe des hautes responsabilités de la construction de la société socialiste multilatéralement développée], in *Metode şi tehnici de propagandă. Sesiune de comunicări dedicată celui de-al XI-lea Congres al PCR* [Méthodes et techniques de propagande. Session scientifique dédiée à l'XI^{ème} Congrès du PCR], Sibiu, 1974, p. 4 : « L'activité de propagande est incluse dans le processus général d'éducation socialiste, comme une composante essentielle du processus de

A ce niveau, les acteurs institutionnels impliqués ont apparemment une autonomie plus réduite que ceux situés aux deux autres niveaux inférieurs. Pourtant ils sont impliqués dans des échanges informels avec les autres acteurs, même si leur autonomie formelle est plus réduite. C'est le niveau où le contrôle politique fonctionne de la manière la plus directe. Toutefois, ce tableau général ne manque pas de dynamiques. Les acteurs institutionnels impliqués à ce niveau, malgré l'apparence d'homogénéité créée par leur rigidité organisationnelle, sont en fait menés par l'action des groupes d'opinion agissant de manière informelle à l'intérieur des instances officielles. Nous avons situé ces groupes d'opinion au troisième niveau du réseau, mais pour des raisons qui relève plutôt de leurs modalités d'action – qui, par leur nature mi-formelle/mi-informelle sont plus apparentées aux moyens employés par les acteurs du troisième niveau – que des effets de ces actions, qui se manifestent par des modifications plus ou moins conscientes dans l'orientation générale des acteurs institutionnels agissant au deuxième niveau. Ces groupes d'opinion (tels ceux situés à l'intérieur du Comité central) établissent une relation non seulement de communication directe, souvent concurrentielle, mais également d'échange d'influences et de messages informels tant avec la Securitate (la police politique) – dont la situation particulière nécessite une discussion supplémentaire – qu'avec les groupements d'attitude qui se manifestent au niveau le plus bas du réseau, mais dont la dynamique et le degré d'autonomie les désignent comme les acteurs les plus intéressants de la production du discours nationaliste roumain.

De tous les acteurs qui font l'objet de notre analyse, la Securitate est le plus proche de la définition d'un groupe d'intérêt. Nous osons même avancer l'idée qu'elle représente le seul vrai groupe d'intérêt à l'intérieur du régime Ceauşescu, les autres groupes et groupements fonctionnant avec des degrés de conscience/organisation sensiblement moins marqués.[323] D'après sa position formelle, la Securitate ne devrait avoir que des attributions indirectes et plutôt périphériques dans le réseau. En réalité, étant donnée son importance particulière dans l'exercice du pouvoir à l'intérieur du régime Ceauşescu et d'encadrement de la société, elle

---

construction de la société socialiste multilatéralement développée » (la traduction du roumain nous appartient). Il est intéressant de remarquer que cette brochure, comprenant des présentations de l'activité de propagande dans le département de Sibiu soutenues par des membres des directions locales du Parti et de l'Etat, porte la mention « usage interne », ce qui témoigne d'une conscience des possibilités offertes par cette activité de manipulation des instruments politiques imposés au plus haut niveau.

323 Nous suivons sur ce point l'analyse de Earl Latham, « The Group Basis of Politics: Notes for a Theory », in *The American Political Science Review*, vol. 46, no. 2, juin 1952, pp. 376-397. Latham distingue trois phases de développement de ces groupes : a) la phase du début, qui est une phase préconsciente (l'intérêts commun est présent mais il n'est pas reconnu de manière explicite par les possibles membres du groupe) ; b) la phase consciente (le groupe a le sens d'une communauté d'intérêts mais il n'a pas encore unes structure organisationnelle) ; c) la phase organisée (un groupe conscient qui s'est donnés un objectif et un appareil formel dans le but de promouvoir les intérêts communs de ses membres) ; *ibidem*, p. 384.

fonctionne comme un acteur clef de la production du discours nationaliste. Elle entretient des rapports complexes – de concurrence et d'influence avec les acteurs des deux niveaux supérieurs, de pression/répression et de surveillance avec les autres acteurs – jouant également le rôle d'intermédiaire dans les négociations entre tous les acteurs. L'existence de groupes d'opinion à l'intérieur de la Securitate, avec des visions et des intérêts différents voire même parfois divergents, ne fait que rendre plus complexes ces négociations. Elle agit le plus souvent au bénéfice des acteurs du dernier niveau du réseau, les groupes d'attitude qui savent profiter de la compétition entre les acteurs des niveaux intermédiaires pour obtenir une autonomie plus marquée par rapport aux intentions et commandements idéologiques émanant du niveau supérieur.

Le quatrième et dernier niveau du réseau est le plus éclectique et le plus dynamique. Il comprend une variété d'acteurs avec des statuts tant formels qu'informels, dont le rôle se situe notamment dans le domaine du discours implicite. Nous allons analyser ci-dessous trois groupes relevant de cette catégorie, chacun avec sa structure particulière et dont les intérêts plutôt analogues sont hautement concurrentiels : le groupe de la revue « Săptămâna » (« *La Semaine* »), le Cénacle « Flacăra » (« *Le Flambeau* ») et le groupe des historiens militaires. Le trait commun de ce type d'acteurs réside dans une relation directe avec le public récepteur du discours nationaliste. Ce sont des acteurs qui se trouvent au point de contact entre l'émetteur et le récepteur du discours nationaliste et dont les habiletés/ressources de manipulations influencent au plus haut degré le succès ou l'échec de la stratégie de mobilisation employée par le pouvoir politique. Par conséquent, leurs manières d'agir et leur positionnement dans le réseau engendrent des répercussions sur l'activité de tous les autres acteurs ainsi que sur le fonctionnement du réseau dans son ensemble. Cela ne revient pas à dire que le réseau ne peut pas fonctionner sans l'un ou l'autre de ces acteurs. Ils sont d'ailleurs périodiquement engagés dans une compétition dont les enjeux sont utilisés par les acteurs des niveaux supérieurs justement dans le but de régler la balance des influences, c'est-à-dire pour empêcher l'un ou l'autre des groupes d'attitude de gagner et de pérenniser une position trop autonome. Le réseau dans son ensemble ne peut cependant pas fonctionner sans l'apport de cette catégorie d'acteurs, ce qui revient à dire que leurs habiletés à négocier une autonomie réelle et les façons dont ils entendent jouer de cette autonomie sont autant d'indices pour mesurer la vulnérabilité des acteurs des niveaux supérieurs dans l'équation concurrentielle représentée par la production du discours nationaliste à l'intérieur du régime Ceauşescu. Essayons de détailler ce tableau complexe et d'analyser les acteurs impliqués.

II.1.b Les instances officielles de la production du discours nationaliste

Trois catégories d'institutions nous intéressent ici : les sections du Comité central ayant des attributions dans le domaine de la culture, de la presse et de la propagande avec leurs correspondants dans les direction locales du Parti et de l'Etat ; les organisations de masse, telles que le Front de la Démocratie et de l'Unité Socialiste, la Jeunesse Communiste, les Pionniers, les Faucons de la Patrie (*Soimii Patriei*, organisation destinée à l'éducation politique des enfants de moins de 7 ans, constituée en 1976, ; les médias nationaux. Si la première catégorie est censée être directement impliquée à la fois dans la production et dans la diffusion du discours nationaliste, les deux dernières ont surtout des attributions liées à la diffusion de ce discours ou, plus précisément, dans sa transformation en moyen opérationnel de la mobilisation sociale et de la captation des esprits.

Ce que ces acteurs ont en commun, à part leur autonomie institutionnelle plutôt réduite dans le réseau, est le caractère ambigu de leurs attributions formelles, lié à la pluralité des significations que le régime Ceauşescu attribue à l'activité de propagande. Cette situation est plutôt commune pour les régimes communiste : le rôle de la propagande devient, à l'intérieur de ces régimes, tellement surdimensionné qu'elle finit par se dissoudre dans toutes les autres domaines – politique, économique, culturel.[324] D'ailleurs, à partir des années 1970 les mots « propagande » et « propagandiste », ainsi que les mots « agitation » et « agitateur » sont peu utilisés dans le langage public du régime Ceauşescu. Le contenu des activités qui lui sont circonscrites sont de plus en plus nombreuses jusqu'à atteindre un degré d'omniprésence dans la société roumaine. Ce contenu est plutôt désigné avec les syntagmes généraux « éducation socialiste et « formation de l'homme nouveau socialiste », qui expriment une vision idéologique actualisée des relations entre le régime et ses sujets. Une des rares publications roumaines ayant pour objet l'activité de propagande développée par les organes du PCR, publiée en 1974, porte sur la page de garde la mention « pour usage interne », témoignant du caractère confidentiel de sa diffusion.[325] Cette réticence à utiliser la notion de « propagande » dans le discours ouvert du régime peut signifier un refus d'avouer la nécessité toujours actuelle de recourir à la persuasion dans les relations entre le PCR et les citoyens de la « société socialiste développée », où le Parti et la Nation sont supposés ne former qu'un seul organisme homogène et solidaire. Pourtant, au niveau des pratiques politiques, l'activité de

---

324 L'observation appartient à Jean-Marie Domenach, *La propagande politique*, Paris, Presses Universitaire de France, 1ere édition, 1950 ; version roumaine par Dana Lungu, Jean-Marie Domenach, *Propaganda politică*, Jassy, Editions Institutul European, 2004, p. 48.

325 Cf. *Metode şi tehnici de propagandă ... op.cit.*

propagande est menée avec des accents de plus en plus stridents dans tous les domaines de la vie quotidienne. La conséquence de cette situation est paradoxale : le rôle des acteurs politiques impliqués de manière ouverte dans l'élaboration et la diffusion de son contenu finit par se dissoudre dans la masse des fonctions qu'ils sont censés de remplir et les acteurs eux-mêmes finissent par être décrédibilisés à mesure que leur visibilité s'accroît jusqu'à l'omniprésence. Nous allons analyser ce phénomène et ses effets secondaires comme par exemple la montée dans la perception du public de la visibilité/crédibilité des groupes d'attitude situés au niveau le plus bas du réseau. Dans ce contexte, les instances officielles du Parti sont de plus en plus dépendantes des relations personnelles établies par leurs dirigeants, non seulement avec le noyau directeur du PCR mais également avec la Securitate et les meneurs des groupes d'attitude.

Situées dans la proximité du cercle de pouvoir constitué par la famille Ceauşescu et ses fidèles, les sections du Comité central ayant des attributions directes dans le domaine de la propagande sont également les plus sensibles aux sinuosités politiques causées par la direction personnalisée du PCR. Entre 1965 et 1980, les sections du Comité central pour la culture, la propagande et la presse ont des structures et des attributions fluctuantes et de plus en plus confuses. A mesure que leur situation devient plutôt indéterminée dans l'organigramme du Comité central, l'autorité de leurs responsables devient à son tour de plus en plus dépendante des relations personnelles que ceux-ci établissent avec la famille Ceauşescu et les différents cercles de la Securitate. En 1965, quand Paul Niculescu-Mizil est nommé responsable du CC pour l'agitation et la propagande, cette section est censée de s'occuper tant des problèmes de la culture (notamment la relation avec les unions de création artistique), que des activités concernant la surveillance de la presse d'information. En 1968, quand Niculescu-Mizil est remplacé par Dumitru Popescu, l'organigramme de la section subit une première modification, par la dissolution de la sous-section culturelle.[326] La justification officielle accompagnant cette modification, à côté d'un besoin de simplification de la structure du Comité central, détaille la nécessité de mettre en place une relation directe entre les organes dirigeants du PCR et les artistes roumains. En fait, la subordination des différents organismes au responsable du Comité central pour la culture, la propagande et la presse s'avèrent dans certaines circonstances sans substance réelle. C'est le cas de la Direction Générale de la Presse et des Publications dont la subordination ne relève que formellement du Comité central, mais qui ne reçoit pas d'instructions de la section pour la culture, la propagande et la presse. Dumitru Popescu soupçonne cet organisme d'avoir été subordonné de manière

[326] Dumitru Popescu, *Cronos autodevorându-se. Memorii* [Chronos, l'autodévorateur. Mémoires], tome 3, Bucarest, Editions Curtea Veche, 2006, pp. 145-146.

informelle au Ministère de l'Intérieur, plus précisément à la Securitate. Au cours de son mandat de secrétaire du Comité central (Popescu a gardé des attributions dans le domaine de la propagande et de la presse jusqu'en 1980) il n'arrive jamais à élucider le statut réel de la Direction.[327] En 1972, les attributions liées à la propagande sont transférées à Cornel Burtică qui, jusqu'en 1978, a sous son autorité plusieurs organismes formellement subordonnés au Comité central : le Conseil de la Culture et de l'Education Socialiste (CCES), l'Académie de sciences politiques « Ştefan Gheorghiu », l'Institut d'Etudes Historiques et Sociopolitiques, les Editions Politica et même, dès 1977, l'Union des Architectes.[328] Le témoignage de Burtică sur les moyens d'action qu'un secrétaire du Comité central chargé de la propagande avait à sa disposition dépeint le tableau d'un domaine chaotique, manquant de cohérence et dans lequel les ingérences individuelles, et surtout celles de la famille présidentielle, sont de rigueur.[329] Le même Burtică explique que, vers 1976-1977, les sections chargées de la culture et de la propagande perdent presque complètement leur autorité réelle, leurs attributions étant assurées de facto par Elena Ceauşescu et la Section d'Organisation du Comité central.[330] En 1981, Nicolae Ceauşescu annonce devant les employés des sections de la Propagande et de la Presse la décision du Comité Politique Exécutif de réunir une fois de plus les deux sections sous la direction d'un nouveau chef, Petru Enache[331], un personnage manquant d'envergure qui arrivera à peine à faire face aux pressions exercées par des groupes d'attitude tels que celui de « Săptămâna ».

Les tribulations organisationnelles de l'activité de propagande dans les cadres du Comité central ont des effets significatifs sur son fonctionnement. Les moyens formels que les structures du CC responsables de la propagande ont à leur disposition sont en fait surclassés par les relations informelles entre individus. Par exemple, la décision de supprimer la structure responsable des politiques dans le domaine de la culture a pour effet notable l'intensification des négociations directes entre les représentants des différents groupes

327 *Ibidem*, pp. 234-235

328 Cf. Nicoleta Ionescu-Gură, *op. cit.*, p. 122; voir aussi Rodica Chelaru, *op. cit.*, pp. 100-124.

329 Voir Rodica Chelaru, *op. cit.*, p. 105: « Le domaine de la propagande était inépuisable, de telle manière que le secrétaire qui le dirigeait ne pouvait pas le maintenir sous son contrôle. A part le secrétaire, il y avait plusieurs centres de commande de la propagande, qui agissaient indépendamment : le centre principal était Elena Ceauşescu suivi par le secrétaire du CC responsable de la culture, puis les directives transmises par la Section d'Organisation du CC et enfin les initiatives des organisations locales du parti. Il y avait aussi les initiatives des journalistes. Tous ces centres de commande « enrichissaient » le contenu de la propagande, menant le plus souvent vers des manifestations grotesques, insensées, particulièrement au cours des dernières années [du régime Ceauşescu] » (la traduction du roumain nous appartient).

330 *Ibidem*, p. 117.

331 La transcription de cette séance, ainsi que d'autres document toujours inaccessibles pour les chercheurs roumains, est reproduite dans le volume de Marin Radu Mocanu, ex-directeur adjoint des Archives Nationales de Roumanie, *Scriitorii şi puterea* [Les écrivains et le pouvoir], Bucarest, Editions Ideea Europeana, 2006, pp. 239-247.

d'attitude agissant dans le milieu des écrivains et des journalistes et les représentants du PCR. Les attitudes des personnages chargés de surveiller l'application des politiques culturelles du PCR à l'égard de l'un ou l'autre de ces groupes, qui ne sont pas forcément dictées par le commandement politique, deviennent la vraie unité de mesure dans la relation entre eux et le Parti.[332] Ce circuit informel est encore plus compliqué à comprendre à cause du détournement de l'autorité formelle se produisant à la suite des interventions de la famille Ceauşescu. Les relations individuelles que les leaders des groupes d'attitude, d'une part, et les membres de la direction du PCR, d'autre part, entretiennent avec la famille présidentielle finissent par surclasser la hiérarchie officielle. Un personnage comme Eugen Florescu, adjoint à la section de Presse du Comité central (1978-1983)[333], proches d'Elena Ceauşescu et protecteur du groupe de *Săptămâna* [334], a une autorité de facto plus grande que son chef hiérarchique et ses interventions auprès de la famille présidentielle sont plus susceptibles d'influencer le processus de décision politique que les positions officielles des autres dignitaires communistes.

La situation des instances locales du PCR est apparemment moins bouleversée par la personnalisation des rapports hiérarchiques. Mais leur position n'est pourtant pas nécessairement plus forte quand on prend en compte leurs possibilités réelles d'influencer la production du discours nationaliste. A ce niveau de la hiérarchie politique, la préoccupation principale de la direction du PCR est la centralisation de l'activité de propagande par l'intermédiaire d'une fusion entre les appareils du Parti et de l'Etat. En 1972, un plénum du Comité central décide que les secrétaires responsables de la propagande des comités locaux

---

332 L'importance de la "protection politique" dans la carrière des écrivains est détaillée par Lucia Dragomir, *Une institution littéraire entre les exigences artistiques et commande politique. L'Union des Ecrivains de Roumanie à l'époque communiste*, thèse de doctorat soutenue à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, sous la direction d'Anne-Marie Thiesse, 2005, pp. 243-248. Elle résulte également des témoignages de Cornel Burtică et Dumitru Popescu. Par exemple, Popescu consacre deux chapitres distincts de ses mémoires aux relations avec Eugen Barbu, le leader du groupe *Săptămâna* et avec le poète Adrian Păunescu, le meneur du Cénacle Flacăra sans oublier de mentionner, dans ce dernier cas, l'habilité du poète à jouer sur ses relations avec des hauts dignitaires du PCR, y compris Nicolae Ceauşescu ; cf. Dumitru Popescu, *op.cit.*, tome II, pp. 159-163 et 168-173.

333 Cf. Nicoleta Ionescu-Gură, *op. cit.*, p. 262

334 Michael Shafir, *op.cit.*, p. 240 décrit l'influence d'Eugen Florescu au cours du scandale provoqué par la publication d'un article antisémite dans la revue *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest] (par la suite *Săptămâna*). Dans un entretien qu'il a accepté de nous accorder, le 16 octobre 2003, Eugen Florescu nie avoir établi des relations directes avec Elena Ceauşescu mais admet que celle-là lui montrait « une sympathie inexplicable » tout au long de sa présence en tant que secrétaire adjoint dans le Comité central. Florescu témoigne aussi du fait que, dans le Comité central, une atmosphère de concurrence et suspicion dominait les relations entre les différentes générations que Nicolae Ceauşescu a promues dans les hautes fonctions dès 1965. Florescu explique ainsi les réactions hostiles à son égard de Burtică et Dumitru Popescu, tout en mentionnant qu'à leur tour, ils avaient des relations tendues avec Paul Niculescu-Mizil, Gheorghe Rădulescu et d'autres dignitaires qui se trouvaient dans l'équipe de Ceauşescu en 1965 et qui ont été progressivement marginalisés à partir de 1968.

PCR doivent aussi être chargés de la fonction de vice-président des Conseils Populaires, organes de l'administration d'Etat.[335] Au-delà de l'effort constant du régime Ceauşescu pour fusionner totalement les deux types d'organes dirigeants, cette mesure devait assurer une meilleure coordination des activités de propagande dans les départements du pays. En fait, il suffit d'observer l'étendue de leurs attributions et domaines de compétence pour comprendre que leur autorité réelle se trouve plutôt dissoute dans la masse des tâches qui leur incombent.[336]

Dans une situation quasiment similaire, avec des possibilités plutôt limitées de se constituer en acteur dynamique dans la production du discours dominant du régime, se trouve le Conseil de la Culture et de l'Education Socialiste (CCES), fondé en 1971 et placé sous une double subordination : celle du Conseil des Ministres et celle du Comité central. Les attributions de CCES sont élargies par un décret de 1977 qui établit que le Conseil contrôle l'activité de « toutes les institutions culturelles-éducatives des villes et des villages, nonobstant leur subordination, des unions et des associations d'artistes ». Il est aussi censé collaborer avec les organisations PCR agissant dans les institutions respectives « dans le but d'assurer la réalisation des politiques culturelles du Parti ». Le CCES doit « aviser les programmes des théâtres et des institutions musicales, les thématiques des musées, les plans des maisons d'édition, le tirage des livres, la production et la diffusion des filmes ».[337] Les organisations locales du CCES suivent le même modèle de double subordination du niveau central : leur activité est contrôlée autant par les organisations départementales du PCR que par celles de l'administration d'Etat. En 1979, au cours de la campagne pour la promotion des

---

335 Cf. Michael Shafir, *Romania: Economics, Politics and Society… op.cit.*, p. 58

336 Conformément aux récits de deux secrétaires responsables de la propagande provenant des départements de Harghita et Braşov, l'activité de propagande dans les départements incluait les actions suivantes : du point de vue théorique « stimuler la pensée politique créative des citoyens ; expliquer le développement des événements et déterminer l'adoption de la position la plus juste à l'égard de ces événements ; offrir une perspective claire, fondée sur le marxisme-léninisme, sur le développement de notre société ; stimuler la participation de tous les membres de la société à la réalisation de la politique interne et étrangère du Parti » ; en pratique : organiser des « actions pour stimuler la production [industrielle et agricole] ; des actions concernant la formation de la conception matérialiste-dialectique, l'information de travailleurs sur les problèmes de la politique interne et étrangère du Parti et de l'Etat ; des actions pour l'affirmation dans la vie [quotidienne] des principes de l'éthique et de l'équité socialistes ; des actions pour la popularisation de la législation socialiste ; des actions pour le passage du temps libre d'une manière utile et agréable » ; cf. *Metode şi tehnici de propagandă…op.cit.*, p. 15 et 20. Voir aussi le discours de Nicolae Ceauşescu à l'occasion d'une séance de travail avec les activistes du domaine de la propagande, le 9 septembre 1977, in Nicolae Ceauşescu, *op. cit.*, vol. 14, Bucarest, Editions Politică, 1977, surtout pp. 755-756, où le secrétaire général du PCR critique le manque d'enthousiasme des professionnels de la propagande dans la popularisation de la politique nationale du parti. Par exemple, en demandant des actions plus fermes pour combattre le courant d'émigration vers l'Ouest, Ceauşescu souligne : « Il est nécessaire de développer une activité de propagande et d'éducation ferme pour faire comprendre aux gens que quitter son pays natal constitue une action indigne, une action d'humiliation. » (*ibidem*, p. 755 ; la traduction du roumain nous appartient).

337 ANR, fonde CC du PCR – Chancellerie, dossier 116/1977, pp. 7-23.

femmes à des postes à hautes responsabilités politiques, la direction du CCES est attribuée à Suzana Gâdea, amie personnelle d'Elena Ceauşescu. Cette nomination relève du même modèle que celui décrit dans le cas des sections du Comité central et laisse supposer que, tout comme les structures du PCR chargées de la propagande, la capacité réelle du CCES à se situer sur des positions plus ou moins autonomes s'exerce au niveau des relations informelles de ses responsables avec les membres de la famille Ceauşescu, les autres hauts dignitaires et les représentants des groupes d'attitudes.[338]

L'activité du CCES est également supervisée par la Commission idéologique du Comité central, dont la mise en fonction date de 1977 et dont les attributions formelles semblent doubler les attributions mêmes du CCES.[339] En fait, la Commission, composée de hauts dignitaires du PCR ayant des attributions dans le domaine de la propagande – y compris Nicolae Ceauşescu – fonctionne plutôt comme une instance de contrôle et un cadre d'harmonisation des actions concernant ce domaine sensible, conformément aux intérêts

338 Cette supposition nous est indirectement confirmée par une note informative de la Securitate, signée par le chef de l'Inspectorat municipal de Bucarest, le colonel Dănescu Gheorghe, et adressée le plus probablement à ses supérieurs hiérarchiques. La note présente les plaintes du groupe de *Săptămâna* contre un haut responsable du CCES, Vasile Nicolescu, accusé de soutenir le groupe rival des « modernistes non-engagés » ; Serviciul Român de Informaţii, *Cartea albă a Securităţii. Istorii literare şi artistice (1969-1989)* [Le livre blanc de la Securitate. Histoires littéraires et artistiques (1969-1989)], Bucarest, Editions Presa Românească, 1996, p. 232 ; voir aussi pp. 262-263. Un document similaire raconte les incidents entre Corneliu Vadim Tudor, poète et journaliste, membre du même groupe d'attitude, et Ladislau Hegyedus, appartenant à la minorité hongroise et membre du CCES, à l'occasion des fêtes du 1er Décembre, le Jour de l'Union Nationale, dans la ville transylvaine d'Alba Iulia. Le responsable du CCES a été accusé par Vadim Tudor d'avoir censuré dans une chanson patriotique roumaine le vers « La Transylvanie est roumaine » ; cf. *ibidem*, pp. 209-291. Le livre blanc de la Securitate, coordonné par Mihai Pelin, un journaliste qui, avant 1989, était lui aussi membre du groupe *Săptămâna* et probablement officier de la Securitate roumaine, contient une sélection de documents dont le but caché a été, au moment de son apparition en 1996, d'intimider certains personnages mentionnés dans ces documents, personnages devenus entre temps des hauts dignitaires de l'Etat roumain postcommuniste (y compris des anciens membres du groupe *Săptămâna*). Publié avec l'accord de Virgil Magureanu, à l'époque directeur du Service Roumain d'Information, le livre fait le plus probablement une sélection biaisée des documents concernant les évolutions culturelles des années 1969-1989. Tout comme le volume de Marin Radu Mocanu, *op.cit.*, 2006, « Le livre blanc de la Securitate » n'indique pas les cotes des documents et ne contient que très peu d'éléments qui permettraient de retrouver les documents respectifs dans les archives de la Securitate. Même si la sélection des documents est discutable, il est pourtant peu vraisemblable qu'ils soient des faux.

339 Sans pouvoir directement consulter les archives du PCR concernant cette période, nous prenons nos informations sur ce sujet du *Rapport final de la Commission présidentielle …op.cit.*, p.602. Etant donné son statut, l'équipe Tismăneanu a pu consulter des archives historiques inaccessibles pour les chercheurs, dont la situation d'inaccessibilité est restée jusqu'à présent inchangée. C'est pourquoi nous avons choisi de citer à l'appui de notre démarche des informations fournies par le rapport. Le fonctionnement de la commission idéologique est également attesté par un document reproduit chez Marin Radu Mocanu, *op. cit.*, pp.41-48. Mocanu publie dans son livre le sténogramme d'une séance de cette commission, le 24 octobre 1978 ; à cette séance participe des hauts dignitaires du Comité central, comme Nicolae Ceauşescu, Manea Mănescu, Paul Niculescu-Mizil, Suzana Gâdea, Dumitru Popescu, ce qui laisse supposer que la commission avait un rôle décisionnel important. Sa position en tant qu'acteur formel dans la production du discours nationaliste devrait pourtant être jugée en fonction de sa composition : il s'agit pour la plupart de personnages ayant déjà de hautes responsabilités dans l'appareil dirigeant du PCR, donc on peut supposer qu'elle fonctionnait plutôt comme un cadre de discussions dans le but d'harmoniser les actions des différents acteurs et non pas comme un organisme supplémentaire de prise de décisions.

définis par la direction du PCR. Son existence peut être interprétée comme un signe supplémentaire qui indique que les dirigeants du Parti sont obsédés par la volonté de s'assurer le monopole tant sur le discours officiel que sur les moyens de diffusion de ce discours.

Une position particulière est celle des nombreuses organisations de masse agissant à l'intérieur du régime Ceauşescu. Les observations de Gregory J. Kasza, concernant la position des organisations de masse dans les régimes non-démocratiques[340] sont tout à fait pertinentes pour le cas roumain. Les organisations de masse du régime Ceauşescu sont des structures géantes dont la fonction première est de réaliser la mobilisation politique des catégories les plus diverses d'individus, membres et non-membres du PCR, en fonction de critères tels que l'âge, le sexe ou la profession[341]. Ces critères ne comptent pas réellement dans les sélections, le caractère éclectique des organisations de masse étant un des principaux arguments qui nous empêche de les prendre en compte parmi les acteurs actifs dans la production du discours nationaliste du PCR. On pourrait même aller plus loin en affirmant leur efficacité réduite dans la principale fonction qui leur est assignée : la mobilisation de la population roumaine pour la faire adhérer au régime politique. Notre supposition est fondée sur le fait que ce type d'organisation a des proportions gigantesques, des proportions qui se constituent en autant d'indices pour le caractère formaliste de leur activité. Par exemple, l'organisation de la Jeunesse Communiste (*Uniunea Tineretului Comunist - UTC*) compte, en 1966, 2.250.000 de membres, en 1975, 3.000.000 de membres et en 1988, 4.100.000 de membres, c'est-à-dire 40% de la population dans la catégorie d'âge 14-30 ans. Le recrutement des membres se produit de façon automatique : tous les élèves à partir de 14 ans passent directement de l'organisation des Pionniers[342] (destinée à la mobilisation des élèves en âge de 8-14 ans) dans l'UTC. L'organisation des Pionniers compte elle aussi 2.500.000 de membres dans les années 1980 tandis que les Faucons de la Patrie (organisation créée en 1976, destinée aux enfants en âge de 3 à 7 ans) comptent dans la même période 1.500.000 membres, ce qui signifie la quasi-totalité des enfants scolarisée dans les écoles maternelles.[343] Les organisations pour les adultes, telles que les syndicats et les organisations de femmes connaissent des évolutions similaires. L'Union Générale des Syndicats, réunissant toutes les organisations syndicales de Roumanie, est composée par la quasi-totalité des salariés de toutes les branches professionnelles[344], enrégimentés de manière systématique et qui payent des cotisations

340 Gregory J. Kasza, *op. cit.*, pp. 81-110
341 *Ibidem*, p. 91.
342 Equivalent lointain des scouts.
343 Chiffres repris du *Rapport final de la Commission présidentielle …op.cit.*, p. 153.
344 *Ibidem*, p. 155, le rapport avance le chiffre de 7.800.000 membres de l'Union Générale des Syndicats.

obligatoires sans être munis de pouvoir réels d'intervention dans le processus décisionnel de l'organisation.

Les personnes assurant la direction de ces organisations de masse sont pour la plupart des activistes du PCR et leurs structures organisationnelles sont des copies de l'organisation du Parti-Etat. Leur fonctionnement proprement dit est par conséquent strictement formalisé et bureaucratisé. La quasi-totalité de ces organisations de masse font parti d'une superstructure créée au début des années 1970, le Front de l'Unité Socialiste (FUS), devenue en 1980 le Front de la Démocratie et de l'Unité Socialiste (FDUS), dont la mission formelle est d'assurer la participation à la vie politique de toute la population du pays, y compris les non-communistes. Ses organisations spéciales, destinées aux non-membres du PCR comprenaient, en 1989, 4.100.000 de membres.[345]

Les traits des organisations de masse fonctionnant dans le régime Ceauşescu confirment les observations de Gregory J. Kasza concernant leur statut politique particulier et, par conséquent, leur manque d'autonomie dans le champ politique spécifique d'un régime de type soviétique.[346] Ces observations sont entièrement à retrouver dans le cas des organisations de masse du régime Ceauşescu. Dans ce cas, même la présence à la tête de certaines de ces organisations des membres de la famille Ceauşescu ne signifie qu'un titre honorifique ou, pour les jeunes personnes de la famille, un passage symbolique (et d'apprentissage) vers de hautes fonctions dans la direction du PCR. Par exemple, Nicu Ceauşescu, le fils cadet de la famille assure dans les années 1980 la direction de l'UTC, le même Nicu, tout comme sa sœur Zoïa font parti de la direction de l'Union des Etudiants Communistes[347], l'épouse de Nicu, Poliana Cristescu, assure la direction de l'organisation des Pionniers, tandis que Nicolae Ceauşescu lui-même dirige le FDUS.

Leurs proportions gigantesques ainsi que le grand nombre de missions qui leur sont assignées dans l'activité de propagande font que les organisations de masse – dans une mesure beaucoup plus grande que les autres acteurs de ce niveau du réseau – n'aient qu'une efficacité très réduite dans la production du discours nationaliste et une crédibilité plutôt limitée dans la diffusion de ce type de discours. En même temps, leurs interactions avec les autres acteurs du réseau sont moins intenses et moins visibles tandis que – étant donnée leur

345 *Ibidem*, p. 155. Environs 40 autres organisations de masse, y compris l'Union des Syndicats comptant 7.800.000 membres et les structures organisationnelles des cultes religieux, étaient formellement subordonnées au FDUS.

346 Gregory J. Kasza, *op. cit.*, pp. 85-86, observe que ces organisations de masse sont constituées à l'initiative des régimes politiques, dans des buts prédéfinis et qui agissent dans le sillage de ces régimes.

347 Pour une brève présentation de la carrière politique de Nicu Ceauşescu jusqu'en 1983, quand il devient secrétaire général de l'UTC, voir Anneli Ute Gabanyi, *The Ceauşescu Cult*, Bucarest, The Romanian Cultural Foundation Publishing House, 2000, pp. 144-146.

position subordonnée au PCR et le manque d'intérêts/possibilités pour leurs dirigeants de faire gagner une position spécifique à ces organisations dans le champ de la décision politique[348] – leurs ressources pour la négociation d'une autonomie propre sont plutôt précaires.

La situation de la presse toujours du point de vue de la production du discours nationaliste à l'intérieur du régime Ceaușescu nécessite une interprétation plus nuancée. D'une part, globalement parlant, la presse officielle est strictement contrôlée par la direction du PCR et par les différentes autres institutions créées à cet effet (c'est le cas du Comité pour la Presse et les Publications, et du Conseil de la Culture et de l'Education Socialiste qui, depuis 1977, reprend les attributions du Comité)[349] ; d'autre part, quand on estime les possibilités d'action relativement autonome de la presse du régime Ceaușescu, on doit prendre en compte le fait que les positions d'autorité de la plupart des groupes d'attitude agissant au dernier niveau du réseau ont comme point d'appui, moyen de diffusion et de légitimation des journaux publiés non seulement avec l'aval de la direction du PCR ou des organisations de masse contrôlées par le parti, mais aussi sous leur patronage direct.[350] Nous considérons donc nécessaire d'opérer une distinction explicite entre la position formelle, strictement subordonnée au PCR de la presse communiste en général[351] et les positions informelles que certaines publications arrivent à gagner dans la production du discours nationaliste au bout de négociations et d'un échange de services réciproques entre leurs meneurs et les instances officielles du Parti et/ou de la Securitate. Dans cette partie, nous nous limitons à l'analyse de la situation générale de la presse communiste en Roumanie. La situation des publications utilisées comme moyens d'action par les groupes d'attitudes participants à l'élaboration du discours nationaliste nous préoccupera plus loin, leurs positions particulières étant directement liées à l'action de ces groupes.

---

348 Comme le montre Gregory J. Kasza, *op. cit.*, p. 100, les leaders des organisations de masse sont des personnages recrutés parmi les cadres du Parti, la superposition des fonctions ne faisant qu'accroître la dépendance des organisations de masse à l'égard du parti.

349 Cf. Bogdan Ficeac, *Cenzura comunistă şi formarea « omului nou »* [La censure communiste et la formation de « l'homme nouveau »], Bucarest, Editions Nemira, 1999, p. 35-37.

350 Par exemple, le titre officiel de la revue *Săptămâna* est *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest]. De même, la revue *Flacăra*, autour de laquelle se constitue le cénacle homonyme, est officiellement éditée, depuis 1973, par le Front de la Démocratie et de l'Unité Socialiste. Cf. Ion Hanganu, *Dicţionarul presei literare româneşti. 1790-1990* [Le dictionnaire de la presse littéraire roumaine. 1790-1990], Bucarest, Editions Fundaţiei Culturale Române, 1996, pp. 187 et 425.

351 Cf. Luminiţa Roşca, *Mecanisme ale propagandei în discursul de informare. Presa românească în perioada 1985-1995* [Mécanismes de la propagande dans le discours d'information. La presse roumaine entre 1985-1989], Bucarest, Editions Polirom, 2006, p. 144. Le rôle de la presse dans le régime Ceaușescu est celui « d'expliquer d'une manière efficace et favorable la politique du Parti qui n'est jamais mise en discussion ou critiquée ».

La préoccupation du PCR pour le contrôle de la presse est une constante du régime communiste roumain. L'affiliation de la Faculté de journalisme à l'Académie politique « Ştefan Gheorghiu » consacre l'assimilation quasi-complète des journalistes aux professionnels de la propagande communiste.[352] En 1974, une nouvelle Loi encadrant la presse est adoptée. Son contenu ne fait que renforcer l'emprise du PCR sur la presse et prévoit ouvertement des sanctions contre les publications et les personnes qui prennent des attitudes critiques à l'égard de sa politique. Mais le fonctionnement proprement dit de la censure, pour les médias comme pour les maisons d'édition, connaît dans la même période une évolution originale, de la brutalité à la subtilité, qui constitue elle aussi un exemple significatif du balancement de la politique d'encadrement du discours et des manœuvres ouvertes vers des actions plus informelles et couvertes.

En 1977, une décision du Comité central abolit officiellement la censure.[353] L'institution créée deux ans auparavant dans le but d'exercer le contrôle sur le contenu des publications, le Comité pour la Presse et les Publications, est abolie.[354] La signification réelle de cette mesure – dont le but direct semble être la simulation d'une libéralisation du régime Ceauşescu – est loin d'équivaloir à la disparition de l'institution du censeur de la vie culturelle roumaine. En fait, cette mesure institue la responsabilité directe des organisations PCR fonctionnant dans chaque institution cultuelle, des comités de rédaction, des rédacteurs en chef, des journalistes en tant qu'individus pour les éventuelles déviations de la ligne idéologique officielle.[355] Pratiquement, la plupart des attributions du Comité pour la Presse et les Publications est reprise par le Conseil de la Culture et de l'Education Socialiste qui devient la principale instance chargée de la censure, mais cette fois de manière couverte. L'effet nocif de cette nouvelle configuration dans le domaine du contrôle idéologique est surtout notable au

352 Mary Ellen Fisher, *op. cit.*, p. 183.

353 Cf. *Hotărârea Comitetului Central al PCR cu privire la creşterea rolului şi răspunderii organizaţiilor de partid şi de stat, de masă şi obşteşti, a uniunilor de creaţie, a conducerilor colective ale redacţiilor, radioteleviziunii, editurilor, caselor de film, instituţiilor de spectacole în activitatea de informare şi educare a oamenilor muncii* [Décision du Comité central du PCR relative à la croissance du rôle et de la responsabilité des organisations du parti et de l'Etat, des organisations de masse et des unions de créations, des directions collectives des redactions, de la radiotélévision, des maisons d'édition, des maisons de films, des institutions de spectacles dans l'activité d'information et d'éducation des travailleurs], le 29 juin 1977, Lucia Dragomir, *op. cit.*, p. 228.

354 En 1975, le Comité pour la Presse et les Publications remplaçait la Direction Générale de la Presse et des Publications, constituée en 1949. Selon le Décret du 30 mai 1975, les attributions du nouveau Comité étaient de « prévenir la publication et la diffusion des matériaux qui, conformément à la loi, sont interdits à la publication ; enregistrer, conformément à la loi, les autorisations d'édition des journaux, revues et d'autres publications périodiques ; organiser conformément à la loi l'attestation de la qualité de journaliste et garder les preuves des livrets de journaliste » ; cf. Bogdan Ficeac, *op. cit.*, p. 35 (la traduction en français nous appartient).

355 Lucia Dragomir, *op. cit.*, pp. 228-229, montre comment des conseils de direction chargés de surveiller le contenu des publications ont été institués dans toutes les institutions culturelles, comprenant des membres des directions locales et centrale du PCR, de la Jeunesse Communiste, de l'Union Générale des Syndicat, des Unions de Création, etc.

niveau des relations interpersonnelles entre les professionnels de la presse. Désormais, les journalistes s'autocensurent et la chasse aux déviations de la ligne idéologique officielle est menée d'abord par chaque auteur sur son propre texte, ensuite à l'intérieur même de chaque rédaction. Ce phénomène d'autocensure ne fait qu'aggraver la situation dans la presse roumaine en instituant d'une part, un sentiment généralisé de peur et d'incertitude à l'égard d'une ligne idéologique toujours plus rigide, mais qui n'est plus ouvertement précisée[356] ; d'autre part, une atmosphère de concurrence et de suspicion réciproque tant entre les équipes des rédactions qu'entre les journalistes à l'intérieur de chaque rédaction.[357] Les sujets d'intérêt, la ligne générale d'interprétation et même le droit ou l'interdiction d'utiliser certains mots du langage quotidien (parfois tres banals, comme « viande », mais évoquant des réalités économiques inconvenables pour le pouvoir politique) sont soigneusement observés par les chefs des rédactions, les représentants des bureaux politiques et les fonctionnaires du CCES.[358] Dans ces conditions, les possibilités pour les médias officiels, notamment les grands quotidiens d'information et la Télévision nationale, d'intervenir activement dans la production du discours officiel du régime Ceauşescu sont en pratique plutôt réduites, ce qui affecte directement leur efficacité, tandis que les excès de propagande et la mégalomanie des manifestations promouvant le culte de Nicolae Ceauşescu contribuent à la décrédibilisation quasi-totale du message idéologique du régime transmis par de la presse roumaine.[359]

---

356 Bogdan Ficeac, *op. cit.*, p. 36 décrit les difficultés des journaux et des journalistes pour décrypter les indications officielles et établir la politique rédactionnelle à suivre ; en l'absence de directives ouverte de la part du CCES, la principale unité de mesure – qui est aussi un argument à la défense du journaliste en cas de conflit avec l'autorité politique – est représentée par les discours de Nicolae Ceauşescu.

357 La condition difficile du journaliste ainsi que l'atmosphère chargée de peur, de conformisme et de rigidité idéologique dans les rédactions des journaux roumains sont bien décrites dans les mémoires de deux anciens journaliste au quotidien *România liberă* [La Roumanie libre], un des deux les plus importants quotidiens de la Roumanie communiste ; voir Boris Buzilă, *În prezenţa stăpânilor. Treizeci de ani de jurnal secret la România Liberă* [En présence des maîtres. Trente ans de journal secret à Roumanie Libre], Bucarest, Editions Compania, 1999 et Tia Şerbănescu, *Femeia din fotografie. Jurnal 1987-1989* [La femme de la photo. Journal. 1987-1989], Bucarest, Editions Compania, 2002. Surtout Boris Buzilă, *op. cit.*, pp. 208-209, 240-241 et 316-317, surprend le fonctionnement de la censure cachée au niveau de chaque rédaction, les difficultés de respecter les demandes impératives des instances politiques et l'effet déprimant des excès engendrés par le culte des personnalités de Nicolae et Elena Ceauşescu.

358 Boris Buzilă (*ibidem*, pp. 76-79) décrit en détail l'intervention du rédacteur en chef sur le contenu d'un article considéré « problématique », duquel on élimine les passages considérés comme déviants de la ligne idéologique ; voir aussi *ibidem*, p. 120, pour l'interdiction d'utiliser certains mots dans le contenu des articles publiés par le journal.

359 Dès le début des années 1980, la Télévision nationale devient une présence tout à fait insignifiante dans l'espace public : les émissions de la seule chaîne nationale sont réduites à deux heures par jour pendant la semaine et à peu près huit heures pendant le week-end. Les programmes transmis pendant les deux heures sont surtout destinés à promouvoir le culte de la personnalité de Nicolae Ceauşescu. Bogdan Ficeac, *op. cit.*, p. 36, observe que les excès de ce type de propagande ne font que décrédibiliser le message idéologique du régime Ceauşescu et qu'ils engendrent un effet plutôt contraire à celui escompté par les autorités communistes.

II.1.c. Le rôle de la Securitate dans la production du discours nationaliste

Au début du présent chapitre, nous avons affirmé que, de tous les acteurs impliqués dans la production du discours nationaliste, la Securitate est le plus proche de la définition d'un groupe d'intérêt. Son principe de fonctionnement, sa structure et sa position particulière dans le système communiste la prédisposent à être un organe animé par un esprit de corps fondé sur des intérêts communs, plus ou moins cohérents mais toujours bien articulés et conscients. De plus, elle possède des moyens de pression/négociation nécessaires à la promotion de ses propres intérêts.

Cette situation singulière de la Securitate dérive surtout de ses rapports avec la direction du PCR. Même si, formellement, dès le début de son existence institutionnelle[360], la Securitate est subordonnée au parti, la vraie nature de leurs relations est hautement concurrentielle et complémentaire à la fois. Au long de l'histoire du PCR en tant que parti unique au pouvoir, ses leaders successifs restent conscients, d'une part, de l'importance de la police politique dans l'exercice d'imposition de leur autorité, d'autre part, du risque que la position clef de la Securitate à l'intérieur du système représente pour eux-mêmes dans l'optique du contrôle total de la société roumaine par le parti. La situation initiale de Nicolae Ceauşescu dans sa relation avec la Securitate diffère très peu de ce modèle général. Comme le remarque Dennis Deletant, le fait même que le principal rival politique de Ceauşescu est Alexandru Drăghici, le personnage qui contrôle le Ministère de l'Intérieur et implicitement la Securitate, constitue une preuve suffisante du poids réel de ce type d'institution dans les luttes de pouvoir internes à l'Etat communiste.[361] Au cours de l'enquête menée par le Comité central pour dévoiler les abus d'Alexandru Drăghici et obtenir des preuves pour le destituer, l'activité de la Securitate est directement mise en cause.[362] Mais l'attitude du nouveau secrétaire général à l'égard de l'institution et de ses employés reste plutôt prudente et ses réorganisations successives, entre 1967 et 1978, n'apportent que des modifications mineures de sa structure et de ses moyens d'action.

---

360 Pour les détails historiques concernant la création de la Securitate roumaine, voir Gabriel Catalan, Mircea Stănescu, « Brève histoire de la Securitate. Quelques aspects », in *Cahiers d'histoire immédiate*, no.4, automne 2003, pp. 123-136. L'institution a été créée en 1948, à l'aide de conseillers soviétiques, ayant pour but déclaré de « defendre les conquêtes démocratiques et assurer la sécurité de la République populaire roumaine contre les machinations des ennemis de l'intérieur et de l'extérieur » (cf. *ibidem*, p. 128). Les derniers conseillers soviétiques ont quitté l'appareil de la Securitate roumaine seulement en 1964 ; *ibidem*, p. 132.

361 Dennis Deletant, *op.cit.*, p. 7.

362 Voir en ce sens le document présenté par la Commission d'enquête devant le plenum du CC, le 22-25 avril 1968, concernant la surveillance par la Securitate de l'activité et de la vie personnelle des activistes du PCR ; cf Marius Oprea, *op. cit.*, pp. 379-387.

Une caractéristique crucial dans la définition de la relation entre la Securitate et la direction du PCR, au niveau central et local, est le degré d'autonomie dont dispose cette institution dans la surveillance des cadres du parti et l'utilisation des informations ainsi obtenues dans des buts qui ne sont pas toujours identiques aux objectifs du PCR.[363] Elle contrôle, par exemple, l'accès des cadres de la nomenklatura aux informations recueillies par ses différents services, des informations qui constituent une ressource importante dans l'exercice du pouvoir.[364] Les efforts pour limiter l'autonomie de la Securitate dans ces deux directions n'ont produit que des résultats imparfaits. A la fin des années 1970, sur ordre express de Nicolae Ceauşescu – déterminé surtout par l'évasion aux Etats-Unis de Ion Mihai Pacepa, un des chefs de la Direction d'Informations Extérieures (DIE) – l'institution est contrainte de détruire une partie des dossiers personnels constitués pour les cadres du PCR. Ses possibilités de recruter des membres du parti pour les utiliser en tant qu'informateurs sont limitées par l'obligation de demander l'avis préalable des organisations locales du PCR. Toutefois le prétexte des « situations exceptionnelles » peut être utilisé pour contrecarrer cette contrainte.[365]

La question de la surveillance des cadres communistes est encore plus délicate. Si l'on en croit Cornel Burtică, dans les années 1970-1980 une bonne partie des membres du Comité central est surveillée par la Securitate. Cette décision fait probablement suite aux ordres de la famille Ceauşescu.[366] Burtică suggère également l'existence de relations personnelles entre des membres du CC et les commandants de la Securitate, en mesure d'assurer l'accès privilégié de certains dirigeants communistes plus ou moins proches de la famille Ceauşescu à des informations autrement soigneusement sélectionnées.[367] Au niveau

---

363 Conformément au récit de Denis Deletant, dans sa préface à Marius Oprea, *op. cit*, p. 39, un des successeurs d'Alexandru Drăghici à la direction du Ministère de l'Intérieur, Ion Stănescu, est éloigné de son poste en 1973, suite aux plaintes formulées par Emil Bobu, le chef de la Section Organisationnelle du CC, concernant ses excès de zèle dans la surveillance des membres du parti. L'information est indirectement confirmée par Ionel Gal, ex-adjoint du ministre de l'Intérieur ; cf. Ionel Gal, *Raţiune şi represiune în Ministerul de Interne. 1965-1989* [Raison et répression dans le Ministère de l'Intérieur. 1965-1989], tome II, Jassy, Editions Do-minoR, 2001, p. 26.

364 Sur ce point, voir le récit de Cornel Burtică in Rodica Chelaru, *op. cit.*, pp. 154-181, et celui de Ionel Gal, *op. cit.*, pp. 39-41, convergent vers la description d'une compétition acerbe pour l'accès aux informations contenues dans les rapports de la Securitate.

365 Cf. Gabriel Catalan, Mircea Stănescu, *op. cit.*, p. 136

366 Rodica Chelaru, *op. cit.*, p. 155. Le même Burtică suggère qu'à l'époque où le chef de la Securitate était Ion Stanescu, Nicolae Ceauşescu était lui même surveillé par la Securitate, soit à la demande de sa femme, Elena, soit à l'initiative des commandants de l'institution qui essaient de s'assurer de cette manière la confiance d'Elena Ceauşescu ; voir *ibidem*, p. 156.

367 Cf. *ibidem*, p. 175, où Burtică raconte sa propre relation d'amitié avec le général Nicolae Doicaru, à l'époque commandant de la Direction d'Informations Extérieures (DIE) ; voir Dennis Deletant, *op.cit.*, p. 39. Le même Burtică estime qu'en fait, la famille Ceauşescu était elle-même contrôlée par la Securitate plutôt qu'elle contrôlait la Securitate *ibidem*, p. 178. « Les Ceauşescu étaient convaincus, surtout Elena, qu'ils étaient ceux qui contrôlaient la Securitate. Ils n'ont jamais réalisé qu'en fait, la Securitate les a dirigés dans la direction qu'elle voulait, qu'elle transmettait des informations de nature à

des différents services de la Securitate chargés de la distribution des bulletins informatifs, on opère pour chaque membre du Comité Politique Exécutif des distinctions concernant l'accès à l'information, en fonction des indications données par la famille Ceauşescu.[368] Il existe occasionnellement des membres du CPEx qui, faute de jouir de la confiance du secrétaire général, n'ont qu'un accès très sélectif aux informations distribuées par l'Office de Documentation du Ministère de l'Intérieur.[369] Au niveau local, où les directions de la Securitate sont formellement subordonnées aux bureaux locaux du PCR et leurs commandants sont censés présenter des bulletins informatifs aux secrétaires régionaux du parti, on constate aussi des relations complexes, qui peuvent aller de la rivalité jusqu'à la complicité.[370]

Le degré d'autonomie que la Securitate arrive à préserver par rapport à la direction du PCR montre qu'elle est un des acteurs les plus importants dans le réseau de production du discours nationaliste et dans le maintien du pouvoir. D'une part, sa présence dans le domaine de la vie culturelle est permanente et acceptée par tous les autres acteurs, chacun essayant de l'utiliser à son avantage.[371] D'autre part, elle essaie (et réussit) à intervenir comme intermédiaire entre les autres acteurs pour promouvoir ses propres buts et intérêts. Surtout la position d'intermédiation de la Securitate entre les différents groupes d'attitude et la direction du PCR lui fournit l'occasion de manipuler les actions des deux parties impliquées dans ce jeu d'influence en fonction des visions/convictions personnelles de ses officiers[372] mais aussi en fonction d'intérêts plus pratiques. Sur ce dernier point, la cooptation de Iosif Constantin Drăgan constitue un bon exemple. Cet ex-sympathisant de l'extrême droite roumaine de l'entre-deux-guerres, protecteur du groupe de la revue *Săptămâna*, émigré en Italie et devenu un riche homme d'affaire, devient un sponsor de la propagande nationaliste roumaine à l'étranger.[373] Iosif Constantin Drăgan, dont les ambitions de mécène sont nourries depuis

---

provoquer les décisions qu'elle désirait » (la traduction du roumain nous appartient). Cette observation rend compte des relations très compliquées entre la direction du PCR et l'appareil de la Securitate et montre comment les représentants de cette institution savaient jouer la carte de leur autonomie dans le système.

368 Cf. Ionel Gal, *op. cit.*, p. 40.

369 *Ibidem*, p. 239.

370 Le récit de Ionel Gal, *ibidem*, décrit la complicité qui s'établit, dans les années 1980, entre les directions locales du PCR et les commandants de la Securitate pour rapporter vers la direction centrale du parti des chiffres faux concernant la réalisation des plans économiques.

371 A part le témoignage de Cornel Burtică in Rodica Chelaru, *op. cit.*, p. 172, les rapports présentés dans *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, *passim*, confirment largement cette assertion.

372 Voir à ce propos les différences de tonalité entre un rapport de 1986, rédigé par une femme capitaine, Stana Creţa (actuellement membre du Parti « România Mare », l'héritier du groupe de *Săptămâna*), qui soutient ouvertement la position du groupe de *Săptămâna* et un autre rapport (dont l'auteur n'est pas précisé), datant de 1987, qui présente Corneliu Vadim Tudor comme étant un personnage extrêmement incommode pour le régime Ceauşescu ; *ibidem*, pp. 357-359 et 367.

373 Voir à ce propos un document de février 1967, élaboré par les sections de propagande et d'agitation du CC, le Ministère des Affaires Etrangères et le Ministère de l'Intérieur (ce dernier en qualité d'institution qui se subordonnait la Securitate), recommandant l'invitation de Drăgan à Bucarest et l'acceptation de

1967 par la « Fondation Européenne Drăgan » et dont l'influence énorme auprès de la Securitate le transforme dans les années 1970 en éminence grise du nationalisme communiste, est un produit de cette institution qui a le plus probablement contribué à la croissance fabuleuse de sa fortune. Il existe des suppositions, même si les preuves tangibles n'ont pas encore été retrouvées dans les archives roumaines, que les sommes dépensées à l'étranger par l'intermédiaire de la Fondation Drăgan, pour financer des recherches et des ouvrages concernant l'histoire de la Roumanie, provenaient en fait du budget spécial de la Securitate, destiné aux besoins de la propagande roumaine à l'Ouest. Si Drăgan commence à accumuler sa fortune personnelle dans les années de la deuxième guerre mondiale, ses préoccupations culturelles apparaissent avec cette Fondation dont la constitution coïncide avec les efforts déployés par la Direction d'Informations Extérieures (DIE) pour coopter des émigrés roumains dans le système de propagande à l'étranger, en essayant de valoriser au maximum la nouvelle orientation nationaliste du PCR.

Dans le tableau général de la production du discours nationaliste roumain, la mobilité de la Securitate entre les différents niveaux du réseau et ses capacités à déterminer l'orientation des acteurs agissant aux niveaux supérieurs vers le soutien d'une certaine ligne d'action ou d'un certain trait prédominant dans le contenu du discours nationaliste constituent la garantie la plus solide pour l'autonomie et l'importance des acteurs agissant au dernier niveau, les groupes d'attitude.

II.1.d Les groupes d'attitude

Les acteurs qui agissent au niveau le plus bas du réseau de production du discours nationaliste se trouvent dans une situation qui ne manque pas de paradoxes. Parce qu'ils dépendent des ressources allouées par les acteurs des niveaux supérieurs et sont subordonnées au bon-vouloir de ces derniers, leur position est plutôt fragile. Le choix d'un des groupes d'attitude favoris dans les transactions avec les acteurs des niveaux supérieurs s'opère surtout et le plus souvent en fonction de la vulnérabilité des personnages qui en sont les meneurs et

---

sa proposition d'organiser à Venise – dans un bâtiment appartenant à l'Etat roumain – une institution culturelle roumaine ; cf. Dumitru Dobre, Dan Taloş, *Români în exil, emigraţie şi diaspora. Documente din fosta arhiva a CC al PCR* [Des Roumains en exile, émigration et diaspora. Documents de l'ancienne archive du Comité centrale du PCR], Bucarest, Editions ProHistoria, 2006, pp. 143 et 145. Voir aussi *Jurnalul Naţional* [Le Journal National] de 23 juillet 2006, qui fait un portrait très élogieux de Drăgan, actuellement le deuxième placé dans le classement des plus riches citoyens de la Roumanie ; le propriétaire principal de ce quotidien bucarestois, Dan Voiculescu, est lui aussi un ancien employé de la police politique, impliqué pendant les années 1980 dans des opération commerciales à l'étranger déroulées par l'entreprise « Dunărea » appartenant à la Securitate. Voir pour des détails supplémentaires, Marius Oprea, *Moştenitorii Securităţii* [Les héritiers de la Securitate], Bucarest, Editions Humanitas, 2004, pp. 185-195.

les portes-parole. Cette vulnérabilité est contenue dans leur biographie personnelle ou dans leurs relations conflictuelles avec les milieux professionnels dont ils sont issus. A l'inverse, étant données leur visibilité maximale et leurs possibilités réelles d'influencer directement la réaction publique à l'égard du discours nationaliste du régime, ces groupes d'attitude ont des atouts incontestables dont la valorisation dépend exclusivement de leurs habilités à négocier et qui, par conséquent, leur assurent une position d'autonomie significative dans les rapports avec les acteurs des niveaux supérieurs. Leur degré de visibilité et leur habileté à gagner une crédibilité réelle dans la relation directe avec le public constituent d'ailleurs les principales explications de leur rôle clef dans la production du discours implicite.

Dans le but d'étayer ces arguments, nous proposons d'aborder trois études de cas. Pour les deux premiers – le groupe de « Săptămâna » et le cénacle « Flacăra » – le trait commun est justement la manière dont ils arrivent à négocier leur autonomie et leur place dans le réseau par le biais de relations informelles, en exploitant les besoins des autres acteurs de gagner en légitimité (légitimité en l'occurrence indirecte). Le troisième – le groupe des historiens militaires, patronné par Ilie Ceauşescu – représente un cas dont l'explication nécessite l'introduction de nuances supplémentaires. Voilà pourquoi nous le traiterons séparément des deux premiers groupes.

Le groupe de la revue « Săptămâna »

Le groupe constitué autour de la revue « Săptămâna », revue officiellement patronnée par le Comité de la Culture et de l'Education Socialiste de Bucarest et dont le titre officiel est « Săptămâna culturala a Capitalei » (« La semaine culturelle de la Capitale »), s'est illustré surtout par la radicalité du discours nationaliste promu dans les articles de ses deux meneurs principaux, le prosateur Eugen Barbu, rédacteur en chef de la revue entre 1972-1989, et le poète Corneliu Vadim Tudor. L'influence du groupe dans la production du discours nationaliste roumain touche à son apogée dans les années 1970, quand la revue « Săptămâna » se constitue en porte-parole à la fois d'une contre-propagande demi-ouverte menée par le régime Ceauşescu en réponse à la propagande anticommuniste de la radio Free Europe, de l'orientation traciste[374] vivement supporté par Iosif Constantin Drăgan et rattrapé par

374 Les Daces, une des nombreuses tribus thraces de l'Europe Orientale, sont considérés comme les ancêtres des Roumain ; la mythologie nationale considère la symbiose culturelle entre les Daces et leurs conquérants latins, qui commence à l'époque de l'empereur Trajan, comme l'acte de naissance du peuple roumain. L'évolution de l'épisode dace dans l'historiographie roumaine, dès le XIX^{ème} siècle, est détaillée chez Lucian Boia, *op.cit.*, pp. 135-178

l'appareil officiel du PCR, et du protochronisme[375] qui représente une résurrection dans un nouveau contexte politique du courant intellectuel traditionaliste d'avant la deuxième guerre mondiale.

Pour mieux positionner le groupe dans la perspective politique et culturel de l'époque, commençons par aborder les biographies personnelles de ses deux leaders, les écrivains Eugen Barbu et Corneliu Vadim Tudor. Né en 1924, dans une famille d'ouvriers pauvres, Eugen Barbu commence sa carrière littéraire dans les années 1950 comme représentant d'une direction peu représentée jusqu'alors dans la littérature roumaine. Son premier roman de succès, *Groapa* (« La fosse »), publié en 1957, a pour sujet l'univers pittoresque d'une banlieue bucarestoise peuplée d'ouvriers pauvres avec des familles nombreuses, des voleurs, des orphelins, des filles de joie et autres petits marchands en quête de fortunes. Son style littéraire est fortement imprégné de l'argot spécifique à cet univers social, brutal et parfois même obscène. Ce style, il le transplante sans beaucoup de modifications dans ses articles de journaux et dans ses polémiques acerbes avec ses confrères de l'Union des Ecrivains. Personnalité vindicative et profondément conflictuelle, Barbu a une réputation hautement controversée dans son milieu professionnel.[376] Dans ces conditions, sa stratégie est de contrecarrer les animosités de ses collègues écrivains par l'usage du compromis politique. Nommé en 1963 rédacteur en chef de la revue *Luceafarul*, patronnée par l'Union des Ecrivains, Barbu est obligé de quitter son poste en 1968, suite au conflit qui éclate entre lui et

375 Les débats engendrés par le protochronisme dans les milieux culturels roumaines, à la fin des années 1970 et début des années 1989, sont analysés par Katherine Verdery, *op. cit.*, pp. 167-214, et Lucia Dragomir, *op. cit.*, pp. 252-281. Pour une histoire détaillée de cette polémique culturelle, voir Florin Mihăilescu, *De la proletcultism la postmodernism* [Du proletculte au postmodernisme], Constanţa, Editions Pontica, 2002, pp. 113-212

376 Le point culminant de son conflit avec le milieu des écrivains a lieu en 1979, quand un critique réputé, représentant des « modernistes » de l'Union des Ecrivains, Nicolae Manolescu et le poète Marin Sorescu – un personnage qui, sans être un supporteur dédié au communisme nationaliste, était pourtant positivement crédité par la direction du PCR – accusent Barbu d'avoir plagier, dans son nouveau roman, *Incognito*, l'écrivain russe Paustovsky. Le plagiat, démontré par la revue *România literară* [La Roumanie littéraire], publication officielle de l'Union des Ecrivains, dont Nicolae Manolescu est le rédacteur en chef, devait déterminer l'élimination d'Eugen Barbu des rangs de l'Union. Mais cette tentative se heurte à l'opposition des officiels du Comité central. Au cours d'un entretien du 16 octobre 2003, Eugen Florescu raconte les pressions de Marin Sorescu visant d'obtenir l'accord du CC du PCR pour l'élimination de Barbu et décrit son propre refus, ainsi que celui de son supérieur hiérarchique, Dumitru Popescu, comme l'expression d'une position « de modération ». En fait, comme Eugen Barbu était perçu dans son milieu professionnel comme le principal allié du régime Ceauşescu, la condamnation de son plagiat risquait de nuire à l'autorité de la direction du PCR dans ses relations avec les écrivains. Pour les détails sur ce plagiat d'Eugen Barbu, voir Virgil Ierunca, *Dimpotrivă* [Tout au contraire], Bucarest, Editions Humanitas, 1994, pp. 122-129 et 313-354. Voir aussi Dumitru Popescu, *op. cit.*, tome III, 2006, pp. 315-328, qui présente l'action comme une « vengeance » des ennemis de Barbu et précise le point de vue conciliant de la direction du PCR : « J'avais eu une discussion avec Nicolae Ceauşescu sur ce qui s'était passé, sur le cas Barbu en général. Il avait reçu des informations et avait un point de vue déjà formé. Dans la bonne tradition doctrinaire communiste, il ne voyait qu'une seule issue à ce conflit déplaisant : l'autocritique publique de Barbu, suivie d'un pardon tacite, transformée avec le temps en *réhabilitation*. » (cf. *ibidem*, p. 322 ; la traduction du roumain nous appartient).

les jeunes écrivains membres de la rédaction. Pendant les deux années suivantes, sa carrière de journaliste passe par une éclipse, même si ses œuvres littéraires continuent de paraître et d'être soutenues par l'Etat roumain pour être traduites à l'étranger.[377] En 1969, Barbu est élu membre suppléant du Comité central du PCR, une pratique utilisée par la direction du parti pour récompenser les intellectuels qui supportent sa politique.[378] En 1972, suite à un entretien avec Dumitru Popescu – chargé à l'époque de la direction du Conseil de la Culture et de l'Education Socialiste – Barbu obtient la fonction de rédacteur en chef de la revue officiel du CCES de Bucarest, « Săptămâna », jusqu'à ce moment une publication obscure et sans visibilité dans le paysage culturel roumain.[379] C'est Barbu et son équipe rédactionnelle qui, avec le concours de la direction du PCR et surtout de la Securitate, ont transformé en peu de temps cette revue presque invisible en une publication des plus fameuses de la Roumanie communiste.

Dans l'équipe d'Eugen Barbu, Corneliu Vadim Tudor fait figure de dauphin. En 1978, quand Barbu reçoit le prix Herder de littérature, Vadim Tudor est le jeune poète désigné par le lauréat pour bénéficier d'une bourse d'études à Vienne accordée par les organisateurs. A ce moment, Vadim Tudor n'est pas encore le polémiste redouté des années 1980, mais un poète plutôt médiocre qui s'exerce dans le registre de la poésie patriotique. Né en 1949, Vadim Tudor provient lui aussi d'une famille d'ouvriers pauvres de la banlieue bucarestoise. Son dossier de cadre est pourtant moins conforme aux exigences politiques de l'époque : sa famille appartient au culte baptiste, le plus important des quatre cultes religieux néo-protestants autorisés à fonctionner dans la Roumanie communiste mais dont les membres se trouvent sous la surveillance permanente de la Securitate.[380] Ce détail biographique, doublé

---

377 Après une première version française en 1964, le roman *Groapa* [La Fosse] est traduit en allemand, en 1966, en espagnol en 1968 et en russe en 1972. Cf. la bibliographie d'Eugen Barbu, URL http://www.c-cultural.ro/biblioteca%20virtuala/proza/eugen%20 barbu/Eugen%20 Barbu %20-%20Groapa.doc consulté le 3 avril 2007.

378 Lucia Dragomir, *op. cit.*, p. 209, compte 16 écrivains élus dans le Comité central du PCR à l'occasion du XIIe congrès du parti et, à la même époque, 13 écrivains élus dans la Grande Assemblée Nationale. En ce qui concerne la carrière politique d'Eugen Barbu, en 1979, au cours du même congrès, celui-ci n'est plus élu dans le Comité central, apparemment suite au scandale provoqué par son plagiat. Florica Dobre, eds., *Membrii Comitetului Central al Partidului Comunist Român. 1945-1989. Dicţionar* [Membres du Comité Central du Parti Communiste Roumain. 1945-1989. Dictionnaire], p. 84, indique l'année 1978 comme date de l'exclusion de Barbu mais cette information est, de manière évidente, erronée ; voir aussi à ce propos les documents publiés dans *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, pp. 144-149, qui mentionnent explicitement la qualité de membre suppléant du CC de Barbu et le poids de cet position dans les discussions autour de son exclusion de l'Union des Ecrivains. Cf. *ibidem*, p. 473, la Securitate a décidé de ne pas s'impliquer dans ce cas de déontologie professionnelle (il s'agissait d'environ 100 pages reproduites de l'écrivain russe Paustovky) et d'attendre la décision de la direction du PCR.

379 Cf. le récit de Dumitru Popescu, *op. cit.*, tome II, pp. 159-163.

380 Voir à ce propos l'étude d'Elis Neagoe-Pleşa et Liviu Pleşa, « Cultele neoprotestante din Romania în perioada 1975-1989 » [Les culte néoprotestantes de Roumanie pendant les années 1975-1989], in Adrian Nicolae Petcu, eds., *Partidul, Securitatea şi cultele. 1945-1989* [Le parti, la Securitate et les

par un tempérament volcanique et par la volonté de s'affirmer à tout prix dans le milieu littéraire, fait de Vadim Tudor un personnage vulnérable et sensible aux chantages de la Securitate. C'est pourquoi il est difficile de savoir si c'est malgré sa biographie ou, tout au contraire, à cause de sa biographie qu'il devient le disciple d'Eugen Barbu (l'un des hommes les plus puissants du moment), le promoteur d'un discours nationaliste agressif et un poète dont la moitié de l'œuvre est dédiée à la famille Ceauşescu.[381]

Le reste de l'équipe comprend des personnages plus ou moins notoires dans les milieux culturels roumains dont les traits communs sont leurs convictions nationalistes, les positions conflictuelles dans leurs champs professionnels et le désir de s'assurer une situation privilégiée dans les professions respectives à l'aide d'un support négocié avec le pouvoir politique : le critique littéraire Mihai Ungheanu[382], un des protagonistes les plus actifs de la campagne protochroniste ; le prosateur Paul Anghel[383], les essayistes Dan Zamfirescu[384] et Dan Ciachir[385] mais également d'autres collaborateurs moins visibles, tels que Dan Mutaşcu,

---

cultes. 1945-1989], Bucarest, Editions Nemira, 2005, pp. 350-394. Les auteurs de cette étude montre, avec des preuves documentaires provenant des archives de la Securitate, la stratégie que celle-ci employait pour créer un réseau d'informateurs à l'intérieur de chaque culte néoprotestant ; les plus visés pour être recrutés comme informateurs étaient les intellectuels et les personnes susceptibles de devenir des leaders de leurs communautés (*ibidem*, p. 372).

381 Devenu après 1989 le fondateur et le président du parti extrémiste « România Mare » [La Grande Roumanie], dont Eugen Barbu a été lui aussi membre et représentant dans le Parlement roumain jusqu'à sa mort en 1993, Corneliu Vadim Tudor a choisi d'épurer de sa biographie officielle toute référence concernant son activité à la revue *Săptămâna* ; cf. son site personnel, adresse URL http://www.agonia.ro/index.php/ author/0004789/index.html, consulté le 3 avril 2007.

382 Né en 1939, Mihai Ungheanu est actuellement sénateur du Parti « România Mare » [La Grande Roumanie], présidé par Corneliu Vadim Tudor. Voir sa fiche de sénateur à l'adresse URL http://www.senat.ro/FisaSenator.aspx?ID=131, consultée le 4 avril 2007.

383 Auteur de plusieurs romans avec des sujets historiques et de quelques pièces de théâtre, Paul Anghel est mort en 1995 ; après 1989, il n'a pas eu de carrière politique.

384 Dan Zamfirescu provenait d'une famille avec des sympathies pour l'extrême droite, son père étant même arrêté après 1944 pour son appartenance politique à la Légion de l'Archange Michel. Jeunes intellectuels prometteurs des années 1960, spécialiste de la littérature roumaine médiévale et possédant une érudition incontestable, Zamfirescu devient dès la fin des années 1960 une présence constante dans les publications liées à l'activité de la Securitate ; voir les appréciations de Monica Lovinescu, *Unde scurte. Jurnal indirect* [Les ondes courtes. Journal indirect], Madrid, Editions Limite, 1978, pp. 338-339. Monica Lovinescu critique, en 1969, l'engagement de Dan Zamfirescu au journal *Glasul Patriei* [La Voix de la Patrie], publié et diffusé en Europe de l'Ouest par le régime communiste dans le but de gagner les faveurs de l'émigration roumaine pour la nouvelle ligne nationaliste du PCR. Dan Zamfirescu est le seul membre du groupe de *Săptămâna* qui, après 1989, a ouvertement avoué sa qualité de collaborateur de la Securitate, décrivant les conditions de son recrutement et la nature des bénéfices que cette qualité lui a apporté. Pourtant, il soutient avoir accepté cette collaboration « par patriotisme » et en vertu de ses convictions nationalistes (cf. son interview consulté à l'adresse URL http://www.lumeam.ro/029959.html**,** le 3 avril 2006). Après 1989, Zamfirescu devient le propriétaire de la maison d'éditions Roza Vânturilor, très active dans la publication des écrits politiques de Mircea Eliade et d'autres intellectuels de droite de l'entre-deux-guerres, des ouvrages de leur maître, le philosophe orthodoxe Nae Ionescu, mais aussi de la littérature de propagande de l'extrême droite de cette période.

385 Né en 1951, Dan Ciachir devient collaborateur de la Securitate au début des années 1970, pendant ses études à la Faculté de Philologie de Bucarest. Après 1989, il s'est converti à l'orthodoxie et est devenu

écrivain et poète, Traian Filip, un écrivain peu connu qui devient dans les années 1980 l'assistant personnel de Iosif Constantin Drăgan[386], l'historien Manole Neagoe, auteur, à la fin des années 1970, dans les pages de « Săptămâna », de comptes-rendus critiques concernant l'historiographie hongroise sur la Transylvanie mais aussi protagoniste d'une polémique agressive dressée contre ses collègues de l'Institut d'Histoire « Nicolae Iorga »[387] et le médecin, poète et commentateur sportif Dan Claudiu Tănăsescu.[388]

Les relations que le groupe de « Săptămâna » entretient avec les autres acteurs dans le réseau de production du discours nationaliste sont des plus complexes. On peut ainsi constater que, tandis que les contacts directs avec les membres de la famille Ceauşescu sont fortement recherchés par les membres du groupe[389], Nicolae Ceauşescu se montre plutôt rétractile devant leur appétit polémique – si facilement transformable en scandale publique – et surtout à l'égard de leurs tempéraments fanatiques, difficiles à contrôler.[390] Il est pourtant à supposer que l'utilisation de la revue « Săptămâna » dans l'action que la Securitate dresse contre la

---

un des commentateurs les plus connus de la vie religieuse de Roumanie ; comme journaliste, Ciachir a collaboré avec la BBC et écrit actuellement pour le journal *Ziua* [La Journée] ; en 2006, il a avoué publiquement sa relation avec la Securitate ; cf son interview du journal *Cotidianul* [Le Quotidien], 1 août 2006, adresse URL http://www.cotidianul.ro/index.php?id=6349&art=15840&cHash=5e39b19740#.

386 Cf. *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, p. 342.

387 Voir à ce propos la réponse du Conseil Scientifique de l'Institut « Nicolae Iorga » dans *Săptămâna*, no. 374, 3 février 1978 et no. 375, 10 février 1978, à la série d'articles critiques publiée par Neagoe dans la même revue au cours de l'année 1977. Voir aussi la réponse de Manole Neagoe, « Neştiinţa Consiliului Ştiinţific » [L'ignorance du Conseil Scientifique], in *Săptămâna*, no. 376, 17 février 1978. On devrait également mentionner que, suite à ce conflit avec les chercheurs de l'Institut « Nicolae Iorga », Manole Neagoe est transféré aux Archives de l'Etat, institution subordonnée au Ministère de l'Intérieur et dont le directeur général était à l'époque le général Ionel Gal, ex-adjoint du ministre de l'Intérieur et un des réorganisateurs de la Securitate dans les premières années du régime Ceauşescu (cf. Ionel Gal, *op. cit.*, p. 26) ; pour l'activité de Gal aux Archives de l'Etat, voir *ibidem*, pp. 118-176. En 1980, Neagoe quitte les Archives de l'Etat et part pour des recherches en Italie, aux frais de Iosif Constantin Drăgan. Actuellement, il est journaliste à la revue *România Mare*, appendice du parti du même nom.

388 Actuellement sénateur du Parti « România Mare » dans le Parlement de la Roumanie.

389 Un document du 4 septembre 1980, publié dans *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, p. 169, raconte les efforts de Dan Zamfirescu pour accéder à Elena Ceauşescu dans l'espoir de déterminer une prise de position de celle-ci en faveur du groupe de *Săptămâna* dans les conflits professionnels qui divisaient l'Union des Ecrivains : « Dan Zamfirescu exprime sa conviction qu'ils seront périodiquement reçus par la camarade Elena Ceauşescu pour l'informer sur les principaux problèmes et objectifs de la création. Il est convaincu que Son Excellence peut jouer un rôle important dans la culture roumaine. Avec les écrivains Nichita Stănescu, Eugen Barbu et Corneliu Vadim Tudor, il a l'intention d'informer une fois par mois la camarade Elena Ceauşescu sur les problèmes courants de la culture, en général et de la littérature en particulier. » (La traduction du roumain nous appartient). D'autres documents racontent les efforts des membres du groupe pour rencontrer Nicolae Ceauşescu dans l'espoir de forcer un changement de direction à l'Union des Ecrivains ; cf *ibidem*, p. 163. Le contenu de cet entretien, qu'a eu lieu le 26 août 1980, est reproduit par Marin Radu Mocanu, *op. cit.*, pp. 80-130 ; du sténogramme de l'entretien résulte l'attitude réticente de Ceauşescu devant les propositions radicales des écrivains participants.

390 Sa réaction devant la perspective de confier à Eugen Barbu la direction de *Săptămâna*, retenue par Dumitru Popescu, nous semble significative pour comprendre sa manière de se rapporter au groupe de *Săptămâna* : « J'ai exposé le cas au secrétaire général. Il était au courant avec la situation de Barbu. Il se montrait mécontent de ses manières. « C'est un bagarreur. Il aime le scandale. » Il a été pourtant d'accord vis-à-vis de la demande. » ; cf. Dumitru Popescu, *op. cit.*, tome II, p. 163 (la traduction du roumain nous appartient).

propagande anticommuniste de la Radio « Free Europe » se fait avec l'accord de la famille Ceauşescu.

Les contacts et les transactions d'influence avec les représentants des sections du Comité central chargés de l'activité de propagande sont dominés par la même prudence de la part des activistes du PCR à l'égard du potentiel explosif des polémiques engendrées par le groupe de « Săptămâna » dans leurs milieux professionnels et surtout à l'intérieur de l'Union des Ecrivains. Il est vrai que les idées et les attitudes du groupe de « Săptămâna » rencontrent des réactions plutôt bienveillantes de la part de certains dirigeants de l'activité de propagande (comme c'est le cas d'Eugen Florescu) qui acceptent de jouer les intermédiaires entre ce groupe et la famille Ceauşescu. Bien entendu, dans ce milieu où la susceptibilité, le conformisme et l'obédience hiérarchique sont de rigueur, l'impétuosité du langage et des réactions publiques, montrée par le groupe de « Săptămâna » n'est pas de nature à déterminer un engagement sans nuance de leur côté. Cette attitude devient visible à l'occasion du scandale déclenché par un article antisémite de Corneliu Vadim Tudor en 1980[391]. Ce scandale qui détermine la marginalisation graduelle du groupe dans le réseau de production du discours nationaliste – suite notamment à ses implications dans les relations entre le régime Ceauşescu d'un côté, les Etats-Unis et Israël, de l'autre – constitue un moment révélateur pour le type de relations établies entre le groupe de « Săptămâna » et les autres acteurs du réseau. Dès ce moment, les écrits des membres du groupe commencent à être soumis à une censure de moins en moins préférentielle de la part du Conseil pour la Culture et pour l'Education Socialiste et leurs protestations ainsi que leurs efforts pour regagner les positions perdues ne trouvent plus d'interlocuteurs favorables dans la direction du PCR. Même Eugen Florescu, dont les convictions personnelles le situent plutôt du côté de « Săptămâna », réagit publiquement pour condamner les critiques adressées par Eugen Barbu à son chef hiérarchique, Dumitru Popescu, au cours d'une discussion organisée par la section de presse du Comité central.[392] La réaction de la Securitate est pourtant loin d'être aussi ferme et les efforts de récupérer les positions du groupe de « Săptămâna » prouvent la relation particulière entre ce dernier et l'institution de la police politique roumaine.[393] Les intérêts de la Securitate

391 Il s'agit de l'article éditorial (un genre qui, d'habitude, n'était pas signé par les auteurs mais qui était assumé par toute la rédaction) – « Idealuri » [Idéaux], in *Săptămâna*, no. 509, 5 septembre 1980. On va analyser en détail cet épisode dans le dernier chapitre de cette partie.

392 Cf. *Cartea albă a Securităţii* … *op.cit.*, p. 201

393 Pendant la première moitié des années 1980, *Săptămâna* continue de publier des matériaux fournis par la Securitate et utilisés contre les journalistes roumains de la Radio « Free Europe ». La plus importante de ces campagnes a lieu en 1982, quand la revue publie le journal personnel du poète Ion Caraion. Ami de Virgil Ierunca et Monica Lovinescu et ancien détenu politique sous le régime Dej, Caraion accepte dans les années 1970 de devenir informateur de la Securitate, sous la menace d'être emprisonné pour homosexualité ; il rédige plusieurs notes informatives dénonçant ces amis, journalistes de la Radio

– notamment celui de contre-attaquer par des moyens efficaces la propagande anticommuniste de la Radio « Free Europe » et celui de contrôler le milieu difficile des écrivains roumains – trouvent dans le groupe de « Săptămâna » un partenaire convenable et tout aussi intéressé. Il s'agit bien d'une affinité de circonstance qui est devenue structurelle, d'une division du travail, où les manipulations réciproques sont légion.

Le contenu du discours qu'individualise la revue « Săptămâna » rend compte des jeux d'intérêts à l'intérieur du réseau de production du discours nationaliste roumain dans les années 1970-1980. Trois thèmes majeurs sont à l'oeuvre dans les pages de la revue. D'abord, à la propagande nationaliste dans l'esprit de la nouvelle orientation idéologique du PCR, on ajoute des accents agressifs et xénophobes constituant plutôt la contribution personnelle de l'équipe rédactionnelle. Cette attitude est tolérée par les officiels du PCR dans la mesure où elle ne menace pas les intérêts de l'Etat-parti et pour autant qu'elle renforce le culte de la famille Ceauşescu.

Ensuite, dans le même registre d'agressivité et de xénophobie, « Săptămâna » mène un combat polémique contre les ennemis de l'extérieure, comme la Radio « Free Europe », ou de l'intérieur, comme, par exemple, Paul Goma. Ce type de combat est particulièrement utile aux intérêts politiques du PCR. Puisque l'existence de ces ennemis n'est pas officiellement avouée par le régime Ceauşescu, le fait de lutter contre eux à l'intérieur de la Roumanie, à l'aide du discours explicite, pose des problèmes difficilement surmontables. Par conséquent, sa responsabilité est reléguée à la Securitate, qui agit dans le registre du discours implicite, à l'aide des groupements tels que celui de « Săptămâna », sans implication directe de la part du principal acteur politique, le Parti.

Enfin, dans les pages de la revue, on mène un combat tout aussi agressif contre les ennemis littéraires du groupe de « Săptămâna ». C'est ici qu'intervient l'avantage assuré au groupe par sa disponibilité de servir les intérêts politiques du régime Ceauşescu. Dans des conditions sociopolitiques où l'existence des polémiques et conflits d'intérêts entre groupements professionnels n'est presque pas tolérée, les opinions des personnes ou des publications visées par les attaques d'Eugen Barbu et son équipe sont soumises à une censure

---

« Free Europe ». En 1981, Caraion s'enfuit de Roumanie et fait une demande d'asile politique en Suisse. Devant la perspective de le voir employé par la Radio « Free Europe », la Securitate fournit à Eugen Barbu le journal intime du poète, confisqué après sa fuite et dont des fragments contenant ses opinions négatives sur les représentants de l'émigration roumaine sont publiés dans la revue *Săptămâna*. Caraion est ainsi séparé de ses anciens amis et transformé en marginal de l'émigration roumaine. Voir la série d'articles contenant des passages et des photos de son journal, in *Săptămâna*, no. 585-598/1982. Voir aussi Institutul National pentru Memoria Exilului Românesc, *Cazul Arthur şi exilul românesc. Ion Caraion în documente din arhiva CNSAS* [Le cas Arthur et l'exil roumain. Ion Caraion dans les documents des archives de CNSAS], Bucarest, Editions Pro Historia, 2006.

visiblement plus rigoureuse que celle exercée sur les textes de « Săptămâna », ce qui détermine sa position de supériorité dans ces luttes de pouvoir.

Le contenu de la revue « Săptămâna », tout au long de son existence, indique une préoccupation prononcée de gagner un public assez éclectique : les articles ayant un contenu politique – soient-ils conformistes, comme les louanges adressées au secrétaire général et à la politique du PCR, ou non-conformistes, comme les polémique acides avec les adversaires politiques du régime – alternent avec les comptes-rendus de livres, les articles de critique littéraire, mais aussi avec des rubriques mondaines, des photos des stars roumaines du moment, des rubriques humoristiques et surtout des commentaires sportifs très prisés par les lecteurs de la revue. Cette stratégie rédactionnelle assure à la revue une audience importante.

Avec les autres groupes d'attitude impliqués dans la production du discours nationaliste, le groupe de « Săptămâna » établit une relation concurrentielle dont l'enjeu est de conserver un accès privilégié aux ressources symboliques, distribuées par les acteurs des niveaux supérieurs. Si, dans le cas du groupe d'Ilie Ceauşescu, étant donnée la position particulière du meneur de ce groupe (il est le frère de Nicolae Ceauşescu), la relation de concurrence s'exprime d'une manière contournée[394], dans le cas du cénacle « Flacăra » et du poète Adrian Păunescu, elle est ouvertement manifestée et même publiquement affirmée.[395]

Le poète Adrian Păunescu et le Cénacle « Flacăra »

Si la revue « Săptămâna » s'adresse à un public adulte, appartenant à des catégories sociales diverses, le Cénacle « Flacăra »[396] vise précisément la jeune génération pour laquelle il construit un espace mélangeant d'une manière unique l'illusion de liberté et le conformisme politique, la musique rock et pop mais aussi des chansons patriotiques mobilisatrices, la poésie moderne et celle dédiée au Parti, le culte de John Lennon et le culte de Nicolae

394 Vers la moitié des années 1980, quand le groupe d'Ilie Ceauşescu prend visiblement le relais de *Săptămâna* sur les grands thèmes de la propagande nationaliste – et notamment dans la polémique avec l'historiographie hongroise concernant la question de la Transylvanie – les documents de la Securitate témoignent du mécontentement d'Eugen Barbu et de son groupe, qui essaient de mener une campagne similaire en parallèle pour leur propre compte ; cf. *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, p. 362

395 Cf. *ibidem*, pp. 190-191 ; voir aussi Eugen Barbu, « Imoralităţi şi imoralităţi » [Immoralités et immoralités], in *Săptămâna*, no. 20 (701), 18 mai 1984, critiquant « la soif d'applaudissements» d'Adrian Păunescu dans un moment où celui-ci se trouvait dans une situation de conflit avec la direction du PCR.

396 Pour une image générale du contenu culturel véhiculé par le Cénacle « Flacăra », voir Lucia Dragomir, « Poésie idéologique et espace de liberté en Roumanie », in *Terrain*, n° 41, 2003, pp. 63-74. Jusqu'à présent, l'article de Dragomir constitue le seul essai académique de comprendre le phénomène social engendré dans la Roumanie des années 1970-1980 par le Cénacle « Flacăra ». Pour le cas d'Adrian Păunescu, voir Paul Cernat, « Le dompteur de la Roumanie socialiste », in Paul Cernat, Ion Manolescu, Angelo Mitchievici, Ioan Stanomir, *Explorări în comunismul românesc* [Exploites dans le communisme roumain], tome 1, Bucarest, Editions Polirom 2004, pp. 340-379.

Ceauşescu. [397] Patronné par la revue homonyme, le succès du Cénacle « Flacăra » est directement lié à la personnalité originale du poète Adrian Păunescu, son meneur charismatique et rédacteur en chef de la revue. Il est bien clair que cette idiosyncrasie est une synthèse du champ social dans lequel évolue cet acteur, avec ses enjeux et luttes spécifiques.

En 1978, dans la préface à un volume de poésies d'Adrian Păunescu, publié dans la plus populaire collection de littérature de Roumanie, *Biblioteca pentru toti* (« La bibliothèque pour tous »), Eugen Barbu dresse un portrait ironique mais pertinent du personnage :

> « Un Rastignac arrivé de Bârca[398], en chaussures de sport et le béret sur sa tête, juste échappé des troupeaux qu'il gardait, se propose, comme il le déclare, de devenir (il croit même l'être déjà) le plus grand poète des Roumains, mot énorme qui effraye quand on pense qu'il attaque dans leur postérité des confrères à l'éternité tels qu'Eminescu, Blaga, Arghezi, Ion Barbu et Bacovia[399], mais autorisé en quelque sorte par le talent, la soif de notoriété et la réputation obtenue sans scrupule, en utilisant des organisations de masse, la radio, la télévision, la pub, les vers chantés et même une revue tout entière dans laquelle [le poète] s'autocélébre sous différentes formes. (…) L'extroverti n'admet pas de réplique, ne se laisse pas arrêter par les portes des cabinets ni même les plus importants, il engueule les miliciens qui ne s'empressent pas de le laisser passer sur les grands boulevards au volant de sa Mercedes trop serrée pour sa grande autorité. Le rhétoricien ramasse les jeunes devant les amphithéâtres par mégaphone, par des affiches, par des appels à la radio, le programme qu'il offre chaque semaine aux spectateurs étant d'abord patriotique mais imprégné de sa personnalité. »[400]

Au-delà de leurs relations concurrentielles et marquées par une méfiance réciproque, les biographies des deux meneurs de « Săptămâna », d'une part et celle d'Adrian Păunescu, d'autre part, ont en commun les mêmes ambitions de parvenir dans leur milieu professionnel à obtenir une position d'autorité à l'aide d'un support politique ainsi que les mêmes vulnérabilités résultant d'un dossier personnel peu conforme aux exigences biographiques du régime communiste. Ce dernier trait est encore plus évident dans le cas d'Adrian Păunescu,

---

397 Une des chansons les plus appréciées du Cénacle, intitulé « Lennon » et chantée par l'un des plus populaires chanteurs pop du moment, Nicu Alifantis, commence avec le vers « Sur la Terre, les idiots sont armés » et continue avec une imprécation anti-capitaliste qui présente l'assassinat de John Lennon comme effet monstrueux de la société capitaliste, exploité par la publicité sans scrupules des revues occidentales. Le même Nicu Alifantis est l'interprète d'une autre chanson devenue hit du Cénacle, intitulée « Vive la Roumanie ! » et contenant aussi le vers « Vive Ceauşescu ! », qu'Adrian Păunescu faisait reprendre en choeur par les participants aux spectacles.

398 Le village d'origine d'Adrian Păunescu.

399 Poètes classiques de la littérature roumaine.

400 Eugen Barbu, « Préface », in Adrian Păunescu, *Poezii de până azi* [Poésies jusqu'au présent], Bucarest, Editions Minerva, 1978, pp. V-VI. (la traduction du roumain nous appartient).

fils d'un instituteur ex-membres du Parti National Libéral, détenu dans les prisons du régime Dej jusqu'en 1964. Né en 1943 dans un village de Bessarabie, le jeune Păunescu est lui aussi victime de la biographie politique de son père : il lui est interdit de s'inscrire à la Faculté de Lettres de Bucarest jusqu'en 1963. A l'en croire, sa relation avec le PCR commence en août 1968, quand il s'inscrit dans le parti sous l'impression du discours de Nicolae Ceauşescu et animé par les sentiments antisoviétiques de sa famille. En fait, son intérêt pour les avantages de l'activisme politique date au moins de 1966, quand il devient le secrétaire de la Jeunesse Communiste de l'Union des Ecrivains.[401] L'activité d'Adrian Păunescu en tant que journaliste commence en 1960 – presque simultanément à ses débuts dans la littérature – dans l'équipe rédactionnelle de « Luceafarul », dirigée à l'époque par Eugen Barbu. En 1970-1971, il est aussi le bénéficiaire d'une bourse d'études aux Etats-Unis, un privilège peu commun pour un écrivain de la Roumanie communiste. A l'occasion de son séjour aux Etats-Unis, Păunescu établit des contacts personnels avec Mircea Eliade, le plus fameux des exilés roumains dont le régime Ceauşescu essaie dès la fin des années 1960 de récupérer l'image – et seulement partiellement les œuvres – pour les besoins de la nouvelle orientation nationaliste.[402] Dans un entretien accordé à Păunescu, Eliade parle de son maître spirituel, Nae Ionescu, philosophe et idéologue de la Garde de Fer mais aussi de son ami, Emil Cioran, lui aussi sympathisant de l'extrême droite de l'entre-deux-guerres. L'entretien que Păunescu veut publier intégralement dans la revue roumaine « Contemporanul » (« Le Contemporain ») est largement amputé par la censure communiste.[403] Même dans ces conditions, la simple parution de l'interview dans la presse roumaine constitue d'après le canon de l'époque plutôt une preuve de permissivité de la part des autorités politiques. L'explication de cette permissivité est à chercher sans doute

401 A la différence de Corneliu Vadim Tudor, Adrian Păunescu, actuellement sénateur du Parti Social-démocrate, est très généreux avec les explications concernant sa biographie personnelle ; il se « reconnaît solidaire avec la lutte de Nicolae Ceauşescu pour la souveraineté, l'indépendance, la liberté et l'unité nationale, pour l'intégrité territoriale, pour la culture nationale, pour la construction nationale, pour la paix mondiale » mais se décrit comme un défenseurs des citoyens de la Roumanie communiste contre les abus et les absurdités du régime Ceauşescu ; cf. son site personnel, consulté à l'adresse URL http://www.inforomania.ro/adrian_Păunescu.htm, consultée le 15 mars 2007.

402 Voir à ce propos Florin Ţurcanu, *Mircea Eliade. Le prisonnier de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2003, traduit en roumain par Monica Anghel et Dragos Dodu : Florin Ţurcanu, *Mircea Eliade, prizonierul istoriei*, Bucarest, Humanitas, 2005, pp. 581-588. Pour des raisons d'accès à la bibliographie, nous avons utilisé pour la présente citation l'édition roumaine du livre. Voir aussi Idem, « Mircea Eliade et la renationalisation de la mémoire collective dans la Roumanie de Ceauşescu », in Bogumil Jewsiewicki, eds., *Travail de mémoire et d'oubli dans les sociétés postcommunistes*, Bucarest, Editions de l'Université de Bucarest & Agence Universitaire de la Francophonie », pp. 46-63.

403 Voir Mircea Eliade, « Scriu în limba română, limba în care visez » [J'ecris en roumain, la langue dans laquelle je rêve] in « Contemporanul » [Le Contemporaine] de 12 et 17 mars 1972.

non seulement dans leur intérêt nouveau pour Eliade, mais aussi dans le support politique dont jouit Păunescu parmi les hauts dignitaires du PCR.[404]

En tant que représentant de la nouvelle génération dans la littérature roumaine – celle qui succède au réalisme socialiste des années 1950 –, Păunescu se montre très combatif à l'intérieur de l'Union des Ecrivains. Il n'hésite pas à s'impliquer dans des conflits ouverts avec les activistes du Comité central du PCR chargés de diriger la vie culturelle du pays et qui s'opposent à son ascension professionnelle. Dès 1968, soutenu par Gogu Radulescu, un des quelques ex-clandestins communistes que Ceauşescu garde dans son équipe dirigeante, Adrian Păunescu commence une bataille personnelle contre Dumitru Popescu qui essaie d'empêcher la nomination du poète comme rédacteur en chef de la « Gazette littéraire » (rebaptisée en 1968 « La Roumanie littéraire »), la principale publication de l'Union des Ecrivains. Popescu se souvient de l'attaque que Păunescu entame contre lui devant Nicolae Ceauşescu sous prétexte que le secrétaire du CC, lui aussi écrivain et poète, a une attitude de duplicité : tandis qu'il s'oppose par des moyens politiques à l'ascension des jeunes écrivains dans la vie publique, lui-même écrit une poésie avec des accents « mystiques », invoquant l'image de Marie Madeleine et de Jésus. La réaction spontanée de Ceauşescu a été de défendre le secrétaire du CC contre le poète Păunescu qu'il a admonesté comme « pratiquant de la diversion politique ».[405] Pourtant, suite à cette dispute, le secrétaire générale du PCR choisit une solution de compromis : il accepte, en 1973, la nomination d'Adrian Păunescu comme rédacteur en chef du hebdomadaire « Flacăra » (« Le Flambeau »), édité par le Front de la Démocratie et de l'Unité Socialiste.

Avec cette revue, Păunescu prend en charge le cénacle patronné par celle-ci, constitué en 1971 par un nombre plutôt restreint de jeunes artistes roumains qui y viennent pour lire et chanter leurs propres productions devant un public de connaisseurs. C'est l'idée du nouveau rédacteur en chef de transformer le cénacle en une grande manifestation de masse, avec des nombreux participants – surtout des chanteurs folk, pop et rock débutant leur carrière – et de milliers de spectateurs amassés sur les grands stades à travers la Roumanie. Dans ce but, Păunescu utilise dans des proportions égales ses capacité de manipulation d'un public jeune –

404 Pour comprendre comment la réputation de personnages, qui entretiennent des relations avec les hautes sphères politiques comme Păunescu, Barbu et Vadim Tudor, s'est forgée parmi les collègues de l'Union des Ecrivains, voir *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, surtout pp. 18-19. Cf. Dumitru Popescu, *op. cit.*, tome II, pp. 169-171, Păunescu a protesté d'une manière véhémente contre la censure de son interview avec Mircea Eliade, ce qui lui a valu la perte du soutien de Gogu Radulescu, l'un des plus influents membres du Comité Central du PCR.

405 L'épisode est raconté par Dumitru Popescu, *op. cit.*, tome II, pp. 168-169. Les motivations du secrétaire du Comité central visaient apparemment l'arrivisme démesuré d'Adrian Păunescu, qui risquait de déstabiliser encore les relations déjà fragiles à l'intérieur de l'Union des Ecrivains. Pourtant, après cet épisode, dans les années 1970-1980, Popescu devient lui aussi un des amis personnels et soutiens de Păunescu.

dont l'imagination et le désir de liberté sont stimulés par la promotion d'une culture alternative jusqu'à ce moment à peine tolérée par le régime communiste – et ses relations personnelles dans les hauts cercles du pouvoir. Ces relations lui assure un régime privilégié tant pour le déroulement des spectacles que pour les rétributions des artistes[406]. L'appareil du Parti en échange un moyen efficace pour l'endoctrinement d'une catégorie sociale des plus réfractaires au message politique du communisme nationaliste.[407] Au milieu des années 1970, le Cénacle est déjà un phénomène social dont le succès extraordinaire est dû avant tout à la personnalité controversée de son animateur. Car Adrian Păunescu est un maître du double discours. Il sait comment faire disparaître les limites – jusque là très nettes – entre l'espace public monopolisé par l'Etat-parti et les passions populaires, entre le territoire du permis et celui de l'interdit, et surtout il sait comment faire disparaître, pendant les quelques heures d'un spectacle, l'inextricable dichotomie eux-nous qui sépare le régime communiste de la société roumaine.

Sous le slogan « Lumière, lutte, liberté ! », le Cénacle redécouvre le filon de la littérature et de la musique patriotique roumaines de la fin du XIXe - début du XXe siècle, celui qu'a alimenté l'esprit national de la Grande Roumanie et que le régime communiste s'est empressé d'interdire dans les années 1950. On lui ajoute un antisoviétisme militant, très bien prisé par le public roumain. Certes, cette œuvre de récupération coïncide dans ses lignes générales avec les intentions déclarées du régime Ceauşescu, mais ce que lui assure le succès sans précédent est la façon dont Adrian Păunescu met en scène les événements. Il sait

406 Comme le relève les témoignages des anciens participants au Cénacle, les spectacles déroulés dans des salles surpeuplées sont autorisés à continuer du soir au matin, dans une Roumanie où toute activité de ce genre – y compris les fêtes privées telles que les mariages – était censée de finir après 10 heures du soir ; conformément au témoignage du chanteur Mircea Vintilă, les rétributions des membres du Cénacle étaient constituées suivant des critères exceptionnels au niveau de celles fonctionnant pour les artistes de l'Opéra, de telle manière qu'un chanteur du Cénacle pouvait gagner 10.000 lei par mois, à peu près cinq fois le revenu moyen d'un acteur de théâtre. Il est aussi à mentionner les témoignages des participants concernant la liaison directe qu'Adrian Păunescu avait établi avec la famille Ceauşescu : conformément au témoignage du chanteur George Nicolescu, Păunescu a demandé l'opinion de Nicu Ceauşescu sur une chanson qu'il devait présenter dans le prochain spectacle ; à son tour, Doru Stănculescu, l'un des fondateurs du Cénacle, se souvient qu'un spectacle autorisé à se dérouler à la veille des Pâques, qui a commencé à 5 heurs de l'après-midi et s'est fini le lendemain à 7 heures du matin, a été demandé par Nicolae Ceauşescu dans le but de diminuer la présence des jeunes dans les églises. Cf. *Jurnalul National – ediţie de colecţie. Cenaclul Flacăra* [Le Journal National – édition de collection. Le Cénacle Flacăra], 16 mai 2005, consulté à l'adresse URL http://www.jurnalul.ro/articol_26048/cenaclul_Flacăra.html, le 6 avril 2007. Parmi les nombreuses localités roumaines où le Cénacle – dont les tournées pouvaient durer jusqu'à six mois – a organisé des grands spectacles, on compte aussi Scorniceşti, le village natal de Nicolae Ceauşescu.

407 Pour l'attitude des jeunes à l'égard des valeurs officielles promues par les régimes communiste de l'Europe de l'Est, voir Gabriel Bar-Haim, « Actions and Heroes: The Meaning of Western Pop Information for Eastern European Youth », in *The British Journal of Sociology*, vol. 40, no. 1, mars 1989, pp. 22-45. L'auteur de cette étude fonde ses conclusions sur des recherches de terrain effectuées dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est y compris la Roumanie. Bar-Haim considère Adrian Păunescu comme l'un des rares « héros locaux » reconnus par la jeune génération et le présente comme « un compétiteur du pouvoir politique » ; voir *ibidem*, p. 44.

exploiter, d'un côté, le goût des jeunes pour franchir les barrières de l'interdit et pratique de ce point de vue un jeu similaire à celui joué par Nicolae Ceauşescu entre 1965 et 1968 en se présentant comme le prophète d'une résurrection nationale longuement attendue. D'un autre côté, il sait nourrir la fascination de la jeunesse roumaine pour la culture pop occidentale avec l'illusion que son cénacle incarne une culture similaire, mais dans une version autochtone qui dépasserait de cette manière les tabous politiques et les différences idéologiques.

Le rituel pratiqué au Cénacle reste inchangé tout au long de son existence : devant les foules charmées par les vers et les imprécations de Păunescu, prêtes à reprendre les slogans qu'il lance avec une rythmicité bien dosée dans les moments les plus chauds du spectacle, des garçons barbus avec des cheveux longs et des filles habillées à la mode *flower power* chantent, la guitare à la main, des chansons célébrant la roumanité des terres transylvaines, la douleur des bessarabiens arrachés à leur Patrie-mère[408], le goût des anciens *haïdouks*[409] pour la liberté et la justice sociale, la sagesse du paysan roumain, la paix au monde, les vertus du sacrifice pour son pays, mais aussi les aspirations de « la générations en jeans et Adidas » – expression créée par Păunescu pour flatter la jeunesse roumaine et qui devient un de ses emblèmes[410] – vers la liberté individuelle et l'amour sans préjugé.[411] La plupart des chansons – y compris les adaptations d'après les grands hits des Beatles, Bob Marley ou Janis Joplin – ont des vers écrits par Păunescu. Le public les connaît par cœur et n'hésite pas à les chanter avec les artistes. L'aspect le plus apprécié du Cénacle est d'ailleurs son interactivité : les spectateurs participent activement au spectacle, ceux d'entre eux qui peuvent chanter ou réciter sont encouragés à se produire sur la scène, ceux qui ont un certain talent peuvent se voir cooptés sur place dans l'équipe du Cénacle sur décision autoritaire de son esprit tutélaire, Adrian Păunescu. Entre la salle et le meneur du spectacle il y a une circulation permanente de billets qui demandent une certaine chanson ou une certaine poésie, qui transmettent des messages personnels, des vœux, des signes d'admiration mais aussi des critiques. On scande

---

408 Dans les années 1980, les transmissions radio du Cénacle pouvaient être réceptionnées dans la République Soviétique de Moldavie où, conformément au témoignage du poète Grigore Vieru, amis de Păunescu et participant à la variante postcommuniste du Cénacle, « beaucoup de vaches sont restées non traites parce que les gens étaient trop occupés d'écouter le Cénacle Flacăra » ; cf. *Jurnalul National - ediţie de colecţie. Cenaclul Flacăra … op.cit.* Sur le succès en Moldavie de la variante postcommuniste du Cénacle, intitulée « Pourtant, l'amour », voir Lucia Dragomir, *op. cit.*, pp. 73-74.

409 Type de rebelle popularisé par le folklor roumain, personnage qui lutte pour la justice sociale en robant des riches pour redonner aux pauvres.

410 Voir l'enquête de Lucia Dragomir parmi les anciens spectateurs du Cénacle dont l'une se souvient : « J'était très heureuse, je me sentais vraiment libre quand il nous appelait génération en blue jeans et Adidas, moi je pouvais à peine trouver une paire de vrais jeans à l'époque » (cf. Lucia Dragomir, *op. cit.*, p. 70).

411 Paul Cernat, *op. cit.*, p. 362, croit pouvoir identifier dans ces techniques de manipulation une « américanisation du culte de la personnalité du leader et de la propagande nationaliste-communiste ayant pour résultat une paradoxale culture alternative officielle » (La traduction du roumain nous appartient).

le nom de Ceauşescu, mais on scande aussi le nom de Păunescu, le poète que les artistes du Cénacle appellent « le *Boss* » matéralisant par-là son autorité, tandis que ses concurrents le désignent ironiquement comme « le barde ». Cette atmosphère enthousiaste et déchaînée naît des réactions contradictoires dans la société roumaine et engendre une brèche visible entre générations : les parents élevés dans le respect du patriarcat et du conformisme social refusent souvent de laisser leurs enfants participer à des spectacles où, conformément aux rumeurs de l'époque[412], on passe la nuit en buvant de l'alcool et en faisant l'amour dans les tribunes. Mais les jeunes gens aiment le Cénacle, y participent de bonne volonté à une époque où ce type de manifestations ramasse leur public surtout à base de convocateur et présence obligatoire. Ils se confient entièrement à leur idole Păunescu auquel ils se sentent attachés et, à travers sa voix, ils s'attachent sans arrière-pensées à l'idéologie du régime Ceauşescu.[413] Le grand nombre des participants (voir le Tableau 3) et leur degré d'implication dans le déroulement des spectacles transforment le Cénacle « Flacăra » en un phénomène social unique pour la Roumanie communiste. Son succès est encore plus frappant quand on le compare avec l'échec consumé dans l'indifférence générale du festival national *Cântarea României* (« Le Chant de la Roumanie »), que les autorités communistes décident de créer en 1976 et qui devait englober toutes les manifestations culturelles du pays.[414] En tant que manifestation culturelle autorisée par le régime, le Cénacle « Flacăra » a un encadrement politique des plus solides. Sa constitution, le 17 septembre 1973, est officiellement patronnée par l'Union de la Jeunesse Communiste dans le but déclaré de faciliter la construction de l'homme nouveau socialiste.[415] Depuis 1976, il est également englobé dans le festival National « le Chant de la Roumanie »,

412 *Ibidem*, p. 71.

413 Les conclusions de Lucia Dragomir sur la perception publique du Cénacle, comme un espace de liberté où on pouvait exprimer librement ses émotions au milieu d'une société dont la vie privée et les loisirs étaient rigoureusement contrôlés par le régime politique (cf. Lucia Dragomir, *op.cit.*, p. 68), sont entièrement confirmées par les témoignages des participants à un forum de discussions concernant la mémoire postcommuniste du Cénacle « Flacăra », consultés à l'adresse URL http://www.funclub.ro/cenaclul-Flacăra-at7772.htm, le 15 avril 2007. La plupart des anciens spectateurs du Cénacle ne percevaient pas de manière consciente la partie d'endoctrinement politique et leurs interprétations post factum du côté « patriotique » du Cénacle soulignent soit l'impossibilité d'éviter les concessions idéologiques à une époque où l'idéologie dominait toute la vie sociale, soit même la nécessité toujours actuelle d'une éducation patriotique pour la jeune génération. Comme le remarque Dragoş Petrescu, « The Alluring Face of ceausescuism : Nation-Buiding and Identity Politics in Communist Romania. 1965-1989 », in *New Europe College Yearbook*, 2003-2004, p. 260, le vrai succès du Cénacle « Flacăra » a consisté en la confiscation des ressources de rébellion anti-communiste, contenues dans la contre-culture pop-rock, au bénéfice du régime Ceauşescu. Lucia Dragomir, *op.cit.*, p. 68, constate elle aussi que « ces spectacle faisaient office de soupape de sécurité pour toute une génération. Cela permettait aussi de rassembler les jeunes sur les stades et de leur offrir une distraction collective contrôlée. En fait, le cénacle Flacăra, sous une forme plus souple, remplissait la même fonction de renforcement du régime ».

414 D'ailleurs, le Cénacle « Flacăra » fait lui-même parti des lauréates de la première édition du festival national *Cântarea României*; cf. Dragoş Petrescu, *op. cit.*, p. 260

415 Cf. Teodor Stoica, « Cenaclul Flacăra » [Le Cénacle Flacăra], in *Flacăra* [La Flamme], no. 42, 1975, p. 19.

ce qui signifie un renforcement de sa position dans la vie culturelle du pays, mais également une consécration de l'importance que les autorités politiques lui assignent. Les frais d'organisation pour les spectacles sont supportés par les comités locaux du PCR qui, à l'occasion des événements, mettent en place tout un dispositif pour assurer leur bon déroulement.[416]

Le Cénacle est aussi largement médiatisé par la radio et la télévision. Les retransmissions télévisées du Cénacle « Flacăra », qui débutent en 1977 à l'initiative de Dumitru Popescu[417] et qui seront diffusées jusqu'en 1982, portent des titres suggestifs pour les intentions des autorités communistes : « L'antenne est à vous », « L'antenne du Chante de la Roumanie », « La découverte de la Roumanie », « La redécouverte de la Roumanie ».[418] L'émission radio qui débute en 1979 résiste jusqu'en 1985, diffusant à peu près 260 émissions[419], un vrai record de longévité à une époque où les émissions musicales sont presque entièrement supprimées au bénéfice de la propagande politique et des manifestations culturelles dédiées au culte de la famille Ceauşescu.

Les relations informelles établies dans les cercles du pouvoir politique – relations qui sont tout aussi importante pour le fonctionnement du Cénacle « Flacăra » que celles de Eugen Barbu et Corneliu Vadim Tudor pour le fonctionnement du groupe de « Săptămâna » – ont une nature aussi controversée que le tempérament du poète. Les témoignages des acteurs et les documents de la Securitate nous laissent quand même supposer qu'à la différence de ses compétiteurs de « Săptămâna ».

---

416 Le témoignage de l'acteur Florian Pittiş, l'une des stars rock de la Roumanie communiste, est significatif pour le traitement particulier duquel bénéficiaient les membres du Cénacle. Arrivé à Târgu-Mures, en Transylvanie, pour participer au spectacle de « Flacăra », Pittiş croise dans le hall de l'hôtel où il est logé le secrétaire local du PCR qui assistait à une rafle de la police. Comme Pittiş avait les cheveux longs, ce qui était strictement banni par les autorités, un des miliciens lui annule la carte d'identité. Pittiş se trouve dans une situation embarrassante, car il ne peut pas circuler sans ses papiers d'identité qui, étant émis à Bucarest, ne peuvent pas être renouvelées par la police de Târgu-Mures. Il devait donc quitter la ville, mais avant même le début du spectacle, Adrian Păunescu lui réserve une belle surprise : l'acteur est attendu à l'entrée dans la salle par le secrétaire locale du PCR, accompagné par le même milicien. Le secrétaire présente à Pittiş ses excuses, en invoquant « l'inculture » de la milice et le milicien lui remet une carte d'identité toute neuve. Cf. *Jurnalul National – ediţie de colecţie. Cenaclul Flacăra … op.cit.*

417 Conformément aux informations du site official d'Adrian Păunescu, http://www.inforomania.ro/1001/adrian_Păunescu.htm, consulté le 15 mars 2007.

418 Le fils d'Adrian Păunescu, Andrei, l'un des plus jeunes participants au Cénacle se souvient pourtant que la censure opérait avec plus d'efficacité pour les émissions de télévision : « A la télé, on ne reproduisait pas l'essence du Cénacle parce que le spectacle était enregistré et ensuite diffusé, la censure pouvait agir beaucoup plus facilement que dans le spectacle proprement dit. C'est pourquoi ni même Adrian Păunescu n'a pas désiré de lutter pour la diffusion à la télé, parce que l'image du Cénacle ne pouvait pas être réelle. La censure choisissait, coupait, ce n'était pas relevant ce qu'on transmettait à la télé. Beaucoup plus importante a été l'émission à la radio qui, entre 1980 et 1985, les jeudis soir, sous le titre *Radiocénacle Flacăra – Valeurs de la musique jeune*, faisait un exercice de propagation de la musique de qualité » (http://www.jurnalul.ro/articol_26048/cenaclul_Flacăra.html, consultée le 6 avril 2007 ; la traduction du roumain nous appartient).

419 Cf. http://www.inforomania.ro/1001/adrian_Păunescu.htm, consulté le 15 mars 2007.

Année	Nombre de spectacles	Nombre de spectateurs
1973	16	4.700
1974	29	14.500
1975	66	78.000
1976	108	288.500
1977	80	121.600
1978	19	78.300
1979	37	65.100
1980	60	73.400
1981	72	100.000
1982	280	1.048.900
1983	395	2.236.200
1984	330	1.860.000
1985	123	553.000[420]
Totaux	**1.615**	**6.522.200**

Tableau 3. L'audience du Cénacle « Flacăra » pendant les 13 années de son existence (source : *Jurnalul National – Editie de colectie. Cenaclul Flacăra*, 16 janvier 2005)

Păunescu mise avant tout sur ses amitiés personnelles avec les membres influents du Comité central[421], sur le soutien de Nicu Ceauşescu et sur le pouvoir de séduction qu'il exerce jusqu'à un certain moment sur Nicolae Ceauşescu à travers des déclarations de fidélité inconditionnée envers « l'auteur de notre renaissance spirituelle », « l'auteur de notre confiance en nous-mêmes », « celui qui nous a libéré »[422]. Par contre, ses relations avec les représentants de la Securitate, reflétées dans les documents de cette institution, semblent rester au niveau de la méfiance réciproque. A part le déroulement du Cénacle qui représente un vrai casse-tête pour les employés de la Securitate[423], l'imprévisibilité et les attitudes

420 En juin 1985, suite à un accident sur le stade de Ploieşti, causé par une pluie torrentielle et soldé avec 5 morts parmi les spectateurs, les spectacles sont arrêtés et l'activité du Cénacle est interdite par les autorités. Pour les aspects politiques de l'incident, voir *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, pp. 329-330.

421 Des amitiés qu'il cultive, comme dans le cas de Dumitru Popescu, même après 1989, dans des moments des plus difficiles pour les anciens membres du Comité central du PCR ; cf. Dumitru Popescu, *op. cit.*, pp. 172-173

422 Apud Lucia Dragomir, *op. cit.*, p. 69

423 Andrei Păunescu soutient avoir retrouvé dans les archives de la Securitate des cassettes contenant les enregistrements des spectacles soutenus par le Cénacle et quelques douzaines de dossiers de surveillance ouverts au nom de son père, désigné avec les appellations conspiratives « le Titan » et « L'Américain », ce qui suppose un important déploiement de personnel et de moyens techniques. Andrei Păunescu suggère aussi que la Securitate s'est trouvée à l'origine de la rupture entre son père et la famille Ceauşescu : « L'ex-chef de la Securitate, Tudor Postelnicu, est allé à Ceauşescu avec quelques enregistrements faits au stade, où le public criait : « Păunescu, Flacăra/ Vous êtes ma

ambiguës de son meneur semblent se trouver à l'origine de cette méfiance. Fort de ses hautes connexions politiques et devenu l'idole de la jeune génération, Păunescu s'estime en droit de passer au-delà du schéma classique des relations entre les acteurs impliqués dans la production du discours nationaliste. Il n'hésite pas à s'ériger en médiateur entre un régime dont la crise devient d'un jour à l'autre plus évidente et la Nation dont le désabusement et les mécontentements sont de plus en plus manifestes. A la rédaction de sa revue ainsi que sur la scène du Cénacle, le poète reçoit des messages parfois désespérés de la part de gens qui ont besoin d'un logement, d'un boulot, de soins médicaux indisponibles en Roumanie, qui ont été abusés par la justice roumaine ou par les autorités locales.[424] Il est difficile d'imaginer que toutes ces lettres sont vraiment lues par Păunescu ou qu'il a vraiment la possibilité et la disponibilité pour aider toutes ces personnes. Pourtant la Securitate ne tarde pas à enregistrer la montée en popularité du personnage comme un phénomène dangereux.[425] D'un autre côté, fort de sa relation avec la famille Ceauşescu, Păunescu n'hésite pas à affronter les risques du double jeu : tandis que ses odes dédiées au secrétaire général continuent d'enflammer les foules présentes aux spectacle du Cénacle « Flacăra », le poète garde de bonnes relations avec les fonctionnaires de l'ambassade américaine à Bucarest[426] et – quand ses intérêts personnels se heurtent à certaines mesures administrative, telles que les restrictions concernant l'espace locatif alloué à chaque citoyen de la Roumanie socialiste – il menace d'appliquer un coup de grâce au régime, par son passage à la dissidence.[427] Sa stratégie est de célébrer la famille présidentielle mais de critiquer – par des allusions cachées derrière ses vers publiés ou ouvertement sur la scène du Cénacle – les échelons inférieurs du parti, les représentants de l'administration locale ou de l'appareil de répression.[428]

---

jeunesse ! ». Il a dit à Ceauşescu : « Ecoutez ce que les gens crient ». Ceauşescu lui a répliquait : « Pas de problème. Sur les stades, les gens crient les noms des joueurs, au théâtre, on crie les noms des artistes. Păunescu est un artiste. » Postelnicu lui a répliquait : « Ronald Reagan était aussi un artiste, camarade Ceauşescu ». Ceauşescu a compris le message. » (cf. http://www.jurnalul.ro/articol_26048/cenaclul_Flacăra.html, consultée le 6 avril 2007 ; la traduction du roumain nous appartient).

424 Il affirme avoir reçu environ 15.000 lettres de ce genre par an, à la rédaction de Flacăra ; cf. http://www.inforomania.ro/1001/adrian_Păunescu.htm, consulté le 15 mars 2007. Une note rédigée par la Securitate, en octobre 1982, signale qu'Adrian Păunescu est devenu « une sorte d'institution publique », « un tribun poétique et politique » auquel les citoyens viennent pour résoudre leurs problèmes avec les institutions officielles ; cf. *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, p. 264.

425 *Ibidem*, p. 475.

426 *Ibidem*, pp. 233 et 264.

427 Ce type de chantage est également utilisé par Corneliu Vadim Tudor et Eugen Barbu quand l'influence du groupe de *Săptămâna* se voit drastiquement diminuée ; cf. *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, p. 366. Mais à la différence de Păunescu, ils n'ont pas des relations externes et leur engagement dans le combat contre la Radio « Free Europe » les a complètement décrédibilisés comme dissidents potentiels.

428 Comme l'observe Paul Cernat, *op. cit.*, p. 352, « la technique du barde est de prononcer des vérités dures, même tabous, sur la situation interne mais en les dissociant du Parti, du Conducator, des « idéaux communistes » et en les mettant exclusivement sur le compte de ceux qui ont « souillé » la noble foi, sur le compte des forces étrangères hostiles ou des « détracteurs » de toute sorte. » (La traduction du roumain nous appartient). Cette technique lui permet d'apparaître aux yeux de ses admirateurs comme

Dans son milieu professionnel, Păunescu se montre l'adepte de la même stratégie duale. Sur la scène de son Cénacle, il appelle à l'éradication des envies et des querelles entre écrivains.[429] A l'intérieur de l'Union des Ecrivains, il n'est pas vraiment aimé ou apprécié, mais il évite les conflits d'intérêts ouverts avec ses confrères. Les rapports de la Securitate sur l'état d'esprit des écrivains roumains le situe dans le camp centriste, à distances égales tant du groupement extrémiste représenté par la revue « Săptămâna » que des écrivains occidentalistes proche de la revue « România literara » (« La Roumanie littéraire ») et soutenus par la section roumaine de la radio Free Europe.[430] Des poètes tels que Marin Sorescu et Nichita Stanescu, illustrant le courant de la poésie moderne, sont invités sur la scène du Cénacle pour réciter leurs vers. Les vers d'autres poètes, comme Ştefan Augustin Doinas et Lucian Avramescu, sont rendus célèbres surtout par leur inclusion dans ses spectacles. Păunescu va même plus loin, en saluant l'apparition dans la vie publique de la génération des écrivains « quatre-vingts-ards »[431] qui incarne à l'époque la résistance tacite de la littérature roumaine à l'endoctrinement politique et qui se retrouve très vite attaquée par Eugen Barbu dans « Săptămâna ».[432] Mais il reste redouté tant pour sa verve polémique que pour ses hautes protections politiques et, à la différence de ses fans, les écrivains le perçoivent comme un fidèle du régime Ceauşescu.

L'activité du Cénacle « Flacăra » est brusquement interrompus le 15 juin 1985, suite à un accident survenu sur le stade de Ploiesti : paniqués par les rafales d'une pluie torrentielle, les spectateurs se pressent de quitter le stade. La bousculade ainsi créée aux sorties finit avec

---

un rebelle sans peur plutôt qu'un propagandiste du régime Ceauşescu. Comme le constate Lucia Dragomir, *op. cit.*, p. 70, cette image de Păunescu a persisté en bonne partie même après 1989 dans l'esprit des anciens spectateurs du Cénacle qui percevaient un vers comme « Il est long le chemin vers le communisme », récité par le poète sur la scène, comme une véritable manifestation subversive. Marin Radu Mocanu, *op.cit.*, pp. 235-238, publie une lettre adressée par Păunescu à Nicolae Ceauşescu, le 24 octobre 1980, au retour d'un voyage en République Démocrate Allemande (RDA) et qu'illustre bien la stratégie de critique couverte adoptée par le poète. La lettre commence avec la formule « Meneur du destin nationale, Homme, Camarade Nicolae Ceauşescu », continue avec des remerciements personnels pour « m'avoir fait confiance en m'autorisant de partir avec mes enfants dans une visite de trois semaines en Autriche et en RDA. Bien sûr que cette confiance est un fait normal. Mais combien de choses normales ne deviennent anormales au milieu des querelles et des luttes quotidiennes des gens ? » Après cette introduction, Păunescu dresse un tableau très critique de l'échec économique de la Roumanie par comparaison avec les réalités qu'il a pu observer dans les deux pays occidentaux.

429 Nous avons retrouvé, parmi d'autres enregistrements du Cénacle datant des années 1980 et qui circulent encore en Roumanie, un matériel de ce genre dans lequel, en présentant une des chansons à message humanitaire, intitulée « N'oublierons jamais ceux qui sont plus malheureux que nous », Păunescu affirme son « respect pour toutes les valeurs » et son désir d' « éradiquer toute envie ou jalousie sur les valeurs avec lesquelles je suis contemporaines, qui m'ont précédé ou qui me succèderont ».

430 Cf. *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, pp. 357-359.

431 Pour la génération des « quatre-vingts-ards », qui représente un phénomène intéressant en soi mais qui ne s'inscrit pas dans l'objet de notre étude, voir Magda Răduţă, « « Les jeunes Loups ». Genèse et affirmation d'une génération littéraire dans la Roumanie communiste », in Mihai Dinu Gheorghiu, Lucia Dragomir, eds., *Littérature et pouvoir symbolique*, Bucarest, Editions Paralela 45, 2003, pp. 268-292.

432 Paul Cernat, *op. cit.*, p. 378

5 morts et 27 blessés.[433] Les rapports que la Securitate présente à la direction du PCR s'empressent de constater les commentaires critiques de la population sur l'activité du Cénacle et de son meneur, l'effet négatif de ces commentaires sur l'image du Parti et l'attitude hostile à l'égard de Păunescu dans les rangs de l'Union des Ecrivains.[434] Sanctionné d'un vote de blâme par l'organisation PCR de la Presse et de la Polygraphie, Adrian Păunescu fait aussi l'objet d'une enquête pour abus et corruption sans pourtant subir de condamnation.[435] Plus que son attitude autocritique devant l'organisation PCR, sa popularité et les services qu'il avait apportés à la famille Ceauşescu semblent l'avoir sauvé d'un désastre personnel définitif. Congédié de « Flacăra », il devient collaborateur de la revue culturel « Contemporanul » (« Le Contemporain ») et continue de se montrer fidèle au Parti jusqu'à la chute du régime, en décembre 1989.[436] Le Cénacle « Flacăra » termine son existence réelle et commence son existence mythique en tant que lieu d'une mémoire douloureuse mais nostalgique et encore disputée de toute une génération roumaine.[437] Comme le conclue Paul Cernat, « le débarquement de Păunescu, correspondant à l'apparition de la *glasnosti* gorbatchévienne en URSS, marque la 'catastrophe' du système [communiste roumain – n.n.] et la chute de l'image de la Roumanie comme 'alternative' est-européenne positive. »[438]

Ilie Ceauşescu et le groupe des historiens militaires

Ce changement de contexte politique mais aussi de tonalité et de stratégie dans l'évolution du discours nationaliste roumain est illustré par l'activité du groupe des historiens militaires. Si le groupe de « Săptămâna » et le Cénacle « Flacăra » ont une autonomie qui relève avant tout de la disponibilité des autorités communistes d'accepter la transgression des

---

433 L'événement est raconté par le rapport de la Milice locale, reproduit dans *Cartea albă a Securităţii* … *op.cit.*, p. 330

434 Cf. *ibidem*, pp. 329-330 et 335. Les rapports négatifs sur l'activité de Păunescu, qui montrent la préoccupation de la Securitate pour arrêter un phénomène qu'elle ne pouvait plus contrôler, commencent en fait en 1980, quand Păunescu publie une poésie critique, intitulée « Analfabeţilor » [Vous, les illettrés], un pamphlet virulent contre les bureaucrates incultes et rigides du régime Ceauşescu ; voir *ibidem*, pp. 172-173, où une note de la Securitate reproduit intégralement le texte de cette poésie qui, publiée dans une revue de province, a ensuite circulé sous la forme d'un samizdat sui generis étant interprétée comme une critique indirecte de la famille Ceauşescu.

435 Cf. Denis Deletant, *op. cit.*, p. 190.

436 Cf. *ibidem*, pp. 375 et 380. En janvier 1988, il publie dans *Contemporanul* [Le Contemporaine] un article critique contre la radio Free Europe, probablement dans une tentative de regagner la confiance des autorités communistes. En revanche, en 1988, suite à une invitation de l'ambassade des Etats-Unis à Bucarest et malgré l'opposition de la Securitate, il rend une visite aux officiels américains auxquels il se plaint « que le régime le traite en enfant qu'on devrait emenner à la maternelle » ; cf. *ibidem*, pp. 390-391

437 Les efforts de Păunescu pour reprendre l'activité du Cénacle dans les années 1990, sous une nouvelle dénomination, « Totuşi, iubirea » [Pourtant, l'amour], aboutissent à un échec : le public n'est plus le même et les temps sont complètement changés. Pourtant, le Cénacle « Totuşi, iubirea » connaît un succès passager en Bessarabie, pendant la guerre de Transnistrie.

438 Paul Cernat, *op. cit.*, p. 370 (la traduction du roumain nous appartient).

normes idéologiques au nom de l'efficacité politique, le groupe des historiens militaires ne bénéficie pas directement d'une telle autonomie. Il est, en échange, l'expression de l'effort renouvelé de la direction du PCR en général et de la famille Ceauşescu en particulier pour reprendre, dans le nouveau contexte, sous son contrôle exclusif la production du discours nationaliste. Ce groupe est loin d'avoir une visibilité ou une notoriété publique comparable à celles des deux autres groupes d'attitude analysés ci-dessus. Pourtant, son poids dérive de l'importance que représentent pour le régime Ceauşescu ces acteurs – recrutés au sein de l'Armée roumaine et dans la communauté des historiens. D'une part, leur zone d'influence est de première importance et de surcroît ils s'avèrent des contributeurs de premier ordre au discours nationaliste dans les années 1980**.** L'affirmation du groupe dans le réseau de production du discours nationaliste du régime Ceauşescu se produit vers le milieu de la neuvième décennie mais sa structure et ses directions d'action se précisent déjà dès la fin des années 1970.

Les raisons qui président l'institutionnalisation de l'historiographie militaire en Roumanie sont pertinentes pour l'apparition et l'évolution du groupe des historiens militaires. Une décision du Comité central du PCR de 1969 statue la création du Centre d'études et recherches d'histoire et théorie militaires (CSCITM)[439], subordonnée au Conseil Politique Supérieur de l'Armée et dont l'activité commence effectivement en 1970 sous la direction du colonel Eugen Bantea, un des rares officiers de l'Armée roumaine ayant une origine juive. Les raisons qui désignent Bantea pour cette fonction sont elles-aussi pertinentes. La direction du PCR doit initialement choisir entre quatre officiers, dont trois sont des personnalités importantes dans leur domaine d'activité : le général Gheorghe Lefter, adjoint du chef de la Direction d'Opération dans l'Etat Major Général de l'Armée roumaine, le général Emil Iepure, chef de section dans la même Direction d'Opération, le général Ion Sutza, adjoint du commandant de l'Académie Militaire et historien déjà consacré. Le colonel Bantea qui dirigeait à l'époque les Editions de l'Armée et plutôt anonyme en tant qu'historien, est

439 Pour toutes les informations concernant les acteurs et les événements du domaine de l'historiographie militaire, nous devons beaucoup à l'aide généreux de notre collègue, majeur Florin Şperlea, historien au Service Militaire de l'Armée et rédacteur-en-chef de la revue *Document* [Document], bulletin des Archives Militaires Roumaines. Sur la biographie d'Eugen Bantea, nous avons également consulté l'article de Vasile Alexandrescu, « Un ostaş vrednic în frontul istoriografiei şi gândirii militare româneşti – generalul Eugen Bantea » [Un soldat méritoire sur le front de l'historiographie et de la pensée militaire roumaines – le général Eugen Bantea], in *Anuarul Institutului de Studii Operativ-Strategice şi Istorie Militară* [Annuaire de l'Institut d'Etudes Opératives-Stratégiques et d'Histoire Militaire], Bucarest, 1996, p. 271 ; Alexandrescu fournie, sans indiquer ses sources, une information conformément à laquelle la création du Centre d'Etudes et de Recherches d'Histoire et de Théorie Militaire (CSCITM) s'est fait suite à un décret présidentiel. Conformément aux informations du majeur Şperlea, le CSCITM devrait être subordonné à l'Etat Majeur Général de l'Armée roumaine mais à la suggestion du ministre de la Défense, Ion Ioniţă, il a été finalement subordonné au Conseil Politique Supérieur de l'Armée.

finalement choisi parce qu'à son érudition dans le domaine des sciences militaires s'ajoute une bonne connaissance de cinq langues étrangères.[440] La création du centre s'explique par la nécessité de créer un organisme de coordination des recherches historiques dans le domaine militaire. Il existait déjà des centres similaires au niveau international et, par conséquent, l'historiographie militaire roumaine devait pouvoir établir des contacts au niveau international.[441] Le fait qu'on préfère à la tête du Centre une personne dont les habiletés de polyglotte priment sur la notoriété scientifique nous laisse supposer que les vrais intentions des autorités politiques étaient de le transformer en vitrine de l'Armée roumaine à l'étranger et indirectement – mais d'une façon tout à fait conforme à la nouvelle orientation antisoviétique du régime Ceauşescu – en point autorisé de contact avec les milieux militaires des pays de l'OTAN. L'évolution du Centre – auprès duquel on constitue en 1974 la Commission roumaine d'histoire militaire, affiliée dès ses débuts à la Commission Internationale d'Histoire Militaire patronnée par l'UNESCO[442] et dirigée jusqu'à la fin des années 1970 par le même Eugen Bantea – semble confirmer notre hypothèse concernant sa finalité.

La biographie personnelle d'Ilie Ceauşescu, frère cadet du président de la Roumanie, est liée à l'histoire du CSCITM dès les débuts de ce dernier. En 1969, Ilie Ceauşescu est colonel, diplômé de la Faculté d'Histoire de Bucarest et de l'Académie politique « Ştefan Gheorghiu », professeur, adjoint du chef de la chaire d'«Histoire de la Patrie et du PCR » à l'Académie des Sciences Militaires de Roumanie et jeune docteur en histoire.[443] En 1970, quand le Centre entre en fonction, Ilie Ceauşescu y est chercheur principal et, à partir de 1972, chef de la section d'histoire militaire. Au moment de la constitution de la Commission roumaine d'histoire militaire, il se retrouve également parmi ses membres fondateurs. En parallèle, il reste impliqué dans l'activité de l'Académie des Sciences Militaires et continue de monter dans la hiérarchie militaire : chef de la Direction d'organisation de l'Armée (1975-1979), adjoint du secrétaire du Conseil Politique Supérieur de l'Armée (depuis 1977), promu général-lieutenant en 1982 ; secrétaire du Conseil Politique Supérieur de l'Armée et adjoint du ministre de la Défense et membre du Conseil de la Défense dont le commandant suprême est son frère, Nicolae (depuis 1983). Dès 1984, sa carrière politique connaît une évolution tout aussi ascendante : devenu d'abord, en 1984, membre du Comité central du PCR, il est coopté

440 Cf. les informations fournies par le majeur Florin Şperlea.

441 Cf. Vasile Alexandrescu, *op. cit.*, p. 271.

442 Les informations concernant l'histoire de la Commission roumaine d'histoire militaire sont à retrouver à l'adresse URL www.ispaim.ro, consultée le 17 avril 2007. Pour la Commission Internationale d'Histoire Militaire, voir l'adresse URL http://www.landmacht.nl/legergroen/Historie/NIMH/CIHM/Sur_la_Commission_Internationale_d_Histoire_Militaire.aspx, consultée le 16 avril 2007.

443 Cf. Florica Dobre, eds., *op.cit.*, pp. 139-140.

en 1987 dans le Bureau Exécutif du Conseil de la Culture et de l'Education Socialiste et dans la direction du Front de la Démocratie et de l'Union Socialiste, en 1988.[444] On doit pourtant remarquer que son ascension politique succède à son émergence, au début des années 1980, comme principal représentant de l'historiographie officielle du régime Ceauşescu et meneur du groupe des historiens militaires.

Le CSCITM ainsi que la Commission roumaine d'histoire militaire restent jusqu'au début des années 1980 des acteurs plutôt marginaux dans le champ de l'historiographie roumaine. De ce point de vue, leur situation est comparable à celle de l'Institut d'Etudes Historiques et Sociopolitiques auprès du CC du PCR qui, tout au long des années 1970 et 1980, publie la revue *Anale de Istorie* (« Annales d'Histoire ») ainsi que de nombreuses autres études concernant tant l'histoire du PCR que l'histoire de la Roumanie, toutes conformes à la ligne idéologique du régime Ceauşescu, sans pour autant constituer la partie la plus visible et d'autant moins la plus autoritaire dans l'historiographie roumaine en termes de reconnaissance de ses compétences par les autres représentants de la profession.[445] Une

444 *Ibidem*, p. 140.

445 Katherine Verdery, *op. cit.*, p. 213, croit identifier « un conflit majeur » entre « les institutes qui écrivent l'histoire du parti et l'histoire militaire, d'un côté, et ceux qui s'occupent de l'histoire des Roumains en général, d'autre côté. Derrière ce conflit se trouve une redéfinition générale de l'objet d'étude, les historiens militaires du Parti militant pour l'intégration de l'histoire du parti dans l'ensemble de l'histoire nationale par l'abolition de leur statuts de domaine séparés » (la traduction de l'anglais nous appartient). L'observation est, en ligne générale, valable pour ce qui est des intentions d'englober dans une interprétation unificatrice l'histoire du Parti et celle de la Nation. Mais Verdery met en exergue d'une manière trop nette, à notre avis, l'existence d'un conflit à l'intérieur de l'historiographie roumaine et sa nature politique. Il est d'abord difficile de circonscrire l'action d'idéologisation du champ historiographique roumain au cercle restreint des « historiens militaires du Parti », une dénomination plutôt incertaine et par conséquence susceptible de générer des confusions. L'historiographie de la Roumanie communiste est un champ professionnel non seulement strictement contrôlé par les instances politiques, mais aussi intensément politisé (la Faculté d'Histoire de Bucarest, par exemple, fonctionne en fusion avec la Faculté de Philosophie marxiste et ensemble constituent un vivier de cadres pour la Securitate ainsi qu'un fournisseur de diplômes considérés comme « respectables » pour les activistes du PCR ; l'admission à base de dossier personnel dans ces facultés fonctionne, de manière demi-formelle, jusque dans les années 1980). Par conséquent, des contributions à l'historiographie illustrant la ligne idéologique officielle proviennent de toutes les instances historiographiques roumaines, y compris le milieu universitaire et les instituts d'histoire de l'Académie roumaine, elle-aussi une institution strictement politisée depuis 1948. Il est vrai pourtant que les contributions les plus actives à cette ligne d'interprétation viennent, dès les années 1970, de la part des historiens de l'Institut d'Etudes Historiques et Socio-politiques, subordonné au CC du PCR, en vertu même de cette subordination, et que les années 1980 sont dominées, en termes de visibilité dans le champ de l'historiographie roumaine, par le groupe d'Ilie Ceauşescu. Il est aussi vrai que certains historiens ou même certains groupes professionnels – comme par exemple les historiens de l'antiquité roumaine – résistent par l'intermédiaire de stratégies individuelles à la politisation de leur discipline. Mais le paysage institutionnel et la production historiographique roumaine dans les années du régime Ceauşescu ne nous autorisent pas de délimiter un conflit ouvert entre les historiens ou d'établir des analogies avec, par exemple, la situation de l'Union des Ecrivains de Roumanie, où les fractures entre les factions sont beaucoup plus délimitées en fonction de leurs manières de se rapporter au politique. Pour le processus de politisation de l'historiographie roumaine, voir Andi Mihalache, *Istorie şi practici discursive în România democrat-populară* [Histoire et pratiques discursives dans la Roumanie démocrate-populaire], Bucarest, Editions Albatros, 2003. Pour un exemple de stratégie individuelle de résistance à la politisation de l'historiographie, voir Alexandru Zub, Sorin Antohi, *Oglinzi retrovizoare.*

première manifestation d'envergure internationale dans laquelle le CSCITM et la Commission roumaine d'histoire militaire sont impliqués en tant que principaux organisateurs est le colloque qui a lieu à Bucarest, en mai 1977, sous le patronage du Gouvernement de la RSR, dédié au centenaire de la Guerre roumaine d'indépendance.[446] C'est le premier événement international organisé par le CSCITM et par la Commission roumaine d'histoire militaire en support de la ligne idéologique du PCR.[447] La présence publique d'Ilie Ceauşescu est encore discrète à l'occasion du colloque de 1977 : en tant que membre de la Commission roumaine d'histoire militaire, il fait partie de l'équipe d'organisateurs et présente une communication

---

Istorie, memorie şi morală în România [Miroirs rétroviseurs. Histoire, mémoire et morale en Roumanie], Jassy, Editions Polirom, 2002, surtout pp. 63-78, un témoignage personnel du professeur Alexandru Zub, l'un des historiens pratiquant une résistance tacite à la politisation de l'historiographie roumaine sous le régime communiste.

446 Les travaux de ce colloque auquel participant 500 invités sont présentés d'une manière très courtoise par John Jessup, chef de la Commission américaine d'histoire militaire ; voir John Jessup, « Romania Celebrates the Centennial of Its Independence », in *Military Affairs*, vol. 42, no. 3, octobre 1978, pp. 147-149. Il est d'ailleurs significatif que, de tous les partenaires de la Commission roumaine d'histoire militaire en sa qualité de membre de la Commission Internationale d'histoire militaire, la branche américaine semble occuper une place privilégiée en tant que partenaire de dialogue. Même dans la période des années 1980, très difficile de la perspective des relations bilatérales roumaines-américaines, la collaboration entre les deux commissions reste fonctionnelle et certains membres du groupe d'Ilie Ceauşescu sont autorisés de mener des recherches historiques dans les archives de Hoover Institution et dans d'autres archives américaines ; voir en ce sens l'article de Gheorghe Buzatu, « Présence des scientifiques roumains aux Etats-Unis », in *La lutte du peuple tout entier. Revue roumaine d'histoire militaire* (édition française de la revue *Lupta întregului popor*, publiée depuis 1984 par le CSCITM, avec le sous-titre *Revistă română de istorie militară* et dont Ilie Ceauşescu est le président du Comité de rédaction – par la suite *LIP*), no. 2 (16), 1988, p. 87.

447 Le centenaire de l'Indépendance roumaine est célébré, en mai 1977, avec beaucoup de faste par les autorités communistes. Voir en ce sens les décisions du Comité central et du Comité Politique Exécutif du PCR, le 6 et le 24 mai 1977, concernant la célébration de l'Indépendance et l'hommage rendu à Nicolae Ceauşescu à cette occasion, in *Epoca Nicolae Ceauşescu Partidul Communist Român, centrul vital al întregii naţiuni. Documente ale plenarelor CC şi ale CPEX al CC al PCR. 1965-1985* [L'époque Nicolae Ceauşescu. Le Parti Communiste Roumain, centre vital de toute la nation. Documents des plénums du CC et du CPEX du CC du PCR. 1965-1985], 2 vol., Bucarest, Editions Politică, 1986, pp. 502-506. Le début de l'année 1977 est extrêmement difficile pour le régime Ceauşescu : l'apogée du mouvement Goma et la publication de la lettre ouverte rédigée par Paul Goma occupent l'attention des autorités répressives du pays mais également celle des médias internationaux, en janvier-février, tandis que le tremblement de terre de mars fait plus de mille morts et des milliers de sans abris au sud du pays. Voir, pour une image extérieure des événements, Noel Bernard, *Aici e Europa Liberă* [Ici, radio Free Europe], Bucarest, Editions Tinerama, 1991, pp. 77-98 ; voir aussi Virgil Tănase, *Dossier Paul Goma. L'écrivain face au socialisme du silence. Présenté par Virgil Tănase*, Paris, Editions Albatros, 1977, surtout pp. 144-179. C'est pourquoi les festivités de mai 1977 sont très importantes pour le PCR qui fait ainsi un effort de récupération nécessaire de son image publique – tant à l'extérieur qu'à l'intérieur de la Roumanie - comme représentant légitime et autoritaire des intérêts de la nation roumaine. Voir également la décision du Plénum du CC, le 27 octobre 1977, concernant l'organisation des célébrations des « 2050 ans de la création du premier Etat dace centralisé et indépendante » au cours de l'année 1980 ; cf. *Epoca Nicolae Ceauşescu… op.cit.*, vol. 2, pp. 254-600. Cette initiative extravagante, qui renforce les manifestations du courant traciste représenté par le groupe de *Săptămâna* et par Iosif Constantin Dragan, a marqué l'apogée dans le conflit entre historiens analysé par Katherine Verdery, *op. cit.*, p. 213

intitulée « L'effort militaire de la Roumanie pendant la Guerre d'Indépendance de 1877-1878 ».[448]

A la fin des années 1970, les efforts pour imposer Ilie Ceauşescu en tant que chef de file de l'historiographie roumaine deviennent plus visibles, occasionnés surtout par les préparatifs concernant l'organisation à Bucarest du XVe Congrès International des Sciences Historiques, prévu pour 1980. En jugeant d'après les ressources qui lui sont allouées, cette manifestation occupe une place privilégiée dans les intérêts du régime Ceauşescu. Les préparatifs commencent déjà en 1977. En 1978, la publication *Revista de istorie* (« La revue d'histoire »), éditée par l'Académie roumaine et dont le comité de rédaction fonctionne à l'intérieur de l'Institut d'Histoire « Nicolae Iorga », publie le programme des manifestations.[449] Entre 1978 et 1980, on met en place une vaste campagne de popularisation de l'événement en utilisant toutes les publications roumaines de spécialité.[450] Organisé en tant que réunion quinquennale du Comité International des Sciences Historiques – reconnu par l'UNESCO et auquel la Commission Internationale d'Histoire Militaire est elle-aussi affiliée[451] – le Congrès de Bucarest a sans doute une importance politique beaucoup exacerbée par les autorités communistes à l'intérieur de la Roumanie par rapport à son écho dans les communautés professionnelles participantes et à sa vraie destination ainsi que celle-ci est comprise par l'organisme scientifique international. Le rôle qu'on attribue au Congrès de 1980 – de vitrine d'un régime communiste qui continue de se prétendre ouvert et rebelle du camp soviétique mais aussi comme occasion de propager à l'extérieur le culte de la famille

---

448 Cf. John Jessup, *op. cit.*, p. 147. Avec le même sujet, Ilie Ceauşescu est présent en 1978 au colloque de la Commission Internationale d'Histoire Militaire, à Ottawa, le 23-25 août 1978 ; cf. Ilie Ceauşescu, « The Struggle of the Romanian People Against Foreign Domination », in *Actes du 4ème Colloque Internationale d'Histoire Militaire*, Ottawa, 1979, pp. 299-306.

449 « Programul celui de-al XV-lea Congres internaţional de ştiinţe istorice, Bucureşti, 1980 » [Le programme du XVe Congrès international de sciences historiques, Bucarest, 1980], in *Revista de istorie* [La Revue d'Histoire], tome 31, no. 6, juin 1978, pp. 1083-1086. La revue commence, dès son no.7 de juillet 1978, une rubrique spéciale, dédiée aux préparatifs du Congrès mais dont le contenu effectif consiste surtout d'un nombre d'études scientifiques concernant l'histoire de la Roumanie.

450 Voir, par exemple, les articles de *Magazin istoric* [Magazine historique], une revue de grand tirage, destinée à la vulgarisation des connaissances d'histoire, tant roumaine qu'universelle, qui est surtout populaire parmi les élèves de lycée, les étudiants, les instituteurs, etc. *Magazin istoric*, année XIII, no. 5 (146), mai 1979, pp. 22-23, publié *in extenso* des informations concernant l'organisation du Congrès et la composition des comissions roumaine et internationale chargées de cette organisation. De la commission roumaine, présidée par Stefan Pascu, chef de la Section de sciences historiques de l'Académie roumaine et l'un des historiens dont la carrière est solidement liée à la ligne idéologique du PCR, fait partie Ilie Ceauşescu en tant qu'historien et chef du Conseil Supérieur de l'Armée mais pas encore comme président de la Commission roumaine d'histoire militaire ; (*ibidem*, p. 22). Pour des détails sur la relation d'Ilie Ceauşescu avec Ştefan Pascu, qu'elle considère comme maître spirituel du frère de Nicolae Ceauşescu dans le domaine de l'histoire de la Transylvanie, voir Katherine Verdery, *op. cit.*, p. 220-223. Entre 1969 et 1984, Ştefan Pascu est aussi membre suppléant du Comité Central du PCR ; cf. Florica Dobre, eds., *op. cit.*, p. 451. Voir aussi Open Society Archives (HU-OSA), box 53, folder 2, file 38, le récit du rencontre entre Nicolae Ceauşescu et les historiens, le 27 mai 1980.

451 Pour l'histoire du Comité International des Sciences Historiques, voir son site officiel à l'adresse URL http://www.cish.org/F/Presentation/Histoire.htm, consultée le 20 avril 2007.

Ceauşescu – l'élève aux yeux des responsables de la propagande roumaine à un rang plus important que celui d'une simple réunion des scientifiques. Déroulé entre 10 et 17 août 1980, le Congrès de Bucarest semble pourtant constituer plutôt un échec du point de vue de la propagande du Parti. Les comptes-rendus publiés par les historiens roumains dans « Revista de istorie » insistent de manière plutôt circonstancielle sur le rôle du PCR et de son secrétaire général dans l'orientation de l'historiographie roumaine[452], tandis que les invités étrangers évitent soigneusement de toucher le sujet.[453] Par contre, les buts de la propagande roumaine à l'extérieur du pays sont beaucoup mieux servis par l'écho dans les milieux professionnels étrangers des travaux de la Commission Internationale d'Histoire Militaire, déroulés en parallèle à Bucarest et organisés par la branche roumaine de la Commission. [454] Dans ce contexte, la Commission et implicitement le CSCITM en tant qu'institution qui gère l'activité de cette commission, semblent constituer les points d'accès les plus faciles du frère de Nicolae Ceauşescu – et des instances politiques du régime – vers le contrôle total de l'historiographie roumaine.

La promotion d'Ilie Ceauşescu comme meneur de la direction officiellement accréditée dans l'historiographie roumaine se fait d'une manière plutôt prudente, par recours à des artifices administratifs dont le but est de l'imposer à la tête de la Commission roumaine d'histoire militaire. En 1978, le général Eugen Bantea est destitué de la direction du CSCITM sous un prétexte transparent.[455] Depuis lors et jusqu'en 1989 plusieurs officiers – dont les

---

452 Voir, par exemple, Dan Berindei, « Cel de-al XV-lea Congres Internaţional de Ştiinţe Istorice şi participarea istoricilor români » [Le XV^{ème} Congrès International des Sciences historiques et la participation des historiens roumains], in *Revista de istorie* [Revue d'Histoire], tome 33, vol. 10, octobre 1980, pp. 1839-1856.

453 Dans un témoignage personnel, l'historien Şerban Papacostea se souvient des pressions faites en 1980 par les organisateurs roumains pour déterminer les invités à supporter ouvertement dans leurs interventions au Congrès les idées que Nicolae Ceauşescu a formulées dans son message d'ouverture ; il se souvient également les artifices de politesse par lesquelles les invités se sont esquivés de cette opération de propagande ; cf. Şerban Papacostea, « Totalitarism şi istoriografie » [Totalitarisme et historiographie], in *22. Revista Grupului de Dialog Social* [22. Revue du Groupe pour le Dialogue Social], an XV, no. 892, 13-19 avril 2007, consultée à l'adresse URL http://www.revista22.ro/, le 18 avril 2007.

454 Voir en ce sens le compte-rendu des travaux, « The International Commission of Military History Meeting, Bucharest, Romania, 9-13 August 1980 » in *Military Affairs*, vol. 44, no. 4, décembre 1980, pp. 161-162.

455 Après 1989, le CSCITM est passé par plusieurs réorganisations et fonctionne actuellement comme l'Institut d'Etudes Politiques, de Défense et d'Histoire Militaire (ISPAIM). Sur le site officiel de l'institut, www.ispaim.ro, toute référence concernant son histoire d'avant 1989 est soigneusement éliminée, de telle façon que le nom d'Ilie Ceauşescu ne soit point mentionné. Des anciens employés de l'Institut, la plupart sont actuellement à la retraite. Nous avons contacté plusieurs d'entre eux qui ont accepté de se souvenir les conditions de l'éloignement d'Eugen Batea de la direction du CSCITM : celui-ci a été apparemment accusé d' « immoralité » sous prétexte d'avoir divorcé de sa femme pour se marier avec sa secrétaire, beaucoup plus jeune. Certains d'entre eux sont également persuadés que l'origine juive de Bantea a joué elle-aussi un rôle important dans son licenciement ; même si les autorités communistes n'avouaient jamais ouvertement ce genre de raisons, nos sources ont indiqué le climat de l'époque comme explication de leurs affirmations.

compétences en tant qu'historiens sont plutôt de circonstance et qui restent des simples anonymes dans leur domaine professionnel – se succèdent à la direction du Centre, subordonnés à leur tour au Conseil Politique Supérieur de l'Armée et donc à Ilie Ceauşescu. Conformément aux statuts de CSCITM et de la Commission d'Histoire Militaire, ces personnages devraient également occuper, en tant que directeurs du centre, la fonction de président de la Commission. Mais dès le début des années 1980, ce point des statuts est transgressé au bénéfice d'Ilie Ceauşescu qui – au moins depuis 1984, quand on crée la revue *Lupta Intregului Popor* (« La lutte du peuple tout entier ») – figure comme « président de la Commission d'Histoire Militaire ».[456] Le premier collège de rédaction de cette revue est significatif pour la composition socioprofessionnelle du groupe d'Ilie Ceauşescu. Il est constitué de : Ilie Ceauşescu, adjoint du ministre de la Défense, secrétaire du Conseil Politique Supérieur de l'Armée, président de la Commission roumaine d'histoire militaire et chef du collège de rédaction ; Ion Ardeleanu et Mircea Musat (historiens employés par l'Institut D'Etudes Historiques et Sociopolitiques du CC du PCR et considérés à l'époque comme les éminences grises de l'historiographie officielle roumaine) ; Ştefan Pascu et Ştefan Ştefanescu (historiens, membres de l'Académie roumaine mais aussi du Comité central du PCR) ; le jeune historien Florin Constantiniu de l'Institut « Nicolae Iorga » ; Gheorghe Tudor, à l'époque directeur du CSCITM ; le général-majeur Constantin Antip, directeur du Musée National de l'Armé ; le colonel Constantin Cazanisteanu, chef de la Section historique du CSCITM ; le colonel Gheorghe Zaharia, employé du CSCITM ; et le colonel Florian Tuca, chef des Editions Militaires. A l'ombre du collège, le travail de rédaction est assuré par un nombre de jeunes historiens, officiers et civiles, employés du CSCITM. La plupart manquent d'une vraie notoriété dans le champ de l'historiographie roumaine. Ils constituent « la main d'œuvre » du groupe, étant perçus dans leur milieu professionnel comme « les serviteurs » d'Ilie Ceauşescu et les vrais auteurs de ses ouvrages scientifiques.[457] 1984 est aussi l'année de

456 Cf. *LIP*, no. 1, 1984. On devrait également mentionner qu'Ilie Ceauşescu n'a jamais été le représentant officiel de la branche roumaine dans le comité directeur de la Commission Internationale d'Histoire Militaire ; cette position a été occupée d'abord par le colonel Al. Gh. Savu et, depuis 1985, par le capitain Mihail E. Ionescu, ce dernier étant membre du groupe d'Ilie Ceauşescu. On peut supposer donc l'existence d'un certain souci pour les apparences de la part des autorités communistes roumaines dans les relations internationales menées par le groupe mais officiellement gérées par la Commission roumaine d'histoire militaire.

457 Au niveau des rumeurs, tellement importantes pour comprendre les mécanismes de construction des identités dans les sociétés fermées, parmi ceux considérés comme les « serviteurs » d'Ilie Ceauşescu figurent aussi les jeunes historiens du groupe, comme Florin Constantiniu ou Mihail E. Ionescu, des professionnels dont les compétences sont réelles mais dont la visibilité dans leur champ professionnel est liée surtout à leur appartenance au groupe. Pourtant Florin Constantiniu, dans ses mémoires récemment publiés, a démenti cette version et dresse le portrait d'Ilie Ceauşescu en dignitaire communiste bien intentionné, vrai patriote et profondément convaincu de la « vérité » de ses propres interprétations concernant l'histoire des Roumains. Cf. Florin Constantiniu, *De la Răutu şi Roller la*

la publication du livre le plus important d'Ilie Ceauşescu, intitulé *Transilvania, stravechi pamant românesc* (« Transylvanie, ancienne terre roumaine ») annonçant les thèmes principaux de l'action qui définira son groupe d'attitude.[458] Nous considérons donc cette année comme le début de l'affirmation publique du groupe des historiens militaires.

La dénomination du groupe nécessite pourtant une explication plus nuancée. Il serait exagéré d'y inclure tous les historiens militaires de la Roumanie communiste ou même tous les employés du CSCITM et tous les membres de la Commission roumaine d'histoire militaire. Il serait également incorrect de considérer l'appartenance à la catégorie des historiens-officiers comme condition exclusive ou obligatoire pour l'appartenance au groupe d'Ilie Ceauşescu. En fait, les membres du groupe proprement dit viennent de trois directions principales, deux liés à l'activité professionnelle d'Ilie Ceauşescu jusqu'au moment de sa promotion à la tête du Conseil Politique Supérieur de l'Armée : l'Académie des Sciences Militaires et le CSCITM ; et l'autre, lié aux instances idéologiques du PCR : l'Institut d'Etudes Historiques et Sociopolitiques du CC du PCR. Il s'ajoute un nombre d'historiens plus âgés dont l'ascension professionnelle dans les années 1960 est directement liée au soutien qu'ils concèdent à la ligne idéologique du Parti (c'est le cas de Ştefan Pascu et de Ştefan Ştefanescu) mais aussi un groupe de jeunes historiens provenant tant de l'Armée que des instituts d'histoire patronnés par l'Académie roumaine et dont l'ascension professionnelle est ainsi facilitée par leur engagement politique. Le point commun de leurs biographies professionnelles n'est donc pas la stricte appartenance institutionnelle et non pas même leur spécialisation en histoire militaire étant donné que certains d'entre eux (comme Ştefan Ştefanescu ou le plus jeune Florin Constantiniu) sont connus jusqu'au moment de leur cooptation dans le groupe surtout pour leurs publications concernant l'histoire sociale du Moyen-âge roumain. Le profil spécifique du groupe se précise par conséquent exclusivement

---

Muşat şi Ardeleanu [De Răutu et Roller à Muşat et Ardeleanu], Bucarest, Editura Enciclopedică, 2007, pp. 405-420. Constantiniu a choisi pour son livre, un titre difficile à comprendre au-delà d'une grille culturelle exclusivement roumaine : Leonte Răutu et Mihail Roller étaient les responsables idéologiques qui avaient imprimé la direction prosoviétique de l'historiographie roumaine à la fin des années 1940 et au début des années 1950 ; Mircea Muşat et Ion Ardeleanu sont les deux activistes du Comité central chargés d'une mission idéologique similaire, mais cette fois antisoviétique, dans les années 1970-1980. Considérés les éminences grises de l'historiographie roumaine à l'époque Ceauşescu, Muşat et Ardeleanu se sont surtout fait odieux à la communauté des historiens roumains par la pratique massive du plagiat, dans leur très vaste compendium de l'histoire de la Roumanie, de plusieurs auteurs dont les ouvrages non-publiés leur étaient connues en vertu de leurs attributions de censeurs idéologiques. Au sujet des relations entre les membres du groupe d'Ilie Ceauşescu, Constantiniu adopte une attitude d'ironie critique à l'adresse de son collègue, Mihail E, Ionescu, qu'il accuse d'une manière à peine voilée d'oportunisme et excès d'obédience ; cf. *ibidem*, pp. 408-409.

458 General-locotenent. dr. Ilie Ceauşescu, *Transilvania, stravechi pamânt românesc*, première edition, Bucarest, Editions Militară, 1984. Le livre a aussi une édition en français : dr. Ilie Ceauşescu, *La Transylvanie, ancienne terre roumaine*, sans édition, 1988, avec une préface de Roger Gheysens et une édition en anglais, Lieutenant-General dr. Ilie Ceauşescu, *Transylvania, An Ancient Romanian Land*, New Delhi – India, Socialook International Publications, 1984.

à travers l'orientation idéologique qu'on donne à la revue *Lupta Intregului Popor* mais surtout à travers les ouvrages d'orientation nationaliste qui, à la fin des années 1980, deviennent de plus en plus polémiques à l'égard surtout de l'historiographie hongroise.

Les coordonnés du discours promu par le groupe d'Ilie Ceauşescu sont l'expression de la radicalisation du discours nationaliste du régime Ceauşescu dans les années 1980. L'activité du groupe est centrée, d'une part sur la construction de l'image d'un peuple roumain assiégé depuis les temps immémoriaux de son existence par des ennemis extérieurs – dont seules les identités sont variables tandis que le profil psychologique reste toujours le même – et, d'autre part, sur la construction de l'image emblématique de l'ennemi de l'extérieur. Le titre même de la revue qui constitue le principal moyen d'expression du groupe, *Lupta intregului popor* (« La lutte du peuple tout entier »), rappelant les titres-slogans de l'époque kominformiste, signifie plus que la volonté de définir un nouvel objet d'étude[459] ; il reprend en fait la dénomination de la doctrine militaire de la Roumanie socialiste, définie après 1968 notamment en réaction aux événements de Tchécoslovaquie. Cette doctrine militaire, mise en place depuis 1972 par une nouvelle Loi de la Défense Nationale et dont la prémisse fondamentale est justement celle d'une menace quasi-permanente à l'adresse de la sécurité du pays, reprend à son tour l'idée de solidarité de la Nation autour du PCR lui assignant une finalité ouvertement guerrière.[460]

Le groupe d'Ilie Ceauşescu récupère en même temps deux des directions du discours nationaliste consacrées dans les années 1970 par le groupe de « Săptămâna ». Il s'agit d'abord du tracisme, qu'il emploie – cette fois d'une manière ouverte – dans la dispute avec l'historiographie hongroise concernant la préemption de la population roumaine en Transylvanie. Les références à l'organisation étatique bimillénaire des Roumains dans le territoire actuel de la Roumanie sont nombreuse dans la revue *Lupta intregului popor* (LIP) et explicites dans la principale production historiographique du groupe d'Ilie Ceauşescu, le traité d' « Histoire militaire du peuple roumaine ».[461] Ensuite, on assiste à une récupération indirecte du protochronisme, utilisé par exemple pour illustrer le rôle essentiel dans la victoire antifasciste d'une Roumanie qui, jusqu'au 23 août 1944, agit comme l'allié de l'Allemagne

---

459 La remarque appartient à Katherine Verdery, *op. cit.*, p. 213.

460 Voir, à ce propos, *Doctrină şi teorie militară* [Doctrine et théorie militaire], Bucarest, Editions Militară, 1970, surtout p. 76. Pour en bref regard sur le contenu théorique de cette doctrine, voir les informations inclues sur le site de la Bibliothèque du Congrès Américain, consultées à l'adresse URL http://www.photius.com/countries/romania/national_security/romania_national_security_evolution_of_militar~1257.html, le 21 avril 2007.

461 Le premier des six volumes du traité – dont la publication a été interrompue par les événements de décembre 1989 – est publié en 1984 ; voir Comisia Română de Istorie Militară, Centrul de Studii şi Cercetări de Istorie şi Teorie Militară [Commission Roumaine d'Histoire Militaire, le Centre d'Etudes et Recherches d'Histoire et Théorie Militaire], *Istoria militară a poporului român* [L'Histoire militaire du peuple roumain], Bucarest, Editions Militară, 1984.

nazie. Une des productions les plus médiatisée du groupe d'Ilie Ceauşescu est un livre intitulé *200 de zile mai devreme. Rolul României in scurtarea celui de-al doilea razboi mondial* (« 200 jours plus tôt. Le rôle de la Roumanie dans le raccourcissement de la deuxième guerre mondiale »), dont la première édition est elle-aussi publiée en 1984.[462] La thèse principale de ce livre est que le coup d'état de 23 août 1944 – interprété comme une révolution réalisée par le Parti Communiste Roumain – et la participation ultérieure des forces armées roumaines aux luttes contre ses anciens alliés ont contribués à devancer de 200 jours la victoire de la coalition antifasciste.

L'histoire de l'élaboration du traité d'histoire militaire des Roumains est elle-aussi significative pour la compréhension du rôle assigné au groupe dans l'ensemble du réseau de production du discours nationaliste roumain. Conformément à la présentation officielle de l'histoire institutionnelle du CSCITM[463], le travail d'élaboration du traité est initié en 1972 et constitue l'une des attributions les plus importantes du centre. Pourtant le premier tome du traité est publié seulement en 1984 – année faste pour le group d'Ilie Ceauşescu – et l'équipe dirigeante de sa rédaction est quasi-identique à celle qui gère la publication de la LIP. A part le général-colonel Constantin Olteanu, à l'époque ministre de la Défense, et le général Vasile Milea, son premier-adjoint et chef de l'Etat Majeur Général – les deux ayant un rôle de garant politique, évident dans le contexte – l'équipe est constitué d'Ilie Ceauşescu, en tant que coordonnateur principal, Ştefan Pascu, Ştefan Ştefanescu, Mircea Musat, Gheorghe Tudor, et Florian Tuca, tous membre du comité de rédaction de la revue LIP et le colonel Alexandru Gh. Savu, représentant roumain dans le comité de direction de la Commission Internationale d'Histoire Militaire.[464] L'équipe reste à peu près inchangée jusqu'au sixième volume du traité, publié en 1989 avec le groupe d'Ilie Ceauşescu en position prédominante. Cette position est

---

462 Ilie Ceauşescu, Florin Constantiniu, Mihail E. Ionescu, *200 de zile mai devreme. Rolul României în scurtarea celui de-al doilea război mondial* [200 jours plus tôt. Le role de la Roumanie dans le raccourcissement de la deuxième guerre mondiale], Bucarest, Editions Ştiinţifică şi Enciclopedică, 1984. De manière significative, le premier chapitre du livre est intitulé « 2500 ans de performance historique. Les racines temporelles de la révolution de 23 août 1944 » et reprend la même théorie de la continuité historique des Roumains, de l'Etat du roi dace Bourébista jusque dans la contemporanéité de la République socialiste.

463 Voir le site de l'Institut d'Etudes Politiques, de Défense et Histoire militaire, www.ispaim.ro, consulté le 19 avril 2007.

464 Savu se trouve, depuis la fin des années 1970, dans une position de rivalité par rapport à Ilie Ceauşescu ; par conséquent, il est éliminé en 1985 tant du CSCITM que de la Commission Internationale d'Histoire Militaire. A la place de Savu – qui reste exilé jusqu'en 1989 dans la rédaction d'une autre revue de l'Armée, *Apărarea Patriei* [La défense de la patrie] – on introduit, tant dans le comité directeur de la Commission Internationale d'Histoire Militaire que dans l'équipe de coordination du traité d'histoire militaire, un représentant de la jeune génération de collaborateurs d'Ilie Ceauşescu, le majeur Mihail E. Ionescu. Voir *Istoria militară a poporului român … op.cit.*, tome II, Bucarest, 1986 ; voir aussi la biographie de Mihail E. Ionescu, actuellement général en réserve et directeur de l'Institut d'Etudes Politiques, de Défense et Histoire Militaire, à l'adresse URL www.ispaim.ro, consultée le 19 avril 2007.

renforcée en 1988 quand, avec la publication du cinquième tome, l'équipe rédactionnelle n'a d'autre garant politique qu'Ilie Ceauşescu. Le rôle attribué au traité dans l'économie de la propagande nationaliste du régime Ceauşescu est des plus importants : il est censé de remplacer le grand traité d'histoire des Roumains, dont la rédaction par les historiens de l'Académie roumaine est préconisée depuis la fin des années 1960 et qui, dans les années 1980, se constitue en échec à cause des résistances opposées par une partie de son collectif rédactionnel à l'intégration des interprétations exagérées provenant du courant traciste.[465]

Le positionnement du groupe d'Ilie Ceauşescu par rapport aux autres acteurs impliqués dans la production du discours nationaliste roumain est déterminé par la situation spécifique de son meneur, membre de la famille Ceauşescu. En ce qui concerne l'autonomie du groupe, on constate d'abord un inversement de sens par rapport aux deux autres groupes d'attitude analysés au cours de notre démarche : le groupe de « Săptămâna » et le Cénacle « Flacăra » agissent du bas vers le haut, comme expression d'intérêts professionnels spécifiques, accomplis à travers une alliance avec le pouvoir politique tandis que le groupe d'Ilie Ceauşescu se constitue de haut en bas, à l'initiative d'un acteur politique du premier niveau de la réseau – la direction du PCR dont les intérêts et actions sont représentés par la famille Ceauşescu – qui, à travers l'octroi de certains privilèges professionnels, se rallie à un groupe de professionnels dans le but final de gagner sinon le soutien au moins le contrôle sur leurs groupes d'appartenance professionnels. Dans ces conditions, l'autonomie du groupe des historiens militaires ne fonctionne pas dans sa relation avec l'acteur politique mais elle est une réalité incontestable par rapport à la plupart des autres acteurs du réseau et à leurs propres champs professionnels. Même si cette affirmation ne se vérifie que partiellement dans les relations du groupe avec la Securitate, des groupes d'attitude que nous avons analysés, celui-ci est pourtant le seul qui semble garder une certaine autonomie par rapport à la police politique du régime (au moins si l'on juge d'après le manque de traces documentaires concernant l'influence, directe ou indirecte, de la Securitate sur ses membres). Cette autonomie semblerait plausible surtout à cause de l'appartenance de son meneur à la famille Ceauşescu. Mais, en tant que frère par allaiance ennemi[466] de la toute-puissante Elena Ceauşescu et apparatchik de la deuxième génération – tout comme Cornel Burtică, Dumitru

---

465 HU-OSA, box 53, folder 2, file 38, Rapport de 16 juin 1980 rédigé par George Ciorănescu, le premier tome du Traité d'histoire de la Roumanie était préconisé de paraître en 1980, à l'occasion du Congrès International des Sciences Historiques. En fait, aucun tome de ce traité n'a pas été publié avant 1989. Voir pour la résistance des historiens civils, Alexandru Zub, *Orizont închis. Istoriografia română sub dictatură* [Horizon fermé. L'historiographie roumaine sous la dictature], Jassy, Institutul European, 2000, pp. 79-80. Voir aussi Vlad Georgescu, *op. cit.*, p. 55.

466 Conformément au témoignage de Florin Constantiniu, *De la Răutu şi Roller … op. cit.*, p. 410, « Elena Ceauşescu sabotait systématiquement son beau-frère, par tous les moyens. » (La traduction du roumain nous appartient).

Popescu ou Eugen Florescu – Ilie Ceauşescu se montre assez méfiant à l'égard de la Securitate, gardant une attitude de prudence dans les relations du groupe – et de lui-même – avec cette institution.[467] Sans avoir les mêmes velléités d'influence que dans les autres groupes d'attitude analysés ci-dessus, la Securitate exerce toujours une surveillance rigoureuse du groupe. Les officiers du groupe font l'objet de l'activité de la IVe Direction de la Securitate[468], chargée de la surveillance du personnel de l'Armée roumaine. Pour les historiens civils du groupe, la surveillance est exercée par la même Direction I Arts et Culture qui s'occupe de toute la vie culturelle du pays.[469] Il existe aussi des preuves indirectes d'une certaine contingence des actions du groupe avec celles de la Direction d'Informations Extérieures[470], mais dans ce cas il s'agit plutôt d'une volonté de réunir les efforts de deux acteurs différents – agissant d'habitude chacun sur des couloirs différents – de la propagande roumaine à l'extérieur plutôt que d'un essai d'infiltration de la police politique dans l'activité

467 Nous avons obtenu les informations concernant les relations du groupe d'Ilie Ceauşescu avec la Securitate d'une source anonyme liée à cette derniére. Nous remercions Mme. Carmen Dobrotă, des Archives Nationales de Roumanie, de nous avoir facilité l'accés à la source.

468 Conformément à notre source anonyme, les planifications internes de la IV Direction établissaient que, parmi les employés de l'Armée roumaine, 1 des 5 officiers et 1 des 15 soldats devrait être racolés comme informateurs de la Securitate. Les membres du PCR figuraient dans des statistiques séparées, sous la denomination de « sources ».

469 Dans les années 1980, cette direction était dirigée par Ilie Merce, devenu après 1989 membre du Parti « La Grande Roumanie », actuellement depute dans le Parlement roumain. Voir sa page personnelle sur le site de la Chambre des Députés de Roumanie, http://www.cdep.ro/pls/parlam/structura.mp?idm=138&leg=2004&cam=2, consultée le 21 juillet 2007. En jugeant d'apres l'expérience personnelle de de Florin Constantiniu, *op. cit.*, p. 410, les civils du groupe étaient directement questionnés par la Securitate sur l'activité d'Ilie Ceauşescu. Tout récemment, le livre de Şerban Rădulescu-Zoner, *Securitatea în Institutul de Istorie « Nicolae Iorga ». Studiu de caz* [La *Securitatea* dans l'Institut d'Histoire « Nicolae Iorga ». Etude de cas], Bucuresti, s.e., 2008, prouve, à l'aide de l'exemple du même Florin Constantiniu, l'utilisation des historiens civils du groupe d'Ilie Ceauşescu en tant qu'informateurs de la police politique.

470 Comme il est le cas de la participation dans la délégation d'historiens militaires qui visite les Etats-Unis entre le 17 décembre 1986 et le 29 janvier 1987, de Gheorghe Buzatu, l'un des historiens roumains autorisés à maintenir des contacts avec les boursiers occidentaux étudiant dans la Roumanie de Ceauşescu, dont certains ont été racolés comme agents d'influence par la Direction Roumaine d'Informations Extérieures (DIE) ; une preuve indirecte de l'implication de Buzatu dans les actions de l'ancienne DIE a été produite en 2002, à l'occasion de la condamnation pour pédophilie de l'historien américain Kurt Treptow, ami de Buzatu et auteur de plusieurs études antisémites, dont la fondation culturelle en Roumanie était sponsorisée par le Service Roumain d'Informations Extérieures. Voir en ce sens l'article de Mircea Mihăieş, « Treptele lui Treptow » [Les marches de Treptow], in *România literară* [La Roumanie littéraire], no. 40, le 9 octobre 2002. Actuellement, Buzatu est membre du Parti « La Grande Roumanie » et jusqu'en 2004 il a été sénateur de ce parti. Une deuxième preuve indirecte des relations entre la DIE et le groupe d'Ilie Ceauşescu est la carrière post-1989 d'un membre du groupe, Ioan Talpeş. Coopté dans le groupe d'Ilie Ceauşescu vers la fin des années 1980 (son nom figure dans le collège de rédaction de la *LIP* depuis février 1988), Talpeş est le seul des membres du groupe qui a eu une carrière politique après 1989, d'abord en tant que conseiller du président Ion Iliescu (1990-1992), puis comme chef du Service Roumain d'Informations Extérieur (entre 1992-1997) ; actuellement, il est sénateur démissionnaire du Parti Social-démocrate. Voir des détailss de sa biographie à l'adresse URL http://www.senat.ro/FisaSenator.aspx?ID=114, consultée le 20 avril 2007. Pourtant, comme les archives de la DIE sont toujours secrètes en Roumanie, ces connexions indirectes et conjoncturelles nous permettent de formuler une hypothèse mais non pas d'obtenir une confirmation sans équivoque.

du groupe. Ce tableau général nous laisse supposer que, sans être complètement autonome par rapport à la Securitate, le groupe d'Ilie Ceauşescu est moins exposé aux actions de la police politique visant le contrôle direct sur ses principales directions d'action.

Dans cette perspective, deux raisonnements, complémentaires l'un par rapport à l'autre, s'imposent à propos de la position du groupe dans la production du discours nationaliste du régime Ceauşescu. D'une part, ses principaux sujets d'intérêts montrent une transgression de certains thèmes appartenant jusque-là au registre du discours implicite dans le discours explicite du communisme nationaliste. D'autre part, sa composition et ses manières d'agir font preuve d'une volonté de la part de la direction du PCR en général et de la famille Ceauşescu en particulier, d'éliminer tout autre acteur du réseau – y compris la Securitate – et toute éventuelle autonomie susceptible de menacer le monopole du régime sur la production du discours nationaliste. Ce but est atteint par la création d'un **groupe d'attitude simulé**, qui devrait permettre l'accès du principal acteur politique aux relais d'influence directe sur des milieux professionnels essentiels pour son fonctionnement. L'action n'a qu'un succès limité parce que, même s'il ne rencontre des concurrences ouvertes ou des résistances explicites, le groupe d'Ilie Ceauşescu a toujours à affronter la résistance tacite des milieux professionnels de provenance de ses membres : l'Armée et l'historiographie civile, ainsi que les susceptibilités des autres acteurs agissant dans le réseau de production du discours nationaliste. Etant donné son domaine d'action, restreint et confiné à une spécialisation inévitable, sa visibilité et sa notoriété publique n'arrivent jamais à touché le niveau atteint, dans les années 1970 et jusqu'au milieu des années 1980, par le groupe de « Săptămâna » ou le Cénacle « Flacăra ».

II.2. Parti, Nation, Leader –
Idéologie et discours officiel du communisme nationaliste

« - Qu'est-ce que la liberté ?
- La liberté, c'est le dimanche quand
il est permis de ne pas aller au boulot »
(6 ans)[471]

Un aspect qui pourrait donner lieu à des points d'interrogation multiples, quand on évoque la légitimation des régimes communistes, concerne les fonctions de l'idéologie. L'affirmation d'une ambition d'innovation idéologique représente, dans les régimes communistes, une partie structurelle de leur construction symbolique de la légitimité.[472] L'idéologie communiste a cessé assez vite d'être jugée, dans les analyses politiques, en fonction de sa cohérence ou de son potentiel d'innovation. Elle reste cependant significative de la perspective de son utilisation dans le processus de légitimation politique. Cette idéologie – qui se définit dès ses origines comme révolutionnaire – contient la justification primordiale des régimes de type soviétique. En terme de légitimité, elle offre la principale motivation des révolutions communistes et des constructions politiques qui les suivent.[473] Dans cette optique, ce n'est pas l'idéologie en soi qui est signifiante, mais le rôle qui lui est attribué par chaque parti communiste. Le fait que cette idéologie est une construction utopique, parfois incohérente, qu'elle n'a pas beaucoup de chances de résister devant la réalité, ou qu'elle ne peut renoncer à sa rigidité initiale qu'au risque de devenir un bricolage difficile à manier, reste secondaire pour l'analyse de son rôle dans le processus de légitimation de ces régimes aussi longtemps qu'elle (l'idéologie) garde sa position de pilier dans l'articulation de leurs relations de pouvoir.

Cette problématique est d'autant plus intéressante dans le cas de Nicolae Ceauşescu dont les ambitions de réformateur idéologique du communisme ont été manifestement

---

471 Daniela Alexandru, Irina Nicolau, Ciprian Voicilă, *op. cit*, p. 18

472 Nous suivons à ce propos le raisonnement d'Alfred G. Meyer, « The Functions of Ideology in the Soviet Political System », in *Soviet Studies*, vol. XVII, no. 3, janvier 1966, surtout pp. 279-283. Daniel C. Nelson, *Elite-Mass Relations in Communist Systems*, New York, St. Martins' Press, 1988, p. 74-75, qui souligne l'importance attribuée par les régimes communistes à l'idéologie en tant qu'instrument de légitimation politique.

473 Alfred G. Meyer, *op.cit.*, surtout pp. 55-62

exprimées tout au long de son régime et elles ont été, dans une première phase, largement créditées par les médias occidentaux.[474] La contribution idéologique de Nicolae Ceauşescu à la définition de la « société socialiste multilatéralement développée » et d'une « nation socialiste » devrait, par conséquent, être jugée de façon analogue. Son originalité ou sa cohérence est secondaire par rapport à sa qualité d'attribut symbolique du pouvoir. Elle représente, avant tout, un passage obligé vers la légitimation du nouveau leader du PCR en tant que dirigeant du Parti ainsi que vers sa légitimation en tant que dirigeant de tous les Roumains. D'ailleurs, l'insistance sur l'importance de la contribution à l'idéologie officielle du régime dans l'œuvre de légitimation d'une nouvelle équipe dirigeante ne constitue pas, elle non plus, un trait inédit du régime Ceauşescu. On pourrait invoquer dans le même sens et pour la même époque, l'exemple de Leonid Brejnev, dont le concept de « socialisme développé » a précédé l'effort de Ceauşescu de définir la « société socialiste multilatéralement développée »[475]. De la même manière, le concept roumain de « nation socialiste » a des correspondances plus ou moins directes tant dans la théorie titiste d'une « voie indépendante vers le socialisme »[476] que dans le « nationalisme anti-impérialiste »[477] de Mao Tse Dong ou dans le concept de « nation socialiste », théorisé dans les années 1970 par le régime communiste de la RDA[478].

L'analyse que nous tenterons en ce qui suit se concentrera sur l'idéologie officielle du régime Ceauşescu, telle qu'elle est reflétée par les documents programmatiques du PCR et par les prises de position publiques de ses dirigeants. Cette précision nous semble très importante parce que, comme nous avons pu le remarquer au cours de notre recherche, même à l'intérieur d'un régime comme celui de Nicolae Ceauşescu, dont la rigidité et l'orthodoxie du dogme politique sont des traits fondamentaux, le message idéologique n'a pas une seule voix et ne reste pas indifférencié en contact avec ses différents diffuseurs ou avec ses différentes

474 Pour une vision largement partagée à l'époque dans les milieux occidentaux sur les éventuelles directions d'innovation politique à l'intérieur du régime Ceauşescu, voir Kenneth Jowitt, « The Romanian Communist Party and the World Socialist System: A Redefinition of Unity », in *World Politics*, vol. 23, no. 1, octobre, 1970, pp. 38-60. Jowitt voit la clef de la future évolution du régime Ceauşescu dans le souci de préserver un équilibre entre les attitudes hostiles vis-à-vis de l'hégémonie soviétique et le devoir de fidélité à l'intérieur du bloc communiste.

475 Pour le concept de « socialisme développé » dans l'idéologie soviétique à l'époque de Brejnev, nous avons suivi la démonstration d'Alfred. B. Evans Jr., « Developed Socialism in Soviet Ideology », in *Soviet Studies*, vol. 29, no. 3, juillet 1977, pp. 409-428. Evans Jr. fixe les débuts d'une théorisation de ce concept autour de l'année 1967.

476 Pour une synthèse de l'idéologie spécifique du communisme yougoslave, voir Fred Warner Neal, « Yugoslav Communist Theory », in *American Slavic and East European Review*, vol. 19, no. 1, février 1960, pp. 42-62.

477 Cf. Edward Friedman, « Reconstructing China's National Identity: A Southern Alternative to Mao-Era Anti-Imperialist Nationalism », in *The Journal of Asian Studies*, vol. 53, no. 1, février 1994, pp. 67-91.

478 Voir à ce propos Carl Pletsch, « The Socialist Nation of the German Democratic Republic or the Asymetry in Nation and Ideology between the Two Germanies », in *Comparative Studies in Society and History*, vol. 21, no. 3, juillet 1979, pp. 323-345.

catégories de public. Nous nous sommes également retrouvés devant la nécessité d'éviter la confusion entre le discours d'affirmation de l'idéologie officielle et le message de la propagande, diffusé par le régime Ceaușescu. Le dernier est beaucoup plus influencé par les modifications du contexte politique ou socioéconomique et par conséquent susceptible de subir un travail permanent d'ajustement ou de particularisation. Il se construit également d'une manière pluristratifiée, en fonction de plusieurs niveaux d'interaction avec les différents segments de la société roumaine. Pour essayer d'éviter une confusion entre les deux type de discours politiques, nous suivrons dans notre analyse la définition de l'idéologie officielle proposée par Alfred G. Meyer[479] : le corpus doctrinaire utilisé par le Parti communiste dans l'œuvre de socialisation politique de ses sujets, des écoliers jusqu'aux cadres du parti, avec des variations en intensité ou de durée du processus éducationnel et avec des degrés variable de sophistication, d'intensité ou d'insistance sur les détails.[480] Suivant le raisonnement de Meyer, ce corpus doctrinaire comprend quatre aspects généraux : une philosophie – le matérialisme dialectique ; un corpus théorique comprenant des généralités sur l'homme et la société, le passé et le présent – le matérialisme historique ; une doctrine économique qui a le rôle d'expliquer les mécanismes économiques du capitalisme et de l'impérialisme, d'une part, et ceux de la construction socialiste, d'autre part – l'économie politique ; un corpus d'idées politiques, qui devrait éclairer les stratégies de la révolution communiste et fournir des solutions pour les problèmes politiques de l'Etat socialiste – le socialisme scientifique ; l'histoire officielle du Parti.[481]

L'idéologie officielle se constitue, par rapport au message de la propagande, en point fixe de la construction théorique ; elle sert de référentiel à l'effort générale de mobilisation politique et représente également, pour ceux qui sont en charge de cet effort, la garantie de la pertinence de leur démarche théorique par rapport à ce qui est considéré l'orthodoxie du dogme communiste. Cependant, à l'intérieur de chaque régime communiste national, l'idéologie officielle n'est pas, elle non plus, un corpus immobile mais plutôt un ensemble de données – qui, à leur tour, se construisent d'une manière plus ou moins stratifiées – dont seulement une partie est représentée par le noyau dur du dogme marxiste-léniniste. L'autre partie, la plus intéressante parce que la plus soumise à des évolutions significatives, s'articule

479 Cf. Alfred G. Meyer, *op.cit.*, p. 273

480 Cette partie de notre démarche ne s'occupera pas encore avec l'analyse du tableau « cohérence idéologique » versus « consensus pragmatique », ainsi qu'il est décrit par Giovanni Sartori, « Politics, Ideology and Belief Systems », in *The American Political Science Review*, vol 63, no. 2, juin 1969, p. 409. Autrement dit, nous ne serons pas encore en position d'étudier le degré de solidarité engendrée par l'idéologie du régime Ceaușescu entre différents groupes ou membres des groupes à l'intérieur de la société roumaine.

481 Alfred G. Meyer, *op.cit.*, p. 273.

en fonction des intérêts spécifiques, définis – plus précisément, périodiquement redéfinis – par chaque régime communiste. C'est justement cette dernière partie de l'idéologie officielle du régime Ceaușescu qui nous préoccupera en ce qui suit.

II.2.a Le Parti et la Nation – légitimer la voie roumaine vers le socialisme

Le signe le plus évident d'une continuité entre le régime Gheorghiu-Dej et le régime Ceaușescu est représenté par la politique d'indépendance du Parti communiste roumain à l'égard de l'URSS. En 1964, les communistes roumains franchissent une nouvelle frontière de l'obédience politique, en proclamant dans un document officiel[482] le droit de chaque parti communiste d'adopter sa propre voie vers le socialisme. Mais les actions de Gheorghiu-Dej et de son équipe dirigeante ne témoignent pas d'une volonté de passer au-delà des actions politiques pragmatiques, marquées par des prises de position plutôt prudentes et restreintes au cercle fermé de l'élite communiste. Pour l'ensemble de la société roumaine, la distanciation de Moscou est rendue visible plutôt à travers ses effets indirectes, surtout dans le domaine de la vie culturelle, et non pas par l'articulation d'un discours officiel ouvertement antisoviétique. Au long des années qui suivent la mort de Staline, le nouvel état d'esprit de l'équipe dirigeante de Bucarest à l'égard de Moscou est plutôt suggéré aux citoyens de la Roumanie à l'aide d'un message chiffré dans la clef spécifique de la propagande communiste ou par des actions menées contre les anciens komminternistes qui se trouvent encore dans les rangs du Parti des Travailleurs Roumains. Ce qui est le plus important – et scrupuleusement contrôlé par les dirigeants du Parti – c'est que l'attitude critique et le droit de mettre en doute les décisions provenant de Moscou constituent l'apanage exclusif des hauts dirigeants du Parti, les autres communistes ainsi que la société dans son ensemble n'ayant que l'obligation de suivre la nouvelle orientation politique sans trop questionner ses raisonnement.

Franchir la dernière barrière de la rébellion antisoviétique des communistes roumains et intégrer l'indépendantisme du parti dans le courant latent de l'antisoviétisme de la société roumaine représente, en 1965 autant qu'en 1956 ou 1964, une opération risquée pour plusieurs raisons : d'abord, l'histoire du mouvement communiste en Roumanie est toujours intrinsèque à l'histoire de l'expansion soviétique en Europe Centrale et Orientale ; ensuite, une telle attitude est loin de faire l'unanimité à l'intérieur de la direction du PCR et Nicolae

[482] Il s'agit de la « Déclaration sur la position du Parti des Ouvriers Roumains dans les questions du mouvement communiste et ouvrier international », publiée le 22 avril 1964, connue surtout dans l'historiographie du communisme roumain comme « la déclaration d'indépendance » du Parti des Ouvriers Roumains ; cf. Florian Banu, Liviu Țăranu, *op. cit.*, pp. 74-140.

Ceauşescu, en tant que principal promoteur de la nouvelle orientation, se retrouve dans une position plutôt vulnérable – étant donnée sa propre biographie politique, liée tant à l'histoire du parti dans la clandestinité qu'aux évolutions profondément prosoviétiques des années 1940 – devant ses adversaire[483] ; enfin, sortir ce sujet du cercle fermé de la hiérarchie communiste et l'ouvrir à un débat beaucoup plus large – même surveillé de près par les instances locales du Parti ou par les différentes organisations professionnelles – représente un risque indéniable pour le monopole idéologique de la direction du PCR. Les raisons qui ont déterminé Nicolae Ceauşescu à courir ce risque à multiples volets sont à chercher avant tout dans sa propre culture politique et dans l'héritage ambigu des communistes roumains, comme nous avons essayé de le décrire dans la première partie de notre démarche, surtout à propos de leur relation avec la question nationale. Mais elles relèvent non moins d'une nécessité politique, précisée déjà dès la fin des années 1950, de refonder la légitimité du communisme roumain par le biais de son indigénisation, dans une tentative de renforcer la position du régime communiste à l'intérieur du pays et la sécurité individuelle de ses dirigeants face à la fréquence des changements de ligne politique intervenus à Moscou.

L'œuvre de légitimation du parti communiste devant l'ensemble de la société roumaine, ainsi qu'elle est construite par le régime Ceauşescu, se poursuit dans deux directions principales : la réécriture de l'histoire officielle du parti et l'insertion de celle-ci dans une nouvelle version de l'histoire officielle de la Roumanie.[484] Cette ligne d'action n'est pas sans rapport avec les évolutions enregistrées dans la deuxième moitié des années 1960, surtout celles visant la re-roumanisation de la vie culturelle et l'effacement des effets négatifs de la soviétisation. En 1960, dans son Rapport devant le IIIème Congrès du Parti (devenu en 1965 le VIIIème, conformément à la nouvelle numérotation proposée par Ceauşescu), Gheorghiu-Dej fait une mention brève et plutôt ambiguë du besoin d'articuler une nouvelle

483 Un épisode significatif se produit en 1967, au moment de la condamnation des crimes politiques commises dans les années 1950 : accusé d'être un des principaux acteurs de ces abus, Alexandru Drăghici, ancien ministre de l'Intérieur, demande à la commission constituée à cet effet d'enquêter les crimes de l'époque, y compris le rôle de Ceauşescu dans les assassinats commis pendant la collectivisation de l'agriculture ; cf. Marius Oprea, *Banalitatea răului …op.cit.*, pp. 332-333.

484 L'opinion formulée par Robert R. King, *op.cit.*, p. 124, nous semble particulièrement pertinente pour les besoins de notre analyse: « Un des aspects les plus courieux de l'essai de lier le Parti Communiste Roumain à la tradition roumaine est représenté par la fait que l'effort d'interpréter les différentes épisodes du passé national dans le contexte de l'histoire contemporaine n'est pas conçu comme un moyen d'investir le passé avec un sens mais il est utilisé pour illustrer ces choses que le Parti estime importantes pour le présent » (la traduction de l'anglais nous appartient ; la variante originale : « One of the most curious aspects of this attepmt to lonk the RCP with the Romanian heritage is that the effort to interprete various episodes of the national past in the context of contemporary history is not regarded as providing means of understanding the past, but is used to illustrate those things the party considers more important to present. »).

conception idéologique sur l'apparition et l'évolution du socialisme en Roumanie.[485] Ses références à la nécessité de réécrire la version officielle de l'histoire du Parti restent pourtant conjoncturelles et sont loin de constituer le point fort du message politique.[486]

Le poids du sujet dans le contenu du discours officiel change radicalement en 1965, quand le Rapport de Ceaușescu devant le IXème Congrès insiste explicitement sur la nécessité de réaliser une nouvelle synthèse officielle de l'histoire du PCR, conforme à la nouvelle ligne idéologique du parti.[487] Le caractère inédit de cette attitude ne tient pas forcément dans l'utilisation une historiographie bien surveillée comme méthode primordiale de propagande, parce que ce phénomène s'est produit de facto dans les années 1950 et la situation de l'historiographie roumaine en tant qu'annexe de la propagande est resté inchangée jusqu'à la fin du régime communiste en Roumanie. Mais en 1965, on constate pour la première fois dans le discours officiel des communistes roumains une volonté explicite d'intégrer dans une même vision – et surtout dans une même démarche idéologique – l'histoire officielle du Parti et l'histoire nationale de la Roumanie. La décision de renommer le parti – devenu du Parti des Travailleurs Roumains, le Parti Communiste Roumain – relève du même registre : présenter l'image d'un parti ouvert à tous les Roumains et représentant les intérêts de tous les Roumains.[488] Le nouveau mot d'ordre dans la relation Parti communiste-société roumaine est synthétisé dans une phrase prononcée par le secrétaire général en début de son exposé idéologique : « Notre Parti communiste est le légataire (en roumain, *continuator*) des meilleurs traditions du combat séculaire du peuple roumain pour liberté nationale et sociale, il incarne les traits les plus progressistes du prolétariat et a des racines vigoureuses dans le mouvement ouvrier de Roumanie ».[489] Au-delà de la langue de bois[490] spécifique au discours

485 Cf. Gheorghe Gheorghiu-Dej, « Raportul CC al PMR la Congresul al III-lea al Partidului » [Le Rapport du Comité central du Parti des Travailleurs Roumains au III[ème] Congrès du parti], in Gheorghe-Gheorghiu-Dej, *Articole şi cuvântări. August 1959 – Mai 1961* [Articles et discours. Août 1959 – Mai 1961], Bucarest, Editions Politică, 1961, p. 177: « Conformément aux indications du Congrès, nos cadres du domaine idéologique devront contribuer à l'étude des problèmes de la construction du socialisme à l'étape actuelle. Leur travail sera fructueux et utile à condition qu'on prenne en compte les demandes objectives de chaque étape, qu'à la base de leurs travaux soit l'étude attentive des politiques et des activités pratiques du parti, de ce qui est essential dans l'expérience de la classe ouvrière. » (La traduction du roumain nous appartient).

486 *Ibidem*, p. 177, on fait une référence passagère à l'apparition de nouveaux ouvrages concernant l'histoire du Parti et l'histoire du pays, phénomène considéré comme « résultat positif » des efforts de l'appareil de la propagande.

487 Cf. *Congresul al IX-lea…*, pp. 92-93.: « Une obligation actuelle est l'élaboration de l'Histoire du Parti – oeuvre qui, en partant des débuts du mouvement ouvrier en Roumanie, doit présenter l'ensemble du combat mené par la classe ouvrière et par le Parti Communiste Roumain, organisateur et dirigeant de la lutte pour la libération sociale et nationale du peuple – directement liée aux réalités politiques, économiques et sociales à chaque étape du développement de notre pays. » (La traduction du roumain nous appartient).

488 *Ibidem*, p. 75.

489 *Ibidem*, p. 74.

communiste, cette affirmation apparemment sans suite porte en soi les germes d'une double négation : d'abord la négation de la primauté de la lutte des classes dans l'idéologie du Parti Communiste Roumain, une primauté encore très chérie par Gheorghiu-Dej en 1960[491] ; ensuite, la négation du rôle primordiale de l'URSS dans l'arrivée au pouvoir du Parti Communiste Roumain. Le IXème Congrès de 1965 ne représente que le début de ce chemin vers une nouvelle construction de la légitimité des communistes en Roumanie. Pour briser la glace des doutes et des complicités à l'intérieur du parti, de l'hostilité et de la méfiance installées depuis longtemps dans la relation entre le parti et la société roumaine, Ceauşescu et son nouvelle équipe mettent en place une stratégie complexe, dont le travail sur l'idéologie officielle constitue seulement une partie et qui profite tant du contexte international que des attentes positives engendrées dans l'opinion roumaine par la succession de leaders à la tête du PCR.

L'œuvre de réinterprétation de l'histoire officielle du parti commence avec la séparation du passé kominterniste.[492] Condamner le rôle négatif de Moscou dans les évolutions du PCR pendant la clandestinité représente d'ailleurs la partie la plus facile de l'entreprise politique menée par l'équipe Ceauşescu, parce que la plus consensuelle au niveau de la direction du parti. Les efforts de Gheorghiu-Dej pour assurer une position de force au groupement des « communistes nationaux » ont abouti vers la fin des années 1950 à une roumanisation réussie des échelons supérieurs. Pour les représentants de cette orientation, le Kremlin et le Komintern n'ont jamais représenté la mémoire d'or d'une époque héroïque, mais ils ont incarné plutôt la source d'une autorité punitive, inflexible et intangible, dont la sympathie et les privilèges étaient dirigés surtout vers ceux qui agissaient dans sa proximité ou directement sous ses ordres, comme par exemple les « moscovites » du groupement d'Ana Pauker. Faire passer devant cette catégorie de communistes frustrés – anciens prisonniers politiques dans la Roumanie de l'entre-deux-guerres ou leurs disciples récents, première

---

490 Cf. à l'observation de Françoise Thom, *La langue de bois*, Paris, Editions Juillard, 1987, p. 19-20, la langue de bois a pour seule fonction de servir de véhicule à l'idéologie communiste ; elle n'est qu'une série d'incantations magiques déguisées en axiomes nécessaires.

491 Cf. Gheorghe Gheorghiu-Dej, *op. cit.*, p. 167-169; pour Gheorghiu-Dej, la qualité de communiste était avant tout liée à la qualité d'ouvrier et la mission principale du Parti était de faciliter l'entrée des ouvriers dans ses rangs et de veiller à la "pureté" de sa composition sociale. De manière significative, en 1965, le IX^{ème} Congrès du PCR décide d'enlever les restrictions pour l'accès d'autres catégorie sociales dans les rangs du Parti et renonce aux stage de candidature, imposés depuis 1948 à tous les aspirants à la qualité de membres du PCR dont la durée était différenciée en fonction de l'appartenance sociale du candidat (cf. *Congresul al IX-lea.…*, p. 76-77).

492 Les germes de cette séparation sont facilement identifiables dans le même discours de Nicolae Ceauşescu au IX^{ème} Congrès du Parti, quand il souligne la nécessité d'admettre l'existence de certaines erreurs dans la politique du parti communiste durant la clandestinité et demande un « jugement objectif » dans la qualification de ces erreurs, dues à son avis exclusivement aux directives aberrantes de Komintern (cf. *op. cit.*, p. 92).

génération de paysans roumains urbanisés, pour lesquelles les nouvelles convictions communistes co-existent avec les valeurs traditionnelles solidement enracinées dans leurs familles d'origine – l'image d'un mouvement communiste roumain idéaliste et bien intentionné, doublement persécuté par les autorités de la Roumanie bourgeoise et par les envoyés ignorants ou directement hostiles d'un Komintern insensible à leur situation particulière ne devrait pas présenter beaucoup de difficultés.

Le moment symbolique choisi pour une délimitation explicite du passé est l'anniversaire des 45 ans de la création du Parti Communiste Roumain, en mai 1966. Une direction d'interprétation brièvement esquissée au IXème Congrès[493] est maintenant consacrée par un nouvel exposé du secrétaire général[494], inhabituellement long et qui, dans sa variante publiée, est accompagné par plusieurs notes explicatives représentant pour la plupart des citations des documents gardés dans les archives historiques du parti, jusqu'à ce moment inaccessibles aux historiens ou au le public. Le discours respecte le modèle classique de la critique/autocritique communiste[495], le référentiel restant également inchangé : le devoir individuel de fidélité à l'égard du Parti ainsi qu'à l'égard de son interprétation de l'objectivité historique. Ce n'est pas une révolution des formes utilisées pour exprimer la vérité officielle, mais un changement de paradigme de vérité. Le nouveau paradigme est construit autour d'une interprétation nationale de l'apparition et de l'évolution du mouvement communiste roumain. La création du PCR en 1921 est considérée, par conséquent, dans la perspective d'une « évolution objective » des conditions économiques et sociales de la Roumanie, et l'analyse menée avec les outils du matérialisme historique intègre non seulement les enjeux de l'histoire récente du parti, mais également les grands moments de la modernisation étatique roumaine au XIXème et au XXème siècle.[496] La tradition politique de la sociale-démocratie

493 Pourtant, les idées fondamentales de la nouvelle interprétation donnée à l'histoire officielle du parti sont comprises dans un seul paragraphe: « Dans le jugement de l'activité du Parti durant la clandestinité, on doit prendre en compte le contexte difficile dans lequel il a été obligé d'évoluer, l'influence exercée par la présence dans sa direction de certains personnages opportunistes, sectaires, étrangers à la classe ouvrière, ainsi que l'influence exercée par certains phénomènes négatifs du mouvement communiste et ouvrier international de l'époque. » ; cf. *Congresul al IX-lea…*, p. 92 (la traduction du roumain nous appartient).

494 Nicolae Ceauşescu, « Partidul Comunist Român – Continuator al luptei revoluţionare şi democratice a poporului român, al tradiţiilor mişcării muncitoreşti şi socialiste din România » [Le Parti Communiste Roumain – Légataire de la lutte révolutionnaire et démocratique du peuple roumain, des traditions du mouvement ouvrier et socialiste de Roumanie], in Nicolae Ceauşescu, *România pe drumul construirii … op.cit.*, vol. 1, pp. 335-415.

495 Cf. les considérations de Claude Pennetier et Bernard Pudal, *op.cit.*, pp. 15-39.

496 Le nouveau paradigme de l'histoire officielle du communisme roumain est explicitement inséré dans un tableau général dominé par les références à l'histoire nationale: « De nombreuses pages de l'histoire de notre pays sont couvertes par les luttes révolutionnaires des paysans, des petits marchands, des ouvriers, des intellectuels, des couches les plus larges de la population, qui se sont opposées au long des siècles, pour plus d'une fois, à l'oppression et à l'injustice menées par les étrangers, [et qui ont lutté] pour la

est elle-aussi traitée en clef matérialiste et intégrée dans l'histoire officielle du Parti Communiste Roumain.

Dans cette optique d'un mouvement communiste national, constitué comme conséquence directe de l'évolution historique spécifique à la société roumaine, la relation de subordination au Komintern est soumise à un travail de mémoire politiquement contrôlé qui aboutit à une nouvelle représentation du passé kominterniste comme maladie infantile du communisme roumain. Des noms comme celui du premier secrétaire du PCR, Gheorghe Cristescu, ou des communistes roumains victimes des purges staliniens des années 1930 sont réhabilités d'abord par leur simple mention dans un document officiel, après une longue période d'oubli volontaire et avant l'officialisation de leur réhabilitation administrative.[497]

La critique de la position politique du PCdR de l'entre-deux–guerres dans la question nationale se produit dans ce contexte préalablement préparé à une appropriation exclusivement roumaine de l'histoire du parti. On commence de manière significative par relever le rôle négatif des anciens secrétaires généraux et des membres de la direction du parti dont l'origine ethnique était autre que roumaine et dont le seul fondement de l'autorité dans le parti a été représenté par le soutien du Komintern :

> « [Aux conditions difficiles de la clandestinité] on doit ajouter les effets négatifs des pratiques du Komintern de nommer des cadres dirigeants du Parti, y compris le secrétaire général, des personnes de l'extérieur du pays, méconnaissant la vie et les intérêts du peuple roumain (…) Si on se souvient qu'à l'époque, les dirigeants de notre parti ont été désignés des personnes qui n'habitaient pas le territoire de la Roumanie et qui ne connaissaient pas les conditions sociales et politiques du pays, on se rend compte des préjudices que cette pratique a provoqué aux luttes révolutionnaires de notre pays.»[498]

Cette opération de délimitation des culpabilités restitue une légitimité exclusive à l'orientation nationale, plus précisément au groupement qui la représente à l'intérieur du PCR, dont Ceauşescu lui-même hérite sa position politique. Elle se révèle essentielle pour la crédibilité politique du parti dans le contexte d'une nouvelle construction de légitimité qui inclut comme élément principal la prise de distance par rapport à sa position de l'entre-deux-guerres concernant le caractère impérialiste de l'Etat roumain après 1918 et le droit à

---

justice sociale, pour la liberté de la patrie » ; cf. Nicolae Ceauşescu, *op. cit.*, p. 340 (la traduction du roumain nous appartient).

497 On fait mention de leur position de rejet des 21 conditions du Komintern comme attitude positive et preuve de maturité politique, ce qui, en termes de pratiques communistes équivaut à une réhabilitation de facto; *ibidem*, p. 353.

498 *Ibidem*, p. 357-358 (la traduction du roumain nous appartient).

l' « autonomie jusqu'à la séparation de l'Etat » des provinces constituant la Grande Roumanie. Le changement de position est radical : non seulement le concept d'Etat national, unitaire et indivisible est réhabilité, mais il devient un des points clef de la vision politique du régime Ceaușescu.[499] Dans cette perspective, l'affirmation du rôle fondamental de la Nation dans le régime socialiste et de la mission du parti communiste de se constituer en avant-garde illuminée de la Nation devient soutenable à l'intérieur d'une idéologie qui se réclame toujours du marxisme-léninisme[500] et qui se prépare à exploiter ses chances de crédibilité dans le contexte particulier du régime communiste en Roumanie.

Les réhabilitations des communistes roumains condamnés ou même exécutés sous le régime Gheorghiu-Dej présentent un tableau plus complexe et beaucoup moins consensuel au niveau de la direction politique du PCR. Appliquer cette décision dans le contexte limitatif de la re-légitimation nationale du Parti signifierait une simplification de l'interprétation de sa stratégie politique. En fait, les réhabilitations officialisées en 1968 concernent trois catégories de personnes, dont la situation dans le parti n'est pas toujours comparable et deux catégories de contextes politiques différents. Il s'agit, d'une part, des victimes des purges staliniennes des années 1930 dont la réhabilitation publique ne pose pas des problèmes de consensus politique ; d'autre part, les réhabilitations de deux personnalités du PCR constituent le vrai enjeu et le point sensible des réhabilitations de 1968 : Ștefan Foris, secrétaire général du parti dans les années de la deuxième guerre mondiale, destitué en 1944 et assassiné quelques mois plus tard par ses rivaux politiques[501] et Lucreţiu Pătrăşcanu, exécuté en 1954 au bout d'un des derniers procès spectacles du camp communiste,. Enfin, le cas d'Ana Pauker et de son groupement éliminé en 1952, même s'il fait l'objet des discussions dans la direction du Parti, ne constitue pas jusqu'à la fin du processus administratif l'objet d'une décision de

499 Le concept est également repris par la nouvelle Constitution de la République socialiste, adoptée en 1965 et dont le premier article fait une synthèse intéressante entre la définition de l'Etat de démocratie populaire, comme elle était formulée par la Constitution de 1952 et celle d'Etat national, affirmée dans la Constitution de 1923, première constitution de la Grande Roumanie.

500 Les références à Marx et au marxisme s'enchaînent dans cet exposé de Nicolae Ceaușescu, ainsi que dans la plupart de ses discours des années 1960. Sur le sujet particulier de la Nation dans le socialisme, en 1966 tout autant qu'en 1965, le poids fondamental de l'argumentaire est fourni par le « caractère objectif » des processus historiques tels qu'ils sont expliqués par Marx et par le caractère de processus historique de l'évolution nationale : « Constituée dans les conditions historiques de la société capitaliste, la Nation a exercé une forte influence sur le progrès économique et social, sur l'évolution des peuples. Marx a montré que les périodes objectivement nécessaires du développement social ne peuvent pas être supprimées. La pratique a démontré que le fait de négliger cette vérité dialectique, d'essayer de sauter l'étape de formation de la Nation peut porter des graves atteintes aux intérêts des peuples et aux intérêts de la paix mondiale. » (*ibidem*, p. 395 ; la traduction du roumain nous appartient).

501 Le contexte de cet assassinat politique est documenté par Dan Cătănuș et Ioan Chiper, *Cazul Ştefan Foriş. Lupta pentru putere de la Gheorghiu-Dej la Ceauşescu* [Le cas Ștefan Foriș. Les lutes pour le pouvoir de Gheorghiu-Dej à Ceaușescu], Bucarest, Editions Vremea, 1999.

réhabilitation publique.[502] La signification politique des réhabilitations de Foris et Pătrăşcanu est à interpréter dans les responsabilités individuelles qu'elles mettent en question à l'intérieur de la direction du PCR. Des membres de l'ancienne équipe de Gheorghiu-Dej, tels Alexandru Drăghici, mais aussi Ion Gheorghe Maurer ou Gheorghe Apostol – participants directs aux événements et aux décisions politiques qui les ont précédés – sont directement concernés par cette décision de Nicolae Ceauşescu. Le traitement différencié appliqué tant à chacune des trois catégories de personnes réhabilitées qu'à chacun des membres de la direction du parti directement impliqués dans les abus politiques du régime Dej témoigne des enjeux multiples de cette stratégie politique.

L'intérêt de Ceauşescu pour les abus de la police politique roumaine qui ont directement affecté des membres du PCR se manifeste très tôt en 1965, après son élection comme secrétaire général du parti.[503] En novembre 1965, une commission dirigée par Vasile Patilineţ, secrétaire du Comité central, est constituée avec la mission de mener une enquête sur les événements et les personnages impliqués dans le déroulement de ces événements.[504] La commission procède à des interrogatoires confidentiels d'un grand nombre de membres de la direction du PCR et d'employés de la police politique, interrogatoires qui se succèdent pendant deux ans et demi et qui aboutissent à la production d'un très vaste matériel informatif pour l'usage des membres du Présidium permanent du Comité central. Les informations présentées dans ce matériel – dont aucune ne deviendra publique avant 1989 – documentent l'usage généralisé de la torture et des pressions psychiques dans les enquêtes dressées contre les prisonniers politiques du régime Dej, une pratique instituée par les organes de la police politique avec l'accord et sous la surveillance de Gheorghe Gheorghiu-Dej et d'autres membres de son équipe dirigeante. Les débats du Plénum du Comité central de 22-25 avril 1968 – précédé par une séance secrète du Présidium permanent[505] – ne bénéficient que d'une

---

502 Devant le rapport présenté par la commission spéciale constituée dans la direction du PCR, Ceauşescu décide: « Nous avons besoin de connaître ces événements, mais il ne serait pas bien de les déclarer publiquement » ; cf. Marius Oprea, « Radiografia unei înscenări, Devierea de dreapta » [Radiographie d'une mise en scène. La déviation de droite], in *Dosarele istoriei* [Dossiers de l'histoire], an I, no. 2, 1996, p. 52.

503 Cf. Rodica Chelaru, *op. cit.*, p. 133. Cornel Burtică, l'interlocuteur de Chelaru témoigne de cet intérêt que Ceauşescu a manifesté devant lui deux semaine après son élection comme secrétaire général.

504 Cf. Marius Oprea, *Banalitatea răului…op.cit.*, pp. 333-334, confirmé par le communiqué final du Plénum du Comité central ; voir *Epoca Nicolae Ceauşescu ... op.cit.*, vol. 1, pp. 191-204. Lavinia Betea, *Lucreţiu Pătrăşcanu… op.cit.*, pp. 445-446 raconte une autre version concernant la constitution de cette commission en 1966, après une lettre adressée à Ion Gheorghe Maurer par un des condamnés dans le procès Pătrăşcanu, Belu Zilber. Les incertitudes concernant le contexte dans lequel on a décidé de créer une telle commission témoignent du caractère secret de son activité dont la publicité ne pouvait qu'alimenter les tensions à l'intérieur de la direction du PCR.

505 L'intervention de Ceauşescu à cette occasion est reproduite dans Marius Oprea, *op. cit.*, pp. 365-376. Ses accusations, dressées tant contre Alexandru Drăghici, ministre de l'Intérieur, que contre Gheorghiu-

médiatisation très limitée et strictement contrôlée.[506] Dans le texte final du Comité central[507], le cas de Lucreţiu Pătrăşcanu semble constituer le noyau dur des discussions. Sa popularité parmi les membres du parti et dans l'opinion roumaine est mentionnée ainsi que son innocence par rapport aux accusations d'espionnage formulées contre lui en 1954.[508] La question des culpabilités des dirigeants de PCR dans l'affaire de son exécution est cependant maniée avec prudence. On relève la responsabilité directe de Gheorghiu-Dej, de Iosif Chisinevschi (déjà exclu du parti en 1957, comme proche d'Ana Pauker et membre d'un groupement qui a essayé d'éliminer Dej après le Rapport Khrouchtchev) et d'Alexandru Drăghici, rival de Ceauşescu à la direction du PCR, exclu de toutes ses fonctions politiques tant dans le Parti que dans l'appareil de l'Etat ; les responsabilités des autres membres de l'ancien Bureau Politique, y compris Ceauşescu, ne sont pas mentionnées et on ne décide d'aucunes sanctions contre les officiers de la police politique impliqués dans l'enquête abusive de Pătrăşcanu.

Le destin des œuvres théoriques de Pătrăşcanu et la façon dont on gère la mémoire de son activité politique dans les années suivant sa réhabilitation restituent la signification politique mitigée de l'épisode. Pătrăşcanu est resté jusqu'à la fin du régime communiste peut-être le personnage le plus populaire du communisme en Roumanie. Mais sa réhabilitation n'a jamais été suivie par sa sortie de la marginalité. Ses ouvrages de philosophie marxiste, même s'ils ont été republiés après 1968, sont toujours soumises à une censure fluctuante en fonction d'intérêts politiques conjoncturels[509] et ne bénéficient pas d'une diffusion dépassant les cercles avisés. Sa personnalité et sa contribution décisive à l'inclusion des communistes roumains dans la coalition royaliste de 23 août 1944 ne sont traitées que d'une manière superficielle dans les travaux de l'historiographie officielle. En fait, la réhabilitation de Lucreţiu Pătrăşcanu n'est pas suivie d'un travail idéologique qui pourrait le promouvoir en image emblématique du communisme national parce que les intentions initiales de Nicolae Ceauşescu vont, dans ce cas, vers une toute autre direction. Il ne poursuit pas l'introduction de

---

Dej sont vivement contrecarrées par Drăghici et loin de faire l'unanimité parmi les autres membres du Présidum permanent.

506 De manière significative, la collection des discours de Nicolae Ceauşescu, *op.cit.*, vol. 3, pp. 177-208, le discours du plenum d'avril 1968 est remplacé par le discours tenu devant l'organisation PCR de Bucarest ; des interventions de Ceauşescu dans le plénum, on retient seulement celle concernant les questions de l'enseignement publique, *ibidem*, pp. 157-176.

507 Cf. *Epoca Ceaușescu.…*, tome 1, pp. 191-204.

508 Cf. *ibidem*, pp. 193-200.

509 Florin Constantiniu, *op. cit.*, pp. 9-11, mène une analyse astucieuse de la censure appliquée à l'oeuvre de Pătrăşcanu, dans les années 1980, pendant le conflit diplomatique entre la Roumanie et la Hongrie sur le sujet de la minorité hongroise de Transylvanie.

nouveaux personnages dans le panthéon du communisme national roumain[510], mais le démantèlement des réminiscences d'un culte de son prédécesseur à l'intérieur du PCR et l'élimination d'un adversaire politique dans la direction du parti. Le manque d'appétit montré de Nicolae Ceauşescu au sujet de la construction d'un panthéon du communisme national – habité par d'autres personnages que lui-même – devient évident surtout après la popularité qu'il obtient après août 1968. En termes de stratégie de légitimation du PCR, on pourrait établir une analogie entre la signification politique des réhabilitations de 1968 et l'épisode de la condamnation par les communistes roumains de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie, quelques mois plus tard : les deux actions, apparemment relevant avant tout d'un effort de reconsitution du pacte de légitimité Parti-Nation[511], finissent par être annexées à la construction du culte de la personnalité de Nicolae Ceauşescu. Ce type d'évolution qui, loin de représenter l'exception, constitue plutôt le mécanisme le plus utilisé pour le transfert de légitimité du Parti vers son leader, empêche le PCR de bénéficier à long terme de leur potentiel de solidarité nationale. Et ce type de réécriture de l'histoire officielle du Parti ainsi que la façon dont elle est insérée dans la nouvelle version de l'histoire nationale témoignent d'une image figée du PCR, prisonnier d'une indétermination qui l'empêche de devenir un vrai symbole de solidarité.

Le document représentatif de l'effort d'intégration dans l'histoire officielle du PCR d'une nouvelle synthèse de l'histoire nationale est le Programme du parti, adopté à l'XIème Congrès de 1974.[512] Ce programme, dont le caractère singulier est mis en exergue par Ceauşescu lui-même, dans son Rapport devant les délégués au congrès[513], restitue la variante

---

510 C'est surtout à cause de ce manque de conséquences des réhabilitations politique, tant dans le cas de Pătrăşcanu que dans celui de Stefan Foris, que nous ne pouvons pas souscrire à la conclusion de Vladimir Tismăneanu, *Stalinism for All Seasons… op.cit.*, p. 199, qui estime que la façon dont on mène les réhabilitations de 1968 transforme les deux, Foris et Pătrăşcanu « pratiquement en des martyres de la cause communiste ». Si tel a été le cas au niveau de la perception publique – ce qui est facilement soupçonnable mais difficile à tester – la situation au niveau du panthéon officiel est loin de confirmer la conclusion de Tismăneanu.

511 La vague de solidarité populaire, sans précédent mais également sans suite dans l'histoire du communisme roumain, due à l'opposition du PCR à l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie et à l'appel aux citoyens roumains à une résistance armée en cas d'invasion des Soviétique en Roumanie, est bien illustrée par le récit de Paul Goma, dont la décision de devenir membre du parti communiste, après une histoire personnelle de protestation et de prison politique, est déterminée justement par cette attitude ; cf. Virgil Tănase, *op.cit.*, pp. 15-16.

512 *Programul Partidului Comunist Roman …op.cit.*; voir aussi la traduction française, réalisée par l'Agence Roumaine de Presse, *Programme du Parti Communiste Roumain d'édification de la société socialiste multilatéralement développée et de marche en avant de la Roumanie vers le communisme*, Bucarest, AGERPRES, 1975.

513 Ceauşescu souligne que ce programme est le premier document official du PCR « conçu pour illustrer les intérêts de tout la nation » et que, de ce point de vue, il pourrait être considéré « le programme du people roumain pour le progrès vers la civilisation communiste » ; cf. *Congresul al XI-lea al Partidului Comunist Român* [Le XI^{ème} Congrès du Parti Communiste Roumain], Bucarest, Editions Politică, 1975, p. 80. C'est une manière de mettre en exergue le rôle attribué à ce document par la direction du PCR,

finale de la synthèse déjà suggérée dans les documents officiels antérieurs, notamment dans le discours du secrétaire général de 1966, entre l'histoire du PCR et l'interprétation communiste de l'histoire nationale. Le Programme de 1974 se propose d'offrir une vision complète du passé, du présent et de l'avenir de la Roumanie communiste. Il établit à la fois les nouvelles significations officiellement accréditées des événements historiques et les objectifs à poursuivre dans la construction à ce qu'on désigne comme « l'étape suivante de l'histoire de la Roumanie socialiste».[514] Il représente aussi la nouvelle – et la plus complète – explication du paradigme de vérité officielle, qui devrait fournir le fondement de tous les travaux idéologiques (ou simplement historiographiques) à suivre.

La partie introductive du Programme offre une perspective extensive sur l'histoire de la Roumanie, en commençant avec la période préromaine. En accord avec l'interprétation matérialiste historique, on propose une nouvelle périodisation de l'histoire nationale en fonction de certaines événements que le récit officiel choisit comme définitoires pour l'idée centrale de la nouvelle vision historique : la démonstration d'une mobilisation révolutionnaire quasi-permanente du peuple roumain, justifiant l'émergence du projet communiste et du PCR en tant qu'incarnation d'une « aspiration millénaire vers la justice sociale et l'indépendance nationale ».[515] Le Programme constitue également le point de départ d'un intense travail historiographique sur la nouvelle mythologie du nationalisme communiste : l'idée de continuité ininterrompue du peuple roumain dans un espace géographique circonscrit par le Danube, la Mer Noire et les Carpates, un des fils rouges de la propagande nationaliste roumaine, qui fournira dans les années 1980 la plupart de la armes idéologiques pour les polémiques roumaine-hongroise concernant la Transylvanie ; la présentation de l'histoire des Roumains comme étant une quête incessante d'unité nationale et une succession de luttes pour la souveraineté étatique, en fait un discours sur la solidarité nécessaire, motivée par la tradition historique, contre l'ennemi extérieur ; l'image du Prince idéal, le Guerrier

---

celui d'offrir une clef unique pour l'interprétation officielle de l'histoire nationale, dont le Parti représente l'acteur principal et la « finalité objective ».

514 La troisième partie du document porte ce titre significatif, qui rend compte de la vision linéaire, spécifique au matérialisme historique, d'une évolution interdépendante du PCR et de la Nation roumaine ; *ibidem*, pp. 45-89.

515 La justification fournie par le Rapport à l'XI^{ème} Congrès est significative en ce sens: « L'histoire de notre people, du prolétariat et du mouvement révolutionnaire – présentée dans le Programme – montre sans équivoque que le parti de la classe ouvrière, créé en 1983, puis le Parti Communiste Roumain, créé en 1921, ont continué à un niveau supérieur les traditions révolutionnaires des masses populaires, des forces progressistes, révolutionnaires du peuple roumain. » ; *ibidem*, p. 82 (la traduction du roumain nous appartient).

providentiel dont les actions et les vertus personnelles jouent un rôle décisif dans l'évolution de la communauté nationale.[516]

Le Programme de 1974 structure la forme et le contenu du nouveau discours de légitimation, qui marrie la tradition historique de la nation roumaine avec le projet communiste de développement du pays. Il fournit, dans les années 1970-1980 et jusqu'à la chute du régime communiste en Roumanie, le référentiel de la propagande nationaliste communiste : ses grands lignes d'argumentation, les interprétations des faits historiques et les symboles qu'il valide deviennent le fondement d'un travail idéologique repris et institutionnalisé par les médias roumaines, par les manuels scolaires[517] ainsi que par une vaste palette d'ouvrages scientifiques illustrant le courant de l'historiographie officielle ; il fournie également la clef d'une nouvelle *historical correctness*[518] de la littérature patriotique.[519]

Avec cette dernière observation, on se retrouve sur le terrain sensible de la multiplication par les différents moyens de mobilisation sociale du message contenu dans les documents officiels du Parti et, implicitement, sur le terrain de la préservation nécessaire – qui, sans être toujours réussie, est néanmoins toujours recherchée – du monopole idéologique du PCR. L'événement illustratif pour la stratégie de préservation du monopole idéologique est représenté, à notre avis, par ce que l'historiographie roumaine désigne comme « la mini-révolution culturelle » de 1971.[520] Cette dénomination couvre les deux exposés de Nicolae Ceauşescu, présentés devant la direction du PCR et des cadres responsables avec la propagande, en juillet et novembre 1971, ainsi que leurs effets dans les milieux culturels du

---

516 Dans l'identification de ces trois typologies, nous suivons l'analyse de Lucian Boia, *Op.cit.*, III[ème] édition, Bucarest, Editions Humanitas, 2002, *passim*.

517 Pour une analyse des avatars du nationalisme communiste dans les manuels scolaires des années 1990, époque de transition du manuel unique communiste vers une pluralité d'interprétations parfois difficilement acceptée, voir Mirela Luminita Murgescu, *Istoria din ghiozdan. Memorie şi manuale şcolare în România anilor 1990* [L'histoire dans le cartable. Mémoire et manuels scolaires dans la Roumanie des années 1990], Bucarest, Editions DominoR, 2004, surtout pp. 109-168.

518 Nous osons employer ce syntagme dans le contexte particulier de la Roumanie communiste par analogie avec la terminologie de Jean Sevilla, *Historiquement correct*, Paris, Editions Perrin, 2003; pour des raisons d'accès à la bibliographie, nous avons utilisé la traduction roumaine du livre, Jean Sevilla, *Corectitudinea istorică*, Bucarest, Editions Humanitas, 2005, traduction du français par Anca Dumitru, surtout pp. 9-13

519 Le travail d'interprétation du Programme commence très vite après son adoption, tant dans la presse que dans les revues scientifiques ; nous illustrons cette affirmation avec le contenu d'un article de Titu Georgescu, « Contemporaneitatea noastră socialistă în istoria milenară a patriei » [Notre contemporanéité socialiste dans l'histoire millénaire de la patrie], in *Anale de istorie* [Annales d'histoire], an XXI, no. 1, 1975, pp. 81-90, qui théorise l'existence d'une « cosmogonie unique du peuple roumain », allant du prêtre dace Deceneu au poète nationale Mihai Eminescu et dont le Programme de 1974 représente l'expression moderne. Ce numéro de la revue *Anale de istorie*, publication de l'Institut d'Etudes Historiques et Sociopolitiques auprès du Comité central du PCR, est d'ailleurs entièrement dédié à l'interprétation du Programme.

520 Cf. Une des publications les plus récentes de l'Académie Roumaine, Ana Maria Cătănuş (eds.), *Sfârşitul perioadei liberale a regimului Ceauşescu: minirevoluţia culturală din 1971* [La fin de la période libérale du régime Ceausescu: la mini-révolution culturelle de 1971], Bucarest, Institutul Naţional pentru Studiul Totalitarismului, 2005.

pays. L'essence des deux exposés consiste dans le message de « normalisation »[521] idéologique du régime : on fait comprendre les différentes acteurs de la vie publique que l'ouverture idéologique et culturelle qui accompagne la construction du nationalisme communiste en Roumanie ne signifie pas une aliénation de la nature profonde du dogme officielle, que l'antisoviétisme ne signifie pas un pro-occidentalisme sans discernement et que le devoir d'opérer la sélection des valeurs culturelles officiellement accréditées constitue l'apanage exclusif de l'instance politique. Les « thèses de juillet »[522], dont le message anti-bourgeois et antioccidental a provoqué une vraie secousse surtout dans les milieux littéraires et artistiques[523], sont généralement considérées par l'historiographie du communisme roumain comme le moment définitoire pour la fin d'une période libérale du régime Ceauşescu.[524] Pourtant, nous n'embrassons pas cette vision et proposons une hypothèse qui permettrait de restituer la signification du moment 1971 dans le contexte général du travail de légitimation politique mené par le PCR après 1965. Au début de notre analyse sur les mécanismes politiques du régime Ceauşescu, nous avons formulé des réserves concernant l'existence d'une période de vraie libéralisation dans le fonctionnement du communisme roumain, en proposant une démarche d'objectivation du modèle théorique par rapport aux perceptions

---

521 Nous utilisons le terme « normalisation » dans le sens de Michael Shafir, *op. cit.*, p. 55 : le moment qui marque la fin du « changement simulé » et le retour à la rigidité idéologique à l'intérieur d'un régime communiste.

522 Voir la variante française de ce texte, Nicolae Ceauşescu, « Exposé à la Conférence de travail des cadres de parti du domaine idéologique et de l'activité politique et culturelle-éducative (9 juillet 1971) » in *La Roumanie aujourd'hui* (supplément), no. 8 (201), Bucarest, AGERPRES, 1971.

523 Un tableau général des conséquences des « thèses de juillet » sur le monde littéraire est esquissé par Eugen Negrici, *Literatura română sub comunism. Proza* [La littérature roumaine sous le communisme. La prose], tome I, Bucarest, Editions Fundatia PRO, 2002, pp. 57-59. Sa conclusion, intéressante, précise : « La peur des écrivains devant la possibilité d'un retour aux méthodes [de contrôle] de la littérature, surtout celle de nature coercitive, des années 1950 a représenté néanmoins un vecteur de cohésion et les autorités se sont retrouvés devant une résistance inattendue. » p. 58 (la traduction du roumain nous appartient).

524 Un courant d'interprétation des événements de 1971 établit une liaison directe entre le début de la « mini-révolution culturelle » et les visites du couple Ceauşescu dans les pays communistes de l'Asie (1-24 juin 1971) ; notamment les contacts de Nicolae Ceauşescu avec les réalités du communisme chinois sont considérés comme la source principale d'inspiration pour les « thèses de juillet » ; voir, pour ce courant d'interprétation, Thomas Kunze, *op. cit.*, pp. 238-239 et Adrian Cioroianu, *op.cit.*, pp. 74-78. Dans les dernières années, ce courant historiographique commence à être contrebalancé par une interprétation plus nuancée, qui accorde une place primordiale, dans l'identification des explications politiques de la « mini-révolution culturelle », aux évolutions internes du communisme roumain ; surtout aux témoignages de deux anciens dignitaires communistes, ex-responsables de la propagande politique, ont ouvert le débat ; voir le témoignage de Cornel Burtică, in Rodica Chelaru, *op. cit.*, pp. 100-103 et de Dumitru Popescu, *Am fost şi cioplitor de himere* [J'ai façonné des chimères], Bucarest, Editions Expres, 1994, pp. 197-201. Une hypothèse originale est formulée par Florin Constantiniu, qui considère qu'à l'origine des « thèses de juillet » « s'est trouvée une pression [politique] de la part de l'URSS à laquelle Ceauşescu a répondu par l'initiation de la mini-révolution culturelle » (cf. Ana Maria Cătănuş, eds., *op. cit.*, p. 15 ; la traduction du roumain nous appartient). Constantiniu estime que les signes soviétiques d'hostilité, adressés à la Roumanie après 1968, notamment les exercices de l'armée soviétique à la frontière roumaine, se sont intensifiés pendant la visite de Nicolae Ceauşescu en Chine et que, dans l'effort de les atténuer, le secrétaire général du PCR a choisi d'offrir à Moscou une série de concessions idéologiques, retrouvables dans le contenu des « thèses de juillet ».

générales restituées par les témoins de l'époque. L'analyse contextuelle de la mini-révolution culturelle de 1971 nous permet de nuancer cette hypothèse de travail et de lui fournir un nouvel argumentaire.

Le message initial des « thèses de juillet » est adressé avant tout aux professionnels de la propagande et constitue, dans sa substance, un appel à la préservation du monopole idéologique du parti. Ce type de discours à la tonalité choquante, en 1971, par rapport aux interventions antérieures de Nicolae Ceauşescu dans ses entretiens avec des écrivains et des artistes roumains[525], représente une constante dans les prises de positions officielles en commençant avec le IXème Congrès de 1965. Il accompagne en effet tout le travail idéologique de ré-légitimation par l'insertion du PCR dans une nouvelle représentation de l'histoire nationale.

Mary Ellen Fisher résume d'une manière pertinente le contenu idéologique de « la mini-révolution culturelle » : la centralisation du contrôle sur la culture, l'éducation et les médias deviennent appanage du parti et de son appareil de cadres ; le développement de l'agitation et de la propagande dans les masses, surtout dans la masse des jeunes, qui devaient adhérer aux valeurs du patriotisme dans leur version socialiste ; une synthèse spécifiquement roumaine du marxisme-léninisme et du nationalisme qui est supposée de fournir le fondement pour les activités de propagande et pour les directions d'évolution de la vie culturelle.[526] Ceauşescu dresse une critique ouverte du « cosmopolitisme à tout prix » et du « servilisme envers la culture capitaliste décadente », tout en exigeant la valorisation des « réalités nationales » et des « intérêts de l'homme socialiste » par la littérature et les arts de Roumanie.[527] Ces exhortations, formulées dans un langage politique rappelant l'époque de la soviétisation, constituent la partie du discours qui a le plus grand écho dans l'opinion publique roumaine, une opinion pour laquelle la tonalité du discours communiste semble prévaloir – au moins dans la perception de ce moment particulier – sur son contenu. Pourtant, si on analyse le discours de Nicolae Ceauşescu au niveau du contenu, on constate que les idées qu'il exprime à cette occasion sont loin d'introduire une direction idéologique nouvelle. Le message de 1971 est d'abord parsemé dans la quasi-totalité de ses prises de position

525 Une analyse comparative de ces discours est menée par Ana Maria Cătănuş, *ibidem,* pp. 27-32. L'auteur remarque la constance du binôme libertés/limites qui accompagne la position officielle du PCR à l'égard des milieux artistiques roumains, malgré les différences de nuances et de langage. La conclusion d'Ana Maria Cătănuş semble soutenir notre hypothèse : « Nous considérons que les évolutions dans le discours de Nicolae Ceauşescu, dans les quatre occasions mentionnées [entre 1968 et 1971], laissent deviner, déjà dès 1968, une tendance de limitation de la libéralisation, tendance qui touche son point de maximum en juillet 1971. » (p. 59, la traduction du roumain nous appartient).

526 Cf. Mary Ellen, Fisher, *op. cit.*, p. 180

527 Voir Nicolae Ceauşescu, *op.cit.*, pp. 10-13. C'est surtout ce type d'affirmation qui a généré dans les milieux littéraires la peur d'un retour au réalisme socialiste ; cf. Eugen Negrici, *op. cit.*, p. 58.

antérieures, à chacun des événements définitoires pour le processus de sa légitimation politique, dès le moment de son arrivée à la tête du PCR. A travers la réitération constante du rôle dirigeant du Parti dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale et culturelle du pays, les documents officiels du PCR transmettent la vraie signification de sa vision sur la stratégie de légitimation par l'intégration de la tradition nationale : cela ne signifie pas la subordination du Parti à la Nation, mais la subordination de la Nation à un projet politique défini et mené par le Parti. Les grandes lignes de cette vision dont les « thèses de juillet »1971 consacre la portée nationale, sont déjà clairement précisées dans le Rapport au Xème Congrès du PCR (août 1969).[528] La partie du rapport dédiée à l'éducation politique et idéologique contient *in nuce* les idées développées plus tard, dans « les thèses de juillet ».[529] On fait mention de la nécessité d'un contrôle centralisé de la vie culturelle, d'une réforme requise par le système national d'enseignement et destinée à préparer ce domaine pour mieux répondre aux exigences de la nouvelle politique idéologique du parti, on annonce une intention de réformer le domaine des sciences sociales en accord avec les nouveaux commandements idéologiques et on définit sans équivoque les limites de la liberté d'action des écrivains et artistes roumains : « nous concevons la liberté de la création dans l'acception philosophique donnée par le marxisme à la nécessité historique comprise. »[530] Ce document de 1969 dont les idées principales, notamment dans le domaine de l'endoctrinement politiques des masses, sont ultérieurement reprises à des différentes occasions, au cours de l'année 1970[531], est pourtant loin d'avoir le même impact public que les deux exposés présentés en 1971, même si son importance et l'occasion officielle qui le produit pourraient représenter des arguments suffisants en ce sens. Malgré cela, la mémoire de la société roumaine a enregistré comme point final de la période libérale du régime Ceaușescu l'année 1971 et non pas l'année 1969. A notre avis, les causes de cette perception sont à rechercher dans les catégories différentes de publics auxquels les deux discours sont adressés. Le rapport de 1969, ainsi que

528 Voir pour le texte français: Nicolae Ceaușescu, *Rapport au X*^{ème} *Congrès du PCR. 6 Août 1969*, Bucarest, AGERPRES, 1969. Entre autres, ce texte résume en quelques phrases la formule officielle de la relation Parti-Nation : « Le parti représente le noyau autour duquel gravite toute la société et d'où rayonnent l'énergie et la lumière qui mettent en marche et assurent le fonctionnement de tout l'engrenage de la société socialiste. A son tour, le parti se régénère continuellement sous l'impulsion des puissants faisceaux d'énergie et de lumière qui se dirigent constamment vers lui des rangs de notre nation socialiste. Nous pouvons affirmer que le parti communiste remplit le rôle de centre vital de tout notre système social. » (p. 90)

529 Cf. *ibidem*, pp. 98-107

530 *Ibidem*, p. 105

531 Voir, par exemple, Nicolae Ceaușescu, « Cuvântare la aniversarea a 25 de ani de la înființarea Academiei de Învățământ social-politic « Ștefan Gheorghiu » de pe lângă CC al PCR » [Discours pour l'anniversaire des 25 ans d'activité de l'Académie d'Enseignement socio-politique « Ștefan Gheorghiu » près du Comité central du PCR], in Nicolae Ceaușescu, *România pe drumul desăvârșirii … op. cit.*, vol. 4, Bucarest, Editions Politică, 1970, pp. 660-670.

les autres documents officiels qui le précèdent s'adressent strictement aux activistes du PCR. Même si leur médiatisation est plutôt bien menée dans la presse officielle et dans les assemblées des organisations communistes locales, la perception dans les milieux professionnels est que leur portée reste strictement dans les cadres du jeu politique. Les professionnels des arts et de la littérature qui savent utiliser le biais de la négociation dans leurs relations avec l'autorité politique[532], ne se sentent pas, par conséquent, directement concernés par ce type de discours politique. Le déroulement des événements en 1971 confirme notre hypothèse : l'exposé de juillet, destiné exclusivement aux professionnels de la propagande du parti, reste relativement sans écho, tandis que le discours de novembre, devant le Plénum du Comité central (le 3-5 novembre 1971)[533] auquel participe un nombre significatif d'écrivains, fait naître une vive inquiétude, étant perçu comme le véritable début de la mini-révolution culturelle.[534]

A la lumière de ces arguments, on peut affirmer que le terme de « mini-révolution culturelle », employé dans l'historiographie roumaine pour désigner les événements de 1971, n'a de pertinence que pour l'analyse de la perception publique des deux exposés de Nicolae Ceauşescu et de leurs effets sur la vie culturelle roumaine. Pour l'analyse de la stratégie de légitimation employée par le régime, ce terme est plutôt inadéquat pour autant que l'année 1971 n'apporte aucun changement significatif de son discours politique. Les idées de 1971 ne représentent pas des éléments de nouveauté dans la ligne idéologique annoncée par Nicolae Ceauşescu en 1965. Liée au modèle d'interprétation que nous avons proposé pour le régime Ceauşescu, la préoccupation pour une préservation rigoureuse du monopole idéologique dans les cadres de l'appareil politique communiste représente une évolution compréhensible. Sous cet angle, on doit remarquer que ce qu'on estime, au cours des années 1970-1980, être les effets directs de la « mini-révolution culturelle »[535], représente en fait une continuation

---

532 Katherine Verdery, *op.cit.*, mène une analyse pertinente de la relation PCR - intellectuels dans la Roumanie de Ceauşescu.

533 Le sténogramme du plénum peut être consultée aux ANR, *fond CC du PCR – Chancellerie*, dossier 127/1971, tome I-II.

534 Cet état d'esprit est confirmé par les témoignages personnels de l'écrivain Nicolae Breban et du réalisateur de télévision Valeriu Râpeanu, in Ana Maria Cătănuş, *op. cit.*, pp. 64-93. Mary Ellen Fisher confirme elle aussi cette hypothèse, quand elle observe que « les thèses de juillet ont été prises au sérieux par le monde intellectuel surtout après le plénum de novembre 1971 » (cf. Mary Ellen Fisher, *op. cit.*, p. 180).

535 La quasi-totalité des exégètes du communisme roumain estime que les effets de la « mini-révolution culturelle » n'ont pas été immédiats, mais ils ont commencé à devenir visibles à la fin des années 1970. Sur ce point, ils semblent partager l'opinion de Cornel Burtică, qui souligne que « la décennie 1980 a été influencé d'une manière négative par la mini-révolution culturelle de 1971 mais on trouvait encore des formules pour atténuer les excès. Après 1978-1979, avec la chronicisation de la crise économique, la mini-révolution culturelle a réussit : des mesures sévères de censure, la diminution des libertés d'expression, diminution du support de l'Etat pour la culture, etc. » (cf. Rodica Culcer, *op. cit.*, p. 102 ; la traduction du roumain nous appartient).

prévisible de la stratégie de « changement simulé »[536] adoptée par le régime Ceauşescu dans sa relation avec la société roumaine. Le fait que la préoccupation pour préserver le monopole idéologique du Parti revient constamment – avant et après 1971 – tant dans les documents officiels que dans les prises de position publiques de Nicolae Ceauşescu[537] fournit un exemple supplémentaire de l'importance accordée au maintien du monopole politique dans le développement de la stratégie de légitimation nationale du PCR. Mais il montre également que l'effet de bouleversement produit par les précisions idéologiques apportées au cours de « la mini-révolution culturelle » au niveau des buts suivis dans le développement de cette stratégie est quasi-nul. Les événements déroulés entre juillet et novembre 1971 constituent sans doute un moment psychologique difficile dans la relation entre le PCR – et surtout de Nicolae Ceauşescu – et certains milieux professionnels, dont la participation à l'œuvre de dissémination du message nationaliste est essentielle pour le régime. Néanmoins, leur signification dans le contexte général de la construction idéologique et politique du communisme nationaliste roumain est secondaire.

En guise de conclusion partielle, observons que cette stratégie de légitimation du PCR par le biais du nationalisme n'a jamais abouti, jusqu'à la fin du régime Ceauşescu, à un consensus à l'intérieur du parti tout comme les prétentions de s'arroger un monopole idéologique n'ont jamais réussi à être complètement acceptée par l'élite intellectuelle roumaine. La grande synthèse de l'histoire du parti communiste en Roumanie – désignée après le IXème Congrès « tâche principale » de l'Institut d'Etudes Historiques et Sociopolitiques du Comité central – n'a jamais été publiée faut de pouvoir établir un consensus concernant l'interprétation officielle des événements qui ont marqué les débuts komminternistes du parti.[538] De la même manière, la nouvelle synthèse de l'histoire des Roumains, dont l'effort de rédaction devrait être mené dans les instituts de l'Académie roumaine, parallèlement à celui visant la rédaction d'une histoire officielle du PCR, n'a

536 Cf. Michael Shafir, *op. cit.*, p. 55

537 En ce sens, il nous semble particulièrement significatif qu'une réitération de « la mini-révolution culturelle » se produit en 1983 quand, à l'occasion d'une autre conférence des cadres communistes responsables de la propagande, Ceauşescu souligne une fois de plus la prééminence inconditionnée d'un contrôle centralisé, mené par l'appareil politique sur le message et les moyens de la propagande nationaliste ; voir le texte de ce discours in *Scânteia* [L'Etincelle], année LII, no. 12737, le 5 août 1983.

538 Des essais ponctuels ont été réalisés, par des historiens politiquement agrées, dont le plus notable est celui de Mircea Muşat et Ion Ardeleanu, considérés dans les années 1980 comme les eminences grises de l'historiographie roumaine. Les deux ont publié, entre 1983 et 1988, trois tomes d'une histoire générale de la Roumanie, allant de l'époque préromaine jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Le deuxième volume de cette synthèse restitue un des récits les plus complets des rapports difficiles entre le PCR de l'entre-deux-guerres et le Kommintern ; voir Mircea Muşat, Ion Ardeleanu, *op.cit.*, surtout pp. 153-216 et 560-666. Au sujet des mécanismes du contrôle politique sur les productions historiographiques, voir le témoignage de l'historien Ioan Scurtu, in Ana Maria Cătănuş, *op. cit.*, pp. 99-114, qui fait une mention expresse du rôle de Muşat et Ardeleanu dans le fonctionnement de la censure académique.

jamais été finalisée à cause des résistances tacites du milieu professionnel.[539] Ces échecs ponctuels au niveau des relations entre élites et même à l'intérieur de l'élite politique sont pourtant loin de signifier l'échec général du communisme nationaliste comme stratégie de légitimation du PCR devant la société roumaine dans son ensemble.

II.2.b. La Nation socialiste – un hybride idéologique et ses enjeux politiques

Le deuxième pôle de la symbiose idéologique Parti-Nation, la Nation socialiste, se présente comme un hybride plutôt fortuit, dans la perspective marxiste-léniniste, mais qui a été considéré par les exégètes du régime Ceauşescu comme le moyen le plus flexible et le plus porteur de crédibilité politique du point de vue de la stratégie de légitimation conçue par le régime Ceauşescu.[540] C'est apparemment cette flexibilité qui l'a mené graduellement au pôle principal d'une relation qui, à l'origine, semblait dominée par l'image du Parti en tant que conscience et meneur du processus symbiotique.

En ce qui suit, nous essayerons, d'un côté, de circonscrire le contenu idéologique de la Nation socialiste, ainsi qu'il est présenté dans les documents officiels du PCR, de questionner le contexte et la portée politique de sa définition ; d'autre côté, de voir, à l'intérieur non seulement de la définition en tant que telle mais surtout de la pratique politique que cette définition sous-tende, quelle a été la part de la Nation et quelle a été la part du socialisme. Autrement dit, nous essayerons de répondre à une question des plus tranchantes concernant le communisme nationaliste de Roumanie : est-ce que la Nation socialiste roumaine a vraiment été socialiste en sa substance ou nous ne trouvons en présence d'un concept purement discursif, sans aucune fonctionnalité pratique? En fin du compte, est-ce que c'est le

539 Cf. Vlad Georgescu, *op. cit.*, p. 150. Voir aussi Alexandru Zub, *op.cit.*, pp. 79-80. Comme le relève Alexandru Zub, la grande synthese d'histoire nationale, jamais finalisée, a été remplacée dans les années 1980, par une synthèse d'histoire militaire en six volumes, coordonée par le général Ilie Ceauşescu, un des frères de Nicolae Ceauşescu ; Voir *Istoria militară a poporului român … op.cit.* La parrution du septième volume a été arrêtée par l'effondrement du régime communiste, en décembre 1989.

540 L'un des premiers auteurs qui a fait remarquer cette flexibilité a été George Schöpflin, « Romanian Nationalism », in *Survey*, vol. 20, no. 2/3 (91/92), printemps-été 1974, pp. 77-105. Schöpflin observe, en outre, le succès de la théorie communiste concernant un « spécifique national » roumain en tant qu'instrument de mobilisation sociale : « The concept of the *specifically national* proved to be an eminently flexible one as an instrument of policy and far more successful in mobilizing support for the Party than socialist realism had ever been. It came to pervade most aspects of Romanian life and was deployed quite openly as a tool of official policy. » (p. 97) L'étude la plus récente dédiée au concept de Nation socialiste, est celle de Steliu Lambru, « National and Official Historiographical Canon in Ceauşescu's Romania : The Building of a Socialist Nation », in Alexandru Zub, Adrian Cioflâncă, eds., *Cultură politică şi politici culturale … op. cit.*, pp. 345-353. Voir aussi Urmut Korkut, « Nationalism versus Internationalism : The Roles of Political and Cultural Elites in Interwar and Communist Romania », in *Nationalities Papers*, vol. 34, no. 2, mai 2006, pp. 132-155. Tant Lambru que Korkut sont surtout préoccupés par la part que le nationalisme roumain pré-communiste l'a eu dans la réalité politique du projet nationaliste du PCR.

communisme nationaliste qui a réussi dans sa finalité recherchée, celle de légitimer le communisme devant la société roumaine, ou c'est plutôt le nationalisme qui l'a emporté sur le communisme à travers un discours dont la forme n'a fait que masquer le fond ?

La « Nation socialiste » - comprendre la définition officielle du concept

George Schöpflin estime que le concept de « Nation socialiste », ainsi qu'il est formulé par les documents officiels du PCR, apporte « deux innovations surprenantes à la théorie marxiste » [541] : il s'agit, d'abord, de l'idée que la Nation représente une réalité politique toujours vivante et qu'elle restera vivante à l'avenir ; ensuite, liée à cette première assertion, les documents du PCR estiment que le régime socialiste, loin d'évacuer la Nation en tant que réalité politique, lui assure le cadre de développement le plus propice. A ces deux traits, nous en ajouterons un troisième dont les effets politiques semblent au moins également importants. Dès le moment de son apparition dans le discours public du régime Ceauşescu, le concept de « Nation socialiste » a pour fondement une contradiction logique : d'une part, son côté marxiste l'oblige à une définition généreuse, qui transcende la vision strictement ethnique de la nation pour inclure dans le même cadre sociale les ouvriers, paysans, intellectuels roumains, mais aussi les membres d'ethnies vivant sur le territoire de la Roumanie[542] ; d'autre part, au cours de la même démarche, circonscrire le territoire – tant idéologique que strictement géographique – d'une « nation socialiste » roumaine signifie également une délimitation précise et bien marquée de cette nouvelle communauté par rapport à sa prédécesseur, la Nation « bourgeoise », à ses adversaires idéologiques[543] mais surtout à

---

541 George Schöpflin, *op. cit.*, p. 92 (la traduction de l'anglais nous appartient).

542 Cette vision élargit de la « nation socialiste » semble être une des plus importantes dans l'idéologie nationaliste du PCR, parce qu'elle fournit l'argument principal pour la « résolution de la question nationale », considérée comme un acquis crucial de la politique du parti. Voir à ce propos Ion Ardeleanu, eds., *Socialism ştiinţific. Manual pentru anul II licee de cultura generală şi de artă, anul III licee de specialitate şi anul IV licee pedagogice* [Socialisme scientifique. Manuel pour II^{ème} année lycées d'enseignement général et d'Arts, III^{ème} année lycées spécialisés et IV^{ème} année Ecoles normales], Bucarest, Editions Didactică şi Pedagogică, 1972, p. 101-103 ; dans le chapitre dédié à la Nation socialiste, la « résolution de la question nationale » par le PCR est définit dans ces termes : « La résolution marxiste-léniniste de la question nationale en Roumanie s'est concrétisée dans l'égalité des droits de tous les citoyens, dans tous les domaines (…) Travaillant ensemble, Roumains, Hongrois, Allemands et autres nationalités ont réalisé la politique du Parti pour l'industrialisation socialiste du pays, pour la coopérativisation de l'agriculture, pour l'essor des sciences, des arts et de la culture, pour l'amélioration du niveau de vie matérielle et spirituelle du peuple entier. Les résultats de cette politique créative, promue avec persuasion par le PCR, se sont concrétisés dans la complète résolution de la question nationale dans notre pays » (p. 102-103).

543 L'argumentaire de la Nation socialiste se construit, dans les documents du PCR, surtout à partir d'une polémique dressée contre des « théoriciens » (jamais identifiés) qui, conformément à la version officiellement accréditée – et que les destinataires de ce message politique n'ont jamais la possibilité de vérifier – soutiennent que « l'idée que la Nation est une catégorie sociale périmée, historiquement dépassée, qui, à l'époque contemporaine, ne peut plus jouer un rôle significatif dans le développement de la société. » (Citation reprise du discours de Nicolae Ceauşescu à la célébration des 45 ans

ses compétiteurs réels ou virtuels, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur de la Roumanie. Il s'agit de forger un instrument de mobilisation sociale autour du projet politique du PCR en précisant non seulement des traits individualisants et des intérêts communs mais surtout un ennemi commun, à qui on attribue des identités multiples et changeantes : l'URSS d'abord, la Hongrie plus tard, les impérialistes ou bien tous à la fois. Le paradoxe originaire de la Nation socialiste est de vouloir construire un projet national à partir d'une solidarité qui devrait transcender les différences ethniques et de classe mais qui, en réaltié, n'arrive jamais à passer du discours politique à une réalité circonscrite par des lignes de faille nettement désignées au nom du même projet nationale.

Dans les documents officiels du IXème Congrès, le syntagme « Nation socialiste», sans être déjà explicitement formulés, est néanmoins déjà annoncé par l'idée d'une communauté d'intérêts indissoluble entre la « Nation » et « l'Etat socialiste ».[544] A travers les documents du Xème Congrès et des différentes conférences du PCR, la question de la Nation socialiste est reprise dans le même esprit, en insistant surtout sur l'actualité du concept de « nation », sur le fait que son développement à l'intérieur des régimes socialistes marque une étape supérieure par rapport à la « nation bourgeoise », sur l'importance de l'indépendance et de la souveraineté comme *sine qua non* de l'existence d'une Nation socialiste. L'insistance est aussi portée sur l'idée de la parfaite harmonisation entre la politique nationale du PCR et les intérêts de l'internationalisme ouvrier.[545]

La question de la Nation socialiste est explicitement abordée à la Conférence Nationale de 19-21 juillet 1972. A cette occasion, suite au rapport présenté par Nicolae Ceauşescu, la direction du parti adopte une « Résolution concernant l'épanouissement de la nation socialiste et la question nationale dans la République Socialiste de Roumanie ».[546]

---

d'existence du PCR, in Nicolae Ceauşescu, *op. cit.*, vol. 3, p. 395 ; la traduction du roumain nous appartient).

544 Nicolae Ceauşescu, *op. cit.*, tome 1, pp. 61-62. La tonalité polémique du discours officiel sur la Nation socialiste est déjà présente dans ce discours de 1965 : « La Nation et l'Etat continueront de constituer pour longtemps le fondement du développement de la société socialiste. L'épanouissement de la Nation, le renforcement de l'Etat socialiste correspondent aux besoins objectifs de la vie sociale ; ceci n'est pas en contradiction avec les intérêts de l'internationalisme socialiste, mais tout au contraire, correspond entièrement aux intérêts, à la solidarité internationale des travailleurs, à la cause du socialisme et de la paix. » (pp. 61-62 ; la traduction du roumain nous appartient).

545 Voir à ce propos *Raport la cel de-al X-lea Congres al PCR …op.cit.*, pp. 71-75 : « La Nation ne finit pas son rôle, sa mission après la révolution prolétarienne, avec la transformation révolutionnaire de la société sur une base socialiste. Tout au contraire, le passage du capitalisme au socialisme représente le progrès de la Nation vers une étape qualitativement supérieure. Fondée sur la liquidation de l'exploitation et de l'oppression, de la justesse et de l'égalité sociale, la Nation socialiste assure pour la première fois la synthèse entre les intérêts et les aspirations de toutes les classes, de tous les membres de la société, la mise en valeur et la dynamisation des forces de tout le peuple pour le progrès et pour la prospérité » (pp. 71-72 ; la traduction du roumain nous appartient).

546 Pour la version française, voir *La Conférence Nationale du Parti Communiste Roumain, 19-21 juillet 1972. Documents*, Bucarest, Agerpres, 1972, pp. 165-180.

L'assertion fondamentale de la Résolution de juillet 1972 est celle que « la question nationale a été définitivement solutionnée en Roumanie » et que sa solution par le biais du marxisme-léninisme représente un des principaux succès politiques du Parti Communiste Roumain.[547] Cette affirmation mesure la distance entre le Parti hésitant de 1965, celui qui avait encore des explications à donner concernant ses attitudes antinationales de l'entre-deux-guerres, et le PCR sûr de sa position acquise dans la symbiose idéologique du communisme nationaliste. D'ailleurs, le texte de la Résolution est un des derniers qui reprend la critique de la « position erronée » du PCdR de l'entre-deux-guerres dans la question nationale, mais seulement pour affirmer que les effets négatifs de cette erreur politique ont été depuis longtemps corrigés.[548] Pour mieux marquer la distance avec le passé, la Résolution insiste longuement sur le devoir de chaque parti communiste au pouvoir de défendre les intérêts des nations respectives, d'être leur « représentant le plus fidèle »[549], justifiant de cette manière l'option nationaliste du PCR. L'argument pour une relation de contiguïté entre l'internationalisme prolétarien et le devoir de fidélité à l'égard de la Nation, passe par la logique du « patriotisme socialiste »[550], une notion dont la double dimension témoigne de son rôle double : d'une part, dans la légitimation de la symbiose idéologique Parti-Nation ; d'autre part, en tant qu'instrument de mobilisation sociale au profit du projet politique communiste.[551]

Le texte du rapport, ainsi que le texte de la Résolution proprement dite reprennent *in extenso* la position officielle du PCR sur la question nationale. Au début du rapport, on justifie la nécessité d'une prise de position du PCR sur le rôle de la Nation dans le socialisme par la manifestation dans le mouvement communiste international d'un courant idéologique – que les communistes roumains estiment erroné – qui apprécie que « la nation serait une réalité

---

547 Cf. *ibidem*, p.171: « La Conférence Nationale du PCR considère la solution marxiste-léniniste de la question nationale en Roumanie comme l'une des grandes réalisations du régime socialiste. La Conférence constate avec une profonde satisfaction que l'on réalise conséquemment dans toute notre vie sociale la parfaite égalité en droits entre les travailleurs, sans distinction de nationalité ».

548 *Ibidem*, pp. 174-175.

549 Cf. *La Conférence Nationale du PCR…*, p. 170.

550 *Ibidem*, p. 171: « On ne peut pas être internationaliste si l'on n'aime pas la nation dont on fait partie, si l'on ne lutte pas pour sa libération, pour son développement continu ».

551 Une définition intéressante – et qui témoigne d'un fort esprit d'exclusion – est incluse dans un des manuels de socialisme scientifique destinés aux élèves de lycée : « Le patriotisme socialiste est le patriotisme élevé au plus haut rang. Il est un phénomène complexe, social, moral, politique, qui se précise au cours de la construction socialiste comme une des facettes les plus dynamiques et les plus bouleversantes de la conscience socialiste. Il est le sentiment d'amour pour la patrie socialiste, pour le passé glorieux du peuple, pour ses conquêtes révolutionnaires. Il est l'amour pour le Parti Communiste Roumain, qui mène sans arrêt une activité soutenue pour l'épanouissement de notre patrie socialiste, il suppose d'avoir confiance dans l'avenir du pays et d'éprouver en même temps une haine indomptable contre ses ennemis. » ; cf. Ion Ardeleanu, eds., *op. cit.*, pp. 152-153 (la traduction du roumain nous appartient).

historiquement dépassée ».[552] L'argumentaire développé ensuite témoigne de l'effort de concilier le marxisme-léninisme en tant que source principale de la légitimité idéologique d'un parti communiste avec les besoins de légitimation politique du PCR à l'intérieur de la Roumanie. Il en résulte le concept de Nation socialiste, défini par la Résolution comme « une nation de type nouveau, incomparablement plus puissante et plus homogène que la nation bourgeoise ».[553] Les trois piliers de la Nation socialiste explicités dans le texte de la Résolution, devraient être « la conception unique matérialiste-dialectique et historique du monde et de la vie », « l'homme nouveau » dont la formation constitue un des desiderata fondamentaux du projet communiste de « société socialiste multilatéralement développée » et « l'homogénéisation de la société ».[554]

Des trois notions, celle d'homogénéisation est la plus intéressante de la perspective du nationalisme communiste. La Nation socialiste est préconisée comme une réalité sociale homogène, à l'intérieur de laquelle toutes les différences entre les individus sont à effacer, soient-elles de classe, culturelles ou ethniques. Cette vision sur l'homogénéité de la Nation socialiste, doublée par l'affirmation explicite du caractère « nationale et unitaire » de l'Etat Roumain mais également par une distinction nette entre Nation majoritaire et « nationalités cohabitantes » [555], constitue la clef du nationalisme communiste roumain et le piège qui enferme les rapports entre majorité et minorités à l'intérieur de la Roumanie communiste. L'homogénéisation doit se produire au nom de la fidélité inconditionnée de l'homme nouveau socialiste à l'égard du projet de société socialiste ainsi qu'au nom de l'égalité de droits pour tous les citoyens par l'abolition des appartenances sociales et nationales.

L'incongruité entre l'énoncé idéologique et la réalité des pratiques politiques se fait déjà pressentire dans l'évolution du discours sur les droits des minorités. Il s'agit surtout de la distinction réalisée entre droits collectif – une notion jamais reconnue par le régime Ceauşescu – et droits individuels, formellement inscrits dans la Constitution de la République socialiste mais qui, loin de circonscrire un vrai droit à l'individualité, sont plutôt destinés à l'effacer.[556] En fait, les seules entités légitimes à l'intérieur de l'Etat communiste roumain

---

552 Cf. Nicolae Ceauşescu, *Raport la Conferinţa Naţională a Partidului Comunist Roman. 19-21 iulie 1972* [Rapport à la Conférence Nationale du Parti Communiste Roumain, 19-21 juillet 1972], Bucarest, Editions Politică, 1972, p. 92. Le Rapport insiste sur le fait que la critique formulée par les communistes roumains ne s'adresse pas aux « idéologues impérialistes », mais précisément à « certains cercles progressistes et même marxiste-léniniste ».

553 Cf. *La Conférence Nationale du PCR*…, pp. 169-170.

554 *Ibidem*, p. 169.

555 *Ibidem*, p. 174: « la Roumanie est un Etat national unitaire dans lequel vivent aussi des nationalités cohabitantes ».

556 La définition même de l'égalité de droits entre les citoyens de la Roumanie socialiste, formulée à différentes occasions par Nicolae Ceauşescu, circonscrit de façon indirecte le but de l'homogénéisation sociale et nationale : « L'égalité des droits signifie justement la possibilité de chacun de participer d'une

semblent être le Parti et la Nation. Pour cette dernière, l'attribut « socialiste », défini à l'aide d'une succession d'assertions utopiques ou tout simplement contradictoires, finit par s'égarer au milieu d'autres attributs provenant pour la plupart de la tradition du nationalisme roumain pré-communiste et qui relèvent presque entièrement d'une logique d'exclusion de la nation. L'utilisation des arguments historiques dans la définition de la Nation socialiste, l'effort de construire, à travers une mémoire du passé filtrée par la nouvelle vision communiste, une relation de continuité directe entre la Nation socialiste et la Nation roumaine dans son acception pré-communiste en constituent autant de preuves. [557] Ce qui en découle, c'est une hiérarchisation explicite – et qui se manifeste tant au niveau du discours qu'au niveau de la pratique politique du régime – à l'intérieur des relations Nation majoritaire - « nationalités cohabitantes », qui joue en faveur de la majorité ethnique. Et c'est d'abord dans cette perspective que la Nation socialiste commence à perdre de sa substance socialiste.

Nation socialiste et minorités nationales – enjeux pratiques et contestation politique

La place que le régime Ceauşescu assigne aux minorités nationales à l'intérieur de la Nation socialiste relève d'une attitude contradictoire qui relie le discours sur une homogénéité nationale toujours recherchée – et qui devrait s'exprimer avant tout par la fidélité des individus, sans différence d'appartenance ethnique, à l'égard du projet communiste – avec des pratiques d'exclusion relevant de la susceptibilité du même régime concernant la fidélité des minorités envers l'Etat national roumain. Autrement dit, les tensions et les ambiguïtés de la relation que le PCR établit avec les « nationalités cohabitantes » rendent compte, une fois de plus, de la même ligne de faille qui traverse l'histoire du parti, marquant sa difficulté à choisir entre l'engagement marxiste-léniniste et la culture politique nationaliste des individus qui le dirigent.

Dès ses débuts, le régime Ceauşescu se montre plutôt méfiant vis-à-vis des minorités nationales dont la présence à l'intérieur des frontières roumaines pourrait être exploitée par les Soviétiques dans leurs volontés de contrôler le PCR à l'aide des tensions politiques

---

manière active au travail, à la direction des activités sociales, de notre société, d'agir de toutes ses forces pour le renforcement de l'unité et de la cohésion de tous les travailleurs.(…) En fin du compte, c'est ça, la résolution marxiste-léniniste de la question nationale » ; cf. Nicolae Ceauşescu, *Naţiunea şi naţionalităţile conlocuitoare în epoca contemporană* [La Nation et les nationalités cohabitantes à l'époque contemporaine], Bucarest, Editions Politică, 1983, p. 123 (la traduction du roumain nous appartient).

557 La définition communiste de la Nation, ainsi que la remarque Umut Korkut, *op. cit.*, p. 131 se retrouve très vite dans une relation de continuité avec la définition de la roumanité élaborée par les penseurs nationalistes de l'entre-deux-guerres : être Roumain suppose une définition tridimensionnelle, incluant l'origine ethnique, la langue maternelle et l'appartenance à l'Orthodoxie ; ce dernier aspect, apparemment en contradiction avec l'idéologie communiste et par conséquent, jamais ouvertement débattu, n'est pas moins présent à l'esprit de certains acteurs de la propagande nationaliste du PCR.

internes.[558] Cette méfiance ne fait que s'accroître avec l'ossification politique du régime et surtout avec l'aggravation de la situation économique du pays. Soumises aux mêmes stratégies de mobilisation politique que la majorité roumaine, les minorités nationales sont représentées, conformément aux principes de la « démocratie participative », par les Conseils des travailleurs hongrois, allemands, serbes et ukrainiens, constitués en 1968.[559] Comme dans le cas de toutes les organisations de masse fonctionnant à l'intérieur du régime communiste, le rôle de ces conseils n'est que purement décoratif. Leurs moyens de se manifester comme des vraies instances de débat politique ou d'exercer une influence réelle sur les décisions concernant la problématique des minorités à l'intérieur de l'Etat communiste roumain sont pratiquement inexistantes.

L'attitude du régime Ceauşescu à l'égard des minorités nationales est différenciée en fonction de la position spécifique de chaque minorité et de son potentiel de menaces pour l'Etat roumain.[560] Sous cet angle, le positionnement du régime à l'égard de la minorité hongroise de Transylvanie est le plus significatif. Les relations entre la minorité hongroise et la majorité roumaine présentent plusieurs points sensibles, dont la plupart (y compris la dispute sur la primauté historique en Transylvanie) sont hérités de l'époque pré-communiste. Le régime Ceauşescu reprend au fur et à mesure les accents les plus aigus de la propagande nationaliste roumaine et les transforme en autant d'instruments d'agression dressés contre la plus nombreuse et la plus décidée à préserver ses spécificités ethniques des minorités vivant à l'intérieur de la Roumanie. Il n'est pas moins vrai que la montée du nationalisme roumain à l'époque Ceauşescu est contrebalancée par un discours complémentaire des acteurs politiques de Budapest qui jusqu'à la fin des années 1980 utilisent la question des Magyars vivant en

---

558 Robert King, *op. cit.*, p. 131, estime que « l'un des buts fondamentaux de Ceauşescu a été de rendre les Hongrois et les autres minorités [de Roumanie] moins utilisables dans les pressions des Soviétiques sur Bucarest. » (la traduction de l'anglais nous appartient).

559 A l'occasion d'une nouvelle réorganisation administrative du territoire roumain, en 1968, la préoccupation du régime pour un mixage ethnique des régions s'est reflété dans le transfert de certains départements habités par une majorité hongroise (appartenant à l'ex-Région Autonome Hongroise, dissolue en 1960) à des départements voisins majoritairement roumaine, ce qui a eu pour conséquence la diminution, au niveau des statistiques officielles, du pourcentage de la population hongroise ; cf. Robert R. King, *op. cit.*, p. 158. Dans son discours justifiant la réforme administrative devant la Grande Assemblée Nationale, Nicolae Ceauşescu souligne : « La nouvelle organisation administrative-territoriale du pays est l'expression de la préoccupation du Parti et de l'Etat pour l'application conséquente de la politique nationale, pour assurer en pratique la parfaite égalité des droits pour tous les citoyens, sans différence d'appartenance ethnique » (cf. Nicolae Ceauşescu, *România pe drumul desăvârşirii … op. cit.*, p. 17 ; la traduction du roumain nous appartient).

560 Ou, par contre, de sa « valeur de marché », comme le montre la pratique - institutionnalisée dans les années 1970-1980 – de « vendre » le droits à l'émigration des citoyens roumains appartenant aux minorité allemande et juive contre des bénéfices économiques ou directement contre des payements effectués par les autorités de la RFA et de l'Israël dans les comptes à l'étranger de la police politique roumaine; voir, pour le cas de la minorité juive, Radu Ioanid, *Răscumpărarea evreilor. Istoria acordurilor secrete dintre România şi Israel* [La rançon des Juives. Histoire des accords secrets entre la Roumanie et l'Israël], Bucarest, Editions Polirom, 2005.

dehors des frontières de la Hongrie comme une arme de légitimation politique.[561] Mais il est également vrai que l'effet de cette manière de construire la relation majorité/minorités à l'intérieur de l'Etat roumain a fini par dévoiler l'inconsistance des références au marxisme dans le projet discursif de la Nation socialiste.

L'attitude du régime Ceauşescu à l'égard des Magyars de Roumanie est au moins en partie déterminée par des motivations politiques liées aux rapports délicats avec Moscou et au jeu compliqué des positions à l'intérieur du Traité de Varsovie. Au cours des dissensions roumano-soviétiques des années 1960, le régime communiste de Budapest s'est montré plutôt coopératif vis-à-vis des tentatives de l'Union Soviétique d'isoler la Roumanie à l'intérieur du Traité de Varsovie. Un moment critique se produit déjà en 1971 quand, à l'instigation des Soviétiques mécontents de la tournée asiatique de Nicolae Ceauşescu, la presse de Budapest lance une série d'attaques contre le régime communiste de Bucarest. Pour répondre, Paul Niculescu-Mizil, secrétaire du Comité central roumain et responsable des relations avec les autres partis communistes, fait publier dans le journal « Scânteia » un article réitérant la position officielle des Roumains concernant le droit des partis communistes à la souveraineté dans leurs affaires intérieures et extérieures.[562] Dans ce contexte, on peut supposer avec Robert King[563] que la politique d'assimilation culturelle de la minorité hongroise de Transylvanie a été entamée par le régime Ceauşescu dans la tentative d'annihiler cette immixtion des Soviétiques – et de leurs satellites de l'Europe de l'Est – dans les choix politiques du PCR. Les signes de cette intention assimilationniste mais également de la résistance qu'elle rencontre parmi les Hongrois de Transylvanie deviennent observables – y compris au niveau du discours officiel – déjà en 1973[564] pour prendre une tournure quasi-dramatique en 1974.[565]

---

561 Cf Constantin Iordachi, *The Anatomy of a Historical Conflict: Romanian-Hungarian Diplomatic Conflict in the 1980's*, MA Thesis, Central European University, 1995-1996, consultée à l'adresse http://www.cimec.ro/Istorie/CRISTI/cuprins.htm, le 9 novembre 2006. Iordachi analyse le développement du conflit roumaino-hongrois dans plusieurs perspectives, y compris celle des relations du régime Ceauşescu avec l'URSS et les Etats-Unis. Nous partageons son observation concernant le rapport nationalisme-communisme : « if communist parties constructed their identities by defined themselves from classes enemies, the national-communism define enemies at borders (the anti-Russian and anti-Hungarian overtones of the propaganda) and enemies within (see the dissidents) ».

562 Cf. *Yearbook on International Communist Affairs*, 1972, p. 73. Quelques jours plus tard, en juillet 1971, la Roumanie refuse de permettre la traversée de son territoire par les troupes du Traité de Varsovie en route vers les manœuvres militaires communes de la Hongrie.

563 Cf. Robert King, *op. cit.*, p. 132; King rappelle également que la pratique du chantage politique liée à la situation de la minorité hongroise de Roumanie a été utilisée par les Soviétique dans un des moments les plus sensibles de leur relation avec le régime Ceauşescu, en 1968, quand, cinq jours avant l'invasion en Tchécoslovaquie, un délégué du Parti des Travailleurs Hongrois, connu comme spécialiste de la question des minorités, a été envoyé à Bucarest pour mener des discussions avec la direction du PCR.

564 Voir, à ce propos, le discours de Ceauşescu devant le Plénum du Comité central, le 18-19 juin 1973, in Nicolae Ceauşescu, *op. cit.*, vol. VIII, surtout p. 636 : « La langue roumaine ne peut pas être, pour un jeune qui vit en Roumanie, une langue étrangère ! Elle est la langue de notre société socialiste et doit

Les revendications de la minorité hongroise concernant le droit à la préservation de son identité culturelle et à une représentation proportionnelle au niveau des administrations locales commencent à reprendre forme dans les années 1970. A la fin des années 1970, les signes de mécontentement se multiplient parmi les Magyars de Roumanie, liés cette fois à la crise qui s'installe dans l'économie roumaine plutôt qu'aux manœuvres politiques de l'URSS. Pour la première fois dans l'histoire du camp communiste, la situation matérielle et le niveau de vie de la société roumaine sont nettement dépassés par les succès économiques du régime de Kadar. Le résultat de ce décalage se traduit par un état d'esprit frustré de la minorité magyare de Transylvanie qui, dans le même registre que la population majoritaire, commence à montrer des signes de désengagement par rapport au projet politique, économique et sociale du régime Ceauşescu. Dans ce contexte, la politique d'homogénéisation culturelle pratiquée par le régime Ceauşescu – et qui s'accentue à mesure que l'échec économique pousse vers une stratégie de légitimation interne liée à l'extrémisme nationaliste – ne fait qu'aggraver le conflit entre le PCR et la minorité magyare.

La rupture définitive avec les desideratas de la Nation socialiste est marquée dans la protestation de Kàroly Kiraly, Hongrois d'origine, membre du Comité central du PCR et vice-président du Conseil des travailleurs hongrois de Roumanie. En 1977, il adresse au premier ministre, Ilie Verdeţ et à d'autres membres de la direction du PCR, une lettre critique au sujet des pratiques assimilationnistes des communistes roumains.[566] Cette lettre est significative d'au moins deux points de vue. En tant que connaisseur de l'intérieur du système de la

---

être apprise par tous les citoyens roumains. C'est seulement de cette manière qu'on peut assurer des conditions égales. On en peut toujours discuter, mais c'est ça, la réalité. » (La traduction du roumain nous appartient).

565 Le discours de Ceauşescu devant les Conseils réunis des minorités nationales témoigne d'une tension montante entre la direction du PCR et les représentants des minorités. Le secrétaire général du PCR rappelle une fois de plus l'obligation des minorités d'apprendre le roumain et fait un appel quasi-ouvert aux familles minoritaires d'envoyer leurs enfants dans des écoles roumaines. Il accuse les Conseils des minorités de ne pas se montrer intéressés par les questions générales de la construction socialiste en Roumanie et d'accorder une attention exclusive à la problématique des minorités qu'ils représentent. Voir le texte intégral du discours dans Nicolae Ceauşescu, *op. cit.*, vol. 10, pp. 38-55. Les allusions de Ceauşescu à la minorité hongroise sont à peine masquées : « Si quelqu'un veux travailler dans une centrale atomique, même si on construit une telle centrale à Harghita – d'ailleurs nous considérons cette perspective – il sera toujours nécessaire qu'on utilise là une seule langue. On ne peut pas organiser le travail dans les usines avec des traducteurs. J'ai déjà mentionné cet aspect, mais j'ai l'impression que certains camarades sont toujours prisonniers des mentalités vétustes, résultées de l'ancienne situation d'inégalité. Ils ne comprennent pas que ce pays se transforme sans cesse. » (*ibidem*, p. 47 ; la traduction du roumain nous appartient).

566 La lettre de Kiràly a été largement médiatisée dans la presse occidentale de l'époque. Elle a été d'abord distribuée à Londres par le Comité pour les droits de l'homme en Roumanie (cf. *The Hungarians of Romania. Minority Rights Group* Report, no. 37. Londres, 1978), puis ultérieurement elle a été reprise par le *New York Times* de 30 janvier 1978 ainsi que par la revue parisienne *Esprit*, no. 3, mars 1978. En 1980, une deuxième lettre adressée par Kiràly au même Ilie Verdeţ a été reprise dans la revue américaine *Congressional Record* du 5 juin 1980 et par la Radio Free Europe, BDIC, *Radio Free Europe, Situation Report (Romania)*, no. 10, 22 juillet 1980.

démocratie simulée, Kiràly fait une description pertinente des mécanismes utilisés dans la pratique du PCR pour anéantir les structures participatives de la vie sociale. Il décrit la façon dont les droits constitutionnels des Hongrois et des autres minorités de Roumanie sont constamment lésés par le régime Ceauşescu : même si, conformément à l'article 22 de la Constitution de la République Socialiste Roumaine, les minorités nationales ont le droit d'être représentées dans l'administration locale, dans les départements habités par la minorité hongroise, dans moitié des années 1970, il n'existe presqu'aucun représentant hongrois dans les conseils locaux. Encore pire, là où ces représentants n'ont pas encore été éliminés, la suspicion des autorités roumaines à leur égard fonctionne comme un élément d'intimidation, de telle manière qu'ils décident le plus souvent de couper les liens avec les minorités qu'ils devaient représenter de peur de perdre leurs positions administratives. D'une façon analogue, le rôle des conseils des minorités manque complètement de substance, ces conseils étant en fait dépourvus de tout pouvoir de décision.[567]

L'aspect le plus important de la lettre de Kiràly, c'est la dénonciation de la distance existante entre le discours du régime Ceauşescu au sujet de la question des minorités et la logique d'exclusion cachée derrière ses actions politique. La substance de ce texte met en question la réalité même de la Nation socialiste. Montrant les abus systématiques de l'administration roumaine dans ses rapports avec les minorités, il constate l'effet négatif d'une telle pratique sur la relation majorité/minorités et affirme ouvertement la continuité entre ce type de pratiques politiques et l'extrémisme nationaliste d'avant l'instauration du régime communiste.[568] En même temps, en tant que membre de la nomenklatura, Kiràly assigne la responsabilité politique de l'échec des relations majorité/minorités à l'intérieur de l'Etat roumain exclusivement à Nicolae Ceauşescu. La solution qu'il envisage concerne avant tout le retour à « une application correcte des principes marxistes-léninistes » dans le but d'assurer le succès du projet de Nation socialiste, un projet auquel Kiràly semble encore, en 1977, y croire.[569]

---

567 Cf. *The Hungarians of Romania…op.cit.*, p. 8. En 1979, dans le Comité central du PCR se trouvaient seulement trois représentants de la minorité hongroise : les frères Fazekas, Janos et Ludovic, proches de la famille Ceauşescu (Ludovic a d'ailleurs remplacé dans le Comité central, le dissident Kiràly) et Iosif Szasz ; la minorité allemande avait un seul représentant, Richard Winter, qui, tout comme les frères Fazekas, Szasz et Kiraly lui-même, était un ancien diplômé de l'Ecole komsomoliste de Moscou et de l'Académie politique « Ştefan Gheorghiu » de Bucarest.

568 Cf. le texte en anglais de la letter de Kàroly Kiràly, in HU-OSA, 300-60-1, Box 188: « Is the historic lesson, that a nation oppressing other nations cannot be free, so quickly forgotten? Practice and history caution us that restrictive measures do not lead to the solution of problems ».

569 Cf. *ibidem*: « It is not society that is bad, it is not the socialist system we have to blame, but the methods employed by the leadership. The great mistakes which they are committing in interpreting Marxism-Leninism and in applying the fundamental principles envisaged by our party must be pointed out. We must renounce demagogic policy based on the personality cult and an arbitrary application of Marxism.

La problématique du rapport majorité/minorités est reprise en 1982 par un groupement d'intellectuels hongrois constitué autour de la rédaction d'*Ellenpontok*, une des peu nombreuses publications samizdat parues dans la Roumanie communiste. La tonalité de leur protestation, adressée à la Conférence pour la Sécurité Européenne de Madrid[570], est sensiblement plus radicale que celle de la lettre de Kiràly. Et l'analyse du rapport majorité roumaine/minorités nationales, relevant cette fois d'une perspective beaucoup moins captive du marxisme, dresse un tableau quasi-complet des effets que la politique d'exclusion des minorités de la Nation socialiste engendre dans la société roumaine des années 1980. Les auteurs de la protestation décrivent la façon dont le régime communiste de Bucarest traite les minorités en « citoyens de second rang » tout en promouvant une propagande qui affirme ouvertement la supériorité de la culture et des droits historiques de la nation majoritaire.[571] A l'observation de Kiràly concernant la distance entre discours officiel et pratique politique dans la relation du régime Ceauşescu avec les minorités nationales, le texte de 1982 ajoute un deuxième élément définitoire : la stratégie d'exclusion de la Nation – comprise comme majorité légitime – de tout groupe social ou individu qui formule des opinions contraires à celle officielle. C'est une stratégie employée non seulement à l'égard des minorités nationales, mais également contre les dissidents provenant de la majorité ethnique et contre tous ceux qui – à des moments différents de l'évolution du régime, pour des raisons des plus diverses – se retrouve en divergence d'opinions avec le pouvoir politique. [572] Elle vise de renforcer la légitimité du pouvoir communiste par un surenchérissement de la Nation comme seule entité politique légitime. De cette manière, le binome des deux monopoles de la légitimité - le monopole idéologique du PCR et celui du droit à l'identité detenu par la majorité roumaine – devient un élément clef dans le fonctionnement du régime Ceauşescu.

Only in this way can a correct, just, and democratic solution be reached concerning all those problems, which life itself has risen in our socialist society ».

570 Cf le texte en anglais, in HU-OSA, 300-60-1, box 189.

571 La manipulation de l'histoire pour construire un argumentaire qui devait affirmer la supériorité de la nation majoritaire est, dans le texte d'Ellenpontok, indirectement reflétée par une des demandes formulées comme modalité de résolution de la crise de la minorité hongroise en Roumanie : « La fonction idéologique de la théorie de la continuité daco-roumaine doit cesser. (Cette théorie doit rester ce qu'elle est en fait, une hypothèse historique) » (*ibidem*, la traduction du roumain nous appartient).

572 Point de vue soutenu également par Michael Shafir, *op.cit.*, p. 51 ; Shafir constate qu'au lieu d'intégrer la contestation politique dans le fonctionnement interne du régime, celle-ci est renvoyée avec succès à l'extérieur, liée aux ennemis désignés (l'URSS, la Hongrie) à l'aide des pratiques politiques précommunistes (citation originale : « Discontent and political dissent, instead of being chanelled into the system, as inputs were successfully deflected by the leadership towards external (Soviet and Hungarian) targets as outputs, in a manner reminiscent of tactics employed by pre-war governments .»).

Communisme et Nation dans le régime Ceauşescu – les fondements d'une symbiose idéologique

Sur ce point, nous estimons qu'il faut formuler autrement la question initiale concernant la signification du concept de « nation » à l'intérieur du régime Ceauşescu. Puisque la Nation socialiste ne semble être qu'un paradigme discursif plutôt disfonctionnel, on peut se demander de quelle manière le concept de « nation » agit réellement dans la symbiose idéologique du communisme nationaliste roumain ? Nous essayerons de trouver une réponse à cette question par une saisie du concept dans une grille d'interprétation qui se propose de décrire une situation générale de symbiose entre marxisme et nationalisme : la grille de la « nationalisation du marxisme », élaborée par Anthony D. Smith[573]. Constatant la convergence idéologique entre marxisme et nationalisme[574], Smith procède à la description de ce qu'on pourrait considérer comme un type idéal de symbiose entre les deux. Il identifie sept éléments marquant la modification du marxisme par le nationalisme, une modification qui aboutit, dans son opinion, à l'altération du premier dont la capacité organisationnelle est mise au profit du projet nationaliste.[575] L'application au cas roumain de cette grille en sept points nous permet non seulement de comprendre le rapport réel entre les deux pôles de la symbiose idéologique du communisme nationaliste mais également d'estimer l'originalité du modèle roumain par rapport à une situation générale.

1. La substitution de la dictature du prolétariat par la paysannerie ou par une coalition des prolétaires, militaires et paysans

Ce trait est aisément observable dans le cas du régime Ceauşescu, dont la stratégie de légitimation a pour fondement l'abandon du concept de « dictature du prolétariat » en faveur d'une nouvelle alliance entre le Parti et le Peuple. Les documents du PCR prônent la nécessité d'une alliance entre ouvriers et paysans, comme base pour une future homogénéisation de la société socialiste ainsi que le besoin d'industrialisation du pays dans le but d'éliminer les différences entre les classes sociales.[576] Pourtant, la méfiance initiale du PCR à l'égard de la

---

573 Cf. Anthony D. S. Smith, *Nationalism in the Twentieth Century*, Oxford, Martin Robertson, 1979, pp. 146-147.

574 *Ibidem*, pp. 115-149; voir surtout pp. 116 où on mentionne trois points de convergence entre marxisme et nationalisme : l'existence, dans chacun des deux cas, d'une interprétation spécifique des structures sociales présentes (« a model of the distorsions of current social structures »), d'une vision sur l'âge d'or à venir et d'une analyse des voies à suivre pour y arriver (« an analysis of the mechanisms of transition from distorted present structures to the 'true and natural' state of affairs of the utopian nature, together with prescriptions for action to hasten the transition »).

575 *Ibidem*, p. 147.

576 Voir par exemple Ion Ardeleanu, eds, *op. cit.*, pp 91: « La force sociale décisive, dont la victoire de la révolution et de la construction socialiste dépendent est l'alliance entre la classe ouvrière et la

paysannerie et de ses faibles penchants révolutionnaires se traduit par un projet de modification substantielle de sa structure sociale : conformément au projet communiste de systématisation des villages, le paysan roumain est censé se transformer en prolétaire de la terre, un hybride social dont les mentalités et le mode de vie doivent devenir quasiment similaires à ceux des ouvriers urbains. En fait, le projet communiste d'homogénéisation sociale repose sur une vision qui renvoie à la prolétarisation de la société dans son ensemble et non pas à l'intégration de chaque catégorie ou classe sociale dans une société dont les intérêts seraient harmonisés. En tout cas, la substitution de la nation à la dictature du prolétariat et au concept de « lutte des classes » en tant que fondements du fonctionnement du régime communiste représente, dans le cas du PCR autant que dans les autres cas de régimes communistes nationaux, le point de départ et la condition *sine qua non* de la nouvelle symbiose idéologique entre Parti et Nation.

2. Le remplacement de la bourgeoisie en tant qu'ennemi de classe traditionnel par l' « impérialiste » ou le « néo-colonialistes » étranger, qui agit de l'extérieur de la Nation.

L'argumentaire qu'introduit la Nation socialiste dans les documents officiels du PCR ainsi que la façon dont on mène la propagande nationaliste dans les années 1970-1980 constituent autant d'indices en faveur de cette mutation qu'on pourrait appeler l' « externalisation » de l'ennemi. En même temps – comme nous avons déjà eu l'occasion de l'observer au cours de l'analyse de la « mini-révolution culturelle » – les références à la bourgeoisie en tant qu'ennemi à l'intérieur de la société roumaine ne quittent pas complètement le référentiel idéologique du régime Ceaușescu, surtout quand il s'agit de nommer certaines manifestations d'autonomie culturelle, les tendances vers la liberté de penser, en bref, les signes d'une dissidence intellectuelle. Ce type d'ennemi de l'intérieur est pourtant toujours présenté comme étant plutôt consubstantiel avec l'ennemi de l'extérieur puisque son attitude de refus de l'explication officielle du monde et de la société le rend extérieur à la communauté que le Parti reconnaît comme légitime.

3. La lutte de classe devient « la guerre populaire de libération » et le peuple entier devient l'équivalent de la notion de « classe » dans ses rapports avec d'autres peuples-classes ou avec les oppresseurs étrangers.

C'est un des traits les plus faciles à identifier dans la théorie de la Nation socialiste roumaine. L'insistance des documents officiels du PCR sur l'importance de la souveraineté et

---

paysannerie – les deux classes qui forment la base de la société – qui ont le rôle décisif dans la production des biens matériels. » (la traduction du roumain nous appartient).

de l'indépendance nationale dans l'existence d'une Nation socialiste[577] ainsi que la façon dont on choisit de réécrire l'histoire nationale à travers l'histoire des grands épisodes et héros guerriers sont significatives à ce propos.

4. Le penchant « évolutionniste » et les certitudes du dogme communiste sont remplacés par l'activisme révolutionnaire d'une élite nationale et par le « dynamisme » des éléments héroïques nationaux.[578]

Cette assertion ne se vérifie pourtant que trop peu dans le cas du PCR pour au moins deux raisons : d'une part, l'appétit pour une flexibilité de l'idéologie officielle contrevient à la logique de fonctionnement du changement simulé[579], ce qui mène vers une attitude hautement circonspecte du régime Ceauşescu à l'égard de toute modification du dogme initial ; d'autre part, comme essaie de l'expliquer Michael Shafir[580], l'absence de tradition autochtone de la pensée marxiste produit un effet paradoxal sur l'évolution générale du communisme roumain : une fois arrivé au pouvoir, celui-ci se montre beaucoup moins en mesure d'évoluer par un dynamisme idéologique qui lui serait propre ; il est par conséquent beaucoup plus rigide du point de vue idéologique parce qu'il manque d'une élite dynamique, vraiment révolutionnaire et apte à un effort réel de mobilisation politique. Le développement du culte de la personnalité de Ceauşescu pourrait à peine être interprété comme un effort de suggetion de l'existence d'un activisme et d'un héroïsme de facture national – des attributs qui, au lieu de constituer l'apanage d'une élite nationale, seraient incarnés par une seule personne, celle du leader – étant donné que le culte s'accompagne toujours d'exhortations concernant la réalisation des ambitions « évolutionnistes » du régime, telles que l'industrialisation, la systématisation du territoire ou la création de l' « homme nouveau socialiste ». Cette situation semble indiquer plutôt une conservation remarquable des « certitudes du dogme » dans le cas du régime Ceauşescu.

---

577 Voir en ce sens les considérations sur l'importance de la lutte contre la domination étrangère dans la formation et même dans la préservation du carcatère national, in *La Conférence nationale du PCR…*p. 168. Voir aussi *Programul PCR…*, surtout p. 13, où les deux plans, celui de la lutte des classes et celui de la lutte pour la survie de la Nation sont mélangés jusqu'à la confusion : « Toute l'histoire du peuple roumain se présente comme l'histoire d'une lutte de classe continue, de batailles menées par les masses populaires pour liberté et justice sociale, pour la défense de l'existence nationale et de l'indépendance, pour le progrès et la civilisation. » (la traduction du roumain nous appartient).

578 Anthony D. Smith, *op. cit.*, p. 147: « Evolutionary certainties and dogmas have been overshadowed by the revolutionary political activism of a national elite and by the « dynamism » of « heroic » national elements ».

579 Cf. Michael Shafir, *op. cit.*, p. 52.

580 Michael Shafir, « Political Culture, Intellectual Dissent and Intellectual Consent : the Case of Romania », in *Orbis. A Journal of World Affairs*, vol. 14, no. 4, octobre 1984, pp. 435-459.

5. Les éléments de nature politique et culturelle arrivent à l'emporter sur les éléments de nature économique dans l'explication des évolutions et des événements historiques.

Ce trait aussi est largement illustré par l'argumentaire concernant la pérennité de la nation sous le socialisme et par la façon dont on réécrit l'histoire de la nation roumaine dans la symbiose idéologique Parti-Nation.

6. L'idéal marxiste de dépassement de la division du travail perd du terrain devant la croyance nationaliste dans le sacrifice individuel pour le bien de la communauté.

Même si l'idée de la primordialité des intérêts de la communauté par rapport au bien-être individuel est une des pierres angulaires du régime Ceauşescu, l'importance accordée à l'homogénéisation sociale dans la définition de la Nation socialiste – un but recherché justement au nom de l'idéal marxiste de dépassement de la division du travail – amène à ne pas entièrement valider cette transformation idéologique pour le cas roumain.[581]

7. L'internationalisme socialiste est remplacé par un intérêt nouveau pour les racines nationales et pour l'affirmation de la nation.

Cette dernière modification de la grille de Smith est peut-être la moins équivoque lorsqu'on essaie de l'appliquer au PCR pour lequel l'internationalisme a été dès le début une question difficile et imposée de l'extérieur. En fait, toute la construction idéologique entamée par le régime Ceauşescu dans le but de fonder un nouveau pacte entre le parti communiste et la nation roumaine se veut un retour vers les racines nationales. A l'intérieur de cette logique politique, l'affirmation de la nation équivaut à l'affirmation du Parti et vice-versa, dans une relation où les deux éléments se renforcent mutuellement.

Dans l'élaboration de cette grille de « nationalisation du marxisme », Smith incline vers une conclusion qui affirme non seulement la dénaturation profonde du marxisme par le nationalisme mais aussi la prééminence de facto des traits spécifiques du nationalisme et le passage du marxisme à une position secondaire à l'intérieur de la symbiose entre les deux matrices idéologiques.[582] Il estime que le caractère compétitif du nationalisme et son pouvoir de diviser le monde se montre jusqu'à la fin du processus symbiotique plus fort que l'idée

581 Cf. *La Conférence nationale du PCR…op.cit.*, pp. 176 constitue un exemple de cette logique qui situe au même plan l'homogénéisation sociale et l'homogénéisation nationale: « […] Il faut agir avec constance pour assurer la parfaite égalité en droits entre tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, pour réaliser une homogénéisation toujours plus accentuée de la société, tant du point de vue du caractère sociale, que national, par la voie de l'édification d'un régime unique, communiste ».

582 Cf. Anthony D. Smith, *op. cit.*, p. 149.

internationaliste qui, de toute façon, a un caractère secondaire dans le marxisme. La flexibilité du nationalisme décrite par Smith se retrouve de ce point de vue en consonance avec le concept de modularité de la nation énoncée par Benedict Anderson[583] et qui permet de comprendre les aptitudes de la Nation, en tant que représentation socioculturelle d'une identité construite, non seulement de survivre au contact avec d'autres formules identitaire – complémentaires ou même apparemment opposées – mais également de fusionner avec ces formes, de continuer de subsister et d'agir d'une manière qui lui est spécifique à l'intérieur d'une telle fusion.

La symbiose idéologique et politique entre le PCR et la nation roumaine devrait, à notre avis, être jugée en fonction de ce modèle théorique. Nous sommes en présence d'une relation fragile au début, susceptible de générer des tensions entre ses deux pôles dans la mesure où les prétentions de monopole idéologique du PCR risquent d'introduire des éléments d'incongruité ou des paradoxes discursifs impossibles à soutenir au niveau des pratiques sociopolitiques. L'évolution du concept de Nation socialiste en constitue le meilleur exemple. Si cette relation finit par fonctionner et même par passer la preuve de l'efficacité – bien que limitée dans le temps et conditionnée par une multitude de vecteurs sociaux et politiques agissant de manières bien différentes – c'est justement à cause de la flexibilité de l'artefact national qui à l'intérieur de la symbiose avec l'idéologie communiste retrouve assez tôt ses structures, fonctions et raisons d'être liées à la tradition nationale pré-communiste. A la fin de cette évolution politique, c'est l'échec du pôle idéologique représenté par le projet communiste qui entraîne la fin de la symbiose PCR – Nation roumaine sans pour autant entraîner un échec complémentaire du nationalisme en tant que moyen privilégié de défendre l'identité roumaine.

II.2.c. Le Conducator, le Parti et la Nation – un cas de substitution

Au niveau des principes de représentations symboliques, le culte de Nicolae Ceauşescu a fait l'objet de plusieurs études, dont au moins une lui est dédiée exclusivement.[584] L'opinion de Vladimir Tismăneanu par exemple, c'est que le culte de

583 Benedict Anderson, *op.cit.*, p. 18. Une analyse approfondie de la « nation modulaire » et de ses implications dans la sociologie politique appartient à Manu Goswami, *op.cit.*, vol. 4, no. 3, octobre 2002, pp. 770-790.

584 Adrian Cioroianu, *op.cit.* ; voir aussi une synthèse des conclusions formulées par le même auteur au sujet du culte de Ceauşescu, *in* Adrian Cioroianu, *Pe umerii lui Marx … op.cit.*, pp. 392-442. L'analyse de Cioroianu reprend et approfondit les observations de M. E. Fisher, *op. cit.*, pp. 160-189, en utilisant

Nicolae Ceauşescu, tel qu'il s'est développé au long des années 1970-1980, a représenté l'expression d'une culture politique spécifique pour les communistes roumains.[585] Ce point de vue est repris par la plupart des exégètes du régime Ceauşescu.[586] A son tour, Mary Ellen Fisher situe les origines du culte dans une synthèse de plusieurs éléments diachroniques et synchroniques. Les plus importants sont l'éducation politique marxiste-léniniste dont Nicolae Ceauşescu représente l'un des produits, les traits psychologiques de ce dernier, mais également sa volonté de s'assurer une large mobilisation sociale autour d'un projet politique et économique assumé à titre personnel.[587]

Le culte en soi ne représente pas un trait spécifique pour le communisme roumain. Son appareil rituel et ses moyens de propagation sont subsumés dans le modèle général du culte du leader pratiqué dans les régimes de type soviétique. Une brève comparaison entre le modèle de référence, celui du culte de la personnalité de Staline en URSS[588], le culte de Mao Tse Dong en Chine[589] et le culte de Ceauşescu en Roumanie permet d'observer pour le moins trois traits généraux communs : légitimation revendiquée d'une source idéologique considérée comme infaillible et dépositaire d'une vérité absolue (le marxisme-léninisme), représentation de celui qui fait l'objet du culte comme étant digne le « fils du peuple », incarnation idéale de l'éthos national dans l'interprétation donnée à celui-là par le régime ; ce à quoi on doit ajouter

---

le modèle théorique proposé par Jeremy T. Paltiel, « The Cult of Personality : Some Comparative Reflections on Political Culture in Leninist Regimes », in *Studies in Comparative Communism*, vol. XVI, no 1-2, spring/summer 1983, pp. 25-48. Pour les besoins de notre démarche, une observation de Cioroianu nous semble particulièrement importante : « Le culte de la personnalité de Ceauşescu n'est pas un événement en soi, mais un processus ; un processus évolutif des événements politiques et historiques de l'époque et étant influencé par eux, un processus qui a supporté une re-création permanente… » (Adrian Cioroianu, *Ce Ceauşescu qui hante les Roumains… op.cit.*, p. 136). Une autre étude intéressante, analysant les représentations de Ceauşescu et de la tyrannie après 1989, est menée par Constantin Dobrilă, *Entre Dracula et Ceauşescu. La tyrannie chez les Roumains*, Bucarest, Institutul Cultural Roman, 2006, pp. 283-344. Sur les aspects du culte d'Elena Ceauşescu, voir Mary Ellen Fisher, « Women in Romanian Politics : Elena Ceauşescu, Pronatalism, and the Promotion of Women », in Sharon L. Wolchik, Alfred G. Meyer, eds., *Women, State and Party in Eastern Europe*, Durham, Duke University Press, 1985, pp. 121-137.

585 Vladimir Tismăneanu, *The Tragicomedy of the Romanian Communism …op.cit.*, pp. 330-331.

586 C'est le cas surtout d'Adrian Cioroianu. La démonstration de Cioroianu inclue une parallèle entre le culte du roi Charles I[er], fondateur de la dynastie roumaine de Hohenzollern, et le culte de Nicolae Ceauşescu, en estimant que ce dernier incarne « la dégénérescence du modèle » initial. (Adrian Cioroianu, *op. cit.*, pp. 79-98).

587 Cf. Mary Ellen Fisher, *op. cit.*, p. 188; Fisher estime que la multiplication des échecs politiques et économiques du PCR a déterminé la direction du parti à accepter le culte de son secrétaire général comme un faéçon de stimuler la confiance des Roumains dans le projet socioéconomique communiste (*ibidem*, p. 166).

588 Nous suivons à ce propos la démonstration de Robert C. Tucker, « The Rise of Stalin Personality Cult », in *The American Historical Review*, vol. 84, no. 2, april 1979, pp. 347-366.

589 Cf. l'étude de la stratégie chinoise de mobilisation par le culte du leader menée par Daniel C. Nelson, *op.cit.*, pp. 83-86; voir aussi Martin Macauly, Stephen Carter, eds., *Leadership and Succession in the Soviet Union, Eastern Europe and China*, Armonk, New York, M.E. Sharpe Inc., 1986, pp. 150-211; pour le culte de Mao à l'intérieur du Parti Communiste Chinois, voir Lawrence R. Sullivan, « The Analysis of « Despotism » in the CCP: 1978-1982 », in *Asian Survey*, vol. 27, no. 7, juillet 1987, pp. 800-821.

l'accaparement de tous les succès réels ou imaginaires du régime communiste, attribués à sa sagesse et à ses capacités visionnaires.[590] Notre démarche ne se propose pas de reprendre ces démonstrations, ni de réaliser une nouvelle analyse du culte. Nous essayerons seulement d'utiliser les modèles théoriques et les conclusions avancés par les auteurs respectifs dans le but d'étayer notre hypothèse concernant la substitution de Ceauşescu au PCR dans le cadre de la relation Parti/Nation et les effets de cette substitution sur le développement de la stratégie de légitimation du régime Ceauşescu.

Dans une étude sur le rôle du parti « monolithique », Leonard Shapiro[591] part de la situation du Parti Communiste de l'Union Soviétique à l'époque de Staline pour formuler une conclusion significative : le parti n'est pas nécessairement une institution indispensable dans les régimes de type soviétique et sa fonction politique est facilement remplaçable par un leader autoritaire. Shapiro établit une corrélation entre l'effacement du rôle du parti et l'intérêt pour le leader d'éliminer tout élément concurrent dans l'exercice d'un pouvoir discrétionnaire.[592] Cette relation parti communiste/leader autoritaire semble fonctionner dans la Roumanie de Ceauşescu de manière au moins partiellement analogue à l'URSS de Staline. Dans les lignes qui suivent, nous questionnerons l'hypothèse de la substitution de Nicolae Ceauşescu au PCR, au cours du processus de construction d'un communisme nationaliste roumain, sous plusieurs angles : la légitimation de Ceauşescu devant le Parti (par le démantèlement de l'image idéalisée de son prédécesseur), sa légitimation à travers le Parti (en confisquant tant l'imagerie révolutionnaire du communisme roumain que les nouveaux symboles qui entrent dans le cadre de la symbiose idéologique Parti-Nation) et, finalement, sa légitimation au-delà du Parti (par l'insertion directe de l'image présidentiel dans une mythologie et un panthéon national pré-communistes, récupéré par le PCR et dont il est évacué graduellement par la construction politique de plus en plus accaparante du culte). Au moins dans les premières phases de la constitution du culte, ces trois directions d'action sont poursuivies. Cependant, à mesure que la fonction du Parti est vidée de son contenu, la préoccupation du secrétaire général pour garder un certain niveau de légitimation devant l'appareil du parti est remplacée par son contrôle total de cet appareil à l'aide d'un système de mesures coercitives de plus en plus discrétionnaires et d'un système de récompenses dont

590 Ces trois traits communs sont identifiés par Graeme Gill, dans une étude qui établit un parallélisme entre le culte de Staline et celui de Brejnev ; cf. Graeme Gill, « The Soviet Leader Cult: Reflections on the Structure of Leadership in the Soviet Union », in *British Journal of Political Science*, vol. 10, no. 2, april, 1980, pp. 167-186.

591 Leonard Shapiro, « Reflections on the Changing Role of the Party in the Totalitarian Polity », in *Studies in Comparative Communism*, vol. 2, no. 2, avril 1969, pp. 1-13.

592 *Ibidem*, p. 4: « C'est dans la nature du gouvernement d'un despote totalitaire de ne pouvoir tolérer aucune institution rivale. » (la traduction de l'anglais nous appartient).

bénéficient les membres de la hiérarchie qui font preuve de fidélité envers le conducator, sa famille et ses réseaux.

M. E. Fisher situe les prémisses du culte de Nicolae Ceauşescu entre les années 1969 et 1971[593]. A son tour, Adrian Cioroianu se montre plus prudent quant à l'identification d'une date précise. Il préfère mener une interprétation du culte en tant que processus, une construction progressive dont les traits se précisent en étapes successives et qui établit une relation à double sens avec les changements de contexte politique : d'une part, l'évolution même du culte engendre certains de ces changements ; d'autre part, ses représentations et ses structures sont en permanence adaptées aux modifications du contexte général.[594] Nous partageons le point de vue de Cioroianu concernant la nécessité de traiter le culte de Nicolae Ceauşescu comme un processus évolutif. Notre démonstration est construite dans une perspective dynamique. Par conséquent, même si, pour des raisons méthodologiques, notre analyse prendra en compte chacune des trois hypothèses mentionnées ci-dessus en les traitant de manière distincte, on doit garder à l'esprit que cette séparation est purement analytique. Dans la réalité des pratiques politiques du régime Ceauşescu, les trois plans sont toujours imbriqués.

La position de Ceauşescu devant le PCR passe avant tout par sa relation avec les autres membres de la direction du parti mais aussi, d'une manière significative, par sa relation avec la mémoire de son prédécesseur. Le passage de la position de *primus inter pares* – dans laquelle, pour des raisons relevant de la conjoncture politique, il semble s'installer au moment de son élection comme secrétaire général – à celle de leader unique et incontesté se produit par conséquent au but d'une manœuvre en deux temps : tout d'abord, l'appropriation par Ceauşescu de l'héritage politique de Gheorghiu-Dej suivie, dans un deuxième temps, par le démantèlement de l'image du prédécesseur en tant que père fondateur du communisme roumain ; ensuite, la construction de l'image du nouveau leader comme père refondateur et garant de la justesse doctrinaire du parti.

L'arrivée de Ceauşescu à la tête du PCR s'accompagne initialement d'un message sans équivoque de continuité par rapport aux grandes lignes d'évolution politiques établies au cours des dernières années du régime Gheorghiu-Dej. Au moment de son élection, le nouveau secrétaire assume l'héritage politique du prédécesseur ainsi que son propre image de collaborateur préféré de Dej et successeur désigné par ce dernier.[595] Cette continuité – qui,

593 Mary Ellen Fisher, *op. cit.*, p. 60.

594 Adrian Cioroianu, *op.cit.,* p. 135-144.

595 Graeme Gill, *op.cit.*, p. 167 explique que le positionnement privilégié du nouveau leader par rapport à un « founding father » (Lénine, dans le cas de Staline ou Gheorghiu-Dej, dans le cas de Ceauşescu) représente un élément clef dans la construction du culte du chef dans les régimes de type soviétique.

comme nous avons essayé de le démontrer dans un chapitre antérieur, n'a jamais été vraiment abandonnée au niveau de la pratique politique – est pourtant définitivement délaissée au niveau du discours en 1968. La séparation définitive de Ceauşescu de son prédécesseur Gheorghiu-Dej est publiquement marquée au cours de l'épisode des réhabilitations. Le fait que la culpabilité de Dej est clairement mentionnée dans le Plénum du Comité central est, sous cet angle, aussi important que sa condamnation explicite devant la masse des membres du parti. Cette condamnation, Ceauşescu tient à la prononcer lui-même, le 26 avril 1968, dans un discours assez impétueux devant les membres de l'organisation communiste de Bucarest.[596] Ses accusations concernent exclusivement les fautes de Dej à l'égard des membres du PCR, ce qui équivaut à sa délégitimation en tant que père fondateur du parti :

« Aucun des mérites de Dej ne saurait lui excuser les abus et la responsabilité dans l'assassinat de Pătrăşcanu, ainsi que les multiples actes d'illégalité commis contre des activistes du Parti et de l'Etat. »[597]

Ceauşescu va au-delà des simples accusations pour affirmer son refus d'une image idéalisée du prédécesseur en même temps que son attachement aux principes marxistes-léninistes :

« Dans le jugement de l'activité de chaque camarade, notre partie part de l'analyse objective et lucide des faits et non pas des mythes. Nous n'avons pas besoin d'idoles. Nous n'avons pas besoin d'avoir des ports-drapeaux humains. Le marxisme-léninisme rejette ces conceptions comme étrangères à l'idéologie de la classe ouvrière. Notre porte-drapeau est le marxisme-léninisme, la conception du prolétariat sur le monde et sur la vie. »[598]

De cette manière, la critique du prédécesseur a pour revers une image complémentaire du successeur comme garant de la justesse doctrinaire, investi de ce point de vue d'une autorité justicière reconnue pour autant que les opinions autorisées à l'intérieur du parti, contraires à la sienne, soit se trouvent délégitimées par les soupçonnes de complicité aux abus, soit ne sont pas publiquement exprimées.

L'utilisation de cette stratégie de légitimation aux débuts du régime Ceauşescu est attestée par les témoignages de ses collaborateurs, dont Ion Gheorghe Maurer est le plus explicite ; cf. Lavinia Betea, *Maurer şi lumea de ieri… op.cit.*, pp. 174 -175.

596 Nicolae Ceauşescu, *op. cit.*, vol. 3, pp. 177-208.

597 *Ibidem*, p. 193 (la traduction du roumain nous appartient).

598 *Ibidem*, pp. 193-194 (la traduction du roumain nous appartient).

Le prédécesseur revient une dernière fois dans le rapport de Ceauşescu devant le Xème Congres du PCR, mais la tonalité est alors plus prudente et la position beaucoup plus nuancée, parce qu'elle est destinée à des acteurs politiques plus avisés sur les coulisses de l'histoire réelle du parti et directement concernés par les implications politiques de ce changement.[599] L'impacte réel de cette manœuvre sur l'image de Dej dans le Parti et, plus généralement, dans l'opinion roumaine est difficile à quantifier.[600] On peut seulement supposer que l'image de Dej garde dans une certaine mesure son potentiel concurrentiel devant le culte de Ceauşescu et que, surtout dans les années 1980, quand la propagande multiplie les facettes du ernier jusqu'à ce qu'elles deviennent grotesques, l'époque de Dej est réinvestie dans la mémoire des Roumains d'une valeur positive.[601] Néanmoins, cette supposition est difficile à généraliser étant donné le traitement que l'image du prédécesseur de Ceauşescu subit au cours du travail de réécriture de l'histoire officielle du PCR. La critique de Dej, telle qu'elle est menée dans les deux discours mentionnés, ne représente qu'un aspect superficiel, le plus spectaculaire mais aussi le moins exploité, du démantèlement de son image publique. Une pratique plus subtile et en même temps beaucoup plus efficace dans la longue durée fait de Dej – tout autant que de Pătrăşcanu et des autres figures du panthéon communiste – un marginal, quasiment absent de l'histoire officielle du PCR.[602]

---

599 Cf. Nicolae Ceauşescu, *Rapport au X*^{ème} *Congrès du PCR … op.cit.*, p. 87. Pour une meilleure compréhension des différences de tonalité, nous traduisons ici la totalité du passage concernant la mise en question de la personnalité de Gheorghiu-Dej dans l'histoire du parti : « Déjà au cours des débats de 1968 certains camarades ont soulevé la question de la responsabilité de Gheorghe Gheorghiu-Dej [dans les persécutions politiques de Pătrăşcanu et de ses amis]. Il est hors de doutes que Gheorghiu-Dej porte une grosse responsabilité pour ce qui s'est passé, d'autant plus que certains cas ont été instrumentés directement par lui. Voilà pourquoi maintenant, quand nous analysons ces faits, nous avons le droit et l'obligation de critiquer et de blâmer les aspects négatifs de l'activité de Gheorghiu-Dej. Ce faisant, nous ne voulons pas minimiser l'activité et les mérites de Gheorghiu-Dej devant le parti et le peuple. Il est connu que dans les années de la clandestinité ainsi que dans la prison, mais surtout après la Libération, il a joué un rôle important dans le parti et dans l'Etat. Pendant 20 ans, comme premier secrétaire du Comité central, Gheorghiu-Dej a occupé une place importante dans toute l'activité de construction du socialisme ; le parti, le peuple donnent une haute appréciation à son travail ».

600 Comme le relèvent les témoignages de ses anciens collaborateurs, Dej était doté d'une habileté à établir des relations de confiance avec les masses et ce trait psychologique a beaucoup contribué à une construction charismatique ad hoc autour du personnage ; voir, par exemple, le témoignage de son secrétaire personnel, Paul Sfetcu, in Lavinia Betea, *op. cit.*, pp. 342-343.

601 Une telle supposition est soutenue par l'étude des avatars de la mémoire de Ceauşescu dans la société roumaine postcommuniste. Comme le montre Constantin Dobrilă, *op. cit.*, p. 337, l'image du tyran renversé du pouvoir subit à long terme un travail de mémoire qui tend à la transformer du « promoteur de la violence en victime ».

602 Dans deux manuels utilisés pour l'enseignement de l'histoire dans les lycées et dans les universités roumaines, l'un datant de la fin des années 1970, l'autre publié dans les années 1980, nous avons compté respectivement 3 et 5 mentions du nom de Gheorghiu-Dej, toutes lapidaires et manquant de toute appréciation, soient-elles positives ou négatives. Les moments auxquels on fait référence sont à peu près les mêmes dans les deux manuels : les grèves ferroviaires de 1933, au cours desquelles Gheorghiu-Dej s'est illustré comme leader du mouvement communiste, la Conférence nationale du PCR, en 1945, où Dej a été élu premier secrétaire du Parti et la mort de Dej, accompagnée par l'élection de Ceauşescu. Pour ce dernier moment, on doit remarquer que la place la plus importante revient à Ceauşescu, dont l'élection est présentée comme l'événement crucial dans l'histoire du parti. D'ailleurs,

En fait, l'histoire officielle du Parti jusqu'en 1965 est pratiquement vidée de ses personnages. Elle n'est peuplée que par deux grands acteurs collectifs, le Parti et la classe ouvrière. Après 1965, son seul personnage et héros par excellence devient Nicolae Ceauşescu, accompagné, dès la fin des années 1970 mais surtout au cours des années 1980, par sa femme. Pour le lecteur des manuels scolaires roumains des années 1970-1989, Ceauşescu représente la seule incarnation du PCR. Le Parti lui-même ne dépasse pas le statut d'entité abstraite, dont le fonctionnement n'est que vaguement explicité par des citations de l'œuvre de son secrétaire général. Dans le processus de construction du culte, la totalité de la synthèse idéologique qui circonscrit le communisme nationaliste roumain finit par être attribuée, sous la dénomination de « doctrine Ceauşescu »[603], à sa pensée visionnaire.

A un deuxième niveau de la construction du culte, la biographie révolutionnaire[604] de Nicolae Ceauşescu est bâtie sur la tradition révolutionnaire du Parti. Les symboles et les références de l'histoire officielle du PCR sont engloutis de cette manière dans la biographie

---

les seuls communistes dont les noms sont mentionnés dans ces manuels – à part l'omniprésent Ceauşescu – sont Dej et Pătrăşcanu. Pătrăşcanu bénéficie d'un traitement égal à celui accordé à Dej (grosso modo, le même nombre de mentions) mais on passe complètement sous silence sa fin tragique et les détails de son emprisonnement dans les années 1950. En ce qui concerne Ceauşescu, même pour la période d'avant la deuxième guerre, quand sa carrière politique n'avait encore aucune visibilité publique, son nom est omniprésent, soit par des récits d'événements inexistants (par exemple celui concernant sa position de leader de la Jeunesse Communiste, qu'il n'a jamais occupé avant 1945), soit par la promotion de certains événements mineurs (sa condamnation suite à un procès devant la Court de Brasov) au rang d'événements exemplaires de l'histoire du communisme roumain. Cf. *Probleme fundamentale ale istoriei patriei şi Partidului Comunist Român. Prelegeri* [Problèmes fondamentaux de l'histoire de la patrie et du Parti Communiste Roumain. Cours], Bucarest, Editions Didactică şi Pedagogică, 1977 et *Probleme fundamentale ale istoriei României* [Problèmes fondamentaux de l'histoire de la Roumanie], Bucarest, Editions Didactică şi Pedagogică, 1983.

603 Ce concept est explicité en tant que tel dans une encyclopédie de politologie publiée à Bucarest en 1977, Ovidiu Trăznea, Nicolae Kallos, eds., *op.cit.*, pp. 136-145 Ses coordonnées principales concernent la contribution de Nicolae Ceauşescu à la définition de « la société socialiste multilatéralement développée », de « l'homme nouveau socialiste » et de « la nation socialiste ». Voir aussi Petre Bărbulescu, Dumitru M. Bârliba, eds., *Mică enciclopedie de relaţii internaţionale pentru* tineret [Petite encyclopédie des relations internationales à l'usage des jeunes], Bucarest, Editions Politică, 1984, pp. 55-64. Pour comprendre le poids de l'image de Ceauşescu en tant qu'idéologue du communisme nationaliste dans la socialisation politique des Roumains, un détail nous semble surtout pertinent : dans la Roumanie des années 1980, les concours scolaires les plus fréquentés par les meilleurs élèves étaient les « olympiades scolaires », organisées pour chaque matière d'études ; à l'épreuve d'histoire, une des exigences que les participants devaient obligatoirement satisfaire était de réaliser une analyse (*comentariu*) d'un passage de l'œuvre de Nicolae Ceauşescu.

604 Pour analyser l'hagiographie de Ceauşescu, Adrian Cioroianu, *op. cit.*, pp. 47-49, utilise comme références deux livres écrits par deux biographes occidentaux du leader roumain, le français Michel Pierre Hamelet en 1971, et l'italien Giancarlo Elia Valori en 1974. Même si, surtout dans le cas de la biographie rédigée par Hamelet, Cioroianu a raison d'affirmer que sa parution à Paris et son modèle de biographie mythologisée ont été largement utilisés par la propagande roumaine à l'intérieur du pays, nous avons du mal à convenir avec Cioroianu que ces deux biographies de Ceauşescu ont été les plus médiatisées en Roumanie. Leur structure, conçue pour démontrer à l'Ouest le « visage humain » du personnage, ne correspondait que partiellement aux besoins du culte à l'intérieur du pays. Nous considérons donc que le référentiel hagiographique pour la Roumanie est représenté par la biographie dont l'auteur est un journaliste roumain, Olimpiu Matichescu, *Tinereţea revoluţionară a tovarăşului Nicolae Ceauşescu* [La jeunesse révolutionnaire du camarade Nicolae Ceauşescu], Bucarest, Editions Scânteia Tineretului, 1981.

mythique de son leader, devenu l'homme providentiel du socialisme roumain. Né en 1918, Ceauşescu est trop jeune pour détenir une position importante dans le PCR dans la période de l'entre-deux-guerres. Ses contacts avec les membres du parti s'établissent à travers l'appartenance au mouvement de son maître cordonnier qui l'utilise pour des tâches mineurs au bénéfice des communistes : apparemment, à l'age de 12-14 ans, le futur secrétaire général du PCR est envoyé par son patron dans les rues de Bucarest pour distribuer des tracts communistes et, quelques années plus tard, fait partie d'une équipe de jeunes agitateurs qui protestent devant la Cour d'Assises de Craiova contre l'instruction du procès des ferroviaires arrêtés pendant les grèves de 1933.[605] Les traces laissées dans les archives par son activité politique d'avant 1944 sont trop peu pour nourrir une vraie biographie révolutionnaire du personnage : des mentions lapidaires au sein des rapports de la police, un récit du procès politique dans lequel Ceauşescu est impliqué en 1936[606], les témoignages – pour la plupart discutables parce que périodiquement repris et modifiés par leurs auteurs, en fonction des conjonctures politiques – de ses camarades de prison et de ceux qui l'ont rencontré à l'époque. Ce manque de détails laisse beaucoup de place à l'imagination de l'hagiographe qui doit combler le vide d'informations sur l'activité personnelle de Ceauşescu par des détails de l'histoire du PCR où l'image du leader est insérée avec une habileté purement littéraire. Entre la littérature concernant la jeunesse révolutionnaire du Conducator et le récit de son élection comme secrétaire général du PCR, sa carrière – présentant au moins deux points faibles : sa position subalterne dans l'équipe Gheorghiu-Dej et ses actions personnelles au cours de la soviétisation – constitue une parenthèse significative.[607] Après 1965, commence « le vrai pouvoir »[608], désigné par les syntagmes « âge d'or » ou « époque Ceauşescu ». Ce schéma est suivi, dans ses grandes lignes, dans toutes les biographies officielles de Nicolae Ceauşescu.

Les épisodes choisis pour illustrer la biographie mythique du leader coïncident jusqu'au moindre détail avec les grands moments de l'existence du PCR sélectionnés pour illustrer la nouvelle synthèse de son histoire officielle. Par exemple, l'image du jeune Ceauşescu combattant antifasciste – un des leitmotivs des récits de sa biographie mythique[609]

---

605 Cf. Thomas Kunze, *op. cit.*, pp. 35-36

606 L'auteur de ce récit favorable au jeune Ceauşescu, le journaliste et poète Eugen Jebeleanu, fait dans les années 1970 une belle carrière dans le Comité central du PCR et devient une des figures proéminentes de l'Union des Ecrivains ; dans les années 1980, sa position devient très critique à l'égard de Ceauşescu et Jebeleanu rejoint les rangs des écrivains défavorables aux excès du nationalisme communiste ; *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, pp. 209 et *passim*.

607 Cette parenthèse est remarquée par Adrian Cioroianu, *op. cit.*, p. 56.

608 *Ibidem*, p. 57.

609 Dans l'effort de produire des épreuves sur cet avatar de sa biographie révolutionnaire, l'appareil de la propagande roumaine n'hésite pas à falsifier, dans les années 1980, une photo prise en 1939, à l'occasion d'une manifestation organisée le 1 Mai à Bucarest, à l'initiative du gouvernement du roi Charles le IIème, de telle manière que les figures de Nicolae et Elena Ceauşescu soient identifiables

– confisque au bénéfice exclusif du culte une des hypostases les plus soutenables, parce que les moins en contradiction avec l'image d'un PCR dont les intérêts ont toujours été harmonisés avec l'intérêt national, de l'histoire du parti. De façon complémentaire, les marques de la nouvelle histoire du PCR arrivent graduellement à être soumises à un processus de sélection en fonction de leur représentativité pour la biographie personnelle de Ceauşescu. Le mythe du IXème Congrès, moment de fondation de l'époque Ceauşescu, évacue graduellement du discours historique officiel tout récit événementiel concernant les changements importants intervenus à cette occasion dans le fonctionnement du parti. La signification primordiale du congrès, retenue par l'histoire officielle est liée à l'élection de Ceauşescu comme secrétaire général.[610] L'événement dont l'importance est impossible à occulter, parce qu'il coïncide avec l'arrivée des communistes au pouvoir, mais en même temps reste difficilement associable à la biographie personnelle de Ceauşescu est le coup d'Etat de 23 août 1944. Le biographe recourt dans ce cas à la citation de l'œuvre du secrétaire général, qui explique la signification du moment et, ce faisant, se l'approprie en le réinvestissant d'une valeur symbolique liée à sa personne.[611] La pratique des citations devient d'ailleurs, au cours des années 1980, non seulement usuelles dans les publications de la propagande, mais un passage obligé pour la parution de tout ouvrage scientifique, quelque soit son objet d'intérêts.[612]

La combinaision entre les pratiques qui instaurent la suprématie symbolique du leader, « le communisme dynastique » et la rotation des cadres conduit à ce que Jeremy T. Paltiel

---

dans la foule ; l'épisode a fait l'objet d'une étude de B. T. Râpeanu, *1 Mai 1939 : de la realitate la fals* [Le 1 Mai 1939 : de la réalité à la falsification], in *Magazin istoric* [Magazin historique], nouvelle série, an XXIV, no. 11, novembre 1990, pp. 24-25 et 61 ; son histoire est également reprise par Thomas Kunze, *op. cit.*, p. 51. La photo falsifiée a été publiée pour la première fois en 1981 dans une « Histoire illustrée de la Roumanie », pour être largement reprise au cours des années 1980 tant dans les manuels scolaires que dans la presse, surtout à l'occasion des célébrations annuelles du 1 Mai.

610 A comparer l'évolution de ce type de discours dans les deux manuels d'histoire cités ci-dessus : en 1977, les décisions du IX^{ème} Congrès sont encore mentionnées et détaillées tandis que l'élection de Ceauşescu fait l'objet d'une seule mention sans connotation laudative ; par contre, en 1983 le rapport de forces semble complètement inversé, puisque la première phrase introduisant l'événement est formulée de cette manière : « Dans l'orientation de l'effort de notre peuple [vers la consolidation du socialisme], le IX^{ème} Congrès du parti au cours duquel le camarade Nicolae Ceauşescu fût élu à la tête du parti, moment crucial pour la vie de notre parti et de notre peuple, qui a marqué le début d'une nouvelle étape dans la construction de la société socialiste en Roumanie » (cf. *Probleme fundamentale…op.cit.*, 1983, p.164 ; voir aussi, pour la comparaison, *Probleme fundamentale…op.cit.*, 1977, pp. 263-267).

611 Cf. Olimpiu Matichescu, *op. cit.*, p. 76. L'épisode est d'ailleurs expédié en quelques lignes, comme d'autres sujets importants pour l'histoire du parti, mais sans rapport avec la biographie de Nicolae Ceauşescu.

612 L'historien Ioan Scurtu, in Ana Maria Cătănuş, *op. cit.*, p. 112, raconte par exemple la manière dont il a été obligé par la Section de propagande du Comité central d'introduire une citation d'Elena Ceauşescu dans un ouvrage ayant comme sujet l'histoire de la monarchie en Roumanie. Dans la version présentée à la Section de propagande, plusieurs citations de Nicolae Ceauşescu se trouvaient déjà intégrées dans le corpus du volume afin de démonter les éventuelles suspicions du censeur.

décrit comme « un renversement des pôles d'autorité »[613] : l'autorité et la cohésion du parti sont graduellement évacuées par l'image de son leader comme source unique de l'autorité cohérente. Ainsi, comme l'observe Paltiel, il existe une correspondance directe entre la construction du culte et l'atomisation progressive du parti.[614] A la fin de ce processus, ce n'est plus le leader qui gouverne au nom du parti, mais le parti qui devient un instrument de pouvoir à l'usage de son leader.

La véracité de cette affirmation est pleinement corroborée au troisième niveau de notre analyse avec l'insertion directe du leader-idole[615] dans le panthéon mythologique national. Le début spectaculaire de cette opération est représenté par le discours de Ceauşescu devant les bucarestois à l'occasion de l'invasion soviétique en Tchécoslovaquie, le 21 août 1968.[616] La position du PCR dans la question du régime réformiste de Dubcek est toujours discutée dans l'historiographie roumaine postcommuniste qui essaie surtout d'expliquer pourquoi un régime si peu disposé à mener une réforme du système socialiste a adopté une position favorable dans ses relations politiques avec le régime tchécoslovaque.[617] Nous n'allons pas insister dans la présente démarche sur les considérations concernant ce sujet, nous contentant seulement de remarquer que l'idée d'une légitimité des voies nationales dans la construction du socialisme a représenté, dans ce cas tout autant comme dans la plupart de la politique étrangère du régime Ceauşescu, le pilon fort de l'argumentaire roumain, sans rapport direct avec l'orientation plus ou moins réformiste des régimes communistes en question.[618] On se concentre ici sur la position de Nicolae Ceauşescu dans cette configuration.

---

613 Jeremy T. Paltiel, *op. cit.*, p. 63.

614 *Ibidem*, p. 63: « Le paradoxe du culte – et la raison pour laquelle les leaders mènent à bonne fin leurs plans – c'est que le parti doit être attaqué pour pouvoir continuer son œuvre. Le parti est attaqué pour être sauvé. » (La traduction de l'anglais nous appartient ; version originale : « The paradox of the cult of personnality – and the reason why the leaders are successful in carrying out their plans – is that the party must be attacked in order to continue the work of the party. The party is attacked in order to save it. »).

615 Dans le processus de construction du culte, la création d'une image d'idole pour Nicolae Ceauşescu ne suppose pas, ainsi que l'observe Mary Ellen Fisher, *Nicolae Ceauşescu … op. cit.*, p. 165, un succès, mais plutôt un échec de son charisme : « Ceauşescu n'est pas devenu pour la plupart des Roumains un chef authentique, doué d'un charisme génuine, un exemple à suivre. En échange, il est devenu une idole. » (la traduction de l'anglais nous appartient ; la version originale : « Ceauşescu did not become for most Romanians an authentic leader with genuine charisma, an example it be followed. Instead, he became an idol. »).

616 Le texte du discours est entièrement reproduit in Nicolae Ceauşescu, *România pe drumul desăvârşirii … op. cit.*, tome 3, pp. 415-418.

617 Voir en ce sens la contribution de Mihai Retegan, *In the Shadow of the Prague Spring: Romanian Foreign Policy and the Crisis in Czechoslovakia*, Jassy, Oxford, Portland: Center for the Romanian Studies, 2000.

618 Voir, parmi les témoignages dédiés au contexte politique de l'août 1968, celui du journaliste Marian Stefan, rédacteur de la revue roumaine *Magazin istoric*, qui explique que la réticence des dirigeants roumains à l'égard de l'orientation réformiste du gouvernement tchécoslovaque à été observable tout au long de l'année 1968, malgré les déclarations publiques de soutien au réformisme de Dubcek ; cf. Dan

Dans l'après-midi du 21 août 1968, après que le Comité Politique exécutif ait décidé de protester contre l'invasion de la Tchécoslovaquie par les alliés du Pacte de Varsovie, on organise à Bucarest une assemblée populaire avec la participation de quelques milliers de personnes. Dans l'histoire du régime communiste roumain, il s'agit de la seule assemblée populaire organisée par la direction du parti à laquelle les citoyens ne participent pas par obligation mais par conviction. Devant une foule enthousiaste, animée par de forts sentiments antisoviétiques, Ceauşescu tient son plus fameux discours politique.[619] Sa spécificité est avancée dès son annonce pour le moins inhabituel dans la pratique du discours politique communiste. Ceauşescu éveille le sentiment national des manifestants en les appelant à l'aide d'une formule archaïque qui jusqu'alors semblait définitivement jetée aux oubliettes de la langue de bois : « chère camarades, *citoyens du Pays Roumain* ». Cette formule qui transcende la question de l'adhésion à la politique du parti communiste abolit de cette manière – au moins pour un court mais significatif instant – la ligne de fracture qui, déjà depuis vingt ans, traverse la société roumaine. Le porte-parole – et depuis ce moment, l'incarnation – de cette formule inédite de solidarité d'intérêts entre le PCR et les Roumains est Nicolae Ceauşescu. C'est lui qui annonce la décision du Comité central de s'opposer formellement à l'intervention en Tchécoslovaquie, au nom du droit de chaque partie communiste, mais aussi de chaque peuple de choisir librement sa voie dans la construction du socialisme. Et il lance également l'idée que la Roumanie est en danger d'être occupée par les troupes du Pacte de Varsovie et demande aux Roumains de montrer leur solidarité avec le PCR dans la défense armée de la patrie.[620] Ce thème de la solidarité au nom de la patrie menacée par un ennemi extérieur – l'un des plus anciens et redoutés, la Russie soviétique – n'est que trop familier aux Roumains. L'effet de surprise provient de son intégration dans le discours d'un parti communiste dont l'image dans la société roumaine était jusqu'alors celle d'un organisme

---

Cătănuş, eds, *România şi primăvara de la Praga* [La Roumanie et le Printemps de Prague], Bucarest, Institutul Naţional pentru Studiul Totalitarismului, 2005, p. 83.

619 Ce discours est connu dans historiographie roumaine comme la première « scène du balcon », parce que l'événement a eu lieu dans le même balcon du bâtiment du Comité central d'où Ceauşescu a prononcé son dernier discours, en décembre 1989. On estime qu'au milieu de la crise politique de 1989, il a essayé de rééditer le succès personnel de 1968 en jouant de son charisme présupposée ; cf. Adrian Cioroianu, *Pe umerii lui Marx… op.cit.*, p. 410

620 Au nom du Comité central, Ceauşescu assure les Roumains de la fidélité des communistes pour la patrie et, au nom de cette fidélité, demande la formation de Gardes Patriotiques avec la participation de tous les citoyens roumains : « Regardez-nous : nous sommes ici tout le Comité central, tout le Conseil d'Etat, le Gouvernement. Nous sommes tous décidés de servir avec loyauté le peuple dans la construction du socialisme, dans la défense des conquêtes révolutionnaires, de son indépendance. (Applaudissements, ovations) Nous sommes ici des communistes et des antifascistes qui avons affronté la prison et la morte mais nous n'avons jamais trahi les intérêts de la classe ouvrière, de notre peuple. Ayez la certitude, camarades, ayez la certitude, citoyens de la Roumanie, que nous ne trahirons jamais notre patrie, nous ne trahirons jamais les intérêts de notre peuple. (Applaudissements, acclamations, ovations) » (cf. Nicolae Ceauşescu, *op. cit.*, tome 3, p. 417 ; la traduction du roumain nous appartient)

entièrement étranger à elle-même. Par sa nouvelle attitude, ce parti partage « subitement », d'une manière inconcevable jusqu'alors, une communauté d'intérêts avec les Roumains, se dressant contre son protecteur de jadis, celui qui l'a installé à la tête d'une communauté vaincue et hostile. Nous sommes devant un bouleversement radical de perspective – et de perceptions – dont la seule incarnation visible est représentée par la personne de Ceauşescu. Même si les décisions concernant la réaction du PCR devant l'invasion de Prague ont été prises avec l'accord unanime de la direction du Parti, Ceauşescu est le seul bénéficiaire de ce moment unique de solidarité entre le Parti et la Nation. Il se trouve au premier plan de la scène publique, prêt à devenir Héros et Idole.[621] Il apparaît comme l'intermédiaire de la relation Parti-Nation ou, selon la formule d'Adrian Cioroianu, « avec l'accord de ses subordonnés, Ceauşescu arrive à représenter la Roumanie, de se substituer à celle-ci ».[622] Cette posture de 1968 l'investit d'un charisme fortuit[623] qu'il apprend à exploiter au profit du culte de sa personnalité.

Depuis « la scène du balcon », des modifications profondes se produisent dans le paysage politique de la Roumanie communiste et surtout dans le rapport de force PCR - Ceauşescu.[624] Dans ce processus qui commence le 21 août 1968, la royauté symbolique – qui, à l'avis de Mary Ellen Fisher, fait l'originalité du culte du leader roumain – annoncée par la décision du Xème Congrès concernant la futur élection du secrétaire général par la totalité des membres du parti et non seulement par le Comité central[625], pleinement consacrée en 1974 par le cérémonial d'élection de Ceauşescu dans la fonction de Président de la République – s'inscrit comme un élément de cohérence.

L'évolution du culte dans les années 1980 ne fait qu'apporter des arguments supplémentaires à notre démonstration. Ces arguments proviennent de la façon dont on réécrit l'histoire nationale de la Roumanie dans une synthèse où la place du parti communiste est graduellement évacuée pour être occupée par son leader. Si, dans la synthèse du communisme nationaliste roumain, l'histoire officielle du PCR est presque complètement vidée de ses personnages à l'exception de Ceauşescu, l'histoire de la Nation est, pour une raison facile à comprendre, peuplée par une multitude de personnages très visibles et

621 Adrian Cioroianu, *op. cit.*, p. 411.

622 *Ibidem.*

623 La formule appartient à Daniel C. Nelson, *op. cit.*, p. 77.

624 La situation est bien formulée par Adrian Cioroianu: « La période d'après 1968 et surtout au début des années 1970, trouve la Roumanie dans une situation paradoxale et (…) unique en Europe de l'Est (…) Suite à la bravade réellement courageuse de son Conducator en août 1968, la Roumanie devient très vite un pays communiste qui, aussi bizarre que ça puisse paraître, n'a plus de parti communiste et, deuxièmement, le pays où, ni dans ses structures de pouvoir, ni au niveau de la société, l'opposition n'arrive à se coaguler » (Adrian Cioroianu, *op. cit.*, pp. 411-412 ; la traduction du roumain nous appartient).

625 M. E. Fischer, *op. cit.*, pp. 153-159.

fortement idéalisés.[626] Dans les rites politiques[627] qu'accompagnent le culte, ces personnages – souvent incarnés par des acteurs professionnels, dans la représentation dramatique d'un « gouvernement virtuel » [628] d'une Roumanie éternelle, dont l'apothéose est représentée par « l'époque Ceauşescu » – sont appelés à témoigner de la légitimité du Conducator.[629] Au milieu de cette histoire nationale peuplée par des héros qui doivent exclusivement leur gloire à leurs qualités personnelles exceptionnelles, Ceauşescu n'a plus besoin du paravent représenté par Parti. C'est à ce moment que son apothéose est totale et que le PCR est complètement évacué du pacte Parti-Nation proposé par la synthèse idéologique du communisme nationaliste.

Jusqu'au bout de ce jeu, le culte tente de se subordonner la relation Parti-Nation en confisquant le rôle du premier dans cette relation bipolaire. A l'origine, le culte de Ceauşescu se trouve dans un rapport de cohérence avec la stratégie de légitimation du PCR par la récupération du nationalisme, ce qui lui facilite l'installation dans la pratique courante de l'acte de pouvoir. L'incongruité intervient là où, une fois évacué le Parti, le culte du Leader entame une évolution sournoise qui menace de confisquer également la Nation (via l'appropriation/réinterprétation/destruction de ses symboles et de ses lieux de mémoire) et finit par compromettre tant les moyens d'accomplir cette relation que son contenu idéologique.

---

626 Adrian Cioroianu, *Ce Ceauşescu qui hante les Roumains… op.cit.*, p 96. Le même auteur, passe en revue de huit personnages, du roi dace Bourébistas au maréchal Ion Antonescu, dont les biographies mythifiées sont subsumées au culte de Ceauşescu en tant que « modèles d'autorité » ; cf *ibidem,* pp. 66-70.

627 Nous utilisons ce concept dans le sens défini par David I. Kertzer : « comportement symbolique, répétitif et standardisé du point de vue social ». cf. David I. Kertzer, *Ritual, Politics and Power***,** Yale University Press, 1988 ; l'édition roumaine : David I. Kertzer, *Ritual, politica si putere*, Bucarest, Editions Univers, 2002, p. 22 ; la traduction du roumain nous appartient.

628 Adrian Cioroianu, *op. cit.*, p. 98.

629 Ce terme, « Conducător » (le Dirigeant), que l'appareil de la propagande communiste reprend, dès la moitié des années 1970, pour designer Nicolae Ceauşescu, a été lui aussi consacré dans le discours politique roumain par Ion Antonescu ; cf. Adrian Cioroianu, *Pe umerii lui Marx… op.cit.*, p. 417 (voir note 609). L'autre terme, « Cârmaciul », quasi-synonyme, employé lui aussi pour désigner le même personnage, Ceauşescu, et que Cioroianu suppose représenter la traduction d'une terminologie asiatique est plus archaïque dans la langue roumaine (son premier sens étant celui de « timonier ») ; moins utilisé que « Conducător », sa connotation est plutôt littéraire et ne dépasse jamais la panoplie métaphorique du culte pour signifier une réalité politique liée au contenu du pouvoir.

II.3. Au-delà de l'idéologie – thèmes et stratégies de production du discours nationaliste implicite

" - Qu'est-ce que la guerre?
- La guerre est une lutte entre les Roumains et les Turques
et ce sont les Roumains qui gagnent toujours parce qu'ils ont des ancêtres plus nombreux."

(7 ans)[630]

Avant d'analyser le contenu du discours implicite de légitimation employé par le régime Ceauşescu, nous considérons nécessaire de formuler une définition de ce type de discours et de préciser les fonctions qu'il remplit à l'intérieur de la stratégie globale de légitimation utilisée par le communisme nationaliste roumain. Comme l'observe Maria Markus[631], le recours à la stratégie de légitimation implicite est destiné à combler la distance entre l'aspiration au contrôle totale de la société – spécifique aux régimes communistes, mais qui n'arrive pas à dépasser le stade du desiderata politique – et l'existence réelle des stratégies de construction identitaire qui fonctionnent de manière individuelle chez les citoyens vivant à l'intérieur d'une société communiste.[632] Ce que nous appellerons en ce qui suit « discours implicite » est l'expression publique de la stratégie de légitimation implicite employée par le régime Ceauşescu. Une fonction importante de ce type de discours est liée à la nécessité de préserver les apparences du monopole idéologique pour le parti communiste au pouvoir. Dans la partie de notre démarche destinée à l'analyse du concept de « nation socialiste », nous avons eu l'occasion de remarquer les tensions inhérentes au rapport marxisme-nationalisme. Même si ces tensions sont bien réelles et leurs effets implicites ont une influence certaine sur

630 Daniela Alexandru, Irina Nicolau, Ciprian Voicilă, *op. cit.*, p. 36-37.

631 Cf. Maria Markus, *op. cit.*, pp. 88-89.

632 Pour le cas du communisme roumain, une étude pionnière sur les stratégies de construction identitaire appartient à Dan Lungu, *Construcţia identităţii într-o societate totalitară. O cercetare sociologică asupra scriitorilor* [Construction de l'identité dans une société totalitaire. Une recherché sociologique sur les écrivains], Jassy, Editions Junimea, 2003 ; voir surtout pp. 137-266, où l'auteur montre comment les acteurs sociaux arrivent à se construire, même à l'intérieur d'un régime politique ayant des prétentions totalitaires, des identités dynamiques qui s'échappent au modèle politiquement accrédité.

le profil idéologique du régime Ceauşescu, leur existence n'est jamais avouée dans son discours explicite de légitimation. Par conséquent, c'est le rôle du discours implicite – et des acteurs engagés dans sa production – de régler de manière tacite la balance entre le dit et le non-dit, entre la substance marxiste-léniniste de l'idéologie et les fondements nationalistes de sa stratégie de légitimation.

Le discours implicite prend pour cible les attentes des dominés vis-à-vis du communisme nationaliste mais que celui-ci ne peut pas ouvertement affirmer en vertu de ses délimitations idéologiques. De cette particularité découle le principal risque encouru par le pouvoir politique qui utilise ce type de discours : du fait de ne pouvoir pas assumer de manière ouverte le contenu du discours implicite, il se voit obligé de déléguer les compétences liées à sa production à des acteurs tiers qui gagnent ainsi une autonomie parfois difficilement contrôlable. Dans le cas spécifique du régime Ceauşescu, la production du discours implicite de légitimation représente le premier domaine qui s'échappe au monopole idéologique du Parti. Comme nous aurons l'occasion de le constater dans l'analyse du scandale d'antisémitisme déclenché par la rédaction de « Săptămâna », l'autonomie de ce type de discours ne joue pas toujours en faveur du pouvoir politique.

Le développement du discours implicite est lié aux effets de la dichotomie « eux »/« nous », qui pèse sur les fondements du pacte social à l'intérieur des sociétés communistes. Une étude de Katherine Verdery sur la reconfiguration des légitimités politiques dans les pays ex-communistes met en exergue le poids de cette dichotomie dans la construction des identités tant individuelles que collectives au sein des sociétés respectives.[633] Verdery observe la formation d'une personnalité duale de l' « homme socialiste », lui permettant de fonctionner dans l'espace contrôlé des valeurs officielles tout en gardant son propre système de valeurs et en l'appliquant à sa sphère sociale privée. Il serait sans doute difficile d'affirmer que le PCR a une conscience explicite d'une telle césure à l'intérieur de la société roumaine. Mais il semble clair que, dans la configuration de sa stratégie de légitimation après 1965, il subsiste au moins une intuition de cette réalité. Il est également vrai qu'une partie de la nomenklatura roumanisée du Parti et d'autres acteurs individuels impliqués dans la production du discours nationaliste – surtout au niveau des groupes d'attitude – pratiquent la même forme de « schizophrénie sociale »[634] tout en étant eux-mêmes le produit de la culture politique pré-communiste. Cette dernière sert de référentiel pour le système privé de valeurs, qui affronte de manière informelle celui officiellement affirmé par

633 Katherine Verdery, « Nationalism and National Sentiment in Post-Socialist Romania », in, *Slavic Review*, vol. 52, no. 2, été 1993, surtout pp. 193-194.

634 *Ibidem*, p. 193.

le pouvoir politique. Les thèmes récurrents du discours implicite produit à l'intérieur du régime Ceauşescu montrent, par conséquent, une de ses fonctions primordiales : celle de combler la distance entre le système officiel de valeurs, ouvertement assumées par la démarche idéologique du régime, et le système informel de valeur qui non seulement subsiste, mais continue de fonctionner dans la sphère privée de ses citoyens comme partie structurante de leurs constructions identitaires individuelles. Ce n'est donc pas par hasard que le référentiel culturel du discours implicite rend compte avant tout de la manière dont on opère la récupération de la tradition nationaliste pré-communiste et des fonctions que le pouvoir communiste assigne à cette tradition dans un nouveau contexte politique et socioculturel. Mais il rend également compte de la mesure dans laquelle cette tradition – ainsi que la culture politique qui la sous-tend – subsiste à l'intérieur d'une société que le PCR aspire à contrôler et garde ses vertus concurrentielles par rapport à la culture politique officielle. Sur ce point, on peut déjà identifier un deuxième paradoxe du communisme nationaliste roumain qui découle de son paradoxe originaire : l'impossibilité de trouver un équilibre réel à l'intérieur du binôme idéologie marxiste - idéologie nationaliste. Comme effet indirect de cette impossibilité, le discours implicite est exposé à des clivages plus nombreux et difficilement contrôlables entre, d'une part, le sens que le pouvoir veut lui assigner et celui que les producteurs proprement dits de ce type de discours entendent lui donner mais aussi, d'autre part, entre la fonction immédiate qui lui est attribué par le même pouvoir et son écho à long terme dans la société roumaine.

Tentons d'analyser les résultats de l'interaction entre les buts que le régime politique essaye d'atteindre à travers le recours au discours implicite, les moyens qu'il utilise à ce propos et la manière dont le message ainsi élaboré est perçu tant par ses auteurs/diffuseurs que par ses destinataires.

II.3.a. Recomposer la Nation – les pièges du passé récent

« La 'révolution culturelle' roumaine montre clairement qu'une variante quelconque du marxisme soviétique est inapte à assurer une dictature riche en éléments staliniens : pour cela, on a besoins d'une idéologie nouvelle (ou ancienne, mais non-marxiste). »[635]

C'est de cette vérité « brutale », exprimée en 1989 par un philosophe hongrois originaire de Transylvanie, que le discours implicite du régime Ceauşescu tire sa principale

635 Gaspar-Miklos Tamàs, *Les idoles de la tribu. L'essence morale du sentiment national*, Paris, Editions Arcantere, 1991, p. 135.

raison d'être. Les voies par lesquelles il arrive à toucher à ses fins ne sont pas exclusivement le résultat d'un choix volontairement opéré par l'acteur politique directement intéressé, le Parti Communiste Roumain, mais elles représentent un résultat prévisible entre les intérêts plus ou moins conscients de celui-ci, les angoisses ou frustrations de la société globale et la persistance dans le tissu culturel de la Roumanie communiste d'une culture politique nationale – et nationaliste – exerçant une attraction durable sur la quasi-totalité des acteurs impliqués dans le jeu de pouvoir à l'intérieur du régime Ceauşescu.[636]

En tant que participant à l'élaboration du discours nationaliste du régime Ceauşescu, l'historien Florin Constantiniu estime, dans ses mémoires récemment publiés à Bucarest[637], que la seule angoisse des communistes roumains – et particulièrement celle de Nicolae Ceauşescu – a été incarnée par la peur du « Grand Frère » soviétique. Ainsi formulée, l'observation est sans doute correcte mais néanmoins incomplète parce que, une fois de plus, elle ne prend en considération qu'une perspective unilatérale. Le contenu du discours implicite, directement liée à l'héritage culturel et politique de l'extrême droite roumaine de l'entre-deux-guerres[638], nous révèle la complexité du tableau : le communisme nationaliste de Ceauşescu aboutit à une synthèse idéologique qui allie une composante dogmatique marxiste-léniniste – en fait, plutôt léniniste que marxiste, étant donnée son obsession pour le monopole du PCR sur la quasi-totalité des domaines de la vie sociale – avec la culture nationaliste roumaine qui précède le communisme et dont les dilemmes, les polémiques et les angoisses identitaires influencent, de manière le plus souvent indirecte mais non pas moins efficace,

---

636 Katherine Verdery, *National Ideology under Socialism …op. cit.*, p. 201, identifie d'une manière analogue les déterminants des attitudes nationalistes dans la Roumanie postcommuniste: " Leur déterminants reposent également sur la situation historique et structurelle des groupes dans l'espace politique, sur le calcul des avantages et sur la rhétorique employée pour les promouvoir, sur la construction sociale de l' « être » et de l' « individu » et sur les représentations par les gens des circonstances de leur vie, dans lesquelles l'image d'autres groupes sociaux servent comme symboles primaires. » (la traduction de l'anglais nous appartient ; la variante originale : « Their determinants lie equaly in the historical and structural situation of groups in the polity, in calculations of advantage and the rhetorics that promote them, in social construction of 'self' and 'person' and in people's representation of their life circumstances in which images of other social groups serve as primary symbols. »).

637 Cf Florin Constantiniu, *op. cit.*, p. 338: « S'il y avait quelque chose qui faisait peur à Ceauşescu, la seule force qu'il pensait capable de le détrôner était l'URSS. Elle l'avait fait avec tant de leaders des pays « fraternels » ; pourquoi pas avec lui ? Au fond, la première impulsion pour la politique de distanciation de Moscou promue par son prédécesseur, Gheorghiu-Dej, avait été la peur que « le Grand Frère » aurait pu le limoger. » (La traduction du roumain nous appartient).

638 Les influences idéologiques de l'extrême droite pré-communiste sur la construction du nationalisme communiste dans le régime Ceauşescu ont été mises en exergue par la plupart des chercheurs qui ont étudié ce phénomène ; voir, parmi les contributions les plus relevantes, Michael Shafir, *The Men of the Archangel Revisited … op.cit.*, pp. 223-243, Cheng Chen, « The Roots of Illiberal Nationalism in Romania : A Historical Institutionalist Analysis of the Lenaninist Legacy », in *East European Politics and Societies*, vol. 17, no. 2, 2003, pp. 166-201, Katherine Verdery, *Nationalism and National Sentiment …op.cit.*, pp. 179-203, Vladimir Tismăneanu et Dan Pavel, « Romania's Mystical Revolutionaries : The Generation of Angst and Adventure Revisited », in *East European Politics and Societies*, vol. 8, no. 3, Fall 1994, pp. 402-438, Umut Korkut, *op.cit.*

tous les acteurs impliqués dans l'élaboration de son discours de légitimation. Sans être forcément volontairement recherchée par ses meneurs, ce type de synthèse fonde sa résistance à l'épreuve du temps et des paradoxes apparemment irréconciliables justement sur l'antisoviétisme. Un antisoviétisme différemment compris, comme anticommunisme intransigeant par la droite roumaine de l'entre-deux-guerres, respectivement comme manière de survie politique par les dirigeants du Parti Communiste Roumaine, mais qui traduit en essence une même façon de réagir devant la menace représentée par une grand entité politique et culturelle, la Russie soviétique, pour une représentation commune de l'identité roumaine. Dans ces conditions, le fait que le régime Ceauşescu manifeste la tendance constante à récupérer de manière voilée les idées, les préoccupations, les polémiques et même certains représentants de la génération culturelle qui a construit le nationalisme roumain dans l'entre-deux-guerres, devient explicable.

La récupération de la droite de l'entre-deux-guerres commence comme l'expression d'une volonté politique limitée et ayant une direction précise : l'ambition du régime communiste de gagner la confiance de l'émigration roumaine. Le début de cette pratique date de l'époque de Gheorghiu-Dej, mais sa consécration à grande échelle intervient dans les premières années du régime Ceauşescu. L'instrument préféré de ce type de propagande est au début le journal « Glasul Patriei » (« La Voix de la Patrie »), publié dès décembre 1955 par un Comité Roumain pour le Rapatriement siégeant à Berlin et supporté par le régime communiste de Bucarest.[639] En 1962, Nichifor Crainic, ancien directeur de la revue « Gândirea » (« La Pensée ») et l'un des journalistes les plus réputés de la droite orthodoxe de

639 Cf. Florin Manolescu, *Enciclopedia exilului literar românesc. 1945-1989* [L'Encyclopèdie de l'exil littéraire roumain. 1945-1989], Bucarest, Editions Compania, 2003, pp. 349-356. Manolescu remarque que le modèle soviétique qui a inspiré ce type de publication, le journal *Golos rodinî*, paru quelque mois plus tôt, en avril 1955. Dès juillet 1965, le Comité Roumain pour le Rapatriement fonctionne à Bucarest et continue de sortir le même journal. *Glasul Patriei* [La Voix de la Patrie] devient, dès septembre 1972, *Tribuna României* [La Tribune de la Roumanie], édité toujours à Bucarest par l'Association « România » (voir *ibidem*, pp. 664-670). L'émigration roumaine est restée très méfiante à l'égard des deux publications et des intentions du PCR de « récupérer » les anciens détenus politique, surtout les intellectuels, pour l'usage de la propagande roumaine à l'étranger ; voir en ce sens l'éditorial à la une du journal *La Nation Roumaine*, no. 153, janvier 1956 : « Le fait de faire publier dans les journaux des textes prétendument signés par des personnes qui sont pratiquement des otages et qui n'ont aucune possibilité de les démentir, constitue de la part du gouvernement de Bucarest un acte de lâcheté odieuse. Ces hommes qu'il a fait tant souffrir, il veut maintenant les frapper dans leur honneur. Le devoir, pour nous, est de ne pas en être dupe. » (Apud *ibidem*, p. 353). En fait, comme on a pu le constater dans les années 1960-1970, ces personnages, pour la plupart des intellectuels condamnés à des longues peines de prison pour leurs convictions de droite, ont accepté ce type de compromis, le seul qui leur permettait de sortir vivants des prisons communistes et de survivre à l'intérieur du pays. Il est aussi important de préciser que dans la rédaction de *Glasul Patriei* [La Voix de la Patrie] se retrouvent un nombre de personnages qui constitueront ultérieurement le groupe de *Săptămâna* ; à part Eugen Barbu, il s'agit notamment de Paul Anghel (devenu en 1972 rédacteur-en-chef de *Tribuna României* [La Tribune de Roumanie]) et Dan Zamfirescu.

l'entre-deux-guerres, devient collaborateur du journal[640] ; en avril 1965, le philosophe Constantin Noica, l'un des symboles intellectuels de « la génération de 1927 »[641], publie son premier article dans « Glasul Patriei »[642] pour y rester, dans les années 1960-1970 parmi les collaborateurs constants.[643] En 1968, un des premiers articles élogieux dédiés à l'œuvre de Mircea Eliade est également publié dans « Glasul Patriei » par Zoe Dumitrescu-Buşulenga, l'une des intellectuels bénéficiant de la confiance du pouvoir communiste roumain.[644]

La nouvelle attitude à l'égard des quelques survivants de la droite de l'entre-deux-guerres – qui, surtout dans les années 1970, commence à concerner aussi une partie de leurs oeuvres – s'inscrit dans un changement plus général d'orientation politique du régime communiste envers l'émigration roumaine. Il prend place au début des années 1960 et est consacré par une décision du Présidium Permanent du Comité central du PCR, datant de 28 février 1967.[645] La Securitate a un rôle important à jouer dans cette opération. C'est par son intermédiaire qu'on mène l'action de persuasion des ex-détenus politiques de coopérer à la propagande nationaliste du régime communiste (notamment dans le but d'envoyer un message d'ouverture vers leurs congénères exilés à l'étranger) et celle d'attirer le soutien direct de

640 Voir Nichifor Crainic, « Am redeschis ochii în lumina libertăţii » [J'ai rouvris les yeux dans la lumière de la liberté], in *Glasul Patriei* [La Voix de la Patrie], no. 14, 10 mai 1962, p. 2.

641 Nommée ainsi suite à une série d'articles de Mircea Eliade, publiés au cours de l'année 1927 dans le journal *Cuvântul* [La Parole] et qui essayaient d'établir les priorités culturelles de la nouvelle génération d'intellectuels roumains, ceux qu'Eliade considérait les enfants de la Grande Union de 1918 et « la première génération intellectuelle sans mission » dans l'histoire de la Roumanie ; voir, pour les textes intégrales, Mircea Eliade, « Itinerariu spiritual » [Itinéraire spirituel], in Iordan Chimet, *Dreptul la memorie* [Le droit à la mémoire], tome IV, Cluj, Editions Dacia, 1993, pp. 458-499. Voir aussi les échos polémiques de cette série d'articles, *ibidem*, pp. 500-549.

642 Constantin Noica, « Rândurile cuiva care n-a avut dreptate » [Les lignes de quelqu'un qui a eu tort], in *Glasul Patriei* [La Voix de la Patrie], no. 13, 20 avril 1965.

643 Il est à noter également la présence dans *Glasul Patriei* [La Voix de la Patrie] du poète Radu Gyr, ancien commandant du Mouvement Légionnaire qui a purgé pas moins de 16 ans de prison sous le régime communiste. La présence de Gyr dans le journal du Comité Roumain pour le Rapatriement commence au numéro 29 (355), du 1er octobre 1965 et continue, dans *Tribuna României*, jusqu'à sa mort, en 1975. Après 1989, la mémoire de Radu Gyr est récupérée par les mouvements néo-légionnaires ; voir en ce sens le site www.radugyr.ro, dédié au poète et administré par le mouvement Noua Dreaptă [La Nouvelle Droite], voir aussi le site de Noua Dreaptă, www.nouadreapta.org

644 Zoe Dumitrescu-Buşulenga, « Mircea Eliade, filozof al miturilor » [Mircea Eliade, le philosophe des mythes], in *Glasul Patriei* [La Voix de la Patrie], an XIII, no. 7 (442), 13 avril 1968. Pour la récupération de Mircea Eliade par le régime Ceauşescu, voir Florin Ţurcanu, *Mircea Eliade et la renationalisation de la mémoire collective* … *op.cit.*, pp. 46-63. Voir aussi, Idem, *Mircea Eliade* … *op.cit.*, p. 469.

645 Cf. Dumitru Dobre et Dan Taloş, *op. cit.*, pp. 134-135. Au cours de la même séance du Présidium Permanent, on décide de la constitution d'une Commission permanente pour la coordination de l'action parmi les émigrés roumains. De cette commission faisaient parti Paul Niculescu-Mizil, en tant que secrétaire du Comité central, les chefs des sections de propagande, d'agitation, des relations extérieures, de la presse et des éditions du Comité central du PCR, le ministre des Affaires Etrangères, le Ministres de l'Intérieur et le président du Comité d'Etat pour la Culture et pour les Arts ; cf. *ibidem*, p. 135. Une deuxième vague dans l'activité de propagande communiste parmi les émigrés roumains se produit en 1972 ; voir *România comunistă, emigraţia românească şi deciziile anului 1972* [La Roumanie communiste, l'émigration roumaine et les décisions de l'année 1972], in *Arhiva Istorică a României* [L'Archive historique de Roumanie], nouvelle série, vol. I, no 2, 2004, pp. 268-300.

l'émigration roumaine pour le même effort de propagande. Tandis qu'en Roumanie, les agents de la Securitate continuent de surveiller et traiter avec méfiance les citoyens entretenant des relations personnelles avec les cercles de l'émigration[646], un réseau d'agents d'influence lié à la même institution se met en fonction à l'étranger dans le but d'établir des contacts avec des personnalités appartenant à l'émigration roumaine, suivant un plan et des listes établis d'avance.[647] L'utilisation de ces agents se montre particulièrement importante pour l'effet ultime, sans doute non-anticipé par les initiateurs politiques, de l'action. Comme nous essayerons de le démontrer ci-dessous, c'est surtout par cette filière que les ouvrages – et implicitement les idées – de la droite roumaine de l'entre-deux-guerres recommencent à circuler dans des cercles de plus en plus élargis de l'intellectualité à l'intérieur du pays.

Nous avons déjà eu l'occasion d'introduire dans cette discussion le nom de Iosif Constantin Drăgan, un ancien membre du Mouvement Légionnaire, émigré en Italie, devenu prospère homme d'affaires et, dès la fin de années 1960, un soutien du régime communiste roumain et maître spirituel du cercle de « Săptămâna ». Un cas quasi-similaire, même si beaucoup moins notoire, est celui de George Uscătescu, écrivain roumain émigré en Espagne, titulaire d'un double doctorat, en philologie et en droit (obtenus à Rome en 1941 et en 1943) et membre actif du Mouvement Légionnaire en exil.[648] Les ouvrages scientifiques d'Uscătescu sont publiés dans la Roumanie de Ceauşescu et même les idéologues du PCR, tels que Mihnea Gheorghiu, signe dans les revues de Bucarest des articles élogieux sur sa personnalité.[649]

A un autre niveau et avec une mise beaucoup plus importante pour la légitimation culturelle du régime Ceauşescu, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, se déroule l'effort de récupérer la personnalité de Mircea Eliade. Florin Ţurcanu remarque la transformation, à l'intérieur de la Roumanie communiste, du personnage Mircea Eliade – et de son œuvre – en « lieu de mémoire 'contrôlé' et instrumentalisé ».[650] Nous estimons que cette observation est également valable pour la totalité de l'action politique visant la récupération des personnalités et des ouvrages clefs de la droite nationaliste. La façon dont le régime de Bucarest entende de mener la récupération d'Eliade rend compte des paradoxes qui subsistent dans la politique

---

646 Par exemple, dans le dossier personnel du critique littéraire Ovidiu Cotruş, un document de 1974 le signale comme ayant des "liaisons avec des légionnaires notoires", parmi lesquels on compte toujours Mircea Eliade, même si l'opération de récupération de celui-ci se trouve, dans les années 1970, en plein développement ; cf. *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, p. 467

647 Une telle liste de personnalités dont le prestige pourrait influencer de manière positive tant l'opinion de la masse des autres émigrés roumains que l'opinion de leurs pays d'adoption est présentée par Dumitru Dobre et Dan Taloş, *op. cit.*, .pp. 286-305 et date de 1972.

648 Voir la biographie d'Uscăţescu chez Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 694-698

649 Voir Mihnea Gheorghiu, « Un spirit european » [Un esprit européen], in *România literară* [La Roumanie littéraire], 25 mai 1984, p. 19.

650 Florin Ţurcanu, *op.cit.*, p. 52.

officielle du PCR à l'égard de la droite nationaliste. Elle rend également compte des contradictions du travail de récupération officielle ayant pour objet la droite roumaine.

La logique mise en œuvre par la censure communiste dans le but de découper de l'œuvre d'Eliade – tellement vaste et politiquement sensible – les morceaux estimés convenables, est bien décrite par Ţurcanu : d'abord, dans les années 1960, une récupération de l'œuvre littéraire pour démontrer la « spécificité roumaine » à laquelle l'écrivain exilé ne pouvait pas s'échapper ; ensuite, au cours des années 1970, la récupération de « l'historien des religions déchiffreur des mythes et des symboles religieux archaïques » en relation avec le courant thraciste en plein essor en Roumanie.[651] Mais, le moment le plus pertinent du cas Eliade, celui qui nous permet de comprendre la stratégie du régime Ceauşescu à l'égard de toute sa génération et surtout à l'égard de l'environnement culturel spécifique à l'entre-deux-guerres roumain et dans lequel cette génération a fonctionné, est représenté par l'entretien qu'Eliade accorde à Adrian Păunescu en 1971.[652] La publication de sa retranscription en Roumanie a rencontré beaucoup de difficultés, y compris au niveau de la direction du PCR.[653] Suite aux efforts de l'inlassable Păunescu, il a été finalement publié en mars 1972, mais seulement après un nettoyage rigoureux des passages que la censure a estimé inconvenables.[654] Depuis Chicago, Mircea Eliade transmet une lettre de protestation à la Radio Free Europe, repris ultérieurement dans la revue « Limite » (« Limites »).[655] La revue publie également les passages de l'entretien éliminés de « Contemporanul ».[656] La lecture de ces passages permet de refaire à l'envers la logique du censeur communiste pour comprendre quelles étaient les thèmes et les personnages de l'extrême droite roumaine considérés par la direction du PCR comme intangibles, voir irrécupérables. L'analyse de la structure de la censure amène à deux types d'observations. Premièrement, on constate la préoccupation d'isoler une image aseptisée, celle d'Eliade, d'autres personnalités appartenant à la même

651 *Ibidem*, p. 54.

652 Comme le suggère Păunescu dans une lettre de 1970, adressée au président de l'Union des Ecrivains roumains, il a évoqué devant Nicolae Ceauşescu, avant son départ pour les Etats-Unis, la possibilité de rendre visite à Eliade et a obtenu la permission de sonder l'éventuelle disponibilité de l'écrivain exilé pour un rapprochement du régime communiste roumain ; cf. *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, p. 473. Pour des raisons visant à consolider sa propre réputation dans le monde littéraire roumain, Păunescu a mis beaucoup de zèle à convaincre le régime de Bucarest qu'Eliade ne lui était pas du tout hostile et même qu'il était un admirateur de Nicolae Ceauşescu.

653 Conformément au témoignage de Dumitru Popescu, *Cronos … op. cit.*, tome II, pp. 169-170, cette opposition a été faite surtout les membres du Comité central dont l'appartenance au mouvement communiste datait de l'entre-deux-guerres. Par exemple, Gheorghe (Gogu) Rădulescu considérait Eliade « le rival idéologique de notre génération antifasciste » ; cf. *ibidem*, p. 169.

654 Voir Mircea Eliade, « Scriu în limba română, limba în care visez » [J'ecris en roumain, la langue dans laquelle je rêve] in « Contemporanul » [Le Contemporaine], 12 et 17 mars 1972.

655 Cf. *Limite* [Limites], no. 9, avril 1972, p. 1 Parue à Paris entre 1969 et 1986, cette revue était dirigée par Virgil Ierunca et Nicolae Petra ; voir Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 450-452.

656 *Ibidem*, pp. 8-9.

génération que lui et partageant les mêmes idées politiques dans l'entre-deux-guerres.[657] C'est surtout le cas d'Emil Cioran et du philosophe Nae Ionescu, professeur à la Faculté de Philosophie de Bucarest, directeur, dans les années 1960, de l'influent journal de droit « Cuvântul » (« La Parole »), maître spirituel d'Eliade et aussi d'une bonne partie de ses congénères, y compris du chef et fondateur de la Garde de Fer, Corneliu Zelea-Codreanu. Deuxièmement, on constate la précaution prise par le censeur de réduire en miettes les informations concernant l'ambiance culturelle et l'esprit qui a gouverné dans l'entre-deux-guerres le nationalisme de la génération d'Eliade dans le but évident d'empêcher une éventuelle récupération de cet esprit en dehors du monopole idéologique du PCR. Une stratégie analogue a gouverné, à l'intérieur du pays, la récupération de Constantin Noica et de son œuvre philosophique.[658]

Sur le sujet spécifique de la droite nationaliste de l'entre-deux-guerres, les voix autorisées du discours explicite, comme c'est le cas de l'historiographie officielle, restent dans une tonalité hautement idéologisée et dans une « rhétorique simpliste »[659]. Ce type de discours ne restitue apparemment en rien les changements introduits par la nationalisation du communisme roumain après le IXe congrès du PCR. Il est illustré notamment par des ouvrages comme celui de Mihai Fătu et Ion Spălăţelu, deux historiens employés par l'Institut d'Etudes Historiques et Sociopolitiques du Comité central du PCR. Les deux publient en 1971 un livre dont le titre-même contient déjà, de la façon la plus nette, la prémisse idéologique de la démarche : *La Garde de Fer - organisation terroriste de type fasciste*.[660] Pourtant, au-delà de son conformisme marxiste-léniniste, cet ouvrage rend lui-aussi compte de la stratégie de légitimation du PCR. Il fait circuler l'allégation favorite du régime Ceauşescu selon laquelle les organisations politiques de l'extrême droite ont été des corps étrangers par rapport à la société roumaine, de simples pantins de l'Allemagne nazie, manquant de toute racine spirituelle roumaine.[661] Cette assertion fait pendant à l'accusation symétriquement formulée

657 Avec les mots de Florin Ţurcanu, *op. cit.*, p. 55: « L'isolement par la propagande communiste de l'image d'Eliade des figures qui avaient formé avant la guerre ce que lui-même appelait sa « génération » est l'un des nombreux indicateurs du développement sous contrôle, en vase clos, de la mémoire nationale roumaine à cette époque. » Vladimir Tismăneanu et Dan Pavel, *op. cit.*, p. 428, observent, à leur tour, la « décontextualisation volontaire » de la génération d'Eliade, tant sous le régime Ceauşescu qu'après sa chute.

658 Menée dans un contexte différent, encore plus sensible du point de vue politique – étant donné que Noica, ex-prisonnier politique du régime, n'a jamais pensé à s'expatrier – sa récupération politique a pourtant abouti, avec l'Ecole de Păltiniş, à une finalité plutôt contraire à celle envisagée par les autorités communistes. C'est pourquoi nous avons choisi de le traiter dans la troisième partie de la thèse, celle consacrée à l'analyse du discours anticommuniste.

659 Cf. Vladimir Tismăneanu, Dan Pavel, *op. cit.*, p. 419.

660 Mihai Fătu, Ioan Spălăţelu, *Garda de Fier – organizaţie teroristă de tip fascist* [La Garde de Fer – organisation terroriste de type fasciste], Bucarest, Editions Politică, 1971.

661 Cf. Vladimir Tismăneanu, Dan Pavel, *op. cit.*, p. 419.

dans le discours anticommuniste de l'émigration roumaine à l'adresse du PCR lui-même. Elle est liée à la stratégie générale du régime Ceauşescu de définir la Nation à travers un processus d'exclusions concentriques de tous les éventuels concurrents à la légitimation par le biais du nationalisme pour aboutir à une équation de parfaite égalité entre la Nation et le Parti communiste.

La campagne de récupération officielle de la droite nationaliste reste donc purement formelle au niveau des manifestations publiques : les écrits publiés sont soigneusement épurés de toute idée virtuellement dangereuse, les articles appréciatifs dans la presse roumaine restent au niveau des généralités courtoises et concernent des morceaux soigneusement choisis de leurs œuvres, le passé douteux des personnages est pudiquement éliminé des débats culturels. Cette dernière opération est d'ailleurs un succès seulement auprès des lecteurs à l'intérieur du pays, facilité par le contrôle politique de l'information. Mais elle se montre assez vite un échec dans l'émigration.[662] L'attitude du régime Ceauşescu à l'égard des survivants de la droite nationaliste de l'entre-deux-guerres est bien synthétisée dans une frase de Paul Goma :

« un légionnaire [au sens de « membre du Mouvement Légionnaire » - n.n.] (vivant) est bon pour autant qu'il se tait ; il devient très bon du moment où change la chemise verte pour la rouge ; par contre, quand il exprime de haute voix ce que tout le monde pense, mais que tous les autres n'ont pas le courage d'en dire mot, il devient 'criminel fasciste', 'ogre légionnaire' […] »[663]

Si ce n'est pas par la voie du discours explicite qu'on aboutit à la réhabilitation de l'idéologie de la droite de l'entre-deux-guerres dans la Roumanie de Ceauşescu, il n'est pas moins vrai que les grands thèmes du discours implicite se précisent en relation avec le contenu et surtout avec la manière dont on construit le discours explicite. L'ambiguïté cultivée par ce dernier dans la récupération d'un héritage culturel dont les racines remontent à l'extrême droite d'avant la guerre, facilite une réaction secondaire qui, sans doute, n'est ni préméditée, ni d'autant moins anticipée dès le début par la direction du PCR. En nous rapportant toujours à l'entretien censuré de Mircea Eliade, on y observe une particularité qui

662 Pour la réaction d'hostilité produit dans les cercles de l'émigration intellectuelle roumaine par le succès de l'inédite formule de collaboration entre le régime communiste de Bucarest et les cercles d'extrême droite à l'extérieur de la Roumanie, voir l'éditorial « Tribuna ipocriziei » [La Tribune de l'hypocrisie], dans la revue *Limite* [Limites], no. 12, juillet 1973, p. 1.

663 Cf Paul Goma, « Diversiuni » [Diversions], in *Limite* [Limites], no. 28-29, décembre 1979, p.26. La traduction du roumain nous appartient.

nous permet de réfléchir à cette réaction secondaire : parmi les passages censurés, publiés dans « Limite », on retrouve non seulement des affirmations d'Eliade, mais aussi des questions et des affirmations d'Adrian Păunescu lui-même. Ces passages, éliminés de la version roumaine, laissent entrevoir un Păunescu déjà gagné par l'esprit de la génération Eliade, qui a eu l'occasion de lire une partie de leurs écrits – autrement interdits en Roumanie – et qui cherche à retrouver auprès de l'exilé Eliade justement la mémoire d'une ambiance culturelle qui a rendu possible l'évolution de sa génération dans l'entre-deux-guerres. Ce type d'admiration ne tarde pas de se généraliser parmi les acteurs participant à l'élaboration du discours nationaliste du régime Ceauşescu. Elle est notamment observable – et engendre au fur et à mesure des attitudes de plus en plus radicales – à l'intérieur du groupe de « Săptămâna ». Dans les années 1970, l'interdiction publique qui frappe l'accès aux documents, publications, ouvrages liés à la vie politique et culturelle d'avant 1944 est de plus en plus allégée aux bénéfices de certains intellectuels impliqués dans la construction du discours nationaliste du régime Ceauşescu, des personnages « de confiance » très attachés à la nouvelle politique communiste. Pour aboutir à la récupération politiquement contrôlée du nationalisme roumain pré-communiste, les instances politiques autorisent ces personnages à accéder à des informations qui, à la fin des années 1940, ont fait l'objet d'une rigoureuse épuration des bibliothèque publiques et dont la simple lecture pouvait avoir pour résultat, dans les années 1950 et même dans la première moitié des années 1960, l'emprisonnement du lecteur imprudent. Même si ce type de publications reste toujours banni pour la masse des Roumains et leur contenu n'est jamais ouvertement reconnu ou discuté en Roumanie jusqu'à la fin du régime communiste, les intellectuels membres des groupes d'attitude ou dont la notoriété dans leurs champs professionnels est doublée par leur attachement au régime Ceauşescu arrivent à les connaître avec la bénédiction – et grâce au support – des autorités communiste. Le cas le plus notoire est celui de l'écrivain Marin Preda, dont le roman historique publié en 1975, « Delirul » (« Le délire ») – roman qui a inauguré l'opération de réhabilitation tacite du maréchal Ion Antonescu – a été documenté avec le concours directe de la direction du PCR.[664] Mais le cas de Preda n'est pas le plus représentatif de ce point de vue. Le groupe de « Săptămâna » – dont le rôle a été consistant autant dans la réhabilitation de la rhétorique de l'extrême droite avant 1989 que dans sa remise en circulation publique après 1989 – présente le tableau le plus suggestif.

664 Voir à ce propos, *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, p.p. 75-77, un document de 14 juin 1975, enregistrant les réactions favorables de la plupart des écrivains devant cette œuvre de réhabilitation qui représenterait d'après certains « une réhabilitation de l'esprit national » ; la quasi-totalité des écrivains comprend que ce roman a pu être écrit grâce au soutien des autorités communistes.

Après 1990, les deux premiers livres remettant en circulation la pensée politique du philosophe Nae Ionescu sont produits par deux personnages sortant du groupe de « Săptămâna », Dan Ciachir et Dan Zamfirescu. Zamfirescu est le premier éditeur roumain qui publie, en 1990, en édition anastatique, le recueil d'articles politiques de Nae Ionescu, « Roza Vânturilor » («Azimuts ») dans sa maison privée d'édition – homonyme de l'ouvrage de Ionescu – qui depuis a lancé sur le marché roumain du livre un nombre significatif de publication de l'extrême droite de l'entre-deux-guerres.[665] Ciachir publie en 1994 un essai apologétique sur la biographie du philosophe. Dans la préface, il avoue avoir connu les écrits de celui-ci et avoir été charmé par sa personnalité depuis la moitié des années 1970.[666] Cette

665 Nae Ionescu, *Roza vânturilor* [La Rose des Vents], 1990, Bucarest, Editions Roza Vânturilor, 1990, 430 pp. Dans un entretien qu'il nous a accordé, le 15 février 1995, Dan Zamfirescu avouait son rôle dans les efforts de la Securitate de récupérer Mircea Eliade au bénéfice de la propagande du régime Ceaușescu, avec une frase sans équivoque : « J'étais le relais entre Eliade et la Securitate. Quand Eliade voulait que la Securitate sache quelque chose sur lui, il me l'écrivait. » Il faisait partie des intellectuels que la Securitate utilisait pour obtenir des informations sur l'activité et les intentions d'Eliade et qui, au nom de cette mission politique, étaient autorisés à entretenir une correspondance culturel avec l'écrivain exilé dans le but de créer l'illusion d'une liberté de la pensée qui n'existait pas, en fait, à l'intérieur de la Roumanie communiste. A son tour, Eliade était bien avisé sur la vraie mission des personnages comme Dan Zamfirescu, une des raisons pour lesquelles il a toujours refusé les invitations officielles à Bucarest ; voir Florin Țurcanu, *op. cit.*, surtout pp. 59-60. Le même Zamfirescu était à l'époque le propriétaire d'une vaste bibliothèque où l'on pouvait retrouver les collections de plusieurs publications de l'extrême droite et la quasi-totalité de la littérature représentative du Mouvement Légionnaire, des ouvrages qui en 1995 n'étaient pas encore accessibles à la Bibliothèque de l'Académie roumaine.

666 Cf. Dan Ciachir, *Gânduri despre Nae Ionescu* [Pensées sur Nae Ionescu], Jassy, Editions Institutul European, 1994, p. 5-6: « En ce qui concerne leur maître [de la génération Eliade], Nae Ionescu, on savait seulement qu'il a été un professeur légendaire et un mystique, soit par les souvenirs de Petre Țuțea [philosophe de droite, ex-détenu politique sous le régime communiste et devenu, à la fin des année 1980, le maître spirituel de certains jeunes intellectuels tentés par l'expérience d'une spiritualité orthodoxe] soit par ceux d'autres intellectuels qui sont passés par les prisons communistes. Pour lu, il n'était lu presque par personne et j'ai constaté avec stupeur, après la chute du communisme, quand on a réédité en édition anastatique *Roza vânturilor* [La Rose des Vents] que des personnes de la taille du professeur Nicolae Manolescu et du critique Grigore Grigurcu [membres de la rédaction de *România literară* [La Roumanie littéraire], la publication de l'Union des Ecrivains considérée avant 1989 comme ayant une orientation cosmopolite et souvent attaquée par *Săptămâna* pour les connections de ses rédacteurs avec les intellectuels anticommunistes de la Radio « Free Europe »] apprenaient pour la première fois de son existence. Moi, il m'a tombé sous la main quinze ans plutôt, je l'ai lu et relu d'avec ses quatre cours édités pendant la guerre et avec d'autres, ronéotypés (*La philosophie des religions*, *La théorie de la connaissance*, *la métaphysique de 1937* …) et parallèlement à la collection de la revue *Ideea europeană* [L'idée européenne] et avec la collection de la revue *Vremea* [Les Temps] où ont massivement collaboré ses apprentis – et non seulement eux – dans la quatrième décennie » (La traduction du roumain nous appartient). En fait, pour la correcte compréhension de ce tableau, on devrait mentionner qu'après 1990, la remise en circulation publique de l'œuvre représentatif de la génération Eliade se fait à partir de deux directions différentes : l'une, qui commence avec la restitution des ouvrages scientifiques et qui évite dans un premier temps le débat sur leur engagement politique à la droite, vient de la part des héritiers spirituels de Constantin Noica, les anciens élèves de son Ecole de Păltiniș ; l'autre, qui reprend tale quale les écrits politiques des intellectuels de cette génération, mais aussi les publications extrémistes qui avaient servi la propagande de la Garde de Fer, vient justement de l'ancien groupe de *Săptămâna* et de certains intellectuels provenant des institutions culturelles patronnés par le Comité central du PCR, comme il est le cas de Radu Florian, ancien professeur de socialisme scientifique, devenu, après 1989, directeur d'un des premiers instituts de sociologie de la Roumanie postcommuniste. Voir, pour un point de vue similaire, Vladimir Tismăneanu, Dan Pavel, *op. cit.*, *passim*. Evidemment, tous les livres et publications évoqué par Ciachir en 1994 étaient strictement

proximité avec l'esprit de l'extrême-droite de l'entre-deux-guerres, cultivée par la Securitate et approuvée par la direction du PCR pour des raisons d'efficacité de la propagande nationaliste, aboutit à une finalité certainement pas recherchée par le Parti et devant laquelle son appareil n'a ni l'habileté, ni même la volonté nécessaire pour se défendre. Il serait d'ailleurs risqué d'affirmer que, à part les quelques vieux communistes survivants de la clandestinité, comme Gogu Radulescu ou Ştefan Voicu (dont la réputation de prosoviétiques les rend de moins en moins crédibles dans leurs suspicions à l'égard de l'élan nationaliste du régime Ceauşescu) [667], il y aurait dans la nouvelle direction du PCR des personnages qui se sentaient vraiment menacées dans leurs convictions idéologiques par le cours des événements. En fait, sur le terrain ainsi préparé, a lieu une rencontre décisif entre la volonté des communistes de recomposer une mythologie nationale structurée autour du PCR et de son leader avec le penchant missionnaire de la génération d'Eliade, le patriotisme socialiste avec l'obsession pré-communiste de définir une spécificité roumaine, la recherche de l'isolement et de l'autarchie avec la xénophobie et l'antisémitisme. Le succès public de la synthèse ainsi réalisée réside avant tout en la fascination de l'interdit et de l'illicite que le discours implicite cultive avec prédilection : l'idée que, par l'intermédiaire des romans comme « Delirul », des manifestations comme le Cénacle « Flacăra » ou des polémiques comme celles publiées dans « Săptămâna », on accède à des informations autrement inaccessibles et on peut afficher des attitudes autrement illicites, élève les pratiques du discours implicite au rang de principaux vecteurs de la propagande nationaliste-communiste.[668] Le fait que ces productions culturelles ne sont qu'à moitié assumées par l'acteur politique, qui sait donner l'impression de les tolérer

---

bannis de l'accès public dans les bibliothèques roumaines des années 1970 – 1980 et leur possession par des personnes privées constituait un délit pénal.

667 Pour la situation curieuse du rapport marxisme - nationalisme à l'intérieur du régime Ceauşescu, un épisode dont le protagoniste est Ştefan Vociu, rédacteur en chef de la revue *Era Socialistă* [L'Ere socialiste], patronnée par le Comité central du PCR, raconté par Florin Constantiniu, *op. cit.*, pp. 369-371, nous semble pertinent : mandaté par l'Institut d'Etudes Historiques et Sociopolitiques du Comité Central pour rédiger une série de leçons d'histoire de la Roumanie destinées à être assemblées dans l'un des manuel uniques pour l'enseignement universitaire, Constantiniu se voit réprimandé par Cornel Burtică, le secrétaire du CC à la propagande, à cause de son utilisation excessive de citations de Marx et Engels. Contrarié par cette quasi-interdiction de citer les classiques du communisme à l'intérieur d'un régime communiste, il reçoit la proposition de publier son matériel dans la revue *Era socialistă* [L'Ere socialiste] de la part de Ştefan Voicu, « resté fidèle à ses convictions de jeunesse ». Cette histoire, apparemment anecdotique, constitue une preuve de plus qu'à l'intérieur de la direction du PCR, le virage nationaliste engendré par la nouvelle politique de Ceauşescu n'a pourtant pas fait l'unanimité.

668 L'effet de « fascination » remarqué par Vladimir Tismăneanu et Dan Pavel, *op. cit.*, p. 419, est bien nourri par cette psychologie de l'illicite et de l'interdit que le régime Ceauşescu utilise, sciemment ou comme effet non-anticipé des ambiguïtés dans le processus de récupération de l'extrême-droite : « La rhétorique simpliste du régime Ceauşescu ne fait que créer une fascination à l'égard du passé mystérieux de la Garde de Fer et la tendance imprévue de se douter des opinions critiques concernant le rôle de ce mouvement dans l'histoire de la Roumanie. » (La traduction de l'anglais nous appartient ; la version originale : « The simplistic rhetoric of the Ceauşescu regime did nothing but create a fascination with the Guard's mysterious past and a knee-jerk tendency to doubt critical opinions about the movement's role in the Romania's history. »).

sans pourtant leur attribuer une consécration officielle, leur manière contournée d'exprimer des idée et des états d'esprit partagés par la majorité du corps social mais jamais inclus dans la vulgate politique officielle (même si de temps en temps introduits sous forme de métaphores et d'allusions voilées dans les discours politique de Nicolae Ceauşescu), constituent autant de gages d'efficacité. De cette manière, l'élévation, par l'intermédiaire du discours implicite, de l'antisoviétisme au rang de comportement politique prédominant arrive à remplir – tant pour une bonne partie des intellectuels que pour la société roumaine dans son ensemble – la fonction de substitut d'un anticommunisme comme attitude civique.[669] Cette fausse équivalence anticommunisme/antisoviétisme, qui est un effet induit par la stratégie de légitimation du régime Ceauşescu, fonctionne comme un élément d'équilibre dans la relation entre le parti communiste et une société dominée dont l'hostilité au communisme constituait en 1944 l'un des traits prédominants.

Pour comprendre la manière dont on construit le discours implicite – au nom ou en dehors du monopole idéologique du PCR – le meilleur point de départ est constitué par la question de la Bessarabie, à laquelle la réhabilitation soudaine du maréchal Ion Antonescu est directement liée. Il s'agit de toute une polémique roumaine-soviétique[670] portée, au moins pour la partie roumaine, avec les moyens du discours implicite et qui commence avec la première visite officielle de Nicolae Ceauşescu à Moscou, en septembre 1965.[671] Dans les

669 L'effet pervers de la « peur des Soviétiques » dans la vie sociale de la Roumanie de Ceauşescu, invoquée par le régime comme seule motivation de son refus d'une vraie libéralisation, est vite saisi et signalé par les leaders d'opinion de l'émigration roumaine. Voir, par exemple, Constantin Fag, « Spaima de adevăr » [La peur de la vérité], in « Limite » [Limites], no. 1, juillet 1970, p. 8 : « Il semblerait justifier ce mot d'ordre qui paralyse toute la vie publique du pays : « Les Russes arrivent ! ». Mais de manière inexplicable, pour éviter ce cataclysme, à l'agression virtuelle on oppose…le désarmement. Désarmement morale, séquestration des moyens de défendre la dignité individuelle, confusion de l'opinion publique, amputation du courage civique, l'amnésie même du fait politique qui a conduit à la position actuelle de la Roumanie par rapport au camp socialiste. Après l'interlude prometteur de la libéralisation tant espérée, il s'ensuit de nouveau l'accalmie d'un silence désespérant, évoquant la peur du vide stalinien. » (La traduction du roumain nous appartient).

670 Pour la position des historiens et des leaders politiques de la République Soviétique Socialiste de Moldavie, nous avons consulté la très pertinent approche de Wilhelmus Petrus van Meurs, *Chestiunea Basarabiei în istoriografia comunistă* [La question de la Bessarabie dans l'historiographie communiste], Chişinău, Editions ARC, 1996, surtout pp. 278-294.

671 La transcription des conversations officielles a été publié dans Mioara Anton, Ioan Chiper, *Instaurarea regimului Ceauşescu. Continuitate şi ruptură în relaţiile româno-sovietice* [L'instauration du régime Ceauşescu. Continuité et rupture dans les relations roumaino-soviétiques], Bucarest, Institutul Român pentru Studiul Totalitarismului & Institutul Român de Studii Internaţionale « Nicolae Titulescu », 2003. Voir surtout pp. 132-134, la transcription de la demande faite par les délégués roumains à Brezhnev de restituer à la Roumanie le trésor de la Banque Nationale, envoyé en Russie pendant la première guerre et confisqué en 1917 par l'Armée révolutionnaire de Lénine ; ce sujet, qui a constitué l'un des points épineux des relations roumaines-soviétiques dans l'entre-deux-guerres, a été considéré comme tabou par les communiste roumains depuis leur arrivée au pouvoir et jusqu'en 1965. Dans sa réponse, Brezhnev se déclare étonné par l'intérêt subit des Roumains à l'égard de ce sujet (voir *ibidem*, p.162) et leur reproche la parution à Bucarest, en 1964, du livre *Marx despre români* [Marx sur les Roumains] qui consignait l'opinion de Marx suivant laquelle la Bessarabie était une province roumaine ; voir des détails sur cet épisode chez Wilhelmus Petrus van Meurs, *op. cit.*, pp. 272-277.

années qui suivent, la bataille politique autour des droits historiques sur la Bessarabie comporte moins de déclarations et prises de position officielles. Ses moyens de prédilections, surtout pour la partie roumaine mais aussi pour celle soviétique, sont les écrits des intellectuels crédités avec la confiance de l'acteur politique. Ceux-ci sont instrumentalisés par les directions des deux partis communistes qui évitent ainsi la reconnaissance ouverte des tensions existantes dans leurs relations bilatérales. Dans le cas roumain, les premiers utilisés sont les historiens. Comme le remarque Wilhelmus Petrus van Meurs[672], dans les années 1970, deux catégories distinctes d'historiens sont entraînés dans cette opération. Il s'agit d'abord de ceux qui travaillent dans l'Institut d'Etudes Historiques et Sociopolitiques (ISISP) du CC du PCR, à l'Académie de Sciences Sociopolitiques « Ştefan Gheorghiu » et dans les rédactions des revues directement subordonnées au Parti. Dans cette dernière catégorie, on retrouve la revue « Anale de Istorie », publication de l'ISISP, mais aussi la nouvelle revue « Magazin istoric ». Paraissant depuis 1967 avec pour objectif initial de populariser l'étude de l'histoire en général, cette revue se trouve elle-aussi dans une relation de subordination à l'ISISP.[673] D'autre part, la direction du PCR a recours à des historiens appartenant à la génération formée dans l'entre-deux-guerres. Certains de ces historiens comme Constantin C. Giurescu[674] sont des ex-prisonniers politiques, récemment libérés, dont l'interdiction de

672 *Ibidem*, p. 280.

673 Cette relation de subordination, qui n'est pas indiquée dans la cassette rédactionnelle de la revue, est explicitement affirmée dans les mémoires de l'un des rédacteurs de *Magazin istoric* [Magazin historique] ; voir Marian Ştefan, *Trăite, văzute, auzite. 1967-1989* [Vécus, vus, entendus. 1967-1989], Bucarest, Editions Oscar Print, 2004, pp. 10-11 et passim.

674 Constantin C. Giurescu (1901-1977), l'une des personnalités les plus marquantes de l'historiographie roumaine et deuxième représentant d'une famille d'historiens qui a eu une contribution décisive au renouvellement de cette discipline dans la Roumanie moderne, a été condamné après 1944 pour son activité politique en tant que membre d'un parti de droite fondé dans les années 1960 par son collègue et ami, l'historien Gheorghe I. Bratianu (mort au début des années 1950 à la prison de Sighet) et pour avoir occupé un fauteuil de ministre dans le gouvernement du Front de la Renaissance Nationale, institué par le roi Charles le II^{ème} en 1938. Après avoir passé plusieurs années de détention dans la redoutable prison de Sighet, au nord de la Roumanie, Giurescu est politiquement réhabilité après 1965 et reçoit la permission de réintégrer la vie culturelle roumaine. Comme c'est aussi le cas pour d'autres personnalités roumaines dont les biographies sont liées à la répression communiste, il reste toute sa vie sous la surveillance de la Securitate. En échange du droit à la signature, le régime communiste utilise pleinement son prestige professionnel dans les batailles idéologique menées par la nouvelle historiographie après 1965. Le nom de Constantin C. Giurescu se trouve parmi les autres collaborateurs de *Glasul Patriei* [La Voix de la Patrie], appartenant à la même catégorie d'ex-prisonniers politiques. Il est aussi l'auteur de nombreux articles et ouvrages qui soutiennent la ligne nationaliste du régime Ceauşescu. Par exemple, en 1974, dans un moment des plus tendus de la polémique concernant la Bessarabie, C. C. Giurescu publie, sans doute suivant une commande politique, une brochure intitulée *Cum se falsifică istoria* [Comment on falsifie l'histoire] à Milan, dans la maison d'éditions NAGARD, dont le propriétaire était Iosif Constantin Dragan ; cf. Wilhelmus Petrus van Meurs, *op. cit.*, p. 288. Pour un portrait émouvant de ce savant dont la vie et la carrière ont été écrasées par les totalitarismes du XXe siècle, voir Marian Ştefan, *op. cit.*, pp. 17-18 : en 1970, en plein compromis personnel avec le pouvoir communiste, Giurescu avertit son jeune collègue avec ces mots : « Ecoutez-moi, quand vous écrivez l'histoire, faites-le seulement par conviction. Sous n'importe quelle pression, faites-le seulement par conviction. C'est mieux comme ça, que d'avoir l'âme rongée par les remords. Les punitions de la

publier est levée à la fin des années 1960 et qui se trouvent toujours sous la stricte surveillance de la Securitate. Si, dans le cas des historiens-apparatchiks, le prosoviétisme à tout prix est remplacé – à la hâte et suivant les circonstances – par l'antisoviétisme à tout prix, pour les historiens de la vieille génération, la bataille historiographique contre l'URSS représente non seulement une nouvelle chance professionnelle mais aussi une conviction personnelle.[675] Progressivement, surtout dès les années 1970, à ces deux catégories s'ajoute un noyau de jeunes historiens, sélectionnés par la direction du PCR pour participer aux équipes de travail constituées autour de personnalités consacrées de la profession pour élaborer des ouvrages conformes à la nouvelle ligne idéologique. Ces historiens en début de carrière – dont certains, comme par exemple, Florin Constantiniu, se retrouveront plus tard dans le groupe d'Ilie Ceauşescu et pour lesquels les historiens apparatchiks représentent des modèles professionnels répréhensibles – ont maintenant l'occasion de prendre contact avec des personnalités de l'historiographie roumaine pré-communiste, de travailler à leur côté et d'apprendre non seulement un savoir-faire qui leur était jusqu'à ce moment inaccessible, mais aussi d'un état d'esprit nationaliste ayant des racines plus lointaines que le régime communiste. Il en résulte une nouvelle génération d'historiens, dont l'affirmation professionnelle se produit vers les années 1980 et qui représentent une nouvelle culture du métier : l'une qui mélange la disponibilité quasi-totale pour le compromis politique avec l'admiration pour la rigueur académique des prédécesseurs pré-communistes. Mais, en fait, dans une discipline où la rigueur académique reste impossible en l'absence de l'accès aux sources d'information et sous un régime où l'information constitue un privilège politique accordé en échange de l'obédience politique, cette nouvelle culture du métier d'historiens, loin de contribuer à l'émancipation de la profession par rapport à l'acteur politique, ne représente qu'un avatar supplémentaire d'une histoire au service du communisme nationaliste.

---

conscience sont les plus dures. Vous êtes jeune, vous avez toute la vie devant vous. Souvenez-vous de mes paroles. » (p. 18 ; la traduction du roumain nous appartient).

675 Cette opinion est aussi partagée par Wilhelmus Petrus van Meurs, *op. cit.*, p. 277, Van Meurs remarque aussi les effets de cette entente entre les intérêts politiques du PCR et les convictions personnelles des historiens roumains : « La résurrection et la manipulation de la question de la Bessarabie dans l'historiographie roumaine ont été évidemment contrôlées pour des raisons de fonctionnalité politique et fréquemment déclenchées en réponse à des ordres explicitement politiques. Pourtant, tant l'idéologie communiste que la science historique ont développé chacune une dynamique propre, qui existait au-delà du contrôle politique. Paradoxalement, l'effort nationaliste de maints historiens a augmenté la dépendance systématique des historiens du parti. De manière similaire, le parti pouvait, dans une certaine mesure, libérer la pression spontanée, venant « d'en bas », suivant ses besoins. Dans cette perspective, ni la distinction entre historiens communistes et communistes nationalistes, ni celle entre historiens du parti et ceux d'envergure académique ne semblent présenter une importance primordiale. Tout ce qui a compté aux temps de Ceauşescu a été l'Etat roumain national unitaire. » (p. 294 ; la traduction du roumain nous appartient).

Du point de vue de la direction du PCR, la disposition belliqueuse n'est pas constante. Il arrive plus d'une fois que des articles commandés aux historiens, qui devrait contenir des critiques à l'adresse des positions soviétiques dans la question de la Bessarabie soient décommandés parce que, pour des raisons de rapports de forces politiques, les communistes roumains ont décidé d'alléger temporairement le poids de la question bessarabienne dans les relations avec leurs homologues soviétiques.[676] Pourtant, des changements irréversibles interviennent à petits pas, par l'introduction de formules plus nuancées dans les caractérisations des événements historiques politiquement sensibles dans les manuels scolaires, dans les dictionnaires ou tous simplement dans des articles de spécialité. Un bon exemple en ce sens concerne la manière dont on présente le détachement de la Bessarabie de l'Etat roumain et son attachement à l'Union Soviétique, en 1940. Comme la suggestion explicite d'un vol territorial risque toujours de léser les sensibilités des Soviétique, elle n'est pas ouvertement introduite comme position officielle des Roumains dans cette question. On fait recours à des rectifications successives, introduites non seulement dans les ouvrages scientifiques, mais aussi – et surtout – dans les manuels et les dictionnaires publiés en Roumanie. Dans ce but, on utilise des formules habilement choisies et qui devraient conduire de la thèse officielle des années 1950, présentant l'épisode comme un acte de justice qui redonnait la Bessarabie à son propriétaire de droit, l'Etat soviétique, vers une version plus proche de ce que, pour la société roumaine, représente la vérité historique : en 1940, l'Etat roumain a été victime d'une entente entre deux pouvoir militaires, l'Allemagne nazie et l'URSS qui, conformément à elurs propres intérêts, se sont emparés de morceaux du territoire national roumain.[677]

En ce qui concerne la question de la Bessarabie, les années 1970 sont cruciales à cause d'au moins deux événements culturels : la publication, à Bucarest, d'un roman et, à Cluj, d'un ouvrage historique qui constituent les premiers signes d'une volonté politique de réhabiliter l'image du maréchal Ion Antonescu. Un an auparavant, en 1974, on a fait publié à Chisinau un ouvrage très volumineux de l'historien russe A.M. Lazarev, *Moldavskaia sovetskaia gousdartsvenost'i bessarabskii vopros*.[678] Cet ouvrage, qui a provoqué à Bucarest l'indignation générale des historiens et de la direction du PCR, développe grosso modo une

676 Voir en ce sens Florin Constantiniu, *op. cit.*, 364-365, qui raconte comment, en 1974, un article critiquant le livre d'A.M. Lazarev, que la direction du PCR a sollicité à Constantiniu lui-même et a son collègue, Dan Berindei, n'a finalement jamais été publié.

677 Voir la présentation des différentes étapes de cette question par l'historiographie roumaine chez Wilhelmus Petrus van Meurs, *op. cit.*, pp. 338-348. Florin Constantiniu, *op. cit.*, pp. 289-445, nous fournie en complément la perspective d'un insider sur l'évolution de ce processus.

678 La position de Lazarev à l'intérieur de l'historiographie de la RSS Moldave était celle d'un historien-aparatcik ; entre 1953 et 1963, il a été ministre de l'éducation, secrétaire du Comité central et ministre de la Culture ; cf. Wilhelmus Petrus van Meurs, *op. cit.*, p. 286

théorie suivant laquelle la nation moldave s'est formée depuis le Moyen Age comme une nation complètement différente de celle roumaine.[679] Les historiens roumains agréés par la direction du PCR ont eu l'occasion de connaître le livre d'une traduction « à circuit restreint » faite pour le Comité central du PCR et des réponses vivement polémiques ont été préparées pour être publiées dans les périodiques roumains.[680] Pourtant, ce n'est pas de l'élan des historiens, sans doute sincère mais coupé par la réticence de l'acteur politique, que naît la vague patriotique dont le bénéficiaire post-mortem a été Ion Antonescu, montré comme le vengeur éphémère des humiliations infligées aux Roumains à l'été 1940. En 1975, l'écrivain Marin Preda – le plus réputé des prosateurs roumains du moment et représentant de la génération du « dégel littéraire », affirmée dans les années 1960 – sort dans les librairies une première édition d'un nouveau roman, « Delirul » (« le Délire »). Le roman présente l'expérience formative d'un jeune journaliste aux origines paysannes dans le contexte politique des années 1940, dominé par l'affrontement des totalitarismes. Il contient des références explicites à l'idéologie légionnaire, avec des citations de la doctrine de ce mouvement, la présentation du culte de la « mort légionnaire », des références assez explicites à la littérature de propagande nationaliste produite par l'extrême droite roumaine. Plus encore, à un moment donné, l'héros principal avoue avoir été tenté par cette propagande.[681] La narration est parsemée de portraits des personnages politiques du moment : Corneliu Zelea Codreanu et Horia Sima, les deux chefs de la Garde de Fer (Le Mouvement Légionnaire), le roi Charles le IIe, Iuliu Maniu, le président du Parti National Paysan et, comme figure du martyr par excellence de la cause nationale, le maréchal Ion Antonescu. Un chapitre dédié au portrait de Staline – présenté comme un dictateur égoïste et sanglant, tyran de sa propre famille et manipulateur de l'âme russe traditionnel, mais dupé par son homologue, le tyran Hitler – a été éliminé par la censure. Ce chapitre n'a été publié que dans une troisième édition

679 Comme le montre Van Meurs, *ibidem*, p. 287, malgré l'importance capitale qui lui a été accordée à Bucarest, le livre de Lazarev n'a pas réussi à imposer un nouveau dogme dans l'historiographie moldave ou soviétique de son époque.

680 Cf. Florin Constantiniu. o*p. cit.*, p. 364.

681 Cf. Marin Preda, *Delirul* [Le délire], Bucarest, Editions Cartea Românească, 1975, pp. 84-85: « Les pelotons [des légionnaires] chantaient une chanson dont j'ai retenu ces vers : « Ce qui sont tombés sous les balles ennemis marches dans les rangs avec ceux qui sont restés. » Ca m'a semblé intéressant, ce n'était pas mal tourné. » (La traduction du roumain nous appartient) Même si, dans le développement de son roman, Preda reprend la thèse communiste qui présente le Mouvement Légionnaire (La Garde de Fer) comme pantin de Hitler (p.211), cette idée est présentée dans le contexte d'un affrontement Antonescu - Hitler où Antonescu lui-même défend les intérêts nationaux du peuple roumain. Par conséquent, le public roumain ne retient pas le mssage doctrinaire inséré dans ces pages, mais seulement la manière habile de l'auteur d'exprimer une opinion générale qui, jusqu'à ce moment, ne pouvait pas être publiquement exprimée.

du livre, en 1991.[682] Mais la scène clef du roman consiste en un long dialogue entre le maréchal et sa mère.[683] Elle contient plus de détails concernant la biographie d'Ion Antonescu – présenté comme un militaire compétent et patriote – mais aussi de l'histoire roumaine des années 1930 que la plupart des ouvrages scientifiques et des manuels universitaires publiés à l'époque.[684] Le portrait psychologique d'Antonescu, dans ce roman, est celui d'un justicier tourmenté par le destin de son pays et prêt à se sacrifier pour le bien de sa nation.[685]

La première édition du roman – dont la documentation préliminaire a été réalisée avec le concours direct de certains responsables du Comité central du PCR – provoque de vives protestations de la part des Soviétiques, mais aussi des réactions d'étonnement dans la presse occidentale.[686] Un article critique mis à part, publié dans la « Literaturnaia Gazeta »[687], l'ambassade de l'URSS à Bucarest proteste même formellement auprès du Ministère roumain des Affaires Etrangères.[688] Suite à ces réactions, la première édition, avec un tirage de 35.000

---

682 Cf. Marin Preda, *ibidem*, édition intégrale avec une préface d'Ion Cristoiu, Bucarest, Editions Expres, 1991, pp. 377-400.

683 Marin Preda, *Delirul …op.cit.*, 1975, pp. 131-159.

684 Entre autres, au cours d'un dialogue imaginaire entre Antonescu et Corneliu Zelea-Codreanu, le premier déclare au second : « Le pouvoir, Monsieur Codreanu, n'est pas un objet qu'on prend dans sa paume et l'on met dans la poche, elle appartient à la nation et s'exerce au nom de celle-ci et d'un idéal d'honnêteté et de justice… » ; *ibidem*, p. 134 (la traduction du roumain nous appartient).

685 *Ibidem*, p. 149: « …Pourquoi ai-je pris moi-même le pouvoir? Pour sauver le pays! Et j'ai apporté [au pouvoir] les légionnaires parce que, comme je te l'ai dit, j'ai cru que leurs martyrs sont, pour eux, non pas un prétexte de vengeance et de saloperie mais un permanent désir de se sacrifier pour le bien du pays. » (La traduction du roumain nous appartient).

686 Le journal ouest-allemand *Der Spiegel* de 30 juin 1975 publie un article critique titré « Roumanie – Antonescu réhabilité », qui fait une parallèle entre le « national-communisme » de Ceauşescu et le national-socialisme de Hitler ; cf. un rapport de la Securitaté, daté du 10 juillet 1975, qui résume les idées de l'article et présente la publication ouest-allemande comme étant « l'hebdomadaire avec le plus grand tirage de l'Allemagne fédérale et peut-être le plus répandu dans toute l'Europe », in *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, pp. 78-81.

687 K. Savin, « Quand « l'historien » trompe l'artiste », in *Literaturnaia Gazeta*. 14 mai 1975, apud Lucia Dragomir, *Une institution littéraire … op. cit.*, p. 210 ; cf. Dragomir, l'auteur soviétique « se dresse contre la 'conception idéaliste' du romancier roumain en lui reprochant, entre autres, « la perte des critères de classes. » Par contre, du rapport publié dans *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, p. 80, il résulte que la critique de Savin est beaucoup plus dure et rencontre la tonalité de l'article publié par « Der Spiegel » ; la seule différence est que le soviétique évite toute critique directe à l'adresse de la direction du PCR en se focalisant sur la responsabilité éthique de l'auteur.

688 Conformément à l'information fournie par Cornel Burtică (Rodica Chelaru, *op. cit.*, p. 82), l'ambassadeur soviétique « a présenté un proteste concernant l'apparition du *Délire* en motivant que par ce roman, le maréchal Ion Antonescu a été réhabilité et qu'il ne présente pas les aspects du mouvement ouvrier roumain de l'époque. » (La traduction du roumain nous appartient). Conformément à la version de Burtică, c'est à cause de ce proteste que Preda a été sollicité de modifier le texte du roman à la deuxième édition, mais le contenu de cette modification (introduction d'un chapitre qui dresse le portrait de Ceauşescu lui-même en jeune révolutionnaire emprisonné par le régime national-légionnaire) a été le choix exclusif de l'auteur. A son tour, Dumitru Popescu, *op. cit.*, tome III, pp. 68-70 présente Marin Preda comme un opportuniste dont la seule préoccupation était de gagner le plus d'argent possible en profitant du scandale politique ainsi créé. Popescu témoigne que la réaction de Nicolae Ceauşescu devant le proteste soviétique a été plutôt froide et que celui-ci était incliné d'approuver les interprétations de Preda, mais il aurait aimé d'être inclus parmi les personnages du roman.

exemplaires[689] est retirée des librairies et une deuxième modifiée est publiée, multipliant les références au mouvement antifasciste et introduisant Ceauşescu lui-même comme personnage épisodique du roman. Cette deuxième édition est vendue en 90.000 exemplaires[690], un tirage qui pourrait paraître immense, mais qui n'était pas inhabituelle dans la Roumanie communiste, surtout pour les livres agréés par les autorités politiques. Nourri par les rumeurs concernant la position audacieuse de son auteur dans le traitement d'un sujet historique jusque là hautement idéologisé et d'une intervention directe de Moscou suite à sa publication, le roman a un grand succès de librairie.[691] Ce succès purement commercial confirme l'impact que l'entreprise littéraire de Preda, fût-elle réalisée suivant les indications du PCR ou seulement avec son soutien indispensable, a eu dans l'opinion roumaine. Le roman a marqué une borne pour la perception publique de Ion Antonescu et de son régime dans la Roumanie de Ceauşescu et même ceux de ces lecteurs qui étaient soit plus jeunes soit plus ignorants de sa vraie signification politique, ont été finalement influencés par cet ouvrage.

Une deuxième borne dans la réhabilitation d'Antonescu, posée cette fois par un historien employé de l'ISISP-même, Aurică Simion, devient publique en 1979. L'ouvrage de Simion est sorti sous le titre tout à fait conformiste et apparemment anodin : « Preliminarii politico-diplomatice ale insurectiei române din august 1944 » (« Préliminaires politiques-diplomatiques de l'insurrection roumaine d'août 1944 »).[692] Ni son sommaire, ni surtout les titres-slogans des chapitres[693], assez habituels dans les publications de l'historiographie

689 Cf. Wilhelmus Petrus van Meurs, *op. cit.*, p. 291.

690 Cf. la cassette technique de Marin Preda, *Delirul …op.cit.*, 1975. En échange, aucune indication ne figure sur la page de garde concernant le fait que cette édition est la deuxième et diffère de la première.

691 Les chroniques roumaines, même si elles restent favorables, ne sont pas très nombreuses et paraissent seulement après la deuxième édition ; cf. Lucia Dragomir, *op. cit.*, pp. 210-211. Nous avons également noté l'apparition d'une chronique de Dan Zamfirescu« Individ şi istorie în romanul « Delirul » » [Individu et histoire dans le roman « Le délire »], in *Săptămâna*, no. 377, 24 février 1978 ; dans cet article, Zamfirescu souligne le rôle positif de la personnalité historique qui « guide la conscience des masses vers un but illuminé », mais ses références semblent viser avant tout Nicolae Ceauşescu. En revanche, dans l'émigration roumaine, les réactions critiques à l'adresse de Marin Preda lui reprochent de ne pas avoir été suffisamment explicite sur la question des droits roumaines sur la Bessarabie, de ne pas avoir été jusqu'au bout dans la réhabilitation des personnages historiques liés à l'histoire de la Grande Roumanie et de ne pas avoir suffisamment insisté sur le soutien moral des Roumains, en 1940-1942, pour la guerre antisoviétique à l'Est. Monica Lovinescu, « Delirul lui Marin Preda » [Le « Délire » de Marin Preda], in *Limite* [Limites], no. 21, mars 1976, pp. 14-15, reproche à Preda d'avoir raté sa chance de devenir le Soljenitsyne de Roumanie et apprécie que « le roman de Marin Preda est, avant tout, un défi à la mémoire et un échec moral. » Elle estime que « il a suffit que « le Délire » soit attaqué par une revue soviétique, pour que Marin Preda devienne l'écrivain non-conformiste du moment. Juste au moment où il a commis la plus grave concession de conscience ».

692 Aurică Simion, *Preliminarii politico-diplomatice ale insurecţiei române din august 1944* [Préliminaires politico-diplomatiques de l'insurrection roumaine d'aout 1944], Cluj-Napoca, Editions Dacia, 1979.

693 Par exemple, le quatrième chapitre de la première partie: « La législation exceptionnelle. L'anticommunisme – constante du régime Antonescu », cf. *ibidem*, pp. 57-73. En fait, la plupart de ces lois exceptionnelles était dressée contre les Juifs. Mais le livre de Simion ne contient aucune référence à la législation antisémite ; par exemple, la pratique des internements dans les camps de travail est

officielle, ne laissent deviner le non-conformisme idéologique du contenu. Au–delà de ces apparences, le lecteur du livre de Simion découvre le récit quasi-complet de l'histoire politique du régime Antonescu, une première dans l'historiographie roumaine d'après 1944 et qui, malgré les louanges de circonstance à l'adresse du PCR clandestin en tant que meneur de l'antifascisme roumain, dresse en fait un tableau assez favorable de la dictature militaire du maréchal.[694] Tout comme « Delirul », le livre de Simion a lui-aussi un succès retentissant dans les librairies roumaines. Dans la perception de ses collègues historiens de l'époque, il représenterait d'ailleurs, au niveau de l'écho public, l'équivalent scientifique du roman de Preda.[695] Publié à 68.000 exemplaires, le livre devient pourtant très vite une rareté bibliophile puisqu'une bonne partie du tirage est retiré des librairies peu de temps après sa parution. Cette décision est prise suite au scandale déclenchée par la réaction des idéologues officiels du PCR : les ex-clandestins et les historiens-apartatciks pour lesquels la récupération du nationalisme roumain pré-communiste menace de devenir trop ouverte. Le corps scientifique de l'ISISP, des collègues d'Aurică Simion, soutenu par les quelques ex-clandestins qui se trouvent encore, en 1979, dans la direction du PCR, se sont vite insurgé contre son contenu et ont commencé une campagne de protestation auprès du Comité central. Le leitmotiv de la contestation est représenté par l'idée – déjà énoncée dans certains cercles du PCR au début des années 1970, à l'occasion de la publication dans la presse roumaine de l'entretien avec Mircea Eliade – qu'un parti communiste qui a lutté contre le fascisme ne saurait patronner la réhabilitation d'une personnalité fasciste.[696]

---

présentée comme étant dressée exclusivement contre les adversaires politiques du régime et avant tout contre les communistes ; cf. *ibidem*, pp 64-65.

694 Florin Constantiniu, *op. cit.*, pp. 393-394, observe que le désir de Simion de présenter la personnalité d'Antonescu dans une lumière favorable a conduit jusqu'à des citations tronquées des documents concernant le contenu des conversations officielles Antonescu - Hitler. Comme ce type de documents d'archives n'était pas en accès libre et ne pouvait être connu que par un nombre restreint d'historiens, avec l'accord de la direction du PCR, on comprend que cette pratique a eu une efficacité maximale en tant que moyens de manipulation de la perception commune d'Antonescu.

695 *Ibidem*, p. 394: « Le livre de Simion a été un immense succès : on le vendait au marché noir, on l'achetait en cachette, on le photocopiait – dans la mesure où l'on pouvait à l'époque. Partout, la question du jour était « Est-ce que t'as lu le livre de Simion ? ». » (La traduction du roumain nous appartient).

696 Conformément au témoignage de Florin Constantiniu, pourtant biaisé par ses propres convictions personnelles et par son positionnement dans le groupe d'historiens favorables à la réhabilitation d'Antonescu, la Securitate a été elle-aussi alertée par les ennemis de Simion, guidés surtout par la jalousie professionnelle et une lutte de prestige : « La réaction [au livre de Simion] n'a pas tardé à se déchaîner. Des clandestins, des prosoviétiques, des collègues frustrés de l'Institut d'Histoire du Parti ont formé une « coalition monstrueuse » au sens propre du terme, pour démolir Aurică Simion. Des plaintes, des réclamations, des dénonciations ont été envoyéss au Comité Central et possiblement à la Securitate. La réhabilitation d'Antonescu était condamnée comme un crime : comment a-t-elle été possible, la parution d'un tel livre ? C'est pour ça que le Parti Communiste a-t-il lutté contre Antonescu, pour que maintenant, quand le Parti est au pouvoir, Antonescu soit réhabilité ? Il y aurait eu peut-être des signes de mécontentement de la part des Soviétiques ? C'est très probable. » (cf. Florin Constantiniu, *op. cit.*, p. 395 ; la traduction du roumain nous appartient). Constantiniu reconnaît

Les moyens du discours implicite sont ceux qui ont permis, une fois de plus, à la direction du PCR de surmonter les enjeux politiques directs du conflit. D'abord, on devrait remarquer que le livre de Simion n'est pas sorti à Bucarest, dans une des maisons d'éditions généralement utilisées pour publier les ouvrages considérés de première importance, mais loin de la Capitale, à Cluj, dans une maison d'éditions qui, sans être obscure, n'était pourtant pas non plus réputée pour avoir une activité directement liée aux jeux de la politique culturelle du régime Ceauşescu.[697] Ensuite, comme il n'y a pas eu de soutien politique ouvertement assumé, sa parution pouvait facilement passer pour un accident, une transgression des normes idéologiques qui a échappé à la vigilance de la censure communiste. Et les réactions d'hostilité qu'il a générées auraient pu passer pour une simple querelle d'historiens, sans rapport direct à l'intervention de l'acteur politique dans le champ de l'historiographie. En absence d'un débat public ou d'une polémique ouverte dans les publications professionnelles, les rumeurs concernant « l'affaire Simion » n'ont fait qu'accroître l'intérêt de l'opinion roumaine et le sentiment général qu'on assistait à un nouvel acte de fronde vis-à-vis de l'idéologique officielle.[698]

Les deux études de cas présentés ci-dessus sont pertinentes pour comprendre à la fois les moyens, le contenu et la tonalité générale du discours implicite. Elle constituent des preuves suffisamment solides pour nous permettre de formuler une conclusion sur les raisons qui ont poussé le régime Ceauşescu à entamer une récupération – qu'il désire bien contrôlée, mais qu'il ne réussi que partiellement à infléchir à l'objectif politique recherché – de l'extrême-droite roumaine de l'entre-deux-guerres et de sa culture politique nationaliste. En procédant de cette manière, il aspire à réaliser une substitution de légitimité dans le rapport dominant-dominé avec l'entité politique qu'il définit comme son seul partenaire, la Nation roumaine. Mais tout en assumant – et en essayant d'exploiter à ses bénéfices – une légitimité politique fondée sur l'idéologie nationaliste de l'entre-deux-guerres roumain, le régime communiste de Ceauşescu choisit d'occulter de facto la quasi-totalité des culpabilités morales et politiques de l'extrême-droite en étouffant toute discussion autour de leur existence et

---

pourtant que le livre de Simion a bénéficié de l'accord et du soutien d'au moins une partie de la haute direction du PCR – le plus probablement y compris Ceauşescu lui-même – qui, après le déclenchement du scandale, a laissé les rumeurs travailler en faveur de la notoriété de l'ouvrage dans l'opinion roumaine.

697 Observation reprise de Florin Constantiniu, *ibidem*, pp, 394-395

698 Cette supposition nous est confirmée par le témoignage de Florin Constantiniu, *ibidem*, pp 395-396. Voir aussi Marian Ştefan, *op. cit.*, pp. 155-156 qui a une perspective plus modérée sur la personnalité et l'œuvre scientifique d'Aurică Simion, un historien dont l'acribie ne compensait que partiellement d'autres qualités indispensables au professionnel de la recherche. La persistance des rumeurs concernant la fronde de Simion a été suffisamment longue pour qu'à sa mort, en 1984, suite à un infarctus, d'autres rumeurs, lancées à l'occasion, présentent son décès comme la conséquence de pressions politiques auxquelles il a été soumis après la parution de son ouvrage, en 1979.

surtout tout débat ouvert autour de leurs conséquences historiques. Cette dernière partie de sa stratégie s'est finalement avérée une pomme empoisonnée dont les suites ont eu des répercussions sur l'évolution-même du Parti et ont engendré, tant au niveau des élites culturelles qu'au niveau du corps social dans son ensemble, un effet nuisible à longue portée. Cet effet est mesurable surtout par la fascination éprouvée pour l'idéologie du nationalisme extrémiste dans des couches importantes de la société roumaine, à commencer avec les intellectuels, aussi bien avant qu'après 1989.

II.3.b Thracisme et protochronisme – les angoisses récurrentes de l'identité nationale

Dans l'analyse de l'idéologie officielle du PCR, nous avons pu constater que la mythologie du nationalisme communiste roumain a été construite autour de deux questions centrales : la réinterprétation des mythes d'origine et l'affirmation d'une position primordiale de la culture nationale roumaine retravaillées à travers le dogme communiste, dans le tableau général de la culture universelle.[699] Les deux ne sont pas des préoccupations nouvelles et d'autant moins des créations *ex nihilo* de l'appareil culturel qui sert le régime Ceauşescu. Elles reprennent et retravaillent dans la grille idéologique du communisme nationaliste le leitmotiv du nationalisme roumain à l'époque moderne : celui d'une spécificité roumaine et des modalités de définition une telle spécificité.[700] Des deux aspects que nous allons analyser en ce qui suit, le thracisme[701] se trouve dans une continuité sans équivoque avec les interprétations nationaliste du mythe des origines d'avant la deuxième guerre.[702] Pour le

699 Lucian Boia, *op. cit.*, p. 128, souligne que l'obsession pour les origines mythiques de la Nation est l'un des traits les plus marqués du régime Ceauşescu : « La spécificité de l'époque Ceauşescu a consisté en un déplacement notable [de l'intérêt] de la contemporanéité vers les origines. C'est d'abord là-bas que l'on devait chercher la légitimité et l'unité. » (La traduction du roumain nous appartient).

700 Cette opinion est partagée par les chercheurs du nationalisme roumain, de Lucian Boia, *op. cit.*, pp. 123-124 à Umut Korkut, *op. cit.*, p. 131. Ce dernier formule son idée d'une manière des plus tranchantes : « Une définition construite du « vrai » Roumain – comme chrétien orthodoxe, ayant la langue roumaine pour langue maternelle et une origine ethnique roumaine – a constitué le cœur du nationalisme roumain, nonobstant l'idéologie dominante. » (La traduction de l'anglais nous appartient ; la version originale : « A manufactured definition of a « true » Romanian – as a Romanian Orthodoxe Christian, natively Romanian speaking, and ethnically Romanian – formed the core of Romanian nationalism, regardless of the ruling ideology. »).

701 Les « Thraces », population d'origine indo-européenne, habitaient le territoire situé entre le Danube, la Mer Egée et la Mer Noire ; les « Daces », tribu appartenant à la grande famille des Thraces, sont considéré les ancêtres du peuple roumain.

702 Une étude compréhensive sur le courant de pensée thraciste dans la culture roumaine de l'entre-deux-guerres appartient à Roberto Merlo, « Getica vs. Getica. Un episodio di storia delle cultura romena interbellica », in *Annuario. Istituto Romena di cultura i ricerca umanistica*, no. 6-7 (2004-2005), Bucarest-Venezia, Casa Editrice dell'Istituto Culturale Romeno, 2005, pp. 525-547 ; consulté à l'adresse http://www.geocities.com/marin_serban/_merlo2004.html, le 29 juin 2007. Pour les suites du courant thraciste dans le postcommunisme roumain, voir Mihaela Grancea, « Dacismul şi avatarurile discursului istoriografic postcomunist » [Le dacisme et les avatars du discours historiographique

protochronisme[703], cette continuité est, au premier regard, plus difficile à saisir. Les exégètes ne sont pas toujours unanimes quant aux racines culturelles du phénomène et tendent parfois à le considérer comme une curiosité du communisme nationaliste roumain à l'époque de Ceauşescu.[704] Pourtant, nous estimons que l'origine de la référence au thracisme et au protochronisme, tel qu'elle est utilisée dans le discours implicite de légitimation, est à rechercher dans la pensée nationaliste roumaine pré-communiste.

Le thracisme – en tant qu'obsession pour les origines daces, prélatines du peuple roumain – est d'abord lié à la définition d'une identité roumaine à l'époque romantique de la construction nationale.[705] Il est ensuite ressuscité par l'intelligentsia traditionaliste de l'entre-deux-guerres comme argument dans le débat autour de la spécificité roumaine. Il devrait participer à la définition d'une roumanité comme spiritualité distincte par rapport aux identités culturelles tant de l'Occident latin que de l'Oriente slave.[706] A son tour, la Garde de Fer récupère la mythologie daciste au bénéfice de son obsession pour une pureté raciale

---

postcommuniste], in *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. VII, no. 1, 2007, pp. 95-116.

703 Le terme, utilisé pour la première fois par le critique littéraire Edgar Papu, devait désigner le phénomène d'anticipation dans la littérature roumaine des grands courantes de la littérature européenne ; repris par les adeptes de Papu, son usage s'est généralisé pour définir l'anticipation dans la culture roumaine des grandes évolutions de la création culturelle européenne. Voir une définition sociologique du protochronisme à l'adresse URL http://www.dictsociologie.netfirms.com/P/Termeni/protocronism.htm, consultée le 1 juillet 2007.

704 C'est surtout le cas de Lucian Boia, *op. cit.*, pp. 130-134, qui le décrit comme « une manifestation curieuse, sinon inédite » du « nationalisme à l'ère Ceauşescu » et tend à identifier ses racines dans la « maladie » de la Russie stalinienne des années 1940-1950 : « On est arrivé [en Russie] à la conclusion que presque toute réalisation importante de la culture, de la science, de la technologie mondiale a commencé par la créativité russe. (…) Le modèle protochroniste roumain se situe dans la même direction et non pas par imitation, mais comme produit d'une logique similaire (dans une certaine mesure, il s'inscrit dans l'actualité, mais d'une manière beaucoup simplifiée et marquée par l'autochtonie, certaines préoccupations patriotiques du XIX^{ème} siècle). » (p. 130 ; la traduction du roumain nous appartient). A son tour, Katherine Verdery, *National Ideology under Socialism … op.cit.*, pp. 167-168, retrace l'évolution de la polémique protochronistes - européanistes, déclenchée dans la presse roumaine des années 1970, par analogie avec la polémique traditionalistes-modernistes dans la Roumanie des années 1930.

705 L'évolution du dacisme dans la culture roumaine de l'époque moderne est présentée plus en détails par Lucian Boia, *op. cit.*, pp. 155-163. Boia surprend également les évolutions des représentations sur l'identité roumaine, à travers d'abord à l'affirmation de la latinité du peuple roumain, passant par la synthèse daco-romaine pour arriver à l'exaltation des origines daciques. Il observe que ce processus suit, en fait, les évolutions communes à tous les processus de construction mythologique d'une identité nationale : « L'encadrement dans la typologie se vérifie par le glissement des formes traditionnelles vers les formes modernes. Les premières tendent en général à valoriser les interventions extérieures, susceptibles de propulser dans l'histoire des espaces antérieurement vides ou amorphes (…) Les mythes de fondation modernes valorisent, par contre, les origines autochtones, en accord avec la phase 'scientifique', nationaliste et démocratique du discours historique. » (*ibidem*, pp. 136-137 ; la traduction du roumain nous appartient).

706 L'essentiel de cette tendance culturelle est à retrouver dans l'article du philosophe Lucian Blaga, « Revolta fondului nostru nelatin », [La révolte de notre âme non-latine], publié dans la revue d'orientation traditionaliste-orthodoxiste *Gândirea* [La Pensée] en septembre 1921 ; voir l'article in Iordan Chimet, *op. cit.*, tome IV, pp. 41-43.

roumaine tandis que le maréchal Ion Antonescu l'utilise dans l'effort de mobilisation sociale en faveur de la guerre antisoviétique en Bessarabie.[707]

Ainsi travaillée et retravaillée, tant dans la clef culturelle que dans la clef politique, le thracisme est récupéré, vers le milieu des années 1970, par le discours nationaliste du régime Ceauşescu. [708] Les protagonistes – notamment des historiens-apparatchiks de l'ISISP et les membres du groupe « Săptămâna » – se rassemblent autour de Iosif Constantin Drăgan, l'ex-membre de la Garde de Fer devenu porte-drapeau du nouveau thracisme roumain. Initiateur et directeur, dès 1967, de la « Fondation Européenne Drăgan »[709], celui-ci devient également le directeur d'un Centre d'Etude Historique, constitué en 1968, dont la principale mission est de promouvoir les études thracologiques en Europe. Drăgan est un historien dilettante, passionné par l'Antiquité préromaine et prêt à investir une partie de sa vaste fortune personnelle dans la popularisation d'une vision fantaisiste concernant le rôle primordial des Thrace dans l'histoire de l'humanité. En vertu plutôt des moyens matériels mises en œuvre que de la pertinence de ses arguments scientifiques, il trouve à l'intérieur du régime Ceauşescu des adeptes pour sa théorie qui présente la civilisation Thraces – dont l'habitat est considéré s'étendant sur une moitié de l'Europe, avec pour cœur l'espace de la Roumanie actuelle - comme berceau de la civilisation européenne.[710] Se prévalant de sa qualité d'homme d'affaires et bénéficiant de l'appui de la Securitate, Drăgan se retrouve, au début des années 1970, dans la proximité de Nicolae Ceauşescu avec lequel il a plusieurs entretiens.[711] Sa théorie sur la primordialité culturelle en Europe d'une civilisation dont

---

707 Cf. Lucian Boia, *op. cit.*p. 161.

708 L'intérêt du régime Ceauşescu pour les racines antiques du peuple roumain se manifeste d'abord dans le domaine de la cinématographie. En 1966, les instances culturelles de la Roumanie communiste patronnent une co-production européenne, « Les Daces », mise en scène par Sergiu Nicolaescu, présentant d'une manière mythologisée et patriotique la résistance des Daces devant l'armée de l'empereur romain Trajan ; en 1968, une deuxième co-production de même type, « La Colonne », dont le titre est une allusion à la Colonne de Trajan à Rome, présente les débuts de la symbiose entre Dace et Romains comme moment fondateur de l'histoire du peuple roumain. Les deux films, réalisés avec le support matériel du Ministère roumain de la Défense et qui bénéficient du conseil professionnel de deux historiens agréés par le PCR, Constantin Daicoviciu et son fils, Hadrian roulent, à la fin des années 1960, simultanément à Bucarest et à Paris.

709 Cf. Florin Manolescu, *op. cit.*, p. 250. Cette fondation prolongeait, en fait, l'activité de la Société « Europa », patronnée par le même Iosif Constantin Drăgan depuis 1949. Comme la réorganisation de cet organisme coïncide avec le début de l'intérêt manifesté par la Securitate pour l'exile roumain – et parce qu'il devient dès sa création un partenaire privilégié de la propagande communiste roumaine à l'extérieur du pays – il est à supposer une relation directe entre la création de la « Fondation Européene Drăgan » et la nouvelle stratégie de légitimation du régime Ceauşescu. La Fondation a son siège à Madrid et des filiales à Milan, Palma de Mallorca, Munich, Rome, Athènes et Salzburg.

710 L'essentiel de cette théorie est exposé dans sa communication présenté au Congrès de Thracologie de Bucarest, en 1976 ; voir Iosif Constantin Drăgan, « Europa şi tracii. Antropogeneza multiplă şi « ciclizarea » civilizaţiilor » [L'Europe et les Thraces. L'anthropogenèse multiple et la « cyclisation » des civilisations], in *Noi, Tracii* [Nous, les Thraces], an. III, no. 25-26, septembre- octobre 1976, pp. 4-12. Voir aussi Lucian Boia, *op. cit.*, pp. 168-169.

711 Cf. Florin Manolescu, *op. cit.*, p. 250.

l'espace de formation a coïncidé avec le territoire de la Roumanie flatte le nationalisme du leader communiste et le convainc d'engager l'appareil roumain de propagande dans les manifestations thracistes.

A la fin des années 1960 et au début des années 1970, le thracisme représente encore une présence marginale dans le paysage culturel roumain. En 1970, un premier symposium international de thracologie, qui devait être organisé par la Fondation « Drăgan » à Venise, échoue à cause du manque d'intérêt des historiens.[712] Néanmoins, en 1972, un congrès similaire organisé à Sofia, avec le concours de l'Académie des Sciences bulgare, réunit des professionnels de plusieurs pays.[713] Pour des raisons de compétition et de prestige politiques, les autorités communistes de Bucarest décident de soutenir l'organisation du prochain congrès de thracologie, prévu pour l'année 1976, à Bucarest.[714] C'est à partir des travaux préparatoires de ce congrès que le thracisme devient une présence plus marquée dans l'espace culturelle de la Roumanie communiste.

La campagne thraciste est marquée par une réticence à s'engager des historiens professionnels. La contribution scientifique la plus notable est celle de l'archéologue transylvain Ion Horatiu Crisan, auteur d'une monographie sur le royaume dace de Bourébistas[715]. D'autres archéologues impliqués dans la campagne – tel que Hadrian Daicoviciu[716] et Radu Vulpe[717], qui ont déjà un engagement politique assumé du côté du

712 Cf. Iosif Constantin Drăgan, *op. cit.*, p. 5.

713 Le co-organisateur du congrès est l'Association Internationale d'Etudes Sud-est Européennes (AISSEE), dont le siège est à Bucarest. De la délégation roumaine fait partie Dumitru Berciu, un historien employé de l'ISISP dont les fantaisies thracistes sont tout aussi persuasives que celle d'Iosif Constantin Drăgan. Voir la présentation des rencontres de Sofia chez Emil Condurachi, « Miraculoasa lume a tracilor » [Le monde merveilleux des Thraces], in *Magazin istoric* [Magazin historique], an VI, no. 8 (65), août 1972, pp. 2-9. Voir aussi Dumitru Berciu, « La primul congres internaţional de tracologie » [Au premier congrès international de thracologie], in *ibidem*, an VI, no. 10 (67), octobre 1972, pp. 84-87.

714 Cf. Dumitru Berciu, *op. cit.*, p. 87. Berciu precise dans son article les directions à suivre pour l'historiographie roumaine en vue du prochain congrès de thracologie à Bucarest. Il utilise l'occasion pour promouvoir sa propre conception sur « la forte unité ethnoculturelle » du monde thrace et avance une théorie qui sert au plus haut degré les intérêts et la vision politique du régime Ceauşescu : « Les Carpates n'ont pas constitué une frontière [pour la civilisation thrace], comme on a essayé de l'affirmer avant la première guerre mondiale. Le centre de cette unité a été représenté par la Transylvanie (…) » ; cf. Dumitru Berciu, « Străvechea moştenire tracică » [L'héritage ancestral des Thraces], in *Magazin istoric* [Magazin historique], an VI, no. 7 (64), juillet 1972, p. 11.

715 Ion Horaţiu Crişan, *Burebista şi epoca sa* [Bourébistas et son époque], Bucarest, Editions Ştiinţifică şi Enciclopedică, 1975 ; le livre a une deuxième édition, révisée et augmentée, en 1977, preuve de l'intérêt particulier que les instances politiques accorde au sujet. Voir aussi Idem, *Spiritualitatea geto-dacilor* [La spiritualité des Daces], Bucarest, Editions Albatros, 1986.

716 Hadrian Daicoviciu, *Dacia de la Burebista la cucerirea romană* [La Dacie de Bourébistas à la conquête romaine], Cluj, Editions Dacia, 1972. Daicoviciu (1932-1984) est lui-aussi, tout comme Crişan, originaire de Transylvanie ; son père, Constantin Daicoviciu (1898-1973) a été un proche du régime Gheorghiu-Dej, contributeur de la nouvelle direction nationale de l'historiographie roumaine et président de la Section des Sciences Historiques de l'Académie Roumaine, dans la deuxième moitié des années 1950 ; cf. *Enciclopedia istoriografiei româneşti* [L'Encyclopédie de l'historiographie roumaine], Bucarest, Editions Ştiinţifică şi Enciclopedică, 1978, pp. 117-118.

communisme nationaliste – se tiennent dans les limites de la rigueur académique et essayent d'éviter les excès de fantaisie. La majorité des exégètes roumains de l'Antiquité reste plutôt méfiante devant les pressions politiques et parfois directement critiques à l'égard du dilettantisme des thracistes enthousiastes. Ces attitudes sont illustrées par le contenu de la « Revista istorica » (« La Revue historique »), publication de l'Institut d'Histoire « Nicolae Iorga », concernant les préparatifs pour le IIe Congrès de Thracologie. Au milieu d'une campagne publique, qui commence déjà en 1974[718], destinée à promouvoir le thracisme – et dont les protagonistes principaux sont le groupe de « Săptămâna »[719] et certains historiens de

---

717 Radu Vulpe, (1899-1982), est l'un des disciples de Vasile Pârvan (1882-1927), esprit tutélaire de l'archéologie roumaine et auteur d'un ouvrage de référence sur la Dacie préromaine, *Getica*, publié en 1926. Vulpe continue les préoccupations de son magistère pour la civilisation des Daces sur le territoire de la Roumanie actuelle. Sa carrière, dont les débuts sont liés à l'historiographie roumaine de l'entre-deux-guerres, continue sans accident de parcours sous le régime communiste ; en 1970, Radu Vulpe devient membre de l'Académie des Sciences Sociales et Politiques, subordonnée au Comité central du PCR. Cf. *Enciclopedia istoriografiei româneşti…op.cit.*, pp. 344-345.

718 En 1974 commence la publication du bulletin *Noi, Tracii* [Nous, les Thraces], édité en Italie par Iosif Constantin Drăgan, avec des conditions graphiques modestes mais avec un programme très ambitieux concernant la promotion internationale tant de la civilisation thracique que de la politique nationaliste du PCR. Le bulletin a une circulation plutôt restreinte en Roumanie même si la plupart des contributeurs sont des intellectuels proches du régime Ceauşescu (certains d'entre eux choisissent pourtant de publier sous pseudonyme). Le bulletin a une périodicité mensuelle et, à part les articles de popularisation, conformes à la vision fantaisiste de Dragan, contient aussi des articles reprises des périodiques historiographiques roumaines, des comptes rendus des livres publiés par des historiens et critiques littéraires proches de PCR, des poésies avec une thématique thraciste, des polémiques avec les historiens hongrois concernant la continuité des Roumains en Transylvanie. Alimentée par les fonds de Drăgan et, très probablement, par ceux de la Securitate roumaine, *Noi, Tracii* [Nous, le Thraces] se montre une publication assez durable ; elle continue de paraître même après décembre 1989. Les derniers numéros que nous avons retrouvés datent de novembre 1992. La question de sa diffusion est aussi importante : nous n'avons pas pu la retrouver dans les bibliothèques de l'Académie roumaine et de l'Université de Bucarest. Mais son existence dans la bibliothèque documentaire des Archives Nationales de Roumanie, qui dans les années 1970-1980, étaient une institution contrôlée par la Securitate, avec des directeurs généraux nommés, des ex-officiers de la police politique, nous laisse supposer que la circulation de la revue a servi non seulement à la propagande extérieure du régime Ceauşescu, mais aussi à l'endoctrinement patriotique des employés du Ministère roumain des Affaires Intérieures. La revue sert aussi comme tribune de popularisation pour un « Cénacle de culture juridique, thracologie, littérature et arts » patronnée par l'Association des Juristes Roumains. Le président de ce cénacle est le juriste et poète Gabriel Iosif Chiuzbaian et parmi ses membres figure le journaliste Mihai Pelin. Les deux auront des carrières publiques significatives après 1989 : Pelin est devenu l'historien en titre de la Securitate, obtenant de la part du Service Roumain d'Informations un accès privilégié à ses archives ; Chiuzbaian est devenu membre de la formation politique nationaliste PUNR [Parti de l'Unité Nationale Roumaine], dérivée de Vatra Românească [Le Foyer Roumain] dont l'implication dans les conflits ethnique de Târgu-Mures, en 1990, a été ultérieurement documentée par la presse roumaine. En 1994-1996, Chiuzbaian est nommé ministre de la Justice dans le Gouvernement de coalition présidé par Nicolae Vacaroiu. Actuellement, il est président de l'Association des Juristes roumains ; voir des détailss concernant sa biographie postcommuniste à l'adresse URL http://www.cronica romana.ro/index.php?editie=1018&art=50106 , consultée le 2 juillet 2007.

719 La préoccupation pour le thracisme devient une constante dans les pages de *Săptămâna* dès janvier 1976 quand on commence une campagne pour la popularisation de Vasile Pârvan, avec sa *Getica* ; voir Marin Mincu, « Getica », in *Săptămâna*, no, 266, 9 janvier 1976. Quelques mois plus tard, un autre publiciste, Nicolae – Paul Mihail, propose la réédition de l'ouvrage *Dacia preistorică* [La Dacie préhistorique] de Nicolae Densuşianu (1846-1911). De profession médecin mais passionné par l'antiquité, Densuşianu a élaboré durant les dernières années de sa vie (le livre a été publié seulement après sa morte, en 1913) une théorie concernant l'existence d'un empire pélasge vivant sur le territoire de la Roumanie actuelle et dont les deux grands empereurs furent Uranus et Saturne. Mélangeant des

l'ISISP[720] – la « Revista istorica » ne modifie pas son sommaire de manière à assurer une place privilégiée aux études sur l'Antiquité thrace. C'est un premier signe de résistance de la part des professionnels qui continuera au long des années 1970. A la veille du congrès, la revue publie un article de Radu Vulpe, résumant en deux épisodes l'évolution de la thracologie en Roumanie.[721] Il s'ensuit, en octobre 1976, un compte-rendu des travaux du congrès, rédigé dans une tonalité neutre et qui passe complètement sous silence les contributions de Iosif Constantin Drăgan et des autres dilettantes convertis au thracisme.[722]

Le tableau se montre dans toute sa complexité du côté des groupes d'attitude impliqués dans la production du discours nationaliste. Dans les articles publiés par « Săptămâna », la mise politique de la démarche thraciste est formulée sans équivoque. On constate, d'une part, une relation directe entre les propos thraciste, formulés par Iosif Constantin Drăgan et par les historiens de l'ISISP, et le discours sur la patrie comme une forteresse assiégée, menacée par des ennemis de l'extérieur non seulement dans son intégrité territoriale mais aussi – et surtout – dans son identité culturelle. D'autre part, la bataille de la légitimitation historique est doublée par un combat personnel des écrivains de « Săptămâna » contre leurs adversaires professionnels, directement incriminés pour cosmopolitisme et négationnisme à l'égard de la spiritualité nationale.[723]

---

arguments folkloriques, linguistiques et mythologiques, il avançait l'hypothèse que la civilisation pélasge s'est trouvée à l'origine de toutes les civilisations antiques ; cf. Lucian Boia, *op. cit.*, pp. 155-156. L'archéologue Vasile Pârvan qualifiait l'ouvrage de Densuşianu, au moment de sa parution, de « roman fantastique » mais la théorie ainsi énoncée a continué d'exercer une certaine séduction sur les générations d'historiens amateurs. Voir aussi Nicolae - Paul Mihail, « Să săpăm mai adânc… » [Fouillons plus en profondeur…] in *Săptămâna*, no 276, 19 mars 1976. Le message politique de cet article est directement exprimé par son auteur : « Pourquoi a-t-on besoin de revenir, encore et encore, sur la préhistoire de ces lieux ? Voici pourquoi : dans un livre paru à l'Occident en 1969, un docteur es philosophie soutient, à la page 591, que la naissance du peuple roumain, des Daces et des Romans, il y a deux mille ans, sur les terres de Transylvanie actuelle, ne serait qu'un mythe roumain sans appui dans la réalité. On dirait donc que la mauvaise volonté ne peut être combattue que par des pauvres preuves historiques. […] Et si sous chaque village roumain dormait une Troie qui a perdu son barde ? » (La traduction du roumain nous appartient).

720 Du groupe d'historiens de l'ISISP qui soutiennent le courant thraciste, le seul spécialiste de l'antiquité est Dumitru Berciu. Les autres, tels que Nicolae Copoiu, Augustin Deac ou l'ex-clandestin Ion Popescu-Puţuri, directeur de l'institut, sont des historiens du mouvement ouvrier convertis à l'occasion au thracisme. Pour les exagérations thraciste de l'ISISP et leur écho négatif parmi les historiens roumains, voir Marian Ştefan, *op. cit.*, surtout pp.174-175. Pourtant, les opinions dans le Comité central du PCR ne sont pas unanimes à propos du soutien politique accordé aux théories d'Iosif Constantin Drăgan ; cf. Florin Constantiniu, *op. cit.* pp. 370-371, les premières critiques au niveau du CC à l'adresse de Drăgan sont exprimées en 1975.

721 Radu Vulpe, « Cercetările tracologice în România » [Les recherches thracologiques en Roumanie], in *Revista de istorie* [La Revue d'Histoire], tome, 29, no. 6-7, juin-juillet 1976, pp. 809-840 et 1031-1050. En tant que disciple de Pârvan, Vulpe insiste surtout sur la contribution de ce dernier à l'étude de la Dacie préromaine.

722 Constantin Preda, « Al doilea congres internaţional de tracologie. Rezultate şi perspective » [Le deuxième congrès international de thracologie Résultats et perspectives], in *Revista de istorie* [La Revue d'Histoire], tome 29, no. 10, octobre 1976, pp. 1465-1475

723 Voir en ce sens l'article de Dan Mutaşcu, *Un punct de vedere* [Une opinion], in *Săptămâna*, no. 277, 26 mars 1976: « Même s'il est difficile de concevoir une éternité qui ne partirait, avant tout, de sa stature

Du côté politique, les tonalités vindicatives se déplacent de l'antisoviétisme vers les polémiques souvent agressives avec l'historiographie hongroise, soit-elle représentée par des historiens de l'exil hongrois ou par des représentants de la République Populaire Hongroise. Mais l'argumentaire et les acteurs sont, en général, les mêmes.[724] Par exemple, quand Iosif Constantin Drăgan publie, en 1976, sa grande synthèse de l'histoire des Thraces dans les Balkans[725], « Săptămâna » publie un compte rendu rédigé par le critique littéraire Marin Mincu[726] qui, sans complètement acquiescer aux exagérations de l'auteur, insiste sur la signification politique de ses hypothèses : « Mettant en exergue la contribution et le rôle fondamentale de l'élément thrace-gète-dace dans l'ethnogenèse du peuple roumain, on situe les débuts de ce processus à l'époque du bronze, vers l'an 2000 avant notre ère. De cette manière, on résolue le problème de « l'arrivée de quelque part » des Roumains, [théorie] qui

---

(spirituelle, bien entendu) nationale, voici qu'on multiplie récemment, dans les pages des publications, comme dans un vivier, les préjugés concernant les sources et les méthodes. Ainsi, et le sens de l'humour et le bon sens se perdent quand on apprend par des syntagmes multipliées qu'il serait désirable de passer à une 'analyse structuraliste' du folklore de Maramures ou qu'il ne manquerait pas du tout d'intérêt d'étudier la chansonnette « Petit moineau, envole-toi… » à la lumière des ouvrages de Michel Foucault et Gaston Bachelard. (…) Malgré tout préjugé obtus, notre littérature est d'autant plus universelle qu'elle est roumaine… » (La traduction du roumain nous appartient).

724 Voir, par exemple, l'article de Constantin C. Giurescu, « Răspuns la « niţel descântec » al unui vraci al istoriografiei maghiare » [Réponse à « un peu d'incantation » d'un guérisseur de l'historiographie hongroise], in *Revista de istorie* [La revue d'Histoire], tome 29, vol. 8, août 1976, pp. 1231-1235. L'article de C.C. Giurescu combat la théorie de l'historien hongrois Makkai Làszlò concernant la disparition des Daces au nord du Danube après la conquête romaine ; l'implication de cette théorie « des terres vides » était liée à la polémique concernant la préemption des Hongrois ou des Roumains en Transylvanie. La thèse formulée par Makkai dans une *Histoire de la Translyvanie*, publiée en 1974-1975 à Londres et Paris, est reprise dans un ouvrage similaire édité par l'Académie hongroise en 1986. La biographie de Makkai, coopté lui-aussi dans le collective d'auteurs de l'ouvrage paru à Budapest, ne fait qu'intensifier les appréhensions des Roumains : né en Transylvanie, fils d'un évêque protestant, Makkai devient connu en 1940, durant l'occupation horthyste de cette région, avec un ouvrage sur histoire transylvaine qui soutient le point de vue officiel de l'extrémisme hongrois. Exilé à l'Occident, il est récupéré dans les années 1980 par l'offensive nationaliste du régime Kadar ce qui est de nature à approfondi les conflits entre ce dernier et le régime Ceauşescu ; voir Florin Constantiniu, *op. cit.*, pp. 413-420, qui relève également les sources de la frustration éprouvée par les historiens roumains impliqués dans la polémique, tant par rapport aux arguments des Hongrois que par rapport à l'attitude autoritaire – parfois même incohérente dans ses manières de porter la polémique – des autorités communistes roumaines. Au sujet de la continuité des Roumains en Transylvanie, voir un article du même Constantin C. Giurescu, « La Formation du peuple roumain », in *Noi, Tracii* [Nous, Les Thraces], no. 19, mars 1976, pp. 1-3, affirmant que « Les plus importants de toutes les peuples thraces étaient les Daces ou Gètes. Ce sont deux noms pour le même peuple, de même que Valaques, Moldaves et Transyilvains sont trois noms pour la même réalité ethnique : les Roumains. » (p. 3) cette idée d'une unité nationale immémoriale du peuple roumain, précédant de loin la formation de la Nation roumaine moderne, devient un leitmotiv de l'historiographie nationaliste roumain et son affirmation date justement des années 1970.

725 Iosif Constantin Drăgan, *Noi tracii şi istoria noastra multimilenară* [Nous les thraces et notre histoire multimillénaire], Craiova, Editions Scrisul Românesc, 1976, avec une deuxième édition publiée à Cluj, aux Editions Dacia, en 1980. Le livre a également deux traductions, en anglais et français, publiées aux deux maisons d'édition patronnées par l'auteur : Idem, *We, the Thracians and our multimillenary history*, Milan, Editions Nagard, 1976 et Idem, *Les Roumains, peuple multimillénaire de l'Europe*, Rome, Editions Europe, 1983. Voir aussi dans *Săptămâna*, no. 280-300, 18 juin-3 septembre 1976, la série reprenant des fragments substantiels du livre.

726 Marin Mincu, « Fascinaţia ideii dacice » [La fascination de l'idée dace], in *Săptămâna*, no. 301 et 302, le 10 et 17 septembre 1976.

ne précise pas où, quand et par quels moyens [ils sont venu dans les terres de la Roumanie actuelle], lancée avec trop de facilité et avec tant d'ingénuité par des mercenaires pseudo-scientifiques(…) » [727] Il est significatif que, parallèlement à la glorification des Thraces comme ancêtres de l'entière civilisation européenne et comme élément clef de l'ethnogenèse roumaine, les polémiques sur la question de la continuité des Roumains en Transylvanie connaît une montée en puissance dans les pages de la même revue. Toujours en 1976, l'historien Manole Neagoe – renvoyé de l'Institut « Nicolae Iorga » suit à un conflit avec ses collègues, employé ensuite par les Archives d'Etat de Bucarest et devenu collaborateur fidèle de « Săptămâna » – est l'initiateur d'une série d'articles polémiques destinés à combattre, sans pourtant nommer directement leurs auteurs, les points de vue avancés par des historiens hongrois. [728] Neagoe défende – en utilisant des arguments plutôt du registre moral mais avec des références insistantes sur la quantité de sources historiques soutenant l'opinion roumaine – les origines latines de la spiritualité des Roumains, comme preuve indubitable de leur ancienneté sur le territoire national.[729]

A la différence du congrès de thracologie de Sofia, celui qui a lieu à Bucarest entre 4 et 10 septembre 1976 n'est pas patronné par l'Académie roumaine mais par l'Académie des Sciences Sociopolitiques (ASSP) auprès du Comité central du PCR. Ses travaux sont inaugurés par un message de Nicolae Ceauşescu, lu par Mihnea Gheorghiu, président de l'ASSP.[730] Le discours officiel ne contient pourtant pas des tonalités directement polémiques. Il transmet un message nationaliste, mais pacifiste et sans affirmations vindicatives qui constitueront le leitmotiv des années 1980.[731] Ce type d'affirmations se maintiennent pour l'instant exclusivement dans le registre du discours implicite et sont assumées par les acteurs

727 *Ibidem*, no. 302, le 17 septembre 1976, p. 26. La traduction du roumain nous appartient.

728 Manole Neagoe, « Ego civis romanus sum », in *Săptămâna*, no. 281-284, 23 avril -14 mai 1976.

729 Cf. *ibidem*: « En essayant de clarifier l'origine du nom du peuple roumain, les auteurs de cet article [« Olah, valah, român », paru dans la revue *Vagyunk* de Munich] affirment que « les Roumains sont offensés s'ils sont appelés òlah » (…) Les auteurs ne se gênent pas pour affirmer que la dénomination òlah a, pour les Roumains, une connotation péjorative, preuve de notre non-romanité. Ce qui signifie, en fait, la négation du droit de chaque peuple de porter le nom qu'il estime approprié. (…) En ce qui concerne « les théories fabrication maison » concernant la romanité des Roumains, suivant lesquelles nous ne considérons, actuellement, les héritiers des Romains, nous signalons à l'usage des intéressés, mais aussi pour la clarification des auteurs en discussion, les écrits de Ioan Czimor Decsi de Baranya, en 1587(…) » (La traduction du roumain nous appartient).

730 Voir le texte du message dans *Magazin istoric* [Magazin historique], an X, no. 10 (115), octobre 1976, pp. 2-3.

731 *Ibidem*, p. 3 : « Nous, les Roumains, vivant dans les terres anciennement habitées, travaillées et défendues par un grand peuple, des hommes braves et justes, voulons tout faire pour que dans cette région géographique, en Europe et dans le monde entier dominent la paix, la coopération fraternelle, la prospérité et le bonheur des peuples. » (La traduction du roumain nous appartient). Il est pourtant significatif de préciser que les historiens de l'Hongrie ne participent pas au congrès de thracologie de Bucarest ; Iosif Constantin Drăgan, *op. cit.*, p. 6, prend soin de remarquer publiquement cette absence.

des deuxième et troisième niveaux du réseau de production du discours nationaliste.[732] Très actifs dans le congrès, Iosif Constantin Drăgan et ses adeptes de l'ISISP ne sont presque pas médiatisés dans les publications de Bucarest.[733] C'est seulement de la lecture de sa revue, « Noi, Tracii », qu'on apprend les théories que Drăgan soutient devant les participants ainsi que la présence des éditions Nagard au stand de livres organisés à l'occasion du congrès.[734]

Après 1976, l'intérêt pour les origines daces comme argument politique de la continuité roumaine sur le territoire nationale glisse du discours implicite vers le discours officiel. Le changement de stratégie intervient en 1977. Il ne signifie pas une modification de l'argumentaire mais introduit de nouveaux acteurs dans la compétition pour le pouvoir symbolique dont la source est représentée par la direction du PCR. Le 27 octobre 1977, le plénum du Comité central adopte une décision concernant la célébration, en 1980, des 2050 ans de « la formation du premier Etat dace centralisé et indépendant, dirigé par Bourébistas – moment très important dans l'histoire du peuple roumain ».[735] Le document reprend les interprétations dans une grille marxiste-léniniste de l'histoire de la Roumanie, ainsi qu'elles ont été formulées dans le Programme du PCR de 1974. L'élément inédit ne réside donc pas dans son contenu idéologique mais dans la décision politique ouvertement affirmée d'intégrer dans le calendrier des célébrations officielles une pratique jusque là complètement absent de

732 A la mi-chemin entre le discours officiel et le discours indirecte se situe l'article de Mircea Muşat et Gheorghe Ioniţă, « Probleme fundamentale ale istoriei poporului român » [Problèmes fondamentaux de l'histoire du peuple roumain], in *Anale de istorie* [Annales d'histoire], an XXII, no. 1, 1976, pp. 55-80. Consécutif aux travaux du Congrès de l'éducation politique et de la culture socialiste (2-4 juin 1976) qui décide un renforcement de l'éducation idéologique de la jeune génération à travers l'histoire comme discipline scolaire, cet article est destiné d'établir les grandes directions à suivre dans la rédaction d'une nouvelle curricula pour l'enseignement national. Les deux auteurs ont une position d'autorité politique dans l'historiographie roumaine du moment, en tant que représentants du point de vue du Comité central du PCR. L'article met en exergue la nécessité d'insister sur l'enseignement de l'histoire de l'Antiquité préromaine dans les écoles de Roumanie tout en développant un argumentaire similaire à celui de la revue *Săptămâna* : « La connaissance et l'enseignement de la vérité historique sur le passé glorieux des peuples sont d'autant plus nécessaires qu'on retrouve dernièrement, dans des livres, études et articles publiés à l'étranger – soit à cause de l'insuffisante documentation de leurs auteurs, soit pour d'autres causes – des images déformées de l'histoire de certains pays, des thèses et des idées non-argumentées, de vulgarisation, qui sont contraires à la vérité historique. (…) Il est encore plus regrettable pour nous de constater que des dénaturations [de ce genre] se retrouvent – pas mal de fois – dans les ouvrages de certains historiens marxistes de l'étranger, auxquelles nous aurions le droit de demander de l'objectivité, un traitement correcte de la vérité historique, du respect pour l'histoire multimillénaire d'un peuple qui a toujours montré de loyauté (…) » (cf. *ibidem*, p. 56 ; la traduction du roumain nous appartient.

733 Le compte rendu du congrès publié dans la *Revista de istorie* [Revue d'histoire] ne contient aucune mention de la présence de Iosif Constantin Drăgan, tandis que la revue de l'ISISP, *Anale de Istorie* [Annales d'histoire] ne contient aucune mention directe du congrès de thracologie de Bucarest. C'est seulement dans *Magazin istoric* [Magazin historique] que Drăgan est mentionné dans un recueil d'opinions des historiens participants, mais sans aucune références à ces fantaisies historiques ; cf. « Cel de-al II-lea congres internaţional de tracologie. O ştiinţă complexă, în plin avânt » [Le II^{ème} congrès international de thracologie. Une science complexe, en plein essor], in *Magazin istoric* [Magazin historique], an X, no. 11 (116), novembre 1976, pp. 19-21.

734 *Noi, Tracii* [Nous, les Thraces], an III, no. 25-26, septembre-octobre 1976, pp. 2-3.

735 Cf. *Epoca Nicolae Ceauşescu… op.cit.*, vol. 2, pp. 594-600.

l'appareil communiste de rites politiques.[736] On désigne un plan des célébrations qu'exige l'implication des institutions officielles (l'Ecole, les académies des sciences, les unions de création) et on décide l'intégration ces célébrations dans le festival national « Chants de la Roumanie », qui constitue le cadre général de toutes les manifestations culturelles officiellement assumées par le PCR.[737] Il s'ensuit une vaste campagne de propagande, menée par des moyens différents (la presse quotidienne[738], la littérature et surtout la poésie[739], les arts plastiques) et dont les accents les plus stridents sont destinés à renforcer le culte de la personnalité de Nicolae Ceauşescu.[740]

Pour les acteurs du discours implicite, l'investissement officiel du thracisme comme élément de la propagande nationaliste ne signifie pourtant pas un renforcement de leurs propres positions dans les relations avec la direction du PCR. Tout au contraire, on assiste, d'une part, à leur marginalisation par les protagonistes du deuxième niveau du réseau (les instances politiques du deuxième échelon, les organisations de masse, la presse officielle) et, d'autre part, à une perte graduelle d'autorité des groupes d'attitude tels que celui de « Săptămâna » devant l'apparition sur la scène publique du groupe mené par Ilie Ceauşescu.

A la fin des années 1970, le groupe de « Săptămâna » dispose encore de ressources dans la compétition des influences auprès des instances politiques. Iosif Constantin Drăgan est encore très présent dans les pages de la revue en tant qu'esprit tutélaire du thracisme. Les articles laudatifs signés par ses disciples suggèrent une position solide du personnage dans le groupe de « Săptămâna » qui n'est pas très loin d'une construction d'un culte de sa

---

736 Cette décision semble être durable puisque, en 1986, on décide de manière analogue la célébration des 2500 ans dès la première mention historique sur les Daces, dans l'œuvre de Hérodote ; cf. Florin Constantiniu, *op.cit.*, 391.

737 *Ibidem*, p. 599.

738 Très active dans la campagne daciste est la revue *Flacăra* [La Flamme], sous la direction d'Adrian Păunescu. Voir, par exemple, l'article de Liviu Petrina, « Limba dacică la universitate » [La langue dace à l'université], in *Flacăra* [La Flamme], an. XXVIII (1939), 18 mars 1979, p. 5. Une édition spéciale du 21 juin 1979 est dédiée aux « Cités daces, preuves durables de la civilisation et de la dignité roumaine » (cf. *Flacăra* [La Flamme], an XXVIII, no. 25 (1254), 21 juin 1979). Adrian Păunescu participe à la campagne daciste avec des poésies qui utilisent le mythe des daces guerriers pour exalter à la fois les sentiments antisoviétiques, anti-hongroises et anti-occidentales, mais aussi pour attaquer les positions anticommunistes de l'exil roumain ; voir Adrian Păunescu, « Dacii liberi » [Les daces libres], in *Flacăra* [La Flamme], an XVIII, no. 1280, 20 décembre 1979, p. 1 : « Jamais nous ne demanderons à l'UNESCO de permis pour les Daces libres/Nous n'aimerons pas nos parents par la grâce des grandes puissances,/Dans les terres de Bourébistas, ils sont vivants, les Daces libres,/Quand on change leur alphabet, ils restent toujours des Daces libres/Aujourd'hui ne sera plus demain, demain sera plus qu'hier » (La traduction du roumain nous appartient ; la référence au changement de l'alphabet constitue une allusion à peine voilée à la situation des Roumains de la Moldavie soviétique).

739 Voir, par exemple, le volume *Dacica. Anthologie de lirica românească* (« Dacie. Anthologie de lyrique roumaine »), éditée par Chirata Iorgovan-Dumitru, préface par Paul Anghel, Bucarest, Editions Minerva, 1978.

740 L'utilisation des représentations mythologiques liées à l'histoire de la Dacie préromaine dans le culte de Ceauşescu est analysée par Adrian Cioroianu, *op. cit.*, pp. 67-68.

personnalité.[741] En 1980, l'année même des célébrations nationales dédiées à l'Etat dace de Bourébistas, la revue publie une interview de Drăgan[742], dressant une critique directe des historiens qui refusent d'adhérer au courant thraciste devenu obsession nationale.[743] Mais le thracisme de « Săptămâna » – tout autant que celui promu par les historiens-apparatchiks de l'ISISP – est de plus en plus surclassé par la reprise du leitmotiv gèto-dace dans les productions historiques du groupe d'Ilie Ceauşescu[744].

---

741 En 1977, les Editions Nagard commencent la publication d'une série de volumes en hommage à Iosif Constantin Dragan, réalisés avec une participation exclusivement roumaine ; un grand nombre d'intellectuels de la Roumanie communiste y participent en tant que co-auteurs, avec des essais littéraires, des études d'histoire, des poésies. Cf. *Omagiu lui Iosif Constantin Drăgan* [Hommage à Iosif Constantin Drăgan], tomes I-IV, Rome, Editions Nagard, 1977-1982. Un compte-rendu des deux premiers tomes appartient à Nicolae Vasilescu-Capsali, « Volume omagiale » [Tomes en hommage], in *Săptămâna*, no. 404, 1 septembre 1978 ; l'auteur fait un portrait de Iosif Constantin Drăgan en exilé loyal au régime communiste de Roumanie : « Iosif Constantin Drăgan a compris que le sens de sa vie n'était pas de défier avec l'arrogance de son succès mais d'ajouter son expérience et son génie de théoricien du « marketing » à l'immense effort collectif de son peuple, pour imposer son statut de peuple indépendant, fort économiquement et créatif du point de vue spirituel, pour le bine mondial. Il a donné un splendide exemple à tous ceux qui ont « réussi » ailleurs, qui n'ont pas oublié leurs racines et qui n'ont pas séché dans leurs âmes les sèves de la terre natale. » (La traduction du roumain nous appartient).

742 Voir Vasile Vetişanu, « 2050 de ani de la constituirea primului stat dac centralizat şi independent. Cu prof. dr. Iosif Constantin Drăgan despre spiritualitatea românească » [2050 ans dès la constitution du premier Etat dace centralisé et indépendant. Le professeur Iosif Constantin Drăgan sur la spiritualité roumaine], in *Săptămâna*, no. 494, 23 mai 1980 : « J'ai pensé à ceux qui nous déclaraient un peuple jeune (vous comprennez ce thèse duquel résultaient toutes les conséquences possibles, dans toutes les directions), nous avions l'obligation de redécouvrir l'héritage thrace-gète-dace qui est à nous et à personne d'autre. (…) Je ne veux pas parler des sceptiques, l'histoire n'en parlera elle non plus, même s'ils se ressemblent et, jusqu'à un certain point, sont proches de ceux qui nous contestent. » (La traduction du roumain nous appartient).

743 En 1980, le critique littéraire Şerban Cioculescu, membre très respecté de l'Académie roumaine, publie dans la revue *România literară* [La Roumanie littéraire] un article très critique à l'adresse des exagérations thracistes, qu'il désigne avec le terme de « thracomanie » (apud Florin Constantiniu, *op. cit*, p. 389) ; en revanche, Gabriel Iosif Chiuzbaian, « Tiribombele magistrului » [Les finasseries du magistère], in *Săptămâna*, no. 493, 16 mai 1980, accuse directement Cioculescu de s'être rangé du côté des critiques anti-communistes de la Radio Free Europe. Les signes officiels de marginalisation des exagérations thracistes promues par Drăgan et par les historiens de l'ISISP n'interviennent pourtant qu'après 1985. En 1986, à la demande expresse de la haute direction du PCR, Drăgan est empêché d'exposer une fois de plus ses théories devant les participants à un symposium organisé par Ilie Ceauşescu (cf. Florin Constantiniu, *op. cit.*, p. 410-411) ; toujours en 1986, on constate les premiers signes concernant la marginalisation politique de Ion Popescu-Puţuri et des autres historiens thracistes de l'ISIP (cf. Marian Ştefan, *op. cit.*, pp. 174-175). Les raisons de cette perte d'intérêts politique pour le leit-motiv thraciste ne sont pas complètement claires, mais l'hypothèse avancée par Florin Constantiniu, concernant la rivalité entre Elena Ceauşescu et son beau-frère, nous semble insuffisante. Par contre, l'hypothèse d'une réaction critique, tant de la part de certains membres de l'Académie roumaine que de la part d'historiens proches de la direction du PCR, nous semble plus plausible ; elle est indirectement confirmée par le récit de Marian Ştefan, *op. cit.*, p. 146, concernant le mécontentement d'un des historiens- apparatchiks, Titu Georgescu, à l'égard des exagérations dacistes de Ion Popescu-Puţuri.

744 Cf. Florin Constantiniu, *op. cit.*, p. 407, Ilie Ceauşescu était profondément convaincu de l'utilité politique du mythe daciste : « Son désir de toujours mettre en exergue l'autochtonie et l'ancienneté des Roumains l'a contaminé de la maladie thracomanne. Dans son opinion, les Romains avait eu un rôle négatif, en supprimant l'indépendance des Daces et de leur Etat ; dans l'ethnogenèse des Roumains, l'élément latin aurait été pratiquement annulé, dans le sens que les Roumains sont des Daces devenus latinophones suite à la conquête romaine ; la continuité des Daces serait parfaite. Il était impossible de contredire ces opinions. Dans une discussion sur le rôle de la conquête romaine de la Dacie, il m'a répliqué que soutenir le rôle positif de cette conquête dans l'histoire des Daces serait comme justifier… la conquête soviétique de l'Afghanistan ! » (La traduction du roumain nous appartient).

Parallèlement à la campagne thraciste, le groupe de « Săptămâna » est également impliqué dans la polémique engendrée par une nouvelle manifestation culturelle du nationalisme communiste, le protochronisme.[745] Le terme est créé et consacré en 1974 par le critique littéraire Edgar Papu[746], qui l'utilise pour désigner une présupposée « antériorité créatrice » d'auteurs appartenant à la littérature roumaine par rapport à des courants ou des grandes œuvres de la littérature universelle.[747] Il soutient, par exemple, que le prince valaque Néagoë Basarab, vivant au XVe siècle, auteur d'un manuel de conseils politiques adressés à son fils, a été le précurseur du baroque européen.[748] De la même manière, le poète romantique Ion Heliade Radulescu, contemporain de la révolution de 1848 et auteur d'une poésie qui, à travers la mythologie folklorique roumaine, décrit la crise érotique de l'adolescence, serait le précurseur de Sigmund Freud.[749] A partir de ce type de montages concernant la force d'anticipation de la littérature roumaine, Papu statue le caractère hautement original de la culture nationale et défie les opinions soutenant son développement par « imitations » ou importations des grandes courant européens.[750]

---

745 Du grec « protos » = ancien et « chronos » = temps, utilisé ici avec le sens d'antériorité d'un événement par rapport à d'autres. Une analyse pertinente du protochronisme, s'inspirant d'une perspective sociologique bourdieusienne, appartient à Katherine Verdery, *op. cit.*, pp. 167-214. Des analyses roumaines du phénomène, nous avons consulté surtout Lucian Boia, *op. cit.*, pp. 130-134 et Florin Mihăilescu, *op.cit.*, surtout pp. 113-212. Voir aussi Mircea Martin, « Cultura română între comunism şi naţionalism (I-II) » [La culture roumaine entre communisme et nationalisme (I-II)], in *22. Revista Grupului de Dialog Social* [22. Revue du Groupe pour le Dialogue Social], an XIII, no. 44 (660), 31 octobre -5 novembre 2002, consulté à l'adresse URL http://www.revista22.ro/html/index.php?nr=2002-10-31&art=241, le 5 juillet 2007.

746 Le critique littéraire Edgar Papu (1908-1993) a une biographie personnelle très semblable à celle de l'historien Constantin C. Giurescu : érudit de la génération de l'entre-deux-guerres, étudiant à Vienne entre 1935-1937, devenu, à la fin de ses études, professeur à la Faculté de Philosophie de Bucarest, Papu est exclue de l'Université en 1951, à cause de ses convictions religieuses. En 1961, il est arrêté pour la même raison, accusé de haute trahison et condamné à une peine de huit ans de prison. Libéré en 1964, il réussi de publier un premier volume seulement en 1967, après des longues années d'interdiction. En vertu de ce parcours biographique, ses propos protochronistes ont été interprétés par une partie de ses contemporaines comme étant sa manière de parer les persécutions politiques ; cf. Alex Ştefănescu, « Edgar Papu. Fastul declinului » [Edgar Papu. Le faste du déclin], in *România literară* [La Roumanie littéraire], no. 8, 27 février 2002, consulté à l'adresse URL http://www.romlit.ro/ , consulté le 7 juillet 2007.

747 Cf. Edgar Papu, Protocronism românesc » [Protochronisme roumain], in *Secolul 20. Revistă de literatură universală* [Le XXe siècle. Revue de littérature universelle], no. 5-6 (160-161), 1974, pp. 8-11.

748 *Ibidem*, p. 9.

749 *Ibidem*.

750 *Ibidem*, p. 11: « Nous avons eu aussi, bien sûr, une littérature d'imitation, ainsi comme l'on a affirmé. Mais où n'a-t-elle pas existé à un moment donné ? D'un autre côté, aucune culture ne considère comme représentatives ses périodes de sécheresse ou ses figures mineures, mais investit avec la qualité de porteurs d'essences seulement les grandes périodes et les grandes personnalités. Si l'on juge d'après la synthèse extraite des contributions de ces périodes et de ces personnalités, on peut affirmer que l'une des traits importants de la littérature roumaine, vue d'une perspective comparatiste, c'est le protochronisme. » (La traduction du roumain nous appartient).

Le protochronisme ne devient sujet de polémique entre factions littéraires qu'en 1977, quand Papu développe son idée dans un livre[751] recensé par un autre critique littéraire, Nicolae Manolescu[752], rédacteur-en-chef de « România literara » et chef de fil des écrivains hostiles au groupe de « Săptămâna » (accusés par cette publication d'avoir une orientation antinationale, sous l'influence de la section roumaine de la Radio Free Europe).[753] Le compte rendu de Manolescu n'est pas entièrement défavorable à la personne de Papu – unanimement considéré par ses confrères comme un érudit et un vrai professionnel de la critique littéraire – mais il refuse d'admettre le signe d'égalité mis par ce dernier entre le synchronisme, théorisé dans l'entre-deux-guerres par Eugen Lovinescu[754], et « l'aspiration [à l'imitation des modèles culturels européens] nourrissant une conscience retardataire »[755] de la culture roumaine. C'est le début d'une polémique qui n'est qu'apparemment confinée à l'espace professionnel des écrivains. En fait, à travers la recherche par les promoteurs du protochronisme, du côté de l'acteur politique, de ressources pour leur autorité dans le champ de la littérature, la dispute se retrouve assez vite au cœur des enjeux politiques liés à la production du discours nationaliste au profit du régime Ceauşescu.[756]

---

751 Edgar Papu, *Din clasicii noştri. Contribuţii la ideea unui protocronism românesc* [De nos classiques. Contributions à l'idée d'un protochronisme roumain], Bucarest, Editions Eminescu, 1977.

752 Cf. Nicolae Manolescu, « Tezism şi spontaneitate » [Dogmatisme et spontanéité], in *România literară* [La Roumanie littéraire], an X, no. 32, 11 août 1977

753 Cf. Lucia Dragomir, *op. cit.*, pp. 400-405. Mircea Martin, *loc. cit.*, décrit les deux grandes tendances qui séparent les factions de la littérature roumaine à l'époque de Ceauşescu, en fonction de leurs positions à l'égard de l'identité nationale : « Dès la période 'libérale' des années 1960, arrivent à l'expression publique, même si elles sont à peine esquissées, deux tendances différenciées, dont le développement ultérieur sera de plus en plus divergeant. Dans la vision de certains écrivains et critiques, la décoloration idéologique se traduit par une intense coloration au sens de l'autochtonie national ; pour d'autres, la même libération de la contrainte idéologique s'exprime par un penchant européaniste, cosmopolite, même élitiste. Les deux tendances se constituent et se manifestent sous le signe de la redécouverte de l'identité nationale, à travers la « fissure » produit par la problématique nationale dans le mur idéologique marxiste-léniniste. » (La traduction du roumain nous appartient).

754 Le concept de « synchronisme » a été théorisé, en 1924-1925, par le critique littéraire Eugen Lovinescu (1881-1943) ; cf. Eugen Lovinescu, *Istoria civilizaţiei române moderne* [Histoire de la civilisation roumaine moderne], tomes I-III, préface de Zigu Ornea, Bucarest, Editions Minerva, 1992. Suivant Zigu Ornea, *ibidem*, tome I, p. XXVII, « à l'avis de Lovinescu, ce n'est pas l'évolution progressive des relations économiques internes, ni l'influence des facteurs économique extérieures qui ont déterminé l'adoption du corpus de mesures qui ont consacré la création de la Roumanie moderne. Il croyait, par contre, que de ce point de vue, le rôle principal a appartenu au vecteur idéologique, venu de l'extérieur, par contagion (imitation) et synchronisme. » (La traduction du roumain nous appartient). Voir aussi Lucia Dragomir, *op. cit.*, pp. 398-400. Pour le régime communiste de Roumanie, la réception post mortem de l'oeuvre d'Eugen Lovinescu présente un aspect particulièrement sensible : sa fille, Monica Lovinescu, exilée à Paris dès la fin des années 1940, devient commentatrice politique à la section roumaine de la Radio Free Europe et l'une des figures les plus influentes de l'anticommunisme roumain.

755 Cf. Edgar Papu, *Din clasicii noştri…op.cit.*, p. 8

756 L'hypothèse du protochronisme qui est d'abord le produit des acteurs du champ culturel et qui arrivent ensuite à l'imposer à l'acteur politique, est discuté par Katherine Verdery, *op. cit.*, p. 196 : « Ce que le protochronisme nous montre, ce n'est pas comment le Parti dirigeait la culture, mais comment l'organisation de la société roumaine générait des types spécifiques de compétition entre les factions d'une élite culturelle, luttant pour une plus grande influence dans leur sphère de compétences et

Parmi les exégètes du protochronisme roumain, Katherine Verdery et Lucian Boia ont insisté sur l'inspiration soviétique du phénomène. Verdery croit voir un lien étroit entre les exagérations soviétiques des années staliniennes, concernant la priorité des intellectuels de l'URSS dans divers domaines de l'innovation culturelle et scientifique, et le courant protochroniste dans la Roumanie de Ceauşescu.[757] Nous n'avons pas l'intention de minimiser l'influence soviétique sur l'élite communiste roumaine, ni le poids de l'antisoviétisme dans la construction du nationalisme communiste roumain à l'époque de Nicolae Ceauşescu. Toutefois, nous considérons encore plus important d'établir les relations entre les débats culturels autour de la spécificité nationale, engendrés dans la Roumanie d'avant la deuxième guerre mondiale, et le phénomène protochroniste des années 1970. Ces liens semblent d'autant plus évidents que les adeptes du protochronisme sont d'abord des intellectuels dont les convictions nationalistes ont des racines – comme nous l'avons déjà montré ci-dessus – dans le nationalisme roumain de l'entre-deux-guerres. La relation entre protochronisme et les débats autour de la spécificité nationale, divisant l'intelligentsia d'avant la deuxième guerre mondiale, est d'ailleurs soulignée par les intellectuels qui rejettent, dans les années 1970, les interprétations d'Edgar Papu.[758]

La dispute entre protochronistes et anti-protochronistes[759] renvoie à un débat qui a longtemps divisé l'intelligentsia roumaine à l'époque de la construction de l'Etat national moderne : celle entre traditionalistes et européanistes.[760] Comme le remarque Verdery, cette dispute a été dans l'entre-deux-guerres le signe d'une absence de consensus concernant la

---

d'intérêts et s'efforçant d'obtenir l'autorité culturelle essentielle pour se maintenir dans la position de producteurs de culture. » (La traduction de l'anglais nous appartient). Cette hypothèse est indirectement partagée par Mircea Martin, *op. cit.*

757 Katherine Verdery, *op. cit.*, pp. 174-175. L'opinion est reprise par Lucian Boia, *op. cit.*, p. 130, qui estime qu'il ne s'agit pas d'une imitation mais de l'application d'une logique similaire. Nous avons retrouvé la même opinion dans une analyse politique du phénomène protochroniste réalisée par Anneli Ute Gabanyi-Maier, « Romanian « Protochronism » and the New Cultural Order », in *Radio Free Europe Research. RAD Background Report/226*, 16 novembre 1977 (HU-OSA, box 52, folder 5, report 9). Gabanyi situe le protochronisme roumain dans le contexte nationaliste marqué par le désir politique de répliquer aux prétentions hégémoniques de l'URSS et par les thèses de la « mini-révolution culturelle » de 1971 ; son analyse se trouve à l'origine des interprétations de Verdery qui, à leur tour, influencent l'analyse de Boia.

758 C'est surtout le cas de Nicolae Manolescu mais aussi d'Ovid S. Crohmălniceanu, ancien adepte du réalisme socialiste, converti à la fin des années 1950 en promoteur de la libéralisation culturelle. Cf. Anneli-Ute Gabanyi-Maier, *op.cit.*

759 Le terme « anti-protochroniste » est choisi par Katherine Verdery, *op. cit.*, pp. 171-172, après le constat de la grande diversité tant des biographies personnelles que des trajets et opinions professionnels dans le camp des intellectuels opposants au protochronisme. Nous reprenons cette dénomination qui ne suppose d'autres jugements sur les protagonistes que ceux résultant de leur position dans cette polémique particulière.

760 Ce débat est analysé par Katherine Vedery, « The Rise of the Discours about Romanian Identity », in Ion Agrigoroaiei, Gheorghe Buzatu, Vasile Cristian, eds., *Românii în istoria universală* [Les Roumains dans l'histoire universelle], tome II-1, Jassy, Editions de l'Université « Alexandru Ioan Cuza », 1987, surtout pp. 97-119.

manière dont on devait mener la construction culturelle de la nation roumaine.[761] Les parties en présence ne sont pas, au cours de l'entre-deux-guerres, plus faciles à délimiter que celles des années 1970. Il s'agit, d'une part, d'Eugen Lovinescu et de sa théorie du synchronisme comme infusion positive de la modernité européenne dans une culture roumaine qui, à l'origine, est traditionaliste et dominée par le paternalisme paysan. Cette théorie de Lovinescu est soutenue – avec des nuances différentes – par des intellectuels qui ont une orientation libérale ou de gauche socialiste.[762] D'autre part, les opposants du synchronisme appartiennent surtout à la droite traditionaliste, d'orientation orthodoxe et bien souvent ouvertement raciste – comme c'est le cas de Nichifor Crainic, de ses collaborateurs de la revue « Gândirea » ou même de Nae Ionescu.[763] Ils affirment la nécessité pour la Nation roumaine de définir un profil culturel spécifique, en exploitants ses racines byzantines-orthodoxes et la matrice de sa spiritualité rurale. Quant au groupe de jeunes intellectuels de droite dont le leader est Mircea Eliade, leur dilemme est résumé par Alexandra Laignel-Lavastine : « Comment retenir du traditionalisme la dimension ethniciste, sans son pendant réactionnaire ? Et des synchronistes, l'ouverture modernisatrice tout en évacuant les formes libérales de la modernité politique ? »[764] Celui qui énonce les interrogations les plus dramatiques et cherche les solutions les plus radicales de cette « lancinante question »[765] est, dans l'entre-deux-guerres, Emil Cioran. Il croit identifier dans la culture roumaine un complexe de petit pays[766], subordonnés depuis toujours aux grandes puissances culturelles. Cioran appelle à un effort de

761 Cf. Katherine Verdery, *National Ideology under Socialism …op.cit.*, p. 121.

762 *Ibidem*, p. 113-119.

763 *Ibidem*, pp. 120-124. Nae Ionescu est aussi l'auteur d'une théorie de l'appartenance ethnique comme composante organique des identités individuelles, qui débouche vers la conclusion qu'aucun individu ne peut se soustraire, par option personnelle, au « destin de son ethnie » ; cf. Nae Ionescu, *Suferinţa rasei albe* [L'angoisse de la race blanche], Jassy, Editions Timpul, 1994, surtout pp. 253-257. Cette théorie représente entre autre le fondement de ses propos antisémites.

764 Alexandra Laignel-Lavastine, « Le XXe siècle roumain ou la modernité problématique », in Chantal Delsol, Michel Maslowski, *Histoire des idées politiques de l'Europe Centrale*, Paris, Presses Universitaires de France, p. 573. Voir aussi Claude Karnoouh, *L'invention du people. Chroniques de Roumanie*, Paris, Editions Arcantère, 1990, p. 230: « C'est toujours la même question que s'adressent à eux mêmes les intellectuels roumains: qui sommes-nous? Nous sommes nés d'une volonté étranger à notre tradition archaïque et, plus nous tentons de nous l'approprier comme notre propre destin inscrit dès l'aurore de notre venue à l'histoire, plus nous annihilons cet archaïsme qui l'aurait préparée ».

765 *Ibidem*, p. 230.

766 Ce phénomène n'est pas spécifiquement roumain, mais il représente une réaction commune aux nations de l'Europe Centrale, à ce que Katherine Verdery, *op. cit.*, p. 178, identifie comme une réaction anticolonialiste. Voir Emil Cioran, *Schimbarea la faţă a României* [La transfiguration de la Roumanie], Bucarest, Editions Humanitas, 1993, ouvrage publié en 1936 et dont Cioran a refusé toute re-édition après son départ de Roumanie. Pour une démarche tchécoslovaque semblable à celle de Cioran, mais avec des fondements idéologiques différents, voir Vratislav Dubek, « De la question de la « petite nation » à « La Russie et l'Europe » : T.G. Masaryk », in Chantal Delsol, Michel Maslowski, eds., *op. cit.*, pp. 432-441.

re-fondation de la culture nationale à partir d'un « adamisme roumain »[767], compris comme une action régénératrice qui doit catalyser la créativité nationale, le refus du « balkanisme »[768] et l'orientation vers des modèles dynamiques de construction nationale (entre autre, celui de l'Allemagne nationale-socialiste, en 1935[769]).

Cette polémique culturelle est brutalement tranchée par les turbulences politiques du XXe siècle : la deuxième guerre mondiale, l'occupation soviétique et l'instauration du régime communiste en Roumanie, l'exil ou la prison politique qui s'ensuivent pour la plupart des intellectuels impliqués. C'est seulement la redécouverte de la droite nationaliste de l'entre-deux-guerres par les intellectuels fidèles au régime Ceauşescu qui fait ressurgir, dans un contexte politique complètement différent, la question de la spécificité roumaine. Le courant protochroniste représente donc la manifestation d'une actualisation du débat entre intellectuels qui a commencé au XIXe siècle, a traversé la première moitié du XXe et a pu être récupérée comme pendant du communisme nationaliste. On peut donc le considérer comme l'expression réactualisée d'une même obsession pour le destin historique de la Nation roumaine, liant le nationalisme du régime Ceauşescu au nationalisme de l'extrême droite roumaine pré-communiste.[770]

La polémique entre prothocronistes et anti-protochronistes est menée exclusivement dans les revues culturelles. « Săptămâna », « Luceafarul » et « Suplimentul Literar al Scânteii Tineretului » - SLAST (« Le supplément littéraire de La Jeune Etincelle ») sont les plus actives pour les protochronistes. Les anti-protochronistes ont de leur côté notamment la revue « România literara ».[771] Une prise de position anti-protochroniste, tardive par rapport au

---

767 Cf. Emil Cioran, « Adamism românesc » [Adamisme roumain], in *Vremea* [Le Temps], an VIII, no. 376, le 17 février 1935, p. 3 : « L'adamisme culturel ne signifie rien de plus que la fait chaque problème de la vie spirituelle, historique, politique se pose pour la première fois, que tout ce qu'on vie est déterminé par un univers de valeurs nouvelles, dans un ordre et un style incomparables. (…) La culture roumaine est une culture adamique parce que tout ce qui naît en elle n'a pas de précédent. » (La traduction du roumain nous appartient).

768 Cf. Emil Cioran, « Ce trebuie sa devină România » [Ce que la Roumanie doit devenir], in *Vremea* [Le Temps], an IX, no. 436, le 10 mai 1936, p. 6 : « Nous ne pourrons devenir la plus grande force des Balkans qu'en éliminant tout ce qui est balkanique en nous. Et par la plus grande force des Balkans, je ne comprends pas la conscience purement nationale de notre pouvoir, mais la projection de la Roumanie dans la conscience européenne comme fatalité implacable d'une grande région historique et géographique. » (La traduction du roumain nous appartient).

769 Cf. Emil Cioran, *Adamism românesc…op.cit.* : « Quoique l'hitlérisme est critiquable et quoique l'idéologie nationale-socialiste est obtuse et particulariste, le fait que, dans la nouvelle Allemagne, la jeunesse soit tellement brillement organisée, qu'elle ait une mission tellement vitale et active dans la nation et que, à travers ça, toute une génération ait été sauvée du désespoir, me convainque de lui oublier tant d'impossibilités théoriques. » (La traduction du roumain nous appartient).

770 Katherine Verdery estime elle-aussi que la centralité de l'idée de Nation constitue le trait commun des protochronistes et des anti-protochronistes dans la Roumanie de Ceauşescu ; cf. Katherine Verdery, *op. cit.*, p. 214.

771 *Ibidem*, note 2 au cinquième chapitre, décrit un tableau plus détaillé des deux camps, en termes de personnalités impliquées dans le débat.

moment où la polémique touche à son apogée, est publiée par Ioan Buduca, dans «Convorbiri literare » (« Dialogues littéraires ») de Iasi.[772] Les interventions pour et contre la théorie d'Edgar Papu appartiennent presqu'exclusivement à des écrivains et critiques littéraires. Une exception notable est celle de l'ex-clandestin Gogu Radulescu, dignitaire du PCR, tombé, vers la fin des années 1980, en disgrâce auprès de la famille Ceauşescu.[773] Radulescu lance dans son article une attaque à l'adresse des exagérations thracistes et estime que le protochronisme vise, pour sa part, l'éloignement de la Roumanie de la communauté culturelle européenne.[774]

Les prises de position protochronistes de « Săptămâna » et « Luceafarul » ont un caractère visiblement concerté. On peut remarquer la plus grande facilité des protochronistes à se faire entendre dans l'espace public, situation due sans doute au soutien qu'ils reçoivent des autorités politiques.[775] A part le grand nombre d'articles publiés au cours de l'année 1977, deux représentants des protochronistes, Paul Anghel et Ion Coja, se font publiés dans le bastion-même de l'anti-protochronisme, « România literara ».[776] Leurs articles assemblent, en général, les convictions et les théories personnelles, les éloges à l'adresse de la politique

---

772 Cf. Ioan Buduca, « Protocronismul, o falsă polemică » [Le protochronisme. Une polémique fausse], in *Convorbiri literare* [Dialogues littéraires], no. 2 (98), février 1978, p 12: "La valeur d'une littérature nationale ne s'affirme pas par compétition sportive avec d'autres littératures, mais par sa capacité de consommer et de produire la vie de l'esprit ». (La traduction du roumain nous appartient).

773 Cf. Gheorghe Radulescu, « Profesorii mei de limba şi literatura română » [Mes professeurs de langue et literature roumaine], in *România literară* [La Roumanie littéraire], année 19, le 16 août 1986, pp. 12-13 Katherine Verdery, *op. cit.*, note 30 au cinquième chapitre, observe qu'à l'intérieur du Comité central du PCR, on était loin d'une unanimité au bénéfice des protochronistes et que une partie des dignitaires communistes était loin d'approuver les exagérations des protochronistes. Cette attitude différenciée est analogue à celle adoptée par les membres du Comité central dans d'autres situations liées à la production du discours nationaliste et confirme notre hypothèse concernant le manque d'unanimité à l'intérieur de la direction du PCR à l'égard du nationalisme du régime Ceauşescu.

774 Cf. Florin Mihăilescu, *op. cit.*, p. 204. Il est intéressant de remarquer les similitudes entre le message pro-européen de Radulescu et les opinions exprimées dans « La lettre des six » (les ex-dignitaires communistes Silviu Brucan, Gheorghe Apostol, Alexandru Bârlădeanu, Corneliu Mănescu, Constantin Pârvulescu, Grigore Răceanu), diffusée en mars 1989 par la Radio Free Europe ; voir Silviu Brucan, *op.cit.*, p. 198. Conformément à un témoignage de Theodor Codreanu, « Edgar Papu şi minoratul culturii româneşti » [Edgar Papu et la minorité de la culture roumaine], in *Caiete de protocronism* [Cahiers du protochronisme], avril 2007, consulté à l'adresse URL http://protocronism.wordpress.com/arhiva-edgar-papu-parintele-protocronismului-literar/, le 5 juillet 2007, Edgar Papu a envoyé une lettre à Suzana Gâdea, la présidente du Conseil de la Culture et de l'Education Socialiste, lui sollicitant le droit de répondre à l'attaque de Gogu Rădulescu. Apparemment, cette permission ne lui a pas été délivrée. La signification du refus ne relève pourtant pas nécessairement d'un éloignement de la direction du PCR des opinions protochronistes. Le plus probablement, son explication réside dans la préoccupation de ne pas laisser transparaître à l'extérieur les différences de visions entre les dignitaires communistes.

775 Conformément à un témoignage cité par Katherine Verdery, *op. cit.*, note 27 au cinquième chapitre, Nicolae Ceauşescu était lui-même acquis par le protochronisme, ce qui expliquerait la visibilité très marquée des protochronistes dans les revues culturelles des années 1970-1980.

776 Cf. Paul Anghel, « O precizare legată de noţiunea de tezism » [Une precision à propos de la notion de dogmatisme], in *România literară* [La Roumanie littéraire], année X, no. 35, 1 septembre 1977 ; l'article d'Anghel représente une réponse au compte-rendu de Nicolae Manolescu et contient une attaque véhémente à l'adresse du « cosmopolitisme » de ce dernier. Voir aussi Ion Coja, « Cel mai frumos cuvânt » [Le plus beau mot], in *România literară* [La Roumanie littéraire], an X, no. 49, 8 décembre 1977.

nationaliste du PCR mais aussi des contributions dithyrambiques au culte de la personnalité de Nicolae Ceauşescu.[777] Leurs références culturelles reprennent indirectement – parce que les ouvrages en question restent inconnus pour la majorité de leur publique – des notions et des arguments véhiculés dans l'entre-deux-guerres par l'intelligentsia d'extrême droite. Paul Anghel parle ainsi de « la cellule roumaine », une expression couramment utilisée par les quelques adeptes des théories racistes dans la Roumanie des années 1940.[778] Un autre journaliste, Marian Popa, reprend dans les pages de « Săptămâna » la théorie de Nae Ionescu concernant le caractère organique de la nation et l'impossibilité de l'individu de transgresser son appartenance à une nation, comprise comme datum biologique : « L'âme et les sentiments d'une nation lui appartiennent exclusivement : même s'ils ne sont pas ignorés ou rejetés par d'autres nations, comme malheureusement on l'a vu souvent dans l'histoire, ils peuvent apporter tout au plus le respect, mais non pas une communication totale (…) »[779]

La présence publique des anti-protochronistes est beaucoup moins marquée. La revue « Luceafarul » organise, en octobre 1977, une table ronde intitulée « Protochronisme et synchronisme »[780] avec la participation de Paul Anghel, Edgar Papu et Mihai Ungheanu (des protochonistes), Ovid. S. Crohmălniceanu (le seul anti-protochroniste invité) et le critique littéraire Pompiliu Marcea dont la position dans ce débat est plutôt neutre. Au cours des discussions, la position des protochronistes est beaucoup mieux marquée que celle de leur seul adversaire invité. Il est aussi à remarquer que la modération des opinions exprimées est gérée par Edgar Papu lui-même tandis que Paul Anghel a les interventions les plus agressives. La revue publie ensuite les échos du débat, occasion qui permet à d'autre anti-protochronistes, tels qu'Alexandru Duţu[781], Nicolae Balotă[782] et Adrian Marino[783], d'intervenir dans la

777 Un modèle allant dans ce sens est représenté par la série d'articles de Dan Zamfirescu, « Protocronismul şi noua conştiinţă de sine a culturii române » [Le « protochronisme » et la nouvelle conscience de la culture roumaine], in *Săptămâna*, no. 378-382, 3-31 mars 1978.

778 Cf Paul Anghel, *op.cit.* : « Toutes ces démonstrations [d'Edgar Papu] (…) ont pour noble finalité de montrer que la cellule roumaine n'est pas condamnée à une arriération éternelle, que notre spiritualité ».

779 Marian Popa, « Adrian Păunescu, poetul, ţara, planeta » [Adrian Păunescu, le poète, le pays, la planète], in *Săptămâna*, no. 439, 2 mars 1979. L'article représente un éloge au poète Adrian Păunescu.

780 « Protocronism şi sincronism » [Protochronisme et synchronisme], in *Luceafărul* [L'Etoile du matin], no. 41(806) – 44 (809), 8-15 octobre 1977.

781 Alexandru Duţu, « Compararea culturilor » [Comparer les cultures], in *Luceafărul* [L'Etoile du matin], an XX, no. 44(809), 29 octobre 1977

782 Nicolae Balotă, « Sincronism, protocronism, idei-forţă » [Synchronisme, protochronisme, idées clef], in *Luceafărul* [L'Etoile du Matin], an XX, no. 46(811), 12 novembre 1977

783 Adrian Marino, « Protocronism, pancronism, sincronism » [Protochronisme, panchronisme, synchronisme], in *Luceafărul* [L'Etoile du matin], an XX, no. 51(816), 17 décembre 1977. Anti-protochroniste modéré, Marino propose l'introduction dans le débat théorique, d'une nouvelle notion, celle de « panchronisme ». Définissant « le phénomène tout aussi universel des créations et des inventions simultanées, sans contamination directe, [contamination] parfois nettement impossible » (La traduction du roumain nous appartient).

polémique. Mais leur voix se perd dans la masse des prises de positions appartenant à des adeptes du protochronismes.[784]

Cette différence de visibilité dans la presse renvoie aux liens avec le politique d'un débat qui se déroule seulement en apparence dans l'espace exclusif de la théorie littéraire. Comme le remarque Katherine Verdery, l'opposition des professionnels au protochronisme se manifeste soit à travers un discours modérément critique, qui se cantonne dans un argumentaire strictement théorique, soit à travers les silences auto-imposés, comme moyens de rejeter les termes – et le contexte politique – de la polémique.[785] Elle remarque également la manière dont chacune des deux « factions de l'élite culturelle » utilise l'arbitrage des structures politiques pour s'assurer « une plus grande influence dans leur sphère de compétence et d'intérêts ».[786] Sans entièrement adhérer à l'analyse de Verdery concernant la compétition pour des positions sur le marché culturel de la Roumanie communiste, nous estimons pourtant parfaitement valable son observation sur l'intérêt que le régime Ceauşescu a eu de soutenir le protochronisme. Celui-ci se veut, avant tout, une modalité – adaptée au contexte politique de la Roumanie communiste – de trancher le complexe de la culture mineure par l'affirmation des forces créatives résidant dans ce type de culture. Sa conséquence implicite – toujours en relation au contexte politique particulier – est la promotion de l'autarcie culturelle. Or, à la même époque et par des moyens quasi-similaires – puisque les investissements dans des projets économiques et sociaux mégalomaniaques relève d'un même registre – le régime Ceauşescu montre son orientation protochroniste pour un modèle autarcique de développement de la société roumaine. Les intérêts des représentants du protochronisme dans le champ culturel et celles de l'acteur politique se croisent, par conséquent, sur un terrain idéologique commun et chacune des deux parties participe au renforcement des positions de l'autre. Dans les années 1980, suivant la direction imprimée par la volonté de l'acteur politique, toute la société roumaine évolue dans les cadres d'un protochronisme économique et culturel, impliquant un isolement de plus en plus marqué. Dans ce contexte, l'autarcie nationale devient la marque de l'autisme politique qui commence à exclure le régime Ceauşescu des autres régimes politiques de l'Europe centrale et

---

784 Le débat se prolonge jusqu'au milieu des années 1980, plus précisément jusqu'au moment où le premier plan de la scène publique, en matière de production du discours nationaliste, est solidement confisqué par le groupe d'Ilie Ceauşescu. Sa survie après 1989 est prouvée par l'existence d'une publication électronique, *Caiete de protocronism* [Cahiers du protochronisme], dont nous avons consulté le dernier numéro, d'avril 2007, à l'adresse URL http://protocronism.wordpress.com, le 5 juillet 2007. Le site de la revue ne contient pas d'informations concernant la date de sa première parrution.

785 Cf. Katherine Verdery, *op. cit.*, p. 173.

786 *Ibidem*, p. 196.

orientale.[787] Le choix des communistes roumains de trancher une vieille dispute culturelle sur le modèle de développement à suivre par la Roumanie moderne, au bénéfice du point de vue traditionaliste est, de ce point de vue, un signe révélateur de leur propre orientation concernant l'évolution du pays.

II. 3.c. L'antisémitisme dans la guerre des propagandes

Conformément à une assertion du Rabbin Moses Rosen, leader spirituel des Juifs de Roumanie dans les années 1980, à l'intérieur du régime communiste roumain « il n'y a pas d'antisémitisme mais des antisémites ».[788] L'attitude du PCR à l'égard des Juifs est pourtant beaucoup plus compliquée et relève – tant à l'époque de Dej qu'à l'époque de Ceauşescu – de multiples enjeux politiques. Son trait caractèristique est l'ambiguïté : un parti communiste qui se déclare, pendant ses premières années au pouvoir, internationaliste mais qui compte les sionistes parmi ses ennemis bourgeois[789], qui se construit toute une mythologie autour de ses traditions antifascistes mais qui confisque la mémoire de la Shoah au bénéfice exclusif de l'antifascisme communiste – tout en refusant d'admettre la complicité des autorités roumaines aux pogroms contre les Juifs, perpétrés sur le territoire roumain pendant la deuxième guerre mondiale[790] – et surtout un parti communiste qui se déclare vivement hostile à toute forme de xénophobie mais qui refuse d'appliquer les rigueurs de la loi pénale contre ceux qui proclament publiquement des convictions antisémites. Dans son effort de réhabiliter le Maréchal Antonescu, l'historiographie roumaine des années 1980 ne fait qu'approfondir

---

787 Pour la progression de la conduite autarcique du régime Ceauşescu, voir l'analyse de Catherine Durandin, *op.cit.*, pp. 85-96.

788 Cf' Moses Rosen, *Primejdii, încercări, miracole* [Dangers, épreuves, miracles], Bucarest, Editions Hasefer, 1991, p. 270. Moses Rosen (1912-1994), personnalité marquante de la communauté juive de Roumanie, a été le leader spirituel de cette communauté depuis 1948 jusqu'à sa mort, le 6 mai 1994. Sa conduite a été parfois contestée par d'autres personnalités juives, tant de Roumanie que d'Israël et des Etats-Unis, à cause surtout de son attitude coopérante à l'égard des autorités communistes roumaines. Rosen considérait que la survie de la communauté juive sous le régime communiste dépendait surtout de ses disponibilités de se montrer coopérante avec un régime politique qui, au moins formellement, ne lui été pas hostile. Cette attitude du Rabbin Rosen a produit des effets relativement bénéfiques pour la communauté juive de Roumanie, surtout du temps de Nicolae Ceauşescu.

789 Cf. Hary Kuller, *op.cit.*, pp. 333-334

790 Voir à ce propos le discours de Nicolae Ceauşescu, *op. cit.*, vol. XI, pp. 570 (« Discours devant l'Assemblée festive de la Capitale aux 30 ans de la victoire contre le fascisme et de 98 ans d'indépendance de la Roumanie », le 9 mai 1975, la seul référence officielle au pogrome de Iasi, perpétré en 1942) : « Juste après le début de la guerre antisoviétique, un véritable pogrome a été organisé à Iasi contre les forces antifascistes, au cours duquel 2000 citoyens ont été tués. » (La traduction du roumain nous appartient). En fait, ce pogrome a fait des victimes exclusivement juives, tuées par les soldats allemands et roumains, avec des complicités des habitants roumains de la ville. Pour la terminologie utilisée par le autorités communistes roumaines pour éviter la culpabilisation des Roumains dans la question de la Shoah, voir Adrian Cioflâncă, « A «Grammar of Exculpation » in Communist Historiography : Distorsion of the History of Holocaust under Ceauşescu », in *Romanian Journal of Political Science*, tome 4, no. 2, hiver 2004, pp. 29-46.

l'attitude ambiguë à l'égard de la mémoire de la Shoah. Les historiens soulignent le refus d'Antonescu de participer à la « Solution finale » hitlérienne sans expliquer le contexte politique de cette décision. Ils mettent en exergue le nombre élevé des Juifs de Roumanie survivants de l'Holocauste, « justifié » par « la modération » du régime Antonescu au cours des persécutions, tout en occultant l'orientation ouvertement antisémite de ce régime.[791] C'est de là que naît l'idée de l'inexistence de l'Holocauste sur le territoire Roumain et qui deviendra le leitmotiv du nationalisme roumain postcommuniste. En contraste avec le régime Antonescu ainsi innocenté, les massacres des Juifs sur le territoire de la Transylvanie du nord – occupée entre 1940 et 1944 par le régime horthyste – sont présentés *in extenso*. Le but de cette démarche est surtout de présenter l'image contrastée de « l'humanisme » roumain par rapport à « la barbarie » hongroise[792], dans le contexte tendu de la polémique nationaliste roumaines-hongroises, développée dans les années 1980. Le complément de la « barbarie » hongroise contre les Juifs est la « barbarie » contre les Roumains : plusieurs ouvrages sont publiés dans la Roumanie des années 1980 pour prouver les tentatives de la Hongrie horthyste d'exterminer la population roumaine de la Transylvanie du nord.[793]

Pour comprendre les enjeux du discours antisémite à l'intérieur du régime Ceauşescu, les moyens idéologiques par lesquels on construit le concept de nation socialiste sont tout aussi importants que l'occultation des responsabilités roumaines dans la Shoah. Nous avons montré la façon dont l'idéologie du régime Ceauşescu délimite la nation par exclusion de tous ses ennemis politiques. Ce procédé discursif et cognitif – qui consiste surtout dans la construction d'une présentation de la nation roumaine sur le modèle d'une forteresse assiégée par des ennemis innommés et par conséquent d'autant plus insidieux, et en l'exclusion du corps de la nation de tout individu qui refuse de se solidariser avec les buts politiques du PCR – est largement utilisé par les promoteurs du discours antisémite dans les années 1980.

Ce n'est pas par hasard que les premiers signes de l'antisémitisme du groupe de « Săptămâna » deviennent observables au cours de leur dispute avec les journalistes roumains de la Radio Free Europe. Cette dispute, portée dans des journaux roumains tels que « Săptămâna », « Luceafarul » ou « Flacăra », représente elle-même une originalité du régime Ceauşescu. L'écoute de la Radio Free Europe est strictement bannie dans la Roumanie communiste sous peine de prison, l'existence-même de la Radio n'est pas officiellement

791 Cf. Randolph L. Braham, *Romanian Nationalists and the Holocaust: The Drive to Refurbish the Past*, consulté à l'adresse URL http://www.ceu.hu/jewishstudies/pdf/01_braham.pdf, le 16 avril 2007, p. 3: « The Party-supported « official historians » undertook in an exculpatory fashion to portray Antonescu's Romania as a country that not only prevented the Holocaust, but also afforded haven to thousands of foreign Jews and allowed their emigration to Palestine ».

792 *Ibidem*, p. 3.

793 *Ibidem*, p. 6.

reconnue par les autorités communistes, les noms des rédacteurs roumains émigrés à l'Ouest – et dont certains sont des personnalités de la vie culturelle du pays – sont interdits à l'usage public. Pourtant, des journaux dont le tirage est assez significatif[794] sont non seulement autorisés, mais directement instrumentés par la Securitate[795] pour porter devant le publique roumain des polémiques agressives contre la section roumaine de la Radio Free Europe, comprenant le plus souvent des références explicites au contenu anticommuniste de ses émissions. Cette pratique, relevant de la stratégie de légitimation indirecte, constitue la manière du régime Ceauşescu d'adapter ses moyens d'action à une réalité sociopolitique qui, sans être reflétée dans le discours officiel du PCR, n'en est pas moins structurante pour le profil politique du communisme roumain.

Les attaques du groupe de « Săptămâna » contre les journalistes de langue roumaine de la Radio Free Europe ont une continuité remarquable tout au long des années 1970 jusqu'à la moitié des années 1980. Les auteurs les plus impliqués sont Eugen Barbu et Corneliu Vadim Tudor. Leur verve de polémistes est surtout utilisée pour caricaturer les personnalités de l'émigration roumaine qui risquent – du point de vue du régime Ceauşescu – de gagner une trop grande célébrité en tant que critiques du communisme roumain. Dans ces textes, on met à l'œuvre deux types complémentaires de représentations de l'ennemi anticommuniste : celle du traître qui vend sa terre natale pour l'argent américain[796] et celle de l'allogène qui n'a jamais vraiment fait partie de la communauté nationale, qui n'a jamais compris par conséquent les vraies aspirations de la nation roumaine et donc qui n'a aucue droit légitime de s'adresser au Roumains au nom de leur roumanité menacée par le parti communiste. La modalité la plus utilisée pour démontrer la non-roumanité des adversaires politiques est la divulgation de leurs noms étrangers ou même, dans certains cas, l'invention de noms étrangers pour prouver la fausseté de leur appartenance à la communauté nationale. Par exemple, dans les articles polémiques du groupe de « Săptămâna », Paul Goma est fréquemment nommé « Paul

---

794 Cf à Katherine Verdery, *op. cit*, note 17 au cinquième chapitre, en 1973, *Săptămâna* avait un tirage d'environ 75.000 exemplaires, *Flacăra* [La Flamme], 134 938 et *Luceafărul* [L'Etoile du matin], 9 411 exemplaires.

795 La Securitate met en fonction non seulement la campagne de presse destinée à contrecarrer la propagande anticommuniste de la Radio Free Europe mais aussi des plans d'action dont le but explicite est l'élimination physique des employés de la section roumaine ; voir à ce propos un document de la Direction d'Informations Extérieures, datant de 1983 et déclassifié en 2007, consulté à l'adresse URL http://www.hotnews.ro/articol_78496-Cum-ucidea-Securitatea-Un-plan-de-masuri-scos-de-SIE-de-la-Strict-Secret.htm, le 14 juillet 2007.

796 Les pamphlets versifiés de Corneliu Vadim Tudor sont illustratifs à ce propos. Voir, par exemple, Corneliu Vadim Tudor, « Pamflet. Postului de radio aşa-zis Europa Liberă » [Pamphlet. Pour la Radio soi-disant Free Europe], in *Săptămâna*, no. 471, 14 décembre 1979, p. 3 : « Payés comme les prostitués, à l'heure/ Par tous ce qui nous veulent un autre destin/Ils sont prêts à faire les jeux de n'importe qui/Seulement pour nous voir dans l'embarras » (La traduction du roumain nous appartient). Voir aussi Corneliu Vadim Tudor, « 7 sonete de dragoste, ură şi speranţă » [7 sonnets d'amour, de haine et d'espoir], in *Săptămâna*, no. 479, 8 février 1980.

Efremovici Goma », pour montrer ainsi sa double non-roumanité, russe et juive.[797] De la même manière, Eugen Barbu se déclare révolté par les propos anti-thraciste de Noël Bernard[798], directeur de la section roumaine à la Radio Free Europe, qui, suivant l'opinion de Barbu, n'aurait pas le droit de s'exprimer sur le sujet puisque ses origines ne sont ni daces, ni romaines. Le même Barbu, dans un autre article polémique publié par « Săptămâna », utilise le même procédé pour un inventaire sui generis des journalistes de la section roumaine de Free Europe, dans le but de démontrer leur illégitimité en tant qu'anticommunistes roumains.[799] Cette manière d'opérer l'exclusion de la communauté nationale de ceux qui, dans la vision du régime Ceauşescu, sont des adversaires/compétiteurs de son monopole de la représentativité nationale est également utilisé pour démontrer la non-roumanité de l'extrême droite roumaine de l'entre-deux-guerres : les historiens communistes prennent, par exemple, le soin de mentionner que le vrai nom de Corneliu Zelea-Codreanu, leader de la Garde de Fer, était « Corneliu Zilinsky ».[800] Ce traitement symétrique appliqué à des adversaires idéologiques différents rend compte une fois de plus de l'importance particulière que le PCR dirigé par Nicolae Ceauşescu attache à l'équation Parti = Nation. C'est en partie à cause du support inconditionné accordé par le groupe de « Săptămâna » à l'élaboration de ce type de discours nationaliste que la direction du parti n'estime nécessaire de réagir que faiblement et assez tard à l'antisémitisme agressif de Corneliu Vadim Tudor.

A l'origine des attitudes antisémites du groupe de « Săptămâna » se trouve la même préoccupation de récupérer les symboles culturels nationaux de la Roumanie pré-communiste. Autour de la figure du poète national Mihai Eminescu, il existe déjà, au milieu des années 1970, une compétition entre le régime Ceauşescu et ses adversaires politiques de l'émigration roumaine.[801] La publication des œuvres complètes d'Eminescu, commencée en 1939 sous le patronage de la Fondation culturelle du roi Charles le IIe, est prolongée tout au

---

797 Cf. « O campanie » [Une campagne], article éditorial publié in *Limite* [Limites], no. 28-29, décembre 1979, p. 6, dédié au mouvement syndical anticommuniste de Roumanie.

798 Noël Bernard (Bercovici), 1925-1981, a dirigé la section roumaine de la Radio Free Europe entre 1965 et 1981. Sa mort due à un cancer galopant est supposée avoir été provoquée par la Securitate, qui l'aurait empoisonné avec des substances chimiques non-identifiées ; cf. Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 78-80

799 Cf. Eugen Barbu, « Vitejii daci sau ceata lui Papuc » [Les « braves Daces » ou la bande joyeuse], in *Săptămâna*, no. 15 (644), 15 avril 1983.

800 Cf. Adrian Cioflâncă, *op. cit.*, p. 35 ; l'étude de Cioflâncă montre également la continuité des moyens et des arguments utilisés à ce propos par l'historiographie roumaine des années staliniennes et par celle du communisme nationaliste.

801 Les émigrés roumains de Paris, par exemple, sont eux-aussi les adeptes de la réédition intégrale de l'oeuvre d'Eminescu et critiquent le régime communiste pour ses hésitations ; cf. Virgil Ierunca, « Eminescu nu e acasă » [Eminescu n'est pas chez soi], in *Limite* [Limites], no. 18, mars 1975, pp. 1-2 : « Disons que le journalisme d'Eminescu brûle par sa force et par son actualité et la publication de ses articles génerait un régime qui ne saurait supporter ses mots ardents. » (La traduction du roumain nous appartient)

long des années 1950-1970 par l'Académie roumaine.[802] Certaines parties de son œuvre – surtout les poésies avec un contenu nationaliste et les articles publiés dans les périodiques de droite à la fin du XIXe siècle – restent pourtant interdites de circulation jusqu'à la fin des années 1970. Jusqu'en 1980, huit tomes, comprenant la quasi-totalité de ses créations littéraires, sont publiés à Bucarest aux Editions de l'Académie. La parution du IXe tome, qui devrait comprendre les articles politiques du poète, est pourtant temporisée par la censure communiste pour une raison strictement politique : Eminescu, sympathisant du Parti Conservateur et rédacteur du journal conservateur « Timpul » (« Le Temps »), était à la fin du XIXe siècle, un des opposants de la naturalisation des Juifs en Roumanie. Il est, par conséquent, l'auteur de quelques fortes diatribes contre les libéraux qui, en 1876-1878, font voter cette décision dans le Parlement roumain mais aussi de plusieurs articles avec un contenu nettement antisémite. Déterminer l'acteur politique à autoriser la publication intégrale de ces articles, est une opération prise en charge par le groupe de « Săptămâna ». A son tour, le rabbin Moses Rosen – dont l'influence dans les cercles politiques américains est très valorisée par Ceauşescu dans la perspective d'une prolongation de la *most favorite nation clause* pour la Roumanie – essaie d'utiliser sa position personnelle pour empêcher la parution des écrits antisémites d'Eminescu sous l'autorité scientifique de l'Académie roumaine.[803]

La manifestation publique du conflit se produit en septembre 1980, quand un article éditorial – assumé par toute la rédaction de « Săptămâna » mais rédigé en fait par Corneliu Vadim-Tudor – met ouvertement en question le droit des minorités de se prononcer dans les débats concernant la culture nationale roumaine :

« Nous, les hommes de lettres de cette Roumanie héroïque, nous aimons le Parti communiste non seulement pour sa nouvelle vision et pour le nouvel esprit manifesté dans l'évolution générale de la société roumaine, pour la marche électrisante qu'il a imposée vers la qualité et l'optimisation [des évolutions – n.n.], mais également pour son courage vraiment révolutionnaire de comprendre qu'une nation ne peut s'édifier que par les gens de la terre, qui sont nés ici depuis des centaines et des milliers d'années et qui ne quittent pas le front du travail quand la situation devient difficile. […] Nous n'avons pas besoin de prophètes paresseux, de Judas qui n'ont pas la dimension du sacrifice roumain dans leur sang facile à acheter. »[804]

---

802 Voir le texte intégral de l'oeuvre d'Eminescu à l'adresse URL http://eminescu.petar.ro/opera_ completa /index.html, consultée le 29 juillet 2007.

803 Cf. son propre récit, Moses Rosen, *op. cit.*, pp. 272-274.

804 Cf. « Idealuri » [Idéaux], in *Săptămâna*, no. 509, le 5 septembre 1980; la traduction du roumain nous appartient.

Les propos antisémites contenus dans l'article vont jusqu'à l'utilisation d'un jeu de mots transparent qui permet de reprendre, dans un journal communiste, l'un des appellatifs péjoratifs utilisé contre les Juifs par la presse d'extrême droite de la Roumanie des années 1940 : « tartan » (un kilt) – « târtan » (mot péjoratif pour désigner le Juif).[805]

La publication de cet article marque le début d'une bataille de positions auprès de la direction du PCR, qui oppose Moses Rosen, en tant que représentant de la communauté juive de Roumanie, au groupe de « Săptămâna ». Parallèlement, le groupe se trouve engrené dans un conflit avec d'autres confrères, membres de l'Union des Ecrivains, à propos de sa tentative de légitimer le « patriotisme » en tant que critère valorisant dans le champ littéraire.[806] Les deux conflits sont menés par Eugen Barbu et Vadim Tudor d'une manière analogue : ils mélangent l'argumentaire persuasif auprès de l'acteur politique avec des louanges concernant la politique du régime Ceauşescu, des déclarations de fidélité à l'égard de cette politique et des calomnies à l'adresse des adversaires, rendues publiques à l'aide d'employés de la Securitate. A court terme, cette stratégie semble efficace : deux semaines après la publication d'« Idealuri », un premier tirage du IXe tome de l'œuvre de Mihai Eminescu, comprenant ses articles antisémites, est publié à Bucarest et a un grand succès sur le marché roumain du livre.[807]

A son tour, le Rabbin Rosen, supporté par des écrivains d'origine juive et par une partie de l'émigration roumaine anticommuniste, met en place une stratégie défensive dont le trait distinctif est toujours la persuasion exercée auprès des autorités politiques. La position de Rosen par rapport au nationalisme du régime Ceauşescu reste pourtant modérée, par peur d'engendrer des répercussions négatives concernant l'autorisation des Juifs roumains d'émigrer en Israël.[808] Il préfère de contrebalancer l'antisémitisme du groupe de « Săptămâna » grâce à l'aide qu'il essaie d'obtenir d'Adrian Păunescu pour la défense de la communauté juive.[809] Le Rabbin commence également une campagne de protestations auprès

---

805 L'article parle des « enseignants de tarentelle démocratique, vêtus dans leur *tartan* malpropre, les Hérodes étrangers aux intérêts de cette nation », cf. *ibidem* (la traduction du roumain nous appartient). Voir aussi, pour une analyse des stéréotypes xénophobes contenus dans l'article, Katherine Verdery, *op. cit.*, pp. 198-201.

806 Cf. Marin Radu Mocanu, *op. cit.*, pp. 80-130, la transcription d'une conversation de 26 août 1980, entre Nicolae Ceauşescu et les écrivains nationalistes. Voir aussi *ibidem*, p. 179, la lettre adressée par les mêmes écrivains à Ceauşescu, lui sollicitant une entrevue, motivée par les préoccupations de voir « les valeurs fondamentales de la littérature roumaine (Eminescu, Arghezi, Calinescu, etc.) dénigrée dans les publications de l'Union des Ecrivains ».

807 Cf. Moses Rosen, *op. cit.*, p. 273.

808 *ibidem*, pp. 279-281

809 Cf. *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, p. 177 ; un document de 28 octobre 1980, informant sur un entretien de Moses Rosen avec Adrian Păunescu, au cours duquel Rosen a essayé d'obtenir une réaction publique de Păunescu contre la publication de l'article de *Săptămâna.*

les dignitaires communistes, notamment Gheorghe Pana, le maire de Bucarest et implicitement le responsable politique de la revue « Săptămâna ».[810] Il sollicite même un rendez-vous avec Nicolae Ceauşescu qui le reçoit et – dans un contexte politique marqué par des relations de plus en plus tendues entre la Roumanie et les Etats-Unis – le rassure au sujet de la perpétuation des attaques antisémites dans « Săptămâna ».[811] L'effet immédiat de ces interventions politiques est une visite que Vadim Tudor rend personnellement à Rosen pour l'assurer de « sa sympathie pour le peuple juif »[812]. L'effet pervers ne tarde pourtant pas à se manifester. Il prend la forme d'une brochure publiée à la maison d'éditions de Iosif Constantin Drăgan, contenant un violent pamphlet antisémite dont la principale victime est Moses Rosen. La brochure est mise en circulation en France et en Israël, apparemment par les moyens personnels de I.C. Drăgan mais on peut deviner – derrière la manière dont elle est conçue et disséminée – une implication de la Securitate.[813] Malgré ses dissensions avec le groupe de « Săptămâna », Moses Rosen évite les attitudes excessives de peur d'entraîner des réactions d'hostilité du régime envers la communauté juive de Roumanie. Il refuse, par exemple, l'attitude radicale de la presse israélienne qui étend les accusations d'antisémitisme à tous les écrivains nationalistes de Roumanie, y compris Adrian Păunescu, et qui fait aussi une critique acide du régime roumain dans son ensemble.[814]

A son tour, la direction du PCR s'efforce d'apaiser un conflit qui menace déjà, à la fin de l'année 1980, d'échapper à son contrôle politique. D'une part, on se trouve devant le risque de perdre, avec Moses Rosen, un allié précieux dans la politique extérieure du régime Ceauşescu. D'autre part, on est face à la pression exercée par un des groupes d'attitudes des plus fidèles au communisme nationaliste – soutenu par des éléments de la Securitate et même de l'intérieur du PCR[815] – au nom des valeurs culturelles nationales qui constituent les fondements idéologiques de la légitimité du régime. La difficulté de dépasser ce dilemme est

---

810 Cf. Moses Rosen, *op. cit.*, p. 274. Le Rabbin note la surprise des dignitaires et des personnalités de l'Académie roumaine devant l'apparition d'un article antisémite dans une revue patronnée par le Comité local du PCR à Bucarest. Pour lui, cette surprise représente un signe que le contenu de l'article ainsi que la décision de le publier a appartenu exclusivement au groupe d'Eugen Barbu.

811 *Ibidem*, p. 275.

812 *Ibidem*, pp. 274-275.

813 Un rapport rédigé à l'intérieur de cette institution propose une discussion directe entre les représentants de la Securitate et Rosen, pour le convaincre de l'innocence de cette dernière au sujet de la brochure publiée par Drăgan. Dans ses notes en marge du document, le chef de la Securitate, Iulian Vlad, déconseille une action directe et recommande d'aborder le Rabbin d'une manière indirecte, à l'aide de personnes interposées. Le rapport remarque, en même temps, l'importance de la personnalité de Rosen pour la politique extérieure de la Roumanie et propose qu'il soit traité avec un maximum de prudence pour ne pas déterminer des attitudes hostile au régime Ceauşescu. Cf. *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, pp. 192-193.

814 *Ibidem*, pp. 177-179.

815 Cf, Katherine Verdery, *op. cit.*, note 29 au cinquième chapitre, les idées du groupe de *Săptămâna* ont pénétré la haute direction du PCR même si elles n'ont pas été produites par celle-ci.

observable dans la réaction faible et plutôt incohérente des institutions politiques, qui hésite à trancher le conflit d'une manière définitive. Ainsi, tandis qu'on impose au groupe de « Săptămâna » une reconsidération de sa position publique[816], les membres du groupe – et surtout le principal coupable, Corneliu Vadim Tudor – ne sont pas directement blâmés pour leurs attitudes xénophobes et antisémites. Par exemple, Vadim Tudor passe par une interdiction passagère de rédiger des articles éditoriaux sans pourtant se voir empêché de publier dans la revue – et même dans un volume paru en 1984[817] – des poésies qui gardent la même tonalité agressive. En même temps, les membres du groupe restent engrenés dans des conflits semi-ouverts avec les écrivains juifs membres de l'Union des Ecrivains[818] qui, à leur tour, sont supportés[819] par les adversaires professionnels d'Eugen Barbu et par la Radio Free Europe.[820]

Le scandale d'antisémitisme initié par le groupe de « Săptămâna » ne reste pourtant pas sans suite, tant au niveau des relations extérieures du PCR – dont l'image dans la presse et

816 « Moştenirea culturală şi politică » [L'héritage culturel et politique], in *Săptămâna*, no. 510, 12 septembre 1980 ; l'article représente une autocritique partielle de la rédaction. Cet article – publié suite aux pressions de la direction du PCR – ne contient pourtant aucune référence au contenu antisémite d' « Idealuri ». Il se distancie seulement du plaidoyer de Vadim Tudor pour la réhabilitation de certains personnages de l'histoire roumaine de l'entre-deux-guerres, tel que Iuliu Maniu (ancien président du Parti National Paysan, mort dans la prison de Sighet au début des années 1950) ou Armand Calinescu (premier ministre du roi Charles le II^{ème}, assassiné en 1939 par les membres de la Garde de Fer). Cette autocritique curieuse montre, en fait, plutôt la résistance du groupe de *Săptămâna* aux pressions politique visant sa réconciliation avec Moses Rosen que le désir d'éteindre le conflit. Elle est illustrative du degré d'autonomie relative que l'action du groupe a su gagner par rapport à la direction du PCR.

817 Corneliu Vadim Tudor, *Saturnalii* [Saturinennes], Bucarest Editions Albatros, 1984. Le volume, contenant une poésie antisémite dédiée à Moses Rosen et qui, toujours à l'aide d'un jeu de mots, accuse le peuple juif de déicide et de trahison, a été vite retiré des librairies, peu de temps après sa parution. Suite aux protestations des intellectuels juifs de Roumanie et aux accusations de fascisme formulées par la Radio « Free Europe », la direction de la maison d'édition a été sanctionnée mais l'auteur, Corneliu Vadim Tudor, n'a pas eu, lui, beaucoup à souffrir (cf. Moses Rosen, *op. cit.*, pp. 276-277 ; voir aussi BDIC, *Radio Free Europe.Romanian Braodcasting Department Domestic Bloc*, no. 330, 16 avril 1984). En 1985, Vadim Tudor reprend les attaques contre Rosen, cette fois à l'aide d'un vaste rapport adressé à la direction du PCR et critiquant les interventions du Rabbin contre les initiatives de promouvoir les valeurs de la littérature nationale roumaine ; voir le texte de ce rapport aux ANR, fond Gabanyi, dos. 605, pp. 33-69.

818 Voir, par exemple, les attaques de la revue *Săptămâna* contre un livre du critique littéraire Zigu Ornea, concernant l'idéologie de l'extrême droite roumaine de l'entre-deux-guerres : cf. Constantin Sorescu, « În lumina adevărului » [Dans la lumière de la vérité], in *Săptămâna*, no 585-586, 19 et 26 février 1982. La principale accusation adressée à Ornea concerne son éloignement du marxisme dans l'analyse de l'extrême droite roumaine ; il s'agit, plus précisément, d'une critique à l'idée formulée par l'auteur d'origine juive concernant les racines éminemment roumaines de l'extrémisme de la Garde de Fer.

819 Cf. *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, pp. 264-265, document de 11 novembre 1982 ; on remarque la coalition des écrivains roumains, juifs et hongrois de Roumanie contre l'antisémitisme du groupe de *Săptămâna*. Cette action a pourtant ses limites, ainsi comme le montrent les documents de la Securitate enregistrant le mécontentement des écrivains roumains autrement hostiles au groupe de *Săptămâna* – y compris Nicolae Manolescu – devant certains interventions abusives de Moses Rosen dans la politique de publication des maisons d'édition roumaines ; *ibidem*, p.311, note de 15 janvier 1985.

820 Voir à ce propos Monica Lovinescu, « Noua dreapta de la Bucuresti » (« La nouvelle droite de Bucarest »), in Monica Lovinescu, *Est-etice. Unde scurte IV* [Est-éthiques. Ondes courtes IV], Bucarest, Editions Humanitas, 1994, pp. 140-147.

dans les milieux politiques internationaux se trouve encore plus détériorée – qu'au niveau des relations entre la direction du Parti et les groupes d'attitude impliqués dans la production du discours nationaliste. Tout comme le protochronisme, l'antisémitisme du groupe de « Săptămâna » ne représente pas une direction d'action donnée par le politique. Mais à la différence du protochronisme, l'antisémitisme n'introduit dans l'équation liée à la légitimation politique du régime Ceauşescu qu'un trop faible bénéfice par rapport à ses effets nuisibles. La direction du PCR – et notamment la famille Ceauşescu – comprend, à travers la situation difficile ainsi créée, les risques d'une trop grande autonomisation des groupes d'attitude par rapport aux instances de contrôle politique. Sa réaction de défense – même si elle est tellement prudente et progressive qu'elle passe presque inobservée par les contemporains – est quand même assez significative. Dans la nouvelle direction du discours nationaliste – qui se précise au cours des années 1980 et dont le bouc émissaire est surtout représenté par le nationalisme hongrois – les groupes d'attitude tels que celui de « Săptămâna » perdent visiblement leur influence[821]. La place ainsi libérée revient d'une manière autoritaire au groupe constitué et contrôlé par Ilie Ceauşescu.

II.3.d La Nation autarcique – le discours nationaliste des années 1980

Le discours nationaliste du régime Ceauşescu dans les années 1980 représente l'expression d'une nouvelle étape du communisme roumain : celle de la crise profonde d'un système dont la politique économique a déjà perdu toutes ses chances de reconstitué un pacte avec la société, qui s'obstine dans le refus de tout effort réformateur et qui ne dispose plus d'autre solution de survie que l'isolement au milieu d'un camp communiste en train de modifier son profil via les perestroïka et glasnost gorbatchéviennes. Pour Ceauşescu et son régime, la plus importante des modifications ainsi survenues consiste justement dans le changement de position de Moscou par rapport à ses satellites communistes de l'Europe : devenue le phare de la réforme à l'intérieur du système communiste – et transformée, vers la

821 La marginalisation progressive de Corneliu Vadim Tudor et d'Eugen Barbu devient de plus en plus évidente au cours de la campagne anti-hongroise, cf. *Cartea albă a Securităţii … op.cit.,* pp. 361-362, les documents de décembre 1986 (concernant la censure d'un film dont le scénario avait été écrit par Eugen Barbu) et de16 janvier 1987 (concernant la décision de Barbu et Vadim Tudor de mener leur propre campagne anti-hongroise, comme effet de leur marginalisation dans le champs de production du discours nationaliste du PCR). Il est également évident l'effort de certains dirigeants de la Securitate de sauver les positions perdues par le groupe dans sa relation avec la direction du PCR ; voir, par exemple, l'utilisation de la revue *Săptămâna* pour compromettre l'écrivain Ion Caraion dans le milieu de l'émigration roumaine anticommuniste (*ibidem*, p. 229-230, document de 15 décembre 1981), mais aussi une partie des rapports rédigés par la Securitate au sujets des conflits à l'intérieur de l'Union des Ecrivains, contenant des appréciations élogieuses à l'adresse du « courant nationaliste » (cf. *ibidem*, pp. 357-359, document de novembre 1986) .

fin des années 1980, en espoir presque unique des Roumains de voir leur propre régime communiste réformé ou renversé – l'URSS délégitime d'un seul coup, en rendant caduque l'antisoviétisme comme principal élément de cohésion nationale, les fondements même du communisme nationaliste roumain.

Dans une étude de 1989, Michael Shafir explique les problèmes de légitimation que le réformisme gorbatchévien fait surgir chez ses satellites.[822] Il remarque que la nouvelle orientation idéologique de Moscou vide de substance la raison d'être des « communismes nationaux », qui, jusque là, se définissaient comme réactions légitimes à l'internationalisme prolétarien au nom de l'intérêt national.[823] Dans le cas spécifique du régime Ceauşescu, la situation, particulièrement embarrassante, est dûe au poids significatif de l'antisoviétisme dans sa stratégie de légitimation initiale. Le même Shafir souligne également – en reprenant une démonstration de Jaques Rupnik[824] – que la réaction de chaque régime communiste au programme de réformes initié par l'URSS se précise en fonction de sa propre relation avec la société globale et suivant son propre choix des moyens pour exercer le pouvoir : en privilégiant la contrainte ou en poursuivant un consensus social tacite. Pour définir la situation des régimes communistes qui – dans les nouvelles conditions politiques créées par le réformisme gorbatchévien – choisissent de manipuler, par des moyens idéologiques, l'obtention d'un consensus social au bénéfice de leur refus de se réformer, Michael Shafir utilise le terme de « communisme xénophobe ».[825] Il introduit une distinction méthodologique entre le « communisme implicitement xénophobe » (c*overt* x*enophobic communism*), comme c'est le cas de la Bulgarie, et le « communisme explicitement xénophobe » (*overt xenophobic communism*), illustré par l'exemple du régime Ceauşescu.[826] Le trait spécifique qui, conformément à Shafir, particularise le communisme xénophobe est l'absence de distinction entre ses ennemis idéologiques et ses ennemis nationaux. A ce trait, le communisme ouvertement xénophobe ajoute la proclamation publique de son monopole sur l'interprétation des « lois du développement du socialisme » : d'autres partis communistes qui soutiennent

822 Michael Shafir, « Xenophobic Communism: The Case of Bulgaria and Romania », in *Radio Free Europe Research. RAD Background Report/112*, 27 June 1989; cf. HU-OSA, 300-60-1, box 191.

823 *Ibidem*, p. 1: « The concept of « national communism » has long served social scientists who specialize in communist affairs to describe the rejection (by ruling communist parties or leaders) of Soviet-defined « proletarian internationalism » as an overarching notion that takes precedence over the locally-defined national interest. […] This common denominator obviously makes little sense in a situation where the Soviets, though stopping short of an explicit renunciation of the « Brezhnev Doctrine », openly acknowledge the right of every member of the 'socialist community' to pursue the path of political and social development that best suits its interest ».

824 Jaques Rupnik, « Perestroika and the Empire », in *The European Journal of International Affairs*, vol. 1, no. 1, 1988, p. 117, apud Michael Shafir, *ibidem.*

825 *Ibidem*, pp. 2-3.

826 *Ibidem*, p. 3.

des interprétations idéologiques différemment sont considérés comme hors l'univers idéologique du communisme et dans le camp des ennemis nationaux.[827]

La position du PCR dans les années 1980 correspond à la typologie du communisme ouvertement xénophobe. Son éloignement des évolutions du camp socialiste européen se traduit par le développement d'un discours politique qui pousse le nationalisme jusqu'aux dernières limites de la xénophobie et surtout de l'autarcie politique. L'argumentaire de ce discours n'est pas nouveau. Il reprend les idées et les directions déjà précisées au cours des années 1970, tels que le thracisme, le protochronisme, la mythologie de la continuité[828], de l'indépendance et de la souveraineté nationale, l'affirmation d'un entrelacement organique entre l'histoire du PCR et l'histoire nationale des Roumains. Ce qui vient s'y ajouter, c'est le remplacement de l'antisoviétisme comme lien entre la Nation et le Parti par le recours à une représentation de la patrie comme cité assiégée, menacée par des ennemis provenant autant du camp impérialiste que de celui socialiste. Au niveau des polémiques idéologiques, la position occupée dans les années 1970 par l'URSS, en tant qu'ennemie de l'identité nationale roumaine, dénoncée à l'aide du discours nationaliste indirect, est maintenant occupée par la Hongrie contre laquelle on utilise les moyens du discours explicite. Cette dernière mutation est d'ailleurs la plus significative pour mesurer le degré de xénophobie atteint par le régime Ceauşescu : les thèmes du discours nationaliste de légitimation qui, jusqu'au début des années 1980, constituent l'apanage du discours implicite – sans donc bénéficier d'une consécration officielle de la part de l'acteur politique – transgresse dans les années 1980 vers le discours explicite, officiellement assumé.

En ce qui suit, nous allons analyser la radicalisation du discours nationaliste du régime Ceauşescu à travers la polémique roumaine-hongroise[829] dans la question de la Transylvanie.

---

827 *Ibidem*, « Unlike the covert variety, overt « xenophobic communism » can do without the international communist movement as a frame of reference, except in the strictest abstract sense of claiming fidelity to universally-valid « laws of socialist construction », assuming the monopoly over the definition of those « laws », and denouncing those who it sees deviating from them. Its perception of itself is self-important and self-sufficient. In terms of the ideological categories employed by overt « xenophobic communism », parties that pursue a course different from its own have placed themselves outside the movement ».

828 Voir Lucian Boia, *op. cit.*, p. 192: « Cette version [de la mythologie nationale] de la formation du peuple roumain *exactement* sur le territoire qu'il habite actuellement, sans la moindre fluctuation des frontières, s'est imposée dans les années 1970 et 1980, tant au niveau du discours officiel sur l'histoire nationale, que dans des contributions plus ou moins conformistes appartenant à de nombreux historiens. » (La traduction du roumain nous appartient).

829 Cf. au récit de Florin Constantiniu, *op. cit.*, p. 413, le début des tensions entre les deux pays se situe en 1975, quand le leader communiste hongrois, Janosz Kàdàr, évoque l'injustice du Traité de Trianon à l'occasion de la signature de l'Accord final de Helsinki. En fait, les relations entre les deux régimes communistes après la deuxième guerre mondiale ont perpétué, de manière inavouée, les tensions existantes entre la Roumanie et la Hongrie dans l'entre-deux-guerres ; voir un résumé de ces relation dans les archives de la Radio « Free Europe », HU-OSA 300-60-1, box 3, document de 10 mars 1972,

Le choix de la Transylvanie comme point de rencontre entre deux représentations identitaires conflictuelles et comme objet d'une dispute idéologique traduite en terme de polémique autour de la définition de la Nation, est significatif : comme le montre Constantin Iordachi, la Transylvanie représente le cœur-même des utopies identitaires des deux Nations, hongroise et roumaine.[830] Dans l'histoire moderne de l'Europe centrale et orientale, les moments de crises historiques, incluant la remise en question de leurs représentations identitaires – depuis la révolution de 1848 jusqu'à la chute du communisme en 1989 – ont été marqués par la réitération des disputes entre les visions politiques et culturelles des deux communautés. C'est pourquoi la reprise de la polémique dans les conditions de crise des régimes communistes a largement contribué au réveil de passions et clichés discursifs auxquels tant la société roumaine que celle hongroise étaient particulièrement sensibles. Pour le régime nationaliste de Nicolae Ceauşescu, l'enjeu émotionnel du sujet revêt, dans le contexte international de la fin des années 1980, la signification d'une dernière chance pour la survie de sa construction politique.

Du côté roumain, le principal protagoniste de la polémique est, au cours des années 1980, le groupe d'historiens mené par Ilie Ceauşescu. Ce groupe est, d'une part, directement lié à la famille Ceauşescu et, d'autre part, il réunie – comme nous l'avons montré dans un chapitre antérieur – des membres provenant pour la plupart du « front historiographique »[831] officiel : des historiens–apparatchiks de l'Institut d'Etudes Historiques et Sociopolitiques du Comité central, à côté d'historiens-officiers de l'Armée roumaine auxquels s'ajoutent un nombre de jeunes historiens civiles à la recherche de l'affirmation professionnelle. La position spécifique du groupe dans le réseau de production du discours nationaliste témoigne de l'intention du principal acteur politique – la direction du PCR et, tout particulièrement, la famille Ceauşescu – de s'assurer un monopole exclusif sur cette production par l'élimination de toute autonomie des autres acteurs.

Le produit représentatif pour le nouveau contenu du discours nationaliste est le livre d'Ilie Ceauşescu, *La Transylvanie, ancienne terre roumaine*, publié en 1984.[832] Cet ouvrage

---

intitulé « Rumanian-Hungarian Relations : Friendship with Reservations ? ». Au milieu des années 1980, la polémique roumaine - hongroise autour de la Transylvanie devient ouverte.

830 Cf. Constantin Iordachi, *op. cit.*, p. 42.

831 Cette expression, largement utilisée par la propagande roumaine de l'époque, est présentée par Florin Constantiniu, *op. cit.*, pp. 413-417 comme étant plus qu'une métaphore ; il montre comment l'organisation des réactions roumaines à l'apparition à Budapest, en 1986, d'une Histoire de la Transylvanie (éditée par l'Académie hongroise des Sciences et promouvant des interprétations inacceptables pour les Roumains), a pris la forme d'une mobilisation quasi-militaire des historiens impliqués.

832 Ilie Ceauşescu, *Transilvania, stravechi pamânt românesc*, Bucarest, Editions Militară, 1984; le livre a eu une deuxième édition, revue et augmentée, en 1988. Nous allons citer en ce qui suit l'édition en français: Ilie Ceauşescu, *La Transylvanie, ancienne terre roumaine*, Bruxelles, sans édition, 1988, avec

offre la clef d'interprétation officiellement acceptée concernant à la fois l'histoire de la présence roumaine en Transylvanie et les rapports Roumains – Hongrois à l'intérieur de la région. Les directions principales de l'interprétation sont déjà formulées dans le sommaire même du livre[833], pour être ultérieurement synthétisées dans ses conclusions. On formule d'abord une série d'axiomes concernant le développement général de l'histoire et de la civilisation roumaine : le peuple roumain vit depuis l'époque des Géto-daces sur un territoire unitaire et indivisible, le même que celui contrôlé par ses aïeux géto-daces (c'est-à-dire, comprenant la Transylvanie), « l'Etat des Roumains, comme le peuple roumain, a une existence permanente et ininterrompue depuis deux millénaires »[834], les Roumains ont vécu tout au long de leur histoire dans une « parfaite unité d'origine, de territoire, de langue, de traditions et de culture »[835], nonobstant les changements de dominations politiques sur le territoire qu'ils habitent. A cette première série d'affirmations – qui est destinée à réitérer le dogme historiographique roumain en matière d'histoire nationale – s'ajoute un deuxième niveau de construction du discours, celui de l'argumentaire par négation : on conteste la contribution hongroise à la culture et à la civilisation transylvaines, en soutenant le primitivisme de la civilisation hongroise et la supériorité de celle roumaine au moment du premier impact historique entre les deux[836], on conteste les capacités politique de la Hongrie

---

une préface de Roger Gheysens. Président de la Commission belge d'histoire militaire, Gheysens n'assume pas sa qualité officielle dans la signature de la préface, mais il affirme dans son texte que la Transylvanie « fut, un certain temps, l' « Alsace-Lorraine » des Roumains. » (cf. *ibidem*, p. 13) Le plus probablement, les guillemets indiquent en ce cas le fait que la comparaison lui a été suggérée par la partie roumaine qui a financé la traduction, la publication et la diffusion du livre.

833 Le sommaire comprend quatre parties avec des intitulés qui constituent en fait des slogans politiques : « I. L'origine, l'unité et la continuité du peuple roumain dans l'espace carpato-danubien-pontique », « II. La Transylvanie – partie intégrante de l'aire carpato-danubienne-pontique, berceau de l'existence millénaire du peuple roumain », « III. La lutte de libération nationale des Roumains de Transylvanie dans les conditions de la dure politique d'oppression nationale et sociale menée par l'Empire austro-hongrois », « IV. La constitution de l'Etat national roumain – condition objective pour le développement économique et social de la Roumanie, pour la défense de l'indépendance et de la souveraineté du pays » ; *ibidem*, pp. 5-6.

834 Cette ancienneté est comptée à partir de l'Etat fondé par le roi dace Bourébistas, dont les deux millénaires ont été célébrés en 1980 ; *ibidem*, pp. 104-105.

835 *Ibidem*, p. 104.

836 *Ibidem*, p. 103: « Lorsque les tribus hongroises avaient commencé, au X^{ème} siècle, leur expansion en Transylvanie, elles y avaient trouvé des voïvodats et des knézats roumains déjà formés et, mieux encore, avec une vie économique, politique et culturelle développée, par rapport au niveau de l'époque en question. Fermement décidé à vivre dans la liberté et l'indépendance, à l'abri de toute intervention extérieure, le peuple roumain opposa une résistance acharnée, héroïque, à l'expansion hongroise. » Il est significatif de remarquer sur ce point le rencontre entre l'argumentaire moins direct mais non moins agressif, utilisé par Ilie Ceaușescu et celui de Ion Lăncrănjan, écrivain membre du groupe de *Săptămâna* qui, en 1982, publie un ouvrage sur la Transylvanie avec des forts accents anti-hongrois. Voir Ion Lăncrănjan, *Cuvânt despre Transilvania* [Mot sur la Transylvanie], deuxième édition, Bucarest, Editura Regiei Autonome a Imprimeriilor. Imprimeria Coresi, 1995, surtout pp. 29-30 ; cette deuxième édition du livre, parue quatre ans après la mort de son auteur sous la coordination de Mihai Ungheanu, reprend également les articles polémiques publiés dans la presse hongroise en réaction aux propos de Lăncrănjan, tandis que le texte reproduit sur sa couverture justifie la décision de le rééditer par « la très forte recrudescence de la réaction hongroise ».

médiévale d'intégrer la population roumaine de Transylvanie dans une culture spécifique à cette région en motivant avec l'aspiration permanente des Roumains de s'organiser dans un Etat national unitaire.[837] A un troisième niveau, on ajoute un argumentaire de persuasion, en insistant sur le devoir patriotique de défendre sa patrie, représentée comme une cité assiégée par des ennemis innommés :

« Chaque citoyen roumain, quelle que soit sa nationalité, a le devoir suprême de tout faire, même au prix du sacrifice suprême, pour défendre comme la lumière des yeux les biens les plus précieux du peuple roumain : l'unité, l'indépendance, la souveraineté, les droits historiques sur la glèbe ancestrale, l'intégrité territoriale de la République Socialiste de Roumanie, de déployer tous les efforts pour rendre la Roumanie toujours plus prospère et plus belle, toujours plus puissante, digne de ses traditions et de sa civilisation millénaire. »[838]

Enfin, la polémique avec l'historiographie hongroise – toujours innommée – intervient seulement à la fin de la démonstration : au nom de la « vérité historique » démontrée par les axiomes initialement énoncées, on condamne « certains soi-disant historiens étrangers [qui] se sont fait une habitude, sans doute indigne, de falsifier et de dénigrer l'histoire, s'érigeant en connaisseurs, en juges de l'histoire du peuple roumain, d'écrire toute sorte de choses tendancieuses et dénaturées sur son histoire. »[839]

L'ouvrage d'Ilie Ceauşescu établie la tonalité générale des polémiques menées par les historiens roumains – notamment ceux appartenant à son groupe et qui bénéficient, dans les années 1980, de la plus grande visibilité dans la sphère publique du discours nationaliste – contre les ouvrages ou les prises de position appartenant à des historiens hongrois et qui ne correspondent pas au dogme historiographique du régime Ceauşescu. Ce genre de contributions est parsemé dans la presse officielle, dans les publications de l'Académie roumaine, dans des ouvrages scientifiques[840] et dans les manuels scolaires des années 1980.[841]

---

837 *Ibidem*, p. 104: « En 1599, le grand voïvode des Roumains Michel le Brave mit fin à la suzeraineté ottomane sur la Transylvanie; une année plus tard, en 1600, il réalisait la première union des trois pays roumains – la Transylvanie, la Moldavie et la Valachie – en un Etat roumain centralisé et indépendant ».

838 *Ibidem*, p. 106.

839 *Ibidem*, p. 107. On souligne également l'intérêt politique caché derrière les entreprises scientifiques incriminées, en suggérant ainsi le danger révisionniste qui menace la Roumanie.

840 Une catégorie distincte est représentée par les livres ayant pour sujet les crimes du régime horthyiste contre la population roumaine de la Transylvanie du nord pendant la deuxième guerre mondiale. Voir à ce propos Mihai Fătu, Mircea Muşat, eds., *Teroarea horthysto-fascistă în nord-vestul României. Septembrie 1940 - octombrie 1944* [La terreur horthyste-fasciste dans le nord-ouest de la Roumanie. Septembre 1940-octobre 1944], Bucarest, Editions Politică, 1985 ; Mihai Fătu, Senior University Lecturer, Doctor in History, *The Romanian Church in Northwestern Romania during the Horthy Occupation (1940-1944)*, Bucharest, The Bible and Orthodox Mission Institute of the Romanian

Notre analyse se concentrera sur le contenu de la revue *Lupta întregului popor* (« La lutte du peuple tout entier ») – LIP, publication officielle de la Commission roumaine d'histoire militaire, dont le premier numéro date de l'été 1984. Cette publication, contrôlée par le groupe d'Ilie Ceauşescu, est représentative de la manière dont on mène la polémique avec l'historiographie hongroise, des argumentaires et des moyens mobilisés à cet effet, et surtout de l'importance des ses implications politiques.

L'article programmatique qui ouvre le premier numéro explique les raisons d'être de la publication et notamment le devoir patriotique de faire connaître « l'interprétation juste, objective » de l'histoire de la Nation roumaine.[842] L'article intègre la vision historiographique d'Ilie Ceauşescu dans le tableau plus générale tracé par le Programme du PCR de 1974, en lui adjoignant une mythologie guerrière de la Nation indépendante et souveraine. On énonce à cette occasion une formule qui sera reprise de manière obsessive dans les pages de la revue et qui fournira le titre de la rubrique permanente gérée par le général Ilie Ceauşescu : celle de « vérités fondamentales de l'histoire ». Le terme de « vérité historique » est très chéri dans le groupe d'Ilie Ceauşescu. Cette formule est plus d'une fois réitérée comme argument décisif des polémiques avec les historiographies des Etats voisins – Hongrie, Union Soviétique mais aussi Bulgarie[843] – pour soutenir la vision roumaine de l'unité et de l'indépendance nationale.

Orthodox Church, 1985, avec une préface par Nicolae, Métropolite du Banat ; Dr. Nicolae Corneanu, Métropolite du Banat, *L'Eglise roumaine dans le nord-ouest du pays pendant la persécution horthyste*, Bucarest, Editions de l'Institut Biblique et de la Mission de l'Eglise Orthodoxe Roumaine, 1986. (Le Métropolite Nicolae Corneanu a avoué en 2006, son activité de collaborateur de la Securitate ; cf. http://www.crestinortodox.ro/Nicolae_Corneanu___Preotii_colaboratori_sa_marturiseasca-25-7558.html, consulté le 13 août 2007. Voir aussi, pour la version officielle concernant la politique anti-roumaine des autorités hongroise avant 1918, Rev. Dr. Mircea Păcuraru, professor at the Sibiu University Theological Institute, *The Policy of the Hungarian State concerning the Romanian Church in Transylvania under The Dual Monarchy. 1867-1918*, Bucharest, The Bible and Mission Institute of the Romanian Orthodox Church, 1986. La série de publications concernant les persécutions horthystes contre les Roumains de Transylvanie a continué au début des années 1990 ; voir Florian Dudaş, *Teroare în Maramureş* [Terreur dans le Maramures], Oradea, Editions Lumina, 1991. Nous avons pu constater une continuation similaire, durant les premières années après la chute du régime Ceauşescu, pour les ouvrages traitant le sujet du révisionnisme hongrois en Transylvanie ; voir, par exemple, Ion Coja, *Transilvania. Invincibile argumentum*, Bucarest, Editions Athenaeum, 1990 (Coja, un collaborateur de la revue *Săptămâna* devenu, dans les années 1990, collaborateur de la revue *România Mare* [La Grande Roumanie], prétend dans la préface de son livre que sa publication avant 1989 a été empêchée par la censure communiste). Voir aussi Emilian P. Braşoveanu, *Neorevizionismul ungar* [Le néo-révisionnisme hongrois], sans année, sans éditions, un livre dont le contenu l'indique comme paru le plus probablement en 1991.

841 Une synthèse partielle de ce type de contributions est réalisée dans un volume de 1987 : Ştefan Pascu, Ştefan Ştefănescu, eds., *Un jeu dangereux : la falsification de l'histoire. Recueil d'études et d'articles*, Bucarest, Editions Scientifiques et Encyclopédiques, 1987.

842 Cf. Général-lieutenant docteur Ilie Ceauşescu, « La început de drum » [Au début du chemin], in *LIP*, no. 1/1984, pp. 1-4, voir surtout p. 3. Le numéro est dédié à « la célébration des 40 ans de la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste de 23 août 1944 », moment symboliquement choisi pour l'inauguration du nouveau périodique.

843 Voir, par exemple, l'article « Istoria trebuie scrisă aşa cum a fost » [L'histoire doit être écrite comme elle l'a été], in *LIP*, no. 4 (10)/1986, pp. 43-46. L'article, signé « La Rédaction », pour signifier son caractère d'opinion unanimement assumée par les historiens du groupe d'Ilie Ceauşescu, mène une

D'ailleurs, l'obsession pour l'histoire comme « science de la vérité »[844] ne représente pas le trait singulier de la rédaction de la LIP. Elle est reprise dans un même registre polémique par la quasi-totalité des historiens roumains impliqués dans la dispute avec l'historiographie hongroise. La définition qu'on donne à la vérité historique est elle-aussi circonscrite au contexte politique. Sa signification n'est pas liée à une préoccupation de théorisisation de la démarche historienne, mais relève strictement de l'effort de donner une apparence scientifique à l'interprétation politiquement articulée de l'histoire nationale. Dans ce sens spécifique, le discours sur la « vérité historique objective»[845] est destiné à garantir la conformité d'un produit historiographique – et de son/ses auteur/s – avec le dogme politique. Son complément est représenté par l'accusation de subjectivité et d'asservissement de l'historien à l'intérêt politique qu'on adresse aux adversaires d'idées.[846] Reprenant la terminologie de Michael Shafir, on observe qu'à l'intérieur de ce modèle manichéiste, la définition de la vérité historique sert exclusivement à l'identification de l'ennemi idéologique comme ennemi national.

Le dogme historiographique du communisme xénophobe construit par le groupe d'Ilie Ceauşescu ne propose pas d'innovations importantes par rapport au discours nationaliste des années 1970. Il reprend les idées clef de la grande synthèse idéologique du communisme nationaliste et les principales évolutions discursives précisées dans la période antérieure pour les articuler dans une interprétation unique, relevant d'une vision autarcique et mythologisée de l'histoire nationale. Des directions d'interprétation précisées dans les années 1970, le

---

critique générale contre les opinions exprimées dans la revue hongroise *Historia* par des historiens hongrois, bulgares et russes, concernant l'interprétation des différentes moments de l'histoire des Balkans et la position des Roumains dans la région à différentes étapes de son histoire.

844 Cf. Ştefan Pascu, Nicolae Petreanu, « Révisionnistes et chauvins hongrois de nouveau au travail », in Ştefan Pascu, Ştefan Ştefănescu, *op. cit.*, pp. 72-81: « L'histoire est la science de la vérité. Elle finie toujours par s'imposer et il est inutile de la cacher, de l'éluder ou de la dénaturer, car la réalité est toujours triomphante ».

845 Cf. Viorica Moisiuc, Cristian Popişteanu, « A qui profite la dénaturation de la vérité historique », in *ibidem*, pp. 217-225: « L'histoire ne peut remplir ses fonctions qu'à condition de présenter les faits et les événements d'une manière objective, conformément à la vérité historique, sans haine et sans parti pris. L'interprétation tendancieuse ou subjective de l'histoire anéantit ses fondements scientifiques, et ce qui devrait être « le livre de chevet de toute nation » devient un instrument de discorde et de désunion, de confusion et de malentendu, nuisant à la connaissance et au rapprochement entre peuples, à la concorde et à la collaboration ». A retenir que l'article de Moisiuc et Popişteanu, datant de décembre 1985, n'appartient pas à la polémique avec l'historiographie hongroise, mais il critique, avec les mêmes outils discursifs, un livre de l'historien bulgare Antonina Kuzmanova, publié aux Editions de l'Académie bulgare des Sciences.

846 Voir a ce propos Florin Constantiniu, « Rectification de l'histoire ou rectification des frontières ? », in *ibidem*, pp. 206-216 ; l'auteur définit le rôle de l'historien en tant que juge des faits historique et affirme que « c'est ce jugement qui définit son option politique et philosophique, sa position d'un côté ou de l'autre de la barricade : progrès et liberté ou bien conservatisme et oppression. » pour construire ensuite sa critique contre le préopinent, l'historien hongrois Sàndor Balogh, à partir de cette vision manichéiste.

thracisme est l'une des plus valorisés par le groupe d'Ilie Ceauşescu.[847] La mythologie de l'indépendance roumaine comme aspiration permanente et complément de la lutte pour l'unité nationale commence, dans les pages de la LIP, avec l'Etat dace de Bourébistas tandis que l'évolution historique de la Roumanie reçoit une interprétation linéaire, allant de la civilisation géto-dace jusqu'au communisme, au nom de la parfaite continuité de la Nation.[848] Ilie Ceauşescu est le dignitaire qui, en 1986, essaye de promouvoir la célébration des 1900 ans du couronnement du roi dace Décébal, au rang de fête nationale de manière comparable à celle organisée en 1980 qui fut dédiée à l'Etat centralisé de Bourébistas. A cette occasion, les historiens de son groupe réaniment dans la LIP un discours thraciste qui, au milieu des années 1980, semblait en perte de souffle.[849] Quant au protochronisme, sans être directement valorisé dans les écrits du groupe, il reste pourtant une présence constante dans l'argumentaire-même de la continuité roumaine en Transylvanie : on met toujours en exergue la primordialité roumaine dans cette région comme argument principal des droits politiques des Roumains.[850]

La représentation mythologisée de la lutte pour l'indépendance politique sert de référentiel à la justification idéologique du communisme xénophobe. Elle a, d'une part, le rôle de mettre en exergue une continuité de situations et de légitimer ainsi les réactions de défense nationale devant ce qu'on interprète comme des attaques à la souveraineté de l'Etat. Conformément à la représentation historiographique ainsi proposée, les Roumains ont été depuis toujours un peuple menacé par ses voisins plus puissants et qui, par conséquent, a été

847 Cf. Florin Constantiniu, *op. cit.*, pp 407, cette prépondérance du thracisme dans les pages de la *LIP* était surtout due aux convictions personnelles d'Ilie Ceauşescu, sans être forcément approuvée par son équipe d'historiens : « Son désir de toujours mettre en exergue l'autochtonie et l'ancienneté des Roumains l'a contaminé avec la maladie de la thracomanie. Dans sa vision, les Romains avaient joué un rôle négatif, en dépossédant les Géto-Daces de leur « indépendance » et de leur Etat ; dans l'ethnogenèse des Roumains, l'élément romain est pratiquement annulé, dans le sens que les Roumains sont des Daces, devenus latinophones suite à la conquête romaine ; la continuité des Géto-Daces serait parfaite. » (La traduction du roumain nous appartient).

848 Voir, par exemple, Ilie Ceauşescu, « Rădăcinile istorice ale revoluţiei de eliberare socială şi naţională, antifascistă şi antiimperialistă din august 1944 » [Les racines historiques de la revolution de liberation sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste d'août 1944] in *LIP*, no. 1, 1984, pp. 10-13 qui fait de la résistance des daces contre les Perses il y a 2500 ans le moment fondateur de la résistance roumaine contre le fascisme.

849 Cf. « 1900 de ani de la urcarea lui Decebal pe tronul Daciei » [1900 ans depuis l'arrivée de Décébal sur le trône de la Dacie], in *LIP*, no. 1 (7), 1986, pp. 4-14, des interventions signées par l'académicien Emil Condurachi, colonel-docteur Gheorghe Tudor et Mihail Zahariade.

850 Un bon exemple est représentée par la théorie concernant l'existence « non-interrompue » d'un Etat roumain – sous des formes et des dénominations différentes mais ayant les mêmes fondements politiques – dès Bourébistas jusqu'à Nicolae Ceauşescu ; voir, par exemple, Ilie Ceauşescu, « Statul la români – peste 2000 de ani de existenţă în slujba unor înalte idealuri de progres şi civilizaţie » [L'Etat aux Roumains – plus de 2000 ans d'existence au service de hautes idéaux de progrès et de civilisation], in *LIP*, 4(6), 1985, pp. 31-36. Pour renforcer l'idée de cette continuité politique, Ilie Ceauşescu a même imposé à ces collaborateurs l'utilisation d'une terminologie *ad hoc*, sans correspondance dans les sources historiques, pour les trois formations politiques roumaines médiévales : « Pays Roumains de Valachie », « Pays Roumains de Moldavie » et « pays Roumains de Transylvanie » ; cf. Florin Constantiniu, *op. cit.*, p. 407.

obligé de se défendre avec audace et ferveur. Cela revient à dire que la guerre idéologique qui, dans les années 1980, oppose la Roumanie de Ceauşescu à ses voisins socialistes ne constitue pas une exception dans l'histoire de la nation roumaine. Au contraire, elle se retrouve dans la continuité du combat patriotique pour l'existence de la Nation.[851] D'autre part, le discours sur l'indépendance menacée de la nation a une finalité de mobilisation sociale, comme le montre la complémentarité de ce type de discours avec celui concernant le devoir patriotique de défendre sa patrie.[852] A partir du discours sur l'indépendance, on construit l'argumentaire idéologique du nationalisme autarcique, représentant l'image emblématique du communisme roumain durant sa dernière décennie d'existence. L'efficacité de ce type de discours est directement dépendante de l'existence d'un ennemi commun et c'est sur ce terrain que la polémique contre l'historiographie hongroise dans la question de la Transylvanie devient pertinente pour le nouvel effort de légitimation du régime Ceauşescu.

Dans cette optique, la polémique portée avec les moyens de la propagande interne est essentielle pour régler la balance des relations entre le PCR et la société roumaine. Sans doute, elle a également un rôle dans l'évolution générale des relations politiques roumaines-hongroises, marquées, vers la fin des années 1980, par un état d'esprit hautement méfiant et agressif de la part des communistes roumains[853] et par le soutien du régime hongrois aux

---

851 Voir, par exemple, Ilie Ceauşescu, « Independenţa, bunul nostru cel mai de preţ » [L'Indépendance, notre bien le plus précieux], in *LIP*, no. 3(5), 1985, p. 35 : « Le triomphe du peuple roumain à travers les innombrables épreuves de son histoire de 2000 ans, l'immense prestige international de la Roumanie contemporaine, on les doit à la lutte ininterrompue pour la préservation, nonobstant les sacrifices humaines et matérielles, de l'indépendance et de la souveraineté nationales. […] Le peuple roumain est conscient que la défense de cet héritage historique précieux représente son devoir suprême, l'impératif absolu de son progrès à l'avenir. » (La traduction du roumain nous appartient). Voir également *Idem*, « Apărarea şi consolidarea independenţei naţionale, necesitate logică, obiectiv fundamental al PCR în epoca deschisă de Congresul al IX-lea al partidului nostru comunist » [La défense et la consolidation de l'indépendance nationale, nécessité logique, objectif fondamental du PCR à l'ère ouverte par le IX^{ème} Congrès de notre parti communiste], in *LIP*, no. 1(50, 1988, p. 41 : « Toute l'évolution historique du peuple roumain s'est déroulée sur la voie non-interrompue de la lutte pour la défense de son existence ethnique et du foyer de ses ancêtres – toujours menacés par les envies rapaces des colosses des époques – pour sa totale liberté de se construire l'avenir. C'est pourquoi l'indépendance constitue l'emblème de l'histoire des Roumains, le lien indestructible entre le passé, le présent et l'avenir de notre nation. » (La traduction du roumain nous appartient).

852 *Idem*, « Lupta pentru apărarea gliei străbune împotriva expansiunilor şi revizionismului, permanenţă a istoriei poporului român » [La lutte pour la défense de la glèbe des ancêtres contre l'expansionnisme et le révisionnisme, constante de l'histoire du peuple roumain], in *LIP*, no. 2(20), 1989, pp. 22-28.

853 L'évolution de l'attitude officielle du régime Ceauşescu est mesurable dans les tonalités de plus en plus agressives des discours officiels prononcés par Nicolae Ceauşescu. Ainsi, si en 1984, pendant le discours devant le XIII^{ème} Congres du PCR, les références aux « conceptions nationalistes, chauvines » restent encore au niveau des allusions, en 1987, l'allocution de Ceauşescu à la Conférence nationale du PCR contient des accusations beaucoup plus explicites : « Il faut rejeter avec toute la fermeté tout essai de certains cercles réactionnaires, néofascistes de raviver, sur différentes voies, les sentiments néofascistes, racistes, nationalistes. » ; cf. Nicolae Ceauşescu, *Raport la Conferinţa Naţională a PCR. 14-16 decembrie 1987* [Rapport à la Conférence nationale du PCR. 14-16 décembre 1987], Bucarest, Editions Politică, 1987, p. 41 (La traduction du roumain nous appartient). Enfin, en juin 1988, au cours d'un plénum du Comité central, on évoque ouvertement la possibilité de fermer l'ambassade roumaine à

actions d'opposition à la politique de la famille Ceauşescu.[854] Pourtant, l'aspect le plus important de la polémique historiographique roumano-hongroise consiste avant tout en ce qu'elle structure les relations symboliques, idéelles et réelles dans la Roumanie entre le pouvoir et la société par le renforcement de la stratégie de légitimation implicite du communisme nationaliste. C'est pourquoi l'évolution des relations bilatérales entre la Roumanie et la Hongrie ne fait pas l'objet de notre analyse. Celle-ci se limite à circonscrire les traits du discours nationaliste pratiqué par le group d'Ilie Ceauşescu en tant qu'acteur principal de la polémique entre les historiens roumains et hongrois au sujet de la Transylvanie, dans la revue LIP et à considérer les procédés à l'aide desquelles ce discours essaye de maintenir la solidarité entre les Roumains et le pouvoir.

On devrait d'abord constater la manière dont on distribue les rôles dans la polémique à l'intérieur du groupe des historiens militaires, dans le but de renforcer tant le poids du message politique que la crédibilité de ce message aux yeux du public roumain. Si Ilie Ceauşescu assume surtout les éditoriaux précisant les grandes directions idéologiques, les historiens-apparatchiks de l'ISISP signent des articles concernant l'histoire du PCR, mais aussi une bonne partie des articles d'orientation thraciste. La plupart des historiens militaires collaborateurs de la revue – ceux qui se trouvent dans des positions marginales dans le groupe – s'occupent des questions concernant l'histoire de l'armée roumaine, une histoire retravaillée en conformité avec le nouveau dogme historiographique national. La partie la plus agressive de la polémique avec l'historiographie hongroise est assumée par le noyau de jeunes historiens, civils et militaires, qui jouit de la confiance d'Ilie Ceauşescu. Sans être explicite, cette répartition des tâches à l'intérieur du groupe est facilement observable dans les sommaires de la LIP.

De la même manière, on peut déceler une typologie des articles illustrant la position roumaine dans la polémique. Trois types d'articles sont prédominants : ceux traitant le sujet du révisionnisme hongrois et des crimes anti-roumaines commis par l'armée horthyste dans la Transylvanie du nord pendant la deuxième guerre mondiale[855] ; les comptes-rendus critiques

---

Budapest ; cf. Nicolae Ceauşescu, *Cuvântare la Plenara CC al PCR. 28 iunie 1988* [Discours devant le plénum du CC du PCR. 28 juin 1988], Bucarest, Editions Politică, 1988, p. 10.

854 L'évolution du conflit politique entre les deux régimes communistes est analysée d'une manière plus détaillée par Constantin Iordachi, *op. cit.*, pp. 38-70.

855 Ce genre d'articles est inauguré très tôt dans la *LIP* ; voir Colonel-docteur Florian Tucă, « Moisei – Un Lidice al românilor » [Moïsei – Un Lidice des Roumains], in *LIP*, no. 2/1986, pp. 65-66. Mais il devient quasi-permanent à partir de no. 4 (10)/1986 ; voir Mihai Retegan, « Programul revizionist al regimului horthyst (1) » [Le programme révisionniste du régime horthyste.5], in *LIP*, no. 4 (10)/1986, pp. 50-51, un article qui fait partie d'une série publiée au long de huit numéros de la revue entre 1986 et 1989. Nous avons également remarqué un détail qui dévoile le caractère de ces articles, de propagande adressée exclusivement aux Roumains : le cinquième épisode de la série, publié dans l'édition roumaine de *LIP*, no. 2 (16)/1988, *Idem*, « Programul revizionist al regimului horthyst (5) » [Le programme

d'ouvrages parus à Budapest au sujet de l'histoire de la Transylvanie et les articles d'attitude ; et ceux qui formulent les critiques les plus directes à l'adresse des historiens ou des ouvrages considérés officiellement hostiles au régime roumain.[856] Il existe aussi une quatrième catégorie, la plus intéressante parce que la plus curieuse, illustrant elle-aussi les circonstances du conflit idéologique roumano-hongrois : la rubrique de « dialogues avec les lecteurs ». La rubrique commence dès le troisième numéro de la revue, sous des auspices apparemment anodins et devient une constante du format rédactionnel.[857] Les lettres des lecteurs comprennent des félicitations pour le contenu de la revue, des témoignages personnels envoyés par des vétérans de guerre, des propositions d'article à paraître dans la revue. Les lecteurs ont des identités faciles à retrouver puisqu'ils signent avec leurs noms, prénoms, professions et localités de résidence. En revanche, les réponses qu'ils reçoivent sont signées de manière collective par « la Rédaction ».

L'intérêt des lecteurs pour le conflit historiographique roumano-hongrois ainsi que la médiatisation privilégiée – sans doute soumise à une censure préalable – par la rédaction de la LIP de certaines prises de positions xénophobes provenant de ses lecteurs ne devraient pas surprendre, étant donnée l'orientation générale de la revue. En même temps, les adhésions à l'orientation xénophobe de la LIP reproduites dans la rubrique de dialogues avec les lecteurs, ne peuvent pas nous donner une image pertinente du vrai écho que la campagne idéologique anti-hongroise a pu avoir dans l'opinion roumaine. Dans un contexte caractérisé par l'occultation quasi-totale des informations jugées incommodes pour le pouvoir politique, leur signification est strictement liée aux stratégies utilisées pour la manipulation de cette opinion et c'est exclusivement de cette perspective que nous les considérons.

---

révisionniste du régime horthyste.5], in *LIP*, no. 2 (16)/1988, pp. 58-59, n'est pas repris ni dans l'édition en français, ni dans l'édition en anglais de la revue ; cf. *La lutte du peuple tout entier*, no. 2 (16)/1988 et *The Entire People's Struggle*, no. 2 (16)/1988. La série d'articles signés par le jeune historien Mihai Retegan est remplacée, dès le no. 3(21)/1989, par un autre, dont l'auteur est Gheorghe I. Bodea, l'un des historiens-apparatchiks de l'ISISP. Cf. Gheorghe I. Bodea, « Teroarea horthystă în nord-vestul vetrei românești. (1) » [La terreur horthyste au nord-ouest de la glèbe roumaine. (1)], in *LIP*, no. 3(21)/1989, pp. 53-54 ; sur la biographie de Ghoerghe I. Bodea, voir Ștefan Ștefănescu, eds., *op. cit.*, pp. 62-63. Cette nouvelle série d'articles, dont l'agressivité de langage reflète la crise finale du régime Ceaușescu, a été interrompue par les événements de décembre 1989 qui ont apporté, en outre, la transformation de la *LIP* en la *Revista de Istorie Militară* [Revue d'histoire militaire] – par la suite *RIM*, avec un autre collective de rédaction constitué d'anciens marginaux du groupe d'Ilie Ceaușescu.

856 Une rubrique à part, intitulée « Attitudes » est inaugurée dans la revue à partir du numéro 4(6)/1985 ; voir Florin Constantiniu, « Influență romantică sau « romantism istoriografic ? » [Influence romantique ou « romantisme » historiographique], in *LIP*, no 4 (6), 1985, pp. 28-30. L'article de Constantiniu critique le contenu « inappropriée » d'une présentation du historien George Castellan, faite à l'occasion du XVI^{ème} Congrès international des sciences historiques de Stuttgard ; on reproche à l'historien britannique le fait d'offrir une image de « non-homogénéité » des structures politiques roumaines à la fin du XIX^{ème} et début du XX^{ème} siècle. Dans les numéros suivants de la revue, Florin Constantiniu est l'auteur le plus présent dans la rubrique « Attitudes ».

857 Voir « Dialog cu cititorii » [Dialogue avec les lecteurs], in *LIP*, no. 1 (3)/1985, p. 61.

Les opinions concernant la dispute roumano-hongroise reprises dans la rubrique de « dialogues avec les lecteurs » se maintiennent jusqu'en 1989 dans le domaine de la polémique strictement historiographique. Il s'agit surtout de la popularisation par la rédaction de la LIP du mécontentement des vétérans roumains de la deuxième guerre mondiale au sujet de la négation par l'historiographie hongroise de la participation roumaine à la libération de la Hongrie, après le 23 août 1944.[858] Le vocabulaire utilisé dans ces interventions et leur tonalité quasi-identique à celle des articles appartenant au groupe d'Ilie Ceauşescu nous laissent supposer un travail de re-écriture fait dans la rédaction. Il est difficile d'estimer si les textes sont entièrement créés dans la rédaction et ensuite attribués à des individus réels qui acceptent d'assumer leur paternité ou s'il s'agit de messages envoyés à la rédaction et soumis à une stylisation de circonstance. Mais le contenu des messages et la manière dont ils sont présentés dans la revue – insérés parmi d'autres messages au contenu neutre : proposant des articles ou signalant des documents et des photos inédits, félicitant la rédaction pour la qualité de son travail, etc. – les maintiennent dans les limites de la crédibilité.

A partir du numéro 21 (3/1989), le contenu de la rubrique « Dialogues avec les lecteurs » subit une modification tant de forme que de substance. D'abord, elle est entièrement dédiée à la question du conflit roumain-hongrois. Ensuite, la manière dont elle reprend et met en scène le conflit est radicalement modifiée : on passe des commentaires ponctuels concernant les différents aspects d'interprétation historiographique au traitement extensif de ses implications politiques. Enfin, on procède à une anonymisation des lecteurs qui adressent des questions à la rédaction et la rubrique revêt la forme d'une succession de questions – réponses ayant pour point de départ, comme on l'affirme dans son préambule, les questions fréquemment envoyés à la rédaction par des citoyens préoccupés des évolutions politiques.

Nous reprenons la succession des questions auxquelles la rédaction se charge de répondre[859] :

« Quelle est l'explication du fait que pendant ces dernières années on a publié dans la République Populaire de Hongrie une vaste littérature de propagande – des ouvrages soi-

858 Voir, par exemple, l'opinion d'un vétéran de Jassy, in *LIP*, no. 3(9), 1986, p. 58, reprise in extenso par la rédaction : « L'altération, la dénaturation, la falsification de la vérité historique concernant la formation du peuple roumain, as continuité millénaire dans le foyer de ses ancêtres entre Carpates, Danube et la Mer Noire nous ravivent les souvenirs tragiques de la deuxième guerre mondiale, quand la propagande chauvine-fasciste des gouvernants de la Hongrie horthyste empoissonnait l'atmosphère avec les mêmes thèses pseudo-historiques.[…] » (La traduction du roumain nous appartient).

859 Cf. *LIP*, numéro 3 (21), 1989, pp. 65-80 (la traduction du roumain nous appartient).

disant scientifiques, littérature, mémoires, etc., journaux et revues spécialement destinés à la propagande révisionniste, anti-roumaine, nationaliste-chauvine ? » ;

« J'ai vu une carte récemment éditée et diffusée en Hongrie[860] englobant des territoires appartenant à des pays voisins, URSS, la République Socialiste de Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la République d'Autriche et la République Socialiste de Roumanie (note de la rédaction – voir les parties marquées par la ligne interrompue). N'est-ce un essai de revision du statu quo institué par les traités de paix qui ont mis fin à la deuxième guerre mondiale ? » ;

« Quelle est la signification d'une émission de la Radio Budapest 1 Kossuth et des émission de la télévision hongroise qui ont diffusé des faux, des insinuations et des incriminations concernant les soi-disant violations des droits de l'homme en Roumanie ? » ;

« Est-il possible qu'un membre du gouvernement hongrois, le ministre de l'Intérieur Horvath Istvan, se mêle des affaires intérieures d'un autre pays en affirmant, le 10 mars 1989, que le gouvernement hongrois se préoccupera à l'avenir du destin des Hongrois de Roumanie et qu'elle orientera dans le même sens l'opinion internationale ? » ;

« J'ai appris qu'à Budapest et dans d'autre ville hongroises on aurait ouvert des expositions de photographie et de peinture qui représente des églises de Transylvanie qui se trouverons en soi-disant situation de démolition. Qu'est-ce qu'on veut avec la mise en circulation de ses rumeurs ? » ;

« Maintes émissions de la radio et de la télé hongroises ont présenté d'une manière dénaturée les réalisations et les réalités de notre pays, on a procédé à des attaques ouvertes contre la Roumanie socialiste. Quelle est la position de la direction du Parti et de l'Etat hongrois à l'égard de ces pratiques impérialistes ? » ;

« Comme nous le savons, la culture hongroise a de nombreux noms prestigieux, tels qu'Ady Endre, Josef Attila, Béla Bàrtok qui ont mis en exergue, dans leurs œuvres, les sentiments d'estime et d'appréciation réciproques entre les peuples roumain et hongrois. Pourtant le langage de la propagande anti-roumaine actuelle est imprégné par des insultes à l'adresse du peuple roumain, à sa dignité nationale, par l'utilisation de termes qui sont hors de la culture et de la civilisation. Comment peut-on expliquer la distance intervenue entre les

860 Une photo de la carte est insérée dans la revue ; cf. *ibidem*, p. 67.

valeurs traditionnelles de la culture hongroise et ces pratiques irresponsables, incompatibles avec l'évolution de la civilisation au seuil du troisième millénaire ? » ;

« Qu'est-ce qui se cache derrière les incitations massives et répétées diffusées par la presse de Budapest aux citoyens roumains de quitter leur pays et de s'établir en Hongrie ? » ;

« Peut-on parler d'une 'crise du socialisme', peut-on affirmer que le socialisme s'est compromis ainsi comme l'affirme certains idéologues du capitalisme et même certains personnalités des pays socialistes ou d'un nombre de partis communistes ? » ;

« La politique d'indépendance, de collaboration avec tous les peuples du monde – promue surtout après le IXe congrès du PCR – a été et est toujours beaucoup appréciée au niveau international. A-t-elle changé quelque chose dans la politique générale de notre pays durant ces dernières années ? Comment s'explique l'action des chaînes de propagande de certains Etat impérialistes de dénaturation des réalités concernant la politique extérieure de la Roumanie ? » ;

« Dans la propagande hostile, anti-roumaine, on fait circuler des affirmations soutenant que l'effort de la Roumanie de payer sa dette à l'étranger et de maintenir un rythme de développement accéléré, durant toutes ces années de profonde crise économique mondiale, aurait créé de grandes difficultés, avec des implications sociales graves pour notre pays. Comment peut-on expliquer ces affirmations ? » ;

« Différentes publications étrangères mettent en circulation des informations dénigrantes, fausses, concernant le niveau de vie matérielle et spirituelle des travailleurs de Roumanie. Quel est le but de ces actions visant la diffamation des réalisations obtenues par la Roumanie dans cette direction ? » ;

« La propagande hostile, anti-roumaine prétend qu'en Roumanie les droits de l'homme sont violés. Je voudrais savoir si ces affirmations ont un tant soit peu de fondement réel. » ;

« La prétendue violation des droits de l'homme en Roumanie est arrivée à être débattue devant des organismes internationaux, comme ça a été le cas en mars courant, devant

le Comité de l'ONU pour les droits de l'homme de Genève. Je voudrais en savoir plus à propos de ce sujet. » ;

« Je suis citoyen roumain d'origine hongroise. J'ai appris, à ma grande surprise, que les cercles hostiles des pays capitalistes et aussi, malheureusement, de la Hongrie affirment que les nationalités cohabitantes de Roumanie seraient en danger de perdre leurs traditions ethniques et culturelles. Auraient-elles, ces affirmations, une justification quelconque ? » ;

« Il est certain qu'il existe une contradiction fondamentale entre d'une part, le contenu et le caractère de la propagande faite par certains cercles de Budapest, et d'autre part, les intérêts du peuple hongrois. Est-il tellement difficile de comprendre qu'on met en péril la consolidation des victoires révolutionnaires, l'avancement sur la voie du socialisme, l'indépendance de la République Populaire de Hongrie ? » ;

« Comment peut-on concilier le contenu du Traité d'amitié et de collaboration roumain-hongrois avec la propagande nationaliste-chauvine, révisionniste, anti-roumaine, faite par des cercles réactionnaires de Budapest ? » ;

« Quel est le but de la propagande faite en Hongrie qui falsifie, déforme les réalités roumaines, insulte la dignité du peuple roumain, commettant ainsi le flagrant délit d'intervention dans les affaires intérieures de la Roumanie socialiste ? » ;

« Cette propagande fasciste, révisionniste, nationaliste-chauvine, hostile à la paix, à l'entente, au bon voisinage, n'est-elle opposée aux normes du droit international, au contenu des documents juridiques internationales auxquels la Hongrie participe elle-aussi ? » ;

« Comment a-t-il été possible que cette propagande hostile de certains cercles hongrois induit en erreur des personnalités de la vie politique internationale – hommes de culture, d'arts, scientifiques, journalistes, analystes de la politique internationale – y compris des personnalités avec des attributions officielles dans certains Etats occidentaux, qui ont la possibilité de s'informer correctement sur les réalités ? » ;

« On constate que la propagande hostile anti-roumaine, promue dans la République Populaire de Hongrie trouve une audience et du support matériel et financier de la part des

cercles les plus réactionnaires de l'impérialisme mondial. Comment peut-on expliquer ce fait ? Existe-t-il une convergence de buts et d'intérêts ? » ;

« Est-il vrai qu'il existe des cercles dirigeants de certains partis communistes de l'Europe occidentale – tels que le Parti Communiste français, le Parti Communiste italien – qui se sont ralliés et qui supportent la politique révisionniste, avec une nuance fasciste évidente, promue par certains cercles et individus de Hongrie ? » ;

« Est-il vrai que dans d'autres pays du monde on a lancé un appel aux émigrés hongrois de collecter des fonds pour l'achat d'armes qui devraient êtres utilisés dans des actions militaires pour la réalisation de la « grande Hongrie' ? » ;

« Qu'est-ce que vous savez sur le nouveau et dangereux moment de renforcement de la propagande antisocialiste, le jour de 16 juin à Budapest ? » ;

« Evidemment, de manière unilatérale, la partie hongroise, par ses actions hostiles, a détérioré les relations normales entre la Roumanie et la Hongrie, deux pays voisins qui édifient le socialisme. Quelles sont les voies pour retourner à la normalité ? ».

Ce long questionnaire présente d'abord une particularité significative : la plupart des questions, formulées par des lecteurs dont l'existence réelle reste invérifiable, se réfèrent à des événements internationaux qui, jusqu'au moment de la publication du questionnaire dans la LIP, n'ont bénéficié d'aucune médiatisation dans la presse roumaine. Plus encore, toute discussion publique liée à ce type de sujets était interdite dans la Roumanie de l'année 1989. Ils étaient probablement connus par une bonne partie du public roumain, par l'intermédaire de la Radio Free Europe ou des télévisions des pays voisins[861] , mais il serait difficile d'imaginer un citoyen roumain de l'année 1989 qui aurait décidé d'avouer publiquement, en écrivant à une revue de propagande telle que la LIP, le fait d'avoir connaissance de ce genre d'événements. On peut donc dire que le questionnaire a été entièrement fabriqué par la rédaction de la LIP et qu'indirectement, en précisant la position officielle du régime

[861] Par exemple, les Roumains habitant les régions de l'ouest pouvaient regarder, à l'aide d'installations improvisée, quasi-illicites, la télévision nationale hongroise et les chaînes serbes, tandis qu'au sud, on recevait les émissions de la télévision bulgare et à l'est, la Télévision soviétique ; à Bucarest, on pouvait regarder de la même manière les deux chaînes de la Télévision nationale bulgare et la principale chaîne de la Télévision soviétique, mais on ne pouvait pas réceptionner la Télévision hongroise, donc le contenu des émissions transmisses par celle-là n'était pas connu par les bucarestois.

Ceauşescu à l'égard des évolutions internationales fortement inquiétantes pour son avenir, il a eu aussi un rôle dans l'information de l'opinion roumaine sur la situation délicate de ce régime. C'est un paradoxe qui situe la démarche de la LIP à la frontière entre le discours nationaliste direct, représentée dans ce cas par le contenu des réponses de la rédaction – imprégnées de citations tirées des documents programmatiques du PCR et des discours de Nicolae Ceauşescu – et celui indirect, illustré par le contenu des questions se référant à des sujets formellement interdits dans la presse officielle roumaine. Le moment choisi par la rédaction de la LIP pour cette reconfiguration de la propagande nationaliste est directement lié aux évolutions internationales. Le questionnaire est publié après le 16 juin 1989, quand, à l'occasion du ré-enterrement d'Imre Nagy à Budapest, l'opposition hongroise et les représentants de l'émigration roumaine anticommuniste arrivent à un accord de collaboration et d'action commune contre le régime Ceauşescu.[862]

Les questions sont plutôt des affirmations, ce qui rend transparente leur vraie finalité : elles représentent en fait le point de vue du régime politique, qui passe par la plus grande crise de son histoire et qui exprime ainsi ses intentions les plus radicales d'une manière semi-explicite, qui lui évite d'avouer ouvertement sa xénophobie et sa fragilisation grandissante. Comme on peut le constater à partir de la thématique du questionnaire, trois catégories de sujets préoccupent avec prédilection le régime roumain : l'affirmation du point de vue officiel du PCR conformément à laquelle la question nationale a été définitivement résolue par l'introduction du concept de « nation socialiste » ; la présentation des nouvelles évolutions politiques de la Hongrie comme étant directement liées à un révisionnisme enraciné dans la culture politique horthyste et donc représentant une menace pour l'intégrité territoriale de la Roumanie ; l'effort de contrecarrer à l'intérieur du pays l'écho des prises de position internationales concernant la violation des droits de l'homme en Roumanie. De ces trois directions de la propagande menée à l'intermède de la LIP, seule la dernière – qui est circonstancielle et liée à la baisse sans précédent du niveau de vie de la population roumaine, nonobstant son appartenance ethnique – présente un certain degré de nouveauté. La première, contenant en fait la substance même du contre-argumentaire roumain, représente l'invariable du discours du communisme nationaliste, dès l'arrivée au pouvoir du régime Ceauşescu. La deuxième pourrait elle-aussi être considérée comme faisant partie de la même catégorie des

862 BDIC, *Radio Free Europe. Domestic Bloc*, no. 612, 4 juillet 1989 et *Radio Free Europe. Pick of Domestic Bloc*, no. 133, 16-17 septembre 1989. Voir aussi *ibidem*, no. 602, 20 juin 1989, le commentaire de l'agence de presse Taniug sur les évolutions du conflit roumain-hongrois après le 16 juin 1989 et la lettre de la dissidente roumaine Doina Cornea, de solidarisation avec la Déclaration roumaine-hongroise de 16 juin 1989 ; la lettre a été diffusée par la Radio « Free Europe » (*Ibidem, Radio Free Europe. Domestic Bloc*, no. 664, 14 septembre 1989).

constantes, puisque l'identification de l'ennemi idéologique comme ennemi national est intégrée dans la définition initiale de la nation socialiste. La nouveauté saillante est plutôt représentée par la tonalité guerrière du discours promus par la LIP et dont les intentions mobilisatrices sont contenues dans les références ouvertes à la collecte de ressources financières pratiquée par l'émigration hongroise en vue d'une action armée en Transylvanie.[863] Cette tonalité s'explique en partie par le caractère de la revue, destinée avant tout à un public de militaires. Mais elle est surtout l'expression d'un dénouement de la crise du communisme nationaliste en Roumanie.

Le discours illustré par le contenu de la « Lupta întregului popor » (« La lutte du peuple tout entier »), plaide pour l'isolement politique de la Nation, au nom de la préservation d'une pureté idéologique définie d'une manière exclusive par un parti unique de plus en plus isolé lui-même. Ce discours est représentatif pour la phase finale du communisme nationaliste roumain. Son contenu n'a pas la signification d'une recomposition mais d'une continuation de la synthèse culturelle initiale entre communisme et nationalisme. On peut donc le considérer comme la dernière conséquence de la définition de la Nation socialiste formulée dès l'installation au pouvoir du régime Ceauşescu : une communauté rejetant les différences entre individus au nom d'une homogénéité circonscrite entre les limites du dogme politique.

863 Cf. *LIP*, no. 3 (12), 1989, p. 79. La réponse affirmative à la question est, dans le contexte, équivalente à un appel aux armes adressé aux lecteurs : « L'appel à la collecte de fonds financiers intrigue tout individu réaliste qui sait bien que la Transylvanie – puisqu'elle-aussi est visée par les révisionnistes – est et sera ce qu'elle a été depuis toujours : une terre roumaine. Bien sûr, en ce qui nous concerne, on devrait se souvenir de la réponse ferme et légitime de Ménumorut [voïévode transylvain – notre notation] aux messagers du roi Arpad (c'était vers la fin du IX^{ème} siècle) : « De la terre, nous ne donnerons ni comme un doigt ». (La traduction du roumain nous appartient).

IIIe Partie :

La Nation contre le Parti.

Le discours anticommuniste aux temps de Ceauşescu

Au cours de notre démarche, nous avons essayé de démontrer que le nationalisme a représenté pour le Parti Communiste Roumain un terrain qu'il a su exploiter pour construire sa légitimité politique. Ce n'est toutefois pas le seul agent ou la seule institution à avoir usé du discours sur la nation. Le nationalisme roumain représente en effet un terrain de compétition entre les communistes qui vont s'approprier progressivement une légitimité politique par ce biais et les anticommunistes qui parlent au nom de la même nation, spoliée de son identité. L'hypothèse de départ de cette partie est que le discours anticommuniste roumain se structure à partir des mêmes racines nationalistes que le discours du régime Ceauşescu. A travers l'affrontement des deux discours, on restitue une image en miroir de la Nation roumaine comme représentation politiquement construite et élément central de la culture politique roumaine. Le discours d'opposition au communisme a d'ailleurs cette particularité curieuse qu'il est pensé dans une large mesure à l'intérieur d'une logique de légitimation analogue à celle de l'Etat-parti. C'est un paradoxe apparent qui s'explique à notre avis par les racines culturelles communes des deux discours sur la nation. Ces racines sont à rechercher dans la culture politique de la Grande Roumanie.

Relevant d'une réalité éclectique et constituant un corps politique fortement atomisé, l'anticommunisme roumain n'a pas produit, comme cela a été le cas pour les mouvements dissidents de l'Europe Centrale, une nouvelle théorie politique[864], capable de régénérer une société roumaine traumatisée par le communisme. Nous avons montré comment le régime Ceauşescu n'a pas réussi à éradiquer la matrice des symboles politiques et culturels roumaines d'inspiration pré-communiste et a fini par l'englober dans une synthèse où sa propre idéologie marxiste-léniniste n'occupe qu'une place secondaire. D'une manière analogue, les représentants de l'anticommunisme roumain font appel aux mêmes référentiels du nationalisme de l'entre-deux-guerres comme base de leur argumentaire tant culturel que politique. On construit, par conséquent, un discours anticommuniste centré avant tout sur la même notion clef que celle employée par le communisme de Ceauşescu : la Nation. Le contenu qu'on assigne à cette notion n'est pas fondamentalement différent du communisme à

[864] Pour le contenu de la nouvelle théorie politique créée par les dissidents de Pologne, de Tchécoslovaquie et de Hongrie, nous suivons les analyses de Barbara J. Falk, *The Dilemmas of Dissidence in East-central Europe. Citizen Intellectuals and Philosopher Kings*, Budapest, Central European University Press, 2003, voir surtout pp. 313-364. Sur l'échec de la construction d'une société civile en Roumanie, à travers les actions des dissidents sous le régime Ceauşescu, voir Gail Kligman, *op.cit.*, pp. 393-437.

l'anticommunisme, les différences résidant strictement dans les interprétations qu'on donne au destin de la Nation sous le régime communiste et aux moyens de préserver/perpétuer son existence. Les représentants de l'anticommunisme roumain n'ignorent pas l'argumentaire mis à l'œuvre par les dissidents de l'Europe centrale et orientale. Des idées visant la reconfiguration au quotidien d'une société civile en dehors de la réalité politique du communisme se retrouvent dans leurs discours de manière assez récurrente.[865] Cependant, ce type d'argumentaire n'arrive pas à prendre racine dans le corpus idéologique de l'anticommunisme roumain. Ce qui est dû en partie à son manque d'audience dans l'opinion roumaine, mais également aux orientations personnelles des meneurs du discours anticommuniste. Ceux-là sont ancrés plutôt dans la culture politique roumaine traditionnelle et considèrent donc la nation comme la seule entité capable de résister au communisme.

865 Il s'agit surtout des intellectuels dissidents tels que Gabriel Andreescu, Dan Petrescu et Liviu Cangeopol, qui se manifestent vers la fin des années 1980.

II.1 Les protagonistes du discours anticommuniste roumain

« -C'est mieux de jouer dans sa tête parce que là,
on est toujours son propre chef»
(13 ans)[866]

Avant d'analyser le contenu du discours anticommuniste, il semble nécessaire d'expliquer ce qu'on entend par l'anticommunisme roumain puisque ses usages sont largement polysémiques. Nous avons choisi ce terme générique pour désigner la réalité éclectique des différentes prises de position contre le régime communiste, en raison justement de leur manque d'articulation et en l'absence d'une relation précise de coordination entre les acteurs de ce type de discours. Ces prises de position anticommunistes proviennent de l'extérieur – plus précisément des différents cercles et groupes d'exilés – et de l'intérieur du pays. Dans ce dernier cas, il s'agit avant tout d'opinions exprimées de manière individuelle par des personnalités appartenant le plus souvent au milieu intellectuel. Sans se résumer à un modèle d'intercommunication facilement repérable, les protagonistes du discours anticommuniste roumain se trouvent néanmoins intégrés à un réseau d'interrelations directes et indirectes dont le point nodal est représenté par la Section roumaine de la Radio Free Europe (cf. le Tableau 4).

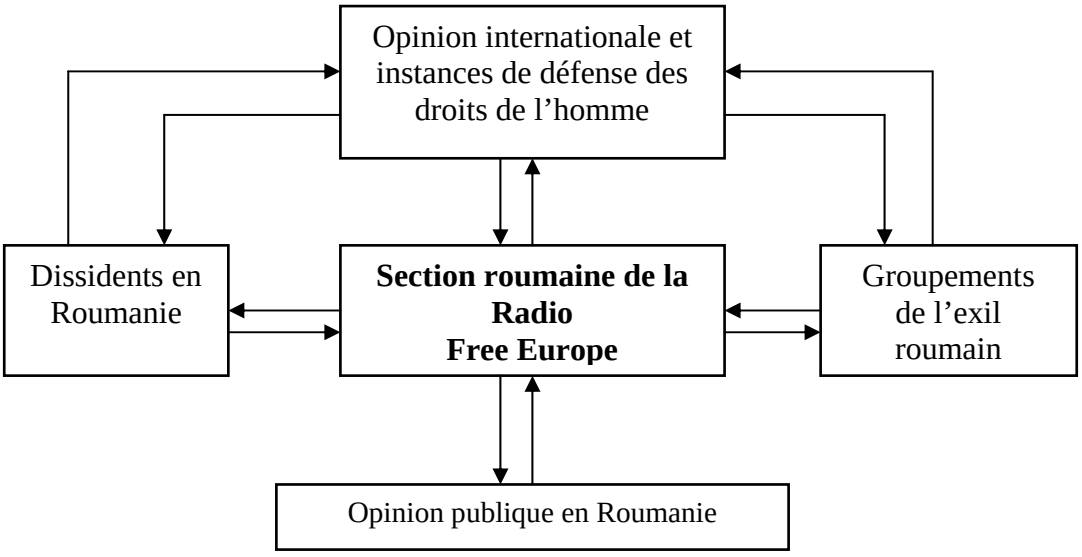

Tableau 4. Schéma d'intercommunication des acteurs du discours anticommuniste roumain

[866] Daniela Alexandru, Irina Nicolau, Ciprian Voicilă, *op. cit.*, p. 133.

Les termes utilisés dans ce schéma pour désigner les acteurs du discours anticommuniste roumain nécessitent des explications. Comme le souligne Michel Maslowski, le terme « dissident » désigne « l'hérétique », l'individu qui refuse les « opinions obligatoires » et qui assume par conséquent les risques de la solitude à l'intérieur d'un régime oppressif.[867] En cela, les dissidents roumains correspondent pleinement à cette définition. Isolés de manière très efficace par la *Securitate* et empêchés de communiquer non seulement avec l'opinion roumaine ou étrangère mais aussi – et surtout – entre eux, ils n'arrivent pas à faire le saut de la dissidence à « l'opposition démocratique » à l'image du modèle central européen décrit par Maslowski.[868] Leurs moyens de communication sont ainsi réduits à quelques stratagèmes mobilisant des relations de proximité (amis ou parenté) ou même certains diplomates occidentaux qui acceptent de faire passer à l'extérieur de la Roumanie les témoignages politiques des dissidents.[869] Quand ils refusent de s'exiler, les dissidents roumains deviennent des individus isolés et socialement fragilisés.

Le terme d' « exil », que nous utilisons pour désigner les acteurs du discours anticommuniste agissant à l'extérieur de la Roumanie, nécessite également certaines précisions. Nous avons décidé de privilégier ce terme, recouvrant un spectre sémantique moins vaste que celui d' « émigration », pour mieux mettre en exergue la démarcation entre les Roumains qui, après leur départ à l'Ouest, vont s'investir dans la contestation du régime communiste et ceux qui ne participeront pas à cette lutte idéologique.

De manière générale, après leur départ définitif, ces derniers ne se sont pas situés sur des positions anticommunistes militantes et n'ont pas recouru à des actions politiques ouvertes. Nous opérons ainsi une distinction nécessaire : notre démarche ne traitera en ce qui suit, sous la dénomination d' « exil », que d'une partie de la vaste et diverse émigration roumaine à l'Ouest qui s'est impliquée directement et ouvertement dans le combat idéologique contre le régime de Ceauşescu.[870] En même temps, nous sommes conscients de ce que représentent « l'incertitude et l'élasticité »[871] de la notion d' « exil » surtout dans le

---

867 Cf. Chantal Delsol, Michel Maslowski, Joanna Nowicki, eds., *Dissidences*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005, p. 2.

868 *Ibidem*, p. 2 : « Avec la dissidence est apparue ce qu'on appelle souvent l'opposition démocratique qui s'est structurée publiquement et dans la mesure du possible légalement, et a pris un caractère parfois massif (…) ».

869 Dans un article qui analyse sept cas de dissidents roumains, Cristina Petrescu finie par réaliser indirectement un répertoire de ce type de communications avec l'extérieur; cf. Cristina Petrescu, *op. cit.*, pp. 305-344.

870 Pour le cas roumain, la notion est employée de la même manière par Mihai Dinu Gheorghiu, *Intelectualii în câmpul puterii. Morfologii şi traiectorii sociale* [Les intellectuels dans le champ du pouvoir. Morphologies et trajectoires sociales], Bucarest, Editions Polirom, 2007, surtout pp. 270-273.

871 Cf. Denis Rolland, Luc Capdevilla, « Introduction: France et Belgique, terres d'exil », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, année 2002, volume 67, no. 67, p. 3. Pourtant, les deux chercheurs sont

contexte particulier de la Roumanie d'après la deuxième guerre mondiale. Par exemple, comment définie-t-on l'exilé roumain à l'Ouest : est-il celui qui a été chassé de son pays par le régime communiste, celui qui est partie de son propre chef et a décidé de ne pas retourner dans un pays dont il désapprouve l'évolution politique, celui qui avait déjà quitté la Roumanie avant l'instauration du communisme – en simple voyageur, en représentant ou en victime d'un autre régime politique – et qui a décidé de ne pas rentrer ? Sans doute, à l'intérieur de ce qu'on appellera ici « l'exil roumain », nous trouvons des exemples des trois catégories. Mais au-delà des biographies individuelles, il existe aussi un complexe de traits communs caractérisant ces individus : une perception de soi comme victime d'une même réalité politique oppressive ; l'identification d'un ennemi commun, le régime communiste, et d'une mission commune, le devoir de préserver l'identité culturelle de leur patrie perdue ; le refus (ou l'incapacité) d'accomplir leur déracinement et la volonté de rester ancrés dans l'évolution de leur société d'origine.[872] Ces caractéristiques vont servir à solidifier ce groupe et à cimenter cette communauté d'intérêts. Mais il s'agit d'une solidarité à double face. Parce qu'elle est en concurrence directe avec le PCR pour assurer une représentation légitime de la nation, elle est d'abord une solidarité projective avec le « peuple ». Et, d'un point de vue externe, elle est une solidarité symbolique et fictive entre les dissidents des différents régimes communistes des pays de l'Est.

C'est en raison de ces traits communs structurant un profil socioculturel bien ressemblant et conduisant ces acteurs vers le même modèle d'action, qu'ils nous intéressent dans la présente démarche. Tout se passe en effet comme si on pouvait clairement observer un habitus commun chez ces acteurs.

La question de la communication entre les différents acteurs du discours anticommuniste – mais surtout entre ceux agissant à l'intérieur et ceux de l'extérieur du pays – est extrêmement importante non seulement pour la construction du contenu plus ou moins homogène de ce discours mais avant tout pour assurer la survie des dissidents à l'intérieur du régime Ceauşescu. Dans cette perspective, le rôle de la Radio Free Europe est crucial : le fait de pouvoir transmettre des messages ou au moins des informations sur une position

---

d'accord avec une définition de l'exil qui insiste avant tout sur la relation conflictuelle entre l'exilé et le pouvoir politique de son pays d'origine.

872 En ce sens, une lettre de Sanda Stolojan à Monica Lovinescu est exemplaire d'un état d'esprit plus général: « Parlons d'obsessions, et si nous regardons la nôtre en face ? Au moins, nous savons qu'elle s'appelle la Roumanie. […] Une hypothèse serait qu'en veillant sur la Roumanie, nous veillons involontairement sur nous-mêmes, en nous nourrissant du fond […] de notre inconscient, […] en nous exprimant de cette manière le désir caché d'être enterrés à Bellu […] Il se peut que notre obsession soit une autre facette de la vérité, sa facette roumaine. C'est après elle que nous courrons dans ces terres et c'est elle qui nous hante.[…] » ; cf. Sanda Stolojan, « Recapitulare » [Révision], in *Limite* [Limites], no. 10, août 1972, p. 5 (la traduction du roumain nous appartient).

conflictuelle par rapport au régime politique roumain représente, pour la quasi-totalité des dissidents roumains des années 1980, la seule garantie de leur intégrité physique et la manière la plus efficace de résister aux pressions de la police politique.[873]

Le schéma de cette communication présente une particularité en Roumanie : on peut constater que la communication entre les dissidents à l'intérieur et à l'extérieur du régime se réalise par plusieurs voies tandis que la modalité (quasi-unique) de transmission de leur message à l'opinion roumaine est la Radio Free Europe. Cette particularité nous convie à un rapide retour sur l'action de la *Securitate* pour avoir, la preuve de sa redoutable efficacité et de sa capacité à contenir la dissidence. Les acteurs de l'anticommunisme roumain agissent dans un cadre extrêmement contraignant qui conditionne les marges et la forme de leurs actions. La police politique roumaine utilise contre les dissidents du pays une stratégie d'isolement qui, dans la plupart des cas, s'est montrée très efficace : confinement au domicile, coupage des lignes de communication, surveillance permanente, actions d'intimidation et chantages culminant avec les pressions pour les déterminer à fuir la Roumanie.[874] Bien sûr, l'échec de l'apparition d'une « opposition démocratique »[875] en Roumanie ne peut pas être expliqué uniquement par l'efficacité de la police politique roumaine.[876] Toutefois, la circulation des idées dissidentes à l'intérieur de la société roumaine a été sans aucun doute sérieusement limitée ainsi que leur contenu a été parfois, directement ou indirectement,

873 Voir à ce propos la postface de Cristina Petrescu à Liviu Cangeopol, Dan Petrescu, *Ce-ar mai fi de spus. Convorbiri libere într-o ţară ocupată* [Ce qu'il reste à dire. Conversations libres dans un pays occupé], deuxième édition, Bucarest, Editions Nemira, 2000, en particulier pp. 326-327. Les deux intellectuels habitant la même ville, Jassy, se sont rencontrés après l'interview de Dan Petrescu à la Radio « Free Europe » ; leur livre de dialogues anti-Ceauşescu, écrit en 1988 et envoyé à la Radio « Free Europe » en vue d'être publié à l'étranger, a été connu par le public roumain seulement en 1990. L'information sur leurs positions dissidentes a été rendue publique par la même radio, où l'accès leur a été facilité par la relation de parenté entre Dan Petrescu et Ioan Petru Culianu, à l'époque étudiant préféré de Mircea Eliade.

874 L'un des cas les plus connus est celui de la dissidente de Cluj, Doina Cornea ; voir son témoignage : Doina Cornea, *Puterea fragilităţii* [Le pouvoir de la fragilité], Bucarest, Editions Humanitas, 2006, surtout pp. 61-86. Voir aussi Doina Cornea, *Liberté ? Entretiens avec Michel Combes suivis de lettres ouvertes adressées à Nicolae Ceauşescu, Ion Iliescu, Petre Roman*, Paris, Editions Criterion, 1990. A la différence des autres dissidents roumains, Doina Cornea a pourtant refusé de s'exiler. La stratégie déployée par la Securitate, au cours des années 1980, contre Doinea Cornea a plus d'un point commun avec celle utilisée dans les années 1970 contre Paul Goma. Cf. Virgil Tănase, *op.cit.*, surtout pp. 73-82. Voir aussi le cas récemment révélé de Neculai Constantin Munteanu, un journaliste connu surtout pour son activité à la Radio « Free Europe », dans les années 1980, cf. Neculai Constantin Munteanu, *Ultimii şapte ani de-acasă. Un ziarist în dosarele Securităţii* [Les derniers sept ans à la maison. Un journaliste dans les dossiers de la Securitate], Bucarest, Editions Curtea Veche, 2007, surtout pp. 53-83. Dans le cas de Munteanu, tout aussi comme dans celui du critique littéraire Ion Caraion, son homosexualité a été utilisée comme élément de chantage par la Securitate, pour le déterminer de collaborer.

875 Cf. Chantal Delsol, Michel Maslowski, Joanna Nowicki, *op. cit.*, p. 2.

876 Cristina Petrescu, in Liviu Cangeopol, Dan Petrescu, *op. cit.*, pp. 321-322, fait le bilan des explications données par les analystes du phénomène en insistant sur deux grandes catégories : l'une qui prend en compte la faiblesse de la société roumaine par rapport à un Etat traditionnellement tout-puissant et l'autre mettant en exergue la leurre que le communisme nationaliste de Ceauşescu a représenté pour une bonne partie des intellectuels roumains.

déformé par l'action de la *Securitate*. L'omniprésence des services d'encadrement et de surveillance dans la production du discours anticommuniste est tout aussi évidente que dans la production du discours communiste nationaliste. Caractérisés, dans le cas des dissidents et même pour celui de l'exil roumain à l'Ouest, par un plus haut degré d'agressivité[877], les moyens employés par la *Securitate* contre les ennemis du régime Ceauşescu sont largement analogues à ceux utilisés pour contrôler les acteurs du discours communiste : la manipulation par les rumeurs, le chantage à l'égard des informateurs potentiels agissant dans les milieux sociaux visés, l'incitation à des conflits artificiellement créés à l'intérieur des groupes en utilisant surtout les tensions entre Roumains et représentants des minorités.[878] Si, à l'extérieur de la Roumanie, ces stratégies de diversion n'atteignent pas toujours leur but[879], dans une société fermée et surveillée telle que la société roumaine des années Ceauşescu, où la rumeur représente un moyen quasi-incontrôlable de diffusion de l'information[880], les actions de la *Securitate* sont beaucoup plus efficaces.

Il existe là-aussi d'autres explications à prendre en compte. La plus importante est celle des dissensions internes au milieu intellectuel roumain. A cela, il faudrait ajouter le faible réflexe de solidarité entre les élites culturelles et les autres couches de la société

---

877 Des documents d'archives concernant les actions de la Securitate pour la suppression physique de certains personnages appartenant à l'exil roumain – avant tout des employés de la Radio « Free Europe » – ont fait en 2007 la une de la presse bucarestoise ; voir par exemple l'article « Bălăceanu-Stolnici, complice la asasinatele de la Europe Liberă » [Bălăceanu-Stolnici, complice des assassinats de la Radio « Free Europe »], in *Cotidianul* [Le Quotidien], le 28 novembre 2007. L'article révèle la pratique de la Securitate d'utiliser la collaboration des amis des exilés roumains pour arriver dans leur proximité. Voir aussi Ioana Măgură-Bernard, *Directorul postului nostru de radio* [Le directeur de notre Radio], Bucarest, Editions Curtea Veche, 2007, surtout pp.73-100, témoignant sur l'implication de la Securitate dans l'assassinat de Noel Bernard, directeur de la Section Roumaine de la Radio « Free Europe » entre 1966 et 1985. Des suspicions d'assassinat ont été également formulées dans le cas du successeur de Bernard, l'historien Vlad Georgescu . Cf., entre autres, René Al. de Flers, *Radio Europa Liberă şi exilul românesc* [La Radio Free Europe et l'exil roumain], Bucarest, Editions VESTALA, 2005, pp. 475-476. Pour la biographie de dissident de Vlad Georgescu, voir Raluca Spiridon, « Vlad Georgescu şi începuturile disidenţei româneşti » [Vlad Georgescu et les débuts de la dissidence roumaine], in *Arhivele Totalitarismului* [Archives du Totalitarisme], no 1-2, 2007, pp.221-223. Pour l'histoire des actions de la Securitate contre la Section roumaine de la Radio Free Europe, voir Mihai Pelin, *Operaţiunile Meliţa şi Eterul. Istoria Europei Libere prin documente de Securitate* [Les opérations Melitza et l'Ether. L'histoire de la Radio Free Europe dans les documents de la Securitate], Bucarest, Editions Compania.

878 Voir, à ce propos, *ibidem*, pp. 285-286, qui dévoile les plans de la Securitate qui incitait les employés juifs de la Radio Free Europe à s'opposer à leurs collègues roumains et même au directeur Noel Bernard, lui-même d'origine juive.

879 Néanmoins, d'après le témoignage d'Ioana Măgură-Bernard, leur efficacité est parfois assez notable, sur l'effet des actions destinées à créer des conflits entre les employés de la Radio Free Europe. Cf. Ioana Măgură-Bernard, *op. cit.*pp. 81-90. Voir, sur le même sujet, René Al. de Flers, *op. cit.*, p. 306-318.

880 En l'absence d'études sociologiques sur la circulation des rumeurs dans la Roumanie communiste, nous avons utilisé comme modèle de référence l'étude de Nicolas Werth, « Rumeurs défaitistes et apocalyptiques dans l'URSS des années 1920 et 1930 », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, année 2001, volume 71, no. 71, pp. 25-36, pour comprendre le fonctionnement des rumeurs dans une société de type soviétique. Werth décrit la surveillance des rumeurs appliquée par les autorités soviétiques.

roumaine.[881] Toutefois, les actions de la police politique sont la principale explication à prendre en compte quand on analyse la circulation des informations dans la société roumaine communiste. Et elles constituent aussi la raison primordiale du succès de la Radio Free Europe en Roumanie. Car celle-ci s'est avéré le seul moyen de diffusion des informations à l'intérieur du pays que la *Securitate* ne pouvait supprimer.

III.1.a. L'exil roumain et l'anticommunisme comme devoir envers la nation

Comme le remarque Mihai Dinu Gheorghiu, l'étude de l'exil roumain après la deuxième guerre mondiale est plutôt difficile, étant donnée l'absence de statistiques, de travaux d'histoire institutionnelle et même de biographies analytiques.[882] Notre démarche ne vise pas, de toute façon, à développer une analyse exhaustive des organisations, des publications ou des biographies de l'exil roumain. Il est toutefois indispensable de tenter une systématisation des données existantes et de passer en revue les principales structures organisationnelles, les orientations idéologiques qu'elles représentent ainsi que les trajectoires biographiques des personnalités les plus influentes, dans la mesure où leurs actions ont été déterminées de manière souvent décisive par des expériences individuelles.

Les exégètes de l'exil roumain[883] identifient deux générations dans l'histoire de la communauté : celle des exilés des années 1940-1950 et celle des années 1970-1980. Les différences entre ces générations concernent surtout les motivations de leur départ du pays et

881 Les deux causes étaient pleinement à l'œuvre dans l'évolution du « cas Paul Goma ». Cf. Mihaela Azoiţei, *Totalitarianism and resistance in Communist Romania. The Goma Case*, Bucarest, Editions Paideia, 2002, surtout pp. 99-111.

882 Cf. Mihai Dinu Gheorghiu, *op. cit.*, p. 271. Il existe seulement deux dictionnaires comprenant tant des biographies des principales personnalités que des micro-monographies des publications et des organisations les plus importantes de l'exil roumain : Florin Manolescu, *op.cit.* et Mihai Pelin, *Opisul emigraţiei româneşti. Destine în 1222 de fişe alcătuite pe baza dosarelor din arhivele Securităţii* [Le répertoire de l'émigration politique. Destins en 1222 fiches sur la base des dossiers des archives de la Securitate], Bucarest, Editions Compania, 2002. Les deux ouvrages ont des perspectives et des niveaux académiques différents. Mihai Pelin, un ancien employé de la Securitate devenu historien après 1989, présente quelques brèves versions des biographies de personnalités de l'exil anticommuniste, tant intellectuels qu'anciens hommes politiques de la Roumanie de l'entre-deux-guerres. Ces biographies sont résumées de leurs dossiers personnels à la Securitate. Le critique littéraire Florin Manolescu a une démarche analytique plus nuancée, visant non seulement les détailles biographiques mais aussi la mise en perspective des productions intellectuelles de l'exil roumain.

883 Voir surtout Lavinia S. Stan, « The Cultural and Political Strategies of Exile: Romanians in the Cold War », consulté à l'adresse url http://www.cliohres.net/books/2/11_Stan.pdf, le 12 septembre 2007. Voir aussi Dorina Marina Năstase, « Les retours du fils prodigue, ou les illusions de l'émigration roumaine après 1989 », in *La Nouvelle Alternative*, no. 56, vol. 17, printemps 2002, consulté à l'adresse url http://www.nouvelle-alternative.org/num/56/_dossier5.php#, le 16 septembre 2007. La même périodisation de l'histoire de l'exil roumain est réalisée par Mihai Dinu Gheorghiu, *op. cit.*, pp. 279-283. Bien sûr, l'existence des particularités générationnelles dans les exils d'un pays dominé par un régime de type soviétique n'est pas spécifique au cas roumain. Voir, par exemple, le cas de la diaspora soviétique, chez Greta N. Slobin, « The « Homecoming »of the Firts Wave Diaspora and Its Cultural Legacy », in *Slavic Review*, vol. 60, n°3, automne 2001, pp. 513-529.

leur positionnement par rapport à l'intégration dans les sociétés d'adoption respectives. Les perceptions de la mission culturelle et politique de l'exil à l'égard de la société d'origine restent, malgré ces différences, inchangées d'une génération à l'autre même. Ce sont les stratégies adoptées, les alliances et les moyens utilisés pour atteindre ce but qui varient en fonction du changement de contexte historique.

La première génération de l'exil compte parmi ses représentants des personnages dont les biographies sont directement liées à la Grande Roumanie, à la vie politique et au paysage socioculturel de l'entre-deux-guerres. Il s'agit, d'une part, de représentants des différents courants d'extrême droite – en particulier, des membres du mouvement extrémiste de la Garde de Fer – expatriés après les conflits qui ont opposé la direction de ce mouvement au roi Charles le IIe et plus tard au gouvernement d'Ion Antonescu. D'autre part, le groupe d'hommes politiques qui ont accompagné Charles le IIe dans son exil portugais est très bien représenté et très actif dans les actions occidentales contre le régime Antonescu durant la deuxième guerre mondiale ; ce groupe a aussi des liens politiques aux Etats-Unis. Enfin, les membres des partis politiques démocratiques – dont le Parti National Libéral et le Parti National Paysan sont les plus importants – et les membres du corps diplomatique roumain qui, lors de l'instauration du régime communiste, étaient en mission à l'Ouest, agissent eux-aussi dans l'exil de l'après-guerre.[884] Les représentants de l'élite culturelle de l'entre-deux-guerres, arrivés en exil dans les années 1940 sont soit des personnalités liées au milieu politique de la Grande Roumanie[885], soit des étudiants qui ont la chance de recevoir les dernières bourses accordées par les Etats occidentaux à des jeunes roumains.[886] Cette communauté hétérogène

884 Une analyse de cette première vague de l'exil roumain à la fin de la deuxième guerre appartient à Vasile C. Dumitrescu, « Emigraţia română » [L'émigration roumaine], in *O istorie a exilului românesc 1944-1989* [Une histoire de l'exil roumain. 1944-1989], Bucarest, Editions Victor Frunză, 1997, pp. 3-8. Vasile C. Dumitrescu est lui-aussi représentant de l'exil roumain : ancien employé du Service Roumain d'Information, il participe pendant la guerre à des opérations sur le front de l'Est ; en 1944, Dumitrescu quitte la Roumanie pour s'établir en l'Allemagne de l'Ouest, devient membre de plusieurs associations politiques des émigrés roumains et journalistes à des publications roumaines de l'exil (cf. Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 258-259) Le livre de Dumitrescu est en fait une recueil de ses articles publiés dans la presse de l'exil et de ses lettres personnelles adressées à des amis roumains.

885 A part Eliade, Cioran et Ionesco, dont la notoriété parmi les émigrés roumains est déjà imposante dans les années 1940, il s'agit d'un nombre de journalistes tels que Pamfil Şeicaru, personnalité très connue mais aussi très controversée dans les cercles politiques de la Grande Roumanie. Voir, pour sa biographie, Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 644-653 : condamné à la peine de mort en Roumanie pour son activité à la direction du journal de droite « Curentul », Şeicaru continue de sortir ce journal à Munich, avec des journalistes de l'exil roumain. Voir aussi la correspondance entre Vasile C. Dumitrescu et Pamfil Şeicaru, chez Vasile C. Dumitrescu, *op. cit.*, pp. 141-147.

886 Entre ceux qui se retrouvent dans cette dernière situation sont les époux Monica Lovinescu et Virgil Ierunca, devenus dans les années 1970, grâce à leur activité de journalistes à la Radio « Free Europe », les personnages les plus populaires de l'exil roumain. Pour des informations concernant leur trajectoires biographiques, voir Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 389-396 et 452-458, mais aussi Mihai Pelin, *op. cit.*, pp. 169-171 et 192-1933, qui insiste surtout sur les informations contenues dans les dossiers de la Securitate. Monica Lovinescu est aussi l'auteur de plusieurs volumes de mémoires ; cf. Monica

apporte avec elle dans les valises de l'exil, les conflits et les différences de visions politiques qui séparaient ses représentants avant leurs départs de Roumanie.[887] C'est pourquoi, ils sont difficiles à associer à des formes d'organisation solides et durables, malgré leur expérience dans le domaine politique et leur hostilité manifeste à l'égard du régime communiste de Roumanie.[888] L'un des traits distinctifs de cette première génération d'exilés roumains est leur perception du régime communiste. Il représente l'expression de l'occupation militaire soviétique et est pensé comme une réalité passagère qui devrait être vite démantelée par une intervention militaire des Etats-Unis contre l'URSS.[889] Dans la perspective d'un retour en Roumanie – qui devrait signifier tant le retour à la « normalité » sociale et politique de l'avant-guerre qu'une réparation morale pour les victimes de l'occupation soviétique – l'éthos anticommuniste représente pour ces individus plus qu'une stratégie de légitimation devant les sociétés d'adoption. Il est une manière d'assurer la continuité de leur identité culturelle pendant une période de temps de crise. Ils construisent ainsi, au fur et à mesure, un discours stratégique qui cherche dans l'évolution historique de la Roumanie une matière au combat politique et une manière de mettre en forme un tel combat.

L'argumentaire politique constitué à cette époque, dont le principal but est d'entretenir l'espoir pour tous les Roumains d'une proche défaite du communisme, constitue le point de départ de la construction du discours anticommuniste de l'exil. Le contexte de l'époque est retravaillé dans l'imaginaire des exilés pour lui donner des contours conformes à leurs discours et aux conflits politiques auxquelles ils participent. Cependant, ses tonalités ne tardent pas à s'enrichir de nuances à mesure que la cohabitation entre les deux camps,

---

Lovinescu, *Jurnal* [Journal], vol. I, 1981-1984, vol. II, 1985-1988, vol. III, 1990-1993, vol. IV, 1994-1995, vol. V, 1996-1997, vol. VI, 1998-2000, Bucarest, Humanitas, 2002-2006.

887 Cf. Lavinia S. Stan, *op.cit.*, p. 2.

888 Dans les années 1950, le principal conflit entre les personnalités de l'exil roumain se déroule autour du Fonds National Roumain, une réserve financière constituée en Suisse par le régime Antonescu, en 1944 et qui aurait dû permettre de financer le départ en exil de quelques centaines de représentants des élites politiques et culturelles de la Roumanie dans la perspective d'une conquête soviétique du territoire roumain. En absence d'informations précises et après l'arrestation par les communistes de Bucarest des dirigeants du Service Roumain d'Information, les deux hommes politiques soupçonnés d'avoir reçu la mission d'administrer ce fond à l'étranger, Constantin Vişoianu et Alexandru Cretzianu, n'ont jamais admis ouvertement son existence. Les disputes autour du Fond National Roumain ont provoqué la scission de la première organisation politique de l'exil roumain, le Comité National Roumain, créé en 1949 à New York et qui devait agir comme un gouvernement roumain en exil (cf. Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 180-186). Le conflit a également provoqué la suspicion de l'administration américaine à l'égard des organisations politiques de l'exil roumain. Pour l'évolution des attitudes de l'administration américaine à l'égard des différents organisations des exilés de l'Europe de l'Est, voir Yossi Shain, « Ethnic Diasporas and U.S. Foreign Policy », in *Political Science Quarterly*, vol. 109, no. 5, hiver, 1994 -1995, pp. 811-841.

889 Sur l'étendu et les implications de cette conviction quasi-généralisée dans la société roumaine des années 1940, voir Bogdan Barbu, *Vin americanii ! Prezența simbolică a Statelor Unite în România Războiului Rece* [Les Américains arrivent ! La présence symbolique des Etats-Unis dans la Roumanie de la Guerre Froide], Bucarest, Editions Humanitas, 2006, en particulier pp. 72-100.

occidental et soviétique, devient une réalité qui est cimentée. Un tournant qui permet d'observer à la fois les continuités et les lignes de fracture à l'intérieur de ce type de discours, est illustré par un article de Brutus Coste, ancien chargé d'affaires de la Roumanie à Washington et personnalité très active dans l'exil roumain aux Etats-Unis.[890] Ecrit en 1950, cet article est significatif pour le passage d'une stratégie marquée par la confiance dans la défaite rapide du communisme à la préparation pour une confrontation à long terme, menée avec des moyens plutôt indirects tels que la propagande par la radio. Certaines des idées énoncées dans l'article de Coste vont devenir de véritables leitmotivs du discours de l'émigration roumaine tout au long de la Guerre Froide. C'est notamment le cas de la représentation des nations est-européennes comme esclaves de l'URSS, par l'intermédiaire de régimes politiques considérés par les exilés comme manquant complètement de support populaire et donc de légitimité.[891] Cette image des régimes communistes comme constructions politiques artificielles et fragiles, dont la terreur et la présence de l'armée soviétique sont les seuls explications de leur maintien au pouvoir, constitue, dans les années 1940, le principal argument pour nourrir les espoirs de l'exil quant à une chute rapide de l'ordre soviétique à l'Est. En 1950, l'argumentaire de Brutus Coste va un peu plus loin. Il essaie de convaincre les autorités américaines de s'impliquer plus activement dans la propagande anticommuniste à l'Est. L'auteur explique que les peuples de la région sont marqués par le désespoir et par le sentiment d'avoir été abandonnés par les démocraties occidentales. Cette interprétation, devenue elle-aussi un leitmotiv du discours de l'exil roumain après 1950[892], constitue le point de départ d'une nouvelle stratégie dans l'affrontement avec les régimes communistes est-européens : entretenir l'espoir des peuples de l'Est en utilisant le support de l'Occident, atténuer leur sentiment d'isolation derrière le Rideau de Fer, organiser la survie de leur identité culturelle mais sans donner de faux espoirs quant à la possibilité d'une chute rapide des régimes communistes.[893]

---

890 Voir Brutus Coste, « Propaganda in Eastern Europe », in *The Public Opinion Quarterly*, vol. 14, no. 4. hiver 1950-1951, pp. 639-666.

891 *Ibidem*, p. 640.

892 Une interprétation devenue mythique dans le discours anticommuniste roumain est celle qui présente la conférence de Yalta comme moment clef de la « trahison » de l'Occident. Cette interprétation est largement popularisée par les journaux de l'exil roumain à l'Ouest. L'un de ses propagateurs actifs est Nicolae Baciu, ancien colonel dans l'armée roumaine, rédacteur de la Radio Free Europe entre 1952 et 1957 et auteur de plusieurs livres sur un même sujet : la Roumanie est la victime du marchandage politique entre l'URSS et les démocraties occidentales. Voir, par exemple, Nicolae Baciu, *L'Europe de l'Est trahie et vendue. Les erreurs tragiques de Churchill et Roosevelt*, Paris, Editions La Pensée Universelle, 1984. L'un des livres de Nicolae Baciu est paru en 1983 aux éditions patronnées par Iosif Constantin Dragan, ce qui laisse ouvertes les suppositions concernant l'implication de la Securitate dans son activité militante aux Etats-Unis. Voir Nicolae Baciu, *Yalta şi crucificarea României* [Yalta et la crucifixion de la Roumanie], Rome, Editions Nagard, 1983.

893 Cf. Brutus Coste, *op. cit.*, p. 657.

La continuité entre la première et la deuxième génération d'exilés roumains de l'Est est surtout assurée par cette conviction d'une distinction nette entre la nation roumaine et le régime communiste et par une perception unique de la mission culturelle de l'exil. Ils sont tous convaincus de leur devoir de préserver à l'étranger l'identité culturelle des Roumains par la construction d'une alternative à la culture produite à l'intérieur du pays, dénaturée à leur avis par l'intervention brutale de l'idéologie communiste.[894]

Dans de la deuxième génération d'exilés roumains à l'Ouest, et particulièrement ceux qui arrivent vers la deuxième moitié des années 1970 et dans les années 1980, l'hétérogénéité est encore plus marquée. Les individus qui en font partie ont vécu une autre réalité politique, économique et sociale. Ils ont des visions du monde, de la société roumaine, et du combat politiques différentes de celles de la première génération d'exilés. Autrement dit, ils sont les produits d'une culture différente, déjà sensiblement modifiée par rapport à la période de l'entre-deux-guerres.[895] C'est pourquoi la deuxième génération d'exilés roumains, même si elle est constituée d'acteurs tout aussi convaincus que l'anticommunisme est le moyen de défense prépondérant de la nation roumaine, est moins active sur le terrain de la lutte politique contre le régime communiste de Roumanie. On devrait également observer qu'à l'intérieur du réseau de socialisation des communautés roumaines à l'Ouest, les représentants de cette deuxième génération se retrouvent pour la plupart isolés par rapport à la première génération qui reste toujours la plus active.[896] En même temps, dans cette génération, les personnes montrant un penchant pour le militantisme anticommuniste ont un autre profil sociologique que ceux de la première génération. Si, dans les années 1940-1950, la majorité des exilés roumains à l'Ouest sont des personnages dont les biographies les lient directement à la vie politique de la Grande Roumanie, les émigrés des années 1970-1980 – y compris ceux prêts à s'investir dans le combat de propagande contre le communisme – sont avant tout des intellectuels déçus par les actions du régime Ceauşescu, qui n'ont pas une expérience politique directe, qui manquent de compétences dans le domaine politique démocratique (comme effet des nouveaux mécanismes de la socialisation politique dans la Roumanie communiste) mais qui gardent néanmoins le sens de leur mission de salut spirituel de la nation roumaine.[897]

---

894 Cf. Lavinia S. Stan, *loc. cit.*, p. 6.

895 Greta N. Slobin, *op. cit.*, p. 513, met en exergue l'importance de cette évolution dans les cultures séparées pour la rencontre entre les exilés et les sociétés d'origine : les deux types de communautés finissent par illustrer deux culture différentes dont le seul lient indestructible reste, avec le temps, « la lutte pour défendre la même cause nationale ».

896 Cf. Lavinia S. Stan, *op.cit.*, p. 8.

897 A noter également que la vague d'exilés roumains des années 1970-1980 est la première bénéficiaire des Accords de Helsinki qui dirigent les démocraties occidentales vers la thématique des violations des

Le réseau de communication entre les représentants de l'exil roumain, nonobstant leur appartenance à une génération ou une autre, se structure tant de manière formelle, dans les nombreuses organisations créées en fonction de la répartition géographiques des exilés roumains[898], et qui constituent le plus souvent le premier point de contact des nouveaux venus avec les société d'adoption, que de manière informelle, par l'échange d'informations entre individus sur les évolutions interne à la société roumaine.[899] Une fois encore, la section roumaine de la Radio Free Europe constitue un noyau privilégié de contacts, étant donnée non seulement sa manière spécifique de recueillir des informations par le biais des relations directes entre les rédacteurs et les citoyens roumains de passage dans les pays occidentaux[900] mais aussi son besoin de renouveler périodiquement le corps des rédacteurs avec les nouveaux venus dans la communauté des exilés roumains. Il est aussi important de remarquer que les Roumains qui finissent par s'exiler du pays – et en particulier les intellectuels – ont en général des contacts déjà établis dans la communauté des Roumains à l'étranger. Ces contacts, impliquant une forme de socialisation, sont très importants pour l'homogénéisation du discours anticommuniste de l'exil roumain. C'est ainsi que, dans le cas des exilés qui décident de s'investir dans l'action anticommuniste, les différences de mentalités, d'expériences biographiques, de génération s'estompent en faveur d'un profil commun de missionnaires politiques qui tente de reconstituer, de manière plus ou moins consciente, la tradition intellectuelle de la Grande Roumanie.

---

droits de l'homme par les régimes communistes. Cela produit également un changement des moyens d'action dans les rangs de l'exil roumain ; *ibidem*, p. 8. Pour la situation des intellectuels réfugiés en France, voir aussi Hélène Kaplan, « Le Comité d'aide exceptionnelle aux intellectuels réfugiés », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1996, vol. 44, no. 44, pp. 59-62, qui mentionne les intellectuels roumains comme étant les plus nombreux des intellectuels réfugiés en France dès les années 1960 (ibidem, p.60).

898 En l'absence de statistiques ou au moins d'une étude des organisations de l'émigration roumaine à l'Ouest, nous nous contentons de mentionner la plus active d'entre elles, « Liga Românilor Liberi » [La Ligue des Roumains Libres], constituée en 1951 à New York par un ancien premier ministre roumain, le général Nicolae Rădescu (cf. Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 448-452. Une bonne partie de l'activité politique et culturelle des exilés roumains s'est organisée autour de quelques publications dont la circulation était générale à l'intérieur de la communauté des Roumains, nonobstant leur lieu d'apparition ; entre ces publications, l'une des plus lues a été B.I.R.E., le *Bulletin d'Informations des Roumains de l'Exil*, publié à Paris entre février 1948 et mars 1990. D'autres publications qui ont eu une circulation significative dans les milieux de l'exil roumain à l'Ouest sont *Dialog* [Dialogue], publication du Cercle Démocratique des Roumains de l'Allemagne et *Lupta* [le Combat], publication sortie à Paris par Mihai Korné et dont le premier numéro date de septembre 1983 ; cf. *ibidem*, pp. 242-247 et 476-480.

899 Une source qui permet de reconstituer ce type de réseau informel est le journal de Monica Lovinescu. Voir, par exemple, une notice de 10 septembre 1986, sur son rendez-vous avec une nouvelle venue dans l'émigration roumaine qui cherche à se faire aidée pour s'assurer la survie matérielle à l'étranger. Cf. Monica Lovinescu, *Jurnal…op.cit.*, vol. II, p. 158.

900 Voir à ce propos le témoignage d'Ioana Măgură-Bernard, *op. cit.*, surtout pp. 49-66, sur l'importance que Noël Bernard, directeur de la section roumaine à la Radio « Free Europe », accordait aux rencontres avec les nouveaux venus de Roumanie, appelés par Ioana Măgură-Bernard « les visiteurs ».

Quand on étudie l'exil roumain des années 1945-1989, comme le souligne Mihai Dinu Gheorghiu, il est très important d'éviter la reprise non-critique des représentations construites par les acteurs eux-mêmes.[901] Il serait, par exemple, plutôt inexact de considérer l'anticommunisme comme la seule attitude caractérisant l'exil roumain à l'époque de la Guerre Froide, tout comme il serait naïf de reprendre telle quelle l'image construite *post factum* d'un exil héroïque, composé de martyrs de la lutte contre le régime communiste. Les situations sont beaucoup plus nuancées, plus fluctuantes en fonction de la conjoncture politique internationale, des intérêts individuels et des biographies personnelles. Mais il est tout aussi vrai que ce nivellement des nuances dans une version plus cohérente représente l'image nécessaire à la légitimité de cette communauté. Une image qui lui permet de revendiquer une opposition au communisme à la fois dans ses contrées d'accueil et par rapport à la Roumanie.

Etant donnée son importance pour la diffusion du discours anticommuniste de l'exil roumain ainsi que pour le fonctionnement du réseau de socialisation de ses acteurs – sans oublier son poids dans l'opposition au régime communiste – une analyse de la section roumaine de la Radio Free Europe représente un point de départ adéquat pour mener à bien une compréhension cohérente de ce tableau d'ensemble. L'histoire de la Radio Free Europe ne manque pas de perceptions contradictoires. Il s'agit surtout de la manière dont la Radio est perçue par l'opinion occidentale et par celle des pays communistes. Pour les opinions occidentales, la Radio Free Europe représente la voix de la propagande américaine, une expression de la Guerre Froide dont l'utilité est parfois évidente mais dont les moyens sont souvent discutables. Après 1960, quand l'implication de la CIA dans le financement de la Radio devient connue pour le public américain, les polémiques sur la moralité de ce moyen d'action deviennent encore plus enflammées.[902] Pour les opinions publiques de l'Est soviétisé, les jugements moraux sur les moyens utilisés par la propagande occidentale sont beaucoup

---

901 Cf. Mihai Dinu Gheorghiu, *op. cit.*, p. 271, qui utilise comme arguments les deux réécritures de l'histoire de l'exil roumain tentées par Paul Goma et Monica Lovinescu, les deux exilés roumains les plus connus pour leur activité anticommuniste qui, dans leurs mémoires publiées après la chute du communisme, retravaillent l'expérience d'une époque sous l'angle de leurs perceptions subjectives. A ce propos, tout comme Mihai Dinu Gheorghiu, nous essayons de reprendre à notre compte les mises en garde de Pierre Bourdieu, *L'illusion biographique … op.cit.*, pp. 69-72 : on ne peut pas comprendre une trajectoire biographique « qu'à condition d'avoir préalablement construit les états successifs du champ dans lequel elle s'est déroulée. » (ibidem, p. 72).

902 Voir, à ce propos, Stacey Cone, « Presuming a Right to Deceive. Radio Free Europe, Radio Liberty, the CIA and the News Media », in *Journalism History*, vol. 24, no. 4, winter 1998-1999, pp. 148-156. L'article insiste sur la manipulation de l'opinion américaine par les milieux politiques pour obtenir des dons au support de la « Croisade pour la Liberté ». Dans l'opinion de Cone, la Radio « Free Europe » a représenté un instrument de CIA pour manipuler les opinions publiques, tant à l'Ouest qu'à l'Est.

moins importants.[903] Le plus important, de leur point de vue, c'est que cette radio leur offre des informations dont ils ne peuvent bénéficier par d'autres moyens, une fenêtre vers le « monde libre » et l'espoir d'une libération toujours possible même si elle reste plutôt hypothétique ou lointaine.[904] En Roumanie, après la période de succès de la Radio *Voice of America* dans les années 1950, période plutôt faible pour la *Radio Free Europe*, cette dernière récupère de manière assez spectaculaire son audimat vers la fin des années 1960[905] pour devenir, dans les années 1980, la radio occidentale la plus écoutée.[906]

La section roumaine de la Radio Free Europe reflète, quant à sa composition sociale et aux relations existantes entre ses employés, le tableau général de l'exil roumain à l'Ouest. Une caractéristique générale de la Radio, qui d'ailleurs se vérifie pour toutes les sections s'occupant chacune d'un pays soviétisé, est que son ouverture par les autorités américaines offre aux exilés de l'Est un emploi (salaire, statut professionnel, etc.), une tribune pour manifester leurs sentiments anticommunistes et pour exercer leur « libre expression ».[907] La première génération d'exilés roumains est pleinement impliquée dans la création de la section roumaine de *Radio Free Europe*. Son premier directeur, Mihail Fărcăşanu, est l'ancien chef de la Jeunesse du Parti National Libéral roumain et, à l'époque de sa nomination à la Radio, président en titre de la Ligue des Roumains Libres à New York.[908] Dans les préparatifs pour organiser la Radio, les autorités américaines ont aussi le soutien de Grigore Gafencu, ex-ministre des Affaires Intérieures du roi Charles le IIe.[909] En fait, tous les groupements de l'exil roumains aux Etats-Unis supportent la création de la Radio Free Europe, ainsi que les initiatives du gouvernement américain pour contrer les régimes soviétiques. Néanmoins, cette participation à un projet commun ne signifie pas la fin des conflits. Ils sont transférés y

---

903 Voir pourtant, à ce propos, l'observation de Jacques Semelin, « Les radios occidentales dans le bloc communiste; à propos de leur réception », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, année 1997, vol. 46, no. 46, pp. 3 : « Ceux qui écoutent les radios occidentales nourrissent souvent des sentiments contradictoires à leur égard, expression d'une ambivalence plus générale envers l'Occident. Si ces stations représentent pour beaucoup de leurs auditeurs de l'Est les 'voix de la liberté', ceux-ci perçoivent bien qu'elles sont aussi des instruments de propagande aux mains des Etats occidentaux ».

904 Cf. Bogdan Barbu, *op. cit.*, p. 220.

905 Ce succès est dû avant tout à la politique managerielle de Noël Bernard, qui décide d'attirer le public jeun avec des transmissions de musique américaine, autrement difficilement accessible à l'Est. Cf. Ioana Măgură-Bernard, *op.cit.*, pp. 26-27. Voir aussi Bogdan Barbu, *op. cit.*, p. 220.

906 Cf. à Jacques Semelin, *op. cit.*, p. 5, en 1984, l'audience de la Radio « Free Europe » était à 61% en Roumanie, une chiffre dépassée seulement par l'audience en Pologne, 66%.

907 Voir Nicolas Guilhot, « A Network of Influential Friendships : The Fondation pour une entraide intellectuelle européenne and East-West Cultural Dialogue, 1957-1991 », in *Minerva*, tome 44, printemps 2006, pp. 379-409. Voir aussi, pour le cas roumain, l'analyse de Bogdan Barbu, *op. cit.*, pp. 213-214.

908 Cf. René Al. de Flers, *op. cit.*, p. 99.

909 Cf. Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 326-327.

compris au sein de la rédaction de la Radio Free Europe et laissent des traces sur les relations professionnelles à l'intérieur de la section.[910]

La composition du corps rédactionnel à la section roumaine de la Radio Free Europe suit les évolutions générationnelles de l'exil roumain. Aux débuts de la radio, la section comprend surtout des anciens représentants de la classe politique dont les relations sont fortement marquées par les dissensions entre les orientations et idéologies qu'ils ont représentées en Roumanie.[911] Comme le financement vient des Etats-Unis, le siège de la station fonctionne à Munich, et il existe des correspondants dans les grandes capitales de l'Europe occidentale, les exilés impliqués dans l'activité de la section roumaine proviennent eux-aussi des différentes groupements agissant à New York et Washington, en Allemagne de l'Ouest et, étant donnée l'importance de l'exil intellectuel roumains en France, à Paris. Les deux correspondants de Paris, Monica Lovinescu et son époux, Virgil Ierunca, titulaire des deux émissions d'actualité culturelle, sont impliqués dans l'activité de la Radio dès ses débuts. Ils deviennent de vraies stars de la section roumaine dans les années 1970, quand l'audience de *Radio Free Europe* en Roumanie s'accroît d'une manière significative.[912] L'explication de ce succès réside, d'une part, dans la politique éditoriale de Noël Bernard, dans l'évolution négative du régime Ceauşescu et dans le mécontentement croissant de l'opinion roumaine à son égard. Mais, d'autre part, elle est aussi à chercher en l'apparition dans la rédaction de la *Radio Free Europe* d'employés appartenant à la seconde génération d'exilés. Il s'agit surtout de représentants de l'élite intellectuelle formée à l'intérieur de la Roumanie communiste, dont la connaissance des nouvelles réalités du pays est plus affinée que chez leurs prédécesseurs, qui sont le produit de ces réalités tout autant que leur auditeur et qui, parfois, avant leur départ de Roumanie, ont même joui d'une certaine célébrité dans leurs milieux professionnelles et dans l'opinion roumaine. A la différence des représentants de l'ancienne élite politique, dont la mémoire a été rapidement effacée des manuels scolaires ou de la littérature historique roumaine, dont les idées et même la langue roumaine viennent d'une autre époque et ne soulèvent plus les mêmes réactions ou évoquent les mêmes souvenirs chez les nouveaux auditeurs, les rédacteurs des années 1970-1980 agissent dans le même code culturel de la société à laquelle ils s'adressent. C'est un atout qui facilite beaucoup leur mission.

---

910 Voir, par exemple, Ioana Măgură-Bernard, *op. cit.*, pp. 73-93, concernant l'instrumentalisation de ces conflits par la Securitate roumaine. Voir aussi le témoignage analogue de René Al. De Flers, *op. cit.*, pp. 365-370 et passim.

911 Voir, à ce propos, le récit de René Al. de Flers, *ibidem*, p. 128, sur les rivalités entre les membres de la direction roumaine de la Radio Free Europe, dont le substrat est représenté avant tout par leurs anciennes dissensions politiques.

912 Cf. Jacques Semelin, *op. cit.*, pp. 5-6.

Particulièrement dans les années 1970, quand la Roumanie est encore un pays plus ou moins ouvert, les échanges entre les intellectuels en Roumanie et l'exil roumain sont pour la plupart opérés par l'intermédiaire de la section roumaine de *Radio Free Europe*. Le bureau de Paris, représenté par les époux Ierunca, devient le noyau de ces échanges. Cette situation est facilitée par le prestige paradoxal gagné par leurs émissions parmi les écrivains de Roumanie : dans un pays de plus en plus fermé, dont la vie culturelle est graduellement isolée du circuit international des valeurs, les chroniques littéraires lues au microphone par Monica Lovinescu et Virgil Ierunca deviennent l'instance principale de consécration des œuvres littéraires.[913] Les autres rédacteurs roumains de cette *Radio* sont d'ailleurs tous entraînés dans l'échange d'informations entre l'exil et les citoyens roumains qui vivent en Roumanie. Comme les contacts sont en général établis suivant des réseaux d'amitié ou même de parenté, les interlocuteurs des employés roumains de la *Radio Free Europe* sont avisés au sujet de leurs conflits personnels ou de leurs intérêts divergents. Ces interlocuteurs sont d'ailleurs souvent divisés eux-mêmes en fonction des conflits et des intérêts professionnels à l'intérieur du pays. Néanmoins, l'importance de ce type de contacts entre intellectuels de l'exil et ceux de l'intérieur a surtout consisté, au-delà les frictions entre personnes, à former un réseau de solidarité entre les différents acteurs du discours anticommuniste roumain ainsi qu'à mettre leurs discours à l'unisson. Cette homogénéisation n'a été possible que par un travail de mise en forme d'un code culturel commun de l'anticommunisme roumain à l'intérieur et à l'extérieur du pays. Ce code est perceptible dans l'argumentaire sur l'illégitimité du régime communiste, dans les représentations de la nation roumaine comme victime innocente du communisme, dans l'idéalisation de la période de l'entre-deux-guerres qui devient par cet effet un âge d'or de la Roumanie moderne et démocratique et même – ou surtout – dans la mise en circulation des mêmes lieux communs et des mêmes représentations de la mythologie nationale.

913 Cf. à Ioana Măgură-Bernard, *op. cit.*, pp. 54-55, le poids des opinions exprimées par Monica Lovinescu et Virgil Ierunca à la Radio « Free Europe » était tel que les écrivains de Roumanie les considéraient essentielles pour leur succès professionnel ; Măgură-Bernard mentionne l'intervention de Nicolae Breban, l'un des romanciers importants des années 1970, pour déterminer les époux Ierunca à recenser ses livres : « Qu'ils m'insultent, qu'ils disent n'importe quoi, mais que la Radio « Free Europe » parle de moi ! » (p. 55 ; la traduction du roumain nous appartient). Au sujet de l'influence des chroniques littéraires de Monica Lovinescu et Virgil Ierunca sur le milieu des écrivains de Roumanie, voir aussi Gelu Ionescu, *Covorul cu scorpioni* [Le tapis aux scorpions], Bucarest, Editions Polirom, 2006, pp. 158-162.

III.1.b. Avatars et dilemmes de la dissidence roumaine

Le tableau de la dissidence roumaine est plus difficile à systématiser que celui de l'exil. Les quelques études dédiées à son histoire sont encore en chantier[914] et évitent en général les classifications en fonction d'orientations idéologiques, trajectoires biographiques ou moyens d'action privilégiés. Cette réticence à proposer des classification est surtout générée par l'évolution plutôt isolée de chacun des cas de dissidence dans la Roumanie de Ceauşescu : après l'échos, d'ailleurs très limité, du mouvement Paul Goma, en 1977, il n'y a plus de cas significatifs de solidarisation avec les dissidents roumains ou de rassemblements de ceux-ci dans des structure organisées dans le but de construire une opposition efficace contre le régime Ceauşescu. Les actions anticommunistes se présentent, dans la Roumanie des années 1980, comme des événements isolés dont les protagonistes, même quand ils font le choix d'une stratégie de résistance de longue durée à l'intérieur de la Roumanie, n'arrivent pas à trouver une niche de communication directe avec leurs possibles sympathisants.[915] C'est aussi un résultat de la stratégie de la Securitate qui déploie des mécanismes de surveillance étendue à l'échelle de toute la société roumaine.

Nous avons décidé de privilégier une typologie des dissidents roumains en fonction de leurs trajectoires biographiques, à partir de leur positionnement vis-à-vis du régime Ceauşescu. Trois type de réactions qui structurent trois catégories possibles de dissidents roumains ont, en conséquence, été identifiées : a) ceux qui, au bout d'une résistance le plus souvent solitaire devant les actions de la *Securitate*, décident finalement de quitter le pays et de continuer leur activité anticommuniste depuis l'exil (le plus connu de ces cas est celui de

914 Voir, par exemple, Doina et Nicolae Harsanyi, « Romania : Democracy and the Intellectuals », in *East European Quarterly*, vol. XXVII, no. 2, juin 1993, pp. 243-260 ; Stejărel Olaru, « Mouvements et actions protestataires en Roumanie », in *Communisme*, 2007, no. 91/92, pp. 137-147 ; Cristina Petrescu, *Seven Faces of Dissent…op.cit.*, pp. 305-344 ; Marius Oprea, Stejărel Olaru, *Ziua care nu se uită. 15 noiembrie 1987, Braşov* [Le jour qu'on n'oublie pas. Le 15 novembre 1987, Braşov], Bucarest, Editions Polirom, 2002. Voir aussi Andreea Zamfira, « Les avatars du libéralisme dans le discours politique de Doina Cornea », in *Civitas99Alumni*, vol. II, mai 2005, consulté à l'adresse url http://www.civitas99.ro/volume/ andreea_vol2.pdf, le 15 juin 2007, Andrei Pleşu, « Intellectual Life Under Dictatorship », in *Representations*, no. 49. *Special Issue : Identifying Histories : Eastern Europe before and After 1989*, winter, 1995, pp. 61-71, Mircea Stănescu, « Despre dizidenţă în România comunistă. 1977-1989 » [Sur la dissidence dans la Roumanie communiste, 1977-1989], in *Sfera Politicii* [Sphère du politique], 2004, no. 106, pp. 39-47.

915 Observant cette impossibilité de solidarisation entre les dissidents et de création d'une véritable opposition au régime Ceauşescu, Mircea Stănescu, *ibidem*, p. 39, considère que la dissidence roumaine est « une histoire des cas ». Pourtant, Cristina Petrescu, *op. cit.*, p. 307, décrit une forme de communication entre dissidents qui pourrait être interprétée en terme de solidarisation : « un geste de dissidence attire un autre : ceux qui le suivent co-signent les lettres ou rédigent d'autres documents pour montrer leur adhésion ». (Notre traduction de l'anglais. La version originale: « one dissident gesture attracted the next : followers co-signed the letters of protes or drafted other documents to show their support. »). Mais en fait, ce type de réactions en chaîne décrites par Petrescu, n'évolue jamais au-delà d'une solidarité entre proscrits/marginaux.

Paul Goma) ; b) ceux qui, malgré les persécutions infligées par la police politique, ont décidé de ne pas quitter le pays. Cette décision même a signifié un acte de résistance au régime communiste (c'est notamment le cas de Doina Cornea et de Vasile Paraschiv) ; c) finalement, les cas particuliers de dissidence passive, comme celui du philosophe Constantin Noica, qui pratique une forme de résistance à l'intérieur, par le refus de l'histoire récente de son pays et par refuge dans une atemporalité partagée avec ses jeunes disciples.

En même temps, cette typologie aurait pour effet de réduire la définition des dissidences roumaines exclusivement dans un rapport à leurs réactions devant la répression policière. Il serait trop réducteur, même en l'absence de courants idéologiques suffisamment délimités, de ne pas prendre en considération les stratégies de positionnement politique des dissidents par rapport au régime. A ce propos, Christian Jopke identifie trois types d'attitudes : le révisionnisme, la dissidence et le nationalisme.[916] Dans sa perspective, le révisionniste ne refuse pas ouvertement les normes proclamées par le régime communiste mais agit pour imposer le respect de ces normes par le régime lui-même. De manière complémentaire, le dissident réclame le respect des droits de l'Homme pour déterminer l'annulation *de facto* des principes constitutifs d'un régime léniniste. La position du dissident à l'intérieur de ce type de régime politique est conflictuelle et attaque la nature même du régime.[917] Ces deux types idéaux se retrouvent dans l'histoire de l'Europe centrale en correspondance avec les évolutions des régimes communistes eux-mêmes : le révisionnisme est surtout prédominant à l'époque des déstalinisations[918] tandis que la dissidence prend le relais après la signature des Accords de Helsinki par l'URSS et ses satellites de l'Europe centrale et orientale.[919] En Roumanie, un tournant a lieu en 1977, avec le mouvement Goma.[920] Elle est illustrée dans les années 1980 par des intellectuels tels que Doina Cornea, Gabriel Andreescu, Radu Filipescu ou Dorin Tudoran. Ce sont des personnages isolés dont les chances de résister aux pressions du régime communiste sont étroitement corrélées à la popularisation de leurs cas individuels dans l'opinion occidentale par l'intermédiaire des

---

916 Cf. Christian Jopke, « Revisionism, Dissidence, Nationalism: Opposition in Leninist Regimes », in *The British Journal of Sociology*, vol. 45, no. 4, décembre 1994, pp. 543-561.

917 *Ibidem*, p. 550.

918 Voir aussi Thomas Oleszczuk, « Dissident Marxism in Eastern Europe », in *World Politics*, volume 34, no. 4, juillet 1982, surtout pp. 535-358, dressant un tableau comparatif entre les idées et les moyens d'action des « révisionnistes des années 1950 » et ceux des « dissidents des années 1970 ».

919 *Ibidem*, p. 548-553. Pour une analyse des oppositions aux régimes léninistes en Pologne et Hongrie, voir aussi Janina Frentzel-Zagorska, « Civil Society in Poland and Hungary », in *Soviet Studies*, vol. 42, no. 4, octobre 1990, pp. 759-777 et Alan Renwick, « Anti-Political or Just Anti- Communist? Varieties of Dissidence in East-Central Europe and Their Implications for the Development of Political Society », in *East European Politics and Societies*, vol. 20, no. 2, 2006, pp. 286-318.

920 Cf. Mircea Stănescu, *op. cit.*, p. 39.

organisations humanitaires internationales.[921] C'est pourquoi, la dissidence au sens définie par Jopke est la stratégie la plus utilisée par les anticommunistes roumains cadenassés dans le régime Ceauşescu.

La question du nationalisme comme réaction aux régimes communiste et moyen de légitimation pour les opposants de ces régimes[922] mène à la spécificité idéologique du régime Ceauşescu et à ses effets sur l'anticommunisme roumain. Les débuts du régime Ceauşescu sont marqués par un effort de construction idéologique, basée sur la symbiose entre marxisme-léninisme et nationalisme, qui entraîne une certaine confusion dans les rangs des anticommunistes roumains.[923] Le discours antisoviétique de la nouvelle direction du PCR semble, en première instance, enlever à l'anticommunisme roumain l'un de ses arguments les plus puissants. On assiste ainsi à l'apparition des germes de la compétition pour légitimité entre le régime Ceauşescu et ses adversaires politiques. L'enjeu est représenté par l'ambition de chacune des parties d'incarner l'unique voix autorisée à parler en lieu et place de la Nation roumaine. Cette compétition se fait d'abord remarquer dans le discours de l'exil roumain anticommuniste qui dénonce l'antisoviétisme de Ceauşescu comme une duperie destinée à masquer le refus des réformes.[924] La compétition pour l'usage des symboles nationaux comme vecteurs de solidarité avec ou contre le régime Ceauşescu devient de plus en plus marquée au cours des années 1970. Et le discours nationaliste de l'anticommunisme récupère assez rapidement une crédibilité aux yeux des Roumains à mesure que le PCR glisse vers un modèle néostalinien de culte de la personnalité.

Enfin, une dernière particularité contribuant au profil spécifique de la dissidence roumaine, c'est l'absence de tradition intellectuelle marxiste à l'intérieur du PCR. Conformément aux appréciations de Jeffrey G. Goldfarb, l'existence d'un courant de pensée marxiste dans les régimes de type soviétique représente une pré-condition très importante pour le développement d'une expression publique indépendante *à l'intérieur* de ce type de

---

921 Voir Stejărel Olaru, *op. cit.*, pp. 143-146.

922 Cf. Christian Jopke, *op. cit.*, p. 553 : "En particulier l'invocation des identités nationales a offert un moyen de sortir de l'orbite du communisme et a transformé les intellectuels dissidents en repères et symboles d'une société traumatisée par le communisme » (Notre traduction de l'anglais. Citation originale : « In particular the invocation of national identities provided a means to step out of the orbit of communism, and made the dissident intellectuals popular fix points and symbols of the aggrieved societies under communism.»).

923 Voir, pour une illustration de cet état d'esprit, Monica Lovinescu, *Unde scurte … op.cit.*, surtout pp. 272-274, saluant la réapparition de Constantin Noica dans les publications culturelles de Roumanie et pp. 250-251, sur l'apparition d'une jeune génération d'écrivains, comme effet de la libéralisation dans la littérature roumaine.

924 Voir par exemple Constantin Fag, *op.cit.*, pp. 8-9, sur l'antisoviétisme du régime Ceauşescu comme prétexte pour refuser la réforme du communisme roumain. Voir aussi Monica Lovinescu, *op. cit.*, p. 251, qui considère la réhabilitation politique de Lucreţiu Pătrăşcanu comme une possible « farce » sans vraies implications positives dans la vie culturelle de la Roumanie communiste.

régimes.[925] Michael Shafir, qui partage l'opinion de Goldfarb, va plus loin et estime que l'absence d'une critique marxiste à l'intérieur du régime communiste roumain représente un élément favorisant pour « la stagnation politique » de ce régime.[926] Shafir apprécie que la critique politique formulée à partir du marxisme, sans être nécessairement efficace, serait pourtant une condition préliminaire indispensable pour enclencher une négociation des réformes dans les régimes communistes. En analysant le cas roumain, il considère que l'absence de traditions intellectuelles marxistes à l'intérieur du PCR constitue la principale explication du manque d'habileté de la dissidence roumaine dans la négociation de changements politiques.[927] Shafir explique cette situation spécifique par le contenu de la culture politique roumaine pré-communiste, partagée par l'élite intellectuelle du pays : l'intelligentsia roumaine est prédisposée à se montrer plus sensible aux manipulations du nationalisme par le PCR qu'aux postulats marxistes concernant la modernisation de la société.[928] Par conséquent, l'absence des marxistes critiques du paysage assez éclectique de la dissidence roumaine représente une difficulté supplémentaire de trouver des moyens de communication entre ceux qui mettent en question le régime communiste et les éventuels révisionnistes à l'intérieur du Parti. Une manifestation qui pourrait être considérée comme expression d'une dissidence marxiste devant les abus du culte de la personnalité de Nicolae Ceauşescu intervient très tard dans l'histoire du communisme roumain. Il s'agit de la lettre des six ex-dignitaires communistes (Gheorghe Apostol, Alexandru Bârlădeanu, Silviu Brucan, Corneliu Mănescu, Constantin Pârvulescu, Grigore Răceanu), des anciens membres de l'équipe Gheorghiu-Dej et protagonistes de la tentative de libéralisation au début du régime Ceauşescu.[929] Cette dissidence tardive à l'intérieur de la nomenklatura roumaine ne manque pas, elle non plus, d'aspects paradoxaux : la majorité des signataires de la « lettre des six » est constituée par des ex-représentants du stalinisme roumain des années 1950 qui, au nom de leur ancienne fidélité à l'égard de Moscou et leur orthodoxie communiste, essaient de reconstituer des liens entre un PCR sans Ceauşescu et le PCUS de Mikhaïl Gorbatchev. En fait, en protestant contre la violation des droits de l'homme en Roumanie et en défendant la tradition européenne de la civilisation roumaine[930], le groupe représenté par les six signataires

925 Cf. Jeffrey G. Goldfarb, op.cit., p. 927.

926 Cf. Michael Shafir, « Political Stagnation and Marxist Critique: 1968 and beyond in Comparative East European Perspective », in *British Journal of Political Science*, volume 14, no. 4, octobre 1984, p. 436.

927 *Ibidem*, pp. 440-444.

928 *Ibidem*, p. 458.

929 Voir le texte de cette lettre, adressée à Nicolae Ceauşescu en mars 1989, chez Silviu Brucan, op.cit., pp. 196-198.

930 *Ibidem*, p. 198, les signataires de la lettre des six attentionnent Ceauşescu: « Vous avez changé la géographie des villages mais vous n'arriverez pas à déplacer la Roumanie en Afrique » (la traduction du roumain nous appartient).

de cette lettre fait un dernier effort pour sauver le Parti d'une catastrophe imminente en le délimitant de la famille Ceauşescu. Leur attitude révisionniste provient donc d'une autre racine politique et culturelle et se manifeste dans un contexte historique différent de celui de la fin des années 1950 en Europe centrale. C'est pourquoi leur appartenance au marxisme dissident ne peut pas être considérée pertinente pour l'histoire de la dissidence roumaine.

Paul Goma et le discours sur l'impossible solidarité des Roumains

De toutes les personnalités de la dissidence roumaine, Paul Goma est, sans doute, le plus connu et le plus controversé.[931] Sa lettre de solidarité, adressée en janvier 1977 aux signataires de la *Charte 77*[932] et diffusée sur les ondes de la *Radio Free Europe*, représente la première manifestation d'une dissidence roumaine en phase avec les mouvements similaires de l'Europe centrale. L'insoumission de Goma aux contraintes politiques du régime communiste se manifeste bien avant 1977. Enfant d'une famille de Bessarabie, il voit ses parents interrogés en 1949 par la police politique roumaine pour avoir décider de rester en Roumanie à la fin de la deuxième guerre mondiale. En 1952, en tant qu'élève de lycée, Goma est arrêté pendant huit jours et exclu de toutes les écoles du pays pour avoir parler à ses amis de la résistance armée contre le régime communiste.[933] Son image de rebelle est définitivement façonnée en 1956, quand l'étudiant à l'Institut de littérature « Mihai Eminescu » de Iasi lit devant ses collègues un chapitre de son dernier roman, racontant la révolte d'un jeune communiste contre la répression de la révolution hongroise. Pour cet acte de défiance, Paul Goma est condamné à deux ans de prison et cinq ans d'assignation à résidence dans les plaines arides de Bărăgan.[934] L'arrivée de Ceauşescu au pouvoir et les signes de libéralisation de la vie culturelle, n'apportent qu'une conciliation éphémère de l'écrivain Paul Goma avec le pouvoir communiste roumain. Malgré l'échec de tentatives de publication de ses livres[935], Goma, enthousiasmé par la décision de Ceauşescu de ne pas

931 Voir à ce propos l'article d'Alex Ştefănescu, Paul Goma », in *România literară* [La Roumanie littéraire], no. 21 de 29 mai 2002, consulté à l'adresse url www.romlit.ro, le 27 décembre 2007. La personnalité explosive de Goma l'a mené à des conflits avec la plupart de ses anciens amis et sympathisants de l'exil roumain, en particulier après l'apparition, en 1997, des volumes de son journal contenant des invectives et des accusations plus ou moins fondées à l'adresse de ses amis et de ses ennemis à la fois. Plus tard, ses allégations tendanciellement ?antisémites ont marqué la fin définitive du mythe Goma dans la plupart de l'opinion roumaine et occidentale. Pour les écrits en roumain de Paul Goma, voir le site personnel de l'auteur, http://paulgoma.free.fr/, consulté le 28 décembre 2007.

932 Voir Mihaela Azoiţei, *op. cit.*, p. 100-111. Voir aussi le texte de la lettre in Virgil Tănase, *op.cit.*, pp. 88-89.

933 *Ibidem*, pp. 93-94.

934 *Ibidem*, p. 94.

935 *Ibidem*, p. 96. En 1966, le premier roman publié par Goma en Roumanie, *Camera de alaturi* [La chambre à côté] a été sévèrement censuré tandis que son deuxième roman, *Ostinato*, proposé la même année à une maison roumaine d'édition n'a jamais pu paraître en roumain avant 1989.

participer à l'invasion de la Tchécoslovaquie avec les autres pays du Pacte de Varsovie, décide de devenir membre du PCR en 1968. Cette situation ne devait pas durer puisque, même après son entrée dans les rangs du PCR, Goma reste un écrivain interdit. Sa décision d'envoyer à l'étranger le manuscrit du roman *Ostinato* – refusé depuis 1966 par les maisons roumaines d'édition, mais publié en 1971 par un éditeur ouest-allemand – signifie dans le code de comportement du régime Ceauşescu un acte d'hostilité politique et, en conséquence, l'écrivain est exclu du PCR. En 1973, Goma adresse à l'écrivain allemand Heinrich Böll et au français Pierre Emmanuel deux lettres dans lesquelles il dénonce les abus du régime Ceauşescu contre la liberté d'expression, contre le droit à la libre circulation, le droit de grève, le droit de libre association. Il fait appel à la solidarité des écrivains contre l'emprise du politique sur la littérature.[936] La biographie personnelle de Goma avant 1977 le recommande donc comme un dissident. Il représente un potentiel de menace pour le régime Ceauşescu, relatif mais qui n'est pas à négliger pour autant ; un écrivain dont l'incompatibilité avec le fonctionnement du monde culturel sous le communisme s'est déjà faite connaître, qui a réussi à percer une brèche dans le système de surveillance de la *Securitate* pour se faire connaître par ses confrères de l'Ouest et dont la protestation anticommuniste ne repose pas sur un projet politique mais exclusivement sur « l'aspect moral des choses ».[937]

Les deux lettres de Goma – à Pavel Kohout, en janvier 1977, pour exprimer sa solidarité avec les idéaux de la Charte 77 et à Nicolae Ceauşescu, en février 1977, pour lui demander, au nom des idéaux du socialisme, de se solidariser lui-même avec la Charte 77[938] – sont diffusées à la *Radio Free Europe* dans un moment extrêmement difficile pour le régime communiste de Bucarest. Le capital de sympathie créé dans l'opinion occidentale par la position de la Roumanie en août 1968 commence, vers le milieu des années 1970, à s'estomper. Après la signature des Accords de Helsinki, en 1975, par l'URSS et ses satellites de l'Europe centrale et orientale, un nouveau thème commence à occuper l'attention du public occidental : les abus contre les droits de l'Homme dans les régimes communistes. Le régime Ceauşescu, dont la rigidité néo-stalinienne devient de plus en plus évidente pour les Roumains, a à affronter un nombre croissant de demande d'émigration, stimulées également par les premiers signes de l'échec économique.[939] Dans un nouveau contexte international,

936 Voir le texte de la lettre adressée à Heinrich Böll, in Virgil Tănase, *op.cit.*, pp. 24-30.

937 *Ibidem*, p. 26.

938 Voir les textes des deux lettres, en traduction française, *ibidem*, pp. 88-92.

939 En mars 1977, un tremblement de terre fait 1.570 morts et d'immenses dégâts matériaux, surtout à Bucarest ; cf. Robert L. Farlow, « Romania », in *Yearbook on International Communist Affairs, 1978 … op.cit.*, 1979, surtout pp. 60-61. En août 1977, une importante grève des mineurs de la Vallée de Jiu marque la fin de l'illusion politique concernant la solidarité sans faille des ouvriers roumains avec le régime Ceauşescu; voir Stejărel Olaru, *op. cit.*, p. 142-143. Sur la grève des mineurs, sa répression par

avec le mécontentement croissant des différentes couches de population de la société roumaine et devant l'évidence des erreurs politiques du régime Ceauşescu, l'espoir de Goma de créer une solidarité générale avec son initiative protestataire se heurte au travail de la *Securitate* qui vise à empêcher toutes formes de solidarisation entre les éventuels dissidents.[940] Pourtant, ce n'est pas seulement la vigilance de la *Securitate* qui mène à l'échec de la solidarisation des intellectuels roumains autour de l'initiative de Paul Goma. Il s'ajoute en effet à cela les frictions à l'intérieur des milieux professionnels, surtout dans celui des écrivains, et la logique de fonctionnement des différents groupements de la vie culturelle avec des intérêts divergents. Certains de ces groupements sont directement dépendants de la collaboration avec le pouvoir politique. Enfin, l'action de Goma se développe dans les cadres d'une culture politique caractérisée par une faible tradition de l'action civique en dehors de la mission assignée aux élites intellectuelles par l'autorité politique.[941]

Cet échec initial de son action civique façonne d'une manière dramatique le profil de dissident solitaire de Paul Goma. Sa lettre à Nicolae Ceauşescu, en février 1977, est en fait un cri de désespoir adressé à ses collègues écrivains, rédigé dans le style sarcastique et frustré qui deviendra la marque personnelle de ses prises de position.[942] Ce qui rend l'échec de Goma

---

la Securitate et les effets de cette répression sur le profile psychosociologique de toute une catégorie professionnelle, voir aussi Ion Bogdan Vasi, *op.cit.*, surtout pp. 141-145.

940 Voir, par exemple, *Cartea albă a Securităţii … op.cit.*, surtout pp. 104 -132, pour l'attention spéciale accordée par la police politique roumaine à la dissuasion des éventuelles solidarités avec Paul Goma dans le milieu des écrivains.

941 Cf. à Cristina Petrescu, *op. cit.*, p. 307, il faudrait aussi prendre en compte le succès du régime Ceauşescu d'englober dans la culture politique officielle (*regime political culture*) les valeurs fondamentales de la culture politique communautaire (*community political culture*). Petrescu estime que, de tous les régimes communistes d'Europe de l'est, le régime Ceauşescu a réalisé, de ce point de vue, la plus significative uniformisation entre la culture politique communiste et celle pré-communiste : « A ce propos, la Roumanie pendant le communisme national de Ceauşescu représente un cas extrême. Les valeurs nationales et les croyances traditionnelles de la communauté étaient accaparées par le régime communiste, ce qui a presque amené à la réalisation d'une culture politique unifiée, à un niveau comparable seulement à celui de l'Union Soviétique » (Notre traduction de l'anglais. La version originale : « In this respect, Romania during the period of Ceauşescu's national communism represented an extreme case. The national values and the traditional beliefs of the community were appropriated by the communist regime, which came very close to the accomplishment of a unified political culture, at a level achived only in the Soviet Union. ») Mihaela Azoiţei, *op. cit.*, p. 107, estime que le séisme du 4 mars 1977 a également constitué une des causes de l'échec de Goma parce que l'état d'esprit de l'opinion roumaine était plutôt à la solidarité pour éliminer les effets de la catastrophe qu'à celle contre le régime politique.

942 Goma décrit dans sa lettre à Ceauşescu le paysage décourageant d'une société dominée par la peur et le refus de l'action civique : « Depuis qu'à Prague, voici un mois, la « Charte 77 » a été rendue public, je m'efforce de convaincre mes connaissances de se joindre à l'action des Tchèques et des Slovaques. Mais sans succès. Les uns ont refusé carrément, reconnaissant honnêtement que cela – cette solidarité – tombait sous l'article un tel du Code Pénal ; d'autres ne connaissent pas l'article, mais ils connaissent la Securitate, de l'intérieur ; d'autres encore, un peu plus courageux, se sont déclarés prêts à signer une lettre de solidarité pourvu que ce soit indéchiffrable ; d'autres enfin, m'ont proposé d'attendre encore un peu, pour voir le résultat à la mi-temps : si l'action des chartistes réussit, alors nous récolterons peut-être aussi quelques miettes de leurs conquêtes ; sinon, tant pis, nous resterons sans conquêtes, mais aussi sans les conséquences que les Tchèques devrons subir » (cf. Virgil Tănase, *op.cit.*, p. 91).

encore plus évident, c'est la motivation principale des personnes qui se rallient à son action : il s'agit pour la plupart d'anonymes dont l'adhésion est déterminée par le désir d'obtenir un passeport dans le but de quitter définitivement le pays.[943] Après une longue période d'isolement à domicile et plusieurs agressions de la Securitate, Goma décide finalement de quitter lui-même la Roumanie et de s'établir à Paris, en décembre 1977. Il est reçu en héros par les représentants de l'exil roumain.[944] Les deux correspondants de Radio Free Europe, Monica Lovinescu et Virgil Ierunca, voient en l'action de Goma les germes d'un mouvement civique anticommuniste toujours possible sur le territoire de la Roumanie et dont la flamme pourrait être entretenue depuis l'exil.[945] Mais le discours de l'exilé Goma est profondément influencé par l'échec du dissident Goma dans sa quête pour devenir le noyau d'un mouvement d'opposition au communisme à l'intérieur de la Roumanie. Il n'arrive jamais à pardonner la lâcheté de ses collègues roumains, leur refus d'adhérer à sa protestation et leur faiblesse qui les a menés à collaborer avec le régime Ceauşescu.[946] Le résultat de cette désillusion est une généralisation du discours sur l'impossible solidarité des intellectuels roumains contre le communisme et la recherche de ses causes aux racines de la civilisation roumaine. Significatif de ce point de vue est un texte de Paul Goma, diffusé au cours de cinq émissions à la Radio Free Europe en novembre et décembre 1984. Intitulé « Au miroir. La chaise à un pied », ce texte part du constat que les trois piliers de l'identité nationale roumaine, l'Eglise orthodoxe, le patriotisme et l'élite intellectuelle, sont inopérants dans la mobilisation anticommuniste des Roumains : l'Eglise orthodoxe, à cause de sa prédisposition historique à la collaboration avec le pouvoir politique[947] ; le patriotisme parce qu'il a été confisqué par le nationalisme communiste de Ceauşescu[948] ; l'élite intellectuelle parce qu'elle n'a pas le courage de

943 La seule exception est celle du critique littéraire Ion Negoiţescu qui, dans sa lettre de solidarisation avec Goma, remarque justement que la plupart de ceux qui ont adhéré à son proteste l'ont fait dans l'espoir de hâter l'obtention d'un passeport et du droit à l'émigration définitive ; *ibidem*, p. 108.

944 Durant sa détention dans une prison de la Securitate à Bucarest, au printemps 1977, Goma a fait l'objet d'une campagne internationale très active pour la défense de ses droits. Les protagonistes principaux de cette campagne ont été les intellectuels roumains exilés à Paris, notamment Monica Lovinescu et les écrivains Virgil Tănase et Dumitru Tsepeneag, qui ont alerté les organisations internationales telles qu'Amnesty International. Cf. Mihaela Azoiţei, *op. cit.*, pp. 107-109.

945 Voir pourtant le témoignage de Monica Lovinescu, *op. cit.*, pp. 493-494, qui partage l'état d'esprit de Goma sur l'impossible solidarité des intellectuels roumains contre le régime communiste.

946 Voir, par exemple, le récit de Goma sur son entretien avec Nicolae Breban, écrivain et ex-membre du Comité centrale du PCR, entré en conflit avec le régime Ceauşescu mais qui refuse de joindre sa signature à celle de Goma sur la lettre adressée à Pavel Kohout, in Paul Goma, *Culoarea curcubeului'77. Cutremurul oamenilor* (version roumaine de *Le Tremblement des Hommes. Peut-on vivre en Roumanie aujourd'hui ?*, Paris, Editions du Seuil, 1979), Edition de l'Auteur, 2005, pp. 40-49, consulté à l'adresse url http://paulgoma.free.fr/page6.php, le 28 décembre 2007.

947 BDIC, *Radio Free Europe. Domestic Report*, no. 477 et 482 du 7 et 14 novembre 1984 ; l'autre terme de la comparaison est l'Eglise catholique avec son éthos résistant au changement des valeurs communautaires imposé par le pouvoir politique.

948 *Ibidem*, *Domestic Bloc*, no. 492, 28 novembre 1984: « Si entre 1944 et 1964, les Roumains étaient profondément malheureux au moins ils savaient ce qu'étaient le blanc et le noir : le pays était occupé, le

renoncer aux privilèges accordés par le régime communiste et de sacrifier les satisfactions professionnelles immédiates à la solidarité civique.[949]

Le discours de Goma est illustratif pour comprendre la place des grands thèmes de la mythologie nationale dans l'anticommunisme roumain. Il juge, par exemple, que le moment du Grand Schisme qui a placé la civilisation roumaine dans l'espace géopolitique de l'orthodoxie est le « pré-Yalta » de l'histoire roumaine.[950] Dans sa lettre à Kohout, il explique le communisme nationaliste de Ceauşescu en termes d'occupation « des Roumains par les Roumains »[951] donnant ainsi une interprétation personnelle à l'idée du communisme comme corps étranger à la Nation, imposé et nourri par l'occupation soviétique. Le discours anticommuniste de Paul Goma ne connaît pas de modifications de substance en dépit de son passage de la dissidence à l'intérieur de la Roumanie à l'exil occidental. La continuité est, de ce point de vue, remarquable et prouve l'unité de l'argumentaire utilisé par les deux catégories de représentants de l'anticommunisme roumain. Mais il devient – suite à une expérience personnelle qui ne se laisse pas effacer – le porte-parole d'un des thème les plus répandues dans l'anticommunisme roumain des exilés : le thème de la résignation des Roumains devant le communisme, de leur impossible solidarité face à une menace venues de l'extérieur et devenues de plus en plus subtile, de plus en plus présente dans la substance même de leur identité nationale. Le modèle de Paul Goma, le dissident qui choisit l'exil pour pouvoir continuer son activité anticommuniste, est suivi dans les années 1980 par d'autres intellectuels, avec des profils sociologiques et psychologiques différents, avec d'autres trajectoires biographiques mais qui partagent cependant tous le même sentiment d'une impossible solidarité roumaine contre le régime communiste.[952]

---

peuple martyrisé, la nation niée ; toute manifestation de l'identité nationale, c'est-à-dire de patriotisme, étant considérée comme chauvine, antisoviétique, anti-internationaliste et donc punissable. […] Et voilà qu'encore sous Dej, le Parti permet aux Roumains d'être…Roumains ; et voilà que Ceauşescu oblige les Roumains à crier, scandant des poésies autrefois interdites, de hurler en chœur des chansons autrefois bannies […] Pour les Hongrois, les Tchèques, les Polonaises, les Bulgares, le patriotisme est resté toujours réconfortant, encourageant dans la lutte pour l'identité nationale (menacée par l'impérialisme russe, par l'internationalisme communiste). Les Roumains ? Combien d'entre eux peuvent aujourd'hui non pas chanter, mais écouter, sans larmes de furie, une chanson comme « Trois couleurs… » ? Quand ces trois couleurs ne signifient pas la Roumanie, mais seulement…Ceauşescu ? » (La traduction du roumain nous appartient).

949 *Ibidem, Radio Free Europe. Domestic Report*, no. 497 et 502, 5 et 12 décembre 1984.

950 *Ibidem*, no. 477, le 7 novembre 1984.

951 Cf. Virgil Tănase, *op.cit.*, p. 88: « Vous, vous êtes occupés par les Russes ; nous autres Roumains, nous sommes occupés par les Roumains – ce qui est, après tout, plus douloureux et plus efficace qu'une occupation étrangère. Nous vivons tous sous le talon de la même botte (talon suffit, nul besoin de qualificatifs) ».

952 Les plus connus, tant pour leur dissidence à l'intérieur de la Roumanie que pour leur activité anticommuniste dans l'exil, sont l'historien Vlad Georgescu, devenu au milieu des années 1980 directeur de la Section roumaine de la Radio « Free Europe », le mathématicien Mihai Botez, auteur de plusieurs mémorandums sur la violation des droits de l'homme dans la Roumanie de Ceauşescu et l'écrivain Dorin Tudoran, devenu dissident et contraint de s'exiler après un conflit ouvert avec le

Vasile Paraschiv et Doina Cornea : la solitude du dissident parmi les siens

Vasile Paraschiv et Doina Cornea ont des trajectoires biographiques apparemment différentes mais dans les faits très semblables. Les deux font partie d'une génération[953] qui a passé son enfance dans la Grande Roumanie, qui s'est formée professionnellement aux temps de la soviétisation et a vécu en pleine maturité l'expérience de la fausse libéralisation au début du régime Ceauşescu. Leur dissidence, même s'ils proviennent d'horizons différents, est marquée par le même choix de ne pas quitter la Roumanie malgré les persécutions policières et par la recherche d'une solidarité civique au nom des valeurs morales traditionnelles de la société roumaine afin de résister au pouvoir communiste.

Provenant d'une famille de paysans pauvres, Vasile Paraschiv devient ouvrier à l'âge de 13 ans. Membre du Parti social-démocrate en 1946, il passe dans les rangs du PCR après la réunification des deux partis, en 1948. Il est même recruté pour une carrière dans l'Armée roumaine et les autorités envisagent de l'envoyer étudier en URSS. Mais en 1949 l'ascension politique de Paraschiv est interrompue par sa sympathie pour Lucreţiu Pătrăşcanu dont un livre est trouvé dans sa bibliothèque personnelle.[954] En 1952, Paraschiv est exclu des rangs de l'armée et redevient ouvrier à Câmpina, près de Ploieşti. En 1969, période à laquelle la majorité des Roumains se range du côté du PCR face à la menace soviétique, Vasile Paraschiv décide de quitter un parti qui n'a pas su satisfaire ses aspirations de justice sociale. Ce geste, interprété comme un acte d'hostilité à l'adresse du régime Ceauşescu, lui apporte une première arrestation. Il est alors classé parmi les individus atteints de « maladie psychique ».[955] En 1971, à la veille du Congrès des syndicats roumains, Paraschiv rédige une liste de 11 revendications visant la création d'un mouvement syndical roumain indépendant du contrôle du PCR. Les autorités communistes le font à nouveau interner dans un hôpital psychiatrique.[956] Le fait d'être un courageux anonyme, ouvrier autodidacte et ex-membre du PCR ne simplifie pas la situation de Vasile Paraschiv, car elle le rend particulièrement dangereux pour le régime. La Securitate se montre particulièrement brutale avec l'ex-communiste devenu dissident. Dans l'espoir de trouver un soutien contre la répression du régime Ceauşescu, Paraschiv arrive à contacter, par l'intermédiaire d'un ancien leader du Parti social-démocrate, la section roumaine de Radio Free Europe. Le 5 septembre 1975, il

---

groupe de *Săptămâna* à l'intérieur de l'Union roumaine des Ecrivains ; voir Cristina Petrescu, *op. cit.*, pp. 308-318.

953 Les deux sont nés en 1929 ; cf. Mircea Stănescu, *op. cit.*, pp. 42-43.

954 *Ibidem*, p. 42.

955 Cf. Vasile Paraschiv, *op.cit.*, p. 43.

956 *Ibidem*, pp. 44-45.

envoie une lettre au directeur Noël Bernard pour dénoncer le traitement inhumain appliqué dans la Roumanie de Ceauşescu aux anciens membres de la social-démocratie roumaine.[957] En 1977, le même Paraschiv rend visite à Paul Goma à Bucarest où il est assigné à résidence et adhère au mouvement de protestation initié par ce dernier. Suite à cette action, en novembre 1977, la *Securitate* approuve le départ de Paraschiv en Autriche, accompagné de son fils aîné. Immédiatement après, les autorités roumaines déclenchent les procédures pour déchoir Goma, Virgil Tanase et Vasile Paraschiv de la citoyenneté roumaine. Toutefois, pour des raisons relevant d'une crainte de provoquer un nouveau scandale international, cette procédure est abandonnée en 1978.[958] Durant les quelques mois de sa visite en Autriche et en France, Paraschiv établit des contacts avec l'exil roumain et avec les représentants des syndicats sociaux-démocrates français.[959] Flanqué en permanence par des collaborateurs de la Securitate actifs dans l'exil roumain à l'Ouest, mais réconforté par les intellectuels roumains de Paris et des syndicalistes occidentaux, le dissident Vasile Paraschiv décide de retourner en Roumanie pour continuer ses efforts de solidarisation des ouvriers roumains dans un syndicat indépendant. Cette décision fait de Paraschiv la cible principale de la *Securitate* et les actions visant son intimidation deviennent encore plus brutales.[960] En 1979, il participe pourtant à un groupe d'initiative pour la création du Syndicat Libre des Travailleurs de Roumanie (SLOMR). Conformément aux déclarations de ses fondateurs, ce syndicat réunie 2000 travailleurs de plusieurs entreprises roumaines[961], son but étant d'assurer la protection des droits des ouvriers par affiliation à l'Internationale des Syndicat Libres. La *Securitate* intervient pour arrêter les 23 membres fondateurs et l'organisation est dissoute. Après cet événement, Vasile Paraschiv se retrouve dans un isolement qui n'est perturbé que par les émissaires des organisations syndicales occidentales[962], préoccupés par l'intégrité physique du dissident, ou par les coups de fil qu'il réussit à passer aux employés roumains de la Radio Free Europe pour dénoncer les agressions contre sa personne.

957 Le texte de cette lettre est publié in *ibidem*, pp. 161-164. Paraschiv essaie particulièrement d'avertir les représentants de l'Internationale Socialiste et ceux de l'exil roumain sur des relations de collaboration de certains membres de l'ancienne direction du PSD avec la *Securitate*, à la fin de longues années de détention dans les prisons roumaines.

958 *Ibidem*, p. 204.

959 Au cours de sa visite à Paris, Paraschiv est hébergé dans la maison d'Eugène Ionesco, qui lui suggère d'essayer une solidarisation des ouvriers roumains contre le régime Ceauşescu ; *ibidem*, pp. 205-206.

960 Son retour est tout autant surveillé par la Securitate que son activité durant sa visite à l'étranger. En juin 1978, on rédige même un plan pour « prévenir les actions hostiles » et pour « influencer positivement » le dissident après son retour en Roumanie; *ibidem*, pp. 232-234.

961 Cf. Mircea Stănescu, *op. cit.*, p. 43.

962 C'est le cas du journaliste français Bernard Poulet qui, en février 1982, est lui-même agressé par la Securitate en pleine rue à Ploieşti; pour des détails concernant la préparation par la Securitate roumaine de l'agression contre Poulet, voir Vasile Paraschiv, *op. cit.*, pp. 309-317.

Comme pour la plupart des dissidents roumains, les actions anticommunistes de Vasile Paraschiv ne sont pas le résultat d'un projet préexistant. Il n'arrive pas à formuler un programme politique cohérent. Ses moyens d'établir des contacts avec d'autres dissidents dans la Roumanie sont drastiquement réduits par la surveillance policière, et les ouvriers auxquels il aspire s'adresser n'ont l'occasion d'apprendre ses actions téméraires qu'en écoutant la Radio Free Europe.[963]

A son tour, Doina Cornea se heurte à la même brutalité de la part des autorités, au même silence et à la peur de ceux qu'elle appelle à s'opposer au régime Ceauşescu. Professeur de français à la Faculté de Philologie de Cluj, lectrice et admiratrice de Mircea Eliade, d'Emil Cioran et de Constantin Noica[964] mais aussi de Vaclav Havel et Adam Michnik, la dissidente Doina Cornea est beaucoup mieux préparée que Vasile Paraschiv pour mettre en place une vision politique cohérente de l'anticommunisme roumain. C'est d'ailleurs ce qu'elle essaie de faire dans ses 13 lettres envoyées à la Radio Free Europe entre 1982 et 1987.[965] Le trait distinctif du discours de Doina Cornea est représenté par sa volonté de revenir au modèle démocratique de l'entre-deux-guerres roumain, par son insistance sur les valeurs de la culture roumaine pré-communiste dont seule la préservation dans la conscience collective des Roumains pouvait à son avis sauver la nation du « tarissement spirituel des individus » et de la « stérilité intellectuelle »[966], engendrés par le projet communiste. C'est au nom de ce modèle politique qu'elle réclame le droit à la diversité, à l'opinion et à la libre expression. Les propos de Cornea sont influencés par son appartenance à la confession unitarienne. Supprimée en 1948 par une assimilation à l'Eglise orthodoxe majoritaire, ses croyants ont continué de perpétuer ces pratiques religieuses de manière quasi-clandestine.

963 Une tentative de Vasile Paraschiv de lire devant ses collègues de travail le Programme du Syndicat Libre des Travailleurs de Roumanie est déjouée par le bureau PCR de l'entreprise : devant les menaces de répression, les ouvriers n'ont pas le courage de rester dans la salle ou de défendre Paraschiv au cours de l'enquête qui s'ensuit ; *Ibidem*, pp. 77-80.

964 Doina Cornea a été, entre autres, en 1982, la traductrice d'un ouvrage de Mircea Eliade, « L'épreuve du labyrinthe » ; cf. Doina Cornea, *Puterea fragilităţii…op.cit.*, p. 73. La traduction, à l'usage de ses étudiants, n'a jamais été publiée. La même dissidente a osé enseigner à ses étudiants un cours sur l'œuvre de Paul Goma, en 1977 ; cf. Mircea Stănescu, *op. cit.*, p. 43. Dans une lettre adressée à sa fille en 1987, Doina Cornea écrit: « Tant qu'il existe un Păltiniş en Roumanie, animé par la présence lumineuse de Constantin Noica, tant qu'on écrit des livres pleins de sagesse et de vérité, tant que la poésie ne se laisse pas emprisonnée et qu'un peuple entier ouvre avec vénération les livres de Mircea Eliade, avons-nous le droit de désespérer ? Peut-on parler de la destruction totale de l'âme roumaine ? Il serait dommage de perdre l'espoir et la confiance dans le sens de notre existence. » ; *Ibidem*, p. 262 (La traduction du roumain nous appartient).

965 Cf. une liste sui generis des écrits de Doinea Cornea chez Mircea Stănescu, *op. cit.*, p. 47. Pour une première publication de ces lettres en roumain, voir Doina Cornea, *Scrisori deschise şi alte texte* [Lettres ouvertes et d'autres textes], Bucarest, Editions Humanitas, 1991. Voir aussi *Idem*, *Liberté ? …op.cit.*

966 Ces syntagmes sont employés dans sa « Lettre du 23 août » 1988, considérée par Cornea comme le noyau dur de son programme politique ; *Ibidem*, p. 219. Voir, pour un commentaire de ce texte, Cristina Petrescu, *op. cit.*, pp. 326-327.

Une bonne partie de l'élite politique transylvaine qui, à la fin du XIXe siècle et dans l'entre-deux-guerres, a contribué à la construction de l'Etat national, appartenait à cette confession. L'un des amis de Doina Cornea, le prêtre Matei Boilă, appartenait à l'une des plus illustres familles d'hommes politiques transylvains qui ont contribué à la fondation du Parti National Paysan et à la construction politique de la Grande Roumanie.[967] A travers son appartenance à une confession profondément impliquée dans la modernisation politique de la Roumanie démocratique et dont la spiritualité se trouve au carrefour de l'Orthodoxie et du catholicisme, Doina Cornea construit les deux piliers de son projet politique : la liberté de l'individu et la vérité comme fondement de la vie communautaire.[968]

La dissidente de Cluj se trouve dans une meilleure position que celle de Vasile Paraschiv pour ce qui est de l'accès à la protection assurée par la communauté des exilés roumains à l'Ouest, par la presse et par les organisations internationales. Sa fille, Ariadna Combe, mariée à un journaliste français, est un des personnages les plus actifs dans l'exil roumain anticommuniste et supporte sans réserve la dissidence de sa mère.[969] Cette dissidence reste plutôt passive jusqu'en 1982, quand sa première lettre à la Radio Free Europe est lue en direct et le nom de l'auteur est dévoilé par erreur.[970] Il s'ensuit un licenciement de l'université et un premier contact avec la *Securitate*, en 1983. En 1984, Doina Cornea est autorisée à quitter la Roumanie pour visiter sa famille à Paris.[971] Comme dans les cas de Goma et Paraschiv, on peut supposer que les autorités roumaines ont compté sur sa décision de s'exiler pour pouvoir ultérieurement mettre en œuvre la propagande diffamatoire contre les dissidents-traîtres, déjà utilisée par les publications comme « Săptămâna » dans le cas de Paul Goma ou pour compromettre les rédacteurs roumains de la Radio Free Europe. Mais, à l'instar de Vasile Paraschiv, Cornea refuse l'exil. Entre 1984 et 1987, elle continue d'écrire et de transmettre, depuis la Roumanie, des textes à la Radio Free Europe dans l'effort de dévoiler publiquement les coulisses de la vie quotidienne sous le régime Ceauşescu. Elle essaie même

967 L'importance de son appartenance à la confession unitarienne pour l'analyse des écrits de Doina Cornea est également remarquée par Cristina Petrescu, *op. cit.*, pp. 325-326, tandis qu'Andreea Zamfira, *op. cit.*, passim, ne semble y attacher aucune importance dans l'analyse du côté libéral de la pensée de Cornea.

968 Cf. Andreea Zamfira, *op. cit.*, p. 10, ce sont les deux catégories théoriques fondamentales des écrits de Doina Cornea.

969 Cf. Doina Cornea, *Puterea fragilităţii…op.cit.*, pp. 31-33, Ariadna Combe quitte la Roumanie en 1976, un an après le refus de sa mère de déposer, en tant que professeur des universités, le voeux de fidélité à Ceauşescu, devenu président de la Roumanie.

970 Cf. Cristina Petrescu, *op. cit.*, p. 325. La pratique de la Radio Free Europe était de ne pas dévoiler les noms réels des correspondants que s'ils en exprimaient expressément le désir ; méconnaissant la manière de travailler de la Radio « Free Europe », Doina Cornea a signé la lettre, en indiquant également son adresse personnelle en Roumanie, mais seulement pour convaincre la rédaction de l'authenticité du matériel. Cf. Doina Cornea, *Puterea fragiliăţii…op.cit.*, pp. 61-66.

971 *Ibidem*, pp. 70-72. De retour en Roumanie, elle est rigoureusement perquisitionnée à la frontière et tous ses livres sont confisqués.

de faire sortir en samizdat une revue, intitulée « Idées », dont un numéro est dédié à Constantin Noica et à son Ecole de Păltiniş.[972] Au cours de cette période, la répression policière contre Doina Cornea est moins brutale que celle exercée contre Vasile Paraschiv : convoquée périodiquement au siège de la *Securitate* à Cluj, interrogée au sujet de sa correspondance à l'étranger, on lui applique conformément au Code pénal roumain plusieurs amendes pour ses actions subversives mais on ne lui fait pas subir d'agressions physiques ou d'arrestations de longue durée.[973] Le passage décisif à l'action se produit, pour Doina Cornea, en 1987 : en janvier, elle envoie un télégramme à Vasile Paraschiv, lui présentant ses vœux pour la Nouvelle Année.[974] Cette action apparemment inoffensive, destinée à réconforter le dissident qui passe par une nouvelle période de répression brutale, est un signal d'alarme pour les autorités communistes et un nouveau risque assumé par Cornea. Les deux individus ne se connaissent pas personnellement, mais ce début d'un possible rapprochement entre deux protestataires déjà bien médiatisés par la Radio Free Europe ne peut être que très préoccupant pour la *Securitate*. Toujours en 1987, le 15 novembre, Doina Cornea décide de se présenter, pour la première fois de sa vie, dans un bureau de vote, non pas pour voter mais pour protester officiellement contre le spectacle des élections faussées organisées par le régime communiste.[975] La protestation écrite par Cornea est confisquée sur place par la *Securitate* mais sa signataire peut rentrer chez elle. Elle n'est pas arrêtée pendant les deux jours suivant et a apprend de la Radio Free Europe qu'une révolte ouvrière a eu lieu dans la plus grande usine de Braşov le jour des élections et que la répression de la révolte a été particulièrement brutale.[976]. A nouveau, Doina Cornea décide de « vivre en accord avec ce qu'elle conseille aux autres »[977] : aidée par son fils, elle confectionne une pancarte annonçant sa solidarité avec les ouvriers de Brasov et l'installe devant la maison de la famille.[978] Le lendemain, la mère et le fils sont arrêtés et brutalement interrogés par la *Securitate* pendant cinq semaines. Par la suite, les années 1988 et 1989 sont très dures pour Doina Cornea et pour sa famille. La dissidente est isolée dans sa maison de Cluj, occasionnellement agressée en pleine rue par des

---

972 *Ibidem*, pp. 73-73. Cf. au témoignage de Cornea, la revue a survécu pendant cinq numéros.

973 Le rituel des interrogatoires devenus déjà habituels et des payements d'amendes est décrit par la dissidente comme une normalité sui generis de sa relation avec la police politique roumaine. Cf. *ibidem*, pp. 75-76.

974 Cf. Vasile Paraschiv, *op. cit.*, p. 330.

975 Comme, dans la Roumanie communiste, la participation des citoyens au vote n'était pas un droit, mais une obligation, la famille Cornea a réussi à s'y soustraire jusqu'en 1987 à l'aide d'un procédé appliqué à l'époque par un nombre considérable de Roumains : un voisin ou un membre de la famille se présentaient au vote et votaient au nom de plusieurs personnes. Comme le vote était une pure formalité, les commissions électorales toléraient le plus souvent une telle pratique. Cf. Doina Cornea, *Puterea fragilităţii…*, p. 87.

976 Voir les témoignages des participants, recueillis par Marius Oprea, Stejarel Olaru, *op.cit.*

977 *Ibidem*, p. 87.

978 *Ibidem*, p. 88-89.

employés de la *Securitate*, on l'empêche de communiquer avec sa fille à l'étranger. Malgré la surveillance permanente, elle réussit pourtant à s'impliquer dans des actions importantes, telles que l'Opération « Villages roumains »[979]. Plus encore, elle réussit à transmettre par l'intermédiaire de la Radio Free Europe des messages de solidarité avec d'autres dissidents roumains, isolés à leur tour par les mêmes moyens policiers. Ce qui fait de Doina Cornea l'un des ennemis les plus redoutables du régime Ceauşescu, n'est d'ailleurs pas le soutien international pour ses actions[980], ni les campagnes initiées à sa défense par l'exil roumain, ni même son projet politique d'inspiration chrétienne-démocrate, mais justement son haut sens de la communauté et ses préoccupations constantes pour les liens de solidarité entre individus, à partir de valeurs morales partagées et à travers les distances géographiques, ethniques[981] ou sociales.

Constantin Noica et l'Ecole de Păltiniş

Etant données les vives polémiques postcommunistes autour de Constantin Noica, notre choix de l'inclure dans la discussion sur la dissidence roumaine nécessite sans doute une explication. Elle devrait concerner avant tout la relation particulière de Noica avec le régime Ceauşescu, dans la perspective de sa biographie politique sinueuse et de son positionnement dans le paysage socioculturel de la Roumanie communiste.

Dans le contexte postcommuniste, le cas de Constantin Noica et de ses relations avec le régime Ceauşescu a reçu des interprétations radicalement différentes, allant de l'image idyllique du maître qui a su apprendre à ses élèves la vraie liberté de penser[982] jusqu'aux accusations de « guru du Ceauşescuisme »[983], formulées surtout par les rivaux des noïciens

979 Cornea participe, entre autres, à la réalisation du film documentaire qui déclanche la campagne internationale d'aide pour les villages roumaines démolies par le régime Ceauşescu, comme parte de son programme de systématisation rurale ; cf. Cristina Petrescu, *op. cit.*, p. 329.

980 *Ibidem*, p. 325, Doina Cornea peut être considérée la dissidente roumaine bénéficiant de la plus grande sympathie internationale et l'un des rares Roumains qui a réussi à inspirer à l'Ouest la création d'un réseau de solidarité avec les victimes du régime Ceauşescu.

981 Comme elle est originaire de Transylvanie et vie dans une communauté pluriethnique, Doina Cornes est aussi le dissident roumain qui a l'une des positions les plus libérales dans la question des relations entre les Roumains et la minorité hongroise. Voir, à ce propos, Doina Cornea, *op.cit.*, pp. 227-233 : dans une « lettre à une amie hongroise », envoyée en 1989 à la Radio « Free Europe », Cornea plaide pour le rapprochement entre Roumains et Hongrois et pour une alliance des Roumains majoritaires et des minorités nationales contre le régime communiste de Roumanie.

982 Voir surtout Gabriel Liiceanu, « Un titlu care vinde o revistă », [Un titre qui vend une revue], in *22. Revista Grupului pentru Dialog Social* [22. Le revue du Groupe pour le Dialogue Social], an, XIV, no. 697, 15 juillet-21 juillet 2003. L'article fait partie d'une série polémique très animée autour du cas Noica, ouvert par un article du critique littéraire Mircea Martin.

983 Cf. Mircea Martin, « A fost Noica un « guru » al ceausismului ? » [Noica a été-t-il un « guru » du ceausescuisme ?], in *22. Revista Grupului pentru Dialog Social* [22. Revue du Groupe pour le Dialogue Social], an XIV, no, 692, 10 juin – 16 juin 2003 ; voir aussi, pour les accusations de collaborationnisme, Gheorghe Grigurcu, « Cazul Noica » [Le cas Noica], in *Convorbiri literare* [Dialogues littéraires], no. 10, octobre 2003.

dans le champ culturel.[984] Tant dans la période communiste que pendant le postcommunisme, la personnalité et la mémoire de Noica font l'objet d'une âpre lutte dont l'enjeu est l'obtention d'une position dans la généalogie des penseurs nationaux depuis l'entre-deux-guerres. Car Noica fait le lien culturel entre l'entre-deux-guerres et le communisme. Il confère à ses disciples le statut d'héritiers spirituels qui est aussi un statut d'autorité.[985]

Constantin Noica est le dernier représentant en Roumanie de la « génération de 1927 »[986], l'un des rares qui ont refusé de s'exiler et qui ont survécu au régime carcéral des années 1950. Récupéré à la fin des années 1960 par la propagande du régime Ceauşescu, Noica obtient le droit de publier dans les revues roumaines en échange d'une disponibilité à louer le régime dans les publications destinées à l'émigration roumaine.[987] Il reste, tout au long de sa vie, sous la surveillance de la Securitate et n'obtient qu'avec difficulté le droit de voyager à l'Ouest pour visiter sa famille établie à Londres ou ses amis parisiens.[988] L'annexion de Constantin Noica à la propagande du communisme nationaliste est considérée par le régime Ceauşescu comme une victoire qu'il faut exploiter tandis que pour ses anciens amis d'idées, exilés à l'Ouest et engagés dans l'anticommunisme, la nouvelle conduite du philosophe témoigne d'un esprit brisé par les pressions politiques.[989]

---

984 Un résumé des idées exprimées au cours de cette polémique est fait par Sorin Antohi, « Navetişti în Castalia. Şcoala lui Noica: Cultură şi putere în România comunistă » [Voyageurs vers Castalie. L'école de Noica : culture et pouvoir dans la Roumanie communiste], in Sorin Antohi, *Războaie culturale. Idei, intelectuali, spirit public* [Guerres cultuelles. Idées, intellectuels, esprit public], Bucarest, Editions Polirom, 2007, pp. 41-81.

985 Pour la vie culturelle de la Roumanie communiste, cet enjeu est bien explicité par Andrei Pleşu, *op. cit.*, p. 69: « Le monde autour de nous parlait seulement de la fracture, du nouveau qui devait remplacer l'ancien, de l'avenir brillant du Communisme. Nous ressentions toutefois un besoin de légitimité que seul le contact avec les générations d'avant pouvait nous donner ». (Notre traduction de l'anglais. La version originale: «The world around us was talking only about fracture, about « the new » that must do away with « the old », about « the bright future » of Communism. We felt all the more a need for legitimacy which only contact with the previous generation could give us. ») La compétition autour de la personnalité et de l'héritage culturel de Noica est très bien analysée par Katherine Verdery, *op. cit.*, pp. 256-301.

986 Cf. *supra*, note 570.

987 Ce compromis ne devient observable pour les représentants de l'exil roumain anticommuniste que plus tard, dans les années 1970. Voir, à ce propos, l'intervention de Monica Lovinescu à la Radio « Free Europe » saluant, en août 1968, la réapparition de Noica dans la presse culturelle roumaine, in Monica Lovinescu, *op.cit.*, pp. 305-307.

988 Une première visite à Paris, puis à Londres, a eu lieu en juin 1972, la suivante n'étant autorisée qu'en 1978 ; en 1983 et 1985, Noica obtient de nouveau le droit de visiter ses amis parisiens, surtout avec des buts fixés par les intérêts de la propagande du régime Ceauşescu (celui de contacter Mircea Eliade, pour le déterminer à visiter la Roumanie ou celui de publier en France l'œuvre du philosophe roumain Lucian Blaga, auteur d'une ontologie de l'espace roumain). Cf. Sanda Stolojan, *Sub semnul depărtării. Corespondenţa Constantin Noica – Sanda Stolojan* [Sous le signe de la distance. Correspondance Constantin Noica – Sanda Stolojan], Bucarest, Editions Humanitas, 2006, surtout pp. 167-169 et 175-178.

989 Cette attitude est surtout visible dans le journal de Monica Lovinescu, qui oscille entre l'admiration pour un grand esprit de la culture roumaine, le désir d'aider l'homme Noica et l'indignation à l'égard de sa disponibilité pour le compromis politique. Voir surtout Monica Lovinescu, *Jurnal … op.cit.*, tome III, *passim*, contenant des informations sur les dernières années de la vie de Noica.

L'aventure de Noica en tant que maître spirituel d'un groupe de jeunes disciples commence en 1975, quand le philosophe décide, avec l'accord des autorités communiste, de se retirer à Păltiniş, une station touristique dans les Carpates, pour fonder une école de philosophie. Il s'agit d'un projet personnel datant des années 1940 : celui de mettre en place une école où « la tyrannie du professorat »[990] est abolie, où les leçons sont des discussions libres entre professeur et étudiants, sans règles sauf l'obligation pour le disciple d'apprendre le grecque et l'allemand, « les deux langues de la philosophie universelle ». C'est un projet qui tient de l'utopie sociale.[991] Il devient possible dans la Roumanie de Ceauşescu justement à cause de l'isolement culturel du pays : des jeunes gens brillants, désireux d'aller aux sources de la philosophie occidentale voient dans l'Ecole de Noica la seule alternative leur permettant d'échapper à la rigidité de la philosophie officielle.[992] Celle-ci, un rudiment de marxisme érigé au rang de dogme, intégré dans un système d'enseignement peuplé par des professeurs apparatchiks, ne représente pour les étudiants en philosophie qu'un passage administratif obligé et non pas une véritable option intellectuelle. Située en dehors de l'enseignement institutionnalisé, l'Ecole de Păltiniş prend la forme d'une expérience initiatique combinant l'ascèse corporelle avec la liberté intellectuelle. Dans un petit chalet chauffé au bois, le maître vit dans des conditions matérielles très précaires que les disciples partagent avec lui pendant leurs séjours d'études. L'enseignement consiste en des lectures de Platon, Aristote, Heidegger et en de longues promenades aux alentours. Au cours de ces promenades, les personnages du groupe discutent librement sur les questions philosophiques soulevées par leurs lectures récentes. La seule interdiction imposée par Noica à ses élèves concerne ce qu'il appelle « l'histoire »[993] : ils ne sont pas autorisés à apporter le présent de la Roumanie communiste, avec ses échecs, ses injustices et ses égarements dans l'atemporalité spirituelle de Păltiniş. Dans les intentions du maître, son école doit rester un îlot de la pensée pure dont la mission

990 Cf. Constantin Noica, *Jurnal filosofic* [Journal philosophique], Bucarest, Editions Humanitas, 1990, pp. 7-9: « Je rêve à une école où on n'enseignerait à vrai dire rien. Vivre tranquillement et décemment dans une marge de cité et que quelques jeunes hommes, quelques jeunes hommes du monde viennent là pour se libérer de la tyrannie du professorat. […] Nous ne sommes que des médiateurs entre eux et eux-mêmes. […] Des états d'esprit, c'est ça ce qu'on devrait leur donner ; non pas des informations, des conseils, des enseignements. » (La traduction du roumain nous appartient).

991 Le côté utopique de l'Ecole de Păltiniş a été bien analysé par Andrei Cornea, *De la Şcoala din Atena la Şcoala de la Păltiniş sau despre utopii, realitati şi (ne) deosebirea dintre ele* [De l'Ecole d'Athène à l'Ecole de Păltiniş ou sur les utopies, les réalités et la (non)différence entre eux], Bucarest, Editions Humanitas, 2004, pp. 196-256.

992 Cf. Andrei Pleşu, *op. cit.*, p. 70, « La pédagogie de Noica était une manière de préparer l'esprit pour la performance culturelle, autrement découragée par le niveau bas du standard de vie et des conditions de travail à l'intérieur de l'Etat communiste » (Notre traduction de l'anglais ; la version originale: « Noica's pedagogy was a way of training the spirit for cultural performance, undiscouraged by the poor living standard and working conditions offered by Communist society »).

993 Cf. Andrei Cornea, *op. cit.*, p. 201.

est de préserver la substance universelle de l'esprit roumain, de permettre sa continuité en dehors et malgré les contraints sociopolitiques ou économiques.[994]

L'univers singulier de Păltiniş est restitué par l'un des disciples de Noica, Gabriel Liiceanu, dans un livre publié en 1983. Paru dans une période particulièrement difficile pour la culture roumaine, *Jurnalul de la Păltiniş* (« Le journal de Păltiniş »)[995] a représenté un grand succès de librairie. Cela pourrait représenter une bizarrerie puisque son écriture, inspirée par les conseils de Noica de ne pas pactiser avec la vulgarité des choses communes, est plutôt élitiste : Liiceanu raconte ses conversations savantes avec le maître et les autres disciples, reproduit les dialogues philosophiques entamés au cours des promenades initiatiques de Păltiniş, décrit son propre devenir intellectuel à l'ombre de l'esprit tutélaire de Constantin Noica. Ses sujets ne sont sans doute pas à la portée de tout lecteur. Mais, pour devenir compréhensible, le succès d'un tel livre doit s'insérer dans un contexte historique. Dans le paysage morne de la culture roumaine sous Ceauşescu, dominé par un discours dogmatique et monochrome, le livre de Liiceanu fait l'effet d'un choc positif : il montre la possibilité d'une alternative à la culture officielle ainsi que les vertus de la marginalité dans le champ culturel en tant que vecteur de résistance au politique.[996]

Le *Journal de Păltiniş* est très bien reçu dans les milieux de l'exil roumain anticommuniste. Au début de l'année 1984, Virgil Ierunca lui dédie deux émissions particulièrement élogieuses à la Radio Free Europe[997], insistant sur « le miracle » de la rencontre entre le représentant de la génération de 1927 et de jeunes intellectuels pour lesquels la tradition culturelle de la Grande Roumanie devient ainsi palpable et compréhensible.[998] Oubliant à cette occasion les reproches adressés à Noica par l'exil

---

994 Le côté missionnaire de l'Ecole de Noica, imprégné tant dans les attitudes du maître que dans celles de ses élèves, est bien saisi par Katherine Verdery, *op. cit.*, pp. 281-286.

995 Gabriel Liiceanu, *Jurnalul de la Păltiniş* [Le journal de Păltiniş], I[ère] édition, Bucarest, Editions Cartea Românească, 1983. En ce qui suit, nous citerons *Idem*, *Jurnalul de la Păltiniş*, II[ème] édition, Bucarest, Humanitas, 1991, avec une préface de l'auteur et complétée avec les passages éliminés en 1983 par la censure. Le livre a aussi une édition en français : *Idem*, *Le Journal de Păltiniş*, traduit du roumain par Marie-France Ionesco, Paris, Editions La Découverte, 1999. Le journal de 1983 a une suite publiée en 1987, *Epistolar* [L'Epistolaire], édité par Gabriel Liiceanu, Bucarest, Editions Cartea Românească, 1987. Ce deuxième livre reproduit la correspondance de Noica avec ses disciples et des membres du groupe de Păltiniş avec des personnalités de la vie culturelle roumaine, amis et admirateurs du philosophe mais dont les réactions au phénomène Păltiniş ne sont pas toujours favorables. Pour une critique visant strictement la philosophie de Noica, voir Alexandru Paleologu, « Amicus Plato sau despărţirea de Noica » [Amicus Plato ou la séparation de Noica], in Alexandru Paleologu, *Ipoteze de lucru* [Hypothèses de travail], Bucarest, Editions Cartea Românească, 1980, pp. 7-67.

996 L'opinion sur les vertus de la marginalité dans un champ culturel contrôlé par le pouvoir totalitaire est aussi partagée par Andrei Plesu, *op. cit.*, p. 67-68.

997 Cf. Virgil Ierunca, « Jurnalul de la Păltiniş », in BDIC, *Radio Free Europe. Domestic Bloc*, no. 309, 16 mars 1984 et no. 314, 23 mars 1984.

998 Andrei Pleşu, *op. cit.*, p. 69, investit de la même signification la rencontre de sa génération avec les représentants de la culture roumaine de l'entre-deux-guerres, survivants des prisons communistes : les intellectuels les plus représentatifs de ma génération étaient les produits des 'stages' de formation

anticommuniste, au sujet de son attitude conciliante à l'égard du régime Ceauşescu, Ierunca dresse un portrait du maître de Păltiniş en missionnaire culturel dont « la mission socratique est d'éveiller dans l'esprit des gens le souvenir des choses qu'ils n'ont jamais connu ».[999]

Cette direction d'analyse de l'Ecole de Păltiniş comme espace singulier où se produit le transfert symbolique d'estafette entre deux générations d'intellectuels roumains, chargées d'une même mission (assurer la préservation spirituelle de leur nation), est suivie plus tard par Katherine Verdery. Verdery, l'une des exégètes les plus avisés du phénomène, remarque les ambiguïtés de la biographie de Noica. Membre de la Garde de Fer dans les années 1940, auteur de plusieurs ouvrages de philosophie exaltant l'esprit de la nation roumaine, toléré par le régime de Ceauşescu en vertu de la même orientation nationaliste – qui est d'ailleurs un élément d'une continuité remarquable dans son parcours intellectuel[1000] – le philosophe roumain transforme le refus d'affronter ouvertement le pouvoir totalitaire en une véritable stratégie de résistance. Verdery met en exergue « l'esprit missionnaire » qui domine la petite communauté de Păltiniş.[1001] La conviction profonde de Noica, conformément à laquelle la préservation de la culture est la seule action à entreprendre pour sauver une nation, constitue la clef pour comprendre le phénomène Păltiniş. En transmettant à ses disciples ce qu'il considère comme des vérités spirituelles pérennes, le philosophe accomplit son devoir envers son peuple. C'est dans cette optique qu'on doit interpréter le refus de Noica d'affronter ouvertement le régime politique : pour lui, « l'histoire » comprise strictement comme évolution politique[1002], n'est pas essentiel dans la survie d'une communauté dans les périodes

---

auprès des ex-prisonniers. Graciés après 1964, ils ont eu l'opportunité de devenir les transmetteurs de la tradition de normalité intellectuelle qui n'existait plus à cette époque. » (Notre traduction de l'anglais. La version originale : « Most representative intellectuals of my generation were the product of « formative » stages spent near some former prisoners. Pardoned after 1964, they had the opportunity to become the transmitters of a tradition of intellectual normality which the current environment had lost. »).

999 Cf. Gabriel Liiceanu, *op. cit.*, p. 273 (la traduction du roumain nous appartient).

1000 Pour l'idée de primauté du nationalisme dans la pensée de Constantin Noica, voir l'étude d'Alexandra Laignel-Lavastine, *Filozofie şi naţionalism. Paradoxul Noica* [Philosophie et nationalisme. Le paradoxe Noica], Bucarest, Editions Humanitas, 1998, surtout pp. 328-374. Conformément à Laignel-Lavastine, qui est l'une des exégètes les plus critiques à l'adresse du nationalisme de Noica, la trajectoire biographique de celui-là décrit « le drame d'un itinéraire spirituel de notre siècle, déchiré entre une philosophie de l'Etre et une philosophie de la Nation. […] Raconter l'histoire de Noica, c'est raconter les méandres d'un parcours critique à l'égard de la modernité, échoué dans un nationalisme antidémocratique qui a décisivement marqué les petits Etats de l'Europe de l'Est au vingtième siècle » (La traduction du roumain nous appartient).

1001 Cf. Katherine Verdery, *op. cit.*, p. 281-286.

1002 Voir pour cette définition de l'histoire dans le discours de Noica, Gabriel Liiceanu, *op. cit.*, pp. 271-272. Cf. à Liiceanu, la vie de Noica et sa philosophie sont le produit de la conviction que « l'histoire d'un peuple est l'histoire de sa culture » (*ibidem*, p. 272 ; la traduction du roumain nous appartient).

de détresse. La seule manière efficace de sauver sa communauté est de lui assurer le devenir spirituel, de la « sauver par la culture ».[1003]

Le paradoxe de l'Ecole de Păltiniş est en outre le fruit de l'enseignement de Noica sur le positionnement éthique de ses disciples. A ce propos, il faut d'abord remarquer que l'entrée dans le cercle de Păltiniş est, pour ces jeunes intellectuels, synonyme d'accession à un cercle d'élus. Ils deviennent ainsi membres d'une élite culturelle informelle qui se définit en opposition à l'échelle des valeurs institutionnalisées, officiellement admises et gérées par le pouvoir communiste. Le groupe de Păltiniş transforme sa marginalité dans le champ de la culture officielle en atout pour préserver la liberté de pensée de ses membres et de rejeter la soumission inconditionnée au politique. La proximité d'avec le maître facilite aux membres du groupe l'accès au milieu de l'exil roumain anticommuniste dans lequel les anciens amis intellectuels de Noica – Eliade, Cioran, Eugène Ionesco – occupent des places importantes. Les membres les plus doués du groupe, Gabriel Liiceanu[1004] et Andrei Pleşu[1005] obtiennent au début des années 1980 des bourses Humboldt à Heidelberg. Les deux jeunes intellectuels ont ainsi l'occasion d'entrer en contact avec les cercles de l'exil roumain anticommuniste. Ils sont particulièrement bien reçus par les intellectuels roumains de Paris. Leur appartenance au groupe de Păltiniş et les recommandations de Noica sont, aux yeux des leaders d'opinion de l'exil roumain, autant de preuves de leur crédibilité morale et professionnelle.[1006] Pleşu et Liiceanu deviennent amis de Monica Lovinescu et Virgil Ierunca et ont ainsi l'occasion de pénétrer le milieu très sélectif des intellectuels roumains exilés en France.

Comme le montrent leurs actions publiques, les attitudes des disciples de Păltiniş devant l'histoire répudiée par leur maître sont façonnées plutôt par l'influence de leur contact avec l'exil roumain anticommuniste que par la stricte neutralité politique de Noica. Andrei Pleşu est tenté par une attitude de fronde intellectuelle ouverte à l'égard des excès nationalistes du régime Ceauşescu. En 1981, Pleşu publie dans une revue culturelle roumaine

---

1003 Voir à ce propos, Andrei Cornea, *op. cit.*, pp. 200-207. Voir aussi la critique d'Adrian Marino, *op. cit.*, pp. 88-90, qui estime que cette vision de Noica sur « l'histoire » est responsable des effets « catastrophiques » tels que le collaborationnisme avec un pouvoir abusif et criminel.

1004 Voir la biographie de Gabriel Liiceanu à l'adresse **http://en.wikipedia.org/wiki/_Gabriel_Liiceanu**, consultée le 27 janvier 2008. Il passe un stage d'études à Heildelberg entre 1982 et 1984.

1005 Voir la biographie d'Andrei Pleşu à l'adresse url http://en.wikipedia.org/wiki/Andrei_Ple%C5%9Fu, consultée le 27 janvier 2008. Pleşu a passé lui-aussi un stage d'études à Heidelberg en 1983-1984.

1006 La lecture de Monica Lovinescu, *op. cit.*, tome 1, surtout pp. 31-32, laisse voir comment le réseau de solidarité entre les intellectuels de Roumanie et ceux de l'exil a fonctionné dans le cas de l'obtention d'une bourse Humboldt par Gabriel Liiceanu. Pour le soutien accordé par la Radio « Free Europe » au livre de Liiceanu, voir Katherine Verdery, *op. cit.*, pp. 300-301.

un article critique à l'adresse du protochronisme.[1007] La réaction de Noica devant la témérité de son disciple est celle du maître paniqué par l'intrusion du politique dans l'espace spirituel atemporel qu'il s'est efforcé de construire à Păltiniş.[1008] Il proteste contre « l'éthique pur » et avertit Pleşu sur « le risque de perdre son chemin pour l'amour d'un geste sublime».[1009] Pour Noica, la protestation ouverte contre le pouvoir politique représente « une forme de mauvaise veille opposée à un somnambulisme fécond »[1010], et il soutient cette conviction avec l'exemple de son propre égarement politique du côté de l'extrême droite. Mais les imprécations de Noica n'arrivent pas à isoler les disciples de la tentation de d'un engagement public mesuré. Monica Lovinescu note dans son journal leurs doutes et leur désapprobation à l'égard de la passivité de Noica.[1011] D'ailleurs, Liiceanu n'hésite pas à avouer son désaccord avec Noica au sujet de son attitude envers le régime communiste[1012]. Cependant, il estime que sa séparation idéologique de Noica fait partie de la leçon que celui-ci a voulu enseigner à ses disciples : celle de la liberté totale de l'esprit.

L'héritage de Noica et de son Ecole est donc important pour l'évolution de la dissidence roumaine et ce pour au moins deux raisons. Il s'agit d'abord de l'impact que l'existence du groupe de Păltiniş a eu sur la culture roumaine dans les dernières années du régime Ceauşescu. La volonté de Noica de trouver une niche culturelle et politique où l'esprit soit à l'abri du temps historique a débouché vers une forme originale de résistance à l'endoctrinement politique. Du fait de la publicité que la Radio Free Europe a accordée aux représentants de l'Ecole de Păltiniş, cette manière de résister à l'invasion de l'idéologie communiste dans la quasi-totalité du champ culturel s'est montrée séduisante pour un nombre beaucoup plus large d'intellectuels roumains que celui des membres du groupe proprement dit. Dans cette perspective, le modèle Păltiniş a eu un impact plus profond que les autres formes de dissidence individuelle analysées ci-dessus. Ensuite, après la chute du communisme, les disciples de Constantin Noica et leur mémoire de l'expérience formative de Păltiniş ont largement contribué à l'effort de reconstruction d'une société civile en Roumanie. Les ex-membres du groupe de Păltiniş – notamment Andrei Pleşu et Gabriel Liiceanu –

1007 Cf. Andrei Pleşu, « Rigorile ideii naţionale şi legitimitatea universalului » [La rigueur de l'idée nationale et la légitimité de l'universel], in *Secolul 20. Revistă de literatură universală* [Le XX^{ème} siècle. Revue de littérature universelle], no. 1-2-3/1981, pp. 189-196. Cf. Gabriela Adameşteanu, *loc. cit.*, Noica lui-même se montre plutôt favorable au protochronisme dans ses prises de position publiques.

1008 L'épisode est raconté par Gabriel Liiceanu, *op. cit.*, pp. 236-241.

1009 *Ibidem*, p. 237.

1010 *Ibidem*.

1011 Cf. Monica Lovinescu, *op. cit.*, tome 1, pp. 45-46.

1012 Cf. Gabriel Liceanu, *op. cit.*, p. 261. Il est significatif que, tandis que Noica lui-même est regardé plutôt avec sympathie dans le cercle des protochronistes, le livre de Liiceanu et Liiceanu lui-même sont vivement critiques dans la presse officielle. Voir, à ce propos, Katherine Verdery, *op. cit.*, pp. 297-298.

comptent parmi les chefs de fil des intellectuels qui, après décembre 1989, essaient de faire naître la culture du dialogue social en Roumanie.[1013] Leur position dans l'espace public est renforcée par le prestige que l'appartenance au groupe de Păltiniş leur confère aux yeux des milieux culturels et politique de l'anticommunisme roumain.[1014] Même si elle est significativement diminuée, en particulier à cause de l'apparition d'une nouvelle génération d'intellectuels[1015], l'emprise des anciens disciples de Noica sur l'espace culturel de la Roumanie postcommuniste reste jusqu'à aujourd'hui une réalité incontestable.

[1013] Voir, à ce propos, Gail Kligman, *op. cit.*, pp. 393-395. Voir aussi Gabriel Liiceanu, *Apel către lichele* [Appel aux truands], Bucarest, Editions Humanitas, 1992. Au début des années 1990, les deux disciples favoris de Noica, Gabriel Liiceanu et Andrei Pleşu, deviennent des personnalités marquantes de l'espace public roumain : le premier est le propriétaire et directeur de la première maison d'édition privée de Roumanie, les Editions Humanitas, tandis que le second a détenu, pour une courte période, le ministère de la Culture dans le premier Gouvernement de la Roumanie postcommuniste.

[1014] Sur l'évolution de l'anticommunisme dans la Roumanie post-communiste, voir Alexandru Gussi, « L'anticommunisme en Roumanie (1996-2000) », in *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. VII, no. 1, 2007, pp. 117-132.

[1015] Pour la polémique entre noïciens et représentants de la jeune génération post-1989, voir Sorin Adam Matei, *Boierii minţii. Intelectualii români între grupurile de prestigiu şi piaţa liberă a ideilor* [Les Boyards de l'esprit. Les intellectuels roumains entre groupes de prestige et le marché libre des idées], Bucarest, Editions Compania, 2004. Le livre de Sorin Adam Matei représente la première manifestation d'une nouvelle lutte de positions dans la culture roumaine dont l'enjeu est la redéfinition de la légitimité des acteurs dans le champ culturel.

III.2. Construire l'ennemi en miroir – Le discours anticommuniste sur la Nation kidnappée

"- Combien de temps et comment faut-il punir un pays vaincu?
- A quoi bon punir encore un pays vaincu, quand les dégâts et la honte suffisent ?!"[1016]

Dans son étude sur la construction discursive de la Nation, Claire Sutherland observe que l'analyse « des dynamiques du conflit entre l'idéologie dominante et les courants dissidents ou résistants » qui la contrebalancent constitue un bon angle d'approche pour comprendre l'articulation des représentations nationales.[1017] Cette affirmation se vérifie entièrement dans la relation entre le discours du communisme nationaliste et celui de l'anticommunisme roumains. Comme le remarque Umut Korkut, il existe une remarquable continuité entre la définition de « la Roumanité » telle qu'elle se précise dans la culture politique de la Grande Roumanie et celle offerte par la synthèse du communisme nationaliste.[1018] D'une manière analogue, en observant les trajectoires socioculturelles de ses représentants, on a pu constater que l'anticommunisme roumain, tant celui de l'exil que celui des dissidents à l'intérieur du régime Ceauşescu, se réclame des mêmes racines de l'idéologie nationale : celles qui ont accompagné la construction de l'Etat-nation dans l'entre-deux-guerres. L'analyse du discours anticommuniste roumain sur la nation doit, par conséquent, prendre en compte les effets implicites de ce constat. Il s'agit, d'une part, du fait que l'appareil des représentations de la nation, que l'on retrouve dans le discours de l'anticommunisme roumain, n'est pas fondamentalement différent de celui employé dans le discours du régime Ceauşescu. D'autre part, les mêmes lignes de faille qui divisent l'intelligentsia à l'intérieur du régime Ceauşescu[1019] sont à rechercher dans les conflits idéologiques qui séparent les représentants de l'anticommunisme roumain. L'origine de ces lignes de partage est donc à chercher elle-aussi dans l'idéologie nationale de la Grande Roumanie.[1020]

1016 Daniela Alexandru, Irina Nicolau, Ciprian Voicilă, *op. cit.*, p.32.

1017 Cf. Claire Sutherland, « Nation-building through discourse theory », in *Nations and Nationalisms*, vol. 11, no. 2, p. 186.

1018 Cf. Umut Korkut, *op. cit.*, p. 131.

1019 *Ibidem*, p. 142.

1020 Pour une discussion sur la pluralité des acteurs et des représentations qui concurrent à la définition de la « Roumanité », voir Caius Dobrescu, « Conflict and Diversity in East European Nationalism, on the

Sans complètement négliger les arguments de nature juridique, morale ou éthique, le discours de l'anticommunisme roumain est toutefois dominé par une idéologie nationale qui reproduit en miroir la panoplie des représentations utilisées par le régime Ceauşescu. Dans ce chapitre, on se propose de démontrer que son argumentaire reprend les mêmes symboles clef et les mêmes rites. Ceux-ci reçoivent une interprétation destinée à articuler la description d'une même identité roumaine, mais pour laquelle l'idéologie communiste signifie un élément parasite, voir aliénant.

III.2.a. Le « corps étranger ». La relation Nation et Parti dans le discours anticommuniste roumain

L'image du PCR produite par l'anticommunisme roumain découle de la construction discursive de l'ennemi.[1021] Elle présente, par conséquent, les marques distinctives de ce type de construction : le manichéisme et la diabolisation[1022]. Elle a un rôle thérapeutique : celui de nommer le Mal (associé, dans ce cas particulier, à l'ordre politique communiste) pour pouvoir mieux l'expulser de la conscience de l'être traumatisé, la nation roumaine.[1023] Ce qui en résulte, c'est une représentation schématique de l'ennemi – puisque l'excès de détails signifierait une proximité dangereuse – qui se construit à partir des expériences sociales, politiques et culturelles traumatisantes de ses auteurs. Pour que ce type de construction soit efficace, il est nécessaire de résoudre la crise identitaire induite par l'apparition du Mal dans le « corps sain » en répondant aux besoins défensifs du sujet.[1024] Sous cet angle, la démarche discursive qui décrit le PCR comme « corps étranger » parasitant la nation correspond pleinement au but politique dans le domaine culturel assumé par l'anticommunisme roumain : celui de défendre la conscience nationale face à l'agression continue du communisme.

Un deuxième aspect est à prendre en compte dans l'analyse de la représentation du PCR dans le discours anticommuniste roumain : le besoin de préserver une légitimité

Basis of a Romanian Case Study », in *East European Politics and Societies*, vol. 17, no. 3, 2003, pp. 393-414.

1021 Nous suivons à ce propos le raisonnement de Ayse Ceyhan et Gabriel Périès, « Introduction : L'enemi intérieur : une construction discursive et politique », in *Cultures & conflits*, no. 43, 2001, pp. 100-112, consulté à l'adresse url http://www.conflits.org/document566.html, le 3 février 2008.

1022 Cf. Paschalis Ntagteverenis, « L'ennemi comme monstre. Une réflexion sur la separation entre le Bien et le Mal, à partir d'une analyse des conditions d'émergence et de l'usage symbolique de l'image monstrueuse d'Hitler », in *Société*, no. 80, 2003/2, consulté à l'adresse url http://www.cairn.info/load_pdf_php?ID_ARTICLE=SOC_080_0041, le 3 février 2008.

1023 Voir à ce propos les observations d'Emmanuelle Bonneville, « L'ennemi nécessaire. Caractéristiques psychologiques et rôles dans l'identité du sujet », in *Société*, no. 80, 2003/2, consulté à l'adresse url http://www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTCLE_=SPC_080_0005, le 3 février 2007.

1024 *Ibidem.* « L'investissement d'un objet ennemi est un processus essentiellement défensif ».

politique s'appuyant sur un principe de représentativité symbolique de la nation. En recourant au référentiel du nationalisme pré-communiste, l'idéologie du régime Ceauşescu devient, de ce point de vue, une menace particulièrement inquiétante à l'adresse de ceux qui s'y opposent au nom de la nation traumatisée. L'affrontement discursif entre le régime Ceauşescu et ses adversaires traduit la confrontation politique entre deux forces concurrentes à un même type de légitimité.

L'image du PCR comme corps étranger à la nation roumaine est directement liée à l'image négative de l'URSS. A son tour, cette dernière a deux sources principales : la représentation de l'expérience politique soviétique dans la société roumaine de l'entre-deux-guerres et la mémoire du rôle de l'Armée Rouge dans l'instauration du pouvoir communiste en Roumanie.

L'image de l'URSS comme espace d'une expérience politique monstrueuse et invasive constitue presque un lieu commun dans la littérature et la presse roumaine de l'entre-deux-guerres.[1025] Les relations diplomatiques particulièrement tendues entre la Roumanie et son voisin de l'Est, dues surtout au refus de Moscou de reconnaître l'appartenance de la Bessarabie à la Grande Roumanie, constituent pour l'opinion roumaine une source quasi-permanente d'inquiétude. Même si, à la fin de la première guerre mondiale, le mouvement socialiste connaît quelques succès électoraux passagers, c'est finalement la peur de la « barbarie communiste » qui prévaut.[1026] L'antisoviétisme assumé par la plupart des journaux roumains et les difficultés d'obtention d'informations correctes sur les évolutions de la société soviétique alimente un au sentiment de peur et s'ajoutent une ignorance généralisée y compris dans les élites intellectuelles.[1027] Au cours de la seconde guerre mondiale, la propagande du régime Antonescu est l'apogée de « l'obsession antisoviétique »[1028] et contribue d'une manière décisive à fonder une représentation de l'URSS comme l'ennemi absolu de l'Etat et

---

1025 Nous utilisons à ce propos l'étude d'Alexandru Murad Mironov, « Intelectualii, opinia publică şi imaginea URSS în anii '30 » [Les intellectuals, l'opinion publique et l'image de l'URSS dans les années 1930], in *Arhivele Totalitarismului* [Archives du Totalitarisme], VIII, no. 28-29 (3-4)/2000, pp. 19-37.

1026 L'image du communisme comme manifestation spécifique de la « barbarie slave » est bien illustrée dans les écrits du philosophe Nae Ionescu, professeur de Mircea Eliade et esprit tutélaire de la génération de 1927. Pour Ionescu, cette barbarie a pourtant une connotation positive : elle traduit l'explosion de vitalité d'une civilisation jeune, en plein expansion culturelle et géographique. Voir à ce propos Nae Ionescu, « Câteva completări necesare asupra poporului şi sufletului rusesc » [Quelques précisions nécessaires sur le peuple et l'âme russe], in *Ideea Europeană* [L'idée européenne], année VI, no. 165, 15 mars 1925, p. 2.

1027 Cf. Alexandru Murad Mironov, *op. cit.*, pp. 32-33, dans les journaux roumains des années 1930, on pouvait lire, par exemple, que l'Armée Rouge était organisée en *raiony* et que Staline aspirait de devenir tsar. A l'exception des auteurs bessarabiens, la situation n'est pas meilleure dans les livres des intellectuels de gauche qui essaient de comprendre l'expérience soviétique à partir d'un état d'esprit plus favorable.

1028 Le sujet est traité en détails par Mioara Anton, *Propagandă şi război, 1941-1944* [Propagande et guerre. 1941-1944], Bucarest, Editions Tritonic, 2007, surtout pp. 325-338.

de la civilisation roumaine.[1029] L'occupation de la Roumanie par l'Armée Rouge, en août 1944, engendre la première confrontation directe entre les deux pays. Malgré l'effort de l'occupant pour effacer l'effet de la propagande antisoviétique[1030], cette rencontre n'aura aucun effet positif. L'image idéalisée du libérateur soviétique, héros altruiste et protecteur, avancée par la nouvelle propagande, est fortement contrebalancée par la réalité d'une armée affamée, brutale et prête à tout voler, dont les soldats sont plutôt redoutés que respectés par la population des villes et des campagnes roumaines.[1031] En tant qu'allié des Soviétiques, le Parti Communiste Roumain se trouve dans une position défavorable : un parti qui, avant août 1944, était hors la loi, comptant quelques centaines de membres et manquant de leaders reconnus est transformé en parti de gouvernement suite à des circonstances fortement traumatisantes pour l'ensemble de la société roumaine.

Cette position initiale devient le péché originaire du PCR aux yeux de ses adversaires. Associé à l'effondrement de la Grande Roumanie, son ascension politique est perçue comme une catastrophe pour la démocratie roumaine. Marquée par le traumatisme national, la première génération de l'exil roumain est celle qui façonne et propage l'idée de la contradiction insurmontable entre les intérêts du PCR et ceux de la nation roumaine. Les actions du régime Gheorghiu-Dej dans les années 1950 renforcent la crédibilité de ce type de discours. La terreur sociale qui accompagne la consolidation du pouvoir communiste et son discours prosoviétique sans nuances justifient la représentation du PCR comme un parti antinational.[1032] Dès cette époque, les deux discours s'influencent déjà réciproquement d'une manière significative : les deux parties sont très attentives aux arguments respectifs de leurs adversaires et construisent leur propre argumentaire en fonction de l'argumentaire du camp opposé. Une étude de cas réalisé par Mihai Pelin sur les transcriptions des émissions de la Radio Free Europe, présentés régulièrement à Gheorghiu-Dej par la *Securitate*, permet de comprendre ce type de logique.[1033] En marge des pages, le leader roumain engage un dialogue passionné avec ses critiques en leur opposant des arguments tirés de la propagande communiste de l'époque.[1034]

1029 Pour l'importance accordée à la « spécificité de l'ennemi » dans la construction discursive de l'antagoniste au cours de la guerre, voir Ayse Ceyhan et Gabriel Périès, *op. cit.*

1030 Cf. Mioara Anton, *op. cit.*, pp. 335-338.

1031 *Ibidem*, p. 338.

1032 Un texte rédigé en 1954 par Vasile Dumitrescu, l'un des modérés de l'exil roumain anticommuniste, présente la lutte contre le régime communiste comme « lutte pour la libération du peuple roumain du joug soviétique » ; cf. Vasile Dumitrescu, *op. cit.*, p. 8.

1033 Cf. Mihai Pelin, *Operaţiunile Melița şi Eterul…op.cit.*, pp. 38-44.

1034 Par exemple, aux accusations que le peuple roumain souffre à cause des abus commis par les communistes, Gheorghiu-Dej réplique en marge de la page: « Le peuple, s'est-il plaint ? Non, c'est vous qui vous plaignez ! Nous frappons fort et détruisons vos agents parachutés ! Et d'autres de vos serviteurs à l'intérieur, qui ne se sont pas encore résigné ! ». Il se montre pourtant très affecté par

Le changement d'orientation dans le discours des communistes roumains, d'un pro-soviétisme inconditionné à la redécouverte du nationalisme, produit une confusion passagère dans les rangs de l'exil anticommuniste. A la fin des années 1960, la réapparition dans la vie publique de certains noms d'intellectuels et la publication à Bucarest de certains ouvrages représentatifs pour la culture roumaine de l'entre-deux-guerres, bannis jusque là par la censure communiste car jugés trop nationalistes, donnent lieu à des réactions mitigées dans l'exil anticommuniste. D'une part, on note avec satisfaction que les Roumains ont de nouveau, après des années de russification, la possibilité de renouer le fil de leur propre tradition culturelle.[1035] D'autre part, on constate avec un sentiment d'impuissance le maintien des mêmes pratiques de censure dans la vie culturelle, ainsi que les hésitations de la nouvelle direction du PCR au sujet d'une plus large libéralisation.[1036] De manière générale, les premières années du régime Ceauşescu engendrent un horizon d'espoirs tant à l'intérieur du pays que dans les rangs de l'exil roumain. Dans ce dernier cas, les réactions se partagent entre ceux qui se laissent gagner par la propagande du PCR visant à obtenir le soutien des exilés pour la nouvelle politique du parti et ceux qui s'efforcent de rester vigilant en gardant leur esprit critique.[1037]

A la fin des années 1970, quand la première vague de la dissidence roumaine commence à se manifester et la deuxième génération d'exilés s'ajoute à la première, on s'attend à une nouvelle étape dans l'évolution du discours anticommuniste roumain. En fait, la stratégie du régime Ceauşescu pour délégitimer ses critiques en les présentant comme des ennemis de la nation roumaine engendre une réaction complémentaire qui reprend les arguments et les représentations déjà consacrés par l'anticommunisme des années 1950. On constate donc que, malgré les différences entre le discours communiste des années 1950 et celui du régime Ceauşescu, une remarquable continuité est préservée dans l'argumentaire du discours anticommuniste. Paul Goma compte parmi ceux qui s'efforcent de démontrer l'impossibilité pour le PCR de fonctionner en tant que parti national, à cause de son ascension politique dans le sillage de l'Armée Rouge. Dans un article de 1981, Goma reprend la théorie

---

l'accusation qu'il serait « le serviteur du Kremlin ». Cf. *Ibidem*, p. 39 (la traduction du roumain nous appartient).

1035 Voir à ce propos l'article de Monica Lovinescu, *op. cit.*, tome 1, pp. 305-305, saluant la réapparition de Constantin Noica dans la presse culturelle de Bucarest.

1036 Cf. *ibidem*, pp. 144-149, les hésitations dans le processus de libéralisation culturelle promis par le régime Ceauşescu sont interprétées surtout comme un symptôme de la compétition entre la jeune génération réformiste et les représentants de la vieille garde stalinienne.

1037 Monica Lovinescu ne se laissent pas facilement charmer par le nouveau visage du régime communiste roumain. Dans un commentaire sur la projection à Paris du film « Dacii » (traduit en français par « Les Guerriers »), une coproduction européenne soutenue par les gouvernants de Bucarest, qui transpose en images la nouvelle vulgate du communisme nationaliste, Lovinescu remarque les intentions politiques cachées derrière la promotion de ce nouveau type d'épopée nationale. Cf. *ibidem*, pp. 224-226.

de l'antipatriotisme du PCR pour démontrer que sa légitimation par le biais du nationalisme est une opération impossible :

« Pourquoi ne réalisent-ils pas, les mangeurs récents de Juifs et de Hongrois, que le PCR n'a pas le droit de parler au nom du « roumanisme » ? Que lui-même, le parti, a été fondé par la décision exclusive du Kremlin et avec l'aide majoritaire des communistes ukrainiens, polonais, russes, hongrois, bulgares, juifs ? Qu'il a été installé au pouvoir par l'Armée Rouge par la volonté de Staline ? Qu'il s'est « consolidé » en détruisant les forces roumaines avec l'aide décisif des « éléments allogènes » contre lesquels il organise aujourd'hui des campagnes ? »[1038]

L'opinion ainsi exprimée par Paul Goma est quasi-unanimement reprise dans les interventions publiques des intellectuels anticommunistes qui semblent persuadés de l'impossible représentativité nationale du PCR.[1039] Au microphone de la Radio Free Europe, l'historien Vlad Georgescu, directeur de la section roumaine, affirme, à son tour, la même idée : le PCR est une entité politique étrangère aux intérêts nationaux et perpétuellement coupable devant la nation roumaine d'avoir provoqué des conditions dramatiques lors de son arrivée au pouvoir.[1040]

L'ouvrage illustratif de ce type de représentation appartient à Victor Frunză, un journaliste ex-communiste devenu l'un des opposants les plus irréductibles du régime Ceauşescu. Diplômé de la Faculté de journalisme de Moscou, marié avec une Géorgienne, rédacteur à la Radiodiffusion roumaine et professeur de journalisme à l'Académie « Ştefan Gheorghiu » du PCR, Frunză illustre, jusqu'à la fin des années 1970, la biographie-type de l'apparatchik.[1041] Son divorce d'avec les convictions communistes devient manifeste en 1978. A l'occasion d'une visite à Paris, il remet au Bureau de presse de Reuters une lettre ouverte à Ceauşescu, critiquant le culte de la personnalité et demandant la liberté de la presse roumaine. La lettre est ultérieurement reprise par la Radio Free Europe. De retour en Roumanie, il est

1038 Cf. Paul Goma, *Diversiuni…op.cit.*, pp. 9-11. La traduction du roumain nous appartient.

1039 Voir, à ce propos, l'intervention de l'écrivain Dorin Tudoran dans un livre de dialogues entre intellectuels roumains de l'exil américain sur la transformation de la société roumaine suite aux actions du régime communiste, Mihai Botez, Andrei Brezianu, Matei Călinescu, Laszlo Hamos, Istvan Hosszu, Eugen Mihăescu, Nestor Ratesh, Gheorghe A. Sencovici, Vladimir Tismăneanu et Dorin Tudoran, *op.cit.*, pp. 18-19.

1040 Voir surtout, « Povara istoriei » [Le fardeau de l'histoire], in Vlad Georgescu, *op.cit.*, pp. 183-185, où le fanatisme nationaliste des communistes roumains est expliqué par le désir d'effacer la mémoire de leur soumission initiale aux ordres politiques du Kremlin. Pour la biographie de Vlad Georgescu, nous utilisons les informations fournies par Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 332-334

1041 Pour la biographie de Victor Frunză, nous suivons les informations de Florin Manolescu, *ibidem*, p. 321.

licencié de l'Académie « Ştefan Gheorghiu » et exclu du PCR. Sa dissidence se poursuit à Bucarest pendant trois ans. A l'occasion du XIIe Congrès du PCR, il adresse plusieurs lettres ouvertes aux participants, en leur signalant les violations des droits de l'homme par le régime Ceauşescu.[1042] Soumis aux mêmes pressions que les autres critiques du régime Ceauşescu, Frunză quitte la Roumanie en 1980 pour s'établir au Danemark.

Au cours des dernières années qu'il passe à Bucarest, Victor Frunză commence à rédiger une histoire du PCR qui se propose de dire la vérité sur les conditions d'apparition et d'arrivée au pouvoir des communistes en Roumanie. Dans l'intention de son auteur, l'ouvrage devait combler le vide d'informations créé par le refus du Parti d'autoriser la rédaction d'une version officielle de l'histoire du PCR. Par des voies clandestines, Frunză envoie son manuscrit à l'Ouest, en 1978, dans l'espoir de le voir traduit en français et publié aux éditions Flammarion. Mais il ne sera publié qu'en roumain, en 1984, aux Editions Nord patronnées par l'auteur, au Danemark.[1043]

Le livre est un point de départ dans la constitution de toute une série de lieux communs qui vont dominer l'historiographie du communisme roumain, tant dans l'exil anticommuniste que dans l'historiographie roumaine des années 1990. Il s'agit notamment de la théorie du « péché originaire »[1044], explicitement détaillé par Victor Frunză et qui constitue le point de départ de son interprétation du rôle du PCR dans l'histoire de la Roumanie.[1045] L'apparition du PCR dans la vie politique de l'entre-deux-guerres est expliquée comme une victoire de la volonté de Moscou d'avoir un agent de déstabilisation à l'intérieur de l'Etat national roumain. Son évolution sur des coordonnées ennemies à l'intérêt national de la Roumanie est illustrée par la liste des secrétaires généraux du parti, pour la plupart des représentants des minorités nationales.[1046] Frunză insiste sur deux idées clef : le manque

---

1042 Cf. Victor Frunză, *Pentru drepturile omului în România* [Pour les droits de l'homme en Roumanie], Aarhus, Editions Nord, 1982. Ce livre, qui réunit les lettres ouvertes de Frunză, a été republié à Bucarest après la chute du régime Ceauşescu : *Idem*, *Cât mai poate trăi un cadavru politic?* [Combien de temps peut-il vivre, un cadavre politique?], Bucarest, sans édition, 1990.

1043 *Idem*, *Istoria partidului communist român* [L'histoire du parti communiste roumain], Aarchus, Editions Nord, 1984. Le livre a eu un grand succès parmi les lecteurs de langue roumaine après 1989. Il a été réédité à Bucarest dans deux éditions successives, dont les titres ont été modifiés d'une manière elle-aussi suggestive pour l'évolution de l'historiographie du communisme roumain. Voir *Idem*, *Istoria stalinismului în România … op.cit.* et Victor Frunză, *Istoria comunismului în România* [L'histoire du communisme en Roumanie], Bucarest, Editions Victor Frunză, 1999. Les citations que nous utiliserons en ce qui suit sont reprises de la deuxième édition, la plus complète, publiée chez Humanitas.

1044 *Ibidem*, p. 11.

1045 *Ibidem* : « Son péché originaire [du PCR], celui d'avoir été créé par des forces extérieures au pays, pour servir en s'opposant à certains intérêts nationaux, imposé et non pas arrivé au pouvoir par la volonté nationale, a marqué non seulement son passé historique tout entier, mais aussi son présent ainsi que la manière dont il projette l'avenir. » (La traduction du roumain nous appartient).

1046 *Ibidem*, pp. 543-546. Pourtant, Victor Frunză est le premier à mentionner la tendance antisémite manifestée dans les années 1930 à l'intérieur du PCR, plus précisément parmi les communistes emprisonnés en Roumanie. Mais il explique cette situation par la perfidie de la politique stalinienne, qui

d'adhésion du PCR à la culture politique traditionnelle roumaine et son appétit précoce pour la falsification de la vérité historique. Encore plus, la création du PCR est présentée comme le résultat direct d'un crime politique : l'anéantissement du mouvement socialiste roumain.[1047] L'organisation du parti avant 1944 est décrite comme similaire à celle d'une « secte religieuse », avec des cellules clandestines, des noms conspiratifs attribués aux adhérents, mais surtout avec un nombre de membres très restreint.[1048] Après son arrivée au pouvoir, due exclusivement à l'occupation de la Roumanie par l'Armée Rouge, le PCR ne fait que continuer sa mission d'agent de soviétisation.

Le seul moment de l'histoire du PCR qui est considéré par Frunză positivement par rapport à l'histoire de la Roumanie, est la séparation des intérêts politiques et économiques de l'URSS, entamée par Gheorghiu-Dej au début des années 1960. D'ailleurs, à côté de Gheorghe Cristescu, le premier secrétaire général du parti, Gheorghiu-Dej est le seul leader communiste auquel l'auteur de l' « Histoire du stalinisme en Roumanie » accorde des circonstances atténuantes. Il est le seul à bénéficier d'un jugement critique plus nuancé, prenant en considération « les côtés positifs et les côtés négatifs de sa personnalité ».[1049] D'une manière significativement différente, le regard critique sur le leadership de Nicolae Ceauşescu ne prend en considération aucune nuance positive. Le régime Ceauşescu est décrit comme un « malheur nationale »[1050] Pour Frunză, le nationalisme en grosses touches, pratiqué par le régime Ceauşescu n'est qu'une diversion destinée à soutenir le culte de la personnalité du leader et à masquer les vraies dimensions de la catastrophe nationale. Les résultats de cette politique, profondément nuisible pour la nation, qualifient en fait Ceauşescu « parmi les fiers continuateurs du Komintern » et réduisent sa résistance aux commandements politiques de Moscou à une autre diversion.[1051]

Cette vision de l'histoire du PCR et cette représentation du régime Ceauşescu comme « malheur infligé aux Roumains par les Roumains »[1052] se retrouve, avec peu de variations dans toutes les productions écrites de l'anticommunisme roumain. Une démonstration comme

---

exploite les sentiments nationaux des membres des partis communistes pour mieux les manipuler. *ibidem*, p. 59.

1047 *Ibidem*, p. 25-28.

1048 *Ibidem*, p. 29-32.

1049 *Ibidem*, pp. 458-462, Frunză estime que la politique des dernières années Dej a eu comme priorité la déstalinisation externe, c'est-à-dire le divorce de l'URSS dans les affaires étrangères, et la déstalinisation interne. L'auteur affirme : « Si Gheorghiu-Dej avait eu le temps de finir aussi cette deuxième direction de son programme, vers laquelle tous les signes indiquaient qu'il allait s'orienter, il aurait laissé une œuvre finie et serait entré dans l'histoire pardonné de beaucoup de ses péchés. ».

1050 *Ibidem*, p. 462. Le titre du chapitre qu'introduit l'histoire du régime Ceauşescu est lui-aussi suggestif: « Un malheur historique nommé *années-lumière*. ».

1051 *Ibidem*, p. 505.

1052 Cf. Paul Goma, *op.cit.*, p. 25.

celle de Victor Frunză est particulièrement importante dans l'économie de ce type de discours : elle sert à argumenter l'idée de l'impossible mariage entre l'idéologie communiste et la culture politique traditionnelle roumaine. Ainsi, on contredit la stratégie du PCR qui consiste à mettre un signe d'égalité entre le patriotisme et l'antisoviétisme[1053]. Et on affirme l'impossibilité pour le Parti de se légitimer devant la nation en utilisant de manière crédible les symboles de la solidarité nationale : les communistes roumains étant le produit d'une culture politique profondément étrangère à celle traditionnelle roumaine, leurs prétentions d'appartenance à la tradition nationale ne peuvent représenter qu'une diversion de la propagande, destinée à perpétuer le monopole politique du PCR en Roumanie.[1054]

L'affirmation d'une incompatibilité organique entre « roumanisme » et communisme est surtout avancée par les ex-membres de l'extrême droite roumaine, intégrés dans l'exil anticommuniste. L'un des représentants de cette orientation politique décrit l'idéologie communiste comme un « anti-éthos » de la spiritualité roumaine et affirme que les intellectuels qui soutiennent en Roumanie le régime du communisme nationaliste ne font pas parti du peuple roumain.[1055] En fait, la quasi-totalité de l'exil roumain, quelles que soient ses convictions politiques, est persuadée que le PCR n'a aucune chance de revendiquer légitimement son orientation nationale devant les Roumains. Le critique littéraire Ion Negoitescu, l'un des rares intellectuels roumains qui, en 1977, a ouvertement exprimé sa solidarité envers la protestation de Paul Goma, exilé à l'Ouest en 1983, adopte une position similaire dans sa première interview accordée à un journal occidental : « le parti communiste, qui a été apporté au pouvoir par des moyens violents, ne jouit d'aucune popularité [en Roumanie] ».[1056] Au-delà l'incapacité à comprendre les vraies dimensions et effets de la synthèse communisme-nationalisme dans la Roumanie de Ceauşescu – une incapacité qui

---

1053 Cf. à Gelu Ionescu, l'un des éditorialistes de la Radio Free Europe, « il ne suffit pas d'être antirusse pour devenir aussi patriote, dans le sens profond de ce terme ». Voir Gelu Ionescu, « 42 de ani - De la « rusificare » la « sovietizare » » [42 ans – De la « russification » à la « soviétisation »], in BDIC, *Radio Free Europe. Domestic Bloc*, no. 943, 27 août 1987. Ionescu affirme dans cette intervention que la dérussification de la Roumanie par le régime Ceauşescu a signifiée, de manière paradoxale, un renforcement du modèle politique soviétique appliqué en Roumanie.

1054 Protestant contre la tendance de la presse occidentale de traiter Nicolae Ceauşescu en produit typique de la culture politique roumaine, Paul Goma affirme ouvertement l'impossible adhésion du régime Ceauşescu à la substance du « roumanisme ». Cf. Paul Goma, « Frunză verde…minerală » [Feuille verte…minérale], in BDIC, *Radio Free Europe. Domestic Bloc*, no. 855, 25 avril 1986.

1055 Cf. Horia Stamatu, « Câteva gânduri despre ethos » [Quelques réflexions sur l'éthos], in *Limite* [Limites], no. 16, juillet 1974, pp. 5-7. Horia Stamatu fait partie de la première génération d'exilés roumains : membre du Mouvement Légionnaire, il quitte la Roumanie pour l'Allemagne en 1941, après la rébellion des légionnaires contre le maréchal Ion Antonescu. Après 1944, établi à Freiburg, il intègre, tout comme la plupart des ex-membres de la Garde de Fer, les rangs de l'exil roumain anticommuniste et devient une présence constante dans les publications roumaines à l'étranger. Cf. Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 632-636.

1056 Cf. « Un interviu al lui Ion Negoiţescu » [Un interview de Ion Negoiţescu], in *Limite* [Limites], no. 42-43, mars 1984, p. 9. Pour la biographie de Negoiţescu, voir Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 526-531.

résulte sans équivoque tant du discours de l'exil anticommuniste que du celui des dissidents à l'intérieur du pays – cette attitude représente avant tout un mécanisme de défense de la nation face à la contamination de l'idéologie communiste. Il s'agit d'une construction tout aussi utopique que celle de la « nation socialiste », puisqu'elle a la tendance de traiter comme une « parenthèse de l'histoire » toute une étape de l'évolution de la civilisation roumaine.[1057]

III.2.b. L'Age d'or de la Nation : la nostalgie de la Grande Roumanie

La perception du régime communiste comme parenthèse de l'histoire de la Roumanie est directement liée à un deuxième trait de l'anticommunisme roumain : la nostalgie de la Grande Roumanie comme projection d'un pays idéal dont l'évolution positive a été interrompue par le communisme. Le point de contact entre l'idéologie nationaliste du régime Ceauşescu et la représentation de la nation roumaine telle qu'elle est construite par l'anticommunisme roumain est constitué par l'image idéalisée de la génération de 1927. La fascination pour les personnalités et les œuvres de Mircea Eliade et Constantin Noica se manifeste d'une manière évidente autant parmi les dissidents[1058] que chez les exilés roumains. Les polémiques concernant les attitudes politiques controversées des deux personnages, plus animées dans le cas de Noica à cause de sa relation ambiguë avec le régime communiste, n'arrivent pas à surclasser le culte de leurs réalisations en tant que représentants d'une époque glorieuse de la spiritualité roumaine.[1059] Les efforts réalisés par la propagande du régime Ceauşescu pour annexer la réputation internationale d'Eliade et utiliser l'influence de Noica dans les milieux intellectuels de l'exil roumain ont contribué à créer un effet paradoxal dans les milieux culturels roumains : des intellectuels appartenant à des courants différents, ayant des attitudes parfois opposées à l'égard du régime communiste de Roumanie, sympathisants ou ennemis du protochronisme agissent tous sous l'empire de la fascination pour la génération

---

1057 Sur le succès dans l'historiographie roumaine postcommuniste de ce courant de pensée qui tend à considérer le communisme comme « une glaciation de l'histoire », voir Catherine Durandin, « A la poursuite de l'histoire en Roumanie après 1989 », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, no. 36, volume 36, 1992, surtout pp. 61-62.

1058 Voir à ce propos les considérations du dissident Dan Petrescu, in Liviu Cangeopol, Dan Petrescu, *op.cit.*, p. 127-128: « …En effet, quand je pense à une Roumanie idéale, il me vient à l'esprit l'image de la Roumanie de l'entre-deux-guerres, comme j'ai pu la reconstituer, donc un peu idéalisée ; mais, de ce que je sais, je ne suis pas le seul qui regarde dans le passé[…] Quand il intervient dans notre vie sociopolitique même pour une promission de normalisation, nous essayons tous de relier les choses au point où elles ont été rompues, de nous reconnecter à la période de « normalité » la plus proche de notre histoire en éliminant comme erreur la « boucle » totalitaire où nous avons été attirés par le Grand Frère de l'Est » (La traduction du roumain nous appartient).

1059 Doina Cornea considère, par exemple, que la sympathie de Mircea Eliade pour l'idéologie extrémiste de la Garde de Fer n'a pas vraiment influencé la pensée et les écrits du philosophe. Cf. Doina Cornea, *op. cit.*, p. 45. A l'égard de Noica, la dissidente a une opinion plus réticente à cause de son attitude passive dans la relation avec le régime communiste. Voir *ibidem*, pp. 51-54.

d'Eliade, Cioran et Noica, qu'ils voient comme l'incarnation de la période dorée de la culture nationale roumaine.

Les implications de ce phénomène dans la culture politique de la Roumanie postcommuniste sont constatées par Vladimir Tismăneanu et Dan Pavel. Ils remarquent l'impact de la génération de 1927 dans la recomposition de la société civile roumaine des années 1990. Leur étude décrit la manière dont l'image idéalisée du nationalisme culturel de l'entre-deux-guerres a contribué à la résurgence de l'extrémisme nationaliste après la chute du régime Ceauşescu. [1060] Les deux auteurs se limitent à une explication visant exclusivement les ambiguïtés de la récupération par le régime Ceauşescu des valeurs et des idées de la génération de 1927. Il s'agit, plus précisément, de l'utilisation du nationalisme culturel de l'entre-deux-guerres pour renforcer l'idéologie du communisme nationaliste et le culte de la personnalité de Ceauşescu.[1061] On remarque le changement de signification assignée à la récupération de la génération de 1927 au cours du passage du communisme au postcommunisme : tandis que le régime Ceauşescu a exploité de manière subreptice son « modernisme réactionnaire », la mémoire de la génération de 1927 fonctionne après la chute du communisme comme vecteur de l'anticommunisme et pourvoyeur de symboles pour une nouvelle mythologie anticommuniste.[1062] Cette influence d'une culture politique illustrée par la génération de 1927 dans la Roumanie postcommuniste est interprétée comme expression directe du succès de l'idéologie du communisme nationaliste. Tismăneanu et Pavel n'arrivent pourtant pas à saisir un deuxième aspect, complémentaire du premier et qui, à notre avis, est décisif pour comprendre précisément les dimensions de l'influence de la génération de 1927 dans le postcommunisme roumain. Mise à part sa récupération par le régime Ceauşescu, à l'aide de mécanismes du discours implicite que nous avons décrit ci-dessus, l'idéologie de la génération d'Eliade et Noica constitue l'un des axes principaux et un moyen important de légitimation dans le discours de l'anticommunisme roumain bien avant décembre 1989. Ainsi, ce que les deux auteurs décrivent dans le cas des intellectuels roumains après la chute du régime Ceauşescu, comme réaction d'autodéfense d'une identité professionnelle menacée par

---

1060 Voir Vladimir Tismăneanu, Dan Pavel, *op.cit.*, pp. 402-438.

1061 Cf. *ibidem*, pp. 402-403: « En dépit de son orientation socialiste, la doctrine Ceauşescu a incorporé des importants éléments d'origine légionnaire, surtout en ce qui concerne l'insistance sur le rôle prédestiné de la nation roumaine. […] Les thèmes de la gauche radicale et ceux de la droite radicale sont réunis dans cette mythologie excentrique, similaire à la glorification senderienne du « socialisme Inca » ou au terrorisme atavique des Khmers Rouges» (Notre traduction de l'anglais. La version originale: « Its socialist profession of faith notwithstanding, Ceauşescu's doctrine incorporated significant elements of the Legionary creed, especially in the emphasis on the Romanian nation's predestined role. […]Radical left and radical right themes merged in this eccentric mythology in ways similar to the Senderista glorification of « Inca socialism » or the atavistic terrorism of the Khmer Rouge regime »).

1062 Cf. *ibidem*, p. 413.

la confusion des valeurs à l'intérieur d'une société bouleversée[1063], fonctionne déjà d'une manière analogue dans la Roumanie des années 1970-1980.

Cette hypothèse est renforcée par l'analyse des discours des personnalités les plus représentatives de l'anticommunisme roumain. Par exemple en 1987, dans une de ses interventions à la Radio Free Europe, Monica Lovinescu affirme que la présence de Noica dans la vie culturelle de la Roumanie communiste, complémentaire à la présence d'Eliade, Cioran et Ionesco dans celle européenne représente la seule chance de la culture roumaine dans la traversée du désert communiste.[1064] Malgré leur désaccord avec Noica, intervenu vers la fin des années 1980 à cause de la position de ce dernier dans sa relation avec le régime Ceauşescu[1065], Monica Lovinescu et son mari, Virgil Ierunca sont les promoteurs les plus actifs des deux disciples de Păltiniş, Gabriel Liiceanu et Andrei Pleşu, qu'ils regardent comme les héritiers culturels de la génération de 1927.

L'emprise de la génération d'Eliade – et surtout d'Eliade lui-même – sur les convictions des intellectuels dissidents agissant à l'intérieur de la Roumanie est encore plus simple à déceler. Un cas exemplaire de ce point de vue est celui de Doina Cornea qui admet que les écrits du philosophe ont façonné d'une manière décisive sa propre formation intellectuelle et ses jugements sur la situation politique de la Roumanie communiste.[1066] Cornea confie son admiration de toute la génération intellectuelle de l'entre-deux-guerres qu'elle considère, tout comme Monica Lovinescu, comme le seul agent crédible et compétitif de la culture roumaine à l'intérieur de celle européenne.[1067] Cornea n'accorde pas une vraie importance aux sympathies pour l'extrême droite manifestées par une bonne partie de la génération de 1927. Son jugement éthique à l'égard de Mircea Eliade passe vite sur les opinions politiques du philosophe, qu'elle estime n'avoir pas influencé d'une manière décisive ses ouvrages les plus importants. Plus encore, Cornea estime nécessaire d'opérer une

---

1063 Cf. *ibidem*, p. 408.

1064 Cf. Monica Lovinescu, *op. cit.*, tome VI, p. 351. Pour Lovinescu, Noica et son école de Păltiniş sont « le seul noyau de pensée vivante dans un océan de la pensée morte » (La traduction du roumain nous appartient).

1065 Voir à ce propos un texte de Virgil Ierunca, lu à la Radio « Free Europe » en octobre 1987, critiquant l'antioccidentalisme de Noica comme forme de collaborationnisme avec le régime Ceauşescu. Virgil Ierunca, *op. cit.*, pp. 265-271.

1066 Cf. Doina Cornea, *op. cit.*, pp. 37-46.

1067 Cf. *ibidem*, p. 59. Voir aussi p. 258-259, l'un des textes de Doina Cornea, diffusé à la Radio « Free Europe » à l'automne 1989, où elle fait une comparaison entre le manque de sens éthique des intellectuels roumains sous le régime Ceauşescu et le haut sens éthique de la génération de 1927 : « Quand je pense à des intellectuels de la vieille génération, comme l'historien Gheorghe Brătianu, Mircea Vulcănescu, Vasile Voiculescu, mais aussi des personnalités de la science, des hommes politiques, des prêtres vénérables – qui ont préféré la prison ou même la mort plutôt que de trahir leurs convictions – je constate que chez eux la pensée, l'action et le mot n'étaient qu'un, ce qui les élève à un tout autre niveau humain et intellectuel que ceux que nous nommons de nos jours 'intellectuels de l'élite' .» (La traduction du roumain nous appartient).

séparation nette entre le jugement de valeur concernant les réalisations de la génération d'Eliade dans la culture roumaine de l'entre-deux-guerres et les attitudes politiques de la même génération[1068], ce qui contrevient à ses propres assertions sur le manque de sens éthique des intellectuels roumains sous le régime Ceaușescu. Cette pirouette intellectuelle permet de neutraliser les opinions voire le prosélytisme fasciste et antisémite des intellectuels dont elle se revendique. Il s'agit simplement d'un négationnisme obligé par une nécessité de cohérence idéologique dans les logiques sous-jacentes de luttes politiques.

Ces représentations de la génération intellectuelle de l'entre-deux-guerres comme étalon de la spiritualité roumaine ont un complément dans l'image de l'Etat national roumain en tant que construction politique équilibrée, détruite par l'instauration du pouvoir communiste. L'un des rédacteurs roumains les plus influents de la Radio Free Europe, Șerban Orescu[1069], dresse le tableau idéalisé de la démocratie roumaine tuée par le communisme :

« Dans cette intervalle [1859-1938], comprenant moins de trois générations, on a développé à l'abri des institutions démocratiques un esprit civique remarquable. L'enseignement et l'Eglise ont contribué eux-aussi à l'assainissement moral d'une société longtemps dominée par des mœurs byzantines. Quant aux relations entre les individus, elles se caractérisaient par l'aménité et la douceur. Le sentiment de vivre dans un Etat de droit, où les droits individuels étaient défendus par la justice, a fait que, dans une période historique courte, l'homme, quelque soit sa condition, retrouvasse le sentiment de dignité, réprimé par les siècles de domination ottomane. »[1070]

1068 Cf. *ibidem*, pp. 44-45: « Tout ce que je sais [sur la Garde de Fer], je l'ai appris des mémoires de Mircea Eliade qui distingue deux périodes : l'une non-violente et mystique qui cesse à l'arrestation de Corneliu-Zelea Codreanu, le chef de la Garde, l'autre qui a dégénéré en violence politique. A ses débuts, la Garde de Fer a bénéficié de l'adhésion de certains jeunes intellectuels roumains : il y a eu des grands poètes qui y ont adhéré et il serait dommage de ne pas leur mettre en valeur l'œuvre poétique. Quant à Eliade, je ne suis pas sûre mais je pense que l'influence de la Garde de Fer sur sa pensée n'a pas été importante. Je ne crois pas ! » (La traduction du roumain nous appartient).

1069 Né en 1925, fils d'un membre du Parti National Libéral et neveu de l'architecte qui a projeté l'Université de Bucarest, l'ingénieur Șerban Orescu quitte la Roumanie en 1978, s'établit en République Fédérale d'Allemagne et devient membre du Cercle Démocrate des Roumains constitué à Cologne. En 1979, il devient rédacteur à la section roumaine de la Radio « Free Europe », chargé des analyses économiques. L'écho de ses émissions à la Radio « Free Europe » est suffisamment important attirer l'intérêt de la Securitate qui essaie à plusieurs reprises de le compromettre en recourant à l'histoire de sa famille. Cf. Mihai Pelin, *Opisul emigrației politice…op.cit.*, pp. 242-242. Actuellement, Șerban Orescu est éditorialiste du journal roumain *Ziua* [La Journée]. Voir aussi l'interview de Șerban Orescu dans le journal *România liberă* [La Roumanie libre], le 31 octobre 2006, consulté à l'adresse url http://www.romanialibera.com/articole/articol.php?care=3746, le 5 avril 2008.

1070 Șerban Orescu, « De la criza economică la criza morală » [De la crise économique à la crise morale], in BDIC, *Radio Free Europe. Domestic Bloc*, no. 833, le 26 mars 1986. La traduction du roumain nous appartient.

Malgré cette nostalgie de l'esprit civique détruit par une succession de régimes dictatoriaux, l'admiration pour la génération de 1927 va de pair, pour l'anticommunisme roumain tout comme pour ses ennemis, les représentants du groupe de « Săptămâna », avec l'idéalisation de son esprit tutélaire, le philosophe Nae Ionescu.[1071] Sa proximité de l'idéologie extrémiste de la Garde de Fer bénéficie du même traitement que les avatars politiques de ses disciples, Eliade, Cioran et Noica. Elle est discrètement occultée, étant considérée comme insignifiante par rapport à la valeur de leurs œuvres intellectuelles. Dans les périodiques les plus influents de l'exil roumain[1072], ainsi que dans les écrits des dissidents à l'intérieur du régime Ceauşescu, la fascination pour le modèle culturel illustré par cette génération n'a donc pas la chance d'être accompagnée d'un vrai jugement critique sur le modèle politique qu'elle a supporté, en l'occurrence celui de l'extrême droite.

Le retour dans le passé nationaliste à la recherche de fondements pour la construction d'une nouvelle communauté des citoyens situe l'anticommunisme roumain dans le même paradigme idéologique que nous avons décrit dans le cas du régime Ceauşescu. Il existe une racine commune qui constitue le référentiel tant pour les communistes que pour les anticommunistes : la culture politique roumaine de l'entre-deux-guerres, interprétée à l'aide de grilles symboliques différentes, utilisée dans des buts politiques opposés mais qui engendre plus d'un effet commun au niveau de la communauté roumaine tant dans le communisme que dans le postcommunisme. En ce qui suit, on analysera les effets les plus importants de ce refuge dans l'image idéalisée de la Grande Roumanie pour l'évolution du discours anticommuniste, notamment au niveau des similitudes entre les interprétations de l'histoire de la nation roumaine par l'anticommunisme roumain et celles offertes par le discours explicite et implicite du régime Ceauşescu.

1071 Voir, par exemple, un article élogieux de Vladimir Ionescu, « Nae Ionescu », in *Ethos*, no. 3, 1982, pp. 276-279. A propos de la sympathie de Nae Ionescu pour la Garde de Fer, cet auteur note : « Mais sa liaison ultérieure avec la Garde de Fer, on pourrait me demander ? C'est une affaire ténébreuse qui dépasse le cadre de cette évocation. Avait-il à payer une félonie ? Peut-être. Quand il promettait son soutien aux légionnaires, ce soutien ne valait plus grande chose sur le plan strictement politique. Car il avait perdu sa position auprès du roi Charles le IIe et il était regardé comme l'ennemi de ce dernier. Ainsi il a connu plusieurs fois la prison. Détenu sans procès et libéré également sans procès, c'est-à-dire sans la moindre procédure judiciaire. Quelle expérience terrible et à la fois féconde a dû être pour lui cette dernière, sinistre aventure qui, en lui ruinant la santé, a définitivement scellé son destin ! » ; cf. *ibidem*, p. 278. (La traduction du roumain nous appartient).

1072 Voir, par exemple, Cicerone Poghirc, « Limbă şi credinţă la români » [Langue et croyance aux Roumains], in *Lupta* [Le Combat], no. 78, 22 avril 1987, un article qui situe Nae Ionescu dans le lignage des grands philosophes roumains. L'une des publications les plus combatives de l'exil roumain anticommuniste à Paris, *Lupta* [Le Combat] paraît, sous la direction de Mihai Korné, dès 1983 jusqu'en 1998, avec des pages en roumain et en français. Même si ses tirages sont plutôt modestes, la revue est très populaire dans les milieux des exilés roumains ; cf. Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 476-480. Déjà dit non ?

Le mythe de l'Yalta

Suivant les mêmes mécanismes psychologiques que la représentation du PCR comme corps étranger à la nation roumaine, le mythe de Yalta, comme axe de séparation symbolique entre l'histoire d'une Roumanie démocratique et celle d'une Roumanie prisonnière du totalitarisme communiste, est l'un des axes principaux autour desquels se construit le discours anticommuniste roumain. Le sens tragique que l'Est communisé attribue à cet événement historique est décrite par l'historien Vlad Georgescu dans une intervention à la Radio Free Europe, en mars 1985 :

« En février 1945, la Roumanie a reçu avec joie et avec espoir, les résultats de la rencontre de Yalta. […] Personne ne pensait que les Russes allez y rester pour longtemps et que leurs complices, les moins de mille communistes d'août 1944, pour la plupart des ennemis de l'intérêt national roumain, allaient avoir un rôle si important à jouer. […] Dès le printemps 1945, Yalta a changé de signification : du symbole de l'espoir, à celui de la trahison, de la félonie, du partage forcé en zones d'influence, de la domination soviétique et communiste sur des pays et des peuples qui ont toujours voulu faire partie de l'Europe, qui avaient lutté dans la guerre pour vaincre toute barbarie et non pas pour le remplacement d'une barbarie par une autre. »[1073]

Cette image de Yalta comme symbole de la trahison des grands pouvoirs européens et du martyr des petites nations de l'Est est avancée de la même manière par les dissidents à l'intérieur de la Roumanie. Dans une intervention auprès d'un colloque des écrivains européens à Berlin ouest, Dan Petrescu mentionne « le partage de Yalta » comme la revanche d'une « périphérie de la mentalité européenne » – représentée dans ce cas par la Russie soviétique – par rapport au « centre », la civilisation occidentale.[1074] L'exil roumain anticommuniste est en 1984 aux premiers rangs du débat sur l'impact de Yalta comme « symbole de l'abandon de l'Europe du Centre et de l'Est »[1075], organisé à Paris par la Résistance Internationale – Département Europe. Mais pour eux, qui s'estiment des victimes

1073 Cf. Vlad Georgescu, *op.cit.*, pp. 113-114. (La traduction du roumain nous appartient).

1074 Cf. Dan Petrescu, « Şi dacă într-o bună zi vă veţi apuca să demolaţi zidul, voi fi cu dumneavoastră » [Et si un jour vous démoliraient le mur, je serai avec vous], in *Lupta* [Le Combat], no. 104, 7 juillet 1988, p. 4. Voir aussi Dan Petrescu, Liviu Cangeopol, *op. cit.*, pp. 251-257, où est repris intégralement le texte de la lettre et Dan Petrescu ajoute des précisions sur le contexte de sa rédaction : empêché par les autorités communiste de Roumanie de participer à la conférence, il a décidé d'y envoyer cette lettre qui a été ultérieurement diffusée à la Radio « Free Europe » et à la « Voice of America ».

1075 Cf. *Lupta* [Le Combat], no. 18, 7 juin 1984, pp. 1-2.

directes de la « division entre liberté et totalitarisme »[1076], des appels comme celui de François Mitterrand, invitant l'Europe à sortir de Yalta engendrent plutôt le scepticisme.[1077]

A propos de Yalta, la représentation de la nation roumaine comme victime des grands pouvoirs nous amène une fois de plus aux rapprochements entre les thèmes récurrents du discours anticommuniste et celle du régime Ceauşescu. De ce point de vue, l'étude d'un ouvrage représentatif pour le sujet, appartenant à un représentant de l'exil roumain, Nicolae Baciu, nous semble très significative.

L'avocat Nicolae Baciu fait partie de la première génération d'exilés roumains. A la fin de la deuxième guerre mondiale, il participe en tant que conseiller juridique à la Commission roumaine pour l'application de l'armistice. Eliminé du barreau roumain en 1948, il réussit à quitter le pays une année plus tard pour se réfugier d'abord à Paris et ultérieurement aux Etats-Unis.[1078] Dès les premières années de son exil, Baciu se montre particulièrement actif dans les cercles des réfugiés est-européens. En 1951, il publie en France un livre racontant son expérience de quelques mois dans les prisons communistes de Roumanie et dans celles de Yougoslavie.[1079] Le livre connaît un certain succès, des chapitres entiers étant repris dans des journaux tels que « Le Monde » et la « Gazette de Lausanne ».[1080] En 1957, son auteur, employé entre temps par la section roumaine de la Radio Free Europe, obtient la citoyenneté américaine. Entre la fin des années 1950 et l'année 1983, Nicolae Baciu est une présence plutôt discrète dans l'exil roumain. Mais en 1983, il fait un retour en force au premier plan du combat politique en publiant un nouveau livre, rédigé cette fois en roumain et intitulé *Yalta şi crucificarea României* (« Yalta et la crucifixion de la Roumanie ») aux Editions Europa de Rome, donc sous le patronage financier de Iosif Constantin Drăgan. Dans les annexes du livre, Baciu rajoute une partie des articles qu'il a publiée, entre 1951 et 1983, dans des journaux américains, dans les journaux de l'exil roumain mais surtout, à partir des années 1970, dans la revue « Europa şi neamul românesc » (« L'Europe et le peuple roumain »), financée elle-aussi par Iosif Constantin Drăgan.

Dans son livre, Nicolae Baciu se propose de prouver, à l'aide de « documents ultrasecrets provenant des archives de Washington et Londres »[1081], ce qui représente déjà un lieu commun dans l'imaginaire de l'exil roumain anticommuniste : la Roumanie, comme

---

1076 *Ibidem*, p. 1.

1077 Cf. Vlad Georgescu, *op. cit.*, p. 115: « C'est bon de savoir que les leaders du monde libre pensent de cette manière. Mais les mots seuls ne peuvent pas redonner aux nations est-européennes la liberté dont elles ont besoin pour se développer. » (La traduction du roumain nous appartient).

1078 Cf. Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 63-64.

1079 Nicolae Baciu, *Des géôles d'Ana Pauker aux prisons de Tito*, Paris, Le Livre Contemporaine, 1951.

1080 *Ibidem*, p. 63.

1081 *Idem*, *Yalta şi crucificarea României …op.cit.*, p. 14

l'Europe de l'Est toute entière, a été vendue aux Soviétiques à Yalta par les représentants des grands pouvoirs occidentaux, Churchill et Roosevelt. Ce n'est pas donc la thèse de départ qui fait la curiosité de ce livre, mais l'argumentaire utilisé par son auteur. Cet argumentaire est largement tributaire de l'imaginaire nationaliste véhiculée au niveau du discours implicite du régime Ceaușescu : l'image d'un peuple roumain chrétien, donc partie légitime de l'Europe civilisée, conscient de sa mission historique et seul défenseur de la civilisation occidentale[1082], qui sacrifice sa propre civilisation et sa prospérité ; l'Etat-national roumain, point culminant de l'essor de la civilisation roumaine, détruit par les intérêts égoïstes des grands pouvoirs ; l'image d'Ion Antonescu en tant que patriote visionnaire, dernier défenseur de l'intérêt national et victime innocente d'un régime antinationale.[1083]

L'écho de ce livre dans l'exil roumain anticommuniste ne peut être estimé que de manière intuitive. A en juger d'après le silence de la Radio Free Europe, les milieux ayant un engagement du côté des Etats-Unis et dépendants du financement américain ont choisi d'éviter tout commentaire, soit-il laudatif ou critique. Dans un contexte marqué par une prudence politique parfois excessive, des relations parfois tendues et des opinions souvent différentes des employés roumains de la Radio Free Europe par rapport au staff américain de la radio[1084], ce silence ambivalent peut signifier tant un refus du dialogue avec un personnage de l'exil roumain probablement gagné par la Securitate que le refus d'engager une critique directe à l'égard de ce genre de démarche. Dans les milieux de l'exil roumain qui ne se sont pas directement dépendants des financements américains, la thèse du livre de Baciu reçoit des commentaires plutôt favorables. On l'apprend d'une correspondance entre Vasile Dumitrescu, éditeur en Allemagne de l'Ouest d'un journal en roumain, « Curentul » (« L'Actuel ») et Nicolae Baciu.[1085] En novembre 1983, un compte-rendu de *Yalta şi crucificarea României*, rédigé par Victor Frunză et publié par « Curentul », ne remet pas en question l'argumentaire

---

1082 *Ibidem*, p. 17: « Comme le granite des Carpates, le peuple roumain a courageusement affronté toutes les coupes injustes du destin. Il n'a pas bougé et n'a pas agenouillé même quand il a été frappé avec félonie et enchaîné. Conscient de sa valeur nationale et de sa mission universelle, le peuple roumain a été la brave sentinelle de l'Europe chrétienne, civilisé et ingrate, devant le péril qui la menaçait à l'Est. » (La traduction du roumain nous appartient).

1083 Cf. *ibidem*, pp. 21-22 : « Et pourtant, en menant une guerre de légitime défense nationale, le maréchal Antonescu n'avait-il le support du peuple entier ? N'était-il, dans cette guerre de libération de nos frères du joug russe, la conscience du peuple entier ? Pouvait-il, le Maréchal, en évitant les erreurs qu'on lui reproche, mener une autre politique et changer les destin de la Roumanie ?[…] Le destin de la Roumanie a été décidé indépendamment de la politique faite ou qu'il aurait pu faire, le maréchal Antonescu. Le destin de la Roumanie a été dans les mains de Franklin Delano Roosevelt et Winston Churchill. » (La traduction du roumain nous appartient).

1084 Voir à ce propos, le témoignage de Robert de Fler, *op. cit.*, pp. 200-203, concernant la position des responsables américains de la radio dans la question de la Bessarabie, considérée comme « sujet tabou ».

1085 Cf. Vasile Dumitrescu, *op. cit.*, pp. 208-217 et 220-228.

ou les conclusions du livre, mais critique son « manque de rigueur scientifique ».[1086] Le modèle qu'on lui oppose est le livre d'Aurică Simion qui, estime Frunză, a réussi à démontrer, dès 1979 et d'une manière plus convaincante, la même hypothèse.[1087] De la correspondance entre Vasile Dumitrescu et Nicolae Baciu, on apprend que d'autres représentants de l'exil roumain ont remarqué « la connivence » entre les opinions avancées par Baciu et celles promues par la propagande du régime Ceauşescu mais « sans mettre en question la sincérité de ces opinions ».[1088] Dans l'un des périodiques de l'exil roumain, « Stindardul » [L'étendard][1089], publié en Autriche, un autre compte-rendu souligne la présence « d'informations si précieuses » utilisées pour « atteler l'exil roumain à un cheval troyen ».[1090]

Ion Antonescu et le mythe du martyr anticommuniste

Les représentations construites autour du mythe de Yalta sont directement liées à l'image d'Ion Antonescu dans l'exil roumain anticommuniste. La valeur symbolique assignée au régime Antonescu dans la mythologie de l'anticommunisme roumain présente un parallélisme évident avec la manière dont on utilise la mémoire de la génération de 1927 : tandis que le régime Ceauşescu récupère exclusivement la dimension patriotique voire nationaliste du personnage, pour ses adversaires le même patriotisme a une signification surtout à cause de son orientation anticommuniste. Les communistes attribuent à la figure d'Ion Antonescu une valeur symbolique qui transcende la césure idéologique entre son régime d'extrême droite et le régime communiste lui-même pour montrer que les grands patriotes sont toujours, dans n'importe quelles circonstances historiques, des vecteurs de l'essor national. Cette interprétation leur est convenable pour inclure le culte de Nicolae Ceauşescu dans la filiation légitime des grands héros de la nation. Dans une perspective inverse, le discours anticommuniste insiste surtout sur les convictions antisoviétiques et anticommunistes du Maréchal Antonescu, présenté comme un combattant contre la destruction de la Grande Roumanie par l'Armée Rouge et un martyr de la lutte contre le communisme. On procède ainsi à la dé-légitimation de la mythologie officielle du régime Ceauşescu, qu'on décrit

1086 *Ibidem*, p. 213.
1087 *Ibidem*, pp. 214-215.
1088 *Ibidem*, p. 221.
1089 Cf. à Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 636-639, ce journal, publié à Innsbruck par Eugen Lozovan, ancien secrétaire de l'Institut Français de Bucarest, émigré en 1950, se proposait de « replacer à la place qu'elle mérite – sur l'autel de la Patrie - l'icône dorée du soldat et du martyre Ion Antonescu » (La traduction du roumain nous appartient).
1090 Cf. *Stindardul* [Le Drapeau], no. 150, novembre 1983. Voir aussi Vasile Dumitrescu, *op. cit.*, p. 222

comme une manière de voler les symboles légitimes de la communauté nationale roumaine.[1091]

Le point de départ de notre analyse sur l'utilisation de l'image d'Antonescu dans le discours anticommuniste roumain repose sur une réflexion de Mark Temple concernant les avatars du même personnage dans les combats politiques de la Roumanie postcommuniste.[1092] Temple constate que les interprétations données aux événements du 23 août 1944, c'est-à-dire à la chute d'Antonescu, varient en fonction de l'orientation politique de ceux qui utilisent ces interprétations : le Maréchal est considéré comme le traître du roi Michel et un criminel de guerre par les héritier des partis historiques (national-libéral et national-paysan) tandis que les anciens communistes et leurs alliés d'extrême droite, fervents adeptes de la réhabilitation politique d'Ion Antonescu, estiment en revanche que le roi Michel a trahi Antonescu et que ce dernier a été un martyr de l'idéal national.[1093] En gardant certaines proportions et sans négliger les différences de contexte politique, on a pu tester la pertinence de cette remarque dans le discours de l'exil roumain anticommuniste avant 1989. Comme nous allons essayer de le démontrer, les différentes perceptions et interprétations du régime Antonescu varient, surtout parmi les exilés roumains de la première génération, en fonction des positions politiques qu'ils avaient défendues avant leur exil.

Il existe aussi un deuxième trait significatif du débat sur Antonescu dans le discours de l'exil roumain anticommuniste. Il est lancé dans la presse de langue roumaine publiée à l'étranger au moment même où apparaissent en Roumanie les premiers signes d'un intérêt pour le personnage et notamment les premières manifestations de sa réhabilitation semi-officielle au niveau du discours implicite promulgué par le pouvoir. Même s'il ne s'agit pas d'un dialogue explicitement assumé, il existe tout de même une correspondance entre les préoccupations et les idées véhiculées à l'intérieur du pays et celles manifestées par les milieux des exilés roumains. Cette correspondance devient évidente à l'occasion de certains événements culturels, encouragés par le régime Ceauşescu mais qui – étant donnée la censure omniprésente dans la vie intellectuelle roumaine – n'arrivent jamais à dépasser le niveau du discours implicite à l'intérieur du pays. Au contraire, ils trouvent un écho remarquable dans

---

1091 Cette interprétation donnée aux manifestations publiques du communisme nationaliste s'appuyant sur l'utilisation des vieux symboles du nationalisme roumain est assez fréquente au niveau du discours anticommuniste. Par exemple, dans un article comparant les célébrations de l'union des Principautés roumaines, organisées à Bucarest et dans l'exil roumain, un représentant de l'exil utilise l'expression de « fête expropriée » pour décrire la manière dont le régime Ceauşescu s'est emparé des symboles de la cohésion nationale. Voir Constantin Mareş, « Sărbătoarea Unirii de la Heidelberg » [La fête de l'Union à Heidelberg], in *Lupta* [Le Combat], no. 11, 22 février 1984, p. 7.

1092 Voir Mark Temple, « The Politicization of History: Marshal Antonescu and Romania », in *East European Politics and Societies*, tome 10, no. 3, automne 1996, pp. 457-502.

1093 *Ibidem*, p. 496.

l'exil. Un exemple à ce propos est le livre d'un historien américain, Larry L. Watts qui, dans les années 1980, bénéficie du soutien du régime Ceauşescu pour rédiger une monographie du régime Antonescu.[1094] Pour la documentation de ce livre, Watts est autorisé à visiter la Roumanie et à étudier des documents des archives roumaines, habituellement interdites au public. On lui permet de contacter des historiens roumains et il établit des relations assez étroites avec le groupe d'Ilie Ceauşescu.[1095] De plus, il obtient la permission de réaliser des entretiens avec des anciens militaires roumains, proches et admirateurs d'Antonescu. Si le livre proprement dit est paru seulement après la chute du régime Ceauşescu, un volume d'entretiens réalisés par Watts avec un officier anonyme[1096], ancien membre du cabinet militaire d'Antonescu paraît, en 1985, dans une maison d'édition d'un Roumain exilé en Allemagne, Ion Dumitru. Dumitru est aussi l'éditeur de Vlad Georgescu, le directeur de la section roumaine à la radio Free Europe. Il est connu dans les milieux de l'exil roumain parce qu'il finance volontiers la publication de livres concernant l'histoire de la Roumanie. C'est ainsi que ce premier ouvrage de Larry L. Watts est connu dans l'exil roumain anticommuniste et donne lieu à une vraie polémique dans les journaux roumains publiés à l'étranger. Un premier compte-rendu, appartenant à Vlad Stolojan et publié dans le journal « Lupta/Le Combat »[1097], est plutôt modéré dans sa tonalité.[1098] Stolojan[1099], qui appartient de la

---

1094 Son livre est paru en anglais en 1993. Cf. Larry L. Watts, *Romanian Cassandra: Ion Antonescu and the Struggle for Reform. 1916-1941*, New York, Boulder, Colombia, East European Monographs, 1993. Simultanément, il est traduit en roumain : *Idem*, *O Casandră a României. Ion Antonescu şi lupta pentru reformă. 1916-1941*, Bucarest, Editions Fundaţiei Culturale Române, 1993.

1095 Pour une analyse du contexte dans lequel Larry L. Watts a rédiger son livre, voir le compte-rendu d'Irina Livezeanu « Romanian Cassandra: Ion Antonescu and the Struggle for Reform. 1916-1941 », in *Slavic Review*, tome 55, no. 3, automne, 1996, pp. 673-674.

1096 Il s'agit du colonel George Magherescu, ancien membre du Cabinet militaire d'Ion Antonescu, récupéré par le régime Ceauşescu et exploité comme source historique par le groupe de *Săptămâna*. Les témoignages de Magherescu n'ont pas été publiés en Roumanie avant décembre 1989, mais il a fourni des matériaux historiques pour les livres publiés à l'étranger avec le financement d'Iosif Constantin Drăgan. Voir à ce propos l'article « Cine e omul din geam » [Qui est l'homme à la fenêtre ?], in *Ziua* [La Journée], le 25 février 2005, consulté à l'adresse url http://www.ziua.ro/prt.php?id=170407&data=2005-02-25, le 28 avril 2008. Conformément au témoignage de l'historien Mihai Pelin, reproduit dans cet article, la monographie signée par Iosif Constantin Drăgan, *Mareşalul Antonescu şi războaiele de reîntregire* [Le Maréchal Antonescu et les guerres de réintégration], 4 volumes, publiés aux Editions Nagard/Venice entre 1986 et 1990 serait en fait l'œuvre de George Magherescu.

1097 Emigré en France en 1948, l'éditeur du journal *Lupta* [Le Combat], Mihail Korné, est le fils d'un général roumain, Radu Korné, ancien combattant dans l'armée d'Ion Antonescu, mort dans les prisons communistes. Cela explique l'intérêt particulier accordé par son journal aux débats concernant la mémoire du Maréchal.

1098 Cf. Vlad Stolojan, « În serviciul Mareşalului » [Au service du maréchal], in *Lupta* [Le Combat], no. 35 du 7 avril 1985, p. 4. Voir aussi le compte rendu au deuxième tome du livre de Larry L. Watts, *Idem*, « În serviciul Mareşalului-volumul II » [Au service du Maréchal – tome II], in *Lupta* [Le Combat], no. 51 du 21 janvier 1986, pp. 6-7. A la fin de ce deuxième article, Stolojan tire les conclusions du débat, des conclusions qui montrent la force de persuasion de ceux qui militaient dans l'exil roumain anticommuniste pour la réhabilitation d'Ion Antonescu : « Il est sûr que le texte de ces entretiens a été connu par la Securitate.[…] Il dépend de l'exil roumain de ne pas confondre la recherche de la vérité historique avec les questions politique actuelles ou à venir. […] Oui ! Le colonel M. et Larry L. Watts ont eu raison d'écrire ce livre. Le Maréchal Antonescu entre graduellement dans la légende à côté

deuxième génération d'exilés roumains anticommunistes, ne prend pas de position ouverte à l'égard de la sympathie manifeste de Watts pour la personnalité d'Antonescu. Il se déclare convaincu par l'honnêteté professionnelle de Larry L. Watts mais met en question les conditions dans lesquelles il a pu recueillir en Roumanie le témoignage d'un ex-officier du Cabinet Antonescu. Autrement dit, l'auteur du compte-rendu doute de la véracité des informations qui ont été fournies à Watts avec l'accord de la Securitate. En réplique à l'article de Stolojan, un ancien militaire de l'Armée du Maréchal, Mircea Petcu, répond avec un article critique à l'adresse de l' « officier anonyme » interrogé par Watts. Il accuse cet officier de mensonge et de vouloir nuire, sous le faux prétexte d'une réhabilitation d'Antonescu, à la mémoire du personnage. La conclusion de Petcu est significative pour la catégorie d'exilés qu'il représente : le Maréchal Antonescu a bien le droit à la réhabilitation mais les communistes roumains n'ont pas le droit de toucher à sa mémoire ni même pour le réhabiliter. Dans le même effort pour se légitimer en tant qu'héritiers légitimes de la mémoire du maréchal, les représentants de l'exil roumain organisent en 1986, à l'Eglise orthodoxe roumaine de Paris, mais aussi à Munich et Freiburg, des manifestations destinées à commémorer la date de son exécution par les communistes de Bucarest.[1100]

Moins pathétique dans ses interventions au sujet d'Ion Antonescu, le journal « Dialog », publié à Frankfort par le Cercle Démocratique des Roumains d'Allemagne, reprend lui-aussi l'écho des débats de « Lupta/Le Combat ». L'un des éditeurs de « Dialog », Ion Varlam, publie un article suivant un entretien avec Larry L. Watts où sont dévoilés les doutes de Watts lui-même sur la sincérité de ses sources bucarestoises.[1101] Mais le journal publie aussi un article appartenant à un proche du roi Michel, Mircea Ionniţiu, qui essaie de démonter les hypothèses concernant les intentions des Alliés de répondre aux propositions

---

d'Etienne le Grand cherchant à arrêter les hordes tatares. Le Maréchal a été le dernier chef de notre armée, il est mort comme un héros, face à l'ennemi, solidaire avec ses soldats. Ils dorment ensemble le sommeil éternel sans tombe et sans croix. Après eux, tout a été anéanti. » (La traduction du roumain nous appartient).

1099 Né en 1913, neveu d'un membre marquant du Parti National-Libéral mais sans avoir un engagement politique personnel avant 1944, l'ingénieur Vlad Stolojan a été, entre 1948 et 1961, plusieurs fois condamné pour ses tentatives de traverser sans autorisation la frontière de la Roumanie communiste dans le but de se réfugier à l'Ouest. En 1961, lui et sa femme, Sanda Stolojan, sont autorisés de quitter le pays après avoir été rançonnés par leur famille réfugiée en France. Cf. Mihai Pelin, *op. cit.*, p. 310

1100 Cf. *Lupta* [Le Combat], no, 59 du 22 mai 1986. Voir aussi l'article de Mircea Petcu, « Patruzeci de ani de la uciderea mareşalului Antonescu » [Quarante ans depuis l'assassinat du Maréchal Antonescu] in *Lupta* [Le Combat], in *ibidem*, p. 4 : « Sa mémoire [d'Ion Antonescu] restera éternelle et son courage et son grand patriotisme ont été reconnus même par les ennemis qui nous ont envahis. » (La traduction du roumain nous appartient)

1101 Cf. Ion Varlam, « Noi exploatări ale memorialisticii în scopul intoxicării exilului ? » [Nouvelles utilisation des mémoires pour intoxiquer l'exil?], in *Dialog* [Dialogue], no. 74, avril 1987, p. 16.

d'armistice faites par Antonescu.[1102] Partisan du roi, Ionniţiu soutient que l'arrestation d'Antonescu par le roi et l'armistice avec les Soviétique représentaient la seule solution pour éviter une défaite totale de l'armée roumaine et la destruction complète du pays par l'Armée Rouge.

De ce paysage polémique, la section roumaine de la radio Free Europe est une fois de plus quasi-absente pour une raison strictement politique : les dirigeants américains de la radio ne trouvent pas utiles de nourrir un débat autour du régime Antonescu ou de diffuser dans le public en Roumanie les idées véhiculées dans les milieux de l'exil roumain à l'Ouest.[1103] Les prises de position publiées dans les deux journaux, « Lupta/ Le Combat » et « Dialog », résument les attitudes de ces acteurs à l'égard de la mémoire d'Antonescu. Pro-Antonescu ou pro-monarchistes, ses représentants sont tous d'accord sur l'illégitimité du régime Ceauşescu dans son effort de récupérer les vertus patriotiques du Maréchal.

Ce type de discours ne dépasse pas le paradigme nationaliste privilégié par Ceauşescu lui-même. L'unanimité, la recherche et la primordialité accordées au critère « patriotique » pour juger des significations de l'histoire nationale a pour effet un manque d'interrogation critique sur les implications politiques les plus graves du modèle politique illustré par le régime Antonescu. Les discussions sur le manque de libertés individuelles, sur la xénophobie et même sur l'antisémitisme[1104] de ce type de régime politique sont quasi-absentes du discours de l'anticommunisme roumain. Par conséquent, l'anticommunisme roumain manque sur ce point l'occasion de faire un passage discursif convaincant d'un anticommunisme national, argumenté sur des bases strictement liées à la survie de la nation roumaine, à

1102 Cf. Mircea Ionniţiu, « Precizări pentru istoria româna contemporană » [Précisions pour l'histoire roumaine contemporaine], in *Dialog* [Dialogue], no. 75, mai 1987, p. 10-11

1103 En étudiant les transcriptions de la section roumaine à la Radio Free Europe, nous avons trouvé plusieurs références au Maréchal Antonescu, soigneusement éliminées par la censure de la radio. Nous reproduisons l'un des passages éliminés, appartenant à Şerban Orescu, « Prejudiciile aduse de Nicolae Ceauşescu României şi poporului român » [Les préjudices apportés par Nicolae Ceauşescu à la Roumanie et au peuple roumain], in BDIC, *Radio Free Europe. Domestic Bloc*, no. 403 du 14 avril 1988 : « Ni même au Maréchal Antonescu – à qui on reproche ses grandes erreurs politiques qu'on peut expliquer par l'engrenage dont il a été prisonnier et auquel il a d'ailleurs partiellement résisté – ni même au Maréchal Antonescu on ne peut reprocher des préjudices de longue durée apportés à l'image de la Roumanie dans le monde. » (La traduction du roumain nous appartient).

1104 Dans les publications de l'exil roumain consultées, un seul article, en fait un compte rendu d'un article appartenant à un écrivain juif d'origine roumaine, Edgar Reichmann, publié dans la revue de la Communauté juive de France, discute la situation des Juifs roumain sous le régime Antonescu. Cet article met en exergue surtout les aspects politiquement convenables pour la communauté roumaine, d'une manière semblable à celle dont on discute les même questions à l'intérieur de la Roumanie communiste : on mentionne le grand nombre de victimes juives de la Gestapo en Transylvanie, on accuse exclusivement la Garde de Fer pour les persécutions subies par les roumains Juifs, mais on essaie d'argumenter l'innocence d'Ion Antonescu lui-même à propos de la situation dramatique des Juifs sous son régime. Voir « Despre evrei în România » [Sur les Juifs en Roumanie], in *Lupta* [Le Combat], no. 21 du 22 juillet 1987, pp. 3 et 6 ; l'article n'est pas signé.

l'anticommunisme comme attitude civique, fondé sur la solidarité des citoyens privés de leurs droits individuels.

Une situation similaire est observable dans les débats sur deux autres sujets sensibles pour la communauté nationale roumaine : la Bessarabie et surtout la Transylvanie.

Bessarabie – La roumanité captive

Même si la question de la Bessarabie est marquée par une certaine intensité émotionnelle au niveau du discours de l'exil, elle reste plutôt marginale pour l'anticommunisme roumain. Cette marginalité a au moins trois causes. D'abord, les difficultés de survie culturelle qu'ont à affronter les Roumains de l'ex-province de la Grande Roumanie, devenue république soviétique, ainsi que leurs problèmes d'intégration sociale et politique dans la vaste construction de l'URSS sont largement méconnus en Roumanie tout comme dans l'exil roumain à l'Ouest. Ensuite, les informations sur la Moldavie soviétique et les commentaires sur son annexion à l'URSS, en 1940, font l'objet d'une censure très rigoureuse dans la Roumanie communiste. Font exception les opinions qui, avec l'autorisation tacite du Parti, sont véhiculées par les agents producteurs du discours de légitimation politique implicite, tels que le groupe de « Săptămâna » ou celui d'Ilie Ceauşescu. Enfin, les exilés roumains originaires de la Moldavie soviétique ont à affronter le manque d'intérêt de l'opinion occidentale pour le sujet de la violation de leurs droits à l'identité nationale à l'intérieur de l'URSS.

Tandis que les dissidents à l'intérieur de la Roumanie ne manifestent presque aucun intérêt pour la Bessarabie,[1105] les discussions dans les publications de l'exil anticommuniste sont avant tout animées par les intellectuels réfugiés de Moldavie Soviétique, qui essaient de s'intégrer dans la communauté des exilés roumains. Le plus actif est Nicolae Lupan, un ex-journaliste moldave expulsé d'URSS en 1974 sous l'accusation de « nationalisme roumain » et réfugié à Bruxelles.[1106] Lupan fonde, en 1975, l'Association « Pro Basarabia et Bucovina », une association politique qui se propose de recruter ses membres par correspondance et dont le programme se propose, entre autres, d' « éliminer les effets du Pacte Ribbentrop-Molotov en rejoignant à la patrie-mère les terres roumaines volées par l'URSS en 1940 et 1944 ».[1107] L'association s'adresse avant tout aux membres de l'exil roumains de l'Europe de l'Ouest et

1105 L'exception est Paul Goma, né dans une famille originaire de Bessarabie et qui a vécu d'une manière dramatique, dans les années 1944 -1945, les menaces de déportation en URSS. Cf. Florin Manolescu, *op. cit.*, pp. 357-363.

1106 Pour la biographie de Nicolae Lupan, voir *ibidem*, pp. 473-476.

1107 Cf. Nicolae Lupan, *Gânduri de proscris. La 30 de ani de activitate unionistă a Asociaţiei Mondiale Pro Basarabia şi Bucovina* [Réflexions d'un proscrit. 30 ans d'activité unioniste de l'Association Mondiale Pro Bessarabie et Bucovine], Bucarest, Editions Pro Historia, 259-260. *Ibidem*, p. 47-48.

des Etats-Unis. Il est difficile d'estimer le nombre réel de ses membres, le chiffre de 100.000 personnes indiqué par l'auteur pour la période 1975-2000 étant le plus probablement exagéré.[1108] Mais, grâce à la ténacité de son fondateur, elle se maintient comme une présence constante dans la vie de l'exil roumain anticommuniste. Au nom de l'Association « Pro Basarabia si Bucovina », sont adressées aux présidents américaines Jimmy Carter et Ronald Reagan[1109], aux représentants européens à la Conférence de Vienne[1110], aux gouvernements des Etats-Unis, de la France et de la Grande Bretagne[1111], des lettres signées par des représentants de l'exil roumain, demandant une aide pour la préservation de l'identité culturelle et politique des Roumains à l'intérieur de l'URSS.

Dès le début de son exil, Nicolae Lupan prend contact avec la section roumaine de la Radio Free Europe, avec l'intention de réaliser une émission permanente au sujet de la situation des Roumains dans la Moldavie soviétique. Toutefois, son initiative ne reçoit qu'un soutien mesuré de la part des dirigeants de la radio.[1112] Entre 1975 et 1983, Lupan est admis comme collaborateur occasionnel de la section roumaine de la radio, avec des textes dont le contenu est étroitement surveillé par la censure de la Radio Free Europe, dans le but d'éviter les tonalités excessivement antisoviétiques.[1113] En 1983, il obtient de Vlad Georgescu, le nouveau directeur de la section roumaine, la permission de réaliser une émission hebdomadaire sur des sujets concernant l'oppression politique de la communauté roumaine dans la Moldavie soviétique.[1114] Malgré le soutien de certains journalistes roumain influents dans la section roumaine, tels que Mihai Cismărescu ou Vlad Georgescu, et de quelques membres marquants de l'exil roumain anticommuniste, tels que Brutus Coste et l'homme d'affaire Ion Raţiu[1115], les efforts de Nicolae Lupan pour éveiller l'intérêt de l'opinion démocratique européenne et américaine pour la question de la Bessarabie se terminent plutôt

---

1108 Cf. Nicolae Lupan, *Însemnări de desţărat* [Notes d'un sans patrie], Bucarest, Editions Semne, 2001, p. 304.

1109 Cf. Nicolae Lupan, *Gânduri de proscris…op.cit.*, p. 282-283.

1110 Cf. *Dialog* [Dialogue], no. 71, janvier 1987, p. 22. Il s'agit d'un mémoire concernant « la violation des droits de l'Homme dans les territoires roumains de Bessarabie, de Bucovine de Nord et de la région d'Hertza, incorporées à l'URSS », signé par 13 membres marquants de l'exil roumain anticommuniste : George Barbul, Mihail Berindei, Ioana Brătianu, Radu Câmpeanu, Adrian Chintescu, Neagu Djuvara, Grigore Filiti, Constantin Ghika, Mihai Korné, Mihail Mărculescu, Marcel Schapira, Vlad Stolojan et Dinu Zamfirescu. Le texte du mémoire insiste sur le caractère majoritairement roumain de la population dans les trois régions et sur l'injustice de leur annexion par l'URSS en 1944.

1111 Cf. Nicolae Lupan, *op. cit.*, pp. 286-287.

1112 Noel Bernard, à l'époque directeur de la section roumaine, déclare à Lupan en 1974 que "la cause de la bessarabie est perdue" et lui recommande de s'adresser à la Radio Liberty, qui s'occupait de l'espace soviétique, parce que la Bessarabie et la Bukovine "font parti de l'Union Soviétique". *Ibidem*, p. 273.

1113 *Ibidem*, p. 37: « [A la Radio Free Europe] Je devais cacher parmi les lignes le message antirusse comme j'avais dû cache à Kichinev le message pro-roumain pour n'être pas détecté par la censure soviétique. » (La traduction du roumain nous appartient).

1114 Voir, par exemple, Nicolae Lupan, « Limbajul propagandei de la Chişinău » [Le langage de la propagande à Kichinev], in BDIC, *Radio Free Europe. Domestic Bloc*, no. 330 du 16 avril 1984.

1115 Cf. Nicolae Lupan, *Însemnari de desţărat…op.cit.*, p. 49.

sur un échec.[1116] La solidarité qu'il réussit à mettre en œuvre parmi les exilés roumains reste plutôt conjoncturelle et s'appuie sur des raisonnements politiques erronées : les demandes d'annulation des effets territoriaux du Pacte Ribbentrop-Molotov[1117] équivalant à des prétentions de modification des frontières européennes d'après la deuxième guerre mondiale, situation inacceptable dans les relations internationales des années 1970-1980. Il s'agit d'une forme d'extrémisme nationaliste[1118] embrassée sans discernement par une partie de l'exil roumain anticommuniste et qui situe ses partisans sur des positions politiques difficiles à défendre. Cette manifestation extrême de l'antisoviétisme comme trait dominant de l'anticommunisme roumain représente une preuve de plus de son incapacité de sortir du paradigme nationaliste pour situer le combat contre le régime Ceauşescu sur le terrain plus fertile des droits civiques.

Transylvanie – Guérir les blessures de l'histoire

Les débats sur les relations entre Roumains et Hongrois dans la Transylvanie sont beaucoup plus animés et plus complexes. On peut constater l'existence de deux phases de la relation entre les dissidents et exilés roumains, d'une part, et ceux hongrois, d'autre part. Une première phase, qui prend fin vers 1988, est marquée par une attitude de réticence réciproque et parfois même par des suspicions d'irrédentisme, formulées par l'exil roumain contre les représentants de l'exil hongrois.[1119] Dans la deuxième phase, intervenue à la fin des années

1116 En novembre 1988, son émission à Radio Free Europe est supprimée parce que l'antisoviétisme de l'auteur ne correspond plus à l'orientation des relations politiques entre les Etats-Unis et l'Union Soviétique. Cf. Nicolae Lupan, *Gânduri de proscris…op.cit.*, p. 37.

1117 L'argumentaire utilisé dans le Mémoire du 20 janvier 1987 rappelle d'une manière étonnante celui utilisé par le régime Ceauşescu lui-même : « Or, la Bessarabie et la Bucovine sont, depuis les temps les plus reculés, des provinces roumaines, et les historiens de la Grèce antique les disaient déjà peuplées de tribus daco-thraces, qui sont à la base du peuple roumain. Surtout, le postulat sous-jacent au principe de la libre détermination des peuples – qui est aujourd'hui un principe clef du droit international – est qu'il faut considérer les nations d'Europe telles qu'elles se sont cristallisées depuis la fin du Moyen-âge. […] « Les Roumains Libres » rappellent ces faits aux délégués de tous les Etats représentés à la Conférence de Vienne, parce qu'ils sont effectivement du ressort d'une conférence chargée de surveiller l'application des Accords d'Helsinki, dont l'Acte Final n'exclut d'ailleurs pas la notion des révisions pacifiques des traités, conformément à la doctrine dominante aujourd'hui en droit international. » *Ibidem*, p. 22.

1118 La trajectoire biographique de Nicolae Lupan après décembre 1989 est, d'une part, illustrative pour la situation de militants politiques roumains de Bessarabie et, d'autre part, significative par rapport à ses actions dans l'exil : tout en continuant de développer l'Association « Pro Basarabia si Bucovina » à l'étranger, il devient, dans les années 1990, l'un des partisans les plus actifs de la réhabilitation d'Ion Antonescu en Roumanie et, en avril 2000, membre du parti extrémiste « România Mare », dirigé par Corneliu Vadim Tudor. Cf. Nicolae Lupan, *Insemnări de desţărat…op.cit.*, pp. 304-306.

1119 Voir à ce propos l'article « Numai un pamflet şovin? » [Seulement un pamphlet chauvin?], publié sans auteur indiqué par le journal *Dialog* [Dialogue], no. 44, octobre 1984, pp. 6-7. L'article critique le contenu d'un mémoire pro-hongrois adressé au président de l'Allemagne fédérale par l'exilé hongrois Géza Phi*LIP* au nom du « Comité européen des droits de l'homme » et demande aux représentants de l'exil roumain de réagir contre ce type de prises de position par la communauté hongroise : « Ne pas réagir dans ce problème d'intérêt national, laisser la propagande irrédentiste hongroise se développer

1980, particulièrement après le début en Roumanie de l'opération de systématisation des villages, affectant à la fois la communauté roumaine et celle hongroise, les représentants des deux exils décident de privilégier la collaboration en vue d'un combat politique commun contre le régime Ceauşescu.

A la différence de la question bessarabienne, les dissidents résidents en Roumanie se montrent beaucoup plus préoccupés par les relations roumano-hongroises en Transylvanie. Même si une collaboration effective n'arrive jamais se concrétiser à l'intérieur du régime Ceauşescu, vers la fin des années 1980 on constate l'existence d'une vraie disponibilité pour un dialogue bilatéral avec les dissidents hongrois et pour une conciliation des deux communautés devant la même répression communiste. Le texte représentatif de l'attitude des dissidents roumains à l'égard de la question hongroise en Transylvanie appartient à Doina Cornea. Il s'agit de la « Lettre ouverte à une amie hongroise », diffusée en 1989 par la Radio Free Europe.[1120] Cornea ne fait pas abstraction des aspects douloureux des relations entre Roumains et Hongrois : la mémoire de la répression nationale des Roumains avant 1918, l'aide apportée par la minorité hongroise de Transylvanie à l'instauration du pouvoir communiste en Roumanie, la répression de l'identité culturelle hongroise dans la Roumanie de Ceauşescu. Mais, au nom d'un avenir qui devrait être mieux pour les deux communautés, elle fait un appel à la réconciliation civique :

« Les chaînes de la haine, des dissensions nationales, entretenues aujourd'hui par le régime qui sont une diversion qui vise à masquer son incapacité de gouverner, doivent être brisées. C'est la morale qui l'exige, si on veut vraiment la paix et la réconciliation. La réconciliation n'est pas un traité ; elle est un état d'esprit qui subsiste dans les individus ; la réconciliation tient de l' « éthos ». Vivant dans les valeurs, nous ne serons plus manipulables, nous deviendrons des hommes vrais : des hommes d'amour, de confiance, de justice. Les gouvernements peuvent se disputer entre eux ; mais non pas nous, les citoyens de la Transylvanie ; nous avons des parents, des amis, des voisins – qui sont Hongrois ou

librement, sans obstacles, serrait une erreur fondamentale. L'exil politique roumain doit se montrer capable de poursuivre la réalisation de l'intérêt national, tout en évitant de servir le jeu du régime de Bucarest, au cas où un tel jeu existe. […] Le régime communiste est seulement une étape passagère dans l'histoire de la nation tandis que les intérêts nationaux représentent une permanence. » (La traduction du roumain nous appartient).

1120 Cf. Doina Cornea, *op. cit.*, pp. 227-233. Cette lettre représente la réponse de Cornea à une lettre de solidarité avec sa dissidence à l'intérieur du régime Ceauşescu, qui lui est adressée, via la Radio Free Europe, par une intellectuelle hongroise de Transylvanie. BDIC, *Radio Free Europe. Domestic Bloc*, no. 616, 10 juillet 1989.

Roumains. Nous nous devons les uns aux autres amitié, aide mutuel et solidarité dans défense de nos droits communs d'hommes et de citoyens. »[1121]

Cette opinion, partagée par d'autres dissidents en Roumanie[1122], est acceptée avec difficulté par la société roumaine dans son ensemble et par l'exil anticommuniste en particulier. Cette difficulté s'explique en partie dans la manière dont l'exil roumain interfère, à travers les distances géographiques, avec les évolutions et les états d'esprit de la société d'origine. Mais elle est aussi un effet des conditionnements culturels et politiques des exilés eux-mêmes. Il existe sans doute une précaution de la part des représentants de l'anticommunisme roumain à l'étranger de ne pas léser les sentiments nationaux de leurs compatriotes restés en Roumanie. Cette préoccupation est évidente, par exemple dans une note du journal de Monica Lovinescu, rédigée en 1982 : informés par l'un des représentants de l'exil anticommuniste roumain à Paris, Mihnea Berindei, de l'arrestation en Roumanie d'un groupe d'intellectuels hongrois, elle et Vlad Georgescu décident de ne pas réagir. L'explication de Lovinescu est significative : les matériaux du samizdat hongrois opposent les Hongrois aux Roumains en utilisant la dénomination hongroise de la Transylvanie, ce qui ne peut pas plaire à la majorité roumaine.[1123]

Le discours de l'exil anticommuniste roumain à l'égard de la question hongroise est parsemé d'attitudes divergentes. Il existe une quasi-unanimité à admettre que les Hongrois de Roumanie subissent sous le régime Ceauşescu une répression culturelle qui menace leur droit à l'identité. Mais cette évidence est contrebalancée par la mémoire de la domination hongroise en Transylvanie avant la première guerre mondiale[1124], par un esprit de compétition entre les représentants de l'exil roumain et ceux de l'exil hongrois devant les instances politiques occidentales et par la frustration ressentie dans l'exil roumain devant le succès de leurs homologues hongrois, plus solidaires et mieux organisés, dans la défense des intérêts

---

1121 *Ibidem*, p. 232. (La traduction du roumain nous appartient).

1122 Voir, par exemple, Liviu Cangeopol et Dan Petrescu, *op. cit.*, pp. 66-67. Dans leur texte, rédigé en 1988, les deux expriment la même nécessité de respect réciproque des droits à l'identité culturelle et critiquent la politique anti-hongroise du régime Ceauşescu.

1123 Cf. Monica Lovinescu, *op. cit.*, tome 1, p. 150: « Avec ce genre de gaffe, même le monstre de Ceauşescu aurait les Roumains de son côté dans ce conflit » (La traduction du roumain nous appartient).

1124 Dans la question transylvaine, l'usage politique du passé est quasi-généralisé tant pour la partie roumaine que pour celle hongroise. Dans l'exil roumain, tout comme dans le régime Ceauşescu, l'affirmation de la roumanité de la Transylvanie s'appuie avant tout sur des arguments extraits de l'histoire. Voir, par exemple, Cicerone Poghirc, « În problema Transilvaniei » [Dans le problème de la Transylvanie], in *Lupta* [Le Combat], no. 43 du 23 septembre 1985, p. 6 : « La priorité et la continuité des Roumains en Transylvanie est un fait historique (nous avons été là pendant l'Antiquité, nous y sommes aujourd'hui et rien ne prouve ni notre départ, ni notre retour) et une question scientifique, non pas politique. Au moins, non pas pour les Roumains, mais pour ce qui veulent prouver le contraire de cette évidence. » (La traduction du roumain nous appartient).

nationaux de la minorité hongroise en Transylvanie. Le complexe d'infériorité qui accompagne cette frustration engendre des accusations parfois paranoïaques de « discrimination » des Roumains par les différents acteurs politiques occidentaux, de manière analogue à la discrimination des Hongrois dans la Roumanie de Ceauşescu.[1125]

Dans cette atmosphère chargée, les initiatives de collaboration ne manquent pourtant pas, mais elles se taillent un chemin difficile, parsemé de suspicions. Une initiative de ce genre advient en 1984 par le biais du dissident hongrois Gaspàr Miklòs Tamàs. Celui-ci adresse aux intellectuels roumains de Paris une lettre proposant quelques directions de collaboration entre Roumains et Hongrois : l'autonomie culturelle et locale, la « spiritualisation » des frontières dans le sens de la liberté de circulation « entre la Roumanie et le reste du monde », l'assurance pour les minorités de Roumanie d'un droit à leurs propres institutions « corporatives-politiques ».[1126] L'auteur hongrois rappelle les valeurs communes de « la liberté politique, économique et religieuse, du droit d'un groupe de choisir le mode de vie qui lui convient » mais aussi « le pouvoir suprême de l'amour pour l'autrui ».[1127] Cette ébauche de programme politique commun finit par un appel à « se pardonner le passé » et à combattre le nationalisme. L'initiative de collaboration politique est saluée par les représentants de l'exil roumain anticommuniste[1128], mais les mesures proposées – notamment l'autonomie régionale – ont des connotations séparatistes difficiles à admettre pour les Roumains. Les réactions qui ne tardent pas à occuper les pages de « Lupta/Le Combat » vont pour la plupart dans le même sens : la peur de l'irrédentisme. Vlad Stolojan, l'un des collaborateurs permanents de « Lupta/Le Combat », se déclare par exemple en accord avec la nécessité d'une solidarité entre les exils roumain et hongrois mais se fait un devoir de rappeler les abus nationalistes des dirigeants hongrois de la Transylvanie d'avant la première guerre mondiale.[1129] Cette référence à un épisode historique dramatiquement vécue par les Roumains de Transylvanie revient comme un leitmotiv dans les prises de position des Roumains exilés

---

1125 Voir, par exemple, la polémique publiée dans *Lupta* [Le Combat], no. 55 du 22 mars 1986, pp. 4-5, entre Horia Georgescu, ex-membre du corps diplomatique roumain, exilé à Londres depuis 1948, membre de la Ligue des Droits de l'Homme et Francis King, président du P.E.N. Club International. Le P.E.N. Club a adopté, suite à sa réunion de New York, en janvier 1986, une résolution affirmant le droit des Hongrois de Roumanie à préserver leur spécificité culturelle. Horia Georgescu reproche au président de P.E.N. Club d'avoir oublié la situation difficile des Roumains résidents en Roumanie et d'avoir donné cours à la propagande hongroise : « Une propagande rusée a réussi, même au Congrès de New York, à désigner les Hongrois de Roumanie comme les seules victimes du régime. Je crois que ceci représente une forme inverse de discrimination et que derrière cette initiative se cache une campagne soviétique-hongroise dressée contre la Roumanie et contre le peuple roumain et non pas seulement contre le régime odieux et cruel de Ceauşescu… » (La traduction du roumain nous appartient).

1126 Cf. au texte de la lettre de Tamàs, publié dans *Lupta* [Le Combat], no. 19 du 22 juin 1984, p. 1.

1127 *Ibidem* (La traduction du roumain nous appartient).

1128 Voir la réponse de Mihai Korné, *ibidem*, p. 1 et 4.

1129 *Ibidem*, no. 20 du 7 juillet 1984, p. 7.

qui réagissent à la lettre de Gaspàr Miklòs Tamàs, montrant ainsi que l'armistice avec le passé, proposé par ce dernier, est en fait la partie la plus difficile de toute œuvre de réconciliation roumaine-hongroise.[1130] Une position plus nuancée appartient à Mihai Korné, l'éditeur du journal « Lupta/ Le Combat », qui met en garde la communauté des exilés roumains à propos du danger que représente par la perpétuation de certaines erreurs politiques telles que la peur obsessive d'une nouvelle perte de la Transylvanie par l'Etat roumain. Korné estime que le blocage psychologique dans ce type de scénario ne fait que nuire aux intérêts de la communauté roumaine.[1131]

Les articles de Korné orientent l'anticommunisme vers la « Déclaration des Roumains Libres concernant la politique à l'égard des groupes nationaux, ethniques, religieux ou sociaux », adoptée en juin 1985[1132], avec le soutien d'une partie importante des intellectuels roumains de l'exil anticommuniste. Parmi les signataires se trouvent Mihnea Berindei, Marie-France Ionesco, Monica Lovinescu, Matei Călinescu, Matei Cazacu, Sanda et Vlad Stolojan, Cicerone Poghirc, Dinu Zamfirescu. La Déclaration affirme la primauté des droits civiques par rapport aux différences d'appartenance ethnique ou religieuse et identifie comme intérêts communs des minorités nationales de Roumanie « la liberté, la justice et le bien-être ». On proteste contre la politique d'assimilation forcée des minorités, pratiquée par le régime Ceauşescu et on lance un appel à l'arrêt de l'intolérance ethnique.[1133] Ce texte soutient donc, pour la première fois dans l'évolution du discours anticommuniste roumain, la nécessité de dépasser le paradigme nationaliste en faveur d'une solidarité civique dans le combat contre le régime communiste. Et c'est pour la première fois que des représentants importants de l'exil anticommuniste roumain se joignent à une telle initiative.[1134]

1130 Voir *Lupta* [Le Combat], no. 43 du 7 septembre 1986, p. 7, reproduisant les correspondances reçues des Roumains exilés en Europe, aux Etats-Unis, en Australie et en Nouvelle Zélande concernant la question de la Transylvanie.

1131 Cf. Mihai Korné, « Răspunderea noastră » [Notre responsabilité], in *Lupta* [Le Combat], no. 32 du 22 février 1985, p. 1 : « On a ainsi créé, en grande partie du fait des Roumains, un problème qui n'existe pas. La Transylvanie est roumaine et les Roumains forment la large majorité de la population. […] Ce qui existe actuellement en Roumanie, c'est un problème des droits de l'Homme et c'est de ça que nous devrions nous occuper, nous ne devrions pas le laisser à la charge des autres qui peuvent être eux-mêmes, comme c'est le cas de certains réfugiés hongrois, manipulés par Budapest.[…] La Transylvanie n'est en danger que si nous faisons des erreurs. » (La traduction du roumain nous appartient). Voir aussi *Idem*, « Cum putem fi de folos poporului nostru » [Comment pouvons-nous être utiles à notre peuple], in *Lupta* [Le Combat], no. 40 du 22 juin 1985, p. 1.

1132 Voir le texte de la Déclaration dans *Lupta* [Le Combat], no. 41 du 7 juillet 1985, p. 1.

1133 *Ibidem*: « Nous nous adressons à tous pour vaincre le manque de confiance résulté de l'ignorance et pour rappeler que l'intolérance qui oppose des groupes contraints de vivre ensemble est le produit du régime communiste qui les opprime tous et qui est l'ennemi contre lequel on doit lutter ensemble. » (La traduction du roumain nous appartient).

1134 Un appel similaire, émis à partir de la Hongrie en décembre 1985 par des personnes qui veulent garder leur anonymat, reçoit le soutien des intellectuels hongrois et roumains. Cf. *Lupta* [Le Combat], no. 50 du 22 décembre 1985. L'appel est assumé, pour la partie roumaine, par Mihnea Berindei, Paul Goma et Ion Vianu et pour la partie hongroise, par Laszlo Luka, Nagy Laszlo et Kessler André.

Les réactions des exilés roumains à la Déclaration des Roumains Libres font preuve de la même réticence concernant les intentions de réconciliation de la part de la minorité hongroise.[1135] Cette réticence n'est pas à négliger parce qu'elle traduit un manque de volonté réelle de quitter le paradigme nationaliste. Apparemment elle n'est pas de nature à détourner la nouvelle évolution du discours anticommuniste roumain vis-à-vis de la question transylvanienne, évolution devenue manifeste dans les années 1988-1989. Mais elle remet en cause la profondeur du changement de paradigme qui s'avère plutôt une action de surface, soutenue par l'action publique d'une partie de l'élite intellectuelle et politique mais sans ancrages réels dans la culture politique de l'anticommunisme roumain.

Dans les années 1988-1989, dans un contexte de tensions politiques sans précédent entre la Roumanie de Ceauşescu et la Hongrie populaire, le rôle le plus important dans les réconciliations des anticommunistes roumains et hongrois est assumé, pour la partie roumaine, par la Radio Free Europe. Il s'agit d'une vraie campagne médiatique destinée à minimiser la mémoire des conflits historiques en faveur de la nécessité d'une collaboration politique contre le régime Ceauşescu. On critique ouvertement l'extrémisme nationaliste comme une manifestation politique réprouvable, utilisée par les communistes roumains dans le but d'empêcher la constitution d'une opposition anticommuniste solidaire et cohérente. [1136] On popularise les manifestations organisées à Budapest à la défense des villages roumaines[1137], les initiatives des dissidents hongroises de Budapest au soutient des réfugiés roumains[1138], ainsi que les actions communes des exils hongrois et roumain à la défense des droits de l'homme en Roumanie.[1139] Les succès des forces démocratiques hongroises face au pouvoir communiste de Budapest sont présentés comme autant de signes d'espoir pour les

---

1135 Un message d'un exilé roumain de Danemark, Lucian Giurchescu, exprime ouvertement cette doute : « Je pense pourtant qu'il ne serait pas inutile de rappeler que pas tous les membres des autres communautés nationales sont assez démocratique et que, dans leurs justifications critiques à l'égard du régime de Bucarest interviennent de temps en temps des exagérations conscientes qui, sous le masque de la protestation démocratique, tente de contester les droits même des Roumains par exemple en Transylvanie ». Cf. *Lupta* [Le Combat], no. 43 du 7 septembre 1985, p. 7 (La traduction du roumain nous appartient).

1136 Voir, à ce propos, l'article de Şerban Orescu, « Solidaritatea dintre românii etnici şi minorităţile naţionale » [La solidarité entre les Roumains de souche et les minorités nationales], in BDIC, *Radio Free Europe. Domestic Bloc*, no. 379, 11 août 1988.

1137 Voir, pour le récit de la démonstration organisée le 27 juin 1988 à Budapest, avec la participation des réfugiés roumains en Hongrie, organisé dans l'Association « La Roumanie Libre », *Ibidem*, no. 349, 30 juin 1988.

1138 Voire l'interview d'Emil Hurezeanu avec le dissident hongrois Szilagy Sandor, in *Ibidem*, no. 422-423, 11-12 octobre 1988. Voir aussi l'interview accordée par le dissident roumain Ion Vianu à la section hongroise de la Radio « Free Europe », in *Ibidem*, no. 406, 19 septembre 1988.

1139 Emil Hurezeanu, « Acţiunea româno-maghiară împotriva dărâmării satelor în România » [L'action roumaine-hongroise contre la démolition des villages roumaines], in *Ibidem*, no. 354, 7 juillet 1988.

Roumains eux-mêmes.[1140] A l'occasion de la fête de l'Union nationale des Roumains, le 1 Décembre 1988, on privilégie les articles commémoratifs mettant en exergue la signification positive du multiculturalisme transylvain[1141] à l'instar de ceux exaltant le caractère majoritairement roumain de la Transylvanie.

Les actions de solidarisation entre Roumains et Hongrois connaissent leur point culminant le 16 juin 1989, quand une délégation de réfugiés roumains participe aux funérailles d'Imre Nagy et des autres victimes de la répression de 1956 à Budapest. A cette occasion, on adopte une déclaration commune roumaine-hongroise :

« Nous, Roumains et Hongrois, considérons que la liberté et la prospérité des deux peuples ne peuvent se réaliser et être garanties que dans un cadre politique pluraliste, de respect intégral des droits et des libertés fondamentales de l'homme. (…) Etant donnée la configuration de la carte ethnique, la solution des conflits ne peut absolument pas venir de la révision des frontières mais du changement de leur rôle dans le sens de la libre circulation des personnes, des informations et des idées, conformément aux Accord de Helsinki. (…) La Transylvanie a été et reste un espace de complémentarité et elle doit devenir un modèle de pluralisme culturel et religieux. C'est l'intérêt de nos peuples que la diversité culturelle, religieuse et des traditions qui a fait la spécificité de la Transylvanie soit préservée. (…) »[1142]

L'effet de contamination que les succès des anticommunistes hongroises ont eu sur une société roumaine épuisée par les longues années de dictature de la famille Ceauşescu et par la pénurie organisée qui mena les roumains au bord de la famine dans les années 80 n'est peut être pas à négliger : trois mois plus tard, le 17 décembre 1989, la révolution qui allait renverser la famille Ceauşescu a commencé à Timişoara avec un geste de solidarité entre Roumains et Hongrois autour d'un prêtre hongrois. Mais, comme on allait l'apprendre d'une manière dramatique au cours des premiers mois de liberté en Roumanie, la campagne de réconciliation roumaine-hongroise a commencé bien trop tard et n'a pas eu le temps ni même

1140 Cf. l'article « Primii paşi către resuscitarea sistemului multipartid în Ungaria » [Les premiers pas vers la ressuscitation du système multiparti en Hongrie], in *Ibidem*, no. 625, 16 novembre 1988.

1141 Ion Vianu, « Unirea din 1918 văzută astăzi » [L'Union de 1918 vue de nos jours], in *Ibidem*, no. 459, 1er décembre 1988.

1142 *Ibidem*, no. 133, 16-17 septembre 1989. Les Roumains signataires de cette déclaration sont : Stelian Bălănescu du Cercle Roumain de la République Fédérale d'Allemagne, Mihnea Berindei, vice-président de la Ligue pour la Défense des Droits de l'Homme en Roumanie (LDHR), Ariadna Combes, vice-présidente de la LDHR, Mihai Korné, directeur du journal « Lupta/Le Combat », Ion Vianu, représentant de la branche suisse de la LDHR, Dinu Zamfirescu, membre du Bureau de la LDHR et « membre du Parti National Libéral ». Pour la partie hongroise, la déclaration est signée par Antal G. Laszlo, Antall Jozsef, Balogh Julia, Biró Gaspar, Csoori Sandor, Für Lajos, Illyés Mària, Jeszenszky Géza, Keszthelyi Gyula, Kodolanyi Gyula et Molnàr Gusztàv.

la force de persuasion pour produire une mutation de profondeur dans la culture politique du nationalisme roumain. Hésitant face aux risques de contrarier les convictions nationalistes de ses compatriotes à l'intérieur du pays, trop soucieux de préserver les lieux communs et les représentations schématiques d'une identité roumaine conçue comme étant figée à travers les temps, l'exil roumain anticommuniste a échoué dans ce qui devait être sa mission politique : introduire des projets mobilisateurs communs pour une communauté politique grièvement blessée dans les ressorts-mêmes de sa survie par une expérience communiste particulièrement traumatisante.

CONCLUSION

Cette recherche s'est donné pour objet d'analyser les métamorphoses du communisme roumain, en partant de l'internationalisme prolétarien dirigé contre l'Etat-Nation jusqu'au nationalisme xénophobe. Nous avons tenté de montrer que la légitimation politique du régime Ceauşescu a reposé sur une symbiose doctrinaire entre le nationalisme roumain pré-communiste et le marxisme-léninisme. Le corollaire de cette hypothèse était que le Parti Communiste Roumain a mené un processus de nationalisation idéologique et qu'au bout de ce processus, le régime communiste a pu imprimer, dans la longue durée, une direction d'évolution spécifique à la culture politique roumaine.

Nous sommes partis du constat que la construction idéologique du communisme nationaliste sous le régime Ceauşescu a eu pour fondement la construction politique du communisme national sous le régime Gheorghe Gheorghiu-Dej. Mais, au cours de la recherche, on a pu observer que la construction d'une « pratique communiste de la nation »[1143] a été préparée en Roumanie, avant même le moment de la prise du pouvoir par les communistes, par certains éléments de l'habitus[1144] des membres du Parti Communiste Roumain. Ce parti, constitué et contraint d'agir dans le milieu politique et culturel nationaliste de la Grande Roumanie, était composé de membres qui provenaient pour la plupart des minorités nationales. Dans ses rangs, les membres d'origine roumaine se sont trouvés en position de minorité parmi les minoritaires, entraînés dans une compétition acharnée pour obtenir les grâces de la direction du Komintern. Les luttes de pouvoir entre groupements nationaux à l'intérieur du PCR clandestin, arbitrés en général par les autorités du Kremlin à la défaveur des « communistes nationaux »[1145], ont représentées la trame générale qui a préparé

1143 Cf. Bernard Paqueteau, « Sous la glace, l'histoire. Les rapports du nationalisme et du communisme en Europe de l'Est », in *Le Débat*, no. 84, mars - avril 1995, p. 107.

1144 Cf. Pierre Bourdieu, *op. cit.*, pp. 88-89. Voir aussi l'explication de la définition bourdieusienne de l'habitus, chez Patrice Bonnewitz, *La sociologie de P. Bourdieu*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998, p. 62: « L'habitus est un système de dispositions durables acquis par l'individu au cours du processus de socialisation. »

1145 Cf. Vladimir Tismaneanu, *Înţelegerea stalinismului naţional…*, *in* Alexandru Zub, Adrian Cioflâncă, *op. cit.*, pp. 273-290.

la réaction nationaliste des membres roumains du parti. Les prémisses du communisme national initié par Gheorghe Gheorghiu-Dej à la fin des années 1950 se trouvaient donc dans les spécificités de la socialisation politique des communistes de Roumanie dans l'entre-deux-guerres.

Dans l'évolution de la Roumanie communiste, le succès du projet politique initié par Dej a eu un effet double. Il a d'abord consacré, à l'intérieur du Parti Communiste Roumaine, la victoire de l'aile nationaliste contre celle kominterniste. Mais il a également ouvert la voie à une orientation plus claire des registres de légitimation politique du même parti qui, pour la première fois de son histoire, rompait les attaches qui le liaient à Moscou pour se tourner face à la communauté national qu'il gouvernait.

Le succès du travail de légitimation initiée par le PCR a surtout dépendu de sa capacité à s'approprier des représentations et des problématiques qui avaient un rapport direct avec la nature de l'Etat-nation roumain et ce depuis sa constitution. Pour réussir, la nationalisation du communisme roumain s'est poursuivie dans deux directions : en faire un objet de la nation et répondre à des questionnements sur la nation qui ont été soulevés dans la période antérieure à l'arrivée des communistes au pouvoir et qui devait trouver, sous le régime communiste, des réponses convenables, au risque de mettre à mal sa légitimité politique.

Au fond, le fil conducteur de notre analyse est la question de l'équilibre problématique entre les deux composantes de la légitimité politique du Parti Communiste Roumain : l'internationalisme prolétarien et le nationalisme. Les voies qui ont mené à la suppression totale de l'internationalisme en faveur de l'option nationaliste ont constitué l'objet principal de notre recherche. De Dej à Ceauşescu, il a sans doute existé une remarquable continuité de volonté politique et de stratégie visant la nationalisation du Parti Communiste Roumain. Ce processus a été favorisé par les conditions internationales de la fin des années 1960 – le dégel a accéléré le développement des communismes nationaux – mais sa réussite a surtout dépendu de l'habileté du communisme roumain à incorporer et à s'articuler aux données de la culture politique roumaine, préexistantes à l'instauration du pouvoir communiste.

L'essentiel du processus de légitimation du régime Ceauşescu a consisté en la création d'une symbiose idéologique présentant le Parti communiste comme faisant corps commun avec la nation roumaine. Cette représentation organique de la relation Parti-Nation a été soutenue par un travail intensif de réécriture de l'histoire nationale. Il proposait une nouvelle interprétation de la généalogie mythique de la nation (et des héros nationaux). Par l'intermédiaire de cette genèse, le PCR s'appropriait les racines identitaires du peuple roumain et finissait par s'identifier à ces racines. Le thracisme et le protochronisme rendent

compte de cet effort de réécriture de l'histoire des Roumains par un régime communiste, effort qui visait à se placer aux origines-mêmes de la mythologie nationale. Si l'identification du Parti au peuple roumain est poussée très loin dans le temps, remontant avant la conquête romaine, la symbiose Parti-Nation a été bien délimitée dans l'espace à l'aide d'un ensemble de représentations xénophobes du voisin ennemi. La manière dont est construite la relation avec la Hongrie – et avec la minorité hongroise de Roumanie – représente une illustration exemplaire de cette symbolisation de la nation roumaine en forteresse assiégée dont le seul défenseur était le Parti communiste.

La prédominance du nationalisme xénophobe marque, vers la fin des années 1970 et au début des années 1980, l'échec de l'hybridation idéologique représentée par la *nation socialiste*. Formalisée aux premières heures du communisme nationaliste comme un outil de dépassement des contradictions entre le concept moderne de nation et les postulats internationalistes du marxisme-léninisme, la *nation socialiste* s'est avérée, très vite après sa théorisation en tant que noyau doctrinaire, un concept vide de sens et sans support dans la réalité sociopolitique immédiate. Cette évolution – qui a surpassé en quelque sorte les attentes et les intentions des communistes roumains – renvoie à la relation entre marxisme-léninisme et nationalisme à l'intérieur de la symbiose idéologique réalisée par le communisme nationaliste de Ceauşescu. En analysant le contenu idéologique du concept de *nation socialiste*, on a pu constater comment le rapport de forces devenait favorable au nationalisme à l'intérieur du binôme nationalisme – marxisme-léninisme. En mettant à profit la théorie andersonienne de modularité de la nation, on a observé qu'à la différence du marxisme-léninisme, une structure idéologique ayant un degré limité d'adaptabilité, le nationalisme s'est montré plus flexible et en mesure de s'adapter aux évolutions du contexte historique.

Dans cette équation complexe, le culte de la personnalité de Nicolae Ceauşescu et de sa femme intervient comme un élément plutôt perturbateur, dans la perspective des exigences de légitimation politique du PCR. A ses débuts, la motivation principale du culte était apparemment de consolider la symbiose idéologique Parti-Nation par l'insertion du chef du Parti-Etat dans la généalogie mythique de la nation roumaine. Mais, étant donnée la personnalité de Nicolae Ceauşescu et le contexte de la socialisation politique de la nomenklatura roumaine, les conséquences de cette opération politique sont allées beaucoup plus loin qu'on aurait pu le prévoir au début. A mesure que le culte du *Conducător* occupe le premier plan de la scène politique roumaine et qu'il s'étend aux membres de sa famille, le Parti tente de s'effacer du binôme Parti-Nation au bénéfice personnel de son leader. De cette manière, Ceauşescu, qui devait incarner le Parti dans la relation avec la nation roumaine, finit

par se substituer à ce dernier. Le résultat final de cette œuvre de substitution consacre, après le fiasco du concept de *nation socialiste*, un deuxième échec majeur du marxisme-léninisme à l'intérieur de la construction de légitimité du PCR. Au lieu de renforcer, à l'aide du culte de la personnalité de Ceaușescu, son travail de légitimation politique, le Parti se voit en fait évacué de la symbiose idéologique Parti-Nation à mesure qu'une relation de synonymie s'établit entre sa légitimité politique et celle de son leader. Ainsi, la perte de légitimité de ce dernier engendre, à la fin des années 1980, la perte de légitimité du PCR et sa dispersion en tant que force politique dominante de la société roumaine.

Ces sinuosités de la légitimation politique du communisme nationaliste montre qu'elle a été un processus évolutif dépendant directement du contexte social et des réactions des acteurs qui y ont participé. Dans l'effort de maintenir un équilibre entre les deux composantes de l'échafaudage idéologique – le marxisme-léninisme et le nationalisme – le régime Ceaușescu a fait recours à une stratégie discursive qui a abouti à la construction d'un double discours. On a pu observer comment, à travers le jeu de perspectives entre le discours explicite et le discours implicite, on a en fait un schéma de production du communisme nationaliste qui a intégré dans le tableau général des acteurs apparemment secondaires.

Puisque la symbiose idéologique Parti-Nation se matérialise avec la participation d'un ensemble d'acteurs et d'institutions, leurs réactions et leurs contributions sont essentielles pour le fonctionnement de cette construction politique. Les acteurs et le système de relations qui se sont établies entre eux ont été seulement en partie le résultat de l'action volontaire du PCR concernant la construction du réseau de production et de diffusion de son discours. En fonction de leurs contributions, on a pu distinguer trois types d'acteurs participant au discours du communisme nationaliste. Les acteurs institutionnels ont été investis surtout dans la production du discours explicite. Le rôle qui leur était assigné concernait la production et la diffusion de l'ensemble d'idées et de concepts – tels celui de *nation socialiste* – destinés à structurer le référentiel du discours officiel. Cette catégorie d'acteurs s'est pourtant montrée la moins efficace dans le but de la légitimation politique du PCR, étant donnée sa manière formelle d'agir et les contraints politiques, voire idéologiques, auxquelles elle devait obéir.

L'enjeu principal de la légitimation du PCR par le biais du nationalisme s'est trouvé dans le domaine du discours implicite, articulé à la participation décisive d'une deuxième catégorie d'acteurs, seulement en apparence secondaire. Cette catégorie d'acteurs a inclus, d'une part, des intellectuels qui, à cause de leurs convictions politiques de droite, avaient traversé dans les années 1940-1950 une période de persécutions politiques. Vers le milieu des années 1960, certains d'entre eux, souvent des survivants du Goulag roumain, ont été

réhabilités et autorisés à être publiés en Roumanie. Encadrée par la police politique, leur réhabilitation professionnelle, poursuivie dans un but de récupération des valeurs culturelles nationales occultées pendant la période de soviétisation, était destinée à servir les nouveaux besoins de légitimation politique du PCR. Sur ce chemin, leurs trajectoires biographiques ont, d'autre part, croisé celles d'une jeune génération d'intellectuels, la première à être le produit exclusif de la socialisation politique communiste et qui, au milieu des années 1960, incarnait l'avenir culturel du régime Ceauşescu. Ainsi, au cours du processus de construction du discours nationaliste, le PCR a facilité non seulement la rencontre entre ces deux générations intellectuelles, mais aussi le transfert de valeurs et de représentations nationalistes qui avait précédé le communisme roumain et qui vont lui survivre.

Le rôle des acteurs intellectuels a été particulièrement important pour l'aboutissement de la symbiose Parti-Nation. C'est à travers leur contribution à la production des courants thraciste et protochroniste que l'idéologie du communisme nationaliste établie le contact avec les racines précommunistes du nationalisme roumain. En fait, ces acteurs sont situés en maillon liant le message idéologique du PCR tant aux attentes de la société roumaine qu'aux représentations politiques qui lui étaient familières. De la nouvelle génération d'intellectuels nationalistes, les éléments les plus radicaux sont utilisés par le régime communiste pour construire, promouvoir et rendre crédible son discours xénophobe des années 1980. Ceux-ci sont en fait des pivots du régime en tant qu'ils socialisent et donnent une forme plus idoine à son discours en l'inscrivant dans des enjeux auxquels la société est plus réceptive. A leur tour, ils utilisent la protection politique offerte par le PCR pour se tailler un chemin vers la notoriété dans leurs champs professionnels d'insertion. De cette manière, les luttes entre acteurs intellectuels pour obtenir la suprématie dans leur champ socioprofessionnel et la lutte d'imposition idéologique menée par le pouvoir politique s'entrecroisent et deviennent même interdépendantes. Toutefois, cette particularité du communisme nationaliste roumain a un revers sociologique. Dans l'interaction entre les deux générations d'intellectuels participants à l'élaboration du discours implicite du régime Ceauşescu, ces acteurs deviennent eux même les sujets d'une socialisation politique, qui échappe au contrôle du Parti et qui consiste justement en la transmission d'une génération à l'autre, sous les auspices du communisme nationaliste, des éléments spécifiques du nationalisme roumain pré-communiste. A travers cet échange culturel qui se poursuit de manière autonome par rapport aux intérêts politiques du PCR, la (re)nationalisation de l'identité roumaine aboutit à une ethnicisation dont les racines viennent de l'extrémisme roumain de l'entre-deux-guerres. Les effets de ce phénomène sont mesurables dans l'ampleur de la xénophobie et de l'antisémitisme à l'intérieur du régime

Ceauşescu. Ils ont dépassé les cadres initiaux dans lesquels le PCR a voulu construire sa légitimité politique.

Pour la production et la diffusion du discours communiste nationaliste, la *Securitate* représente un acteur particulièrement important. La mission que le Parti assigne à la police politique est apparemment passive : celle de surveillance et de prévention des dérapages idéologiques. Mais, comme pour le régime communiste roumain la contrainte policière a représenté tout au long de son existence une composante privilégiée de sa sécurité, l'implication de la *Securitate* a rapidement dépassé la position de simple instrument de répression : elle s'est transformée en vecteur de mobilité à l'intérieur du réseau d'acteurs du discours nationaliste. La *Securitate* assure – parfois même en filtrant les messages selon ses propres interprétations et intérêts – la communication entre l'acteur principal, l'appareil du Parti-Etat, et les acteurs secondaires qui produisent le discours de légitimation. De ce fait, elle arrive à détenir un vrai monopole sur le fonctionnement global du réseau et se montre en mesure de contrôler les relations partenariales du Parti avec les acteurs secondaires. Elle peut ainsi privilégier ou marginaliser les acteurs dans le réseau, en fonction de ses propres jeux de pouvoir ou même diriger l'attention de l'acteur principal (le PCR) vers certains aspects spécifiques du discours communiste nationaliste au détriment d'autres. Le rôle assumé par la *Securitate* dans la relation du PCR avec le groupe de la revue « Săptămâna» et avec le poète Adrian Păunescu est à ce propos illustratif.

L'étude du discours nationaliste produit par le régime Ceauşescu – et de son influence sur la culture politique roumaine – resterait incomplète sans une analyse du discours qui lui a été opposé par les anticommunistes. Précisons, à ce propos, que notre recherche ne visait pas une analyse exhaustive de l'anticommunisme roumain, mais plus précisément le rapport de ce dernier à la nation et à la mythologie nationaliste. En partant du constat qu'il a existé une racine commune des deux types de discours, représentée par la culture nationaliste de la Roumanie de l'entre-deux-guerres, ainsi qu'une manière analogue de se rapporter aux valeurs du nationalisme comme éléments de cohésion sociétale, nous avons analysé les effets de cette racine commune sur l'(in)efficacité du discours anticommuniste. Nous avons observé que ce type de discours n'a pas conduit à la production d'un modèle d'opposition au communisme fondé sur les valeurs de la société civile et de la liberté sociale, analogue au modèle de l'anticommunisme central européen.

La principale difficulté rencontrée dans l'analyse de l'anticommunisme roumain reposait sur son manque de cohésion. Les différents types d'acteurs qui l'ont représenté sont difficiles à encadrer dans un modèle homogène d'intercommunication. Le segment le plus

actif a été celui des émigrés roumains à l'Ouest qui se sont investis dans le combat contre le régime communiste de Bucarest. Ce segment était constitué de groupements avec des orientations politiques et des visions stratégiques parfois très divergentes. Les rivalités entre ses représentants sur un fond d'antagonismes politiques hérités de la Grande Roumanie, ne sont eux non plus négligeables. Mais il a existé néanmoins un trait commun à ces acteurs : ils avaient tous une même représentation de leur mission patriotique, celle de sauver la nation roumaine des griffes du régime communiste. Leur conviction était que ce régime, imposé par les Soviétique, n'était pas légitime et n'avait aucune chance de le devenir. Par conséquent, qu'il n'avait pas le droit de parler au nom de la nation qu'il opprimait. La situation des dissidents qui, à l'intérieur de la Roumanie communiste, prenaient le risque d'exprimer leur position critique à l'égard du régime communiste a été encore plus difficile à traiter. A cause de la stratégie de surveillance permanente et de répression violente adoptée par la *Securitate*, ces personnes n'ont eu que peu de chance de se faire connaître et de faire passer leur message politique dans des couches plus larges de la société roumaine. Les possibilités de communiquer entre eux, avec le monde extérieur à la Roumanie communiste ou avec d'autres citoyens roumains sont restées extrêmement limitées du fait de cet isolement qui leur est rigoureusement imposé. Dans un sens plus large, les communications entre les Roumains de l'exil et ceux de l'intérieur du pays sont toujours restées très réduites à cause de l'extrême violence pratiquée par le régime communiste roumain contre ses opposants réels ou virtuels. Dans ces conditions, la plateforme de l'anticommunisme roumain, celle qui rend possible l'échange d'idées et d'informations entre les Roumains au-delà du contrôle du Parti communiste est, dès le début des années 1960, la section roumaine de la Radio Free Europe.

La dominante du discours anticommuniste contemporain du régime Ceauşescu est représentée par le même nationalisme missionnaire qui caractérise le discours communiste. Sa manière de traiter la problématique de la nation est tributaire dans une large mesure du nationalisme roumain pré-communiste. L'idéalisation de la génération intellectuelle de Mircea Eliade, figure de la culture politique de la droite prédominante dans l'entre-deux-guerres roumain, ainsi que l'inclusion d'Ion Antonescu dans le panthéon de l'anticommunisme national sont la preuve d'un manque d'esprit critique qui va de pair avec l'absence d'une vraie réflexion sur les valeurs de la solidarité civique *versus* le totalitarisme. A l'intérieur de l'anticommunisme roumain, les préoccupations pour construire un modèle de communauté politique alternatif à la nation n'ont pas été entièrement absentes, mais elles ont constitué un aspect marginal, illustré notamment par les écrits d'un nombre réduit d'intellectuels dissidents. La représentation de la nation solidaire contre un communisme

perçu comme un corps étranger et nocif à l'essor national est restée l'argument prépondérant du combat politique mené par les anticommunistes. Leur discours est, de cette manière, prisonnier de leurs illusions politiques, se représentant une Roumanie atemporelle, figé dans l'entre-deux-guerres et dans la nostalgie d'une normalité où les communistes n'existaient pas.

En dernière instance, la représentation de la nation roumaine parasitée par le PCR et celle de la nation unifiée autour du PCR ont eu un même fondement idéologique. Elles ont mis à l'oeuvre une même matrice culturelle, créée au XIXe siècle, intensivement travaillée dans l'entre-deux-guerres et qui se perpétue sous le régime communiste par les voies et les moyens que nous avons analysés dans la présente recherche. Après la chute du régime Ceauşescu, la découverte de la société civile[1146] par « l'anticommunisme postcommuniste »[1147] a représenté une évolution tardive. Sa fragilité ainsi que sa marginalité, évidentes encore dans la Roumanie des années 2000[1148], sont toujours tributaires de l'échec de construction, dans les années 1970-1980, d'un paradigme culturel alternatif au nationalisme.

Si le nationalisme roumain postcommuniste est en bonne partie la création du communisme nationaliste, sa persistance n'est toutefois pas due uniquement à l'action politique du régime Ceauşescu. Dans le postcommunisme roumain, le retour au référentiel nationaliste de la Grande Roumanie, allant de pair avec une valorisation culturelle de l'extrémisme politique, a été à la fois l'œuvre des héritiers du communisme et de ceux de l'anticommunisme de l'époque Ceauşescu. Au bout du compte, le succès politique du communisme nationaliste est mesurable dans l'ampleur, l'argumentaire et l'écho du discours nationaliste, plus ou moins pathogène, dans la Roumanie post-1989. Reste à savoir si le combat entre les mémoires du communisme, évoqué au début de cette démarche, aboutira à un vrai changement de paradigme dans la culture politique roumaine.

1146 Voir Camelia Runceanu, « Grup de reflecţie, grup solidar? Grupul pentru Dialog Social: O elita intelectuala în postcomunism» [Groupe de réflexion, groupe solidaire ? Le Groupe pour le Dialogue Social, une élite intellectuelle dans le postcommunisme], *in* Mihai Dinu Gheorghiu, Mihăiţă Lupu, eds., *Mobilitatea elitelor în România secolului XX* [La mobilité des élites dans la Roumanie au XXe siècle], Bucarest, Paralela 45, 2008, pp. 409-412.

1147 Cf. Daniel Barbu, *op. cit.*, p. 93.

1148 Cf. Katherine Verdery, « Nationalism and Nationalist Sentiment… », pp. 179-203. Voir aussi Jeremy Stuart, « Anti-Hungarian Sentiment in the Nationalist Romanian Media: Revista România Mare as a Study », *in East European Quarterly*, tome XLI, no. 4, janvier 2008, pp. 407-428.

Bibliographie

ARCHIVES

ROUMANIE :

Archives Nationales de Roumanie (ANR),

Collection microfiches Russie (Komintern)

Fond du Comité Central du PCR-Chancellerie, 1965-1974

Fond personnel Gabanyi, 1969-1976

FRANCE :

Archives du Ministère francais des Affaires Etrangères,

Série Europe, Sous-série Roumanie, 1944-1970

Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine – Nanterre :

Transcriptions des émissions de la section roumaine de la Radio « Free Europe », 1969-1989

HONGRIE :

Open Society Archives – Budapeste :

HU_OSA 53-2

HU-OSA 300-60

HU-OSA 300-85

HU-OSA 304-0-10

HU-OSA 300-60C

HU-OSA 341C

HU-OSA 318C

HU-OSA 385C

HU-OSA 205-2C

PERIODIQUES

Contemporanul [Le Contemporaine] 1972, 1988

Convorbiri literare [Dialogues littéraires] 1977-1978

Cotidianul [Le Quotidien], consultable sur www.cotidianul.ro

Dialog [Dialogue], 1978-1989

Era Socialistă [L'ère socialiste] 1972-1989

Flacăra [La Flamme] 1972-1985

Gândirea [La Pensée] 1921

Glasul Patriei [La Voix de la Patrie] 1967-1972

Jurnalul Naţional [Le Journal National], consultable sur www.jurnalul.ro

Limite [Limites] 1974-1979

Luceafărul 1977-1979

Lupta /*Le Combat* 1982-1989

Lupta întregului popor. Revista română de istorie militară [La lutte du peuple tout entier. Revue roumaine d'histoire militaire] 1984-1989

Magazin istoric [Magazine historique] 1967-1989

New York Times 1978, 1982

Noi, Tracii [Nous, les Thraces] 1976-1991

Revista de Istorie [La Revue d'Histoire] 1976-1989

România Liberă [La Roumanie Libre], consultable sur www.romanialibera.ro

România literară [La Roumanie littéraire] 1975-1989

Scânteia [L'Etincelle] 1955, 1968, 1972, 1983, 1985, 1988, 1989

Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest] 1976-1989

Secolul 20. Revistă de literatură universală [Le XX^{ème} siècle. Revue de littérature universelle] 1974, 1981

Der Spiegel 1975

Vremea [Le Temps] 1935, 1936

Ziua [La Journée], consultable sur www.ziua.ro

22. Revista Grupului de Dialog Social [22. Revue du Groupe pour le Dialogue Social], 1990-1996, 2005-2008, depuis 1999 est consultable à www.revista22.ro

SOURCES PUBLIEES, RECUEILS DE DOCUMENTS

ANTON, Mioara, CHIPER, Ioan, *Instaurarea regimului Ceauşescu.Continuitate şi ruptură în relaţiile româno-sovietice* [L'instauration du régime Ceausescu. Continuité et rupture dans les relations roumaines-soviétiques], Bucarest, Institutul Naţional pentru Studiul Totalitarismului şi Institutul Român de Studii Internaţionale « Nicolae Titulescu », 2003 ;

ARDELEANU, Ion, eds., *Socialism ştiinţific. Manual pentru anul II licee de cultura generală şi de artă, anul III licee de specialitate şi anul IV licee pedagogice* [Socialisme scientifique. Manuel pour II^{ème} année lycées d'enseignement général et d'Arts, III^{ème} année lycées spécialisés et IV^{ème} année Ecoles normales], Bucarest, Editions Didactică şi Pedagogică, 1972 ;

ARHIVELE NAŢIONALE ALE ROMÂNIEI, *România. Viaţa politică în documente. 1945* [Roumanie, La vie politique en documents. 1945], Bucarest, 1994 ;

ARHIVELE NAŢIONALE ALE ROMÂNIEI, *Copilăria comunismului românesc în arhivele Cominternului. Documente* [L'enfance du communisme roumain dans les archives du Komintern. Documents], Bucarest, Editions des Archives Nationales de Roumanie, 2001 ;

ARHIVELE NAŢIONALE ALE ROMÂNIEI, *Partidul Comunist din România în anii celui de-al doilea război mondial. 1939-1944* [Le Parti Communiste Roumain pendant les années de la Deuxième Guerre mondiale. 1939-1944], Bucarest, Editions des Archives Nationales, 2003 ;

CEAUŞESCU, Nicolae, *România pe drumul desăvârşirii construcţiei socialiste. Rapoarte, cuvântări, articole* [La Roumanie sur la route de l'accomplissement de la construction socialiste. Rapports, discours, articles.], vol. I-XVII, Bucarest, Editions Politică, 1968-1989 ;

CEAUŞESCU, Nicolae, *Rapport au Xe Congrès du PCR. 6 Août 1969*, Bucarest, AGERPRES, 1969 ;

CEAUŞESCU, Nicolae, « Exposé à la Conférence de travail des cadres de parti du domaine idéologique et de l'activité politique et culturelle-éducative (9 juillet 1971) » *in La Roumanie aujourd'hui* (supplément), no. 8 (201), Bucarest, AGERPRES, 1971 ;

CEAUŞESCU, Nicolae, *Raport la Conferinţa Naţională a Partidului Comunist Roman. 19-21 iulie 1972* [Rapport à la Conférence Nationale du Parti Communiste Roumain, 19-21 juillet 1972], Bucarest, Editions Politică, 1972 ;

CEAUŞESCU, Nicolae, *Naţiunea şi naţionalităţile conlocuitoare în epoca contemporană* [La Nation et les nationalités cohabitantes à l'époque contemporaine], Bucarest, Editions Politică, 1983 ;

CEAUŞESCU, Nicolae, *Raport la Conferinţa Naţională a PCR. 14-16 decembrie 1987* [Rapport à la Conférence nationale du PCR. 14-16 décembre 1987], Bucarest, Editions Politică, 1987 ;

CEAUŞESCU, Nicolae, *Cuvântare la Plenara CC al PCR. 28 iunie 1988* [Discours devant le plénum du Cc du PCR. 28 juin 1988], Bucarest, Editions Politică, 1988 ;

Conférence Nationale du Parti Communiste Roumain, 19-21 juillet 1972. Documents, Bucarest, AGERPRES, 1972 ;

Conferinţa Naţională a Partidului Comunist Român. 19-21 iulie 1972 [La Conférence Nationale du Parti Communiste Roumain. 19-21 juillet 1972], Bucarest, Editions Politică, 1972 ;

Congresul al IX-lea al Partidului Comunist Român [Le IX^{ème} Congrès du Parti Communiste Roumain], Bucarest, Editions Politică, 1966 ;

Congresul al XI-lea al Partidului Comunist Român [Le XI^{ème} Congrès du Parti Communiste Roumain], Bucarest, Editions Politică, 1975 ;

DOBRE, Dumitru, TALOŞ, Dan, *Români în exil, emigraţie şi diaspora. Documente din fosta arhiva a CC al PCR* [Des Roumains en exile, émigration et diaspora. Documents de l'ancienne archive du Comité centrale du PCR], Bucarest, Editions ProHistoria, 2006 ;

Epoca Nicolae Ceauşescu Partidul Communist Român, centrul vital al întregii naţiuni. Documente ale plenarelor CC şi ale CPEX al CC al PCR. 1965-1985 [L'époque Nicolae Ceauşescu. Le Parti Communiste Roumain, centre vital de toute la nation. Documents des plénums du CC et du CPEX du CC du PCR. 1965-1985], 2 vol., Bucarest, Editions Politică, 1986 ;

GHEORGHIU-DEJ, Gheorghe, *Articole şi cuvântari* [Articles et discours], Bucarest, Editions du Parti Ouvrier Roumain, 1956 ;

GHEORGHIU-DEJ, Gheorghe, *Articole si cuvantari. August 1959 – Mai 1961* [Articles et discours. Août 1959 – Mai 1961], Bucarest, Editions Politică, 1961 ;

INSTITUTUL NAŢIONAL PENTRU MEMORIA EXILULUI ROMÂNESC, *Cazul Arthur şi exilul românesc. Ion Caraion în documente din arhiva CNSAS* [Le cas Arthur et l'exil roumain. Ion Caraion dans les documents des archives de CNSAS], Bucarest, Editions Pro Historia, 2006 ;

LUCA, Vasile, *Clasa muncitoare şi mişcarea naţională* [La classe ouvrière et le mouvement national], Bucarest, Editions du Parti Ouvrier Roumain, 1950 ;

MOCANU, Marin Radu, *Scriitorii şi puterea* [Les écrivains et le pouvoir], Bucarest, Editions Ideea Europeană, 2006 ;

PREDA, Marin, *Delirul* [Le délire], Bucarest, Editions Cartea Românească, 1975 ;

Prigoana. Documente ale procesului Constantin Noica – Constantin Pillat [La persécution, Documents du procès Constantin Noica – Constantin Pillat], Bucarest, Editions Vremea, 1996 ;

Programul Partidului Comunist Roman de făurire a societăţii socialiste multilateral dezvoltate şi inaintare a României spre comunism [Le programme du PCR pour la construction de la société socialiste multilatéralement développée et l'avancement de la Roumanie vers le communisme], Bucarest, Editions Politică, 1975 ;

Raport la cel de-al X-lea Congres al PCR [Rapport au X^{ème} Congrès du PCR], Bucarest, Editions Politică, 1969 ;

Le Rapport final de la Commission présidentielle pour l'analyse de la dictature communiste en Roumanie, Bucarest, le 20 décembre 2006 ;

Report on Situation of the Hungarian Minority in Romania, prepared for the Democratic Forum, Budapest, 1988 ;

ROLLER, Mihail, *Istoria României* [Histoire de la Roumanie], Bucarest, 1947 ;

SERVICIUL ROMAN DE INFORMAŢII, *Cartea albă a Securităţii. Istorii literare şi artistice (1969-1989)* [Le livre blanc de la Securitate. Histoires littéraires et artistiques (1969-1989)], Bucarest, Editions Presa Românească, 1996 ;

TĂNĂSESCU, Florian, eds., *Ideologie şi structuri comuniste în România*, [Idéologie et structures communistes en Roumanie], vol. I-II, Bucarest, Editions de l'Institut National pour l'Étude du Totalitarisme, 1995-1997 ;

TUDOR, Corneliu Vadim, *Saturnalii* [Saturinennes], Bucarest Editions Albatros, 1984;

DICTIONNAIRES, ENCYCLOPEDIES

ALEXANDRESCU, Ion, BULEI, Ion, MAMINA, Ion, SCURTU, Ioan, *Enciclopedia partidelor politice* [L'Encyclopédie des partis politiques], Bucarest, Editions Mediaprint, 1995 ;

BĂRBULESCU, Petre, BÂRLIBA, Dumitru M., *Mică enciclopedie de relaţii internaţionale pentru* tineret [Petite encyclopédie des relations internationales à l'usage des jeunes], Bucarest, Editions Politică, 1984 ;

CONSILIUL NAŢIONAL PENTRU STUDIEREA ARHIVELOR SECURITĂŢII, *Membrii Comitetului Central al Partidului Comunist Roman. 1945-1989. Dicţionar* [Membres du Comité Central du Parti Communiste Roumain. 1945-1989. Dictionnaire], Bucarest, Editions Enciclopedică, 2004 ;

CRIŞAN, Gheorghe, *Piramida puterii. Dicţionar biografic*. [La pyramide du pouvoir. Dictionnaire biographique], Bucuresti, Editions Pro Historia, 2001 ;

Enciclopedia istoriografiei românesti [L'Encyclopédie de l'historiographie roumaine], Bucarest, Editions Ştiinţifică şi Enciclopedică, 1978 ;

HANGANU, Ion, *Dicţionarul presei literare româneşti. 1790-1990* [Le dictionnaire de la presse littéraire roumaine. 1790-1990], Bucarest, Editions Fundaţiei Culturale Române, 1996 ;

MANOLESCU, Florin, *Enciclopedia exilului literar românesc. 1945-1989* [L'Encyclopèdie de l'exil littéraire roumain. 1945-1989], Bucarest, Editions Compania, 2003 ;

PELIN, Mihai, *Opisul emigraţiei româneşti. Destine în 1222 de fişe alcătuite pe baza dosarelor din arhivele Securitatii* [Le répertoire de l'émigration politique. Destins reflétés dans 1222 fiches à base des dossiers des archives de la Securitate], Bucarest, Editions Compania, 2002 ;

TRĂZNEA, Ovidiu, Kallos, Nicolae, *Mica enciclopedie de politologie* [Petite encyclopédie de politologie], Bucarest, Editions Ştiinţifică şi Enciclopedică, 1977 ;

Yearbook on International Communist Affairs. 1966-1989, Stanford, The Hoover Institution on War, Revolution and Peace, 1967-1990;

MEMOIRES

APOSTOL, Gheorghe, *Eu şi Gheorghiu-Dej* [Moi et Gheorghiu-Dej], Bucarest, Editions de l'auteur, 1998 ;

ARGETOIANU, Constantin, *Memorii* [Souvenirs], vol. II1, Bucarest, Editions Humanitas, 1995 ;

BETEA, Lavinia, *Maurer şi lumea de ieri. Mărturii despre stalinizarea României* [Maurer et le monde passé. Témoignages sur la stalinisation de la Roumanie], Arad, Editions Ioan Slavici, 1995 ;

BETEA, Lavinia, *Convorbiri neterminate. Corneliu Mănescu în dialog cu Lavinia Betea* [Dialogues interrompus. Corneliu Mănescu se confesse à Lavinia Betea], Iassy, Editions Polirom, 2001 ;

BRUCAN, Silviu, *De la capitalism la socialism şi retur. O biografie între două revoluţii* [Du capitalism au socialisme et retour. Une biographie entre deux revolutions], Bucarest, Editions Nemira, 1998;

BUZILĂ, Boris, *În prezenţa stăpânilor. Treizeci de ani de jurnal secret la România Liberă* [En présence des maîtres. Trente ans de journal secret à Roumanie Libre], Bucarest, Editions Compania, 1999 ;

CERNAT, Paul, MANOLESCU, Ion, MITCHIEVICI, Angelo, STANOMIR, Ioan, *Explorări în comunismul românesc* [Exploites dans le communisme roumain], tome 1, Bucarest, Editions Polirom 2004 ;

CHELARU, Rodica, *Culpe care nu se uită. Convorbiri cu Cornel Burtică* [Des fautes inoubliables. Conversations avec Cornel Burtică], Bucarest, Editions Curtea Veche, 2001 ;

CONSTANTINIU, Florin, *De la Răutu şi Roller la Muşat şi Ardeleanu* [De Răutu et Roller à Muşat et Ardeleanu], Bucarest, Editura Enciclopedică, 2007 ;

CORNEA, Doina, *Puterea fragilităţii* [Le pouvoir de la fragilité], Bucarest, Editions Humanitas, 2006 ;

GAL, Ionel, *Raţiune şi represiune în Ministerul de Interne. 1965-1989* [Raison et répression dans le Ministère de l'Intérieur. 1965-1989], 2 vol., Iasi, Editions Do-minoR, 2001 ;

LIICEANU, Gabriel, *Jurnalul de la Păltiniş* [Le journal de Păltiniş], I^{ère} édition, Bucarest, Editions Cartea Românească, 1983 ; II^{ème} édition, Bucarest, Humanitas, 1991 ; édition en francais - *Le Journal de Păltiniş*, traduit du roumain par Marie-France Ionesco, Paris, Editions La Découverte, 1999 ;

LOVINESCU, Monica, *Unde scurte. Jurnal indirect* [Les ondes courtes. Journal indirect], Madrid, Editions Limite, 1978 ;

LOVINESCU, Monica, *Est-etice. Unde scurte IV* [Est-éthiques. Ondes courtes IV], Bucarest, Editions Humanitas, 1994 ;

LOVINESCU, Monica, *Jurnal* [Journal], vol. I, 1981-1984, vol. II, 1985-1988, vol. III, 1990-1993, vol. IV, 1994-1995, vol. V, 1996-1997, vol. VI, 1998-2000, Bucarest, Humanitas, 2002-2006 ;

LUPAN, Nicolae, *Însemnări de desţărat* [Notes d'un sans patrie], Bucarest, Editions Semne, 2001 ;

LUPAN, Nicolae, *Gânduri de proscris. La 30 de ani de activitate unionistă a Asociaţiei Mondiale Pro Basarabia şi Bucovina* [Réflexions d'un proscrit. 30 ans d'activité unioniste de l'Association Mondiale Pro Bessarabie et Bucovine], Bucarest, Editions Pro Historia, 2006 ;

MĂGURA-BERNARD, Ioana, *Directorul postului nostru de radio* [Le directeur de notre Radio], Bucarest, Editions Curtea Veche, 2007 ;

MUNTEANU, Neculai Constantin, *Ultimii şapte ani de-acasă. Un ziarist în dosarele Securităţii* [Les derniers sept ans à la maison. Un journaliste dans les dossiers de la Securitate], Bucarest, Editions Curtea Veche, 2007 ;

NICULESCU-MIZIL, Paul, *O istorie trăită* [Une histoire vécue], tome I, Bucarest, Editions Enciclopedică, 2002 ;

PARASCHIV, Vasile, *Lupta mea pentru sindicate libere în România. Terorismul politic organizat de statul communist* [Ma lutte pour des syndicats libres en Roumanie. Le terrorisme organisé par l'Etat communiste], Bucarest, Editions Polirom, 2005 ;

POPESCU, Dumitru, *Cronos autodevorându-se, Memorii* [Chronos, l'autodévorateur. Mémoires], tome 1-3, Bucarest, Editions Curtea Veche, 2006 ;

ROSEN, Moses, *Primejdii, încercări, miracole* [Dangers, épreuves, miracles], Bucarest, Editions Hasefer, 1991 ;

ŞERBĂNESCU, Tia, *Femeia din fotografie. Jurnal 1987-1989* [La femme de la photo. Journal. 1987-1989], Bucarest, Editions Compania, 2002 ;

ŞTEFAN, Marian, *Trăite, văzute, auzite. 1967-1989* [Vécus, vus, entendus. 1967-1989], Bucarest, Editions Oscar Print, 2004 ;

ŢUGUI, Pavel, *Istoria şi limba română în vremea lui Gheorghiu-Dej. Memoriile unui fost şef de secţie a CC al PMR* [L'histoire et la langue roumaine aux temps de Gheorghiu-Dej. Les souvenirs d'un ancien chef de section du CC du PMR], Bucarest, Editions Ion Cristoiu, 1999 ;

VOINEA, Şerban, *Contribution à l'histoire de la sociale démocratie roumaine*, Paris, Editions Paul H. Stahl, 1990 ;

LIVRES

AGRIGOROAIEI, Ion, BUZATU, Gheorghe, CRISTIAN, Vasile, eds., *Românii în istoria universală* [Les Roumains dans l'histoire universelle], tome II-1, Jassy, Editions de l'Université « Alexandru Ioan Cuza », 1987 ;

ALEXANDRU, Daniela, NICOLAU, Irina, VOICILA, Ciprian, *Experimentul Zaica* [L'expériment Zaica], préface par Andrei Pleşu, Bucarest, Editions Meridiane, 2000 ;

ALTHABE, Gérard, *Anthropologie politique d'une décolonisation*, Paris Editions L'Harmattan, 2000 ;

ANDERSON, Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 2002 ;

ANTOHI, Sorin, *Războaie culturale. Idei, intelectuali, spirit public* [Guerres cultuelles. Idées, intellectuels, esprit public], Bucarest, Editions Polirom, 2007 ;

ANTON, Mioara, CHIPER, Ioan, *Instaurarea regimului Ceauşescu. Continuitate şi ruptură în relaţiile româno-sovietice* [L'instauration du régime Ceauşescu. Continuité et rupture dans les relations roumaino-soviétiques], Bucarest, Institutul Român pentru Studiul Totalitarismului & Institutul Român de Studii Internaţionale « Nicolae Titulescu », 2003 ;

ANTON, Mioara, *Propagandă şi război, 1941-1944* [Propagande et guerre. 1941-1944], Bucarest, Editions Tritonic, 2007 ;

AZOIŢEI, Mihaela, *Totalitarianism and resistance in Communist Romania. The Goma Case*, Bucarest, Editions Paideia, 2002 ;

BACIU, Nicolae, *Des géôles d'Ana Pauker aux prisons de Tito*, Paris, Le Livre Contemporaine, 1951 ;

BACIU, Nicolae, *Yalta si crucificarea României* [Yalta et la crucifixion de la Roumanie], Rome, Editions Nagard, 1983 ;

BACIU, Nicolae, *L'Europe de l'Est trahie et vendue. Les erreurs tragiques de Churchill et Roosevelt*, Paris, Editions La Pensée Universelle, 1984 ; première édition roumaine *Agonia României.1944-1948* [L'agonie de la Roumanie. 1944-1948], Cluj Napoca, Editions Dacia, 1990;

BANU, Florian, ŢĂRANU, Liviu, *Aprilie 1964.- Primăvara de la Bucureşti. Cum s-a adoptat « Declaraţia de independenţă » a României ?* [Avril 1964 – Le printemps de Bucarest. Comment a été adoptée la Déclaration d'indépendance de la Roumanie ?], Bucarest, Editions Enciclopedică, 2004 ;

BARAHONA DE BRITO, Alexandra, GONZALEZ-ENRIQUEZ, Carmen, AGUILAR, Paloma, eds., *The Politics of Memory. Transitional Justice in Democratizing Societies*, Oxford University Press, 2002 ;

BARBU, Bogdan, *Vin americanii ! Prezenta simbolică a Statelor Unite în România Războiului Rece* [Les Américains arrivent ! La présence symbolique des Etats-Unis dans la Roumanie de la Guerre Froide], Bucarest, Editions Humanitas, 2006 ;

BARBU, Daniel, *Republica absentă* [La République absente], Bucarest, Editions Nemira, 1999 ;

BAUQUET, Nicolas, BOCHOLIER, François, eds., *Le communisme et les élites en Europe Centrale*, Paris, Presses Universitaires de France, Editions Rue d'Ulm, 2006 ;

BEHR, Eduard, *Baise la main que tu n'oses pas mordre. Les Roumains et les Ceausescu : enquête sur une malédiction de l'histoire*, Paris, Editions Robert Laffont, 1991 ; edition roumaine - *Sarută mâna pe care n-o poţi muşca*, Bucarest, Editions Humanitas, 1999 ;

BERNARD, Noel, *Aici e Europa Liberă* [Ici, radio Free Europe], Bucarest, Editions Tinerama, 1991 ;

BETEA, Lavinia, *Lucreţiu Pătrăşcanu. Moartea unui lider communist* [Lucreţiu Pătrăşcanu. La mort d'un dirigeant communiste], Bucarest, Editions Curtea Veche, 2006 ;

BETEA, Lavinia, *Partea lor de adevăr* [Leur partie de vérité], Bucarest, Editions Compania, 2008;

BOIA, Lucian, *Istorie şi mit în conştiinţa românească* [Histoire et mythe dans la conscience roumaine], Bucarest, Editions Humanitas, 2002 ;

BONNEWITZ, Patrice, *La sociologie de Pierre Bourdieu*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998 ;

BOTEZ, Mihai, BREZIANU, Andrei, CĂLINESCU, Matei, HAMOS, Laszlo, HOSSZU, Istvan, MIHĂESCU, Eugen, RATESH, Nestor, SENCOVICI, Gheorghe A., TISMĂNEANU, Vladimir, TUDORAN, Dorin, *Romania : A Case of Dynastic Communism*, New York, Freedom House, 1989 ;

BOURDIEU, Pierre, *Le sens pratique*, Paris, Editions De Minuit, 1980 ;

BRAHAM, Randolph L., *Romanian Nationalists and the Holocaust: The Drive to Refurbish the Past*, consulté à l'adresse URL http://www.ceu.hu/jewishstudies/ pdf/01_braham.pdf, le 16 avril 2007 ;

BRAŞOVEANU, Emilian P., *Neorevizionismul ungar* [Le néo-révisionnisme hongrois], s.e., 1991 ;

BROWN, Archie, GRAY, Jack, eds., *Political Culture and Political Change in Communist States*, deuxième édition, New York, Holmes & Mayer Publishers, 1979 ;

CÂMPEANU, Pavel, *Ceauşescu: The Countdown*, Boulder, East European Monographs, 2003 ;

CANGEOPOL, Liviu, PETRESCU, Dan, *Ce-ar mai fi de spus. Convorbiri libere într-o ţară ocupată* [Ce qu'il reste à dire. Conversations libres dans un pays occupé], deuxième édition, Bucarest, Editions Nemira, 2000 ;

CĂTĂNUŞ, Ana Maria, eds., *Sfârşitul perioadei liberale a regimului Ceauşescu: minirevoluţia culturală din 1971* [La fin de la période libérale du régime Ceausescu: la mini-révolution culturelle de 1971], Bucarest, Institutul Naţional pentru Studiul Totalitarismului, 2005 ;

CĂTĂNUŞ, Dan, CHIPER, Ioan, *Cazul Ştefan Foriş. Lupta pentru putere de la Gheorghiu-Dej la Ceauşescu* [Le cas Ştefan Foriş. Les lutes pour le pouvoir de Gheorghiu-Dej à Ceauşescu], Bucarest, Editions Vremea, 1999 ;

CĂTĂNUŞ, Dan, eds, *România şi primăvara de la Praga* [La Roumanie et le Printemps de Prague], Bucarest, Institutul Naţional pentru Studiul Totalitarismului, 2005 ;

CEAUŞESCU, Ilie, *Transilvania, străvechi pamânt românesc*, première edition, Bucarest, Editions Militară, 1984 ;

CEAUŞESCU, Ilie, *La Transylvanie, ancienne terre roumaine*, sans edition, 1988, avec une préface de Roger Gheysens ;

CEAUŞESCU, Ilie, *Transylvania, An Ancient Romanian Land*, New Delhi – India, Socialook International Publications, 1984 ;

CEAUŞESCU, Ilie, CONSTANTINIU, Florin, IONESCU, Mihail E., *200 de zile mai devreme. Rolul României în scurtarea celui de-al doilea război mondial* [200 jours plus tôt. Le role de la Roumanie dans le raccourcissement de la deuxième guerre mondiale], Bucarest, Editions Ştiinţifică şi Enciclopedică, 1984 ;

CHEHABI, H. E., LINZ, Juan G., eds, *Sultanistic Regimes*, Baltimore & Londres, The John Hopkins University Press, 1997 ;

CIACHIR, Dan, *Gânduri despre Nae Ionescu* [Pensées sur Nae Ionescu], Jassy, Editions Institutul European, 1994 ;

CIOFLÂNCĂ, Adrian, « A «Grammar of Exculpation » in Communist Historiography :Distorsion of the History of Holocaust under Ceauşescu », in *Romanian Journal of Political Science*, tome 4, no. 2, hiver 2004, pp. 29-46 ;

CIORAN, Emil, *Schimbarea la faţă a României* [La transfiguration de la Roumanie], Bucarest, Editions Humanitas, 1993 ;

CIOROIANU, Adrian, *Ce Ceauşescu qui hante les Roumains. Le mythe, les représentations et le culte du Dirigeant dans la Roumanie communiste*, Bucarest, Editions Curtea Veche & Agence Universitaire de la Francophonie, 2004 ;

CIOROIANU, Adrian, *Pe umerii lui Marx. O introducere în istoria comunismului românesc* [Sur les épaules de Marx. Une introduction dans le communisme roumain], Bucarest, Editions Curtea Veche, 2005 ;

COJA, Ion, *Transilvania, Invincibile argumentum*, Bucarest, Editions Athenaeum, 1990 ;

COLAS, Dominique, *Le glaive et le fléau. Généalogie du fanatisme et de la société civile*, Paris, Editions Bernard Grasset, 1992 ;

COLAS, Dominique, *Le léninisme*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998 ;

COMISIA ROMÂNĂ DE ISTORIE MILITARĂ, CENTRUL DE STUDII ŞI CERCETĂRI DE ISTORIE ŞI TEORIE MILITARĂ, *Istoria militară a poporului român*, 6 vol. [L'Histoire militaire du peuple roumain], Bucarest, Editions Militară, 1984-1989 ;

CONSTANTINIU, Florin, *PCR, Pătrăşcanu şi Transilvania (1945-1946)* [Le PCR, Patraşcanu et la Transylvanie. (1945-1946)], Bucarest, Editions Enciclopedică, 2001 ;

CORNEA, Andrei, *De la Şcoala din Atena la Şcoala de la Paltiniş sau despre utopii, realitati şi (ne) deosebirea dintre ele* [De l'Ecole d'Athène à l'Ecole de Paltinis ou sur les utopies, les réalités et la (non)différence entre eux], Bucarest, Editions Humanitas, 2004 ;

CORNEA, Doina, *Liberté ? Entretiens avec Michel Combes suivis de lettres ouvertes adressées à Nicolae Ceausescu, Ion Iliescu, Petre Roman*, Paris, Editions Criterion, 1990 ;

CORNEA, Doina, *Scrisori deschise şi alte texte* [Lettres ouvertes et d'autres textes], Bucarest, Editions Humanitas, 1991 ;

CORNEA, Doina, *Puterea fragilităţii* [Le pouvoir de la fragilité], Bucarest, Editions Humanitas, 2006

CORNEANU, Nicolae, Métropolite du Banat, *L'Eglise roumaine dans le nord-ouest du pays pendant la persécution horthyste*, Bucarest, Editions de l'Institut Biblique et de la Mission de l'Eglise Orthodoxe Roumaine, 1986 ;

CRIŞAN, Ion Horaţiu, *Burebista şi epoca sa* [Bourébistas et son époque], Bucarest, Editions Ştiinţifică şi Enciclopedică, 1975 ;

CRIŞAN, Ion Horaţiu, *Spiritualitatea geto-dacilor* [La spiritualité des Daces], Bucarest, Editions Albatros, 1986 ;

DAICOVICIU, Hadrian, *Dacia de la Burebista la cucerirea romană* [La Dacie de Bourébistas à la conquête romaine], Cluj, Editions Dacia, 1972 ;

DELETANT, Dennis, *Ceauşescu şi securitatea. Constrângere şi dizidenţă în România anilor 1965-1989* [Ceauşescu et la Securitate. Répression et dissidence dans la Roumanie des années 1965-1989], Bucarest, Editions Humanitas, 1998 ;

DELSOL, Chantal, MASLOWSKI, Michel, NOWICKI, Joanna, eds., *Dissidences*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005 ;

DOBRILĂ, Constantin, *Entre Dracula et Ceauşescu. La tyrannie chez les Roumains*, Bucarest, Institutul Cultural Roman, 2006 ;

Doctrină şi teorie militară [Doctrine et théorie militaire], Bucarest, Editions Militară, 1970 ;

DOMENACH, Jean-Marie, *La propagande politique*, Paris, Presses Universitaire de France, 1e édition, 1950 ;

DRĂGAN, Iosif Constantin, *Noi tracii şi istoria noastra multimilenară* [Nous les thraces et notre histoire multimillénaire], Craiova, Editions Scrisul Românesc, 1976 ; avec deux éditions, en anglais - *We, the Thracians and our multimillenary history*, Milan, Editions Nagard, 1976 ; et en français - *Les Roumains, peuple multimillénaire de l'Europe*, Rome, Editions Europe, 1983 ;

DRĂGAN, Iosif Constantin, *Mareşalul Antonescu şi războaiele de reîntregire* [Le Maréchal Antonescu et les guerres de réintégration], 4 volumes, Nagard, Venice, 1986 - 1990 ;

DUDAŞ, Florian, *Teroare în Maramureş* [Terreur dans le Maramureş], Oradea, Editions Lumina, 1991 ;

DURANDIN, Catherine, Tomescu, Despina, *La Roumanie de Ceausescu*, Paris, Guy Epaud, 1988 ;

DURANDIN, Catherine, *Histoire des Roumains*, Paris, Fayard, 1995 ;

DURANDIN, Catherine, Petre, Zoe, *La Roumanie post-1989*, Paris, l'Harmattan, 2008 ;

FALK, Barbara J., *The Dilemmas of Dissidence in East-central Europe. Citizen Intellectuals and Philosopher Kings*, Budapest, Central European University Press, 2003;

FĂTU, Mihai, SPĂLĂŢELU, Ioan, *Garda de Fier – organizaţie teroristă de tip fascist* [La Garde de Fer – organisation terroriste de type fasciste], Bucarest, Editions Politică, 1971 ;

FĂTU, Mihai, MUŞAT, Mircea, eds., *Teroarea horthysto-fascistă în nord-vestul României. Septembrie 1940-octombrie 1944* [La terreur horthyste-fasciste dans le nord-ouest de la Roumanie. Septembre 1940-octobre 1944], Bucarest, Editions Politică, 1985 ;

FĂTU, Mihai, *The Romanian Church in Northwestern Romania during the Horthy Occupation (1940-1944)*, Bucharest, The Bible and Orthodox Mission Institute of the Romanian Orthodox Church, 1985 ;

FEJTÖ, François, *Histoire des démocraties populaires. 2. Après Staline 1953-1979*, Paris, Editions du Seuil, 1969 ;

FICEAC, Bogdan, *Cenzura comunistă şi formarea « omului nou »* [La censure communiste et la formation de « l'homme nouveau »], Bucarest, Editions Nemira, 1999 ;

FICHER-GALATI, Stephen, *Twentieth Century Romania*, New York, 1991 ;

FISCHER, Mary Ellen, *Nicolae Ceausescu. A Study in Political Leadership*, Boulder & London, Lynne Rienner Publishers, 1989 ;

FLERS, René Al. de, *Radio Europa Liberă şi exilul românesc* [La Radio Free Europe et l'exil roumain], Bucarest, Editions VESTALA, 2005;

FOUCAULT, Michel, *L'archéologie du savoir*, Paris, Editions Gallimard, 2008 ;

FRUNZÃ, Victor, *Pentru drepturile omului în România* [Pour les droits de l'homme en Roumanie], Aarhus, Editions Nord, 1982 ;

FRUNZĂ, Victor, *Istoria partidului communist român* [L'histoire du parti communiste roumain], Aarchus, Editions Nord, 1984 ;

FRUNZĂ, Victor, *Istoria stalinismului în România* [L'histoire du stalinisme en Roumanie], Bucarest, Editions Humanitas, 1990 ;

FRUNZĂ, Victor, *Cât mai poate trăi un cadavru politic?* [Combien de temps peut-il vivre, un cadavre politique?], Bucarest, sans édition, 1990 ;

FRUNZĂ, Victor, *Istoria comunismului în România* [L'histoire du communisme en Roumanie], Bucarest, Editions Victor Frunză, 1999 ;

GEORGESCU, Vlad, *Politică şi Istorie. Cazul comunişţilor români. 1944-1977* [Politique et histoire. Le cas des communistes roumains. 1944-1977], Bucarest, Editions Humanitas, 1991 ;

GEORGESCU, Vlad, *The Romanians. A History*, London, I.B. Tauris & Co, 1991 ;

GEORGESCU, Vlad, *România anilor 80* [La Roumanie des années 1980], Munich, Editions John Dumitru, 1994 ;

GHEORGHIU, Mihai Dinu, *Intelectualii în câmpul puterii. Morfologii şi traiectorii sociale* [Les intellectuels dans le champ du pouvoir. Morphologies et trajectoires sociales], Bucarest, Editions Polirom, 2007 ;

GILBERG, Trond, *Nationalism and Communism in Romania : The Rise and Fall of Ceausescu's Personal Dictatorship*, Boulder, Colorado, 1990 ;

GIURESCU, C. C., *Cum se falsifică istoria* [Comment on falsifie l'histoire], Milan, NAGARD, 1974 ;

GOMA, Paul, *Le Tremblement des Hommes. Peut-on vivre en Roumanie aujourd'hui ?*, Paris, Editions du Seuil, 1979 ; la version roumaine *Culoarea curcubeului'77. Cutremurul oamenilor*, Edition de l'Auteur, 2005, consulté à l'adresse url http://paulgoma.free.fr/page6.php, le 28 décembre 2007;

HARTOG, François, REVEL, Jacques, eds., *Les usages politiques du passé*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001 ;

The Hungarians of Romania. Minority Rights Group Report, no. 37. Londres, 1978 ;

IERUNCA, Virgil, *Dimpotrivă* [Tout au contraire], Bucarest, Editions Humanitas, 1994 ;

IOANID, Radu, *Răscumpararea evreilor. Istoria acordurilor secrete dintre România şi Israel* [La rançon des Juives. Histoire des accords secrets entre la Roumanie et l'Israël], Bucarest, Editions Polirom, 2005 ;

IONESCU, Gelu, *Covorul cu scorpioni* [Le tapis aux scorpions], Bucarest, Editions Polirom, 2006 ;

IONESCU, Nae, *Roza vânturilor* [La Rose des Vents], 1990, Bucarest, Editions Roza Vânturilor, 1990;

IONESCU, Nae, *Suferinţa rasei albe* [L'angoisse de la race blanche], Jassy, Editions Timpul, 1994 ;

IONESCU-GURĂ, Nicoleta, *Stalinizarea României. Republica Populară Română: 1948-1950. Transformări instituţionale* [La stalinisation de la Roumanie, La République Populaire Roumaine : 1948-1950. Transformations institutionnels], Bucarest, Editions ALL, 2005 ;

IORGOVAN-DUMITRU, Chirata, *eds., Dacica. Anthologie de lirica românească* [Dacie. Anthologie de lyrique roumaine], préface par Paul Anghel, Bucarest, Editions Minerva, 1978 ;

JELA, Doina, STRAT, Cătălin, ALBU, Mihai, *Afacerea Meditaţia transcendentală* [L'affaire Méditation transcendantale], Bucarest, Editions Humanitas, 2004 ;

JEWSIEWICKI, Bogumil, eds., *Travail de mémoire et d'oubli dans les sociétés postcommunistes*, Bucarest, Editions de l'Université de Bucarest & L'Agence Universitaire de la Francophonie, pp. 46-63 ;

JOWITT, Kenneth, *Revolutionary Breakthrough and National Development. The Case of Romania 1944-1965*, Berkely & Los Angeles, University of California Press, 1971;

KARNOOUH, Claude, *L'invention du people. Chroniques de Roumanie*, Paris, Editions Arcantère, 1990 ;

KERTZER, David I., *Ritual, Politics and Power***,** Yale University Press, 1988 ;

KING, Robert, *History of the Romanian Communist Party*, Hoover Institution Press, 1980 ;

KULLER, Hary, *Evreii în România anilor 1944-1949* [Les Juifs dans la Roumanie des années 1944-1949], Bucarest, Editions Hasefer, 2002 ;

KUNZE, Thomas, *Nicolae Ceauşescu. Eine Biographie*, Berlin, Ch. Links Verlag, 2000 ; édition roumaine - *Nicolae Ceauşescu. O Biografie* [Nicolae Ceausescu. Une biographie], traduit de l'allemand par Alexandru Teodorescu, Bucarest, Editions Vremea, 2002 ;

LAIGNEL-LAVASTINE, Alexandra, *Filozofie şi naţionalism. Paradoxul Noica* [Philosophie et nationalisme. Le paradoxe Noica], Bucarest, Editions Humanitas, 1998 ;

LAIGNEL-LAVASTINE, Alexandra, *Cioran, Eliade, Ionescu: l'oubli du fascisme. Trois intellectuels roumains dans la tourmente du siècle*, Paris, Presses Universitaires de France, 2002 ;

LĂNCRĂNJAN, Ion, *Cuvânt despre Transilvania* [Mot sur la Transylvanie], deuxième édition, Bucarest, Editura Regiei Autonome a Imprimeriilor. Imprimeria Coresi, 1995 ;

LAZITCH, Branko, *Le Rapport Khroutchev et son histoire*, Paris, Editions du Seuil, 1976 ;

LE BART, Christian, *Le discours politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998 ;

LEVY, Robert, *Ana Pauker. The Rise and Fall of a Jewish Communist*, Berkeley, University of California Press, 2001 ;

LIICEANU, Gabriel, *Epistolar* [Epistolaire], Bucarest, Editions Cartea Românească, 1987 ;

LIICEANU, Gabriel, *Apel către lichele* [Appel aux truands], Bucarest, Editions Humanitas, 1992 ;

LINTON, Ralph, *Le fondement culturel de la personnalité*, Paris, Editions Bordas, 1986 ;

LINZ, Juan J., Stepan, Alfred, *Problems of Democratic Transition and Consolidation. Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore, John Hopkins University Press, 1996 ;

LINZ, Juan J., CHEHABI, Houchany E., *Sultanistic Regimes*, Baltimore, John Hopkins Unversity Press, 1998 ;

LINZ, Juan G., *Totalitarian and Authoritarian Regimes*, Boulder & Londres, Lynn Rienner Publishers, 2000 ;

LIVEZEANU, Irina, *Cultural politics in Greater Romania : regionalism, nation building, and ethnic struggle*, New York, Cornell University Press, 1995 ;

LIVEZEANU, Irina, *The Poverty of Post-Communist Contemporary History in Romania*, University of Pittsburg, The National Council for Eurasian and East-European Research, Title VIII Program, 2003 ;

LOVINESCU, Eugen, *Istoria civilizaţtiei române moderne* [Histoire de la civilisation roumaine moderne], 3 vol., préface de Zigu Ornea, Bucarest, Editions Minerva, 1992 ;

LÖWENHARDT, John, *Decision Making in Soviet Politics*, New York, St. Martin's Press, 1981;

LOWENTHAl, David, *The Past is a Foreign Country*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985 ;

LUNGU, Dan, *Construcţia identităţii într-o societate totalitară. O cercetare sociologică asupra scriitorilor* [Construction de l'identité dans une société totalitaire. Une recherché sociologique sur les écrivains], Jassy, Editions Junimea, 2003 ;

MACAULY, Martin, CARTER, Stephen, eds., *Leadership and Succession in the Soviet Union, Eastern Europe and China*, Armonk, New York, M.E. Sharpe Inc., 1986;

MARES, Antoine, eds., *Histoire et pouvoir en Europe Médiane*, Paris, Editions L'Harmattan, 1996 ;

MATEI, Sorin Adam, *Boierii minţii. Intelectualii români între grupurile de prestigiu şi piaţa liberă a ideilor* [Les Boyards de l'esprit. Les intellectuels roumains entre groupes de prestige et le marché libre des idées], Bucarest, Editions Compania, 2004 ;

MATICHESCU, Olimpiu, *Tinereţea revoluţionară a tovarăşului Nicolae Ceauşescu* [La jeunesse révolutionnaire du camarade Nicolae Ceauşescu], Bucarest, Editions Scânteia Tineretului, 1981 ;

MEURS, Wilhelmus Petrus van, *Chestiunea Basarabiei în istoriografia comunistă* [La question de la Bessarabie dans l'historiographie communiste], Chişinău, Editions ARC, 1996 ;

MIHĂILESCU, Florin, *De la proletcultism la postmodernism* [Du proletculte au postmodernisme], Constanţa, Editions Pontica, 2002 ;

MIHALACHE, Andi, *Istorie şi practici discursive în România democrat-populară* [Histoire et pratiques discursives dans la Roumanie démocrate-populaire], Bucarest, Editions Albatros, 2003 ;

MINK, George, Szurek, Jean-Charles, *Cette étrange post-communisme : rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, Paris, Editions Découverte, Presses de CNRS, 1992 ;

MINK, Georges et Szurek, Jean-Charles, *La grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, Editions Seuil, 1999 ;

MURGESCU, Luminiţa, *Istoria din ghiozdan. Memorie şi manuale şcolare în România anilor 1990* [L'histoire dans le cartable. Mémoire et manuels scolaires dans la Roumanie des années 1990], Bucarest, Editions DominoR, 2004 ;

MUŞAT, Mircea, ARDELEANU, Ion, *România dupa Marea Unire* [La Roumanie après la Grande Union], vol. II, I^{ère} partie, Bucarest, Editions Ştiinţifică şi Enciclopedică, 1986 ;

NEGRICI, Eugen, *Literatura română sub comunism. Proza* [La littérature roumaine sous le communisme. La prose], 2 vol., Bucarest, Editions Fundatia PRO, 2002 ;

NELSON, Daniel C., *Elite-Mass Relations in Communist Systems*, New York, St. Martins' Press, 1988 ;

NOICA, Constantin, *Jurnal filosofic* [Journal philosophique], Bucarest, Editions Humanitas, 1990 ;

Omagiu lui Iosif Constantin Drăgan [Hommage à Iosif Constantin Drăgan], tomes I-IV, Rome, Editions Nagard, 1977-1982 ;

OPREA, Marius, *Banalitatea răului. O istorie a Securităţii în documente. 1949-1989* [La banalité du mal. Une histoire documentée de la Securitate. 1949-1989], Jassy, Editions Polirom, 2002 ;

OPREA, Marius, *Moştenitorii Securităţii* [Les héritiers de la Securitate], Bucarest, Editions Humanitas, 2004 ;

OPREA, Marius, Olaru, Stejărel, *Ziua care nu se uită. 15 noiembrie 1987, Braşov* [Le jour qu'on n'oublie pas. Le 15 novembre 1987, Braşov], Bucarest, Editions Polirom, 2002 ;

PACURARU, Mircea, *The Policy of the Hungarian State concerning the Romanian Church in Transylvania under The Dual Monarchy. 1867-1918*, Bucharest, The Bible and Mission Institute of the Romanian Orthodox Church, 1986;

PALEOLOGU, Alexandru, *Ipoteze de lucru* [Hypothèses de travail], Bucarest, Editions Cartea Românească, 1980 ;

PAPU, Edgar, *Din clasicii noştri. Contribuţii la ideea unui protocronism românesc* [De nos classiques. Contributions à l'idée d'un protochronisme roumain], Bucarest, Editions Eminescu, 1977 ;

PÂRVAN, Vasile, *Getica*, Bucarest, Editions Ştiinţifică şi Enciclopedică, 1981 ;

PASCU, Ştefan, ŞTEFĂNESCU, Ştefan, eds., *Un jeu dangereux : la falsification de l'histoire. Recueil d'études et d'articles*, Bucarest, Editions Scientifiques et Encyclopédiques, 1987 ;

PELIN, Mihai, *Operaţiunile Meliţa şi Eterul. Istoria Europei Libere prin documente de Securitate* [Les opérations Melitza et l'Ether. L'histoire de la Radio Free Europe dans les documents de la Securitate], Bucarest, Editions Compania, 2007 ;

PENNETIER, Claude, PUDAL, Bernard, eds., *Autobiographie, autocritique, aveux dans le monde communiste*, Paris, Editions Belin, 2002 ;

Probleme fundamentale ale istoriei patriei şi Partidului Comunist Român. Prelegeri [Problèmes fondamentaux de l'histoire de la patrie et du Parti Communiste Roumain. Cours], Bucarest, Editions Didactică şi Pedagogică, 1977 ;

Probleme fundamentale ale istoriei României [Problèmes fondamentaux de l'histoire de la Roumanie], Bucarest, Editions Didactică şi Pedagogică, 1983 ;

RĂDULESCU-ZONER, Şerban, *Securitatea în Institutul de Istorie « Nicolae Iorga ». Studiu de caz* [La *Securitatea* dans l'Institut d'Histoire « Nicolae Iorga ». Etude de cas], Bucuresti, s.e., 2008 ;

RETEGAN, Mihai, *In the Shadow of the Prague Spring: Romanian Foreign Policy and the Crisis in Czechoslovakia*, Jassy, Oxford, Portland: Center for the Romanian Studies, 2000;

ROŞCA, Luminiţa, *Mecanisme ale propagandei în discursul de informare. Presa românească în perioada 1985-1995* [Mécanismes de la propagande dans le discours d'information. La presse roumaine entre 1985-1989], Bucarest, Editions Polirom, 2006 ;

SANDU, Traian, *Histoire de la Roumanie*, Paris, Editions Perrin, 2008 ;

SEVILLA, Jean, *Historiquement correct*, Paris, Editions Perrin, 2003 ; la version roumaine par Anca Dumitriu – Jean Sevilla, *Corectitudinea istorică*, Bucarest, Editions Humanitas, 2005 ;

SHAFIR, Michael, *Romania. Politics, Economics and Society. Political Stagnation and Simulated Change*, London, Frances Pinter Publishers, 1985 ;

SIMION, Aurică, *Preliminarii politico-diplomatice ale insurecţiei române din august 1944* [Préliminaires politico-diplomatiques de l'insurrection roumaine d'aout 1944], Cluj-Napoca, Editions Dacia, 1979 ;

SINAIAN, Sylva, DEAK, Istvan, LUDZ, Peter C., *Eastern Europe in the 70s*, New York, Praeger Publishers, 1972;

SIULEA, Ciprian, *Retori, simulacre, imposturi. Cultura şi ideologii în România* [Rhétoriciens, simulacres, impostures. Culture et idéologies en Roumanie], Bucarest, Editions Compania, 2003 ;

SMITH, Anthony D. S., *Nationalism in the Twentieth Century*, Oxford, Martin Robertson, 1979;

STĂNESCU, Marin C., *Moscova, Cominternul, Filiera Comunistă Balcanică şi România (1919-1944*) [Moscou, le Komintern, la Filière Communiste des Balkans et la Roumanie (1919-1944)], Bucarest, Editions Silex, 1994 ;

STOLOJAN, Sanda, *Sub semnul depărtării. Corespondenţa Constantin Noica – Sanda Stolojan* [Sous le signe de la distance. Correspondance Constantin Noica – Sanda Stolojan], Bucarest, Editions Humanitas, 2006 ;

TAMAS, Gaspar-Miklos, *Les idoles de la tribu. L'essence morale du sentiment national*, Paris, Editions Arcantere, 1991 ;

TĂNASE, Stelian, *Elite şi societate. Guvernarea Gheorghiu-Dej. 1948-1965* [Elites et société. Le régime Gheorghiu-Dej. 1948-1965], Bucarest, Editions Humanitas, 1998 ;

TĂNASE, Stelian, *Clienţii lu' Tanti Varvara. Istorii clandestine* [Les clients de Tante Barbare. Histoires clandestines], Bucarest, Editions Humanitas, 2005 ;

TĂNASE, Virgil, *Dossier Paul Goma. L'écrivain face au socialisme du silence. Présenté par Virgil Tănase*, Paris, Editions Albatros, 1977 ;

THOM, Françoise, *La langue de bois*, Paris, Editions Juillard, 1987 ;

TISMĂNEANU, Vladimir, *Fantoma lui Gheorgiu-Dej* [Le fantôme de Gheorghiu-Dej], Bucarest, Editions Univers, 1995 ;

TISMĂNEANU, Vladimir, *Arheologia Terorii* [L'archéologie de la terreur], Bucarest, Editions ALLFA, 1998 ;

TISMANEANU, Vladimir, *Stalinism for All Seasons. A Political History of Romanian Communism*, Berkeley & Los Angeles & Londres, University of California Press, 2003;

ŢARAU, Liviu C., *Între Washington şi Moscova : România. 1945-1965* [Entre Washington et Moscou : la Roumanie. 1945-1965], Cluj, Editions Tribuna, 2005 ;

ŢURCANU, Florin, *Mircea Eliade. Le prisonnier de l'histoire*, Paris, La Découverte, 2003 ;

VERDERY, Katherine, *National Ideology under Socialism. Identity and Cultural Politics in Ceausescu's Romania*, Berkeley & Los Angeles & Oxford, University of California Press, 1991 ;

VOINEA, Şerban, *Contribution à l'histoire de la sociale démocratie roumaine*, Paris, Editions Paul H. Stahl, 1990 ;

WATTS, Larry L., *Romanian Cassandra: Ion Antonescu and the Struggle for Reform. 1916-1941*, New York, Boulder, Colombia, East European Monographs, 1993 ; édition roumaine *O Casandră a României. Ioan Antonescu şi lupta pentru reformă. 1916-1941*, Bucarest, Editions Fundaţiei Culturale Române, 1993 ;

ZUB, Alexandru, *Orizont închis. Istoriografia română sub dictatură* [Horizon fermé. L'historiographie roumaine sous la dictature], Jassy, Institutul European, 2000 ;

ZUB, Alexandru, ANTOHI, Sorin, *Oglinzi retrovizoare. Istorie, memorie şi morală în România* [Miroirs rétroviseurs. Histoire, mémoire et morale en Roumanie], Jassy, Editions Polirom, 2002 ;

ETUDES ET ARTICLES

ALDAIR, Bianca L., « Interest Articulation in Communist Regimes: The New Economic Mechanism in Hungary. 1962-1980», in *East European Quarterly*, vol. XXXVII, no. 1, mars 2003, pp. 101-126;

ALMOND, Gabriel, « Communism and Political Culture Theory », in *Comparative Politics*, vol. 15, no. 2, janvier 1983, pp. 127-138 ;

ALEXANDRESCU, Vasile, « Un ostas vrednic în frontul istoriografiei şi gândirii militare româneşti – generalul Eugen Bantea » [Un soldat méritoire sur le front de l'historiographie et de la pensée militaire roumaines – le general Eugen Bantea], in *Anuarul Institutului de Studii Operativ-Strategice si Istorie Militara* [Annuaire de l'Institut d'Etudes Opératives-Stratégiques et d'Histoire Militaire], Bucarest, Editions Vasile Cârlova, 1996 ;

ANGHEL, Paul, « O precizare legată de noţiunea de tezism » [Une precision à propos de la notion de dogmatisme], in *România literară* [La Roumanie littéraire], année X, no. 35, 1 septembre 1977 ;

AVINERI, Shlomo, « Toward a Socialist Theory of Nationalism », in *Dissent*, Fall, 1990, pp. 447-457 ;

*** « Bălăceanu-Stolnici, complice la asasinatele de la Europe Liberă » [Bălăceanu-Stolnici, complice des assassinats de la Radio « Free Europe »], in *Cotidianul* [Le Quotidien], le 28 novembre 2007 ;

BALOTĂ, Nicolae, « Sincronism, protocronism, idei-forţă » [Synchronisme, protochronisme, idées clef], in *Luceafărul* [L'Etoile du Matin], an XX, no. 46(811), 12 novembre 1977 ;

BARBU, Eugen, « Vitejii daci sau ceata lui Papuc » [Les « braves Daces » ou la bande joyeuse], in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no. 15 (644), 15 avril 1983 ;

BARBU, Eugen, « Imoralităţi şi imoralităţi » [Immoralités et immoralités], in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no. 20 (701), 18 mai 1984.

BAR-HAIM, Gabriel, « Actions and Heroes: The Meaning of Western Pop Information for Eastern European Youth », in *The British Journal of Sociology*, vol. 40, no. 1, mars 1989, pp. 22-45 ;

BAYARD, Jean-François, « L'énonciation du politique », in *Revue française de science politique*, vol. 35, no. 3, 1985 ;

BERCIU, Dumitru, « Străvechea moştenire tracică » [L'héritage ancestral des Thraces], in *Magazin istoric* [Magazin historique], an VI, no. 7 (64), juillet 1972 ;

BERCIU, Dumitru, « La primul congres internaţional de tracologie » [Au premier congrès international de thracologie], in *Magazin istoric* [Magazin historique], an VI, no. 10 (67), octobre 1972, pp. 84-87 ;

BERINDEI, Dan, « Cel de-al XV-lea Congres Internaţional de Ştiinţe Istorice şi participarea istoricilor români » [Le XV^{ème} Congrès International des Sciences historiques et la participation des historiens roumains], in *Revista de istorie* [Revue d'Histoire], tome 33, vol. 10, octobre 1980, pp. 1839-1856 ;

BERSTEIN, Serge, « L'historien et la culture politique », *in Vingtième siècle. Revue d'histoire*, volume 35, no. 1, 1992 ;

BLAGA, Lucian, « Revolta fondului nostru nelatin », [La révolte de notre âme non-latine], in *Gândirea* [La Pensée], septembre 1921 ;

BODEA, Gheorghe I., « Teroarea horthystă în nord-vestul vetrei româneşti. (1) » [La terreur horthyste au nord-ouest de la glèbe roumaine. (1)], in *Lupta întregului popor. Revista română de istorie militară* [La lutte du peuple tout entier. Revue roumaine d'histoire militaire], no. 3(21)/1989 ;

BONNEVILLE, Emmanuelle, « L'ennemi nécessaire. Caractérisitques psychologiques et rôles dans l'identité du sujet », in *Société*, no. 80, 2003/2 ;

BOTTONI, Ştefano, « Tra stalinismo e nazionalismo. La creazione della regione autonoma ungherese in Romania (1952) », in *Italia Contemporanea*, vol. 233, décembre 2003, pp. 679-700 ;

BOURDIEU, Pierre, « L'illusion autobiographique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, année 1986, vol. 62, no. 1, pp. 69-72 ;

BOZGAN, Ovidiu, *România comunistă, emigraţia românească şi deciziile anului 1972* [La Roumanie communiste, l'émigration roumaine et les décisions de l'année 1972], in *Arhiva Istorică a României* [L'Archive historique de Roumanie], nouvelle série, vol. I, no 2, 2004, pp. 268-300 ;

BUDUCA, Ioan, « Protocronismul, o falsă polemică » [Le protochronisme. Une polémique fausse], in *Convorbiri literare* [Dialogues littéraires], no. 2 (98), février 1978 ;

BUZATU, Gheorghe, « Présence des scientifiques roumains aux Etats-Unis », in *La lutte du peuple tout entier. Revue roumaine d'histoire militaire*, no. 2 (16), 1988 ;

CATALAN, Gabriel, STĂNESCU, Mircea, « Brève histoire de la Securitate. Quelques aspects », in *Cahier d'histoire immédiate*, no.4, automne 2003, pp. 123-136 ;

CEAUŞESCU, Ilie, « The Struggle of the Romanian People Against Foreign Domination », in *Actes du 4ème Colloque Internationale d'Histoire Militaire*, Ottawa, 1979 ;

CEAUŞESCU, Ilie, « La început de drum » [Au début du chemin], in *Lupta întregului popor. Revista română de istorie militară* [La lutte du peuple tout entier. Revue roumaine d'histoire militaire], no. 1, 1984, pp. 1-4 ;

CEAUŞESCU, Ilie, « Rădăcinile istorice ale revoluţiei de eliberare socială şi naţională, antifascistă şi antiimperialistă din august 1944 » [Les racines historiques de la revolution de liberation sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste d'août 1944] in *Lupta întregului popor. Revista română de istorie militară* [La lutte du peuple tout entier. Revue roumaine d'histoire militaire], no. 1, 1984, pp. 10-13 ;

CEAUŞESCU, Ilie, « Independenţa, bunul nostru cel mai de preţ » [L'Indépendance, notre bien le plus précieux], in *Lupta întregului popor. Revista română de istorie militară* [La lutte du peuple tout entier. Revue roumaine d'histoire militaire], no. 3(5), 1985 ;

CEAUŞESCU, Ilie, « Statul la români – peste 2000 de ani de existenţă în slujba unor înalte idealuri de progres şi civilizaţie » [L'Etat aux Roumains – plus de 2000 ans d'existence au service de hautes idéaux de progrès et de civilisation], in *Lupta întregului popor. Revista română de istorie militară* [La lutte du peuple tout entier. Revue roumaine d'histoire militaire], 4(6), 1985, pp. 31-36 ;

CEAUŞESCU, Ilie, « Apărarea şi consolidarea independenţei naţionale, necesitate logică, obiectiv fundamental al PCR în epoca deschisă de Congresul al IX-lea al partidului nostru comunist » [La défense et la consolidation de l'indépendance nationale, nécessité logique, objectif fondamental du PCR à l'ère ouverte par le IXème Congrès de notre parti communiste], in *Lupta întregului popor. Revista română de istorie militară* [La lutte du peuple tout entier. Revue roumaine d'histoire militaire], no. 1(50, 1988 ;

CEAUŞESCU, Ilie, « Lupta pentru apărarea gliei străbune împotriva expansiunilor şi revizionismului, permanenţă a istoriei poporului român » [La lutte pour la défense de la glèbe des ancêtres contre l'expansionnisme et le révisionnisme, constante de l'histoire du peuple

roumain], in *Lupta întregului popor. Revista română de istorie militară* [La lutte du peuple tout entier. Revue roumaine d'histoire militaire], no. 2(20), 1989, pp. 22-28 ;

*** « Cel de-al II-lea congres internaţional de tracologie. O ştiinţă complexă, în plin avânt » [Le II^{ème} congrès international de thracologie. Une science complexe, en plein essor], in *Magazin istoric* [Magazin historique], an X, no. 11 (116), novembre 1976, pp. 19-21 ;

CERNAT, Paul, « Le dompteur de la Roumanie socialiste », in CERNAT, Paul, MANOLESCU, Ion, MITCHIEVICI, Angelo, STANOMIR, Ioan, *Explorări în comunismul românesc* [Exploites dans le communisme roumain], tome 1, Bucarest, Editions Polirom, 2004, pp. 340-379 ;

CEYHAN Ayse, PERIES, Gabriel, « Introduction : L'enemi intérieur : une construction discursive et politique », in *Cultures & conflits*, no. 43, 2001, pp. 100-112 ;

CHEN, Cheng, « The Roots of Illiberal Nationalism in Romania : A Historical Institutionalist Analysis of the Lenaninist Legacy », in *East European Politics and Societies*, vol. 17, no. 2, 2003, pp. 166-201;

CHIPER, Ioan, « Raportul Lesakov : Kremlinul şi lupta pentru putere în PCR » [Le rapport Lessakov : le Kremlin et la lutte pour le pouvoir dans le PCR] in *Dosarele Istoriei* [Dossiers de l'histoire], an II, no.3(8), 1997 ;

CHIUZBAIAN, Gabriel Iosif, « Tiribombele magistrului » [Les finasseries du magistère], in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no. 493, 16 mai 1980 ;

CIOBANU, Ceslav, « Mikhail Gorbachev : The Decay of Socialism and the renaissance of Eastern Europe (from the Perspective of an Insider) », in *East European Politics and Societies*, vol. 18, no. 1, 2004 ;

CIOFLANCA, Adrian, *A* « «Grammar of Exculpation » in Communist Historiography: Distorsion of the History of Holocaust under Ceausescu », in *Romanian Journal of Political Science*, tome 4, no. 2, hiver 2004, pp. 29-46 ;

CIORAN, Emil, « Adamism românesc » [Adamisme roumain], in *Vremea* [Le Temps], an VIII, no. 376, le 17 février 1935 ;

CIORAN, Emil, « Ce trebuie sa devină România » [Ce que la Roumanie doit devenir], in *Vremea* [Le Temps], an IX, no. 436, le 10 mai 1936 ;

CIOROIANU, Adrian, « O istorie alternativă a regimului Ceauşescu în 4.500 de cuvinte » [Une histoire alternative du régime Ceausescu en 4.500 mots], préface à CHELARU, Rodica, *Culpe care nu se uită. Convorbiri cu Cornel Burtică* [Fautes inoubliables. Conversations avec Cornel Burtică], Bucarest, Editions Curtea Veche, 2001 ;

CODREANU, Theodor, « Edgar Papu şi minoratul culturii româneşti » [Edgar Papu et la minorité de la culture roumaine], in *Caiete de protocronism* [Cahiers du protochronisme], avril 2007 ;

COJA, Ion, « Cel mai frumos cuvânt » [Le plus beau mot], in *România literară* [La Roumanie littéraire], an X, no. 49, 8 décembre 1977 ;

CONDURACHI, Emil, « Miraculoasa lume a tracilor » [Le monde merveilleux des Thraces], in *Magazin istoric* [Magazin historique], an VI, no. 8 (65), août 1972, pp. 2-9 ;

CONE, Stacey, « Presuming a Right to Deceive. Radio Free Europe, Radio Liberty, the CIA and the News Media », in *Journalism History*, vol. 24, no. 4, winter 1998-1999, pp. 148-156;

CONSTANTINIU, Florin, « Influenţă romantică sau « romantism istoriografic ? » [Influence romantique ou « romantisme » historiographique], in *Lupta întregului popor. Revista română de istorie militară* [La lutte du peuple tout entier. Revue roumaine d'histoire militaire], no 4 (6), 1985, pp. 28-30 ;

COSTE, Brutus, « Propaganda in Eastern Europe », in *The Public Opinion Quarterly*, vol. 14, no. 4. winter 1950-1951, pp. 639-666;

CRAINIC, Nichifor, « Am redeschis ochii în lumina libertăţii » [J'ai rouvris les yeux dans la lumière de la liberté], in *Glasul Patriei*, no. 14, 10 mai 1962 ;

*** « Despre evrei în România » [Sur les Juifs en Roumanie], in *Lupta* [Le Combat], no. 21 du 22 juillet 1987, pp. 3 et 6 ;

DOBRESCU, Caius, « Conflict and Diversity in East European Nationalism, on the Basis of a Romanian Case Study », in *East European Politics and Societies*, vol. 17, no. 3, 2003, pp. 393-414 ;

DRĂGAN, Iosif Constantin, « Europa şi tracii. Antropogeneza multiplă şi « ciclizarea » civilizaţiilor » [L'Europe et les Thraces. L'anthropogenèse multiple et la « cyclisation » des civilisations], in *Noi, Tracii* [Nous, les Thraces], an. III, no. 25-26, septembre- octobre 1976, pp. 4-12 ;

DRAGOMIR, Lucia, « Poésie idéologique et espace de liberté en Roumanie », in *Terrain*, n° 41, 2003, pp. 63-74 ;

DUBEK, Vratislav, « De la question de la « petite nation » à « La Russie et l'Europe » : T.G. Masaryk », in Chantal Delsol, Michel Maslowski, eds., *Histoire des idées politiques de l'Europe Centrale*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998 ;

DUMITRESCU, Vasile C., « Emigraţia română » [L'émigration roumaine], in *O istorie a exilului românesc 1944-1989* [Une histoire de l'exil roumain. 1944-1989], Bucarest, Editions Victor Frunză, 1997 ;

DUMITRESCU-BUSULENGA, Zoe, « Mircea Eliade, filozof al miturilor » [Mircea Eliade, le philosophe des mythes], in *Glasul Patriei*, an XIII, no. 7 (442), 13 avril 1968 ;

DURANDIN, Catherine, « Le système Ceausescu. Utopie totalitaire et nationalisme insulaire », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, vol. 25, no. 25, 1990 ;

DURANDIN, Catherine, « A la poursuite de l'histoire en Roumanie après 1989 », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, no. 36, volume 36, 1992 ;

DUȚU, Alexandru, « Compararea culturilor » [Comparer les cultures], in *Luceafărul* [L'Etoile du matin], an XX, no. 44(809), 29 octobre 1977 ;

EKE, Stephen M., KUZIO, Taras, « Sultanism in Eastern Europe: The Socio-Political Roots of Authoritarian Populism in Belarus », in *Europe-Asia Studies*, tome 52, no. 3, mai 2002 ;

ELIADE, Mircea, « Scriu în limba româna, limba în care visez » [J'ecris en roumain, la langue dans laquelle je rêve] in « Contemporanul » [Le Contemporaine] de 12 et 17 mars 1972 ;

ELIADE, Mircea, « Itinerariu spiritual » [Itinéraire spirituel], in CHIMET, Iordan, *Dreptul la memorie* [Le droit à la mémoire], tome IV, Cluj, Editions Dacia, 1993, pp. 458-499 ;

EVANS, Alfred. B. Jr., « Developed Socialism in Soviet Ideology », in *Soviet Studies*, vol. 29, no. 3, juillet 1977, pp. 409-428;

FAG, Constantin, « Spaima de adevăr » [La peur de la vérité], in « Limite » [Limites], no. 1, juillet 1970, pp. 8-9 ;

FATI, Sabina, « Contraraportul Tismăneanu » [Le Contre-rapport Tismaneanu], *in România Liberă* [La Roumanie libre], le 7 janvier 2008 ;

FISHER, Mary Ellen, « Women in Romanian Politics : Elena Ceausescu, Pronatalism, and the Promotion of Women », in Sharon L. Wolchik, Alfred G. Meyer, eds., *Women, State and Party in Eastern Europe*, Durham, Duke University Press, 1985, pp. 121-137;

FITZPATRICK, Sheila, « The nature of Stalinism », in *Russian Review*, tome 45, 1986, pp. 357-373 ;

FLERS, René de, « Socialism in One Family », in *Survey*, no. 28, 1984 ;

FOSTER, Georges M., « Peasant Society and the Image of Limited Good », in *American Anthropologist*, New Series, vol. 67, no. 2, april 1965, pp. 293-315 ;

FOUCAULT, Michel, « Le pouvoir, comment s'exerce-t-il ? », In Colas, Dominique, *La pensée politique*, Paris, Larousse, 1992 ;

FRANÇOIS, Etienne, « Les « trésors » de la Stasi ou le mirage des archives », In BOUTIER, Jean, JULIA, Dominique, eds., *Passés recomposés. Champs et chantiers de l'histoire*, Paris, Autrement, Série Mutations, no. 150-151, 1995 ;

FRENTZEL-ZAGORSKA, Janina, « Civil Society in Poland and Hungary », in *Soviet Studies*, vol. 42, no. 4, octobre 1990, pp. 759-777 ;

FRIEDMAN, Edward, « Reconstructing China's National Identity: A Southern Alternative to Mao-Era Anti-Imperialist Nationalism », in *The Journal of Asian Studies*, vol. 53, no. 1, février 1994, pp. 67-91;

GARETT, Stephen A., « On Dealing with the National Communism : The Lessons of Yugoslavia », in *The Western Political Quarterly*, tome 26, no. 3, septembre 1973, pp. 529-549 ;

GEORGESCU, Titu, « Contemporaneitatea noastră socialistă în istoria milenară a patriei » [Notre contemporanéité socialiste dans l'histoire millénaire de la patrie], in *Anale de istorie* [Annales d'histoire], an XXI, no. 1, 1975, pp. 81-90 ;

GEORGESCU, Vlad, « Povara istoriei » [Le fardeau de l'histoire], in *România anilor '80* [La Roumanie des années 1980], Munich, Editions Jon Dumitru Verlag, 1994 ;

GHEORGHIU, Mihnea, « Un spirit european » [Un esprit européen], in *România literară* [La Roumanie littéraire], 25 mai 1984 ;

GILL, Graeme, « The Soviet Leader Cult: Reflections on the Structure of Leadership in the Soviet Union », in *British Journal of Political Science*, vol. 10, no. 2, april, 1980, pp. 167-186 ;

GIURESCU, Constantin C., « La Formation du peuple roumain », in *Noi, Tracii* [Nous, Les Thraces], no.19, mars 1976, pp. 1-3 ;

GIURESCU, Constantin C., « Răspuns la « niţel descântec » al unui vraci al istoriografiei maghiare » [Réponse à « un peu d'incantation » d'un guérisseur de l'historiographie hongroise], in *Revista de istorie* [La revue d'Histoire], tome 29, vol. 8, août 1976, pp. 1231-1235 ;

GOLDFARB, Jeffrey C., « Social Bases of Independent Public Expression in Communist Societies », in *American Journal of Sociology*, vol. 83, no. 4, 1978;

GOMA, Paul, « Diversiuni » [Diversions], in *Limite* [Limites], no. 32-33, novembre 1981, pp. 9-11 ;

GOSWAMI, Manu, « Rethinking the Modular Nation Form : Toward a Sociohistorical Conception of Nationalism », in *Comparative Studies in Society and History*, vol. 4, no. 3, octobre 2002, pp. 770-790 ;

GRANCEA, Mihaela, « Dacismul şi avatarurile discursului istoriografic postcomunist » [Le dacisme et les avatars du discours historiographique postcommuniste], in *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. VII, no. 1, 2007, pp. 95-116 ;

GRIGURCU, Gheorghe, « Cazul Noica » [Le cas Noica], in *Convorbiri literare* [Dialogues littéraires], no. 10, octobre 2003 ;

GRIPP, Richard C., « Eastern Europe's Ten Years of National Communism. 1948-1958 », in *The Western Political Quarterly*, tome 13, no. 4, décembre 1960, pp. 934-949 ;

GROSESCU, Raluca, « Traiectorii de conversie politică a nomenclaturii din România. Spre o taxonomie a partidelor create de fostele elite comuniste » [Trajectoirs de conversion politique

de la nomenklatura roumaine, Vers une taxonomie des partis créés par les anciennes élites communistes], in *Elite comuniste inainte şi după 1989. Anuarul Institutului de Investigare a Crimelor Comunismului în România* [Elites communistes avant et après 1989. L'annuaire de l'Institut pour l'Investigation de Crimes du Communisme en Roumanie], tome II, Bucarest, 2007, pp. 199-231 ;

GUILHOT, Nicolas, « A Network of Influential Friendships : The Fondation pour une entraide intellectuelle européenne and East-West Cultural Dialogue, 1957-1991 », in *Minerva*, tome 44, printemps 2006, pp. 379-409 ;

GUSSI, Alexandru, « Quelques remarques sur les conséquences de l'usage politique du passé communiste dans la structuration du champ politique roumain après 1989 », In IONESCU, Alexandra, TOMESCU-HATTO, Odette, *Politique et société dans la Roumanie contemporaine*, Paris, Editions l'Harmattan, 2004, pp. 349-370 ;

GUSSI, Alexandru, « L'anticommunisme en Roumanie (1996-2000) », in *Studia Politica. Romanian Political Science Review*, vol. VII, no. 1, 2007, pp. 117-132 ;

HARSANYI, Doina, HARSANYI, Nicolae, « Romania : Democracy and the Intellectuals », in *East European Quarterly*, vol. XXVII, no. 2, juin 1993, pp. 243-260 ;

IACOB, Andreea, « Anti-solidaritatea. Represiunea asupra greviştilor mineri din 1977 » [L'anti-solidarité. La répression des grévistes mineures de 1977], In CESEREANU, Ruxandra, *Comunism şi represiune în România. Istoria tematică a unui fratricid naţional* [Communisme et répression en Roumanie. Histoire thématique d'un fratricide national], Bucarest, Editions Polirom, 2006 ;

IERUNCA, Virgil, « Eminescu nu e acasă » [Eminescu n'est pas chez soi], in *Limite* [Limites], no. 18, mars 1975 ;

*** « The International Commission of Military History Meeting, Bucharest, Romania, 9-13 August 1980 » in *Military Affairs*, vol. 44, no. 4, décembre 1980, pp. 161-162 ;

IONNIŢIU, Mircea, « Precizări pentru istoria româna contemporană » [Précisions pour l'histoire roumaine contemporaine], in *Dialog* [Dialogue], no. 75, mai 1987 ;

IONESCU, Nae, « Câteva completări necesare asupra poporului şi sufletului rusesc » [Quelques précisions nécessaires sur le peuple et l'âme russe], in *Ideea Europeană* [L'idée européenne], année VI, no. 165, 15 mars 1925 ;

IONESCU, Vladimir, « Nae Ionescu », in *Ethos*, no. 3, 1982, pp. 276-279 ;

IONIŢĂ, Gheorghe, « Probleme fundamentale ale istoriei poporului român » [Problèmes fondamentaux de l'histoire du peuple roumain], in *Anale de istorie* [Annales d'historie] an XXII, no. 1, 1976, pp. 55-80 ;

JESSUP, John, « Romania Celebrates the Centennial of Its Independence », in *Military Affairs*, vol. 42, no. 3, octobre 1978 ;

JOPKE, Christian, « Revisionism, Dissidence, Nationalism: Opposition in Leninist Regimes », in *The British Journal of Sociology*, vol. 45, no. 4, décembre 1994, pp. 543-561;

JOWITT, Kenneth, « The Romanian Communist Party and the World Socialist System: A Redefinition of Unity », in *World Politics*, vol. 23, no. 1, octobre, 1970, pp. 38-60 ;

KAPLAN, Hélène, « Le Comité d'aide exceptionnelle aux intellectuels réfugiés », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 1996, vol. 44, no. 44, pp. 59-62 ;

KASSOF, Alain, « The Administered Society : Totalitarianism without Terror », in *World Politics*, vol. 16, no. 4, juillet 1964;

KASZA, Gregory J., « Parties, Interest Groups, and Administered Mass Organizations », in *Comparative Political Studies*, vol. 26, no. 1, avril 1993, pp. 81-110 ;

KIHL, Young Whan, « North Korea in 1983 : Transforming the ¨Hermit Kingdom¨ ? », in *Asian Survey*, vol. 24, no 1, janvier 1984, pp. 100-111 ;

KLIGMAN, Gail, « Reclaiming the Public : a Reflection on Creating Civil Society in Romania », in *East European Politics and Societies*, vol. 4, no. 3, automne 1990, pp. 393-437 ;

KORKUT, Urmut, « Nationalism versus Internationalism : The Roles of Political and Cultural Elites in Interwar and Communist Romania », in *Nationalities Papers*, vol. 34, no. 2, mai 2006, pp. 132-155;

KORNE, Mihai, « Răspunderea noastră » [Notre responsabilité], in *Lupta* [Le Combat], no. 32 du 22 février 1985 ;

KORNE, Mihai, « Cum putem fi de folos poporului nostru » [Comment nous pouvons être utiles à notre peuple], in *Lupta* [Le Combat], no. 40 du 22 juin 1985 ;

LAIGNEL-LAVASTINE, Alexandra, « Le XXe siècle roumain ou la modernité problématique », in Chantal Delsol, Michel Maslowski, *Histoire des idées politiques de l'Europe Centrale,* Paris, Presses Universitaires de France, 1998 ;

LAMBRU, Steliu, « National and Official Historiographical Canon in Ceauşescu's Romania : The Building of a Socialist Nation », in ZUB, Alexandru, CIOFLÂNCĂ, Adrian, *Cultură politică şi politici culturale în România modernă* [Culture politique et politiques culturelles dans la Roumanie moderne], Jassy, Editions de l'Université « Al. I. Cuza », 2005 ;

LAMONDE, Yvan, « La fiche et le divan : sur le faire de l'historien », in *Trans*, no. 10, 1999 ;

LANGSAM, David E., PAUL, David. W., « Soviet Politics and Group Approach: A Conceptual Note », in *Slavic Review*, vol. 31, no. 1, mars 1972;

LATHAM, Earl, « The Group Basis of Politics: Notes for a Theory », in *The American Political Science Review*, vol. 46, no. 2, juin 1952, pp. 376-397;

LIICEANU, Gabriel, « Un titlu care vinde o revistă », [Un titre qui vend une revue], in *22. Revista Grupului pentru Dialog Social* [22. Le revue du Groupe pour le Dialogue Social], an, XIV, no. 697, 15 juillet-21 juillet 2003 ;

LIVEZEANU, Irina, « Romanian Cassandra: Ion Antonescu and the Struggle for Reform. 1916-1941 », in *Slavic Review*, tome 55, no. 3, automne, 1996

LLOYD, David, « Rethinking National Marxism. James Connolly and « Celtic Communism » », in *Interventions*, tome 5, no. 3, 2003, pp. 345-370 ;

LOVINESCU, Monica, « « Delirul » lui Marin Preda » [Le « Délire » de Marin Preda], in *Limite* [Limites], no. 21, mars 1976, pp. 14-15 ;

LOWITT, Thomas, « Le parti polymorphe en Europe de l'Est », in *Revue française de science politique*, vol. 29 no. 4-5, août – octobre 1979, pp. 812-846 ;

LOWITT, Thomas, « Y a-t-il des Etats en Europe de l'Est ? », in *Revue française de sociologie*, vol. XX, 1979, pp. 431-466 ;

MANOLESCU, Nicolae, « Tezism şi spontaneitate » [Dogmatisme et spontanéité], in *România literară* [La Roumanie littéraire], an X, no. 32, 11 août 1977 ;

MAREŞ, Constantin, « Sărbătoarea Unirii de la Heidelberg » [La fête de l'Union à Heidelberg], in *Lupta* [Le Combat], no. 11, 22 février 1984 ;

MARKUS, Maria, « Overt and Covert Modes of Legitimation », in T.H. Rigby, Ferenc Fehér, eds, *Political Legitimation in Communist States*, New York, St. Martin's Press, 1982;

MARINO, Adrian, « Protocronism, pancronism, sincronism » [Protochronisme, panchronisme, synchronisme], in *Luceafărul* [L'Etoile du matin], an XX, no. 51(816), 17 décembre 1977 ;

MARTIN, Mircea, « Cultura româna între comunism şi naţionalism (I-II) » [La culture roumaine entre communisme et nationalisme (I-II)], in *22. Revista Grupului de Dialog Social*

[22. Revue du Groupe pour le Dialogue Social], an XIII, no. 44 (660), 31 octobre -5 novembre 2002 ;

MARTIN, Mircea, « A fost Noica un « guru » al ceausismului ? » [Noica a été-t-il un « guru » du ceausescuisme ?], in *22. Revista Grupului pentru Dialog Social* [22. Revue du Groupe pour le Dialogue Social], an XIV, no, 692, 10 juin – 16 juin 2003 ;

MERLO, Roberto, « Getica vs. Getica. Un episodio di storia delle cultura romena interbellica », in *Annuario. Istituto Romena di cultura i ricerca umanistica*, no. 6-7 (2004-2005), Bucarest-Venezia, Casa Editrice dell'Istituto Culturale Romeno, 2005, pp. 525-547 ;

MEYER, Alfred G., « The Functions of Ideology in the Soviet Political System », in *Soviet Studies*, vol. XVII, no. 3, janvier 1966 ;

MIHĂIEŞ, Mircea, « Treptele lui Treptow » [Les marches de Treptow], in *România literară* [La Roumanie littéraire], no. 40, le 9 octobre 2002 ;

MIHAIL, Nicolae - Paul, « Să săpăm mai adânc… » [Fouillons plus en profondeur…] in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no 276, 19 mars 1976 ;

MINCU, Marin, « Getica », in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no, 266, 9 janvier 1976 ;

MINCU, Marin, « Fascinaţia ideii dacice » [La fascination de l'idée dace], in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no. 301 et 302, le 10 et 17 septembre 1976.

MIRONOV, Alexandru Murad, « Intelectualii, opinia publică şi imaginea URSS în anii ’30 » [Les intellectuals, l’opinion publique et l’image de l’URSS dans les années 1930], in *Arhivele Totalitarismului* [Archives du Totalitarisme], VIII, no. 28-29 (3-4)/2000, pp. 19-37 ;

MORRIS, Bernard, « Soviet Policy Toward National Communism : The Limits of Diversity », in *The American Political Science Review*, tome 53, no. 1, mars 1959, pp. 128-137 ;

MUŞAT, Mircea, IONIŢĂ, Gheorghe, « Probleme fundamentale ale istoriei poporului român » [Problèmes fondamentaux de l’histoire du peuple roumain], in *Anale de istorie* [Annales d’histoire], an XXII, no. 1, 1976, pp. 55-80 ;

MUTAŞCU, Dan, *Un punct de vedere* [Une opinion], in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d’Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no. 277, 26 mars 1976

NĂSTASE, Dorina Marina, « Les retours du fils prodigue, ou les illusions de l’émigration roumaine après 1989 », in *La Nouvelle Alternative*, no. 56, vol. 17, printemps 2002 ;

NEAGOE, Manole, « Ego civis romanus sum », in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d’Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no. 281-284, 23 avril -14 mai 1976 ;

NEAGOE, Manole, « Neştiinţa Consiliului Ştiinţific » [L’ignorance du Conseil Scientifique], in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d’Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no. 376, 17 février 1978 ;

NEAGOE-PLEŞA, Elis, PLEŞA, Liviu, « Cultele neoprotestante din Romania în perioada 1975-1989 » [Les culte néoprotestantes de Roumanie pendant les années 1975-1989], in

PETCU, Adrian Nicolae, eds., *Partidul, Securitatea şi cultele. 1945-1989* [Le parti, la Securitate et les cultes. 1945-1989], Bucarest, Editions Nemira, 2005, pp. 350-394 ;

NEAL, Fred Warner, « Yugoslav Communist Theory », in *American Slavic and East European Review*, vol. 19, no. 1, février 1960, pp. 42-62 ;

NOICA, Constantin, « Rândurile cuiva care n-a avut dreptate » [Les lignes de quelqu'un qui a eu tort], in *Glasul Patriei* [La Voix de la Patrie], no. 13, 20 avril 1965 ;

NTAGTEVERENIS, Paschalis, « L'ennemi comme monstre. Une réflexion sur la separation entre le Bien et le Mal, à partir d'une analyse des conditions d'émergence et de l'usage symbolique de l'image monstrueuse d'Hitler », in *Société*, no. 80, 2003/2 ;

*** « Numai un pamflet şovin? » [Seulement un pamphlet chauvin?], publié sans auteur indiqué par le journal *Dialog* [Dialogue], no. 44, octobre 1984, pp. 6-7 ;

ODOM, William E., « A Dissenting View on the Group Approach to soviet Politics », in *World Politics*, vol. 28, no. 4, juillet 1976, pp. 542-567 ;

OLARU, Stejărel, « Mouvements et actions protestataires en Roumanie », in *Communisme*, 2007, no. 91/92, pp. 137-147 ;

OLESZCZUK, Thomas, « Dissident Marxism in Eastern Europe », in *World Politics*, vol. 34, no. 4, juillet 1982, surtout pp. 535-558 ;

OLTEANU, Constantin, « Despre ultimele întâlniri între Ceausescu şi Gorbaciov, 8-10 iulie şi 4 decembrie 1989 » [Sur les dernières rencontres entre Ceausescu et Gorbatchev, les 8-10 juillet et le 4 décembre 1989], in *« Clio 1989 », Annuaire de l'Institut Roumain de la Révolution de décembre 1989*, 2005, pp. 209-220 ;

*** « 1900 de ani de la urcarea lui Decebal pe tronul Daciei » [1900 ans depuis l'arrivée de Décébal sur le trône de la Dacie], in *Lupta întregului popor. Revista română de istorie militară* [La lutte du peuple tout entier. Revue roumaine d'histoire militaire], no. 1 (7), 1986, pp. 4-14 ;

OPREA, Marius, « Radiografia unei înscenări, Devierea de dreapta » [Radiographie d'une mise en scène. La déviation de droite], in *Dosarele istoriei* [Dossiers de l'histoire], an I, no. 2, 1996 ;

PALMA, Giuseppe di, « Legitimation from Top to Civil Society : Politico-Cultural Change in Eastern Europe », *World Politics*, vol. 44, nr 1, octobre 1991, pp. 49-80 ;

PALTIEL, Jeremy T., « The Cult of Personality : Some Comparative Reflections on Political Culture in Leninist Regimes », in *Studies in Comparative Communism*, vol. XVI, no 1-2, spring/summer 1983, pp. 25-48 ;

PAPACOSTEA, Şerban, « Totalitarism şi istoriografie » [Totalitarisme et historiographie], in *22. Revista Grupului de Dialog Social* [22. Revue du Groupe pour le Dialogue Social], an XV, no. 892, 13-19 avril 2007 ;

PAPU, Edgar, « Protocronism românesc » [Protochronisme roumain], in *Secolul 20. Revistă de literatură universală* [Le XXe siècle. Revue de littérature universelle], no. 5-6 (160-161), 1974 ;

PAQUETEAU, Bernard, « Sous la glace, l'histoire. Les rapports du nationalisme et du communisme en Europe de l'Est », in *Le Débat*, no. 84, mars - avril 1995 ;

PATRIKEEFF, Felix, « Stalinism, Totalitarian Society and the Politics of « Perfect Control » », in Harold Shukman, eds., *Redefining Stalinism*, Londres, Portland, 2003 ;

PĂUNESCU, Adrian, « Dacii liberi » [Les daces libres], in *Flacăra* [La Flamme], an XVIII, no. 1280, 20 décembre 1979, p. 1 ;

PETCU, Mircea, « Patruzeci de ani de la uciderea mareşalului Antonescu » [Quarante ans depuis l'assassinat du Maréchal Antonescu] in *Lupta* [Le Combat], no, 59 du 22 mai 1986 ;

PETRESCU, Cristina, « Seven Faces of Dissent. A Micro Perspective on the Study of Political (Sub)cultures under Communism », In ZUB, Alexandru, CIOFLÂNCĂ, Adrian,

Cultură politică şi politici culturale în România modernă [Culture politique et politiques culturelles dans la Roumanie moderne], Jassy, Editions de l'Université « Al. I. Cuza », 2005, p. 305-344;

PETRESCU, Dan, « Şi dacă într-o bună zi vă veţi apuca să demolaţi zidul, voi fi cu dumneavoastră » [Et si un jour vous démoliraient le mur, je serai avec vous], in *Lupta* [Le combat], no. 104, 7 juillet 1988 ;

PETRESCU, Dragoş, « The Alluring Face of ceausescuism : Nation-Buiding and Identity Politics in Communist Romania. 1965-1989 », in *New Europe College Yearbook*, 2003-2004 ;

PETRESCU, Dragoş, « The Political Culture Approach to the Study of Communism : The Case of Romania (1945-1989) », in ZUB, Alexandru, CIOFLANCA, Adrian, *Cultură politică şi politici culturale în România modernă* [Culture politique et politiques culturelles dans la Roumanie moderne], Jassy, Editions de l'Université « Al. I. Cuza », 2005, pp. 291-304 ;

PETRINA, Liviu, « Limba dacică la universitate » [La langue dace à l'université], in *Flacăra* [La Flamme], an. XXVIII (1939), 18 mars 1979, p. 5 ;

PLEŞU, Andrei, « Rigorile ideii naţionale şi legitimitatea universalului » [La rigueur de l'idée nationale et la légitimité de l'universel], in *Secolul 20. Revistă de literatură universală* [Le XX^{ème} siècle. Revue de littérature universelle], no. 1-2-3/1981, pp. 189-196 ;

PLESU, Andrei, « Intellectual Life Under Dictatorship », in *Representations*, no. 49. *Special Issue : Identifying Histories : Eastern Europe before and After 1989*, winter, 1995, pp. 61-71 ;

PLETSCH, Carl, « The Socialist Nation of the German Democratic Republic or the Asymetry in Nation and Ideology between the Two Germanies », in *Comparative Studies in Society and History*, vol. 21, no. 3, juillet 1979, pp. 323-345 ;

POGHIRC, Cicerone, « În problema Transilvaniei » [Dans le problème de la Transylvanie], in *Lupta* [Le Combat], no. 43 du 23 septembre 1985, p. 6 ;

POGHIRC, Cicerone, « Limbă şi credinţă la români » [Langue et croyance aux Roumains], in *Lupta* [Le Combat], no. 78, 22 avril 1987 ;

POP, Adrian, « The Soviet-Romanian Controversy and Romania's « Independance » Policy », in *Revue Roumaine d'Etudes Internationales*, vol. XXVI, no. 2(118), 1992, pp. 111-135 ;

POPA, Marian, « Adrian Păunescu, poetul, ţara, planeta » [Adrian Păunescu, le poète, le pays, la planète], in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultură şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no. 439, 2 mars 1979 ;

PREDA, Constantin, « Al doilea congres internaţional de tracologie. Rezultate şi perspective » [Le deuxième congrès international de thracologie Résultats et perspectives], in *Revista de istorie* [La Revue d'Histoire], tome 29, no. 10, octobre 1976, pp. 1465-1475 ;

*** « Programul celui de-al XV-lea Congres internaţional de ştiinţe istorice, Bucureşti, 1980 » [Le programme du XVe Congrès international de sciences historiques, Bucarest, 1980], in *Revista de istorie* [La Revue d'Histoire], tome 31, no. 6, juin 1978 ;

*** « Protocronism şi sincronism » [Protochronisme et synchronisme], in *Luceafărul* [L'Etoile du matin], no. 41(806) – 44 (809), 8-15 octobre 1977 ;

RĂDULESCU, Gheorghe, « Profesorii mei de limba şi literatura română » [Mes professeurs de langue et literature roumaine], in *România literară* [La Roumanie littéraire], année 19, le 16 août 1986 ;

RĂDUŢĂ, Magda, « « Les jeunes Loups ». Genèse et affirmation d'une génération littéraire dans la Roumanie communiste », In GHEORGHIU, Mihai Dinu, Lucia DRAGOMIR, Lucia, *Littérature et pouvoir symbolique*, Bucarest, Editions Paralela 45, 2003, pp. 268-292 ;

RÂPEANU, B. T., *1 Mai 1939 : de la realitate la fals* [Le 1 Mai 1939 : de la réalité à la falsification], in *Magazin istoric* [Magazin historique], nouvelle série, an XXIV, no. 11, novembre 1990, pp. 24-25 et 61 ;

RENWICK, Alan, « Anti-Political or Just Anti- Communist? Varieties of Dissidence in East-Central Europe and Their Implications for the Development of Political Society », in *East European Politics and Societies*, vol. 20, no. 2, 2006, pp. 286-318;

RETEGAN, Mihai, « Programul revizionist al regimului horthyst (1-5) » [Le programme révisionniste du régime horthyste.5], in *Lupta întregului popor. Revista română de istorie militară* [La lutte du peuple tout entier. Revue roumaine d'histoire militaire], no. 4 (10) - 2 (16), 1986-1988 ;

RIPEANU, B. T., « 1 Mai 1939 : de la realitate la fals » [Le 1 Mai 1939 : de la réalité à la falsification], in *Magazin istoric* [Magasin historique], nouvelle série, an XXIV, no. 11, novembre 1990 ;

ROLLAND, Denis, CAPDEVILLA, Luc, « Introduction: France et Belgique, terres d'exil », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps,* année 2002, volume 67, no. 67, p. 3 ;

RUNCEANU, Camelia, « Grup de reflecţie, grup solidar? Grupul pentru Dialog Social: O elita intelectuala în postcomunism » [Groupe de réflexion, groupe solidaire ? Le Groupe pour le Dialogue Social, une élite intellectuelle dans le postcommunisme], in GHEORGHIU, Mihai Dinu, LUPU, Mihăiţă, eds., *Mobilitatea elitelor în România secolului XX* [La mobilité des élites dans la Roumanie au XX^{ème} siècle], Bucarest, Paralela 45, 2008 ;

RUPNIK, Jaques, « Perestroika and the Empire », in *The European Journal of International Affairs*, vol. 1, no. 1, 1988 ;

SARTORI, Giovanni, « Politics, Ideology and Belief Systems », in *The American Political Science Review*, vol 63, no. 2, juin 1969 ;

SAVIN, K., « Quand « l'historien » trompe l'artiste », in *Literaturnaia Gazeta*. 14 mai 1975 ;

SCHÖPFLIN, George, « Romanian Nationalism », in *Survey*, vol. 20, no. 2/3 (91/92), printemps-été 1974, pp. 77-105 ;

SCUTEA, Simion, « Munca politico-ideologică sub semnul înaltelor sarcini ale făuririi societăţii socialiste multilateral dezvoltate » [Le travail politico-idéologique sous le signe des hautes responsabilités de la construction de la société socialiste multilatéralement développée], in *Metode şi tehnici de propagandă. Sesiune de comunicări dedicată celui de-al XI-lea Congres al PCR* [Méthodes et techniques de propagande. Session scientifique dédiée à l'XI^{ème} Congrès du PCR], Sibiu, 1974 ;

SEMELIN, Jacques, « Les radios occidentales dans le bloc communiste; à propos de leur réception », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, année 1997, vol. 46, no. 46 ;

SERVICE, Robert, « Stalinism and the Soviet State Order », In SHUKMAN, Harold, *Redefining Stalinism*, Londres, Portland, 2003, pp. 7-21 ;

SHAFIR, Michael, « Political Culture, Intellectual Dissent, and Intellectual Consent: The Case of Romania », in *Orbis. A Journal of World Affairs*, vol. 27, no. 2, été 1983, pp. 393-420 ;

SHAFIR, Michael, « The men of the Archangel Revisited: Anti-Semitic Formations among Communist Romania's Intellectuals », in *Studies in Comparative Communism*, vol. XVI, no. 3, automne, 1983 ;

SHAFIR, Michael, « Political Culture, Intellectual Dissent and Intellectual Consent : the Case of Romania », in *Orbis. A Journal of World Affairs*, vol. 27, no. 2, été, 1983 ;

SHAFIR, Michael, « Political Stagnation and Marxist Critique: 1968 and beyond in Comparative East European Perspective », in *British Journal of Political Science*, vol. 14, no. 4, octobre 1984, pp. 435-459;

SHAFIR, Michael, « Raportul Tismăneanu. Note din public şi din culise » [Le Rapport Tismăneanu. Notes du public et des coulisses], in *E-Leonardo*, no. 11, 2007 ;

SHAIN, Yossi, « Ethnic Diasporas and U.S. Foreign Policy », in *Political Science Quarterly*, vol. 109, no. 5, winter, 1994-1995, pp. 811-841 ;

SHAPIRO, Leonard, « Reflections on the Changing Role of the Party in the Totalitarian Polity », in *Studies in Comparative Communism*, vol. 2, no. 2, avril 1969, pp. 1-13;

SHOUP, Paul, « Communism, Nationalism and the Growth of the Communist Community of Nation after World War II », in *The American Political Science Review*, tome 56, no. 4, décembre 1962, pp. 886-898 ;

SIANI-DAVIS, Peter, « Revoluţia în societăţile comuniste şi post-comuniste » [La révolution dans les sociétés communistes et postcommunistes], in MURGESCU, Bogdan, eds., *Revoluţia română din 1989. Istorie şi memorie* [La révolution roumaine de 1989. Histoire et mémoire], Iaşi, Editions Polirom, 2007, pp. 117-145 ;

SIULEA, Ciprian, « Anticomunism pentru eternitate » [Anticommunisme pour l'éternité], in *Observator cultural* [Observateur culturel], no. 328, 6 juillet 2006 ;

SKILLING, H. Gordon, « Interest Groups and Communist Politics », in *World Politics*, vol. 18, no. 3, avril 1966, pp. 435-451;

SKILLING, H. Gordon, « Interest Groups and Communist Politics Revisited », in *World Politics*, vol. 36, no. 1, octobre 1983, pp. 1-27;

SLOBIN, Greta N., « The « Homecoming »of the Firts Wave Diaspora and Its Cultural Legacy », in *Slavic Review*, vol. 60, no, 3, automne 2001, pp. 513-529 ;

SORESCU, Constantin, « În lumina adevărului » [Dans la lumière de la vérité], in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no 585-586, 19 et 26 février 1982 ;

SPIRIDON, Raluca, « Vlad Georgescu şi începuturile disidenţei româneşti » [Vlad Georgescu et les débuts de la dissidence roumaine], in *Arhivele Totalitarismului* [Archives du Totalitarisme], no 1-2, 2007 ;

STAMATU, Horia, « Câteva gânduri despre ethos » [Quelques réflexions sur l'éthos], in *Limite* [Limites], no. 16, juillet 1974, pp. 5-7 ;

STAN, Lavinia S., « The Cultural and Political Strategies of Exile: Romanians in the Cold War », consulté à l'adresse url http://www.cliohres.net/books/2/11_Stan.pdf, le 12 septembre 2007 ;

STĂNESCU, Mircea, « Despre dizidenţă în România comunistă. 1977-1989 » [Sur la dissidence dans la Roumanie communiste, 1977-1989], in *Sfera Politicii* [Sphère du politique], 2004, no. 106, pp. 39-47 ;

ŞTEFĂNESCU, Alex, « Edgar Papu. Fastul declinului » [Edgar Papu. Le faste du déclin], in *România literară* [La Roumanie littéraire], no. 8, 27 février 2002 ;

ŞTEFĂNESCU, Alex, « Paul Goma », in *România literară* [La Roumanie littéraire], no. 21 de 29 mai 2002 ;

STOICA, Teodor, « Cenaclul Flacăra » [Le Cénacle Flacăra], in *Flacăra*, no. 42, 1975 ;

STOLOJAN, Sanda, « Recapitulare » [Révision], in *Limite* [Limites], no. 10, août 1972 ;

STOLOJAN, Vlad, « În serviciul Mareşalului » [Au service du maréchal], in *Lupta* [Le Combat], no. 35 du 7 avril 1985 ;

STOLOJAN, Vlad, « În serviciul Mareşalului-volumul II » [Au service du Maréchal – tome II], in *Lupta* [Le Combat], no. 51 du 21 janvier 1986, pp. 6-7 ;

STUART, Jeremy, « Anti-Hungarian Sentiment in the Nationalist Romanian Media: Revista România Mare as a Study », in *East European Quarterly*, tome XLI, no. 4, janvier 2008, pp. 407-428;

SULLIVAN, Lawrence R., « The Analysis of « Despotism » in the CCP: 1978-1982 », in *Asian Survey*, vol. 27, no. 7, juillet 1987, pp. 800-821;

SUTHERLAND, Claire, « Nation-building through discourse theory », in *Nations and Nationalisms*, vol. 11, no. 2, 2005;

TEMPLE, Mark, « The Politicization of History: Marshal Antonescu and Romania », in *East European Politics and Societies*, tome 10, no. 3, automne 1996, pp. 457-502;

TISMANEANU, Vladimir, « Byzantine Rites, Stalinist Follies : The Twilight of Dynastic Socialism in Romania », in *Orbis. A Journal of World Affairs*, vol. 30, no. 1, printemps 1986 ;

TISMANEANU, Vladimir, « The Tragicomedy of Romanian Communism », in *East European Politics and Societies*, vol. 3, no. 2, Spring 1989, pp. 329-376 ;

TISMANEANU, Vladimir, Pavel, Dan, « Romania's Mystical Revolutionaries : The Generation of Angst and Adventure Revisited », in *East European Politics and Societies*, vol. 8, no. 3, Fall 1994, pp. 402-438;

TISMĂNEANU, Vladimir, « Înţelegerea stalinismului naţional. Moştenirea socialismului ceauşist » [Comprendre le stalinisme national. L'héritage du nationalisme ceausescuiste], In ZUB, Alexandru, CIOFLANCA, Adrian, *Cultură politică şi politici culturale în România modernă* [Culture politique et politiques culturelles dans la Roumanie moderne], Jassy, Editions de l'Université « Al. I. Cuza », 2005 ;

TUCĂ, Florian, « Moisei – Un Lidice al românilor » [Moïsei – Un Lidice des Roumains], in *Lupta întregului popor. Revista română de istorie militară* [La lutte du peuple tout entier. Revue roumaine d'histoire militaire], no. 2, 1986 ;

TUCKER, Robert C., « Culture, Political Culture, and Communist Society », in *Political Science Quarterly*, volume 88, no. 2, juin 1973, pp. 173-190 ;

TUCKER, Robert C., « The Rise of Stalin Personality Cult », in *The American Historical Review*, vol. 84, no. 2, april 1979, pp. 347-366;

TUDOR, Corneliu Vadim, « Pamflet. Postului de radio aşa-zis Europa Liberă » [Pamphlet. Pour la Radio soi-disant Free Europe], in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de*

Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no. 471, 14 décembre 1979 ;

TUDOR, Corneliu Vadim, « 7 sonete de dragoste, ură şi speranţă » [7 sonnets d'amour, de haine et d'espoir], in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no. 479, 8 février 1980 ;

ŢURCANU, Florin, « Mircea Eliade et la renationalisation de la mémoire collective dans la Roumanie de Ceausescu », In JEWSIEWICKI, Bogumil, *Travail de mémoire et d'oubli dans les sociétés postcommunistes*, Bucarest, Editions de l'Université de Bucarest & L'Agence Universitaire de la Francophonie », pp. 46-63 ;

*** « Un interviu al lui Ion Negoiţescu » [Un interview de Ion Negoiţescu], in *Limite* [Limites], no. 42-43, mars 1984;

VARLAM, Ion, « Noi exploatări ale memorialisticii în scopul intoxicării exilului ? » [Nouvelles utilisation des mémoires pour intoxiquer l'exil?], in *Dialog* [Dialogue], no. 74, avril 1987 ;

VARLAM, Ion, « Comisia Tismăneanu – O insultă la adresa democraţiei şi un scandal moral » [La Commission Tismaneanu – Une insulte à l'adresse de la démocratie et un scandale moral], in *Asymetria – Revue roumaine de culture, critique et imagination*, consultée à l'adresse url **http://www.asymetria.org/modules.php?name=News&file=_article&sid=19**, consulté le 8 mai 2008 ;

VASI, Ion Bogdan, « Fist of the Working Class: The Social Movements of Jiu Valley Miners in Post-Socialist Romania », in *East European Politics and Societies*, vol. 18, no. 1, 2004;

VASILE, Cristian, « Domnul Ciachir, Biserica şi Raportul Tismăneanu » [Monsieur Ciachir, L'Eglise et le Rapport Tismăneanu], in *22. Revista Grupului de Dialog Social* [22. Revue du Groupe pour le Dialogue Social], an XV, no. 883, 9-15 février 2007 ;

VASILESCU-CAPSALI, Nicolae, « Volume omagiale » [Tomes en hommage], in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no. 404, 1 septembre 1978 ;

VERDERY, Katherine, « The Rise of the Discours about Romanian Identity », in AGRIGOROAIEI, Ion, BUZATU, Gheorghe, CRISTIAN, Vasile, *Românii în istoria universală* [Les Roumains dans l'histoire universelle], tome II-1, Jassy, Editions de l'Université « Alexandru Ioan Cuza », 1987;

VERDERY, Katherine, « Nationalism and National Sentiment in Post-Socialist Romania », in, *Slavic Review*, vol. 52, no. 2, été 1993;

VETIŞANU, Vasile, « 2050 de ani de la constituirea primului stat dac centralizat şi independent. Cu prof. dr. Iosif Constantin Drăgan despre spiritualitatea românească » [2050 ans dès la constitution du premier Etat dace centralisé et indépendant. Le professeur Iosif Constantin Drăgan sur la spiritualité roumaine], in *Săptămâna*, no. 494, 23 mai 1980 ;

VULPE, Radu, « Cercetările tracologice în România » [Les recherches thracologiques en Roumanie], in *Revista de istorie* [La Revue d'Histoire], tome, 29, no. 6-7, juin-juillet 1976, pp. 809-840 et 1031-1050 ;

WERTH, Nicolas, « Rumeurs défaitistes et apocalyptiques dans l'URSS des années 1920 et 1930 », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, volume 71, no. 71, 2001, pp. 25-36 ;

WHITE, Stephen, « Political Culture in Communist States : Some Problems of Theory and Method », in *Comparative Politics*, volume 16, no. 3, avril 1984 ;

WHITE, Stephen, « Economic Performance and Communist Legitimacy », in *World Politics*, vol. 38, nr. 3, 1985, pp. 462-482 ;

ZAMFIRA, Andreea, « Les avatars du libéralisme dans le discours politique de Doina Cornea », in *Civitas99Alumni*, vol. II, mai 2005 ;

ZAMFIRESCU, Dan, « Individ şi istorie în romanul « Delirul » » [Individu et histoire dans le roman « Le délire »], in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no. 377, 24 février 1978 ;

ZAMFIRESCU, Dan, « Protocronismul şi noua conştiinţă de sine a culturii române » [Le « protochronisme » et la nouvelle conscience de la culture roumaine], in *Săptămâna culturală a capitalei. Revistă editată de Comitetul de Cultura şi Educaţie Socialistă al Municipiului Bucureşti* [La Semaine culturelle de la Capitale. Revue éditée par le Comité de Culture et d'Education Socialiste du Municipe de Bucarest], no. 378-382, 3-31 mars 1978.

THESES

DRAGOMIR, Lucia, *Une institution littéraire entre les exigences artistiques et commande politique. L'Union des Ecrivains de Roumanie à l'époque communiste*, thèse de doctorat soutenue à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, sous la direction d'Anne-Marie Thiesse, Paris, 2005 ;

GUSSI, Alexandru, *Usages du passé et démocratisation. Le rapport des partis politiques roumains à la période communiste*, thèse de doctorat en science politique soutenue à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, sous la direction de Dominique Colas, 2007, consultée à l'adresse url http://ecoledoctorale.sciences-po.fr/theses/theses_en_ligne/gussi_scpo_2007/gussi_scpo_2007.pdf, le 10 mai 2008;

HEEMERYCK, Antoine, *La Roumanie entre stigmatisation et réhabilitation : démocratisme, État, société et production de soi*. Paris, thèse de doctorat d'anthropologie soutenue à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, sous la direction B. Hours, Paris, 2007 ;

IORDACHI, Constantin, *The Anatomy of a Historical Conflict: Romanian-Hungarian Diplomatic Conflict in the 1980's*, MA Thesis, Central European University, Budapest, 1996, consultée à l'adresse url http://www.cimec.ro/Istorie/CRISTI/cuprins.htm, le 9 novembre 2006;

SITES WEB

http://www.asymetria.org

http://www.inforomania.ro/adrian_Păunescu.htm

http://www.agonia.ro/index.php/author/0004789/index.html

http://www.senat.ro

http://www.lumeam.ro/029959.html

http://www.funclub.ro/cenaclul-Flacăra-at7772.htm

www.ispaim.ro

http://www.cish.org

http://www.cdep.ro

http://paulgoma.free.fr/

https://www.presidency.ro

ANNEXES

1. <u>1966, 7 mai</u> – Fragments du discours de Nicolae Ceauşescu devant l'assemblée solennelle organisée à l'occasion du 45e anniversaire de la création du Parti Communiste Roumain

LE PARTI COMMUNISTE ROUMAIN – CONTINUATEUR DE LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE ET DÉMOCRATIQUE DU PEUPLE ROUMAIN, DES TRADITIONS DU MOUVEMENT OUVRIER ET SOCIALISTE DE ROUMANIE

Exposé présenté à l'assemblée solennelle organisée à l'occasion du 45e anniversaire de la création du Parti Communiste Roumain

– 7 mai 1966 –

Chers camarades,

Nous fêtons aujourd'hui le 45e anniversaire de la fondation du Parti Communiste Roumain événement historique du mouvement révolutionnaire de notre pays, qui imprima un nouvel essor à la lutte de libération sociale et nationale des larges masses du peuple tout entier pour l'édification d'une Roumanie libre et indépendante.

La création du Parti Communiste, sur la base des idées avancées du marxisme-léninisme, en tant que détachement d'avant-garde de la classe ouvrière, représente une étape supérieure du mouvement révolutionnaire et démocratique de Roumanie.

Le Parti Communiste est le continuateur des luttes séculaires livrées par le peuple roumain pour l'indépendance du pays, pour la formation de la nation roumaine et de l'Etat national unitaire, pour l'accélération du progrès social et la marche en avant de la Roumanie sur la voie de la civilisation.

L'histoire du mouvement ouvrier et du Parti Communiste est indissolublement liée au développement économique, politique, scientifique et culturel du pays, au progrès des forces productives, à l'action des lois sociales objectives des différents facteurs internes et externes qui ont influencé l'histoire de la Roumanie. La compréhension du rôle joué par le

parti au cours des différentes étapes nécessite une analyse approfondie de l'attitude des classes et des forces sociales à l'égard des événements cruciaux de l'histoire du pays, l'examen de l'activité des militants révolutionnaires et des hommes politique, à la lumière des intérêts et des tendances des classes qu'ils représentaient.

L'histoire de la lutte de la classe ouvrière, du mouvement socialiste et du Parti Communiste doit être présentée dans le contexte de la vie économique et sociale générale du pays, en étroite liaison avec l'activité des autres forces révolutionnaires, démocratiques qui ont contribué au développement de la société. Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons une image réelle et multilatérale de la vie sociale de Roumanie, que nous pouvons comprendre dans toute leur ampleur la lutte révolutionnaire du peuple roumain pour la démocratie, la paix et le progrès social, le rôle joué par la classe ouvrière et par son parti d'avant-garde dans le déroulement de la vie politique et la transformation révolutionnaire de la société.

L'interprétation scientifique, objective, des événements sociaux et politique dans toute leur complexité ne peut se faire qu'à la lumière du matérialisme dialectique et historique qui représente la conception la pus avancée du monde et de la vie. Partant de là, nous pouvons considérer de la façon la pus juste le long et dur chemin parcouru par les forces révolutionnaires et progressistes du peuple, l'évolution de la classe ouvrière depuis sa naissance jusqu'à sa transformation en classe dirigeante de la société, en force sociale principale de la nation socialiste, ainsi que la glorieuse histoire du Parti Communiste Roumain.

Toute l'histoire du pays prouve que le peuple travailleur, ses forces révolutionnaires, progressistes et patriotique ont accompli toutes les grandes transformations révolutionnaires, ont assuré la marche en avant de notre société. Tous les moments importants de la vie de notre patrie sont liés à la lutte des masses du peuple tout entier – moteur du progrès sociale, véritable créateur de l'histoire de la Roumanie.

Au cours des grandes batailles sociales et nationales, des milliers et des milliers de combattants révolutionnaires, militants et des milliers de combattants révolutionnaires, militants et dirigeants politique marquants sont issus des masses populaires. S'identifiant aux idéaux des masses aux intérêts de la nation, s'élevant au niveau de la compréhension des nécessités objectives du développent social, de la connaissance scientifique des lois de la lutte de classe, ils peuvent remplir un rôle important dans l'organisation et la direction de la lutte révolutionnaire, apportant ainsi une précieuse contribution au progrès de la société. Le marxisme-léninisme nous apprend que l'activité des différents militant, personnalités

révolutionnaires et politiques, ne peut être présentée de juste façon qu'en étroit rapport avec la classe sociale à laquelle ils appartiennent. C'est seulement ainsi que nous éviterons aussi bien d'exagérer les mérites de certains militants que de nier leur contribution à la lutte pour le développement sociale. Aucun dirigeant, si éminent soit-il, ne saurait être présenté comme le seul auteur des événements historique sans que cela aboutisse à le déifier et à nier le rôle des masses, le rôle du peuple.

L'appréciation de l'activité des militants révolutionnaires doit se faire en tenant compte de leur contribution et du rôle qu'ils ont joué dans chaque période de leur vie, à chaque étape du mouvement ouvrier. L'indication de la place qu'ils ont occupée dans la lutte révolutionnaire du passé doit se faire en fonction de la réalité et non pas de la situation qu'ils occupent aujourd'hui dans le parti. Ce serait une erreur que d'exagérer les mérites passés de certains dirigeants simplement pour mettre l'histoire «d'accord» avec le présent ; cela aboutirait à dénaturer la vérité historique.

Nous devons tenir compte du fait que l'histoire est forgée par les hommes, qui ont leurs qualités et leurs défauts. Au cours de la lutte révolutionnaire, du travail d'édification du socialisme dans notre pays, se sont formés de nombreux militants qui, à une étape ou à une autre, ont joué un rôle important dans le déroulement des événements, ont rempli des tâches de responsabilité à la direction du parti et de l'Etat démocratique populaire. Au cours des années, certains d'entre eux, en vertu des lois de la nature, n'ont plus pu continuer à travailler et à lutter ; d'autres ont commis des erreurs qui leur ont valu d'être écartés des fonctions responsables qu'ils occupaient et parfois même d'être exclus du parti. L'histoire doit présenter tout le processus de la lutte révolutionnaire dans sa complexité, partir d'une analyse scientifique de la réalité sociale, exposer les faits non d'après les désirs subjectifs des hommes, les besoins politiques du moment et des critères de la conjoncture, mais tels qu'ils se sont passés, conformément à la vérité de la vie. Il est nécessaire d'analyser et d'apprécier avec une maximum d'objectivité la contribution apportée en son temps par chaque militant au mouvement ouvrier, à la vie du peuple. La valeur d'une histoire véritablement scientifique réside dans l'exposé objectif des faits, dans leur juste interprétation, de façon à être le miroir de la conscience du peuple et des classes, en présentant comme un tout l'expérience de vie et de lutte des masses et des dirigeants.

Le chemin parcouru par les forces révolutionnaires du peuple et par le Parti Communiste n'a pas toujours été tout droit et dénué d'obstacles. Dans le processus de la lutte de classe, et de l'édification du socialisme, beaucoup d'obstacles et de difficultés ont dû être

surmontés, des déficiences et des erreurs ont fait leur apparition, des insuccès ont été enregistrés. Mais il s'est toujours trouvé au sein de la classe ouvrière et du parti des forces capables de surmonter les durs moments et les difficultés et d'assurer la marche en avant vers le socialisme. L'élan et l'énergie révolutionnaires des masses, la force et la capacité de lutte du parti ont assuré la victoire des idéaux avancée de la classe ouvrière et l'irrésistible marche en avant de notre société. Ce n'est qu'en brossant le tableau de tous les faits et de tous les événements qui ont jalonné la lutte menée pour le renversement de l'ancien régime et l'édification du socialisme, que nous pouvons retracer l'histoire du mouvement révolutionnaire et du parti communiste dans toute sa grandeur, que nous pouvons offrir aux nouvelles générations une source d'enseignements précieux dans le travail fourni pour l'épanouissement continuel de notre patrie socialiste.

Le IX^{e} Congrès a tracé pour tâche l'élaboration de l'histoire de notre parti depuis le début du mouvement ouvrier de Roumanie jusqu'à ce jour, en étroite liaison avec les réalités politiques, économiques et sociales de chaque étape de développement du pays. Retraçant la lutte héroïque menée par la classe ouvrière, la paysannerie, les intellectuels, tous les travailleurs sans distinction de nationalité, sous la direction du parti communiste, ainsi que l'activité des autres forces progressistes, nous devons également tenir compte des circonstances difficiles dans lesquelles cette lutte s'est déroulée, de l'influence qu'ont exercée sur le mouvement révolutionnaire une série de facteurs internes et externes de l'époque. La récent réorganisation, à la lumière de critères fixés par le Congrès, du «Musée d'Histoire du Parti Communiste, du mouvement révolutionnaire et démocratique de Roumanie», constitue un début prometteur. Bien entendu, il faudra continuer les recherches pour améliorer sans cesse la présentation des faits et des documents exposés au Musée, de sorte qu'ils reflètent de façon aussi complète que véridique l'histoire révolutionnaire de notre pays.

Riche de faits grandioses et d'événements politiques remarquables, expression du dévouement inébranlable des communistes à la cause du peuple, expression de leur profond patriotisme, l'histoire de notre parti représente un puissant moyen d'éducation de ses membres et du peuple tout entier dans l'esprit des glorieuses traditions du mouvement révolutionnaire de Roumanie, de la lutte héroïque menée par la classe ouvrière, par toutes les forces patriotiques, pour la démocratie et le socialisme. […]

LA CRÉATION DU PARTI COMMUNISTE ROUMAIN ET SON COMBAT POUR LA DÉFENSE DES INTÉRÉTS VITAUX DES TRAVAILLEURS, CONTRE LE FASCISME, POUR L'INDÉPENDANCE DE LA PATRIE

Camarades,

Les actions entreprises par la classe ouvrière pendant la période élan révolutionnaire, la grève générale d'octobre 1920 soulignèrent également la nécessité de la création d'un parti révolutionnaire capable d'organiser et de diriger le prolétariat dans la lutte pour l'accomplissement de ses tâches historiques.

Le processus, profond et rapide, de radicalisation, qui marqua le mouvement ouvrier de notre pays pendant toutes ces années s'accompagnait de clarifications politiques et idéologiques, de la volonté de briser avec le réformisme de la II^{e} Internationale. La grande majorité des membres du Parti Socialiste de Roumanie se prononçaient pour la transformation du parti socialiste en parti communiste et son affiliation à la III^{e} Internationale fondée par Lénine en vue de l'adoption d'une ligne fermement révolutionnaire.

A l'automne de 1920, les socialistes roumains envoyèrent une délégation à Moscou pour discuter les problèmes de l'affiliation du mouvement ouvrier de notre pays à l'Internationale Communiste. Au cours des discussions avec les représentants de la III^{e} Internationale, Gheorghe Cristesco, Constantin Popovici et Eugen Rozvani, membres de la délégation roumaine, tout en manifestant leur adhésion aux principes léninistes concernant le parti de type nouveau, firent une série d'objections sur les appréciations touchant la situation en Roumanie faites par le Komintern sans connaître les réalités de notre pays. En outre, ils objectèrent contre l'ingérence du Komintern dans la fixation de la composition des organismes de direction du Parti Communiste de Roumanie, considérant que ce droit constituait un attribut inaliénable du parti lui-même.

Le 8 mai 1921, à Bucarest, eut lieu le Congrès qui consacra la transformation du Parti Socialiste en Parti Communiste de Roumanie. Ayant à son ordre du jour des problèmes et des documents d'une importance fondamentale pour le mouvement ouvrier, y compris le programme et les statuts du parti, le problème agraire et d'autres encore, le Congrès débattit le compte rendu sur l'activité du parti et le rapport sur l'affiliation à l'Internationale Communiste. Parmi les participants au Congrès figuraient des militant de marque du

mouvement socialiste –Gheorghe Cristesco, qui, jusq'au III^{e} Congrès, fut secrétaire général du Parti Communiste de Roumanie, Alexandru Dobrogeanu-Gherea, Andrei Ionesco, Dumitru Grofu, Gheorghe Niculesco-Mizil, Gheorghe Stoica, Constantin Mănesco, Mihail Cruceanu etc. Au Congrès, la majorité écrasante des délégués vota pour la création du parti communiste et son affiliation sans réserve à l'Internationale Communiste, et une partie vota pour la création du parti communiste et son affiliation à l'Internationale Communiste, exprimant des réserves quant au caractère obligatoire, pour les partis communistes, des décisions de l'Internationale Communiste. Ou peut donc affirmer que le Congrès de mai 1921 décida à l'unanimité la transformation du Parti Socialiste en Parti Communiste de Roumanie.

La création du parti communiste – détachement d'avant-garde de la classe ouvrière – sur la base de l'idéologie marxiste-léniniste constitua un moment de la plus haute importance de l'histoire du prolétariat de Roumanie. Ce faisant, la lutte révolutionnaire atteignait un échelon supérieur, un puissant essor était imprimé au processus de clarification idéologique et politique du mouvement ouvrier, au développement de la conscience de classe du prolétariat et des autres masses travailleuses du peuple. Poursuivant la lutte séculaire pour la libération sociale et nationale, continuant les meilleures traditions du mouvement ouvrier et socialiste de Roumanie, le parti communiste était, dans les nouvelles conditions historiques, le porte-parole fidèle d es intérêts de la classe ouvrière, du peuple tout entier. A partir de ce moment, la classe ouvrière, sous la direction du parti communiste, fut présente et dit son mot dans tous les événements plus importants du pays, se situa à la tête de la lutte pour le progrès social. Dès les premières années de son existence, notre parti fut contraint d'affronter les persécutions des classes dominantes. Des milliers et des milliers de combattants révolutionnaires membres du parti tombèrent dans la lutte révolutionnaire sous les balles des pelotons d'exécution, exterminés dans les cachots. Mais la terreur déclenchée par l'ennemi de classe ne réussit par à briser la volonté de lutte des communiste et des autres patriotes. Ils continuèrent à maintenir bien haut l'étendard de la lutte pour la défense des intérêts des travailleurs, à conduire la classe ouvrière, le peuple tout entier vers la victoire sur le fascisme, dans la voie de l'édification de la Roumanie socialiste.

En souvenir des héros révolutionnaires et des patriotes qui ont donné leur vie dans la lutte pour la cause de la liberté et du bonheur du peuple, pour la victoire du socialisme, je propose que nous observions un moment de silence.

Camarades,

Le développement des forces productives en Roumanie après la première guerre mondiale eut lieu dans les conditions engendrées par la crise générale du capitalisme, qui marqua également de son empreinte la vie économique de notre pays.

En raison des grandes destructions et de la désorganisation de tout l'appareil de production et de circulation provoquées par la guerre et par les pillages des occupants allemands, le problème économique majeur était désormais de reconstruire et de mettre en marche le potentiel économique existant sur tout le territoire du pays. Après que, en 1924, le niveau d'avant-guerre eut été atteint dans les principales branches de la production, une période suivit caractérisée par l'accélération du développement de l'industrie et de toute l'économie.

Entre 1923 et 1929, l'industrie roumaine enregistre une importante expansion et se diversifie, bien que, du point de vue structural, l'industrie des biens de consommation et l'industrie extractive continuent d'occuper la place la plus importante. Le volume des investissements augmente, l'équipement technique des entreprises s'améliore, d'où une augmentation de la part de l'industrie dans le produit social et le revenu national.

En même temps, cette période se caractérise par l'intensification de la concentration et de la centralisation du capital et par l'accentuation de l'opposition de la grande bourgeoisie autochtone à la pénétration du capital étranger, ainsi que par le renforcement des positions de celle-ci dans une série de branches de l'industrie et du commerce ; dans le même temps, les monopoles internationaux détiennent une place importante dans l'économie de la Roumanie.

Cependant, en dépit des progrès enregistrés dans l'économie pendant cette période, la Roumanie demeure un pays faiblement développé du point de vue industriel. Ainsi, le recensement de 1930 indique que 10,2% seulement de la population active du pays était occupée dans l'industrie, contre 78,2% dans l'agriculture. Le développement de la production s'accompagnait d'une recrudescence de l'exploitation de la classe ouvrière, les salaires des ouvriers roumains demeurant bien au-dessous de ceux des ouvriers des pays capitalistes avancés.

Parmi les problèmes socio-économiques qui réclamaient une solution à la fin de la guerre, celui dont la solution était la plus urgente pour assurer la marche en avant de la Roumanie était le problème agraire. Sous la pression des grandes agitations sociales et des nécessités économiques objectives, la bourgeoisie accomplit en 1921 une réforme agraire qui se solde par l'expropriation de plus de 6 millions d'hectares, soit 66% environ de toute la

superficie détenue par les gros propriétaires fonciers. La réforme agraire de 1921 stimule le développement du capitalisme dans l'agriculture, affaiblit le pouvoir économique des gros propriétaires fonciers et réduit le rôle de cette classe dans la vie politique et sociale de la Roumanie. Par ailleurs, dans les campagnes, la différenciation de la paysannerie s'accentue, les contradictions sociales et économiques s'aggravent, le rôle économique de la bourgeoisie des campagnes devient plus important.

Entre 1920 et 1929, de pair avec le renforcement de la puissance économique, on assiste aussi au renforcement de la domination politique de la grande bourgeoisie industrielle-financière, à l'accentuation du caractère réactionnaire du pouvoir d'Etat bourgeois-agrarien. Afin d'obtenir le maximum de profits, les classes dominantes et les impérialistes étrangers intensifient l'exploitation des masses populaires, restreignent les droits et les libertés démocratiques ; la répression et l'étouffement du mouvement révolutionnaire atteignent leur point culminant en 1924 par l'interdiction du parti communiste.

Il convient de remarquer que face à la politique réactionnaire du capital, la classe ouvrière se trouvait divisée car, après le Congrès de 1921, le groupement de droite de l'ancien parti socialiste, groupement qui s'était opposé à la création du parti communiste, entreprit de fonder le Parti Social-Démocrate. Ceci eut pour effet de scinder l'unité de la classe ouvrière pour de longues années et eut de répercussions des plus graves sur les luttes révolutionnaires et démocratiques de Roumanie.

Déployant son activité dans la clandestinité, le parti communiste conjugua l'activité clandestine et l'activité légale, créant une série d'organisations, telles que les syndicats unitaires et le Bloc Ouvrier Paysan, qui menèrent une large activité politique parmi les ouvriers et les paysans. En même temps, le parti concentrait ses efforts sur la réalisation de l'unité d'action de la classe ouvrière, sur la création de l'alliance ouvrière-paysanne.

Les II^{e}, III^{e} et IV^{e} Congrès du parti, tenus pendant cette période, reflètent les préoccupations au sein du parti quant è la clarification de divers problèmes idéologiques et politiques, quant à la cristallisation de sa ligne politique générale, de sa tactique et de sa stratégie ; en outre, le parti fait des efforts pour consolider son organisation et ses liens avec les larges masses.

Cependant, ce processus se déroulait non sans peine, tant à cause de l'héritage idéologique légué par l'ancien mouvement socialiste, que des conditions dans lesquelles le parti était obligé de mener son activité et qui empêchaient que soient débattus au sein du parti, sur une large échelle et dans l'esprit des principes, les problèmes socio-économique posés par

le développement de la Roumanie. A cela, il convient d'ajouter les conséquences négatives des pratiques du Komintern consistant à nommer les cadres de direction du parti, y compris le secrétaire général, parmi des gens du dehors du pays, ne connaissant ni la vie ni les préoccupations du peuple roumain. Les vieux membres du parti se rappellent qu'aux IV^{e} et V^{e} Congrès, deux militants d'autres partis communistes furent nommés secrétaires généraux du Comité Central du Parti Communiste de Roumanie. Si l'on ajoute à cela que d'autres dirigeants de notre parti furent alors désignés parmi des gens qui ne vivaient pas en Roumanie et ne connaissaient pas les conditions sociales et politiques de notre pays, on imagine quels dommages cette pratique put causer aux luttes révolutionnaires de notre pays pendant cette période. Les confusions idéologiques existant alors dans le mouvement ouvrier, la présence d'éléments petit-bourgeois arrivistes dans le parti, ainsi que les pratiques que nous venons d'évoquer aboutirent aux luttes fractionnistes de 1929, qui désorganisèrent gravement l'activité du parti et le mirent à deux doigts de la liquidation, juste à l'époque de l'offensive capitaliste contre les masses populaires et à la veille des grandes batailles de classe.

Une étape importante du développement du Parti Communiste de Roumanie est représentée par le V^{e} Congrès, tenu en 1931, en pleine crise économique. Le Congrès fit une analyse plus approfondie de la situation économique et politique de Roumanie, des rapports entre les classes et les forces politiques, concluant que la Roumanie se trouvait dans la période du parachèvement de la révolution bourgeoise-démocratique et que c'était au prolétariat qu'incombait la tâche historique d'organiser, en alliance avec la paysannerie travailleuse, le renversement du régime bourgeois-agrarien et le passage progressif à la révolution socialiste. Partant de ces conclusions, le V^{e} Congrès fixa la ligne générale, la stratégie et la tactique du parti. Mettant fin à la lutte fractionniste, il prit des mesures pour renforcer l'organisation du parti et développer ses liens avec les larges masses des travailleurs.

Le V^{e} Congrès orienta le parti vers l'intensification des efforts pour la réalisation du front ouvrier unique, le renforcement de l'unité d'action de la classe ouvrière, et il préconisa de nouvelles formes de lutte pour l'organisation des larges masses en vue de la défense de leurs intérêts économique et politiques.

Il faut également souligner que les appréciations du V^{e} Congrès du Parti Communiste de Roumanie continuaient de porter l'empreinte d'une série de confusions et d'interprétations erronées sur des problèmes importants touchant la ligne politique générale, la stratégie et la tactique du parti, tels que le problème paysan, le problème national, etc.

Bien que dans notre pays la paysannerie représentât une force importante du point de vue social, et que la solution du problème agraire par l'expropriation des gros propriétaires fonciers et la distribution de terres aux paysans eût une importance décisive pour le parachèvement de la révolution démocratique-bourgeoise et le passage à la révolution socialiste, un mot d'ordre erroné persista longtemps dans les rangs du parti, celui de la «nationalisation de la terre», de la collectivisation de l' agriculture par des «communautés villageoises», dans les conditions du régime bourgeois-agrarien. Le V^{e} Congrès renonça – il est vrai – à ces thèses erronées et formula le mot d'ordre juste de l'expropriation des gros propriétaires terriens et de la distribution gratuite de la terre aux paysans. Mais, en même temps, il ne réussit pas à clarifier complément la position du parti à l'égard des différentes couches de la paysannerie pendant la période du parachèvement de la révolution démocratique-bourgeoise, reprenant de façon mécanique des mots d'ordre qui correspondaient à d'autres pays et à d'autres conditions ; il n'élabora pas un programme clair des perspectives de développement de l'agriculture roumaine, ce qui à l'époque empêcha le parti de mener une large activité et d'accroître son influence politique parmi les masses paysannes, de réaliser l'alliance ouvrière-paysane.

Des appréciations erronées circulèrent dans les rangs du parti à l'égard de certains partis et groupement politiques du pays. Le fait de considérer le Parti Social-Démocrate et le Parti Socialiste Indépendant – dont l'activité, il est vrai, était entachée – comme étant à la dévotion des classes dominantes, porta préjudice à la cause de la création du Front Unique Ouvrier. Une attitude sectaire se fit jour à l'égard des groupements démocratiques de gauche de certains partis bourgeois, qualifiés sans discernement de fascistes ou de fascisants. A une certaine période, cela empêcha le parti d'apprécier objectivement le rapport des forces dans l'arène politique du pays, de concentrer le feu de ses attaques sur les milieux dirigeants réactionnaires des partis bourgeois-agrariens et, en premier lieu, sur les organisations fascistes en ascension.

Dans une série de documents, de résolution et de décisions des III^{e}, IV^{e} et V^{e} Congrès, la Roumanie fut considérée à tort comme «un Etat typiquement multinational», créé sur la base de «l'occupation de territoires étrangers». Appréciant de façon erronée le processus de formation de l'Etat national, ces documents fixaient pour tâche le déploiement d'une permanente et intense activité en vue d'une prétendue «libération du joug de l'impérialisme roumain» des «peuples opprimés», sur la base du principe du droit des nation à l'autodétermination jusqu'à leur séparation entière de l'Etat existant. L'introduction dans les

documents du parti du mot d'ordre de l'autodétermination jusqu'à la séparation de l'Etat unitaire, les indications données au parti de lutter pour arracher à la Roumanie des territoires habités dans leur écrasante majorité par des Roumains, ne tenaient pas compte des conditions concrètes de la Roumanie – Etat unitaire. Elles étaient profondément erronées, et, en fait, incitaient au démembrement de l'Etat national et à la désagrégation du peuple roumain. Or, la doctrine marxiste-léniniste proclame le droit des peuples à l'autodétermination pour aboutir non pas au démembrement des Etats nationaux constitués, mais, au contraire, à la libération des peuples opprimés et à leur constitution en Etats nationaux souverains, conformément à la volonté délibérée des masses populaires.

Au cours des années qui suivirent, on renonça à ces appréciations et à ces mots d'ordre jugés erronés et les documents du parti des années 1938-1939 prirent nettement position pour la défense de l'unité nationale, de l'indépendance et de la souveraineté de la patrie.

Les thèses et les mots d'ordre erronés existant alors dans les documents du parti provenaient de l'absence d'une analyse approfondie de l'histoire du peuple roumain, du développement économique et social et du rapport des forces de notre pays, comme de l'acceptation sans discernement de thèses élaborées au-dehors, en raison des pratiques du Komintern qui fixait des directives sans tenir compte des réalités concrètes de notre pays, traçait des orientations tactiques et des indications qui ne correspondaient pas aux conditions économiques, sociales, politiques et nationales de la Roumanie.

Les conséquences négatives de ces pratiques et de ces méthodes appliquées pendant cette période dans le mouvement ouvrier de notre pays témoignent de l'énorme importance qu'a pour la lutte révolutionnaire le respect rigoureux du droit de chaque parti à élaborer lui-même sa politique, lui seul étant en mesure de connaître les réalités de son propre pays, d'apprécier objectivement les tâches politiques correspondant à chaque étape.

Cependant, en dépit des lacunes et des erreurs que nous venons d'énumérer, le V^{e} Congrès accéléra le processus de maturation idéologique et politique de la classe ouvrière, de consolidation organisationnelle du parti, et fit grandir le rôle du parti communiste dans l'organisation des luttes sociales qui suivirent, contre le fascisme et la guerre. […]

LA POLITIQUE NATIONALE CONSÉQUENTE, MARXISTE-LÉNINISTE DU PARTI COMMUNISTE ROUMAIN; DÉVELOPPEMENT ET ÉPANOUISSEMENT DE NOTRE NATION SOCIALISTE

Camarades,

Pendant ses 45 années d'existence, notre parti a lutté résolument contre toute discrimination nationale, a appliqué avec persévérance une politique visant à renforcer l'unité de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité. Le renversement des classes exploiteuses a éliminé les causes qui engendraient la discorde nationale et morcelaient les forces des travailleurs.

Au cours de l'œuvre d'édification socialiste, grâce à l'application de la politique nationale marxiste-léniniste du parti communiste, l'amitié fraternelle entre les travailleurs roumains et ceux appartenant aux nationalités cohabitante s'est renforcée continuellement et s'est élevée à un échelon supérieur.

La société socialiste a créé la communauté réelle d'intérêts de tous les citoyens, sans distinction de nationalité ou de race, leur a assuré des possibilités et des droits égaux d'affirmation et de développement. En étroite unité fraternelle, le peuple roumain et les nationalités cohabitantes qui constituent la grande famille de la Roumanie socialiste travaillent côte, animés d'un ardent patriotisme, pour l'épanouissement et le progrès de leur patrie commune.

Les transformations qui se sont produites pendant la période écoulée depuis la Libération dans la vie économique et la structure sociale du pays, la victoire du socialisme dans les villes et les campagnes ont créé des conditions favorables à la pleine affirmation de l'entité nationale du peuple roumain, au développement et à l'épanouissement multilatéral de notre nation socialiste.

Ces temps derniers, certain théoriciens essaient d'accréditer l'idée que les nations sont une catégorie sociale périmée, historiquement dépassée, qui ne peut plus jouer à l'époque contemporaine un rôle important dans le développement de la société.

Mais l'histoire démontre que l'apparition de la nation, en tant que forme de communauté humaine, et le développement de la vie nationale des peuples constituent un processus social objectif, une étape nécessaire et obligatoire dans l'évolution de tous les

peuples. Formée dans les conditions historiques de la société capitaliste, la nation a exercé dès l'abord une puissante influence sur le progrès économique et social, sur la marche en avant des peuples. Marx montrait que les périodes objectivement nécessaires du développement social ne peuvent être abrégées. L'expérience démontre que si l'on tente de brûler l'étape de la formation de la nation ou d'empêcher son développement, cela risque de porter de graves préjudices aux intérêts des peuples et à la paix dans le monde.

L'analyse marxiste-léniniste de la situation existant dans le monde contemporain révèle que, aux côtés des vieilles nations ayant une longue existence et qui ont atteint la maturité économique et spirituelle, il existe des dizaines de nations jeunes ou en cours de formation, qui ont encore à parcourir un long chemin pour arriver à leur plein épanouissement et qui jouent ou joueront un rôle de plus en plus important dans la vie internationale.

La tâche que assigne aux communistes, aux patriotes de ces pays, est d'unir, tout en exprimant la volonté et les aspirations des masses à la liberté et à l'indépendance, toutes les forces nationales pour mettre en valeur le potentiel matériel et humain de leur pays, en vue du développement progressiste de la société et de l'épanouissement de la nation.

Les peuples qui, des siècles durant, ont lutté pour secouer le joug de l'oppression étrangère ne peuvent − une fois qu'ils ont goûté à la liberté et à l'indépendance nationale, qu'ils ont joui de droit de décider de leur sort, de l'avenir de la patrie − renonce à ces prérogatives sacrées qui assurent leur marche sûre vers un régime social plus juste, vers la civilisation. Les succès obtenus par les nouveaux Etats dans la consolidation de leur indépendance économique et politique mobilisent tous les peuples qui gémissent encore sous la domination coloniale à la lutte pour se libérer du joug étranger, pour conquérir l'indépendance nationale.

On sait que, en dépit de toute sorte d'obstacles, de l'occupation étrangère, les peuples opprimés ne cessent pas leur lutte de libération, n'hésitent devant aucun sacrifice pour chasser les oppresseurs étrangers, pour former une nation indépendante, pour pouvoir s'engager dans la voie d'un développement libre et indépendant.

L'histoire de notre pays est un exemple édifiant à cet égard. La Valachie, la Moldavie, la Transylvanie ont subi des siècles durant la domination étrangère. Toute cette période est caractérisée par le pilage des richesses du pays, la ruine de l'économie, la destruction d'innombrables biens matériels et spirituels. Tout ceci a freiné pour longtemps les forces productives, le développement social et national, la Roumanie restant de ce fait de plus 'un siècle en retard sur d'autres pays. Mais la domination étrangère n'a pas réussi à étouffer la

soif de liberté du peuple, son ardent désir d'unité. Les difficultés et les souffrances n'ont fait qu'attiser davantage encore la flamme de la lutte pour la formation de la nation, n'ont fait que renforcer le sentiment patriotique, le sentiment de la dignité nationale. Les idées de la communauté nationale ont exalté le peuple, ont décuplé ses forces dans la lutte pour la défense et le progrès de sa patrie. Il y a plus d'un siècle, Nicolae Bălcesco, patriote éclairé, combattant pour la réalisation de l'unité nationale de notre peuple, écrivait : «Si la nationalité est l'âme d'une peuple, si aussi longtemps qu'il garde ce signe caractéristique de son individualité, cet esprit vivant, il est investi du droit imprescriptible de vivre librement, l'unité nationale est le gage de sa liberté, elle est le corps qui lui est nécessaire pour que l'âme ne périsse pas et ne s'engourdisse pas et pour qu'elle puisse par contre s'épanouir et se développer». [1149]

Le socialisme continues le processus de développement de la nation, commencé à l'époque bourgeoise, crée des conditions favorables à la pleine affirmation de la vie nationale du peuple. La révolution socialiste, l'édification du nouveau régime social libèrent toutes les énergies créatrices du peuple, constituent dans la vie de chaque pays une époque de réveil national, d'affirmation vigoureuse des sentiment patriotiques des larges masses. Le mot d'ordre de l'épanouissement multilatéral de la patrie socialiste, formulé par le parti communiste, mobilise les forces des travailleurs, constitue un facteur important de la marche en avant du peuple. Il ne fait pas de doute que la nation sera longtemps encore la base du développement de notre société, pendant toute la période d'édification du socialisme et du communisme.

La tentative de présenter la nation socialiste, la patrie socialiste, comme étant opposée à l'internationalisme socialiste est profondément injuste, antiscientifique. En supprimant l'antagonisme entre les nations, les causes de l'oppression et de la domination de certains peuples par d'autres, le socialisme crée les bases objectives du rapprochement et de la coopération entre Etats, la possibilité d'harmoniser les intérêts nationaux et internationaux des peuples. La coopération entre nations socialistes égales en droits, souveraines et indépendantes, développées de façon multilatérale du point de vue économique, scientifique, culturel contribue à assurer le progrès de chaque pays et à renforcer le système socialiste mondial, à accroître l'influence du socialisme dans le monde entier.

Le renforcement continu de chaque nation socialiste non seulement ne vient pas en contradiction avec les intérêts de l'internationalisme socialiste, mais correspond, au contraire,

1. N. Bălcesco : «Œuvres», Bucarest, 1940, tome I. II^{e} partie, page 105.

pleinement à ces intérêts, à la cause de la classe ouvrière, des travailleurs du monde entier, de la lutte générale pour la victoire du socialisme et de la paix.

(Nicolae Ceauşescu, *La Roumanie sur la voie du parachèvement de l'édification de la société socialiste. Rapports, discours, articles. Juillet 1965-Septembre 1966*, Bucarest, Editions Meridiane, 1969, pp. 372-377, 391-401, 438-442)

2. <u>1971, 3-5 novembre</u> – La mini-révolution culturelle : Discours de Nicolae Ceauşescu devant le plénum du Comité Centrale du Parti Communiste Roumain (fragments)

Exposé relativement au Programme du Parti Communiste Roumain d'amélioration de l'activité idéologique, d'élévation du niveau général de la connaissance et de l'éducation socialiste des masses, d'établissement des relations existante dans notre société sur la base des principes de l'éthique et de l'équité socialistes et communistes

Chers camarades,

Les transformations révolutionnaires qui ont lieu dans la société contemporaine, inclusivement celles survenues dans notre pays, les grands changements de la vie internationale et l'immense révolution technico-scientifique mondiale produisent des mutations radicales dans la pensée des larges masses des travailleurs, exercent de puissantes répercussions sur l'entier développement économico-social de l'humanité.

On peut affirmer, sans aucune réserve, que nous vivons à une époque où le développement tumultueux des forces productives qui dynamisent l'ensemble de notre progrès social est déterminé toujours davantage par l'essor de la science, de la connaissance humaine en général. La production de biens matériels, qui enregistre un puissant développement et l'activité scientifique d'élargissement de l'horizon de la connaissance – traits essentiels, inséparables de l'activité humaine – exercent une puissante influence sur la conscience sociale de tous les peuples.

Les masses populaires comprennent toujours plus le rôle décisif qu'elles détiennent dans le processus de la production matérielle et spirituelle, dans tout le développement de la société contemporaine. Dans ce contexte, l'activité idéologique et politico-éducative d'élargissement de l'horizon de la connaissance revêt une importance toujours plus grande.

Comme on sait, en même temps, que le passage à l'accomplissement du plan quinquennal 1971-1975, la Roumanie s'est engagée dans une nouvelle étape de son évolution économico-sociale – l'étape de l'édification de la société socialiste multilatéralement développée. J'ai parlé à plusieurs occasions des caractéristiques de cette étape nouvelle et je

ne veux pas insister maintenant sur ces problèmes. Je mentionnerai seulement le fait que, dans les nouvelles conditions de développement de notre pays, l'activité idéologique-éducative devient une grande force, que la formation de l'homme nouveau, animé d'une haute conscience socialiste, possédant un large horizon culturel, représente un facteur de premier ordre dans toute l'activité de transformation révolutionnaire de la société, d'édification du socialisme et du communisme.

Partant de ces considérations, le Plénum du Comité Central du parti est appelé à analyser l'activité politico-idéologique et éducative, à établir les mesures nécessaires en vue de l'amélioration de cette activité, à l'élévation de celle-ci au niveau des exigences de la nouvelle étape de développement dans laquelle s'est engagé notre pays, des immenses changements survenus dans le monde contemporain.[…]

L'EXPÉRIENCE ACCUMULÉE PAR NOTRE PARTI DANS L'ORGANISATION DE L'ACTIVITÉ IDÉOLOGIQUE ET POLITIQUE DE MASSE DANS LA PÉRIODE DE L'ÉDIFICATION DU SOCIALISME

Chers camarades,

Le IX^{e} Congrès, la Conférence Nationale et le X^{e} Congrès du parti, adoptant les plans quinquennaux pour les périodes respectives, les mesures visant le développement et le perfectionnement de la direction de toute l'activité économique et sociale, ont accordé, comme on le sait, une attention particulière à l'activité politico-éducative. Notre parti a pris pour point de départ le fait que le déroulement d'une activité politico-idéologique et d'éducation socialiste permanent représente une nécessité objective pendant toute la période d'édification du socialisme et du communisme, un élément essentiel du processus d'édification de la nouvelle société. Nous considérons et nous avons toujours considéré que la mission historique du socialisme et non seulement de libérer l'homme de l'oppression et de l'exploitation, d'assurer son mieux-être matériel mais aussi de forger une civilisation spirituelle supérieure, laquelle ne saurait être réalisée que par la formation d'un homme nouveau, possédant une haute conscience et formation culturelle et professionnelle, un profil moral et politique avancé. Nous sommes partis donc de la conception de Marx, Engels et Lénine selon laquelle le socialisme et le communisme ne sauraient être conçus que comme résultat de la création historique consciente des masses, comme le régime où pour la première

fois dans l'histoire, les masses se lèvent à un niveau supérieur de compréhension de la nécessité, des lois objectives, et forgent de façon consciente leurs propres destinées.

Le socialisme, le communisme tout spécialement, est le régime social dans lequel, comme le soulignait Engels, «la vie sociale des gens, laquelle à présent s'apposait à eux comme quelque chose imposé par la nature et par l'histoire, devient un acte libre qui leur appartient. Les forces objectives, étrangères, lesquelles dominaient jusqu'à présent l'histoire, passent sous le contrôle des gens mêmes. C'est seulement à partir de ce moment que les gens se forgeront, pleinement conscients, leur propre histoire, ce n'est qu'à partir de ce moment que les causes sociales mises en branle par eux auront de façon prépondérante, et dans une mesure toujours accrue, les effets escomptés. Il s'agit du bond de l'humanité de l'empire de la nécessité à celui de la liberté».

La Roumanie se trouve aujourd'hui à l'étape de création de la première phase du communisme – le socialisme – étape qui couvre une longue période et qui connaît divers stades de développement.

L'étape du passage du capitalisme au communisme constitue un processus révolutionnaire complexe, lequel commence mais ne s'achève pas parallèlement à la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière en alliance avec la paysannerie, les intellectuels et les autres forces sociales. Les transformations révolutionnaires qui ont eu lieu au cours de toute cette époque comportent obligatoirement tant la base technico-matérielle, que la conscience sociale. Il nous faut partir de fait qu'en réalité, la conquête du pouvoir ne représente que le début de l'œuvre visant la traduction dans les faits des idéaux du socialisme et du communisme, pour lesquels ont lutté et se sont sacrifiés les meilleurs fils du peuple, des aspirations à la liberté, à l'égalité, à l'équité et aux mieux-être matériel et spirituel des millions de travailleurs – c'est-à-dire de ces réalités qui opposent fondamentalement le socialisme à toute les régimes antérieurs. La réalisation de ces buts suppose une longue période pendant laquelle s'opèrent de profondes transformations révolutionnaires dans la structure de la société, dans la nature des relations sociales, dans la pensée et le mode de vie des gens. Se basant sur l'étude et la connaissance des lois objectives du développement social, le parti ««communiste doit diriger de façon consciente ce vaste et complexe processus révolutionnaire, organiser la participation du peuple tout entier à son déroulement dans les meilleures conditions. Notre lutte pour l'édification de la société socialiste développée de façon multiforme fait partie intégrante du processus révolutionnaire de passage de la Roumanie vers le communisme.

Ce n'est que lorsque les gens conduiront de façon consciente les processus sociaux et obtiendront «les effets désirés par eux», que l'on pourra véritablement parler du passage au communisme.

C'est pourquoi notre parti, se souciant constamment de l'essor des forces productives, aux fins d'assurer une abondance de biens matériels, de perfectionner les relations de production, accorde dans le même temps une attention particulière à l'activité politico-idéologique, de formation de l'homme nouveau, capable de se forger de façon consciente son propre avenir.

La transformation des gens, le fait de les munir de la conception avancée sur la vie et la société – le matérialisme dialectique et historique – des connaissances et des conclusions scientifiques les plus modernes, constitue l'un des problèmes les plus compliqués, sensiblement plus difficile, à maints égards, que le développement de l'économie.

C'est pourquoi l'activité idéologigue-éducative, de développement de la conscience sociale, constitue une tâche permanente du parti dans son ensemble, exige un travail persévérant, empreint de responsabilité et de patience. Sans aucune exagération, il faut dire que l'avenir communiste même de notre patrie dépend du développement avec succès de cette activité.

Camarades,

Une analyse même succincte de l'activité idéologique-éducative déployée au cours de la période qui s'est écoulée après le X^{e} Congrès nous permet d'apprécier que l'on a déployé une activité intense, que l'on a obtenu des résultats notables dans l'élévation du niveau politico-idéologique de tous les communistes, dans le développement de la conscience socialiste de tous les travailleurs. Dans ce cadre s'inscrivent, par ailleurs, aussi les mesures adoptées en vue de l'amélioration de la direction de l'activité économico-sociale, de la création des conditions politiques et organisationnelles pour la large participation des masses de travailleurs à la direction de tous les secteurs d'activité. Le fait que, tout au long des années, notre parti a suivi une ligne générale juste, qu'il a su appliquer de façon créatrice les vérités généralement valables et les lois objectives de l'édification du nouveau régime aux conditions concrètes de notre pays, est également dû à sont souci permanent d'organiser l'activité politico-idéologique, de munir les membres et les cadres de parti de la conception matérialiste-dialectique et historique sur la vie et la société.

De même, les résultats de l'activité éducative, d'élévation de la conscience politique des masses de travailleurs se reflète dans le fait que le peuple tout entier réalise sans faille

dans la vie la politique intérieure et extérieure de notre parti, politique qui répond entièrement à ses intérêts vitaux.

Accordant une haute appréciation aux résultats obtenus par notre peuple, sous la direction du parti, dans toute son activité économico-sociale et dans l'activité politico-idéologique, nous ne pouvons ignorer le fait qu'au cours des années de l'édification socialiste se sont manifestées de nombreuses lacunes, erreurs et – comme on le sait – parfois même des abus et des illégalités, de graves violations des normes de parti et des normes de coexistence et de légalité socialistes.

Je ne désire pas me référer maintenant à certaines lacunes de l'activité économique, car j'en ai parlé maintes fois ; nous savons tous qu'il y a encore beaucoup à faire pour assurer l'élévation de la Roumanie au niveau des pays développés au point de vue économique. Mais nous savons aussi que les réalisations obtenues jusqu'à présent, le programme élaboré par le X^{e} Congrès ouvrent devant notre peuple tout entier de merveilleuses perspectives – et nous disposons de toutes les conditions requises pour liquider, dans un court laps de temps, les retards existants. Il est notoire que, surtout dans les premières années de la construction socialiste, nous avons dû mener une lutte résolue contre les habitudes et les conceptions sur la vie qui nous avaient été léguées par l'ancien régime bourgeois-agrarien ; il nous a fallu vaincre l'opposition, parfois acharnée, des anciennes classes dominantes, qui ne se faisaient pas à l'idée d'avoir perdu à jamais leurs positions privilégiées. Il va de soi que dans ces circonstances ont été nécessaires des mesures fermes contre toutes les tentatives des éléments réactionnaires, qui voulaient empêcher le déroulement avec succès de l'édification socialiste dans notre pays. Je crois qu'en ce qui concerne ces problèmes il existe une clarté parfaite. La vie démontre aujourd'hui également que là où l'on n'agit pas avec fermeté pour la défense des conquêtes révolutionnaires, démocratiques, ces conquêtes peuvent être affectées. Je me réfère aux actions des forces réactionnaires, impérialistes, dans certains pays de l'Amérique du Sud, de l'Afrique et de l'Asie, et même de l'Europe, lesquelles non seulement qu'elles s'opposent au développement démocratique de certains Etats, mais ont recours à la terreur la plus sanglante contre les forces progressistes, révolutionnaires.

Certes, en Roumanie n'existent plus aujourd'hui des forces capables de mettre en danger les conquêtes révolutionnaires et toute tentative d'intervention du dehors se heurterait à la lutte ferme du peuple tout entier, résolu de forges le nouveau régime socialiste, de défendre sa vie nouvelle, son indépendance et sa souveraineté.

Parlant de la lutte que l'on a dû mener contre la réaction, il est cependant nécessaire de rappeler que l'on a commis aussi certaines erreurs et déformations qui ont frappé même des militants du parti et de l'Etat, que ces illégalités n'ont rien de commun avec la lutte contre les éléments réactionnaires auxquels je viens de me référer au de leurs conceptions rétrogrades. Ainsi que l'ont apprécié le Plénum du Comité Central du Parti Communiste Roumain du mois d'avril 1969 et le X^{e} Congrès du parti, il s'agit de violations des normes de coexistence socialiste, de la légalité socialiste, et elles ne peuvent être en rien justifiées. Notre parti et notre Etat ont adopté les mesures adéquates pour que de tels phénomènes négatifs ne se répètent plus, pour assurer le respect rigoureux de notre légalité socialiste.

En outre, dans l'activité idéologique et éducative se sont manifestées certaines lacunes et erreurs. Ainsi, pendant une certaine période s'est manifestée une sous-estimation des traditions nationales et sociales progressistes, ce qui a entraîné des conséquences négatives en ce qui concerne l'activité politico-éducative. Dans l'organisation de l'enseignement et de l'activité scientifique l'on a également commis une série de fautes, l'on a manifesté des tendances à la méconnaissance des traditions et des conditions concrètes de la Roumanie. On en a déjà parlé et je ne crois pas qu'il faut m'y arrêter maintenant. De graves déficiences se sont manifestées aussi en ce qui concerne l'orientation de l'activité littéraire-artistique, ainsi que de l'activité politico-éducative en général ; on a eu recours souvent à certaines thèses générales, étrangères à la vie de notre peuple.

A cause de ces erreurs, de certaines défections dans l'activité idéologique-éducative, ont également existé des manifestations de manque de confiance dans la force de la classe ouvrière et de notre peuple, l'on a adopté une attitude erronée à l'égard de certaines sciences modernes. Cette méfiance a trouvé son expression dans le fait qu'il y a eu des opinions selon lesquelles il serait une faute d'organiser en Roumanie la production dans certaines branches industrielles modernes, telles que, par exemple, l'électronique. De même, l'on a énoncé des thèses suivant lesquelles il n'était pas nécessaire de trop développer la recherche scientifique dans le pays, mais plutôt d'acheter des brevets de l'étranger. Je rappelle tout cela comme ayant entraîné des répercussions négatives et mené à des retards dans le développement de la Roumanie dans plusieurs domaines d'activité importants.

Une des lacunes importantes dans l'activité politico-idéologique consiste, à mon avis, dans le fait que pendant longtemps l'on a manqué d'accorder l'attention nécessaire à l'affirmation dans la vie des principes socialistes et communistes, de l'éthique et de l'équité sociales dans tous les secteurs d'activité.

De même, dans l'activité d'éducation, en particulier dans l'orientation de certains secteurs idéologiques – de la littérature et l'art inclusivement – ont eu lieu une série de manifestations de rigidité, d'enkystement, de formalisme. Au lieu d'une activité intense visant à éclaircir de façon principielle notre conception sur le monde et la vie et à affirmer les idées marxistes-léninistes dans tous les domaines d'activité, l'on a imposé des clichés et des normes créés artificiellement, l'on a abouti à des mesures arbitraires et même à certains abus.

De sérieuses lacunes se sont manifestées également dans l'organisation et le déroulement de l'enseignement de parti, dans l'activité d'élévation du niveau politico-idéologique de tous les communistes ; l'on a surtout négligé l'activité visant à éduquer et à munir des connaissances nécessaires les cadres du parti et de l'état.

A présent, où nous procédons à l'analyse des problèmes de l'activité politico-idéologique, il nous faut rappeler ces fautes afin d'en tirer tous les enseignements et prendre les mesures nécessaires pour qu'elles ne se répètent plus sous aucune forme dans notre activité.

Parlant de la nécessité d'améliorer l'activité éducative de tous les travailleurs, il nous faut mentionner aussi le fait que les moyens dont nous disposons pour notre activité politico-idéologique de masse n'ont pas été utilisés de façon adéquate, que dans l'activité des organes de parti et des organisations de masse se sont manifestées, dans ce domaine également, toute une série de lacunes ; l'ancien Comité d'Etat pour la Culture et l'Art n'a pas assuré. A cet égard, une orientation efficiente de tous les secteurs d'activité.

Je me suis déjà référé aux lacunes dans le domaine de l'enseignement, aux lacunes dans le cadre du Ministère de l'Enseignement ; je ne les mentionnerai plus à présent.

De même, la Radio et la Télévision n'ont pas entièrement répondu au rôle et aux tâches qui leur ont été confiés par le parti.

Comme je l'ai déjà dit, par suite de la négligence, du faible sens des responsabilités, du manque de fermeté idéologique, l'on a importé une série de films et d'autres œuvres artistiques ou littéraires d'un bas niveau artistique, d'un contenu idéologique et éducatif nuisible. Tous ces faits ont exercé, sans doute, une certaine influence négative sur les gens de notre société, sur certains jeunes inclusivement. Je considère que de tels états de choses ne sauraient être en rien justifiés. Il faut être clair pour tous ceux qui déploient leur activité dans ces secteurs que les moyens de notre Etat socialiste ne sauraient être utilisés sous aucune forme pour la propagation de conceptions sur la vie opposées à nos idées. Nous ne pouvons admettre que par différentes

chaînes et sous diverses formes l'on propage des conceptions raciales, chauvines, nationalistes, l'on fasse l'apologie de la brutalité, du mode de vie bourgeois.

Une grande responsabilité nous incombe devant le parti, le peuple, et il nous faut agir fermement contre tout ce qui peut mener à la pollution spirituelle. Nous ne pouvons admettre que, par amour de la soi-disant liberté, l'on propage, à l'aide de nos moyens où dans notre pays, les conceptions rétrogrades, les mœurs des classes exploiteuses, le mode de vie bourgeois, indifféremment d'où elles proviennent.

Il convient de nous rappeler où a mené l'attitude de tolérance à l'égard de la propagande fasciste ; quel a été le prix qu'à dû payer le peuple qu'à dû payer le peuple roumain et l'humanité tout entière, parce que l'on n'avait pas agi fermement pour l'interdiction de la diffusion des idées réactionnaires des hitlériens, des fascistes !

Je rappelle toutes ces choses pour que nous comprenions qu'il est de notre devoir de prendre toutes les mesures pour empêcher la diffusion dans notre pays des conceptions rétrogrades, réactionnaires, pour éduquer notre peuple, la jeunesse, dans l'esprit des conceptions avancées, de l'humanisme socialiste, de l'amitié et de la coopération entre les peuples, de la cause de la paix dans le monde. […]

L'ORGANISATION DE TOUTE LA VIE SOCIALE SUR LA BASE DES PRINCIPES DE L'ÉTHIQUE ET DE L'ÉQUITÉ SOCIALISTES

Chers camarades,

Toute activité politico-idéologique doit se fonder sur la politique de notre parti qui représente le marxisme-léninisme créateur en Roumanie. La réalisation du vaste programme élaboré par le X^{e} Congrès exige des efforts sérieux de la part de tout le parti et de tout le peuple. On exige une discipline et un ordre parfaits, les moyens matériels et financiers doivent être administrés avec un maximum d'efficience, en évitant tout gaspillage. Il faut comprendre que l'élimination du retard et la réalisation d'une économie avancée ne peuvent constituer que le fruit du travail uni du peuple tout entier.

Certes, la collaboration internationale a une grande importance et constitue une exigence objective ; c'est pourquoi notre pays développe largement la coopération avec les pays socialistes, avec les autres Etats du monde, mais l'essentiel, le facteur décisif est

constitué par les efforts créateurs des travailleurs, sans distinction de nationalité, de notre pays, le travail du peuple tout entier.

Ce n'est que sur la base d'une utilisation aussi judicieuse que possible du revenu national que nous pourrons assurer la reproduction élargie, ainsi que l'élévation du niveau de vie. Pour l'administration des moyens dont nous disposons, nous devons tenir compte tant du présent que de l'avenir de notre nation socialiste. Agissons comme une famille unie qui désire occuper dans le monde une place toujours plus respectée et digne, place conquise par le travail et par une politique de collaboration, d'amitié et de paix.

Par l'activité politico-éducative il est nécessaire d'assurer l'affirmation puissante dans la vie des principes communistes. Les membres du parti, tous les citoyens de notre patrie socialiste, doivent être éduqués dans l'esprit de l'éthique et de l'équité socialistes. Le communisme doit lutter énergiquement contre l'exploitation et l'oppression nationale et sociale, contre le racisme, le chauvinisme, le nationalisme, contre toute forme d'avilissement de l'homme. Il doit lutter infatigablement pour des relations de collaboration et d'amitié entre les hommes, entre les nations, pour la réalisation en pratique des principes de la justice, d'une répartition équitable du revenu national entre les travailleurs.

Le communiste doit combattre énergiquement les habitudes bourgeoises et lutter pour leur élimination de la vie des gens.

L'influence des mœurs bourgeoises se manifeste d'abord par l'attitude vis-à-vis de la propriété socialiste ; les vols, les dilapidations, les fraudes de toute sorte portent atteinte aux intérêts de tous les travailleurs, ils représentent des actes hostiles à l'édification socialiste, et c'est pourquoi ils doivent être considérés, selon les paroles de Lénine, comme des actes contre-révolutionnaires.

Les mentalités engendrées par les classes exploiteuses s'expriment également par les tendances au parasitisme, par la tendance à vivre sans travailler, aux dépens d'autrui, ou de tromper la société en lui offrant très peu, et si possible rien, en échange des avantages créés par cette dernière. Des expressions des mœurs et du monde de vie bourgeois sont également la débauche morale, qui peut revêtir de nombreuses formes, la tendance à mener une vie luxueuse par des gains illicites, la malhonnêteté, le mensonge, les tendances carriéristes – vices qui altèrent gravement la physionomie de l'homme et qui sont dans la plus flagrante contradiction avec les principes moraux de notre nouvelle société. Il est nécessaire de combattre énergiquement les phénomènes d'arrivisme, l'enrichissement personnel en discordance avec la situation générale, de combattre le favoritisme et le népotisme, toutes ces

manifestations constituant elles aussi des manifestations propres à l'ancienne société, qui doivent disparaître du socialisme.

Nuisibles pour notre marche en avant sont également l'esprit individualiste, petit-bourgeois, d'indifférence vis-à-vis des nobles aspirations et des grands efforts du peuple, la tendance à s'esquiver devant les obligations que l'œuvre immense de transformation révolutionnaire de la société et d'épanouissement de la patrie impose à chaque citoyen. La vie démontre que les vieilles mentalités, d'essence bourgeoise ou petite-bourgeoise, peuvent avoir des conséquences particulièrement graves sur la position de l'homme dans la société actuelle. Elles peuvent mener finalement à décomposition morale et politique de ceux qui deviennent les prisonniers de celles-ci, à des actes qui peuvent porter préjudice à la société, au propre peuple, à la patrie socialiste, à la cause du socialisme. La lutte ferme contre les conceptions rétrogrades de l'ancienne société, contre les coutumes et les mœurs qui portent l'empreinte du mode de vie bourgeois, la libération de l'homme des tares morales du passé, des conséquences des graves déformations spirituelles résultant de l'idéologie et du comportement des classes exploiteuses constituent, pour cette raison, un trait essentiel de l'activité politique d'éducation socialiste des travailleurs de notre patrie. Les camarades de la clandestinité se souviennent assurément de la grande attention que nous accordions à la position morale au moment où un homme où un citoyen manifestait le désir d'adhérer au parti communiste, car, dans les conditions de la clandestinité, il s'est avéré plus d'une fois que la décomposition morale a mené à la décomposition politique, à la trahison. Donc, le problème de la position morale du communiste, de chaque travailleur représente un problème essentiel pour le développement de notre société.

Le travail politico-éducatif doit situer au premier plan la défense de la propriété socialiste – d'Etat et coopérative. Faisons en sorte que chaque citoyen consacre son énergie et ses capacités à l'accroissement de la richesse nationale, à l'épanouissement de la vie de tous les travailleurs ; c'est seulement ainsi qu'augmentera le bonheur de chacun.

Eduquons tous les citoyens, et surtout la jeunesse, dans l'esprit du culte pour le travail, pour le travail libre, libéré de l'exploitation de notre société, la seule source du progrès et de la prospérité de notre peuple, de notre nation socialiste, la principale voie d'affirmation du talent et de la force créatrice de tous les citoyens, de manifestation de la personnalité et de l'autoperfectionnement moral de chacun.

Au cours de toute sa vie, le communiste doit faire preuve de modestie et de simplicité, doit combattre les manifestations d'infatuation et d'arrogance, mener une vie familiale et social exemplaire.

Le communiste doit être honnête, courageux, digne, il doit lutter avec ardeur pour la vérité, pour la justice et la liberté. Il doit aimer le travail, fournir des efforts et se préoccuper continuellement du développement de la propriété socialiste d'état et coopérative, mettre au premier plan les intérêts du peuple travailleur, comprenant qu'entre les intérêts personnels et les intérêts généraux de toute la société il n'y aucune contradiction, mais, au contraire, il existe une étroite unité dialectique, que le bien-être personnel est étroitement lié au bien-être du tout le peuple, qu'en assurant le développement général du pays, il assure également l'élévation de son niveau de vie.

Relevant la profondeur et la signification historique de l'œuvre de transformation socialiste de l'homme, Lénine soulignait que le parti communiste doit lutter «pour que la règle «tous pour un et un pour tous» prenne racine dans la conscience des masses, dans leurs habitudes, dans leur vie de tous les jours, … pour introduire petit à petit, mais fermement, la discipline communiste et le travail communiste».

Dans l'activité politico-éducative, il faudra accorder une attention plus grande à la politique nationale marxiste-léniniste de notre parti, intensifier l'activité d'éducation des travailleurs, sans distinction de nationalité dans l'esprit de l'amitié de la fraternité, dans la lutte et le travail communs pour l'édification du nouveau régime social, pour l'épanouissement de la Roumanie socialiste.

Quant à la question nationale en général, sur le rôle de la nation dans le socialisme et le problème des nationalités et de leur rôle, j'ai amplement parlé, surtout au 50^{e} anniversaire du parti – et je ne désire nullement revenir là-dessus à ce moment. D'ailleurs, je considère que ces problèmes sont parfaitement clairs pour notre parti. Je suis d'avis que notre parti a contribué largement, sur le plan international aussi, à la clarification du problème national et du rôle de la nation dans le développement du socialisme.

De même, il faudra nous préoccuper d'une manière permanente et continue de l'éducation de notre peuple dans l'esprit de la solidarité internationaliste avec les peuples des pays socialistes, avec le mouvement communiste et ouvrier international, avec les travailleurs du monde entier, avec les mouvements de libération nationale, avec toutes les forces du grand front anti-impérialiste. Je pourrais dire que, c'est le mérite de notre parti que d'avoir mis un accent particulier sur l'éducation des communistes et de notre peuple dans cet esprit, qu'il a

manifesté et manifeste activement sa solidarité, en pratique et non seulement en paroles, avec la lutte de tous les peuples qui se lèvent contre l'oppression nationale, le colonialisme et l'impérialisme, pour la liberté et l'indépendance.

Le communiste doit savoir associer harmonieusement les intérêts nationaux à l'internationalisme prolétarien. Etre communiste signifie être toujours du côté des peuples qui luttent pour leur indépendance nationale, militer pour la collaboration et la paix entre Etats et nations !

Toutes ces exigences doivent devenir en fait des normes de coexistence et de relations pour tous les travailleurs, pour tout notre peuple. C'est dans cet esprit qu'il faut éduquer les enfants et les jeunes de notre patrie. Celles-ci doivent constituer des normes obligatoires pour l'homme nouveau, avancé, doté d'une haute conscience socialiste.

J'estime qu'il sera nécessaire de passer à l'élaboration plus détaillée des normes de relations et de coexistence sociale qui doivent devenir un véritable code de l'éducation et du comportement socialiste et communiste. Généralement, il est nécessaire d'accorder p lus d'attention à l'élaboration des nouvelles normes de droit socialiste pour tous les domaines de la vie sociale. Il faut comprendre que beaucoup de vieilles normes de droit ne correspondent plus aux nouvelles conditions économiques, sociales et historiques, que leur maintien vient en contradiction avec les exigences du nouveau régime, que là aussi il faut agir pour l'élimination de ce qui est périmé et faire place au nouveau qui s'affirme avec énergie.

Tout le sens des mesures concernant l'activité politico-idéologique est d'assurer l'affirmation toujours plus puissante dans la vie des principes communistes, d'apprendre à travailler et à vivre dans l'esprit de ces principes. Certes, cela ne pourra se réaliser par une décision ; il faudra un long travail persévérant dans tous les secteurs d'activité.

Souvent, on essaie de justifier les déficiences existant dans notre activité idéologique, politique et culturelle-éducative, les phénomènes négatifs qui apparaissent dans la vie sociale, dans le comportement de certaines gens par la thèse selon laquelle la conscience reste en retard par rapport au développement de la vie matérielle. Accepter une telle justification à nos insuffisances signifie encourager une attitude passive, défaitiste, ayant de profondes répercussions négatives sur le développement de la société. Nous, les communistes, nous étudions les lois sociales objectives non point pour adopter une position fataliste à leur égard, mais, au contraire, pour pouvoir agir, en comprenant leur sens, dans l'intérêt du progrès social, dans l'intérêt des hommes, du triomphe du communisme. Sans nier sous aucune forme le rôle essentiel des forces productives dans le développement de la société, nous partons de la

thèse, marxiste elle aussi, qu'à son tour la conscience peut exercer une puissante influence sur la marche en avant de la société, que les idées avancées, en conquérant les masses, deviennent une immense force matérielle du progrès. Animés justement de cette conviction, nous désirons intensifier l'activité idéologique, politique et culturelle-éducative, les efforts visant l'élévation de la conscience socialiste des travailleurs.

Comme vous voyez, camarades, nous nous proposons de nous engager sur un long chemin, il ne s'agir point d'une campagne, mais d'asseoir toute notre vie sociale sur les principes de l'éthique et de l'équité socialistes et communistes, sur de nouvelles normes de coexistence e t de rapports sociaux.

Si nous pouvons aborder aujourd'hui ces problèmes d'une grande responsabilité, cela est dû au fait que nous sommes entrés dans une nouvelle étape du développement socialiste en Roumanie – dans l'étape où le problème des relations sociales, des relations entre les hommes, où l'affirmation des nouveaux principes dans la pratique conditionnent l'entier développement sociale de notre pays, l'avenir communiste de la patrie. Il faut donc que, dans ce domaine également, nous commencions à agir de façon plus organisée, contre ce qui est périmé, pour la promotion de ce qui est nouveau. Ce n'est qu'alors que nous pourrons dire que nous remplissons notre devoir de communistes, que nous pourrons avoir pleine confiance que l'avenir du pays, du peuple, se trouvera entre des mains sûres.

L'ACCROISSEMENT DU RÔLE DIRIGEANT DU PARTI DANS LA SOCIÉTÉ, LA MULTIPLICATION DES FONCTIONS DE L'ETAT DANS LA DIRECTION DE LA VIE SOCIALE

Chers camarades,

L'accomplissement de ces objectifs fondamentaux impose l'amélioration de l'activité des organisations et des organes de parti, commençant par le Comité Central. Il este nécessaire que le rôle du parti en tant que force politique dirigeante dans tous les secteurs d'activité économico-sociale s'affirme davantage encore, tout comme il est nécessaire que notre état socialiste accomplisse en de meilleures conditions son rôle dans tous les domaines d'activité. Chaque organisation de parti doit assumer la responsabilité et doit agir pour la traduction dans les faits de la politique du parti. Il est nécessaire que nous renforcions le rôle des organisations de parti de ministères, des instituts de recherche et des organisations

publiques, inclusivement des unions des créateurs et des sociétés scientifiques. Toutes ces organisations – continuant de figurer dans les évidences des comités de parti des secteurs où elles appartiennent – doivent travailler en même temps sous la direction du Secrétariat du Comité Central du parti.

Il est nécessaire que soit renforcée l'exigence à l'admission dans les rangs du parti, et généralement envers l'activité et l'attitude des communistes dans le travail et la société. Chaque membre de parti doit recevoir des tâches concrètes dans le déroulement de l'activité politico-éducative dans les rangs des travailleurs.

Une attention particulière doit être accordée à l'amélioration de l'activité déployée avec l'appareil de parti, qui constitue une immense force politique dans l'accomplissement des décisions du parti et de l'Etat. Les membres des comités de parti des grandes entreprises, des institutions, les comités communaux, urbains, municipaux et départementaux devront participer plus intensément à l'activité des organes respectifs, chaque membre d'un comité ayant à accomplir une activité concrète.

Les commissions des comités départementaux, outre l'étude de certains problèmes, devront participer également à l'exercice du contrôle dans leurs domaines d'activité, y compris au contrôle de l'activité de l'appareil de parti. Il est nécessaire d'établir la règle que, semestriellement, les comités de parti analysent la manière dont se déroule l'activité politico-éducative dans leur secteur d'activité.

Il faudra améliorer l'activité des cabinets de parti, aux fins qu'ils deviennent des véritables centres de direction de l'activité idéologique. En ce sens, pour les diriger, il est nécessaire de créer des conseils publics lesquels s'appuient sur un large appareil de parti.

En vue du déroulement en de bonnes conditions de l'activité éducative, il faudra créer dans toutes les entreprises, les institutions, les communes et les villes, des cabinets pour les sciences sociales et la propagation des connaissances scientifique. Dans le cadre de ces cabinets fonctionneront également les centres de documentations pour l'activité politico-éducative. Ces cabinets devraient fonctionner près les clubs, les foyers culturels et les maisons de la culture.

Dans l'activité visant à combattre les diverses manifestations rétrogrades, des mœurs et de habitudes périmées, il faut que le rôle des assemblées des travailleurs augmente davantage encore, assemblées qui ont une profonde influence éducative et sociale.

Dans le cadre de l'activité éducative, il faut également accorder une attention particulière au renforcement de la discipline et de l'ordre, au respect de la légalité socialiste, à la connaissance et à l'application rigoureuse des lois de notre Etat socialiste.

Il faut mettre résolument un terme à l'attitude, qui se manifeste même chez certains cadres de direction, de ne pas tenir compte ou de violer les lois de l'Etat, considérant, probablement, que les lois ne sont pas faites pour eux aussi.

Il est nécessaire d'assurer une bonne connaissance des bois, d'organiser un contrôle permanent en ce qui concerne leur application. Toute violation des lois, tout préjudice porté à la discipline et à l'ordre, nuisent au déroulement avec succès de toute l'activité, aux intérêts du peuple tout entier, et c'est pourquoi il faut les combattre fermement, n'admettant sous aucune forme leur manifestation dans l'activité de parti et d'Etat. Je ne désire pas me référer maintenant à des aspects concrets ; je crois que chacun d'entre vous connaît beaucoup d'aspects et j'espère que dans vos allocutions, vous vous référerez à eux, complétant de la sorte ce que je viens de dire.

A l'activité éducative, à la traduction dans la vie des principes de l'éthique et de l'équité socialistes, el est nécessaire que tous les cadres et l'entier appareil de parti et d'Etat participent inlassablement et, surtout, qu'ils commencent à organiser leur vie et leur activité dans l'esprit de ces principes.

La réalisation en de bonnes conditions des tâches dans le domaine de l'activité idéologique rend nécessaire l'amélioration continuelle de l'activité de notre Comité Central, également, de son appareil. Au premier chef s'impose une participation plus active de tous les membres du Comité Central à l'activité idéologique. On a obtenu certaines améliorations par rapport au passé, mais nous ne pourrions par dire que nous mettons tout en œuvre à cette fin. Les Commissions du Comité Central devront participer plus activement à l'étude et à l'élaboration des documents et des décisions dans les domaines respectifs et en même temps, à l'organisation de l'accomplissement et du contrôle de la réalisation de ceux-ci, inclusivement au contrôle de l'activité des sections de notre Comité Central. Je considère que par là nous contribuerons davantage au renforcement continuel du rôle du Comité Central et, généralement, des organes de parti dans la direction de toute l'activité de parti ; ceci sera également un développement de la démocratie de parti et nous établirons un ordre et une compréhension plus parfaite dans le fait que ce n'est pas l'appareil, mais les organes de parti qui répondent de toute l'activité.

En général, il est nécessaire que soient renforcés l'esprit des responsabilités, l'accroissement de l'exigence dans l'activité. Introduisons la règle qu'ou moins une fois par an, le Comité Exécutif, le Présidium Permanent et le Secrétariat du Comité Central rendent compte au Comité Central de leur activité. Il faut que tous le ministères et les organes centraux présentent des rapports annuels sur leur activité au Conseil des Ministres, et que le Conseil de Ministres en rende compte au Conseil d'Etat et au Comité Central du Parti.

Il faut continuer à accorder une plus grande attention au développement de la démocratie de parti par le débat régulier des décisions et par le participation des communistes à leur adoption, par l'accroissement de la contribution de ceux-ci à l'élaboration de la ligne politique générale et à sa traduction dans les faits.

Développons encore plus largement la critique et l'autocritique dans toute la vie de parti et d'Etat. Il est nécessaire que la presse central et locale aborde plus régulièrement les problèmes de l'activité de parti et du travail idéologique. Ces mesures doivent mener à l'élévation du niveau politique et idéologique de tous les communistes, appelés à agir résolument pour l'affirmation des principes communistes, pour l'accroissement du rôle dirigeant du parti.

Il faut prendre d'une manière appropriée des mesures visant l'amélioration de l'activité des organes d'Etat, des organisations publiques, qui ont des responsabilités et des tâches particulièrement importantes dans l'accomplissement du programme de développement de la conscience socialiste, d'affirmation de l'homme nouveau. Dans cet esprit, il faudra continuer la réalisation des mesures concernant aussi l'amélioration de l'activité du Conseil des Ministres, des ministères, l'accomplissement par les ministères en de meilleures conditions du rôle qu'ils détiennent dans la direction et l'orientation adéquates de l'activité, leur participation à toute l'activité politico-éducative, à l'affirmation des principes communistes de travail et de vie.

Un rôle particulier, à cet égard, revient également aux syndicats, dont la sphère d'activité a été amplement précisée par le plénum du Comité Central de février 1971. C'est pourquoi je ne considère pas nécessaire d'insister maintenant sur ce problème. Il s'impose que les camarades qui sont membres requises pour la traduction dans les faits de ces décisions, pour la réalisation des tâches de grande responsabilité qui incombent aux syndicats.

En ce qui concerne Union de la Jeunesse Communiste, elle détient un rôle particulièrement important dans l'éducation dans l'esprit révolutionnaire de ses membres, ainsi que de la jeunesse tout entière. A cet égard, également, les décisions du Comité Central

du parti sont très claires et je ne désire pas insister là-dessus. Il est nécessaire que les camarades faisant partie de la direction de l'U.J.C., que tous les organes et les organisations de la jeunesse communiste manifestent plus d'initiative, qu'ils tiennent compte davantage des exigences de la jeune génération. Il faut organiser l'activité des organisations de la jeunesse, en sorte qu'elles deviennent une véritable école d'éducation et de participations des jeunes à la direction de toute l'activité sociale.

Une attention particulière doit être accordée au travail d'éducation des femmes, à leur participation dans une mesure plus grande à l'entière activité de direction de la société. En ce sens s'imposent aussi des améliorations dans l'organisation et l'activité des commissions des femmes et de l'activité du Conseil National des Femmes, laquelle sera bientôt examinée au Comité Exécutif.

L'ACCROISSEMENT DU RÔLE DE L'ENSEIGNEMENT EN TANT QUE FACTEUR PRINCIPAL D'INSTRUCTION ET D'ÉDUCATION DE LA JEUNE GÉNÉRATION

Chers camarades,

Partant du fait que l'enseignement représente le principal facteur d'instruction et d'éducation des jeunes, le parti a adopté toute une série de mesures pour l'amélioration de l'enseignement, pour établir un rapport plus étroit de celui-ci avec la production, la recherche et la vie. Il est nécessaire que nous poursuivions la réalisation de toutes ces mesures et l'élévation continuelle du niveau de l'enseignement de tous degrés. A commencer par les écoles maternelles et les garderies, et jusqu'aux diplômés de l'école générale de 10 ans, les enfants sont en permanence sous la surveillance de l'enseignement et, ensuite, les jeunes – qu'ils suivent les lycées, les écoles professionnelles ou l'apprentissage sur le lieu de travail – sont, en fait, toujours orientés par l'enseignement ; je ne me réfère pas aux jeunes qui suivent les cours de l'enseignement supérieur qui, jusqu'à l'âge de 23 ans, parfois jusqu'à l'âge de 25 ans, se trouvent sous l'orientation de l'enseignement. Je rappelle tout ceci pour que nous tous comprenions mieux et, au premier chef, les camarades qui travaillent dans le domaine de l'enseignement, au Ministère de l'Enseignement, la grande responsabilité qui incombe à l'école, aux cadres enseignants aux communistes de ce secteur, dans l'éducation de la jeune génération. Nous devons faire en sorte pour que chaque unité scolaire devienne un puissant centre d'éducation, dans l'esprit socialiste et communiste, des enfants et des jeunes.

Il est de notre devoir d'éduquer une jeunesse dotée d'un large horizon spirituel, munie de tout ce que l'humanité a créé de meilleur dans le domaine de la connaissance, des plus nouvelles conquêtes de la science universelle. Chaque éducateur, instituteur ou système d'enseignement doit être aussi bien un bon spécialiste dans son domaine, qu'un bon éducateur communiste. Seulement en faisant aller de pair ces deux qualités que les cadres enseignants pourront remplir en de bonnes conditions la tâche de grande responsabilité et d'honneur qui leur incombe dans la formation de la jeune génération. Le parti apprécie tout particulièrement l'activité de nos cadre enseignant, mais, en même temps, il leur confie des tâche d'une plus haute responsabilité. Nous sommes persuadés que tout le corps enseignant répondra avec enthousiasme à l'appel du parti.

Il faudra améliorer également l'activité du Ministère de l'Enseignement, les problèmes de l'éducation des jeunes détenant un taux plus élevé dans les préoccupations et le travail de celui-ci ; c'est pourquoi il doit devenir un ministère de l'enseignement et de l'éducation, aussi bien dans les faits que, peut-être, comme dénomination.

L'ÉLARGISSEMENT DE L'HORIZON DE CONNAISSANCES DES MASSES – CONDITION DU DÉVELOPPEMENT ET DU PERFECTIONNEMENT CONTINUELS DE LA DÉMOCRATIE SOCIALISTE

Un rôle important dans la formation d'une conception avancée, dans le développement de la conscience socialiste, revient à la science – facteur toujours plus important dans le progrès général de la société socialiste. C'est justement pour cette raison qu'il est nécessaire que nous accordions une attention encore plus grande au développement de la science, de la recherche scientifique; il faut munir la jeunesse et tous les travailleurs des nouvelles découvertes dans tous les domaines d'activité. Un rôle important dans cette direction incombe à la physique, à la chimie, aux mathématiques, à la biologie, dont les conclusions démontrent la matérialité du monde, la justesse du matérialisme dialectique et historique.

Il est nécessaire que nous améliorions l'activité dans le domaine des sciences sociales, tout particulièrement dans la philosophie. L'Académie des sciences sociales et politiques doit aborder plus courageusement les nouveaux problèmes du développement social, national et international, les conclusions qui se détachent de la pratique de l'éducation socialiste, nationale et internationale. Il est nécessaire qu'à cette activité prennent part

directement les cadres de parti de d'état, qui travaillent directement dans la direction des différents secteurs d'activité. L'Académie doit devenir un puissant centre de débats libres sur tous les problèmes se rattachant au progrès des sciences sociales.

Il faudra penser à l'organisation d'une action de masse en vue de la propagation des connaissances scientifiques ; la formation d'une conception avancée de la vie ne saurait être réalisée sans la connaissance des conquêtes de la science, à commencer par l'apparition de la vie sur la terre, le processus tout entier de formation de l'homme, de développement de la société et des différentes conceptions philosophiques et terminant par les nouvelles découvertes de la science moderne. Il paraît qu'il sera nécessaire de créer un organisme public spécial, lequel s'occupe de la propagation des connaissances scientifiques parmi les larges masses populaires.

A la base de tout le processus éducatif de formation de l'homme nouveau, nous devons situer le travail, l'enseignement, la science, en tant que facteurs primordiaux de l'activité humaine, du progrès de la société humaine.

La participation toujours plus large des travailleurs à la direction de l'activité économico-sociale constitue un facteur important de l'éducation socialiste. On connaît les mesures organisationnelles adoptées en ce sens – la création des comités et des conseils des travailleurs en tant qu'organes collectifs de direction, des assemblées générales des travailleurs en tant qu'institution, l'introduction du principe du travail collectif à tous les échelons, le débat par les travailleurs des plus importants projets de lois et décisions. Tout ceci atteste l'élargissement continuel de la démocratie socialiste, la participation toujours plus active du peuple à la création de sa propre histoire, de son propre avenir. La participation de ceux qui travaillent, sans distinction de nationalité, à la direction de la société, représente non seulement un développement continuel de la démocratie socialiste, mais aussi une haute école politique d'éducation socialiste, de rehaussement de la responsabilité de chaque citoyen envers les intérêts généraux de la collectivité, de la nation socialiste toute entière.

Notre démocratie socialiste permet non seulement l'expression de l'opinion de ceux qui travaillent, mais aussi l'exercice du contrôle sur le mode dans lequel se réalisent la politique du parti, les résolutions de parti et d'état. L'une des formes de manifestation particulièrement importantes de la démocratie de notre pays réside dans la création, par la loi récemment adoptée par la Grande Assemblée Nationale, du cadre organisé où les masses

peuvent se prononcer sur la promotion des cadres, sur l'attribution des diverses fonctions de responsabilité.

Notre propagande doit mettre en lumière de façon plus prégnante, sur la base de la multitude des preuves fournies par la vie, la supériorité de contenu de notre démocratie socialiste par rapport à la démocratie bourgeoise. Tandis que le monde capitaliste, la démocratie présente un caractère nettement déclaratif, abstrait, dans notre pays elle exprime réellement la souveraineté du peuple dans l'Etat, la participation concrète de celui-ci à l'élaboration de la politique générale intérieure et extérieure du pays, à l'adoption des décisions concernant ses intérêts vitaux, l'avenir de notre nation socialiste. Mais, la participation des masses au gouvernement de la société est conditionnée, également, par la juste compréhension des phénomènes économico-sociaux, de la situation politique, pour pouvoir juger les choses en parfaite connaissance de cause. C'est pourquoi le développement de la démocratie est étroitement lié à l'élévation du niveau politico-idéologique, de la conscience socialiste du peuple tout entier. C'est seulement ainsi que la participation au gouvernement de la vie économico-sociale sera effective et non formelle.

Le parti et le gouvernement œuvreront incessamment, à l'avenir également, en vue du perfectionnement continuel de la démocratie socialiste en tant que parti intégrante du processus d'éducation socialiste, d'édification de la société socialiste développée de façon multiforme.

LA CRÉATION LITTÉRAIRE-ARTISTIQUE DE LA FORMATION DE L'HOMME NOUVEAU, DE L'ENRICHISSEMENT DE LA VIE SPIRITUELLE DU PEUPLE

Camarades,

La création littéraire-artistique, fruit du travail et de la connaissance, est appelée à répondre aux demandes des créateurs de biens matériels et spirituels, à enrichir et à embellir la vie spirituelle de l'homme ; aux fins d'être à la hauteur des impératifs sociaux, l'art doit tirer sa sève des préoccupations et des aspirations du peuple. Ce désir était exprimé de façon tellement plastique par C. Dobrogeanu-Gherea, lorsqu'il affirmait : «Les idées et les tendances sociales sont le sang chaud même qui nourrit et rend viable l'organisme dénommé art». Nous avons accordé et nous continuons d'accorder une grande importance à la création littéraire-artistique. Dans l'immense activité créatrice visant la formation de l'homme

nouveau, possédant une haute conscience socialiste, la littérature et l'art doivent apporter une contribution toujours plus active. Nous avons besoin de prose, de poésies, de pièces de théâtre, de films, de musique, de peintures, de sculptures à même d'ennoblir l'homme, de l'animer pour des faits grandioses, héroïques. Tous les ouvrages d'art, exécutés en des formes et des styles très variés, doivent illustrer les préoccupations et les réalités de notre époque, la vie du peuple. Définissant le monde qui doit constituer l'objet central de l'œuvre d'art, le grand écrivain français Anatole France disait que les pensées et les idées exprimées par l'artiste «ne sont pas ses pensées, mais nos propres pensées, que le poète fait chanter en nous… Le poète est un évocateur. Lorsque nous le comprenons, nous sommes tout aussi poètes que lui… Et vous croyez que nous aimerions tellement nos lyriques s'ils nous parlaient d'autre chose que de nous ?» Nous voulons apprécier toujours davantage nos lyriques et c'est pourquoi nous leur demandons de parler dans leurs œuvres autant que possible de nous, de notre peuple travailleur.

Il faut que l'homme, bâtisseur du socialisme puisse se reconnaître dans ces œuvres d'art, qu'il découvre aussi ses défauts, mais aussi ses nobles traits ! Nous n'avons pas besoin d'un art qui présente les réalités en couleurs d'or, mais nous n'avons non plus besoin d'un art lequel couvre de boue ou de poix ces réalités ; nous avons besoin d'un art lequel soit l'âme du peuple, qui présente les difficultés ainsi que les joies et les rêves d'avenir des travailleurs, un art issu des réalités de notre nation, un art profondément humaniste. Nous avons besoin d'œuvres d'art de tous les genres et pour tous les âges ; les enfants désirent connaître le Prince Charmant créé par Ispirescu, mais aussi ils désirent connaître le Prince Charmant de nos jours, le héros de la lutte pour la justice sociale et nationale ; ils désirent connaître l'image des dragons des contes de fées, mais lis désirent également connaître les dragons des tempes modernes et qui a été ou qui est le brave qui les a décapités ; les gens veulent apprendre des romans, des poésies, des pièces de théâtre, des œuvres, des chansons, comment ont lutté les communistes ainsi que d'autres antifascistes et démocrates, comment ils ont affronté les prisons, les camps, même la mort, pour la libération du peuple ; et il faut savoir qu'aucun de ceux-ci ne s'est pleint des difficultés de la vie – ils ont affronté l'ennemi de classe la tête haute, ils ont lutté confiants dans le bonheur du peuple, dans la cause du socialisme et du communisme.

Du haut de cette tribune, je désire adresser aux créateurs d'art l'appel suivant :

Illustrez dans l'art les grandioses transformations socialistes du pays, le travail effervescent des millions de gens ; vous y trouverez des contradictions et des conflits réels,

point imaginaires, mais aussi vous y trouverez des faits grandioses, émouvants, dignes du nom d'homme !

Illustrez également la beauté et l'amour dans leurs sens grandiose !

Employez l'arme de l'humour, satirisez les défauts qui se manifestent dans la société et chez les gens !

Faites de votre art un instrument de continuel perfectionnement de la société, de l'homme d'affirmation de la justice et de l'équité sociales, de la manière de travail et de vie socialiste et communiste !

Vous avez devant vous une large perspective ; consacrez votre talent et maîtrise à un art dédié au peuple, à la cause du socialisme et du communisme dans notre patrie !

Je suis persuadé que la majeure partie des créateurs répondrons part de nouvelles et de nouvelles œuvres à même d'élever l'art roumain aux plus hautes cimes !

A la réalisation du vaste programme d'Education et de formation de l'homme nouveau, un rôle important incombe au Conseil de la Culture et de l'Education Socialistes, qui doit assurer l'orientation de tous les secteurs d'activité, de toute l'activité culturelle-artistique des villes et des villages, manifestant tout le souci pour ne plus répéter les fautes de l'ancien Comité de Culture. Des tâches importantes incombent, également, aux comités départementaux de la culture et de l'éducation socialistes. Aussi bien le Conseil de la Culture et de l'Education Socialiste, que les comités départementaux devront travailler en tant qu'organes de parti e t d'Etat, c'est-à-dire sou7s la directe orientation des comités départementaux et du Comité Centrale du parti, assurant l'union de toutes les forces du secteur de la culture et de la création spirituelle en vue du déroulement avec succès de l'activité culturelle-éducative de masse.

De même, la Radiotélévision doit axer ses émissions sur les problèmes de l'éducation socialiste ; les programmes de la Radio et de la Télévision doivent être élaborés en sorte que, par la voie des ondes, soient propagés les grandioses idéaux du socialisme, la politique intérieure et extérieure de notre pays, la science et l'art avancés ; il faut flétrir par cette voie sans pitié les moeurs rétrogrades, promouvoir les normes socialistes de coexistence. Les camarades de la direction de la Radiotélévision, tous les travailleurs de cet important secteur doivent considérer comme leur plus haut devoir la réalisation dans les meilleures conditions des exigences de notre parti, des exigences de notre peuple tout entier.

Nous attendons de la cinématographie, des scénaristes, des metteurs en scène et des artistes des films d'un haut niveau artistique et d'un riche contenu éducatif. Que le film devienne un puissant moyen d'éducation socialiste des masses !

De même, sur les scènes de nos théâtres, sur celles des opéras, doivent se faire place des ouvrages de tout genre, mais aussi des œuvres contemporaines, à caractère révolutionnaire, militant, contribuant aussi par ce moyen, dans l'esprit de nos traditions progressistes, à l'éducation des larges masses populaires.

Les maisons de la culture, les clubs et les foyers culturels, qui ont une longue tradition, doivent déployer une activité culturelle-artistique multilatérale, embrasser des millions d'hommes, surtout la jeunesse, contribuant activement à l'éducation socialiste des masses, à la propagation de la culture et de la science, organisant l'activité puissent passer leurs loisirs le plus agréablement possible, et, en même temps, d'une manière éducative.

Des tâches d'une grande responsabilité incombent à la presse. Les journaux et les revues doivent ouvrir largement leurs pages aux problèmes de l'éducation socialiste. Je ne voudrais pas analyser maintenant l'activité de la presse ; il nous faudra le faire à une autre occasion, parce qu'il y a plusieurs choses à dire. Ils doivent promouvoir courageusement l'expérience avancée, critiquer les habitudes et les moeurs rétrogrades, assurer l'expression dans leurs pages des opinions des travailleurs de tous les secteurs d'activité, devenant ainsi un puissant instrument du développement de la démocratie socialiste, de l'affirmation des principes de l'éthique et de l'équité socialistes dans notre pays.

La critique d'art joue un rôle de grande importance tant dans la promotion de la création artistique à contenu éducatif élevé, que dans l'éducation esthétique des masses populaires. Pour répondre à ces exigences, les critiques d'art doivent agir toujours dans l'esprit des principes marxistes-léninistes, être impartiaux et objectifs, contribuer par tout ce qu'ils écrivent à l'élévation de notre art à un niveau toujours supérieur. Ils doivent militer pour un art réaliste et profondément humaniste. A ce propos, il est nécessaire d'éclaircir mieux ces nations qui ont un rôle de la plus grande importance dans la réalisation d'un art avancé. Depuis longtemps on ne parle presque point du réalisme. Pour certains hommes d'art, le réalisme socialiste est synonyme de la création de copies et d'un modèle unique pour l'art. J'estime que cette manière de considérer le réalisme est complètement erronée. Il est vrai que dans le passé il y a eu de telles interprétations – et non seulement des interprétations, mais aussi des pratiques – et elles ont constitué des violations et des abus que le parti a combattus avec fermeté.

Quand nous parlons d'un art réaliste, nous pensons à un art qui rende les réalités de notre pays, de l'époque où nous vivons, l'époque des grandes transformations révolutionnaires, socialistes. Peut-on concevoir un art qui ne rende pas, dans les formes les plus variées, ces temps grandioses ? Sans doute que non ! Un tel art serait dépourvu de vie, s'étiolerait et mourrait comme la fleur arrachée aux prés. C'est précisément pourquoi l'un des plus illustres érudits de la Roumanie socialiste, George Călinescu, était tellement catégorique à souligne l'importance de la liaison de l'œuvre d'art avec la vie. «C'est en vain – disait-il – que nous tournons la plume et nous perdons notre temps, de la simple réflexion il ne sort rien. C'est pourquoi nous envoyons tout l'artiste sur les chantiers pour qu'il connaisse la vie et les hommes, sachant que l'art reflète la vie. Par conséquent, deux sont les termes qui doivent être réunis concrètement et avec une valeur universelle : la vie et l'art».

Voilà pourquoi nous ne devons plus avoir peur de parler du réalisme socialiste, mais apporter les éclaircissements nécessaires, faire comprendre que le réalisme ne suppose pas d'imposer des types et de copies dans l'art, mais ouvrir les voies vers un art florissant.

De même, il s'impose d'apporter certaines clarifications aussi en ce qui concerne la notion d'humanisme socialiste, qui suppose une compréhension plus complexe de l'homme dans la société, pris non pas comme un individu isolé et exagérant ses traits individuels, mais comme homme social en étroite relation et interdépendance avec ses semblables, avec les intérêts des larges masses populaires. L'humanisme socialiste suppose rendre le bonheur personnel dans le contexte de l'affirmation de la personnalité du peuple tout entier. Partant de là, l'art empreint de l'humanisme socialiste doit être dédié aux larges masses populaires, au milieu desquelles la personnalité ne se perd pas, mais s'affirme toujours plus puissamment, conjointement à l'affirmation et au bonheur de la nation entière.

Anticipant les principes de notre esthétique actuelle et exprimant, d'ailleurs, un desideratum fondamental de l'art authentique de toujours, le grand savant roumain Nicolae Iorga affirmait que «n'est pas poète celui qui ne l'est pas pour le peuple tout entier».

Je considère qu'il est nécessaire que l'Académie des sciences sociales et politiques, la critique d'art, approfondissent plus à fond ces notions et d'autres notions de ce genre par un large débat dans l'esprit des principes et théorique, parce que s ans de telles clarifications on ne saurait concevoir l'épanouissement de notre art socialiste.

Les problèmes de l'activité idéologique embrassent, en fait, tous les côtés de la vie sociale. C'est pourquoi il est nécessaire que les organes et les organisations de parti agissent pour l'union de toutes les forces dont dispose notre société en direction de l'accomplissement

des résolutions du parti concernant l'amélioration de l'activité politico-éducative, la formation de la conscience socialiste, qui puisse devenir une immense force dans la réalisation du programme général d'édification de la société socialiste développée de façon multilatérale en Roumanie.

L'INTENSIFICATION DE LA PARTICIPATION DE LA ROUMANIE A L'ÉCHANGE MONDIAL DE VALEURS CULTURELLES-ARTISTIQUES

Chers camarades,

Dans toute sa politique internationale, la Roumanie se prononce pour le développement multilatéral des échanges économiques, scientifiques et culturels, sans aucune discrimination, avec tous les Etats du monde.

A l'époque actuelle de la révolution technico-scientifique et de l'essor général de la culture, la participation active à l'échange de valeurs scientifiques et artistiques constitue une condition du progrès de chaque pays, à plus forte raison pour les pays petits et moyens. Nous partons du fait que l'édification du socialisme ne saurait se réaliser que sur la base de tout ce que l'humanité a créé de meilleur dans tous les domaines économico-sociaux, inclusivement dans l'art. Il est compréhensible qu'en adoptant un grandiose programme d'édification socialiste du pays, nous ne pensons nullement nous isoler d'autres peuples, mais, au contraire, nous nous proposons d'élargir le plus possible la coopération fondée sur le respect et sur la réciprocité des avantages.

C'est pourquoi les interprétations de certains commentateurs étrangers, selon lesquelles la Roumanie a l'intention de restreindre ses rapports culturels avec d'autres Etats, sont complètement dépourvues de fondement et découlent de la méconnaissance ou de l'incompréhension de notre politique de relations avec l'étranger. On peut dire que précisément l'accomplissement du programme d'amélioration de l'activité politico-idéologique, que nous adoptons aujourd'hui, ouvrira des perspectives encore meilleures à l'accroissement de l'échange de valeurs scientifiques et culturelles.

En ce qui concerne l'importation d'œuvres d'art d'autres pays, nous désirons que le peuple roumain bénéficie de tout ce que la pensée, l'art et la littérature universels – du passé et de nos jours – ont de plus précieux ; nous désirons importer les créations de littérature et d'art, films, pièces de théâtre qui, par leur contenu d'idées, servent à l'élévation morale de

l'homme, répondent à l'œuvre d'élévation spirituelle de notre peuple, à son éducation dans l'esprit de l'humanisme et de l'amitié. Mais il est entièrement justifié que la société adopte certaines mesures pour empêcher la pénétration dans notre pays – à côté des créations de valeur – des soi-disant œuvres d'art avec un contenu nuisible, des livres, des films ou des pièces de théâtre qui font l'apologie des crimes, du racisme, de la brutalité – et qui ne sauraient qu'empoisonner les esprits, «polluer», comme je l'ai déjà dit, le milieu spirituel. Nous considérons qu'entraver la pénétration et la diffusion dans notre pays de tels ouvrages constitue une mesure d'un caractère profondément humanitaire, qui reflète la haute responsabilité avec laquelle le parti et l'Etat veillent à ce que notre peuple, la jeunesse se développent dans une ambiance spirituelle saine.

Nous désirons importer des autres pays les ouvrages littéraires-artistiques qui enrichissent l'horizon des travailleurs, contribuent à la connaissance de la lutte et des préoccupations d'autres peuples pour le progrès social et pour la paix. Nous désirons exporter notre création artistique qui fasse connaître le travail et la vie nouvelle de notre peuple. De cette manière, l'échange de valeurs culturelles avec d'autres pays contribuera à une meilleure connaissance des peuples, au développement de la coopération et de l'amitié entre eux, à la cause de la paix dans le monde. Celle-ci est la mission de l'art véritable et nous nous prononçons pour un tel échange culturel, le plus ample possible ; c'est de cette manière que nous servons les intérêts de notre peuple et la cause du progrès que nous servons les intérêts de notre peuple et la cause du progrès dans le monde.

Dans cet ordre d'idées, je voudrais aborder un problème d'une grande importance de principe et éducative. Dans le passé et aujourd'hui on rencontre encore des manifestations d'admiration et de servilisme à l'égard de tout ce qui vient de l'étranger, que ce soit une chose de valeur on non. Cette attitude reflète au fond un manque de dignité nationale, un manque d'esprit de discernement et, en fin de compte, ignorance, esprit rétrograde, servilisme petit-bourgeois, méfiance et sous-estimation à l'égard des réalisations et des forces du propre peuple.

Je crois qu-il va de soi qu'une telle mentalité est très nuisible au développement économico-social de notre pays, au progrès de la science et de la culture de la Roumanie socialiste et c'est pourquoi nous devons la combattre résolument.

On sait, d'ailleurs, comment étaient ironisés jadis par le peuple, par les esprits éclairés ceux qu'on appelait les «bonjouristes» – prototype de snobe qui, dépourvu de personnalité, se figurait qu'il se distinguait en imitant l'étranger, le plus souvent en ce que

l’étranger avait de plus négatif. Nous devons dire que nous avons, malheureusement, aujourd’hui encore, nos snobes ou, comme disait un personnage de Caragiale, nos «faillis».

Je pose ces problèmes parce qu’ils revêtent une grande importance d ans notre activité éducative, de formation de l’homme nouveau avancé, possédant une haute conscience socialiste.

Je voudrais être bien compris. Nous apprécions et admirons tout ce qu’il y a de bon chez d’autres peuples. Ne méprisons d’aucune manière le travail et la création des autres apprenons sans cesse de l’expérience des autres et importons tout ce qui est de meilleur et de plus utile. Mais, en même temps, estimons et admirons le travail et la création de notre admirable peuple. Certes, cela ne signifie pas nous infatuer et sous-estimer les autres. Mais nous ne pouvons ne pas souligner avec une satisfaction justifiée que notre peuple aussi a des réalisations dans tous les domaines d’activité, qui le font connaître et estimer à l’étranger.

Nous devons tenir compte en permanence du fait que chaque peuple, qu’il soit grand ou petit, a contribué, contribue et contribuera à l’enrichissement du patrimoine de la civilisation universelle, qui se compose, en fin de compte, de ce que toutes les nations du monde ont créé. A ce point de vue, les peuples, tout comme les hommes, sont entièrement égaux. Grand est le peuple qui s’efforce de donner le plus à la civilisation et à la cause de la paix dans le monde. C’est précisément à ce but que notre peuple consacre son énergie, son talent et sa force créatrice, notre peuple qui, en forgeant son propre avenir heureux, contribue á l’édification du lendemain heureux de l’humanité.

Camarades,

J’ai présenté au Comité Central les principaux problèmes de l’activité politique et éducative. J’ai énoncé les directions fondamentales de l’activité du parti et de l’état en vue du perfectionnement de tous les côtés de la vie économico-sociale, de la création du cadre organisationnel et juridique adéquat, capable de situer les relations de notre société sur le fondement des principes de l’éthique et de l’équité socialistes et communistes, d’élever le niveau général de la connaissance et d’ouvrir largement les voies á l’affirmation dans la vie de ces principes.

La réalisation de ces objectifs d’importance vitale pour l’édification de la société socialiste développée de façon multilatérale impose l’union de toutes les forces dont disposent le parti, l’Etat, notre société. En même temps, il est nécessaire que les problèmes du perfectionnement des relations sociales, de l’éducation deviennent la cause permanente du

peuple tout entier. Ce n'est que par la participation de tous les travailleurs que nous pourrons résoudre avec succès ces problèmes particulièrement complexes.

Nous, les membres du Comité Central du parti, tous les permanents de parti et d'Etat, avons une grande responsabilité vis-à-vis du parti du peuple pour la réalisation du programme multilatéral d'élévation de la patrie à de nouveaux sommets de progrès et de civilisation, sur les cimes élevés du communisme.

Au Plénum participent de nombreux activistes de parti des années de la clandestinité. Vous vous souvenez, camarades, en quelles conditions il nous a fallu travailler. Affrontant les répressions et la terreur, nous sommes entrés dans les rangs du mouvement révolutionnaire, communiste, pour lutter contre l'oppression sociale et nationale, pour la réalisation d'un monde plus juste et qui puisse assurer au peuple tout entier des conditions égales de vie aussi bien matérielles que spirituelles. Dans les circonstances les plus difficiles – ceux qui ont été en prison ou dans les camps s'en souviennent – nous nous préoccupions continuellement de l'élévation du niveau politique et idéologique, nous discutions et méditions comment réaliser dans la vie les idéaux du socialisme et du communisme.

Aujourd'hui, notre parti a la responsabilité historique de force dirigeante de la société roumaine. Vers le parti se dirige l'espoir de tout le peuple. Nous, les militants de parti, chacun à son lieu de travail, sommes appelés à répondre à cet espoir, à réaliser dans la vie les idéaux pour lesquels nous avons lutté, surmontant tant de difficultés. Je suis persuadé que tous les militants de parti et d'Etat, tous les communistes feront entièrement leur devoir, en travaillant sans relâche à la réalisation de ces tâches, en veillant en permanence au renforcement du parti, de son unité, cela constituant la garantie que le parti accomplira sa mission historique dans les meilleures conditions.

Nous sommes persuadés que le Plénum du Comité Central approuvera à l'unanimité les résolutions du Comité Exécutif et les directions principales de l'activité idéologique du présent exposé, que tous les membres du Comité Central, tous les participants au Plénum agiront pour la réalisation de ce programme.

Comme l'ont montré les débats de jusqu'à présent dans le parti, les mesures et les directions fondamentales que nous établissons répondent entièrement aux nécessités du développement de notre société, à la volonté de tout le parti, de notre peuple tout entier. Leur réalisation dans la vie, l'élévation du niveau de l'activité idéologique et éducative en général exerceront une puissante influence positive sur toute l'activité du parti, de notre peuple, sur l'entier développement de notre nation socialiste.

Cela se reflètera, sans doute, dans la réalisation en de meilleures conditions des prévisions du plan quinquennal, dans le perfectionnement des relations de production, de la direction de l'activité économico-sociale, dans l'élévation continuelle du bien-être et du bonheur du peuple tout entier.

Nous avons devant nous une perspective grandiose issue des réalités du monde contemporain. Travaillons de manière à transformer la perspective en réalité vivante. Nous avons toutes les conditions requises pour cela et, en premier lieu, nous avons un parti puissant, un peuple admirable qui accomplit avec fermeté la politique intérieure et extérieure du parti. Consacrons au peuple toute notre activité, toute notre vie. Travaillons infatigablement pour assurer au peuple roumain une p lace digne parmi les nations socialistes, parmi toutes les nations du monde, une vie libre, indépendante, toujours plus heureuse, un lumineux avenir communiste.

Réalisant avec succès le programme du développement multilatéral de la Roumanie socialiste, nous accomplissons aussi bien notre principale obligation nationale que la principale obligation internationale. Par là, nous apportons une contribution précieuse au développement du marxisme-léninisme, à l'affirmation du socialisme dans le monde, à la cause de l'amitié entre les peuples et de la paix dans le monde.

(Nicolae Ceauşescu, *Exposé relativement au Programme du Parti Communiste Roumain d'amélioration de l'activité idéologique, d'élévation du niveau général de la connaissance et de l'éducation socialiste des masses, d'établissement des relations existante dans notre société sur la base des principes de l'éthique et de l'équité socialistes et communistes. Décision du Plénum du Comité Central du Parti Communiste Roumain,* Bucarest, Editions Politică, 1971, pp. 5-7, 13-22, 45-73)

3. <u>1971, 3-5 novembre</u> – La mini-révolution culturelle : la Décision du plénum du Comité central du Parti Communiste Roumain concernant la nouvelle orientation idéologique de la vie culturelle et de l'éducation des masses

DÉCISION DU PLÉNUM DU COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE ROUMAIN

Réuni du 3 au 5 novembre 1971, le Plénum du Comité Central du Parti Communiste Roumain a, sur la base de l'exposé du Secrétaire général du parti, le camarade Nicolae Ceauşescu, débattu le Programme du P.C.R. pour l'amélioration de l'activité idéologique, l'élévation du niveau général du connaissance et d'éducation socialiste des masses, l'établissement des rapports entre les membres de notre société sur les principes de l'éthique et de l'équité socialistes et communistes.

Le Plénum constate que, suite à l'essor impétueux des forces productives, aux profondes transformations survenues dans les rapports sociaux, au puissant développement de l'enseignement, de la science et de la culture, à l'élévation du niveau du vie matérielle et culturelle du peuple, à la vaste activité politico-éducative déployée par le parti durant les années d'édification socialiste, de profonds changements sont intervenus dans la conscience des hommes, dans la vie spirituelle de la société. La conscience nouvelle, socialiste du peuple trouve son expression prégnante dans son adhésion unanime à la politique intérieure et extérieure du parti, dans le travail héroïque, plein d'abnégation de la classe ouvrière, de la paysannerie et des intellectuels, de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, pour la traduction dans les faits de cette politique, dans les remarquables résultats obtenus, sous la direction du parti, dans la construction du socialisme, dans la développement économique et socio-culturel de notre patrie.

Se guidant sur les décisions du X^{e} Congrès du parti, le Plénum fait entièrement siennes les conclusions touchant la nécessité d'élever la conscience socialiste des travailleurs au niveau des exigences supérieures de la nouvelle étape de développement de notre pays, de l'application résolue de l'éthique et de l'équité socialistes dans tous les domaines de la vie sociale.

Le Plénum du C.C. du P.C.R. apprécie hautement et approuve sans réserve l'ample programme de mesures adopté en juillet dernier par le Comité Exécutif du C.C. du P.C.R. sur la base des propositions du secrétaire général du parti, le camarade Nicolae Ceauşescu, concernant l'amélioration de toute l'activité politique, idéologique, d'éducation communiste, marxiste-léniniste des masses, voyant dans ce programme la vivante expression de l'esprit de responsabilité et de l'humanisme qui inspirent la politique du parti, de son caractère conséquemment révolutionnaire.

Le Plénum du C.C. du P.C.R. constate avec une profonde satisfaction que les débats en marge de ces mesures ainsi que des idée directrices de l'exposé du camarade Nicolae Ceauşescu à la conférence du travail de juillet dernier avec les activistes du domaine idéologique, les débats au sein des organisations du parti, de masse et sociales, avec le peuple tout entier ont revêtu un caractère véritablement national, ralliant l'adhésion et l'approbation sans réserve des communistes, de tous les travailleurs, se transformant en une puissante manifestation de l'unité du parti, de l'inébranlable volonté de notre peuple d'appliquer sans défaillance la politique intérieure et extérieure du Parti Communiste Roumain.

Les mesures arrêtées par le Comité Exécutif du C.C. du P.C.R., l'esprit combatif rénovateur imprimé à tous les domaines d'activité par les débats qui ont eu lieu, le passage à l'accomplissement des propres programmes de mesures adoptés à cette occasion exercent un effet positif sur l'activité politique et éducative, dans tous les secteurs d'activité, contribuant à l'affirmation plus vigoureuse encore du rôle dirigeant du parti dans toute la vie sociale.

Le Plénum approuve sans réserve l'exposé soumis par le camarade Nicolae Ceauşescu aux débats du Comité Central, son analyse multilatérale, scientifique et d'une haute importance principielle et pratique, de l'activité politico-idéologique et culturelle-educative.

Dans l'exposé du Secrétaire général sont éloquemment exprimés le profond esprit de principe et la haute exigence communiste de la direction de notre parti, sa pensée créatrice, originale et sa capacité d'analyser dans l'esprit du marxisme-léninisme les phénomènes de la vie sociale et d'élaborer les solutions requises par le progrès de notre société socialiste, son profond dévouement à l'égard des intérêts vitaux de notre nation, de la cause du socialisme, du progrès et de la paix dans le monde.

Le Plénum fait entièrement sien le programme de mesures compris dans l'exposé du camarade Nicolae Ceauşescu, pour l'amélioration de l'activité idéologique, l'élévation du niveau général de connaissances et d'éducation socialiste des masses, l'établissement des

rapports entre les membres de notre société sur les principes de l'éthique et de l'équité socialistes et communistes.

1. Le Plénum du Comité Central du Parti Communiste Roumain décide d'adopter l'exposé du Secrétaire général en tant que document qui, de pair avec les mesures arrêtées par le Comité Exécutif du C.C. du P.C.R. en juillet 1971, constituera le fondement de toute l'activité d'éducation de l'homme nouveau, multilatéralement développé, bâtisseur conscient du socialisme et du communisme.

2. Le Plénum charge le Comité Exécutif et le Secrétariat du Comité Central d'étudier les propositions, les observations critiques et les suggestions faites par les participants à la réunion plénière ainsi qu'à l'occasion des débats qui se sont déroulés au sein des organisations du parti, de masse et sociales, et de prendre les mesures requises pour leur application dans l'esprit de l'exposé du camarade Nicolae Ceauşescu, adopté par le Plénum en tant que document.

3. Le Plénum fait un devoir aux organes et aux organisations du parti, aux institutions d'enseignement, de science et de culture, à la presse centrale et locale, à la radio et à la télévision, aux maisons d'édition, à toutes les institutions idéologiques et éducatives et recommande aux organisations de masse et sociales d'améliorer leurs programmes de mesures touchant l'activité idéologique et politico-éducative à la lumière des documents de la réunion plénière, d'œuvrer avec fermeté et persévérance pour leur traduction dans les faits, pour accroître l'efficience et l'influence de cette activité.

4. Dans l'esprit de l'exposé du camarade Nicolae Ceauşescu, le Plénum demande à tous les communistes de faire, en toutes circonstances, dans leur travail et dans la société, dans tous leur comportement, preuve de principialité de parti, d'exigence révolutionnaire, de combativité et d'intransigeance à l'égard de ce qui est vieux et arriéré, de tout ce qui freine la marche en avant de notre société, de faire constamment preuve d'un sens élevé des responsabilités, d'esprit de discipline et de don de soi dans la réalisation de la politique du parti. Les cadres du parti et de l'Etat, tous les communistes ont l'obligation de veiller inlassablement à l'application des décisions du parti et de l'Etat, des lois du pays, des principes de l'éthique et de l'équité socialistes, de n'admettre leur transgression sous quelle forme que se soit.

De même devra-t-on accorder une plus grande attention à la promotion des cadres conformément aux principes de notre parti, prenant pour critère fondamental de cette promotion leurs qualités morales et politiques, les résultats obtenus dans l'activité pratique,

l'énergie et le dévouement avec lesquels ils militent pour la traduction dans les faits de la politique du parti, pour l'épanouissement continuel de notre patrie.

5. Compte tenu du rôle accru revenant au communiste dans le développement de notre société, le Plénum fait un devoir aux organes et aux organisations du parti de manifester un haute exigence à l'égard des qualités morales, politiques et professionnelles de ceux qui demandent à être admis dans le parti, de se préoccuper continuellement de l'éducation dans l'esprit de parti et de l'élévation du niveau de formation politico-idéologique de tous les communistes, faisant en sorte que chaque membre du parti applique fidèlement les prévisions des statuts du Parti Communiste Roumain, porte dignement le haut titre de communiste, soit, pour tous les membres de la société, un modèle de probité et de correction, d'attitude avancée dans le travail comme dans la vie publique et privée.

6. Le Plénum apprécie hautement la politique extérieure et l'activité internationale du parti et de notre Etat, fondées sur les principes du respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales, de l'égalité, de l'avantage mutuel, politique visant l'affermissement de l'amitié et de la collaboration avec tous les pays socialistes, avec tous les partis communistes et ouvriers, avec les forces anti-impérialistes du monde entier, l'extension des relations avec tous les pays du monde, quel que soit leur régime social.

Dans tout l'activité politico-idéologique, une attention particulière sera accordée à l'éducation des large masses populaires dans l'esprit de l'internationalisme, des principes de la politique extérieure du parti et de notre Etat, faisant de chaque communiste et citoyen un militant actif pour la traduction dans les faits de cette politique, pour le développement de la collaboration et de l'amitié avec tous les peuples, pour la cause de la paix dans le monde.

7. En vue de soutenir l'organisation et le déroulement de l'activité politico-idéologique et culturelle-éducative, les travaux du Plénum seront publiés en volume, dans un tirage de masse.

Le Plénum du C.C. du P.C.R. exprime sa conviction que la réalisation du Programme pour l'amélioration de l'activité idéologique, l'élévation du niveau général de connaissances et d'éducation socialiste des masses, l'établissement des rapports entre les membres de notre société sur les principes de l'éthique et de l'équité socialistes et communistes, assurera le développement de la conscience socialiste des travailleurs, l'accroissement de leur rôle dans l'accomplissement conscient de leurs propres destinées, dans le développement de la Roumanie sur la voie du socialisme et du communisme.

Tout cela contribuera à l'affirmation toujours plus puissante du parti en tant que force politique dirigeante de toute la vie politique, économique et socio-culturelle de notre

pays, à l'accomplissement avec succès de sa mission historique à l'égard de notre nation socialiste, à l'égard de la cause du socialisme et du progrès dans le monde.

(Nicolae Ceaușescu, *Exposé relativement au Programme du Parti Communiste Roumain d'amélioration de l'activité idéologique, d'élévation du niveau général de la connaissance et de l'éducation socialiste des masses, d'établissement des relations existante dans notre société sur la base des principes de l'éthique et de l'équité socialistes et communistes. Décision du Plénum du Comité Central du Parti Communiste Roumain*, Bucarest, Editions Politică, 1971, pp. 77-82)

4. <u>1974, novembre</u> – Réinterprétation de l'histoire nationale : Fragments du nouveau Programme du Parti Communiste Roumain, adopté à l'XIe congrès.

PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE ROUMAIN D'ÉDIFICATION DE LA SOCIÉTÉ SOCIALISTE MULTILATÉRALEMENT DEVELOPPÉE ET D'AVANCE DE LA ROUMANIE VERS LE COMMUNISME

Première Partie

LA LUTTE DU PEUPLE ROUMAIN, DES FORCES PROGRESSISTES ET RÉVOLUTIONNAIRES, DE LA CLASSE OUVRIÈRE, DU PARTI COMMUNISTE POUR LA LIBERTÉ SOCIALE ET NATIONALE, CONTRE LE FASCISME ET LA GUERRE, POUR LA RÉALISATION DE L'INSURRECTION NATIONALE ARMÉE ANTIFASCISTE ET ANTI-IMPÉRIALISTE

Le développement historique du peuple roumain sur la voie du progrès économique et social, de la liberté et de l'indépendance

Au long des millénaires se sont succédé sur le territoire actuel de la Roumanie, conformément aux lois objectives du développement historique, les régimes sociaux connus sur le plan universel, et le peuple a accumulé une riche civilisation matérielle et spirituelle. L'organisation étatique thraco-dace, qui a atteint son point culminant sous le règne de Burebista et de Décébale, a revêtu une importance particulière. Les amples contacts avec quelques-unes des civilisations les plus avancées de l'Antiquité − grecque, romaine, persane, etc. − et le processus d'influence réciproque ont profondément marqué le développement de la vie matérielle et culturelle de la Dacie. Les longues guerres daco-romaines ont affaibli l'Etat dace et radicalement changé le cours de son développement historique. La conquête de la Dacie et sa transformation en province de l'Empire romain ont, malgré leurs aspects négatifs,

mené à la fusion des deux civilisations et déterminé une nouvel épanouissement économique et social de cette région, ont marquée de leur empreinte toute l'évolution historique ultérieure de la société dans ces espace géographique.

Le déclin de l'Empire romain, la retraite des Romains de Dacie ont laissé sur ce territoire un Etat non organisé, ce qui s'est répercuté sur la capacité de combat et de résistance aux invasions des peuples migrateurs. Des siècles durant, le peuple nouvellement créé par la fusion des Daces et des Romains − le peuple roumain − fut contraint de mener une lutte acharnée et incessante pour garder son entité, pour assurer sa continuité sur le territoire qui l'avait vu naître et se développer, en dépit des vicissitudes de l'histoire.

Les invasions des peuples migrateurs, les destructions qu'ils causèrent, les longs combats défensifs provoquèrent de sérieux retards dans le développement des forces productives, dans l'évolution de la civilisation dans ces régions ; mais tout cela n'a pu détruire l'entité de notre peuple, n'a pu le détourner de son chemin historique objectif. Graduellement, avec la fin de la période des migrations, la population du territoire de l'ancienne Dacie procéda à l'organisation de sa vie en petites formations étatiques. La formation des voïvodats marqua une nouvelle époque de l'histoire du peuple roumain, de son développement économique, social et politique. On peut donc affirmer que la formation des premiers noyaux étatique − les voïvodats − et puis leur concentration en de puissants Etats féodaux, ont assuré tant le développement continuel des forces productives, que la conservation de l'entité nationale, la défense de l'autonomie de pays roumains devant les grands empires de l'époque. L'organisation des Etats féodaux romains a créé les conditions requises par le passage de la vie économique et sociale à un niveau supérieur, a inscrit dans l'histoire des époques d'essor de la civilisation matérielle et spirituelle sur le territoire de notre pays, qui portèrent aussi l'empreinte de la personnalité de grands princes patriotes.

A cause des particularités du développement social, le régime féodal revêtit, dans les pays roumains, en dehors des caractéristiques fondamentales classiques, certaines formes spécifiques dont les plus importantes furent l'imbrication de l'exploitation féodale et de la propriété paysanne individuelle et collective, l'existence de catégories de paysans libres − petits propriétaires terriens − maîtres de leurs terres, qui bénéficiaient de certains droits économiques et sociaux. Cette circonstance imprima pendant tout le Moyen Age à la paysannerie un rôle particulièrement important dans la vie des pays roumains. Elle fut la force sociale principale du développement économique et social et aussi le facteur militaire décisif dans les batailles que le peuple eut à mener pour défendre son entité nationale, l'intégrité de la patrie, son droit sacré à une vie libre.

Toute l'histoire du peuple roumain se présente comme l'histoire de luttes de classe incessantes, de batailles menées par les masses populaires pour la liberté et la justice sociales, pour la défense de l'entité nationale et de l'indépendance, pour le progrès et la civilisation. Des l'apparition des premières formations étatiques roumaines, les luttes des masses populaires contre l'exploitation féodale ont été étroitement liées aux luttes contre le domination étrangère. Cette particularité spécifique a marqué de son sceau toute l'évolution sociale de la Roumanie, la manière d'être et de penser du peuple roumain, sa destinée historique même, faite de combats résolus, comportant d'innombrables sacrifices, pour la liberté et l'unité, pour le droit d'être maître dans sons propre pays. L'exploitation féodale a été aggravée par la domination des grands empires voisins − ottoman, des Habsbourg et des tzars, et surtout par la domination ottomane. Par des guerres, des pillages et des tributs levés, ces empires épuisèrent, des siècles durant, la richesse des pays roumains. En même temps, la domination étrangère détermina une prolongation du régime féodal, un ralentissement du processus de développement de la société roumaine, qui accumula du retard par rapport aux pays du centre et de l'Ouest du continent, où l désagrégation du régime féodal, le passage au capitalisme et la fondation des Etats nationaux purent être réalisés beaucoup plus tôt.

En même temps, entre le peuple roumain et les peuples de ces empires − surtout le peuple russe, les peuples des Balkans et du bassin danubien −, entre les forces progressistes de ces peuples, se sont développées des relations de collaboration et d'aide mutuelle dans le combat pour la liberté nationale et sociale, pour la liquidation des régimes périmés du point de vue historique et pour l'édification d'une vie meilleure, en concordance avec les impératifs objectifs du développement social. Ces relations d'amitié et de collaboration s'élevaient à un degré nouveau, supérieur, au fur et à mesure qu'apparaissait et se développait le prolétariat, que s'intensifiait le mouvement ouvrier, se transformant en une étroit solidarité dans la lutte contre d'exploitation et l'oppression, pour la défense des intérêts vitaux des larges masses travailleuses, pour la transformation révolutionnaire de la société.

On peut affirmer que l'histoire de la Roumanie confirme la conclusion scientifique marxiste-léniniste selon laquelle la domination étrangère, l'amoindrissement ou la perte de la souveraineté et de l'indépendance affectent gravement le développement économico-social des peuples, l'évolution générale de la société. En même temps, l'histoire des luttes du peuple roumain démontre avec force la vérité fondamentale selon laquelle le joug de l'oppression étrangère peut freiner ou retarder pour un temps l'évolution d'un peuple, mais ne saurait empêcher la réalisation de ses aspirations légitimes : conquête de la liberté et de l'unité, garantie du progrès social, s'il est résolu de lutter jusqu'au bout avec fermeté et héroïsme.

L’expérience historique démontre que rien ni personne ne peut annihiler l’action inexorable des lois du développement social.

Pendant longtemps, au long de l’existence millénaire du peuple roumain, la paysannerie fut la plus importante force sociale du progrès. La lutte de classe de la paysannerie, des masses populaires, contre l’oppression constitua le facteur fondamental de toutes les transformations sociales, de la marche en avant de notre peuple sur la voie du progrès économico-social et de la libération nationale.

La paysannerie fut la principale force des armées de nombreux grands chefs militaires qui écrivirent des pages d’héroïsme dans la lutte contre la domination étrangère. Les figures légendaires de Mircea le Vieux, d’Etienne le Grand, de Michel le Brave et d’autres princes qui remportèrent de grandes victoires à la tête des armées roumaines demeureront à jamais dans la conscience de notre peuple, dans l’histoire de la patrie. La paysannerie a porté le fardeau des batailles contre les envahisseurs étrangers, pour l’union des pays roumains, pour la conquête de l’indépendance de l’Etat pour la réalisation de l’Etat national roumain unitaire.

La paysannerie s’est puissamment affirmée en tant que classe sociale révolutionnaire par d’innombrables soulèvements contre la domination féodale. La révolte conduite par Gheorghe Doja, à laquelle participèrent des paysans roumains, magyars, allemands et d’autres nationalités, la grande révolte paysanne du XVIII^{e} siècle, à la tête de laquelle se trouvaient Horea, Cloşca et Crişan, constituèrent des exemples impérissables de la résolution avec laquelle la paysannerie se dressa contre l’oppression sociale et nationale, pour une vie meilleure et plus juste.

La révolution de 1821, conduit par Tudor Vladimirescu, marque le début de l’histoire moderne de la Roumanie, un tournant dans la lutte pour la liberté et la justice sociale, pour secouer le joug de la domination étrangère et affirmer les droits nationaux du peuple roumain. Bien que vaincue, elle ébranla fortement l’ancien régime, annonçant les transformations révolutionnaires futures.

Avec le début du développement du capitalisme apparaissent en Roumanie des forces sociales qui donnent un nouvel essor aux luttes révolutionnaires.

Parallèlement à l’essor de l’industrie s’accroît toujours davantage le rôle social et politique de la bourgeoisie, qui agissait pour l’expansion des activités économiques et commerciales et, implicitement, pour certaines réformes démocratiques qui répondaient aux exigences objectives du développement de notre société. Mais les intérêts de classe incitaient la

bourgeoisie à intensifier l'exploitation des masses et à pactiser en même temps avec les propriétaires fonciers sur le plan politique.

L'un des processus sociaux les plus importants qui marquent l'évolution de la société roumaine au cours de cette période est le développement et l'entrée ferme sur la scène politique de la jeune classe du prolétariat industriel – la classe la plus avancée du pays. Le prolétariat devient toujours davantage le porte-parole des idéaux les plus révolutionnaires des masses populaires, des aspirations vitales du peuple travailleur tout entier au développement de la patrie sur la voie du progrès à une vie libre et digne, à l'unité nationale et à la conquête de l'indépendance d'Etat.

La révolution bourgeoise-démocratique de 1848 constitue un moment crucial pour le passage de la Roumanie du féodalisme au capitalisme. Elle stimula profondément la conscience de soi du peuple roumain, exprima la volonté des Moldaves, des Valaques et des Transylvains de briser les vieilles relations féodales, d'ouvrir la voie au nouveau régime, de forger l'unité nationale dans le cadre des frontières d'un Etat unique, d'avancer sans faille sur la voie du progrès et de la démocratie. Le faible développement des nouvelles forces sociales, leur manque de fermeté et de conséquence politique, l'absence d'un programme clair de changement social, ainsi que l'intervention armée des empires étrangers appelés par la réaction féodale des pays roumains, alarmée par l'ampleur des mouvements révolutionnaires, tout cela mena à la défaite temporaire de la révolution. Mais les idées de la révolution de 1848 ont continué de progresser, les nouvelles classes sociales, les masses populaires tirant les enseignements nécessaires pour leur lutte ultérieure.

Il convient de mentionner les œuvres des gens de lettres des trois pays roumains de 1848, dont certains sympathisaient avec les idées socialistes. S'inspirant des traditions révolutionnaires, progressistes du peuple roumain, ainsi que des idées avancées du siècle, ces œuvres représentent un remarquable trésor de pensée sociale et politique ; elles ont donné une puissante impulsion au développement des luttes de libération sociale et nationale dans les pays roumains.

La principale force de la révolution de 1848 dans tous les pays roumains furent les masses populaires, résolues á lutter pour une vie meilleure, libre et indépendante, à assurer le développement du pays sur la voie du progrès économique et social. Les grandes réunions politiques et les manifestations de masse en Moldavie, la conquête temporaire, par les révolutionnaires de Valachie, du pouvoir d'Etat et la défense du gouvernement révolutionnaire par les masses populaires contre la réaction, les luttes armées menées par les révolutionnaires de Transylvanie illustraient le haut degré de radicalisation des masses,

l'immense force politique que ces dernières représentaient, leur capacité d'imposer leur volonté et de déterminer le cours des événements historiques.

La fondation, en 1859, de l'Etat, par l'union de la Valachie et de la Moldavie sous le règne lumineux d'Alexandru Ioan Cuza fut un moment d'une portée historique particulière. Ce fait marqua l'entrée de notre pays dans une nouvelle étape de son évolution capitaliste et porta à un niveau supérieur la lutte de libération nationale, le mouvement révolutionnaire des masses travailleuses pour des droits et des libertés sociales.

Peu après l'Union, l'indépendance d'Etat de la Roumanie était conquise à la suite de la guerre de 1877. Résultat de la lutte héroïque de l'armée roumaine contre l'Empire ottoman, de la ferme volonté de liberté et d'indépendance de notre peuple, qui fit une fois de plus la preuve de sa grande capacité de lutte, l'indépendance nationale a donné une nouvelle et puissante impulsion au développement économique et social du pays, elle a exercé une forte influence sur toute l'évolution historique de la Roumanie sur la voie du progrès social, elle a permis l'affirmation toujours plus vigoureuse de notre peuple en tant que nation indépendante.

L'entrée du prolétariat sur la scène sociale, L'organisation du mouvement ouvrier et socialist en Roumanie

La seconde moitié du XIX^{e} siècle connaît le développement de l'industrie, la puissante évolution des forces productive, l'extension des rapports de production capitalistes. Simultanément, la nouvelle classe sociale, les prolétariat, augment du point de vue numérique et s'affirme avec vigueur dans la lutte d'émancipation du pays. En même temps, l'économie roumaine connaît une pénétration rapide du capital étranger, des monopoles internationaux. De ce fait, à la fin du XIX^{e} siècle, dans les principales branches de l'industrie, les puissances impérialistes détiennent la majeure partie du capital, ce qui fait de la Roumanie un pays dépendant. Tout cela témoigne du fait qu'à la fin du siècle dernier, la Roumanie était un pays faiblement développé, avec une économie agraire prédominante, où les rapports féodaux de production étaient encore puissants, un pays qui n'en était qu'à la première phase de son développement capitaliste.

Avec l'apparition du prolétariat sur la scène de l'histoire, au fur et à mesure de son organisation en tant que classe, les idées du socialisme commencent à pénétrer en Roumanie. Dès 1835, le socialisme utopique était connu et expérimenté dans notre pays. Quant au

socialisme scientifique, il suscite, dès sa fondation, un profond écho dans notre mouvement révolutionnaire, les idées de Marx et d'Engels enregistrant rapidement une large diffusion en Roumanie.

Il convient de souligner que Marx et Engels ont prêté une attention particulière à l'étude de l'histoire de la Roumanie, à son développement économique et social, à l'évolution du mouvement ouvrier dans notre pays. Les classiques du marxisme ont considéré avec sympathie l'héroïque lutte menée par le peuple roumain contre l'exploitation et l'oppression, pour la libération nationale et sociale, pour l'union en un seul Etat national et l'affranchissement du joug étranger.

Dès les VII^{e} et VIII^{e} Décennies du siècle dernier commencent à être créés dans notre pays des associations et des clubs ouvriers, des cercles socialistes, qui éditent une série de publications ; vers la fin du siècle dernier et au début du XX^{e} siècle, des organisations syndicales sont créées et on commence à organiser des actions grévistes, destinées à défendre les intérêts de la classe ouvrière et les libertés démocratiques.

Premier programme révolutionnaire marxiste dans notre pays, l'ouvrage de C. Dobrogeanu-Gherea «Ce vor socialiştii români ?» («Que veulent les socialistes roumains ?»), paru en 1886, a rempli un rôle important dans la diffusion des idées révolutionnaires marxistes en Roumanie.

La création, en 1893, du Parti Social-démocrate des Ouvriers de Roumanie, s'appuyant sur les principes du socialisme scientifique, a porté à un niveau supérieur la lutte de la classe ouvrière, a fait accroître son rôle dans le développement socio-économique du pays dans son ensemble.

Entretenant des rapports étroits avec Engels et avec d'autres dirigeants du prolétariat d'Europe et d'autres continents, le Parti Social-démocrate des Ouvriers de Roumanie s'est fait en même temps remarquer par son esprit de solidarité internationale. Il a développé la collaboration avec les autres détachements du prolétariat, s'est illustré par sa participation à l'activité de l'organisation internationale des ouvriers, à des congrès et réunions socialistes et ouvriers internationaux, par sa contribution active aux débats sur les problèmes les plus importants du mouvement ouvrier de la période respective.

Parallèlement au développement du mouvement ouvrier, vers la fin du siècle dernier et le début du XX^{e} siècle, les mouvements paysans prennent une ampleur toujours croissante, culminant par la grande révolte du printemps de 1907. Par ses proportions et son intensité, la révolte de 1907 a fait ressortir la nécessité impérieuse d'abolir les relations féodales dans l'agriculture de la Roumanie, de résoudre le problème agraire en faveur des larges masses

paysannes. En même temps, elle a mis en lumière les grandes énergies révolutionnaires de la paysannerie, qui a inscrit cette année-là l'une des pages les plus glorieuses de la lutte sociale du peuple roumain. C'est lors de la révolte de 1907 que se sont pour la première fois manifestées plus activement la collaboration et la solidarité militante de la classe ouvrière et de la paysannerie, annonçant ainsi l'aube de cette alliance ouvrière-paysanne qui allait devenir la plus puissante force sociale et politique de notre société.

A la fin du siècle dernier et au cours des deux premières décennies de notre siècle, les socialistes roumains entretenaient d'étroits rapports de collaboration et d'entraide internationaliste avec les socialistes de Russie, avec les dirigeants du Parti Social-Démocrate des Ouvriers de Russie et, tout spécialement, avec Vladimir Ilitch Lénine, qui avait d'ailleurs étudié les réalités socio-politiques de notre pays et s'était référé aux luttes révolutionnaires du prolétariat, des masses ouvrières de Roumanie. Le mouvement ouvrier de notre pays a milité résolument contre la guerre impérialiste et contre la participation de la Roumanie à cette guerre. Le prolétariat, les socialistes se sont prononcés fermement en faveur de l'union de la Transylvanie à la Roumanie.

Pendant les combats de la première guerre mondiale pour défendre le territoire de la patrie contre les occupants militaristes allemands, pour sauvegarder l'unité et l'intégrité territoriales, les armées roumaines, les masses populaires de Roumanie ont inscrit dans l'histoire du pays une page impérissable d'héroïsme et d'abnégation, d'esprit de sacrifice et de patriotisme ardent.

Les lois objectives du développement historique imposaient avec acuité l'aboutissement du processus de formation des Etats nationaux qui se trouvaient sous la domination des grands empires d'Europe. La lutte des masses populaires de Roumanie et des autres territoires roumains se trouvant sous la domination étrangère pour la formation de l'Etat national roumain unitaire s'encadre dans le mouvement des peuples européens pour l'autodétermination nationale et pour la liquidation de la domination étrangère. La réalisation de ce desideratum historique vital a été la résultat de la lutte des larges masses populaires, de la classe ouvrière, de la paysannerie, des intellectuels, des milieux progressistes de la bourgeoisie, des principales classes et couches de la société, l'œuvre du peuple tout entier, de toute la nation. L'histoire démontre que la formation de l'Etat national unitaire roumain n'a pas été le résultat d'un événement fortuit, de conjoncture, des ententes conclues à la table des négociations ; le traité de paix n'a fait que consacrer une situation de fait, créée par la lutte des masses populaires. L'union de la Transylvanie à la Roumanie fut l'accomplissement naturel des aspirations séculaires à l'unité de notre peuple, l'accomplissement d'un rêve pour lequel

ont lutté et se sont sacrifiées d'innombrables générations de devancier, l'accomplissement d'une nécessité objective du développement historique même.

On peut dire que, dès ses débuts, notre mouvement ouvrier a été présente tant aux moments décisifs du développement du peuple roumain, que dans les grandes batailles révolutionnaires internationales.

A l'issue de la Première Guerre mondiale et après la formation de l'Etat national unitaire, la Roumanie s'est engagée dans une nouvelle étape de son développement historique. Devant le mouvement révolutionnaire des masses populaires, de nouvelles tâches se posent, liées à la transformation démocratique de la société roumaine.

La fin de la Première Guerre mondiale avait engendré sur la scène internationale des changements profonds radicaux. L'Empire ottoman, celui des Habsbourg et celui des Tzars s'étaient effondrés, les luttes révolutionnaires, de classe, contre la domination impérialiste et coloniale s'intensifiaient partout. La victoire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre a constitué un moment de portée historique mondiale, ouvrant une nouvelle ère de développement de la société humaine – l'ère du passage du capitalisme au socialisme. La création du premier Etat des ouvriers et des paysans, sous la direction du Parti Communiste Bolchevique, ayant à se tête V. I. Lénine, a puissamment stimulé partout les luttes révolutionnaires et aiguisé davantage les contradictions de classe. Les contradictions entre pays impérialistes et pays dominés, elle a encouragé la lutte de libération nationale et sociale dans son ensemble.

Les profondes mutations opérées dans la configuration géographique, politique et sociale du monde après la Première Guerre mondiale ont déterminé un nouvel et puissant essor des forces productives sur le plan international, un grand pas en avant des connaissances scientifiques, de la technique, de la vie culturelle des peuples, permettant à la société humaine de gravir une nouvelle marche de sa civilisation. De profond changements sont intervenus dans la structure de la société, dans le rapport des forces sociales : le prolétariat – la classe la plus révolutionnaire de la société – a commencé à s'affirmer avec toujours plus de vigueur, une ample radicalisation des larges masses populaires s'est produite. Outre la Grande Révolution Socialiste d'Octobre, l'histoire a enregistré, au cours de cette période de puissants mouvements révolutionnaires dans une série de pays comme, par exemple, la Chine, l'Allemagne, la Hongrie, la Turquie, etc. Ces mouvements ont entraîné la participation de larges masses ouvrière et des forces progressistes.

Dans ce contexte général, notre pays a connu des changement profonds en ce qui concerne le développement économique et social, et, dans cette effervescence politique

intense, la classe ouvrière, la classe la plus avancée de la société, joue un rôle de plus en p lus important.

La création du Parti Communiste Roumain, sa lutte révolutionnaire contre le régime bourgeois-agrarien, contre le fascisme, pour les intérêts des travailleurs, pour la cause de la démocratie et de la paix

Dans les conditions intérieures et internationales qui marquèrent la fin de la Première Guerre mondiale, les luttes de classe, révolutionnaires en Roumanie s'intensifient en culminant par la grève générale du 1920. A sa suite de l'élévation de la conscience politique du prolétariat, une lutte intense est déployée au sein du Parti Socialiste contre les positions réformistes et opportunistes, pour clarifier les principes idéologiques, ainsi que le programme, la stratégie et la tactique des luttes révolutionnaires futures. En même temps, les dirigeants socialistes roumains ont eu des contacts répétés avec la Parti Communiste de l'Union Soviétique, avec les dirigeants de l'Internationale Communiste, avec Lénine, en vue de leur affiliation à la III^{e} Internationale. L'activité idéologique et organisationnelle déployée en vue de la réorganisation du parti sur des bases nouvelles, marxistes-léninistes, a créé les conditions qui ont permis au Congrès du Parti Socialiste Roumain de 1921 de décider, par le vote de la grande majorité des participants, de la transformation du Parti Communiste Roumain sur la base de l'idéologie marxiste-léniniste a marqué, tant sur le plan politique et idéologique que sur le plan organisationnel, une étape nouvelle, supérieure de développement du mouvement révolutionnaire de Roumanie, du détachement d'avant-garde de la classe ouvrière, elle a donné un nouvel et puissant essor aux luttes politiques et sociales déployées dans notre pays par les larges masses populaires.

Durant la période 1921-1930, on assiste à un développement plus marqué des forces productives, surtout de l'industrie, ce qui exerce une puissante influence sur la vie économico-sociale du pays. Cela correspond d'ailleurs à la période du développement économique et de la stabilisation relative du capitalisme sur le plan international.

De la 1921 á 1924, le Parti Communiste Roumain, dont l'activité se déployant dans les conditions de la légalité, a concentré son attention surtout sur le renforcement organisationnel et sur la définition de sa ligne politique générale. Après sa mise hors la loi, le parti a dû résoudre différents problèmes complexes ; tout en continuant de se préoccuper de la cristallisation de sa ligne générale en concordance avec la situation de la Roumanie à cette

époque-là, il est passé à l'organisation de son activité dans les conditions de la clandestinité – conditions d'oppression et de terreur.

L'activité du parti a été beaucoup entravée par l'absence de l'unité, par l'incompréhension et la méconnaissance des réalités et des processus socio-politiques qui avaient lieu en Roumanie. Cela s'est reflété surtout dans l'adoption de positions erronées en ce qui concerne le problème national et la collaboration avec d'autres forces ouvrières et démocratiques, ce qui a négativement influencé l'accomplissement du rôle organisationnel du parti dans la lutte de la classe ouvrière, des larges masses populaires. A tout cela s'ajoutait aussi le fait que des hommes ne connaissant pas les réalités du pays, y compris des citoyens d'autres Etats, se sont trouvés parfois à la direction du parti.

La crise économique capitaliste mondiale qui a éclaté en 1929 a eu de graves répercussions sur le développement de la Roumanie, sur le niveau de vie des masses populaires. Les conséquences de la crise ont puissamment affecté la classe ouvrière, la paysannerie, une série de catégories sociales moyennes et de nombreux intellectuels. Dans ces circonstances nous assistons à l'essor de la lutte révolutionnaire pour la défense des intérêts économiques des larges masses populaires, contre la préparation de la guerre et l'instauration du fascisme dans le pays, pour des libertés démocratiques et pour une politique de paix.

Au cours des années 1931-1933, le parti réussit à refaire et à consolider son unité, à augmenter ses effectifs et à renforcer ses rapports avec la classe ouvrière et avec d'autres catégories sociales, ce qui eut une influence positive sur sa politique générale. Le V^{e} Congrès du Parti Communiste Roumain a eu une importance cruciale ; on peut affirmer qu'il a marqué une nouvelle étape dans la vie du parti, par l'augmentation de son rôle dans la vie politique du pays, dans la direction des luttes de classe et du mouvement antifasciste de Roumanie. Cela lui a permis de déployer une intense activité dans l'organisation des luttes de classe dans cette période, de passer au développement de la collaboration avec les autres forces ouvrières sur la base du Front Unique. En témoignent les grandes batailles ouvrières qui ont culminé par les luttes des ouvriers du pétrole et des cheminots de l'hiver 1933 ; elles ont prouvé l'élévation du degré de conscience de combativité révolutionnaire de la classe ouvrière, l'accroissement de la capacité du parti d'organiser et de diriger le prolétariat. Tout cela a mis en évidence une fois de plus l'importance de l'unité de la classe ouvrière, du Front Unique Ouvrier créé – dans la lutte – par les communistes et les social-démocrates. Les grandes luttes révolutionnaires déployées par le prolétariat roumain, dans la période qui suivit l'installation au pouvoir de l'hitlérisme en Allemagne, ont aussi suscité un large écho international.

Dans les conditions où la différenciation économique au sein de la paysannerie s'accentue par l'appauvrissement des petits propriétaires en faveur des grands propriétaires fonciers et des koulaks, les mouvements sociaux s'intensifient à la campagne contre la politique des classes au pouvoir. La plus importante révolte est celle des paysans roumains et hongrois de la Vallée du Ghimeş. C'est l'époque de la création du Front des Laboureurs, organisation démocratique de la paysannerie, qui jette les bases de l'alliance organisée entre la classe ouvrière et la paysannerie, dans la lutte pour les intérêts de ceux qui travaillent, pour une politique démocratique.

Durant les années 1934-1938, on assiste à un nouvel essor économique de la Roumanie, surtout dans le domaine de l'industrie. En même temps, la situation politique internationale ne cesse d'empirer, le danger de guerre grandit. En Roumanie, l'activité des organisations fascistes, des forces les plus réactionnaires s'intensifie. Dans ces circonstances, le Parti Communiste Roumain redouble d'efforts en vue de l'union des forces démocratiques antifascistes, pour la défense des intérêts des masses populaires et des libertés démocratiques, contre le fascisme, pour une politique d'amitié avec l'Union Soviétique contre la guerre. Les forces démocratiques antifascistes remportent une série de succès importants dans leur activité – elles parviennent à certaines ententes sur la base du Front Populaire et elles remportent des victoires aux élections partielles de 1936. Le parti démontre ainsi sa capacité d'unir les masses populaires, les forces antifascistes dans la lutte visant à barrer la voie au fascisme, pour une politique de paix. En 1934, des relations diplomatiques sont établies entre la Roumanie et l'Union Soviétique.

La politique antinationale et les mesures antidémocratiques promues par les milieux gouvernants avaient pour but d'étouffer la lutte des forces progressistes, antifascistes, de consolider les positions des forces les plus réactionnaire. Cela a mené à l'instauration de la dictature royale, a ouvert la voie au fascisme, livrent le pays à l'Allemagne nazie.

Sur le plan international, la préparation de la guerre s'intensifie, l'Allemagne fasciste devient de plus en plus agressive, la politique de concessions à l'hitlérisme se solde, à Munich, par une série de capitulations dont les résultats ont été désastreux pour l'indépendance des peuples, pour la cause de la paix.

Dans ces circonstances, le parti renforce sa collaboration avec les autres forces démocratiques, antifascistes de notre pays. Au sein des corporations, l'unité d'action des communistes et des socio-démocrates acquiert un caractère plus organisé. On intensifie aussi la coopération du parti avec d'autres forces démocratiques, avec une partie de la bourgeoisie, y compris certains ministres du gouvernement de dictature royale qui se prononçaient contre

la politique d'asservissement du pays à l'Allemagne nazie. Le parti intensifie son activité visant à unir et à mobiliser les larges masses populaires dans la lutte contre la préparation de la guerre, contre le fascisme.

La mobilisation par la Parti Communiste Roumain, de la classe ouvrière, des forces patriotiques nationales dans la lutte contre l'Allemagne nazie, contre la dictature militaire fasciste

Au cours des années 1939-1940, les luttes de classe pour défendre les intérêts des masses ouvrières gagnent en ampleur, pendant que s'intensifie le mouvement contre le fascisme, pour des libertés démocratiques, contre la guerre antisoviétique, pour une politique de paix et d'amitié avec l'Union Soviétique, avec tous les Etats qui se prononçaient contre la domination hitlérienne. Ces actions ont culminé par la puissante manifestation du 1er Mai 1939, qui a mis en relief la résolution des larges masses populaires de lutter l'arme à la main contre l'Allemagne fasciste.

L'un des objectifs permanents du parti à cette époque fut la lutte ferme contre l'organisation terroriste fasciste «Garda de Fier» («La Gard de Fer»), créée par les milieux de l'oligarchie roumaine, officine de l'hitlérisme en Roumanie. La politique profondément antinationale de cette organisation a porté de graves préjudices au peuple roumain. Le Parti Communiste Roumain a appelé à la lutte, il a uni et organisé la classe ouvrière, les masses populaires des villes et des villages, les intellectuels progressistes, de nombreux hommes politiques démocrates contre cette organisation, contre le racisme et l'antisémitisme, contre les tendances à fasciser le pays.

Dès sa création, le parti s'est résolument prononcé en faveur de la parfaite égalité de droits de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité. Le long des années, il a déployé une vaste activité en vue de défendre les intérêts des travailleurs de nationalité hongroise, allemande et d'autres nationalités, en vue de les organiser, de renforcer la solidarité de tous les travailleurs. Lorsque les positions erronées sur la question nationale eurent été liquidées, on a réalisé des progrès importants dans l'activité politique déployée parmi les travailleurs d'autres nationalités. La politique nationale, marxiste-léniniste du parti, d'affermissement de la solidarité de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, a pleinement confirmé sa justesse dans les luttes de classe des années 1929-1933, dans le mouvement antifasciste des

années 1934-1938 et 1939-1940 et surtout dans la position ferme adoptée vis-à-vis du Diktat de Vienne, dans l'affirmation de la volonté des travailleurs, y compris les travailleurs de nationalité hongroise et allemande, de tout le peuple roumain de défendre l'intégrité et la souveraineté de notre patrie.

La pénétration économique, politique et militaire de l'Allemagne hitlérienne en Roumanie s'intensifie à partir des années 1938-1939. Cela a déterminé le parti à porter au premier plan – en dépit de certaines thèses erronées de ce temps-là, qui affirmaient que le principal danger était l'impérialisme anglo-français et non l'hitlérisme – la mobilisation des forces nationales contre la politique de domination et de subordination promue par l'Allemagne nazie, politique qui représentait un grave danger aussi bien pour l'indépendance nationale que pour la paix internationale.

La politique de concessions et de capitulation devant l'Allemagne promue sur le plan international, ainsi que la politique antinationale des milieux les plus réactionnaires de Roumanie et l'instauration de la dictature militaire-fasciste, en septembre 1940, ont ouvert la voie à l'asservissement complet de notre pays à l'Allemagne hitlérienne. Ce fut la plus sombre période de l'histoire moderne de la Roumanie.

La lutte du Parti Communiste Roumain contre la guerre antisoviétique, pour la sortie de la Roumanie de la guerre et son ralliement à la coalition antifasciste

La politique impérialiste visant un nouveau partage du monde et la domination mondiale promue par l'Allemagne nazie a fait éclater la Seconde Guerre mondiale. Les concessions et la soumission à l'hitlérisme, le manque de fermeté et d'unité des Etats européens et d'autres Etats devant la politique d'agression menée par l'impérialisme allemand ont permis à Hitler de déclencher la guerre, d'attaquer et d'asservir l'un après l'autre un grand nombre d'Etats d'Europe, dont la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Yougoslavie, la France, la Belgique, les Pays-Bas, les pays scandinaves.

Dans ces circonstances, trahissant les intérêts nationaux du peuple, les milieux réactionnaires fascistes de Roumanie ont livré le pays à l'Allemagne fasciste. Au début de la guerre, la Roumanie s'est trouvée isolée sur le plan international, ce qui a facilité son démembrement. Le diktat impérialiste de Vienne et, ensuite, l'entrée des troupes allemandes dans notre pays, avec l'accord de la dictature militaire-fasciste dans le cadre de laquelle la «Garda de Fier» jouait le rôle principal, a conduit en fait à l'occupation de la Roumanie par les armées hitlériennes. Peu après, notre pays a été forcé d'entrer dans la guerre contre

l'Union Soviétique, à côté de l'Allemagne fasciste. La guerre, les grandes destructions qu'elle a causées, le pilage des richesses du pays par les hitlériens ont amené la Roumanie sur le seuil d'une véritable catastrophe nationale. Tout cela a été possible aussi en raison du fait que, n'ayant pas compris à temps la gravité de la situation, les forces démocratiques, antifascistes, n'avaient pas répondu à l'appel du Parti Communiste Roumain de se dresser avec toute la fermeté à la lutte contre le fascisme et la guerre. Cette attitude a coûté cher à notre peuple tout entier.

Comme on le sait, poursuivant leur politique impérialiste de domination et transgressant le Traité de non-agression conclu entre l'Union Soviétique et l'Allemagne nazie en 1939, les armée hitlériennes ont attaqué l'URSS en été 1941. L'agression armée contre l'Union Soviétique a radicalement changé le cours des événements internationaux, le déroulement de la guerre. La coalition antihitlérienne se forme et se développe, la lutte des peuples contre l'hitlérisme s'intensifie.

Par son ampleur, par les destructions massives qu'elle a causées et par les dizaines de millions de vies humaines qu'elle a coûté, la Seconde Guerre mondiale fut la période la plus noire, la plus dure et la plus destructrice de l'histoire de l'humanité.

Déclenchée par l'Allemagne hitlérienne et les autres pays de l'Axe dans le but de la domination impérialiste, la guerre a revêtu aussi, par la lutte des forces qui se sont opposées à cette politique, un caractère antifasciste. La lutte héroïque des peuples soviétiques, des forces de la coalition antifasciste, la participation à la lutte de larges forces sociales du monde entier, de toute une série de peuples se sont transformées en une offensive acharnée de l'humanité pour liquider le plus grand danger qui eût jamais menacé la civilisation humaine – le fascisme, – qui visait l'abolition des libertés démocratiques et de l'indépendance nationale des peuples, leur asservissement, la domination du monde. Cette lutte internationale gigantesque a conduit en fin de compte à l'anéantissement du fascisme et a démontré que, si les forces démocratiques, les peuples agissent en unité, ils peuvent défendre la liberté, l'indépendance et la souveraineté, ils peuvent vaincre tout agresseur, quelque puissant qu'il soit, ils peuvent imposer la paix et la sécurité dans le monde.

Dès le début, le Parti Communiste Roumain s'est dressé résolument contre la guerre antisoviétique, se prononçant fermement en faveur de la sortie de cette guerre et du ralliement de la Roumanie aux forces de la coalition antihitlérienne. En conformité avec cette ligne politique générale, le parti est passé à l'organisation de nombreuses actions –grèves, manifestations, sabotages de la machine de guerre fasciste –, à la création des unités de partisans et des formations patriotiques en tant qu'unités de lutte contre le fascisme, pour la

conquête de l'indépendance du pays. En même temps, on a intensifié les actions visant la consolidation de l'unité de la classe ouvrière, la collaboration avec le Parti Social-démocrate et avec d'autres forces démocratiques. En1943, on a créé le Front Patriotique Antihitlérien, et le 1er mai 1944, on a réalisé le Front Unique Ouvrier entre le Parti Communiste et le Parti Social-démocrate, puis le Bloc National Démocrate. En même temps, le parti a déployé une large activité dans les rangs de l'armée, renforçant ses relations avec les forces militaires, y compris des généraux et des officiers des commandements supérieurs ; simultanément, des contacts ont été établis avec le palais royal.

Le Parti Communiste Roumain a agi avec toute la fermeté pour l'union de toutes les forces patriotiques nationales ; grâce à cette activité, on a pu réaliser une large coalition de tous ceux qui se prononçaient, sous une forme ou une autre, pour le renversement de la dictature fasciste, pour la sortie de la guerre antisoviétique et le ralliement à la coalition antihitlérienne.

La politique antinationale de la dictature militaire-fasciste, le pillage des richesses nationales par l'Allemagne hitlérienne ont conduit à une situation particulièrement grave dans l'économie du pays. Le mécontentement général et la haine contre le gouvernement de dictature militaire-fasciste et contre l'Allemagne hitlérienne augmentaient, le peuple entier affirmait avec toujours plus de force sa volonté de lutte pour mettre un terme à la situation créée. C'étaient là les conditions intérieures en été 1944.

En même temps, sur le plan international, le cours des événements devenait toujours plus favorable aux forces antifascistes alliées. Les brillants succès des armées soviétiques – qui ont porté le fardeau le plus lourd de la guerre, apportant la contribution la plus importante à la défaite de l'Allemagne exerçaient une influence considérable sur le déroulement général de la lutte antifasciste.

Le débarquement des alliés et les succès obtenus sur les différents fronts contre les armées hitlériennes ont aussi exercé une puissante influence sur le cours de la guerre. La lutte antifasciste menée par les peuples d'Europe, le mouvement des partisans, qui a porté des coups durs à la machine de guerre hitlérienne ont joué un rôle important ; les forces populaires ont apporté une contribution de grande importance à la cause générale de la victoire dans la guerre antifasciste.

Comme on le sait, en été 1944 les troupes soviétiques portaient des coups durs au armées hitlériennes, pénétrant, au cours de combats, sur le territoire de la Roumanie. Dans ces circonstances, l'Allemagne et le gouvernement d'Antonescu s'apprêtaient à prendre des mesures extrêmes, à organiser la mobilisation générale des forces en vue de consolider sur le

territoire roumain la résistance contre les armées soviétiques. Empêcher la réalisation de ces plans de continuation de la guerre contre l'Union Soviétique, passer au renversement du régime fasciste de Roumanie et tourner les armes contre les troupes hitlériennes constituaient une nécessité historique, un impératif pour hâter la victoire de la coalition antifasciste. Le grand mérite de notre parti communiste est d'avoir su, dans ces circonstances, organiser ses rangs, renforcer la collaboration avec les autres forces, q compris les forces armées, et passer à l'attaque décisive, d'avoir été à la hauteur de sa mission historique de défendre les intérêts nationaux du peuple tout entier.

La réalisation de l'insurrection nationale armée antifasciste et anti-impérialiste, la participation de la Roumanie à la guerre antifasciste

Dans ces conditions favorables sur les plans intérieur et extérieur, le Parti Communiste Roumain, en collaboration avec les autres forces démocratiques, patriotiques, a réalisé, le 23 Août 1944, l'insurrection nationale armée antifasciste et anti-impérialiste. On a réalisé le renversement de la dictature militaire-fasciste et le passage de notre pays, avec tout son potentiel, avec toute son armée, aux côtés de l'Union Soviétique, de la coalition antihitlérienne. Il convient de souligner que, en l'absence de ces circonstances intérieures et internationales favorables, il aurait été difficile, sinon impossible, d'organiser et de déployer avec succès la grande bataille qui a ouvert une nouvelle ère dans l'histoire de la Roumanie.

L'accomplissement de l'acte historique du 23 Août 1944 marque un moment décisif du développement de notre pays sur un nouveau chemin, ouvrant la voie à la libération de la domination de l'Allemagne nazie et au passage à la réalisation de profondes transformations sociales révolutionnaires en Roumanie. En même temps, la victoire de l'insurrection et l'entrée de l'armée roumaine dans la guerre anti-hitlérienne ont été appréciées sur le plan international comme des actes ayant de profondes implications sur le déroulement de la Seconde Guerre mondiale. Cela a accéléré l'effondrement du front fasciste dans cette zone de l'Europe, a déjoué les tentatives d'Hitler et d'Antonescu d'organiser sur le territoire de la Roumanie une nouvelle ligne de résistance militaire, a ouvert la voie à l'avance rapide des troupes soviétiques dans les Balkans et vers le centre du continent.

Renversant la dictature militaire-fasciste, la Roumanie s'est ralliée aux armées soviétiques, à la coalition anti-hitlérienne, et s'est engagée avec toute l'armée, avec toutes les forces matérielles et humaines, dans la lutte pour la libération complète du territoire du pays, pour la libération de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie, jusqu'à la défaite définitive de

l'Allemagne hitlérienne. Par son héroïsme et sa contribution à la guerre antifasciste, à la défaite de l'Allemagne nazie, le peuple roumain a démontré qu'il n'avait eu rien de commun avec la participation du fascisme de notre pays à la guerre contre l'Union Soviétique. Il a prouvé par des faits d'armes l'amitié avec l'Armée Rouge, le désir de collaborer avec l'Union Soviétique, l'aspiration à développer des relations avec tous les peuples du monde.

Dans ces circonstances, il a été démontré que la politique du Parti Communiste Roumain répond pleinement aux aspirations et aux intérêts vitaux de tout notre peuple. Le parti a fait preuve de sa force et de sa capacité d'organiser et d'unir toutes les forces démocratiques et patriotiques dans la lutte pour le renversement de la dictature militaire-fasciste et pour la garantie du développement libre, indépendant et démocratique du pays.

DEUXIÉME PARTIE

LA LUTTE DU PARTI COMMUNISTE POUR L'INSTAURATION DU POUVOIR RÉVOLUTIONNAIRE-DÉMOCRATIQUE, LE RENVERSEMENT DES CLASSES EXPLOITEUSES, L'ACCOMPLISSEMENT DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE ET L'ÉDIFICATION DU NOUVEAU RÉGIME SOCIAL

Le renversement de la dictature militaire-fasciste a ouvert la voie à la libération définitive de la Roumanie de la domination impérialiste, à l'accomplissement des aspirations du peuple roumain d'être libre et maître de ses richesses et de son travail, de sa propre destinée. Cela a inauguré dans la société roumaine une époque de profondes transformations révolutionnaires, démocratiques, l'époque de la conquête du pouvoir par la classe ouvrière, en alliance avec la paysannerie et les larges masses populaires. L'époque suivante a marqué le début d'une nouvelle histoire de notre patrie – l'histoire de l'accomplissement des idéaux de justice sociale et nationale, pour lesquels avaient lutté d'innombrables générations de devanciers, de la conquête totale de l'indépendance et de la souveraineté nationales de la Roumanie, du droit sacré du peuple roumain d'être maître dans son propre pays.

La réorganisation du parti et des organisations de masse et publiques dans la lutte pour la conquête du pouvoir et la transformation révolutionnaire de la société roumain

Simultanément à la victoire historique du 23 Août 1944, une nouvelle étape a commencé dans le développement et dans l'activité de notre parti. Situant au premier plan la mobilisation des forces du peuple dans la guerre contre l'Allemagne hitlérienne, le parti est immédiatement passé, après le 23 Août, à la réorganisation, sur des bases nouvelles, dans des conditions légales, de son activité, de l'activité des syndicats unitaires, des organisations de la jeunesse et des femmes, d'autres organisations démocratiques. On a assuré ainsi les conditions organisationnelles et politiques pour l'union de la classe ouvrière, pour l'intensification de la lutte en vue des transformations démocratiques en Roumanie. Le fait que le parti a réussi, au cours de quelques mois, à créer des organisations puissantes dans tous les départements et toutes les localités du pays témoigne de son influence et de sa capacité organisationnelle. Cela a rendu possible la réalisation – même dans les conditions de la guerre – de la réforme agraire et l'instauration, le 6 mars 1945, du premier gouvernement démocratique – gouvernement révolutionnaire démocratique à caractère ouvrier-paysan prononcé – expression de la large collaboration des forces qui se prononçaient en faveur des profondes transformations révolutionnaires, sociales et politiques. On est passé aussi à la réalisation d'autres réformes sociales, à la démocratisation de l'appareil d'Etat.

La Conférence Nationale du parti d'octobre 1945 a joué un rôle important dans l'orientation de l'activité des communistes et des forces démocratiques du pays dans cette période. En tant que première manifestation de ce genre organisées dans des conditions de liberté, après 20 années d'activité clandestine, la Conférence a dressé le bilan des succès historiques obtenus par le parti dans la lutte révolutionnaire et a tracé les lignes directrices de l'activité future. La Conférence Nationale a mis à l'ordre du jour la mobilisation des forces pour le redressement et le développement de l'économie nationale et l'amélioration des conditions de vie de la population, a élaboré le programme des transformations démocratiques qui s'imposaient à cette étape, indiquant le passage à l'industrialisations du pays comme objectif principal pour la garantie du progrès général de la société roumaine.

En même temps, la Conférence a établi la tâche du renforcement continu du parti, de son unité politique, idéologique et organisationnelle, du déroulement d'une activité intense en vue de la consolidation du Front Unique et de la réalisation de l'unité de la classe ouvrière. Les résolutions de la Conférence ont revêtu une importance particulière pour le déroulement

avec succès des grandes luttes de classe qui ont suivi, pour la réalisation des profondes transformations révolutionnaires et démocratiques dans notre pays.

Dans cette période, on a pris des mesures résolues contre la politique des milieux réactionnaires qui tentaient de rejeter les difficultés économiques sur les épaules des larges masses populaires, pour l'épuration de l'appareil d'état des éléments fascistes, anti-démocratiques, on a œuvré fermement au développement du Front Unique Ouvrier et à la collaboration avec les autres forces démocratiques, à l'isolement des forces réactionnaires des partis bourgeois. Les grandes batailles révolutionnaires déployées dans les années qui ont suivi la libération, le passage à l'organisation des comités ouvriers et l'institution du contrôle de la classe ouvrière sur les entreprises ont eu une importance décisive pour le processus révolutionnaires dans son ensemble ; il en fut de même pour la prise d'assaut des préfectures et des mairies et l'installation des nouveaux préfets et maires, pour la constitution des comités paysans et pour la distribution des terres des grands propriétaires fonciers aux paysans sans terre ou ayant peu de terre. Pendant ces amples luttes de classe, économiques, sociales et politiques, l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse s'est cimentée, l'unité avec les intellectuels et avec d'autres catégories sociales s'est renforcée, la fraternité des travailleurs roumains, hongroise, allemands et d'autres nationalités s'est consolidée, le rapport des forces a changé dans le pays et le rôle des masses populaires a augmenté dans l'ensemble de la vie politique. La victoire remportée aux élections de 1946 constitue la plus éloquente expression de l'adhésion des larges masses populaires à la politique de transformation démocratique, révolutionnaire du pays, politique promue par le parti.

Toute la période allant du 23 Août 1944 à la fin de 1947 se caractérise par de grands combats révolutionnaires qui ont conduit à la réalisation de profondes transformations sociales, à l'accomplissement d'une politique nationale de parfaite égalité de droits entre les nationalités, à une série de réformes économiques et sociales en faveur des masses populaires. Pendant ces années, on a déployé une intense activité visant la réfection de l'économie nationale, la réalisation de la réforme agraire et d'autres réformes structurales à caractère démocratique révolutionnaire, on a agi en vue de l'accroissement du rôle de la classe ouvrière et de sa participation directe à la direction de l'activité des entreprises. Cette étape a marqué la réalisation de la révolution populaire-démocratique, l'instauration du pouvoir des ouvriers et des paysans, l'engagement de notre peuple dans la voie de l'édification libre de son avenir.

Pendant toutes ces grandes luttes de classe et tous ces mouvements révolutionnaires de masse, le Parti Communiste Roumain s'est affirmé comme la plus puissante force politique

de Roumanie, remplissant avec honneur sa mission d'organisateur et de dirigeant de la classe ouvrière, des larges masses populaires, les conduisant avec succès à la victoire.

L'instauration du pouvoir démocratique-populaire, la réalisation de la révolution sociale

Simultanément à l'abolition de la monarchie et à la proclamation de la République, le 30 Décembre 1947, la Roumanie est entrée dans une étape nouvelle de son développement. La conquête de tout le pouvoir politique par la classe ouvrière en alliance avec la paysannerie laborieuse et avec les autres catégories de travailleurs et l'instauration du régime de démocratie populaire marquent le passage à l'accomplissement des tâches de la révolution socialiste. La nationalisation de l'industrie, des banques, des transports et du commerce a conduit à la liquidation de la propriété capitaliste sur les moyens de production, à la création dans l'économie de la propriété socialiste du peuple tout entier, ce qui a marqué en fait le début de l'édification de la société socialiste en Roumanie.

Un objectif central de la lutte révolutionnaire du Parti Communiste dans cette période a été la réfection et la cimentation de l'unité de la classe ouvrière, à laquelle incombait le rôle historique décisif dans la conquête du pouvoir politique et économique dans l'Etat, dans la liquidation de la domination des classes exploiteuses, dans l'accomplissement de la révolution socialiste et le passage á l'édification du nouveau régime.

La réalisation de l'unité politique, idéologique et organisationnelle de la classe ouvrière par l'unification du Parti Communiste avec le Parti Social-Démocrate et la création, sur la base de la conception marxiste-léniniste, en février 1948, du Parti Ouvrier Roumain, qui comptait presqu'un million de membres, ont assuré la force politique et organisationnelle nécessaire à la direction de l'œuvre complexe de transformation socialiste du pays, d'édification du nouveau régime social. La création du parti révolutionnaire unique de la classe ouvrière a liquidé définitivement la scission dans notre mouvement ouvrier, a constitué une importante victoire des forces révolutionnaires de Roumanie. Cela a représenté une nécessité objective du développement avec succès de la révolution de l'accomplissement de la mission historique qui incombait au prolétariat en sa qualité de classe dirigeante de la société. Sur cette base, le parti a assuré la mobilisation et l'union de toutes les forces révolutionnaires, démocratiques du peuple en un seul torrent – ce qui a eu un rôle déterminant dans le déroulement avec succès des grandes batailles politiques qui ont conduit à l'instauration du régime socialiste en Roumanie.

Simultanément à l'édification du secteur socialiste dans l'industrie est apparue la nécessité de l'organisation de l'agriculture sur des bases socialistes. Le Plénum du Comité Central de mars 1949 a décidé d'organiser le secteur d'Etat dans l'agriculture et de passer à la coopérativisation de l'agriculture. Cela a constitué le début d'une étape nouvelle dans la réalisation de la révolution agraire, un moment d'une importance exceptionnelle sur la voie du développement socialiste de notre pays.

Le parti a organisé et dirigé fermement les efforts du peuple tout entier pour la reconstruction de l'économie nationale – épuisée et ruinée par la guerre, par la domination de l'Allemagne fasciste –, contre les actions de sabotage entreprises par les forces réactionnaires, pour l'accomplissement des obligations qui revenaient à la Roumanie dans le cadre des dédommagements de la guerre, pour l'amélioration des conditions matérielles de vie des masses populaires. La reconstruction de l'économie du pays, l'augmentation de la production, la liquidation des séquelles de la guerre, ainsi que l'expropriation des expropriateurs ont créé des conditions pour le passage à l'organisation et à la direction planifiée de l'économie, pour le commencement de l'œuvre de construction de la base technico-matérielle du socialisme.

Le déroulement avec succès de l'œuvre d'édification de régime socialiste en Roumanie

La propriété socialiste sur les moyens de production a permis à l'Etat démocratique populaire des ouvriers et des paysans de jeter les bases du développement planifié de l'économie nationale, de l'orientation consciente des efforts matériels et humains en concordance avec les exigences et les objectifs majeurs de la construction socialiste. Le premier plan quinquennal, 1951-1955, a concrétisé pour la première fois, dans une conception unitaire, les objectifs fondamentaux de la politique du parti de développement économico-social du pays et d'élévation du niveau de vie des larges masses populaires.

Se guidant sur l'enseignement marxiste-léniniste, partant des réalités de notre pays et s'appuyant sur les forces du peuple roumain, le Parti Communiste a mis au centre de sa politique l'industrialisation du pays en tant que base du progrès de l'économie et de la culture, de l'élévation du niveau de vie du peuple, du développement multilatéral de la société, de la garantie de l'indépendance et de la souveraineté nationales. Les efforts fournis par le peuple roumain en vue de l'industrialisation socialiste du pays se sont matérialisés dans des réalisations d'une importance historique ; l'industrie a été équipée à un niveau technique

toujours plus élevé, pour être capable de valoriser de plus en plus efficacement les riches ressources naturelles du pays.

L'établissement de l'agriculture sur des bases nouvelles, socialistes, a été aussi un objectif central du parti. La coopérativisation de l'agriculture a signifié une profonde révolution dans la vie du village ; la paysannerie a été libérée du fardeau de l'exploitation, devenant maître de son sort et des fruits de son travail. Le parti a mené une politique d'entraînement de toutes les couches de la paysannerie sur la voie du socialisme. Grâce à la politique agraire juste menée par le parti, à sa vaste activité politique et organisationnelle, à la compétence et l'esprit laborieux de la paysannerie, la profonde réorganisation de la production et des relations sociales à la campagne s'est accompagnée de l'augmentation continuelle de la production agricole. Cela a constitué un facteur important dans l'équilibre de l'économie nationale, dans la satisfaction des besoins de la population.

Le processus de création et de développement de la propriété socialiste dans l'industrie et de la propriété socialiste-coopérative dans l'agriculture ouvre une longue période. Les plans quinquennaux 195-1955, 1956-1960, 1961-1965 ont assuré la création de la base technico-matérielle de la société socialiste dans l'industrie et dans l'agriculture ; cet objectif a été réalisé par l'achèvement de la coopérativisation de l'agriculture et l'organisation de l'activité des coopératives agricoles de production. Pendant le quinquennat 1961-1965, on a créé en Roumanie l'économie socialiste unitaire, qui a marqué la victoire complète du socialisme dans tous les secteurs d'activité, la liquidation définitive des classes exploiteuses, l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, l'affirmation des principes socialistes dans la vie sociale. La politique du parti tendant à la liquidation de l'analphabétisme, à l'élévation du niveau de connaissances des larges masses populaires, au développement de l'enseignement de tous degrés, à la formation des cadres nécessaires à tous les secteurs d'activité a eu un rôle important dans l'œuvre d'édification du socialisme.

Dans cette étape, qui s'étend sur plus de 15 années, le parti a déployé une intense activité politico-organisationnelle, réussissant à résoudre de manière adéquate les problèmes multiples de l'édification du nouveau régime social. En même temps, il a dû faire face à des difficultés d'ordre intérieur, qui ont fait diminuer sa capacité de lutte, qui l'ont souvent soustrait à ses préoccupations principales. On a commis aussi une série de fautes dans la solution des problèmes dans une certaine période, concernant l'attitude à l'égard de certaines catégories sociales et nationalités, surtout dans l'activité ayant trait à la paysannerie. On a commis de graves illégalités et on a commis des abus envers certains militants de prestige du parti. Mais le parti a su trouver chaque fois la force nécessaire pour surmonter les difficultés,

pour liquider les lacunes et les fautes, pour assurer la marche en avant de l'édification socialiste. En dépit des différentes déficiences, la caractéristique de l'activité générale du parti a toujours été de servir avec dévouement les intérêts fondamentaux du peuple, d'appliquer de manière créatrice les principes généraux du socialisme scientifique aux conditions concrètes de notre pays, d'unir et d'organiser avec succès les masses travailleuses dans l'édification du nouveau régime social sur le sol de la Roumanie.

La consolidation de la société socialiste, de sa base technico-matérielle

Le IX^{e} Congrès du parti, qui s'est tenu en 1965, l'adoption de la nouvelle Constitution et la proclamation de la République Socialiste de Roumanie marquent le débit d'une nouvelle période dans le développement socialiste du pays, dans l'activité du parti. Le plan quinquennal 1966-1970 a eu le rôle de consolider l'édification socialiste, la base technico-matérielle de la nouvelle société. On a accompli les résolutions du IX^{e} Congrès concernant le développement de l'industrie – facteur décisif du progrès général du pays, de l'élévation du bien-être du peuple, de la consolidation de notre indépendance nationale. Pendant ces années, on a accordé une attention accrue à la création de branches industrielles modernes, fondamentales, au développement rapide de l'industrie des constructions mécaniques, de la chimie, de la métallurgie et d'autres branches. On est passé également à l'organisation de l'activité de recherche sur des bases nouvelles, dans toutes les branches, et on a assuré des conditions pour l'assimilation dans la production des conquêtes les plus avancées de la science et de la technique. La base matérielle de l'agriculture a connu un développement puissant, l'organisation de l'activité des coopératives de production a été perfectionnée. On a pris de nouvelles mesures en vue d'une meilleure organisation de l'enseignement, du passage à l'enseignement obligatoire de 8 ans, du développement de l'enseignement moyen, du rapprochement plus marqué de toute l'instruction publique de la production. On a réalisé dans de bonnes conditions les prévisions concernant l'élévation du niveau de vie matériel et spirituel du peuple tout entier.

La réorganisation administrative-territoriale du pays, qui a éliminé une série de maillons et d'échelons intermédiaires, rapprochant la direction des unités fondamentales, de l'activité de production, a eu une importance particulière pour le développement de l'édification socialiste. On a promu fermement la politique de distribution harmonieuse des forces productives sur tout le territoire de la patrie, ce qui a conduit à l'élévation rapide, économique et culturelle, des régions moins développées, a donné une nouvelle et puissante

impulsion à la vie économique et sociale de toutes les zones du pays. On a pris aussi un ample ensemble de mesures visant le perfectionnement de la planification, de l'organisation et de la direction de l'économie et de toute la vie sociale, on a légiféré les attributions et les responsabilités des différents rouages économiques, leurs relations, on a créé les conditions requises par une direction plus dynamique et plus souple qui assure la valorisation à rendement supérieur du potentiel matériel et humain du pays, l'accroissement de l'efficience économique, l'augmentation à un rythme plus rapide du produit sociale et du revenu national. On a agi également pour perfectionner la démocratie socialiste et tout premièrement la démocratie économique, pour institutionnaliser la direction collective, les assemblées générales des travailleurs, pour assurer le cadre adéquat à une participation plus intense, effective, des masses de travailleurs – en leur double qualité de propriétaires des moyens de production et de producteurs – à l'administration des entreprises et des institutions, de notre patrimoine socialiste, au gouvernement de la société.

La réalisation avec succès des objectifs prévus pour la période 1966-1970 a consolidé l'économie nationale, renforcé la base technico-matérielle de la société, cimenté davantage notre régime socialiste, permettant le passage à une nouvelle étape de développement du pays.

Cependant, le parti a continué à renforcer ses rangs en y faisant entrer les fils de la classe ouvrière, de la paysannerie et des intellectuels les plus avancés, à armer toujours plus fermement ses membres, tous les travailleurs, de la théorie scientifique du prolétariat du monde et de la vie, de sa ligne politique générale intérieure et extérieure qui répond pleinement aux intérêts du peuple tout entier. Le parti a augmenté sa capacité politico-organisationnelle, en accomplissant avec honneur son rôle d'organisateur et de dirigeant de l'édification socialiste, de force politique révolutionnaire qui guide indéfectiblement notre nation sur la voie du progrès et de la civilisation, du bien-être et du bonheur.

Le passage à l'édification de la société multilatéralement développée

Sur la base de ces résultats, le X^{e} Congrès, donnant une haute appréciation au travail héroïque fourni par le peuple roumain, sous la direction du parti, dans les années de l'édification socialiste, a estimé que les conditions nécessaires avaient été créées pour passer à une étape nouvelle du développement socialiste du pays – l'étape de l'édification de la société socialiste multilatéralement développée. Cette étape a commencé par la réalisation du quinquennat 1971-1975 et comprendra, comme on l'a souligné au X^{e} Congrès, une période de plusieurs quinquennats.

Le plan quinquennal 1971-1975 assure un puissant développement des forces productives sur tout le territoire du pays et l'élévation de l'activité générale économique, politique et organisationnelle à un niveau supérieur.

Le bilan de l'activité déployée par la classe ouvrière, par le peuple tout entier, sous la direction du Parti Communiste, en vue d'édifier le socialisme en Roumanie, est particulièrement positif, les résultats obtenus dans tous les domaines d'activité sont remarquables.

La société roumaine a connu les plus profonds changements structuraux d'ordre économique, social et politique que son histoire ait jamais connus. En moins de 25 années, la Roumanie s'est transformée, d'un pays à caractère agraire accentué, ayant une industrie faiblement développée et une agriculture, retardataire, en un pays industriel-agraire, disposant d'une industrie puissante, en plein essor – organisée sur la base des conquêtes de la science et de la technique modernes, fondée sur la propriété socialiste du peuple entier – en d'une agriculture socialiste d'Etat et coopérative en plein processus de modernisation, capable d'assurer l'approvisionnement dans de bonnes conditions de la population en produits vivriers.

La vie a pleinement témoigné de la justesse de la ligne générale marxiste-léniniste de notre parti d'industrialisation socialiste – facteur décisif de la liquidation du retard économique, du développement de toute l'économie à un rythme soutenu, de l'élévation du niveau de vie du peuple, de la consolidation de l'indépendance et de la souveraine nationales, de la marche en avant ferme sur la voie du progrès et de la civilisation. On a également confirmé la justesse de l'orientation de la politique du parti dans la question agraire ; on a démontré que la coopérativisation de l'agriculture a une importance décisive pour la victoire du nouveau régime, pour le développement général de la société. La grande propriété socialiste agricole a pleinement témoigné de sa supériorité par rapport à la petite ferme paysanne, assurant l'utilisation rationnelle des moyens techniques et de la main-d'œuvre, des conquêtes de la science moderne, l'augmentation de la production agro-alimentaire et l'amélioration de la vie des paysans. L'expérience a mis en évidence, en même temps, la justesse de la politique du parti dans le domaine de la révolution culturelle, des efforts fournis en vue de l'extension et du perfectionnement de l'enseignement de tous degrés, du développement de la science et de la technique – facteurs essentiels de l'élévation du niveau de culture du peuple, du progrès multilatéral du pays sur la voie de la civilisation moderne. L'élévation du niveau de vie matériel et spirituel du peuple, la satisfaction des nécessités vitales des travailleurs, le bien-être et le bonheur de l'homme, l'accomplissement multilatéral

de la personnalité humaine ont fait en permanence l'objet de l'entière activité révolutionnaire du parti, de l'œuvre d'édification socialiste ; on a démontré que la politique du parti est l'expression fidèle des intérêts vitaux du peuple tout entier. L'expérience de la transformation révolutionnaire de la société roumaine a relevé également l'importance de premier ordre de la préoccupation du parti pour la réalisation des idéaux et des normes socialistes de vie, des principes de l'éthique et de l'équité, de la rétribution socialiste d'après la quantité et la qualité du travail, d'après la contribution de chacun au progrès de la patrie, à l'édification du nouveau régime social.

Toute l'œuvre d'édification socialiste est l'expression vivante du fait que notre parti a rempli avec honneur son rôle de force politique dirigeante de la nation, assurant l'application créatrice des lais objectives générales aux conditions concrètes de Roumanie et l'union – sur la base de sa politique marxiste-léniniste – des efforts du peuple tout entier dans la lutte pour l'édification d'un monde nouveau. L'expérience accumulée par le Parti Communiste Roumain, par notre peuple, dans la transformation révolutionnaire de la société roumaine, est une contribution à l'enrichissement du trésor général de la théorie et de la pratique révolutionnaire mondiale, au développement du socialisme scientifique.

Les grandes réalisations dans l'édification du socialisme dans notre pays témoignent de la force créatrice de la classe ouvrière, qui remplit avec succès son rôle de classe dirigeante de la société, illustrent la vitalité de l'alliance ouvrière-paysanne, de la collaboration étroite avec les intellectuels. Ces réalisations relèvent la force unie de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, la capacité créatrice de notre peuple, qui, maître de ses destinées, forge sa vie en toute liberté, conformément à sa volonté et à ses aspirations.

Par la révolution socialiste, en assurant l'édification avec succès du nouveau régime social dans notre patrie, le peuple roumain a accompli non seulement une grandiose œuvre historique nationale, mais il a apporté aussi une contribution importante à la lutte des forces révolutionnaires du monde entier pour la liberté et le progrès social, à la cause du renforcement du socialisme dans le monde, à l'accroissement de son prestige et de son influence sur le développement social contemporain.

(*Programme du Parti Communiste Roumain d'édification de la société socialiste multilatéralement développée et d'avance de la Roumanie vers le communisme*, Bucarest, Editions Meridiane, pp.23-63)

5. <u>1976, mars</u> – La une de la revue *Noi, Tracii*, no. 19/1976 : « La formation du peuple roumain », par Constantin C. Giurescu

PI 1568 dublet

Nr. 19 - MARTIE 1976

NOI TRACII

BULETIN CIRCULAR TRACOLOGIC
al
CENTRULUI DE STUDII ISTORICE DE LA VENETIA

19
76

Secretariatul de redactie: MILANO, via Larga 11

DIRECTOR - FONDATOR: PROF. Dr. CONST. I. DRAGAN

Redactor: Prof. MANOIL HAIVAS.

Ceaşcă şi ulcior
- epoca bronzului -
descoperite la Costişa (Neamţ)

(Muzeul arheol.P. Neamţ)

P. 49738/1976

LA FORMATION DU PEUPLE ROUMAIN

par Dr.Const.C.Giurescu
Professeur à l'Université de Bucarest

La formation du peuple roumain dans l'espace carpato-danubien et sa continuité dans cet espace est un processus semblable à celui de la formation et de la continuité des autres peuples romans européens: les Français, les Italiens, les Espagnols et les Portugais. Nous constatons d'abord chez tous ces peuples un élément ethnique de base: les Gaulois chez les Français, les Celtibères chez les Espagnols et les Portugais, les Gaulois au nord, les Etrusques au centre pour les Italiens. Chez les Roumains, il y eut les Daco-Gètes, branche nordique des Thraces.

A cet élément autchtone s'ajoutèrent les colons romains, apportant avec eux le latin vulgaire, la civilisation et la culture romaines. Ces colons assimilèrent, dans un espace de temps variable, selon les circonstances et le nombre des colons, l'élément de base, autochtone, engendrant de nouvelles synthèses ethniques: les Gallo-Romains en Gaule, les Daco-Romains dans la région carpato-danubienne, les Ibéro-Romains en Espagne et au Portugal, les Romains en Italie. Sur ces nouvelles synthèses ethniques s'exerça l'action des éléments migrateurs: germaniques dans l'Ouest de l'Europe et en Italie, slaves dans le sud-est de l'Europe. C'est ainsi qu'en Gaule s'établirent les Francs - lesquels donnèrent leur nom au peuple français - ainsi que les Visigoths et les Burgondes, en Espagne les Visigoths, au Portugal les Suèves, en Italie du nord les Lombards - d'où vient le nom de Lombardie - en Italie du centre, les Visigoths, les Ostrogoths et les Hérules, dans le territoire Carpato-danubien, les Slaves.

BIBLIOTECA

6. <u>1977</u> – Célébration du centenaire de l'indépendance roumaine : Reconstitution des luttes des Daces contre l'Armée romaine (*Source : Archives Nationales de Roumanie***)**

7. <u>1983, 1 décembre</u> – Exposé de Nicolae Ceauşescu à l'assemblée solennelle consacrée au 65e anniversaire de la constitution de l'État national unitaire roumain

Chers camarades,

A l'occasion du 65e anniversaire de la grande fête nationale de notre peuple − l'union de la Transylvanie à la Roumanie et la constitution de l'Etat national unitaire roumain − j'adresse aux participants à l'assemblée solennelle, à tout notre peuple, au nom du Comité Central du parti, du Conseil d'Etat et du gouvernement, de même qu'en mon nom, un chaleureux salut révolutionnaire et les meilleurs vœux.

La constitution de l'Etat national unitaire, il y a soixante-cinq ans, représentait une éclatante victoire historique de la longue lutte héroïque des masses populaires pour la création de la nation roumaine, marquait l'accomplissement du rêve séculaire de tous les Roumains de vivre unis dans les frontières d'un même pays, dans un Etat unique, libre et indépendant.

Commémorant ce grandiose événement, nous évoquons avec une profonde reconnaissance le souvenir de nos illustres devanciers, de tous ceux qui, avec un amour infini du pays et du peuple, ont lutté et se sont sacrifiés pour les nobles idéaux de l'Union, pour l'unité, la liberté et la dignité de notre patrie bien-aimée. En ces moments solennels, nous portons un vibrant hommage aux patriotes, aux révolutionnaires, à toutes les forces progressistes qui ont lutté avec enthousiasme pour les idéaux de l'unité nationale, au peuple roumain tout entier, qui a réalisé, par sa volonté et par son action, l'idéal éternel des Roumains.

En ce moment exaltant, nous ne saurions manquer d'évoquer, même si nous ne le faisons que succinctement, la glorieuse histoire de notre peuple, l'épopée de sa permanence millénaire sur la terre de ses aïeux, les combats héroïques menés au fil des siècles contre les oppresseurs étrangers, pour la sauvegarde de son entité et la formation de la nation roumaine, pour la liberté et la justice sociales et nationales.

L'union est le résultat normal, logique du long développement historique du peuple roumain, de la lutte pour le droit à être libre et maître dans son propre pays. Depuis les temps les plus reculés, les idéaux de l'union, de la liberté et de l'indépendance ont toujours animé le peuple roumain, constituant la lumière qui a éclairé, une génération après l'autre, le chemin vers la justice, le progrès, vers une vie meilleure, libre et digne. Notre histoire millénaire est

marquée par d'innombrables batailles, par des sacrifices sublimes pour la sauvegarde de l'entité nationale, pour la défense des droits fondamentaux du peuple. Les Carpates, avec leurs cimes altières, avec leurs bois séculaires, avec leurs rivières millénaires ont constitué le berceau de notre peuple depuis les temps les plus reculés. Les Carpates ne les ont pas séparés, au contraire, elles ont toujours uni les habitants des plaines de l'Est et de l'ouest, du Sud et du Nord. C'est dans les Carpates que se sont formés le caractère du peuple roumain, son endurance, sa vaillance, sa bonté et son humanisme, sa fierté et sa témérité au combat.

Après des temps très durs, où les peuples migrateurs s'étaient succédés dans ces contrées, les Roumains, préoccupés à refaire l'unité ethnique, ont constitué les premières formations politiques nouvelles, développées et consolidées ensuite pour pouvoir tenir tête aux agressions, aux tentatives d'invasion de l'extérieur. Les Etats féodaux roumains gouvernés par des braves princes et commandants d'armées tels Mircea le Vieux, Etienne le Grand, Jean le Terrible, Vlad l'Empaleur et tant d'autre se sont opposés avec héroïsme aux invasions étrangères, notamment à l'Empire ottoman, écrivant des pages de gloire éternelle dans la chronique de la liberté et de l'indépendance de la patrie.

L'idéal du peuple roumain trouva une haute expression dans l'union de la Valachie, de la Transylvanie et de la Moldavie, accomplie en 1600 par le grand voïvode Michel le Brave. Ainsi que le montrait Nicolae Bălcescu, «Michel avait réalisé alors le rêve cher aux grands voïvodes des Roumains. Maintenant, la Roumain s'est uni au Roumain et ils ont tous une même patrie, un même gouvernement national, tels qu'ils ont été depuis des temps immémoriaux».

Les circonstances historiques − surtout l'intervention des empires étrangers − menèrent à la dissolution de l'Etat national unitaire centralisé réalisé par Michel le Brave. Mais l'idée de l'union des pays roumains, les idéaux de la constitution d'un Etat unitaire puissant sur la terre de l'antique Dacie sont toujours restés vivants dans la conscience du peuple, dynamisant sa volonté de combat, représentant la force motrice de la lutte pour la justice sociale et nationale, pour le progrès et la civilisation. La cause de l'unité s'est étroitement associée aux actions révolutionnaires, à toute la lutte sociale des masses populaires. La révolution de 1784, qui a eu lieu en Transylvanie sous la direction de Horea, Cloşca et Crişan et la révolution de 1821, qu'a dirigée en Valachie Tudor Vladimirescu, ont mis clairement en relief autant les grandes ressources révolutionnaires des masses populaires que l'impérieuse aspiration vers l'unité des trois principautés roumaines. Pareil aux héros des légendes, au long de toute son histoire millénaire, le peuple roumain a toujours trouvé en lui la capacité de renaître, même après les plus sévères défaites, se mobilisant à la lutte avec des

forces accrues. Les victoires remportés l'ont également aidé à redouble d'élan et de vaillance, le stimulant à poursuivre inlassablement ses efforts et ses combats pour l'accomplissement de ses aspirations vitales. Exprimant métaphoriquement cette réalité, Karl Marx écrivait à propos de la révolte de Horea que celui-ci était devenu «le symbole de la renaissance de la Dacie».

Un moment de portée exceptionnelle dans la prise de conscience du peuple roumain, de la lutte pour la liberté sociale et nationale où la volonté d'unité et d'indépendance des Roumains des trois provinces roumaines s'est vigoureusement affirmée fut constituée par la révolution bourgeoise-democratique de 1848. Elle avait dans toutes les principautés roumaines pour objectifs fondamentaux l'abolition de l'ordre féodal périmé, l'affranchissement de toute domination ou oppression étrangères, le développement socio-économique du peuple sur la voie du progrès, l'édification d'une Roumanie moderne, unie et libre.

Les nobles idéaux de la révolution de 1848 pour lesquels avaient lutté les larges masses du peuple roumain devraient porter des fruits le 24 janvier 1859 lorsque «*l'acte résolu de la nation roumaine*», comme disait Mihail Kogălniceanu, venait sceller l'union de la Moldavie et de la Valachie et la création de l'Etat national roumain moderne. Par leur action énergique, les masses populaires ont déjoué les manœuvres de certains milieux réactionnaires de l'intérieur tout comme les intentions de plusieurs puissances européennes, dont les plans expansionnistes dans cette partie du continent étaient entravés par la naissance d'un Etat national roumain. L'union des principautés eut une portée exceptionnelle pour l'évolution sociale-politique de notre peuple, car elle a ouvert de nouvelles perspectives au développement des forces productives, à l'engagement de la Roumanie dans le chemin de la civillisation moderne, constituant un moment crucial dans le processus d'édification de l'Etat national unitaire roumain.

La conquête de l'indépendance d'Etat en 1877 par la lutte armée héroïque du peuple contre l'Empire ottoman inaugura une étape nouvelle, qualitativement supérieure, dans le développement de la société roumaine. La conquête de l'indépendance ouvrit une ère nouvelle dans l'existence de la Roumanie, dans l'affirmation de la nation roumaine sur la voie du progrès et de la civilisation matérielle et spirituelle, dans sa participation à la vie de la communauté internationale des peuples libres. La participation à la guerre d'indépendance, aux rangs des forces armées de Roumains venus de Transylvanie constitue un fait particulièrement significatif pour la conscience de l'unité du peuple. La situation de la population roumaine de Transylvanie s'était beaucoup aggravée pendant cette période. La création du dualisme d'Autriche-Hongrie au sein de l'Empire des Habsbourg et l'annexion de

la Transylvanie à la Hongrie par la liquidation du statut de principauté autonome dont elle avait bénéficié pendant des siècles eurent de graves conséquences pour les Roumains. Les promesses faites au cours de la révolution bourgeoise-démocratique quant à l'octroi de droits plus larges aux Roumains ne furent pas tenues et un processus d'assimilation forcée eut lieu en Transylvanie, qui visait manifestement, mais sans aucune chance, à faire changer les réalités historiques, à dénationaliser les Roumains et à modifier la structure et le caractère de la population. On peut affirmer que cette politique de restriction, voire de liquidation complète des droits des Roumains − acte critiqué aussi par des milieux et des personnalités progressistes hongroise − fit de la période en question la plus noire de l'histoire du peuple roumain de Transylvanie.

L'existence de l'Etat national roumain et la conquête de l'indépendance ont exercé une forte attraction sur les Roumains se trouvant sous la domination de l'Empire austro-hongrois. Ceci détermina une intensification de la lutte contre la domination étrangère, pour la constitution de l'Etat national unitaire roumain. Dans le cadre de grandes actions de masse, dans des assemblées populaires et dans la presse, l'appel à l'union de la Transylvanie à la mère-patrie se faisait toujours plus puissant. A la conférence des Roumains par l'unification des deux partis roumains du Banat et de Transylvanie et fut adopté un programme de lutte contre la domination de l'Empire d'Autriche-Hongrie.

L'action des mémorandistes échoua, à l'instar de plusieurs autres tentatives d'hommes politiques de traiter des droits nationaux du peuple roumain à la Cour de Viena ou devant la Diète de Budapest, et les larges protestations de l'opinion publique furent ignorées ; aussi les Roumains perdirent-ils tout espoir de voir s'accomplir leurs idéaux vitaux grâce à la bienveillance des oppresseurs. Il était de nouveau plus qu'évident que la seule voie qui restait au peuple roumain de la Transylvanie opprimée pour accéder à ses droits légitimes était la lutte. Les larges masses populaires ont rejeté l'idée de mendier ou d'attendre passivement la liberté et l'indépendance et se sont fermement engagées dans la lutte pour l'affranchissement de la domination de l'Empire d'Autriche-Hongrie et pour l'union du pays.

La guerre impérialiste des années 1914-1918 a entraîné de profondes mutations dans la situation internationale, dans le rapport mondial des forces. C'est pendant cette période que la victoire de la Grande Révolution Socialiste d'Octobre détermina l'effondrement de l'empire tsariste − l'une des forces les plus réactionnaires de l'époque, «*la prison des peuples*», comme l'appelait Lénine. La Révolution d'Octobre fut un événement de portée exceptionnelle et ouvrit la voie à l'affranchissement des peuples de la domination étrangère, la liquidation de l'exploitation et de l'oppression, à l'édification d'un nouveau système social

− le socialisme. La défaite des puissances centrales, de la coalition desquelles l'Autriche-Hongrie faisait partie intégrante, et le soulèvement à la lutte des peuples opprimés déterminèrent la désagrégation de l'Empire des Habsbourg, faisant naître sur ses ruines des Etats nationaux indépendants, dont la Tchécoslovaquie et la Serbie.

Analysant la politique impérialiste des puissances coloniales d'Europe, Lénine soulignait que «*la politique menée notamment par l'Autriche et la Russie, en temps de paix comme en temps de guerre, est une politique d'assujettissement, et non de libération des nation*», et, définissant l'époque de l'impérialisme, il affirmait que «*cette époque n'exclut nullement les guerres nationales, par exemple les guerres menées par de petits Etats (mettons annexés au opprimés du point de vue national) contre les puissances impérialistes, tout comme elle n'exclut pas les mouvements nationaux organisés à une large échelle dans l'Est de l'Europe*». Commentant l'ouvrage de Junius, Lénine appréciait que celui-ci avait parfaitement raison en relevant «*le manque de viabilité de l'Autriche*», et en affirmant que «*la monarchie des Habsbourg n'est pas l'organisation politique d'un Etat bourgeois, mais une union fragile de plusieurs cliques de parasites sociaux*», et que «*l'effondrement de l'Autriche-Hongrie ne représente, historiquement parlant, qu'une suite de la dissolution de la Turquie, constituant également une nécessité du processus historique du développement*».

La cours des événements, l'histoire ont pleinement confirmé l'analyse politique de l'époque de la première guerre mondiale − dressée par Lénine, ainsi que par d'autres penseurs et hommes politiques − en conduisant à l'effondrement des empires absolutistes oppresseurs, y compris la dissolution de l'Autriche-Hongrie. Ces circonstances ont créé de nouvelles prémisses favorables à la libération des Roumains de Transylvanie, à la réalisation de notre unité nationale. Voulant réalise ses aspirations séculaires, la Roumanie s'est jointe aux puissances de l'Entente, qui avaient reconnu les droits historiques du peuple roumain sur les territoires envahis par l'Autriche- Hongrie. Pendant cette guerre, la Roumanie paya un lourd tribut de sang dans la lutte contre les envahisseurs allemands, pour la défense de la terre ancestrale.

La déroulement ultérieur des événements, la vie, l'histoire même, prouvent clairement le caractère révolutionnaire, profondément progressiste, de la liquidation des empires absolutistes pendant la première guerre mondiale, tout comme la nécessité objective de l'édification, sur leurs ruines, des Etats nationaux des peuples jadis opprimés.

La lutte du peuple roumain pour la constitution de l'Etat national unitaire a revêtu un caractère largement populaire, entraînant la classe ouvrière, la paysannerie, les intellectuels, les autres forces sociales et politiques. Les grandes manifestations qui s'étaient succédé tout

au long de 1918, la participation massive aux actions organisées à l'initiative des sociétés roumaines de Transylvanie exprimaient clairement les aspirations à la liberté des Roumains qui subissaient la domination d'Autriche-Hongrie. En même temps, des personnalités de marque de la vie culturelle et sociale de Transylvanie militaient avec ardeur, lors de manifestations organisées à l'étranger, dans les publications de l'époque, en faveur de l'affirmation du droit historique du peuple roumain à la liberté, à l'union en un seul Etat souverain et indépendant.

Vers la fin de 1918, la lutte pour la constitution l'Etat national unitaire entra dans sa phase finale. Le 18 octobre 1918 fut constitué en Transylvanie le Conseil National Roumain Central, comme «*l'unique forum qui représentait la volonté du peuple roumain*». Il était formé de six représentants du Parti Social-Democrate et six autres du Parti National Roumain. Sur tout le territoire de la Transylvanie furent créés des conseils nationaux régionaux et locaux et des gardes nationales, en tant qu'organes du mouvement populaire démocratique en faveur de l'union, qui assumèrent en fait la direction générale et le rôle de forces dirigeantes de la vie économique et sociale. Sur l'initiative du Conseil National Roumain Central fut organisée une grande assemblée populaire, où les Roumains exprimèrent fermement, devant le monde entier, leur volonté d'union.

Le 1er Décembre 1918, sur le Champ de Horea à Alba Iulia, plus de 100 000 ouvriers, paysans, intellectuels, artisans adoptèrent la Déclaration historique qui proclamait solennellement : «*l'Union de la Transylvanie et du Banat à la Roumanie, pour tous les temps*». Relevant l'importance de cet événement historique, le journal «Dacia» écrivait : «*Nous savions que cela viendrait. Nous n'attendions que l'heure bénie où cet acte national grandiose puisse sortir au rand jour, comme poussé par la forces des lois éternelles qui gouvernent le lever du soleil*».

Le cours des événement historiques démontra clairement que l'Union du 1er Décembre 1918 qui mena à la constitution de l'Etat national unitaire roumain, était le résultat direct de la lutte résolue des masses populaires les plus larges, du peuple roumain tout entier, un acte en parfaite concordance avec les droits imprescriptibles des Roumains, avec la réalité objective avec les lois du développement historique et social.

La Conférence de paix achevée en 1920, deux ans après l'union de fait de la Transylvanie à la Roumanie ne fit que consacrer une réalité concrète, objective. L'union ne fut pas le résultat des négociations de paix ou du Traité de Trianon : elle avait été décidée et réalisée par la lutte des masses populaires de Transylvanie et de Roumanie dès 1918. Le Traité de paix de Trianon ne pouvait ne pas reconnaître cette réalité que la nation roumaine

entière avait imposée par sa lutte. Personne ne pouvait plus faire changer le jugement de l'histoire, la volonté tenace de tout un peuple décidé, après des siècles de division imposée, à vivre en unité, indépendance et paix, en collaboration amicale avec tous ses voisins, avec tous les peuple de monde.

L'union créa aux rangs du peuple roumain entier un profond sentiment de dignité, d'orgueil national légitime et éveilla un grand enthousiasme au sein des masses populaires les plus larges.

L'acte grandiose de l'Union fut salué et largement approuve par les autres nationalités de Transylvanie et du Banat, de milieux et des forces progressistes, magyars y compris. En janvier 1919, les travailleurs de nationalité allemande de Transylvanie, rassemblés à Media, décidèrent à l'unanimité de reconnaître l'union de la Transylvanie à la Roumanie et envoyèrent au peuple roumain «*leur salut fraternel et leurs vœux cordiaux pour l'accomplissement de ses idéaux nationaux*». Le même attitude fut adoptée par les Souabes du Banat qui, réunis en congrès à Timişoara en août 1919, exprimèrent leur désir de s'unir à la Roumanie, considérant que la décision prise à Alba Iulia était une garantie de leur développement ethnique et culturel.

Il convient de souligner qu'après la révolution prolétarienne de Hongrie, le chef de la révolution, Bela Kun, après avoir dénoncé la position de l'ancien gouvernement du pays qui «*invoquant le soi-disant droit historique, tirait la conclusion que l'ancien asservissement lui donnait le droit à continuer l'oppression*», déclarait officiellement dans un télégramme adressé au gouvernement roumain que le gouvernement révolutionnaire hongrois «*reconnaît sans aucune réserve toutes les prétention territoriales-nationales*» de la Roumanie. Une fois accomplis l'aspiration légitime des Roumains, Bela Kun appréciait que «*la paix peut dorénavant régner entre nous*».

Des chefs d'Etat et de gouvernement de plusieurs pays comme, par exemple, les Etats-Unis d'Amérique, le Grande Bretagne, la France, l'Italie et autres, d'importantes personnalités de la vie politique internationale reconnaissaient la légitimité de l'union des Roumains et déclaraient leur appui à l'Etat national unitaire roumain.

Le président de USA, Wooldrow Wilson, s'adressait au gouvernement roumain dans ces termes : «*Le gouvernement de USA est le témoin des grandes souffrances et des grands sacrifices du peuple roumain pour la cause de la liberté, devant ses ennemis et ses oppresseurs. Sympathisant avec l'esprit de l'unité national et ave les vœux des Roumains de toutes le régions, le gouvernement des USA n'hésitera pas à user de son influence au moment opportun pour que les droits politique et territoriaux ravis au peuples roumain soient réalisés*

et assurés contre toute attaque venue de l'étranger». Pour sa part, le premier britannique David Lloyd George déclarait : «*Avant que les puissances ne parviennent à examiner la paix autrichienne elle étaient confrontées à des faits accomplis et irréversible. Ce qui avait été prévu bien longtemps avant − la chute de «l'Empire spoliateur» d'Autriche − s'était pratiquement réalisé, mais à un rythme particulièrement rapide et d'un manière tout à fait irréparable*». Dans un message qu'il adressait au chef de l'état roumain, le président de la France, Raymond Poincaré, après avoir manifesté sa sympathie et son appui aux revendications du peuple roumain, exprimait la conviction que la paix «*consacrera le triomphe du droit et la réalisation de l'unité nationale du peuple roumain*». L'acte de l'union a été reconnu sous une forme ou une autre par tous les Etats avec lesquels la Roumanie, entretenait des relations diplomatiques et il a suscité un profond écho favorable parmi les nombreux représentants de l'opinion publique mondiale, constituant un appel à la lutte des peuples pour secouer la domination étrangère et former des Etats nationaux indépendants.

Chers Camarades,

Evoquant les événements qui ont conduit à la réalisation de l'Union, nous pouvons affirmer à juste titre que la constitution de notre Etat national unitaire a été l'œuvre du peuple entier, des masses populaires de toutes les principautés habitée par les Roumains, constituant le couronnement victorieux de la lutte séculaire menée par les forces les plus progressistes, par les savants et les grands penseurs de la nation, par notre peuple tout entier.

Suite à l'entrée de la classe ouvrière sur la scène de l'historie à la formation de son parti politique, le mouvement ouvrier révolutionnaire, les socialistes roumains ont joué un rôle actif dans la lutte pour la constitution de l'Etat national unitaire roumain. La classe ouvrière voyant dans l'union le seul moyen permettant la mise en place d'un système social meilleur et plus juste, d'une société nouvelle, sans exploités ni exploiteurs. Saluant l'union, le Comité exécutif provisoire du Parti Socialiste et la Commission générale provisoire des syndicats de Roumanie soulignaient dans la Déclaration de février 1919 : «*La Roumanie nouvelle d'aujourd'hui doit devenir la Roumanie socialiste de demain*».

La constitution de l'Etat national unitaire roumain a crée les conditions requises par un progrès encore plus poussé des forces productives, a ouvert de nouvelles perspectives au développement socio-économique du pays, à l'intensification et à l'essor du mouvement ouvrier, révolutionnaire et progressiste.

Il faut également dire − sans diminuer en rien l'importance historique de l'union et le rôle des forces sociales, des hommes politique et d'Etat qui ont participé à la constitution de l'Etat national unitaire roumain − que, du fait que le pouvoir était détenu dans l'Etat par la

bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers, avec leurs limites de classe, maintes aspirations des masses, avec leurs limites de classe, maintes aspirations des masses populaires n'ont pas été accomplies.

Les classes dominantes voulaient se servir de ces nouvelles circonstances afin de consolider leurs positions politiques et économiques, accentuant l'exploitation de la classe ouvrière, des autres travailleurs, continuant à rattacher les intérêts de la Roumanie à ceux des grandes puissances impérialistes. Cela conduisit à l'accentuation des contradictions de classe, à l'intensification de la lutte de la classe ouvrière et de son parti pour la défense des intérêts des masses populaires, contre l'exploitation et l'oppression, pour la conquête de nouveaux droits et de nouvelles libertés démocratiques.

La constitution du Parti Communiste Roumain fut un moment historique d'une importance particulière dans l'organisation et le déroulement du mouvement révolutionnaire dans notre pays, pour l'unité de la classe ouvrière, de toutes les forces avancées, dans leur lutte contre la politique des classes exploiteuses, pour la défense des intérêts vitaux de toute la nation. Reprenant et développant les meilleures traditions de notre peuple, animé d'un patriotisme ardent, le parti communiste militait pour l'accomplissement des aspirations des masses au bien-être et au progrès, la justice et l'égalité pour tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, pour l'abolition de l'exploitation et de l'oppression sociales et nationales. Notre parti s'est fermement prononcé pour la défense de l'indépendance nationale, de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la patrie.

Le parti communiste appela le peuple à la lutte armée contre le «Diktat de Vienne», qui arrachait le nord de la Transylvanie du corps du pays. Sa position détermina une vigoureuse protestation contre le diktat de Vienne, exprimée par la classe ouvrière, les organisations démocratiques, des personnalités politiques et les larges masses populaires, y compris des rangs de nationalités cohabitantes.

Le parti dirigea la lutte ferme contre la guerre antisoviétique, pour le sabotage de la machine de guerre hitlérienne, pour le renversement de la dictature militaire-fasciste et le retournement des armes contre l'Allemagne nazie. Le parti appela l'armée et le peuple tout entier à la lutte pour la libération de tout le territoire du pays, aux côtés de la glorieuse Armée Rouge, pour la participation, avec toutes les forces, à la guerre anti-hitlérienne, jusqu'à la victoire finale sur l'Allemagne nazie.

Réalisant une large unité des forces patriotiques nationales, le parti organisa et dirigea avec succès la révolution de libération nationale et sociale, qui ouvrit au peuple roumain a voie vers une vie nouvelle, qui lui permettait de prendre son destin entre ses mains,

de liquider l'exploitation et l'oppression, d'édifier une Roumanie socialiste, telle que l'avaient souhaitée, aux moments de la constitution de l'Etat national unitaire, les révolutionnaires et les masses ouvrières de Roumanie.

C'est au parti communiste qu'est revenu le grand honneur la mission révolutionnaire d'accomplir ces idéaux et ces aspirations des masses populaires de l'époque de l'union. Dans les conditions du socialisme, les aspirations de liberté, de justice sociale et nationale, d'indépendance ont pu être accomplies et le peuple s'est vu offrir une vie nouvelle et digne.

Chers camarades,

Nous célébrons aujourd'hui le 65^{e} anniversaire de la constitution de l'Etat national unitaire roumain, dans les conditions de grandes et profondes transformation révolutionnaires dans la société roumaine, du triomphe du socialisme et du passage à l'édification de la société socialiste multilatéralement développée, qui ont changé radicalement le visage de la patrie, le mode de vie de notre peuple tout entier. La Roumanie a parcouru pendant ces années plusieurs étapes historiques : l'instauration du pouvoir démocratique et populaire, la conquête du pouvoir économique et politique par la classe ouvrière, alliée à la paysannerie et la liquidation des classes exploiteuses, l'accomplissement des tâches de la révolution socialiste, l'édification, couronnée de succès, de la société socialiste, la consolidation de la société socialiste et le passage à l'édification de la société socialiste multilatéralement développée.

Les remarquables succès remportés dans développement des forces productives, dans l'édification d'une économie moderne, dans la croissance de l'avoir national de notre patrie, les réalisations enregistrées dans le développement de la base technico-matérielle du socialisme ont transforme la Roumanie, dans une brève période historique, en un Etat industriel-agraire ayant une industrie moderne en permanent essor et une agriculture socialiste en plein processus de modernisation, un niveau de civilisation matérielle et spirituelle toujours plus élevé. Afin d'illustrer ces grandes transformation, je me contenterai de mentionner que la production industrielle du pays est actuellement 50 fois plus grande qu'en 1938, alors que la production agricole est environ 3,5 fois plus grande que celle de la même année. La science, l'enseignement, la culture − facteurs fondamentaux de la civilisation socialiste − se sont puissamment développés. A propos du revenu national, nous pouvons affirmer que la Roumanie est à présent 15 fois plus riche que par le passé.

Le parti a subordonné toute la politique de développement socio-économique du pays au but suprême de l'élévation incessante du standard de vie des larges masses de travailleurs, de la satisfaction − en des conditions toujours meilleures − des besoins des travailleurs, de la

création des moyens nécessaires à ce que tout notre peuple puisse jouir des fruits de la civilisation moderne, des acquis de la science et de la culture, du savoir humain.

Notre société socialiste est une société unie, composée de classes et catégories sociales liées par les mêmes intérêts et aspirations, qui travaillent en étroite unité pour mettre en œuvre le Programme du parti, pour porter la Roumanie à des sommets toujours plus hauts du progrès et de la civilisation. Le renforcement continuel de l'unité et de la cohésion de notre peuple tout entier, de tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, constitue une immense force motrice dans l'édification du socialisme et du communisme en Roumanie !

Notre Etat socialiste s'est consolidé sans cesse, son activité s'est perfectionnée en permanence, toute la vie sociale est toujours plus fermement régie par les principes du gouvernement scientifique de la société. Un ample processus d'approfondissement continuel de la démocratie ouvrière, révolutionnaire d'élargissement de la participation effective des travailleurs, du peuple tout entier au gouvernement de la société a eu lieu dans toutes les sphères de l'activité économique et sociale. On a assuré l'application des principes de la direction ouvrière autonome et de l'autonomie de chaque unité s'allie harmonieusement à la direction unitaire de toute la vie économique et sociale.

Une conquête historique de notre parti et de notre Etat est constituée par la solution juste de la question nationale, dans l'esprit des principes du socialisme scientifique, du marxisme-léninisme.

Dans les conditions où des populations d'autres nationalités se sont installées au fil de l'histoire sur le territoire de notre pays, la vie a prouvé que les travailleurs, sans égard à leur nationalité, pouvaient accomplir leurs intérêts et aspirations uniquement par une lutte unie. Notre parti et notre Etat ont garanti et continuent de garantir la parfaite égalité en droits de tous les citoyens de la patrie, quelle que soit leur nationalité, des possibilités égales pour tous les citoyens du pays de s'affirmer dans la vie politique, sociale et culturelle. C'est là la vraie égalité en droits, la vraie démocratie ouvrière, révolutionnaire.

Les grandes réalisations obtenues par notre peuple dans la construction économique et sociale attestent la justesse de la politique de notre parti, qui, partant des conditions spécifiques de notre pays, des exigences et des nécessités objectives du développement socio-économique de la Roumanie, applique dans un esprit profondément créateur les principes généraux du socialisme, le matérialisme dialectique et historique, les vérités universellement valables. Tous les succès remportés sont le fruit du travail héroïque, de l'abnégation de la classe ouvrière, de la paysannerie et des intellectuels, de tous ceux qui travaillent dans notre patrie, sans distinction de nationalité, du peuple tout entier. Ils viennent illustrer brillamment

l'extraordinaire capacité créatrice du peuple roumain lequel, portant à une échelon supérieur les nobles traditions du passé, libre et maître absolu de ses destinées, forge de façon consciente sa propre vie, telle qu'il la souhaite, l'avenir libre, l'avenir communiste de la Roumanie.

Cher camarades,

Les travailleurs de notre paya accueillent le 65e anniversaire de la constitution de l'Etat national unitaire roumain par un bilan fructueux en ce qui concerne l'accomplissement des prévisions du plan quinquennal actuel, des résolutions du XIIe Congrès et de la Conférence Nationale du parti. Comme nous l'avons relevé lors du récent plénum du CC du PCR, pendant les trois première années de l'actuel quinquennat, en dépit de certaines lacunes et difficultés, de l'influence de la crise économique mondiale, l'économie roumaine a continué à se développer, enregistrant des progrès notables dans tous les secteurs d'activité.

Sur la base des résultats obtenus jusqu'à présent, on peut apprécier que les prévisions du plan unique de développement socio-économique pour cette année seront accomplies et dépassées ; la production industrielle augmentera de quelque 5%, la productivité du travail s'accroîtra, les dépenses matérielles diminueront et la qualité des produits s'améliorera. Dans l'agriculture, malgré la sécheresse qui a sévi cette année, on a obtenu, sur l'ensemble, une production satisfaisante, bien qu'au-dessous de nos possibilités. Les autres branches de l'économie nationale se sont elles aussi développées. Sur cette base, on a pu procéder à l'adoption des mesures concernant l'élévation du standard de vie de tous les travailleurs et du niveau général de civilisation du peuple entier. Nous pouvons dire que dans tous les secteurs d'activité on traduit intégralement dans les faits les objectifs établis par le XIIe Congrès et la Conférence Nationale du parti visant l'accession du pays à une nouvelle étape de développement et la réalisation d'une nouvelle qualité du travail et de la vie de tout notre peuple.

Pour toutes ces réalisations, je tiens à adresser, de nouveau, à cette occasion solennelle, les félicitations les plus chaleureuses à notre classe ouvrière, à la paysannerie, aux intellectuels, à tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, à notre nation tout entière, et leur souhaiter de remporter des succès toujours plus grands dans leur activité future.

Chers camarades,

Le plénum du Comité Central a adopté le projet du plan pour 1984, qui envisage une croissance importante de la production industrielle, agricole et de tous les autres secteurs de notre économie. Les chiffres qu'il contient sont tout à fait réalisables et en parfait accord avec les réalités, avec la base matérielle et la force humaine dont nous disposons. Nous avons

accumulé des moyens technico-matériels puissants, nous disposons d'un potentiel scientifique notable et le niveau de qualification des travailleurs s'est élevé. A présent, l'essentiel est de valoriser au mieux ces grandes accumulations quantitatives, au moyen de la réalisation d'une nouvelle qualité, afin d'élever sans cesse l'efficience de la toute l'activité économique.

Nous avons aussi envisagé que le plan pour 1984 et 1985 assure l'accomplissement des résolutions du XII[e] Congrès en ce qui concerne le développement harmonieux des forces productives sur tout le territoire du pays − condition essentielle pour offrir des possibilités égales d'affirmation à tous les travailleurs, pour élever le niveau général de civilisation et mettre en œuvre le programme d'autodirection et de ravitaillement autonome.

En 1984 il faudra déployer des efforts pour assurer l'accomplissement indéfectible du programme énergétique et de matières premières. Bien qu'une série de mesures aient été adoptées en vue de réduire la consommation d'énergie et de combustibles, la consommation générales est, cette année, plus grande que celle de l'année dernière. Il faut prendre toutes les mesures requises pour traduire dans les faits les résolutions du XII[e] Congrès et de la Conférence Nationale visant la réduction ferme des consommations, la garantie de l'indépendance énergétique du pays et le développement plus marqué de la base propre de matières premières.

Le plan pour l'année prochaine, les programmes adoptés mettent l'accent sur l'élévation du niveau technique et sur l'amélioration de la qualité de toute la production, ainsi que sur l'accroissement de la productivité du travail, afin d'atteindre et même dépasser à certains égards − d'ici 1990 et même avant −le niveau mondial dans ces domaines essentiels.

Il convient d'attacher une importance accrue à l'augmentation de l'efficacité économique, à la liquidation énergique des partes et à l'accroissement de la rentabilité et des bénéfices dans toutes les unités économico-sociales.

En agriculture, nous devons nous guider sur les conclusions tirées de l'expérience de cette année pour assurer l'obtention, dans n'import quelles conditions climatiques, de la production prévue dans le plan. Faisons en sorte que l'année 1984 apporte une amélioration radicale de toute l'activité en agriculture, des rendements aussi élevés que possible.

La réalisation d'une nouvelle qualité, l'élévation du niveau technique, la meilleure mise en valeur des matières premières et des matériaux, l'accroissement de la productivité du travail se trouvent en rapport direct avec l'élévation à un niveau supérieur de toute l'activité de recherche scientifique et technologique, avec le perfectionnement continuel de l'enseignement et l'élargissement de l'horizon de la formation professionnelle et technique de tous les travailleurs.

Il faut appliquer plus fermement le nouveau mécanisme économique, lequel amènera une nouvelle augmentation de l'intéressement matériel, un plus étroit rapport entre la rétribution des travailleurs et la réalisation de la production. Il est nécessaire de faire augmenter l'esprit de responsabilité de tous les collectifs, de tous les travailleurs dans la bonne gestion des moyens qui leur ont été confiés, en leur qualité de propriétaires, producteurs et bénéficiaires. Parallèlement au développement continuel de la participation des masses de travailleurs à la direction des unités productives, de tous les domaines de la vie sociale, il faut assurer le renforcement de l'ordre et de la discipline du travail, de l'exigence dans l'administration des fonds et moyens dont dispose la société.

Les nécessités du développement économique réclament l'adoption de toutes les mesures requises afin de réaliser dans des conditions exemplaires la production destinée à l'exportation, une production de la meilleure qualité, au niveau technique le plus élevé. Nous militons pour l'intensification de la coopération au sein du CAEM, pour l'augmentation du rôle de celui-ci en vue de la satisfaction des nécessités du développement des pays membres, de leur progrès économique et social plus rapide. En outre, nous élargirons la coopération avec les autres Etats, tant dans le domaine de la production matérielle que dans ceux de la science et de la technologie.

Il nous fait agir avec détermination pour l'application sans faille des mesures visant l'augmentation de la rétribution et l'élévation du niveau de vie de toutes les catégories de travailleurs, pour la réalisation, dans de bonnes conditions, du programme de ravitaillement autonome de la population.

Développons plus intensément la démocratie ouvrière, révolutionnaire en tenant compte en permanence du fait que la société socialiste et communiste est édifiée avec le peuple et pour le peuple, que tout ce qu'on réalise dans notre patrie libre et digne doit servir au peuple, à son mieux-être et à son bonheur. Continuons à œuvrer pour le perfectionnement de l'organisation de l'activité de direction socio-économique, en concordance avec les exigences de l'actuelle étape de développement de notre pays.

Dans l'intérêt du progrès du pays et de la prospérité du peuple, nous devons manifester la plus ferme intransigeance envers ceux qui transgressent les lois et prendre des mesures résolues pour la défense de la propriété socialiste, de la propriété du peuple entier, ainsi que de la propriété coopérative − condition essentielle du développement continuel des forces productives et du mieux-être, pour la défense de l'avoir et de la quiétude de notre peuple tout entier. Nous continuerons à prêter l'attention due au perfectionnement de l'activité des organes d'Etat, de la justice et du parquet, à la défense ferme de la légalité socialiste, de

sorte que personne ne soit puni injustement et que personne ne reste impuni lorsque, par des actes antisociaux, il porte préjudice aux intérêts généraux du peuple et de la patrie, à la cause du socialisme et de l'indépendance du pays.

Dans les actuelle circonstances internationales particulièrement difficiles, nous devons renforcer la capacité de défense du pays, élever le niveau de préparation politique et la capacité de combat des forces armées, pour qu'elle puissent remplir à tout moment leur devoir sacré envers la cause de la liberté du peuple, envers la cause du socialisme, de l'indépendance et de la souveraineté de la Roumanie.

La réalisation dans de bonnes conditions des grands objectifs que nous nous proposons réclame le perfectionnement continuel de l'activité de tous les organes et les organisations de parti, l'accroissement du rôle dirigeant du parti dans tous les domaines de la vie socio-économique. En même temps, il faut étendre et intensifier l'activité politico-idéologique et culturelle-éducative, employant tous les moyens dont nous disposons, pour former l'homme nouveau, dans l'esprit des principes de l'éthique et de l'équité socialistes, de l'humanisme révolutionnaire.

L'accomplissement des résolutions du XII^{e} Congrès et de la Conférence Nationale, le développement constant de l'économie nationale, l'élévation continuelle du bien-être et du niveau de civilisation de notre société socialiste réclament l'affermissement de l'unité de tous les travailleurs, sans égard à la nationalité, de notre peuple tout entier, autour du parti, dirigeant éprouvé de la nation sur la voie du socialisme et du communisme. Célébrons l'anniversaire du grandiose événement de la constitution de l'Etat national roumain unitaire en conjuguant toutes les énergies créatrices du peuple roumain pour traduire dans les faits le Programme du parti d'édification de la société socialiste multilatéralement développée et d'avance de la patrie vers les hautes cimes du communisme. N'épargnons aucun effort pour assurer à notre admirable peuple une vie toujours plus digne et libre, dans le cadre de la plus avancée société, sur un pied d'égalité avec toutes les nations libres du monde.

Chers camarades,

La Roumanie déploie au plan international une activité soutenue et intense en faveur de la paix, de l'indépendance nationale et de la collaboration avec tous les Etats du monde, sans distinction de système social. Cette politique qui répond en tout aux intérêts suprêmes de la patrie vaut à notre pays un prestige international bien mérité et des amis partout sur cette planète.

L'accomplissement du Programme du parti de développement socio-économique et d'élévation du niveau de civilisation de notre peuple réclame une participation active à la

division internationale du travail, à l'échange de valeurs matérielles et spirituelles. Seules les conditions de paix et de collaboration permettront à la Roumanie − comme d'ailleurs à tous les Etats de monde − de consacrer ses forces au développement socio-économique, à l'élévation du bien-être matériel et spirituel.

Nous avons toujours fondé et nous fonderons toujours nos rapports avec d'autres Etats sur les principes de la parfaite égalité en droits, du respect de l'indépendance et de la souveraineté nationales, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'avantage mutuel, du non recours à la force et à la menace de la force. Nous considérons que ces principes sont les seuls à même d'assurer la paix, une coopération entre toutes les nations du monde sur un pied d'égalité. Il est p lus nécessaire que jamais de respecter fermement le droit de chaque peuple de choisir la voie de son développement socio-économique en toute indépendance, sans aucune immixtion de l'extérieur.

Ces dernier temps, dans la vie internationale on a vu surgir de nouveaux problèmes, de nouveaux conflits qui ont conduit à la détérioration des relations mondiales. On a assisté à de nombreuses manifestations de la politique de force, y compris à des actions militaires visant la consolidation et le repartage des sphères d'influence, à des ingérences dans les affaires intérieures d'autres Etats et des violations de l'indépendance et de la souveraineté de certains peuples.

La course aux armements, surtout aux armements nucléaires, a pris une ampleur sans précédent, ce qui fait augmenter le danger d'une nouvelle guerre mondiale, d'un cataclysme nucléaire. L'humanité n'a jamais été au long de sont histoire dans une situation si grave, qui menace l'existence même de la vie sur notre planète. La situation est telle que l'arrêt de la course aux armements et le passage au désarmement, notamment au désarmement nucléaire, la garantie de la paix forment le problème fondamental de notre époque.

Des événements survenus ces derniers jours ont beaucoup aggravé la situation en Europe et dans le monde. Les missiles américains à portée moyenne ont commencé à être déployés, dans certains Etats européens. En réponse, l'Union Soviétique a quitté la table des négociations de la Genève et a déclaré qu'elle prendrait des mesures en vue de l'installation de nouveaux missiles sur le territoire de certains Etats d'Europe et en d'autres zones du monde. Tout cela pose devant l'Europe, devant le monde entier une responsabilité historique envers l'existence des peuples, de la vie même sur notre planète.

Nous ne pouvons accepter comme une fatalité le déploiement des nouveaux missiles ! Personne n'a le droit d'agir selon son bon plaisir, de mettre en danger la vie et l'existence des peuples, de notre planète.

Rien ne peut justifier l'escalade de la course aux armements nucléaires.

Nous comprenons fort bien la préoccupation des pays socialistes, de l'Union Soviétique, devant l'installation en Europe des nouveaux missiles à portée moyenne. Nous comprenons aussi la préoccupation de certains pays occidentaux devant l'existence des missiles à portée moyenne de l'Union Soviétique. Partant de ces réalités nous considérons qu'il nous faut œuvrer non pas pour l'implantation et le déploiement de nouveaux missiles en Europe, mais pour l'élimination des missiles, en place, pour une Europe libre d'armes nucléaires, pour la réduction générale des armements. Cela correspondrait aux intérêts de tous les peuples, socialistes ou capitalistes, de l'humanité entière.

Préoccupés par cette augmentation des moyens nucléaires de destruction en Europe, il nous faut penser non pas à l'accumulation de nouveaux armements qui accroîtront le danger de destruction, mais à ce qu'il reste à faire pour réduire les moyens existants, pour les éliminer. Voilà le problème fondamental qui se pose en ce moment. Cela répondrait aux exigences des peuples européens, du monde entier.

Comme je l'ai déclaré en d'autres circonstances aussi, tout le monde sait aujourd'hui qu'un grand nombre d'Etats peuvent commencer à produire ou se procurer des armes nucléaires, qu'en choisissant la voie de l'intensification de la course aux armements on est loin d'affermir la sécurité des peuples, de créer les conditions favorables à l'instauration de la paix. Bien au contraire, le danger de l'éclatement d'une guerre nucléaire mondiale, d'une catastrophe qui anéantirait notre planète, ne cesse de s'accroître. Voilà pourquoi nous ne saurions l'accepter et considérons qu'il faut tout mettre en œuvre, à côté de tous les peuples européens, pour faire stopper le cours des derniers événements vers l'abîme.

Il faut arrêter aussi bien la réalisation des projets de déploiement des nouveaux missiles des Etats- Unis d'Amérique en Europe, que des mesures adoptées en réponse par l'Union Soviétique.

Les peuples de l'Europe se prononcent fermement pour la reprise des négociations de Genève entre l'Union Soviétique et les Etats-Unis d'Amérique et pour l'aboutissement à un accord garantissant un équilibre des forces entre les deux parties, au niveau le plus bas possible des armements, lequel exclue l'installation des nouveaux missiles de moyenne portée en Europe et conduise au retrait et à la destruction de missiles en place. Dans la récente déclaration des organes de parti et d'Etat de la République Socialiste de Roumanie nous avons présenté la position de notre pays, une série de propositions en ce sens, que je ne voudrais plus rappeler.

Plusieurs Etats, une série de partis et de personnalités politiques ont fait de nombreuses propositions qui pourraient servir de base à un accord équitable entre les deux parties.

D'ailleurs, on affirme que des propositions susceptibles de conduire à un accord se trouvent sur la table des négociations à Genève. Si ces propositions existent − et nous considérons qu'un accord est réellement possible − pourquoi a-t-on amorcé le déploiement des nouveaux missiles, ce qui a conduit à l'interruption des négociations, à des mesures de rétorsion, alors qu'on devrait œuvrer pour l'aboutissement heureux des négociations et pour le report de l'installation des nouveaux missiles jusqu'à la conclusion d'un accord approprié et équitable ?

Lors de cette assemblée commémorative, nous lançons de nouveau un appel solennel aux dirigeants de l'Union Soviétique et aux dirigeants des Etats-Unis pour qu'ils prennent en compte la volonté des peuples de partout et arrêtent l'application des mesures adoptées ou annoncées, pour qu'ils reprennent les négociations et entreprennent tous les efforts afin de parvenir à un accord équitable qui interdise l'installation de nouveaux missiles, même au retrait et à la destruction des missiles en place et ouvre la voie à l'élimination complète de toutes armes nucléaires en Europe.

Ce qui est nécessaire maintenant, ce n'est pas l'intensification des actions de propagande et de justification des nouvelles mesures qui font augmenter le danger de guerre, ce sont des actions concrètes visant à mettre un terme à cette situation, à réinstaurer la situation antérieure et à relancer des négociations. C'est à cette fin que tous les Etats doivent redoubler d'efforts ! C'est à cette fin que l'on doit intensifier l'activité de propagande ! Le problème n'est pas de justifier la course aux armements, mais de démontrer à l'opinion publique et aux peuples pourquoi la course aux armements doit être arrêtée, pourquoi les forces doivent être concertées pour défendre la paix sur notre planète !

Vu ces circonstances extrêmement graves, il importe plus que jamais que tous les Etats, tous les peuples, tous ceux qui aiment la vie rassemblent leurs efforts et œuvrent avec toute l'énergie pour arrêter la nouvelle course aux armements, pour défendre les droits suprêmes des gens, des peuples à l'existence à la vie, à la liberté, à la paix !

Unissons nos forces et entravons la politique qui mène à la catastrophe nucléaire, à la destruction du monde !

En général, la Roumanie se prononce fermement pour l'intensification de la lutte contre les armements, pour le désarmement général, pour un monde libre d'armes, un monde de la paix et de la collaboration égale entre toutes les nations du monde.

Dans cet esprit, la Roumanie est décidée à participer aux activités de tous les organismes européens et internationaux pour le désarmement et la paix. Nous participerons à la Conférence sur la confiance et le désarmement de Stockholm, au début de l'année prochaine, animés du désir d'apporter notre contribution à l'affermissement de la confiance et de la collaboration, à la mise en œuvre du désarmement en Europe, pour la réalisation d'une Europe unie, sans armes nucléaires, pour l'instauration de la paix et de la collaboration entre toutes les nations, sans distinction de système social.

La Roumanie déploie une large activité internationale visant le développement de la collaboration multilatérale dans les Balkans, le règlement négocié de tous les problèmes qui persistent entre certains pays de cotte région et la transformation de la zone des Balkans en une région du bon voisinage, de la paix et de la collaboration, libre d'armes nucléaires et de bases militaires étrangères.

En outre nous appuyons la réalisation de telles zones sans armes nucléaires dans le Nord et dans d'autres régions de l'Europe et du monde.

La Roumanie se prononce constamment pour le règlement pacifique, négocié, de tous les problèmes litigieux surgis entre Etats. Nous considérons que si longues et difficiles que soient les négociations, elles représentent la seule alternative de la politique de guerre qui cause d'immenses partes humaines et matérielles aux peuples et mène à l'aggravation de la situation internationale, à l'accroissement du danger d'une nouvelle guerre mondiale.

En tant que pays socialiste en voie de développement, la Roumanie participe activement à la lutte pour la liquidation du sous-développement, pour la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial. Dans l'actuelle conjoncture, nous considérons que les pays en développement doivent resserrer davantage leur solidarité et leur collaboration, agir encore plus unis pour établir une stratégie commune dans les négociations avec les pays développés et résoudre de leurs propres forces certains problèmes du développement économique et social.

La solution des grands problèmes internationaux réclame la participation active, sur un pied d'égalité, de tout les Etats, sans distinction de grandeur ou de système social. Tout particulièrement il est nécessaire que les pays petits et moyens, les pays en développement, les pays non alignés qui représentent la grande majorité de la population du globe, participent plus activement à la solution démocratique de tous les problèmes dans l'intérêt de chaque nation, du développement socio-économique, de la paix et de l'indépendance des peuples.

Il faut également accroître la rôle de l'Organisation des Nations Unies, d'autres organismes internationaux en ce qui concerne l'adoption d'une politique de détente, de

coopération et de paix, une politique de règlement de tous les problèmes internationaux par la seule voie négociée.

Maintenant, quand nous célébrons le 65e anniversaire de la constitution de notre Etat national unitaire, je tiens à réitérer la détermination du peuple roumain de développer largement sa coopération avec tous les pays socialistes en accordant une attention spéciale aux bonnes relations avec tous nos voisins. Nous estimons que le resserrement de la coopération et de la divergences constituent un facteur d'une importance exceptionnelle dans l'actuelle conjoncture internationale, dans l'affirmation des principes et le rehaussement du prestige du socialisme, dans la politique de paix et coopération internationale.

Nous resserrerons, également, les relations avec les pays en voie de développement, avec les Etats non alignés considérant que cela représente un facteur important dans la lutte pour la progrès économique et social, pour la paix, pour un monde plus juste et meilleur.

En outre, nous continuerons d'élargir nos relations avec les pays capitalistes développés, avec tous les Etats du monde, sans distinction de régime social, dans l'esprit des principes de la coexistence pacifique.

Nous avons la ferme conviction qu'une large coopération internationale entre tous les Etats du monde représente la seule voie, l'unique alternative qui assure à chaque nation, au monde entier, de radieuses perspectives de paix, la possibilité de consacrer leurs forces humaines et matérielles au développement économique et social, au progrès de la science, de la culture, à l'élévation du bien-être de chaque peuple. Il nous faut renforcer la collaboration visant à surmonter les difficultés économiques, la crise économique, et faire en sorte que les magnifiques conquêtes de la science et les acquis du savoir humain soient utilisés uniquement à des fins pacifiques, au service du bien-être et du honneur des peuples, de leur indépendance et souveraineté.

Nous exprimons, à cette occasion aussi, la détermination de Parti Communiste Roumain de renforcer la coopération et la solidarité avec tous les partis communistes et ouvriers, avec les partis socialistes et sociaux-démocrates, avec d'autres partis et forces démocratiques, progressistes et anti-impérialistes du monde entier. Nous estimons que le resserrement de ces coopération et solidarité constitue une nécessité historique et répond aux aspirations de toutes les nations du monde, à la paix, à l'amitié, au progrès et à la coopération.

Il est nécessaire plus que jamais de renforcer la solidarité et la coopération de toutes les forces progressistes, anti-impérialistes, de tous les peuples qui se prononcent pour la paix et la collaboration.

Nous éprouvons la ferme conviction qu'il est dans le pouvoir des peuples, s'ils agissent dans une parfaite unité, dans l'esprit de responsabilité envers leur existence et leur vie envers la vie sur notre planète, d'arrêter la course vers l'abîme, l'évolution des événements vers la catastrophe, d'assurer le triomphe de la raison, d'imposer le désarmement et surtout le désarmement nucléaire, d'assurer la paix, la liberté et l'indépendance de chaque peuple, le droit fondamental des hommes à l'existence, à la vie.

Du haut de la tribune de la grande assemblée solennelle consacrée à l'Union et à la constitution de l'Etat national unitaire roumain, je tiens à exprimer solennellement, encore une fois, la volonté ferme de la Roumanie socialiste, de notre peuple tout entier de continuer à œuvrer avec tout l'esprit de suite nécessaire pour le développement de la collaboration et de la solidarité avec tous les peuples, avec les forces révolutionnaires progressistes, démocratiques, anti-impérialistes du monde entier, de militer sans relâche, à l'avenir aussi, pour le triomphe des idéaux de liberté et d'indépendance des peuples, pour le désarmement, pour la cause de la paix et de la collaboration entre toutes les nations du monde, pour un monde plus juste et meilleur, pour l'égalité entre toutes les nations de notre planète.

Chers camarades,

Citoyens de la Roumanie socialiste,

A l'occasion du 65^{e} anniversaire de la constitution de l'Etat national unitaire roumain, je vous adresse un appel :

Faisons le serment solennel de consacrer toute notre capacité de travail à la cause de l'épanouissement et de la prospérité de la Roumanie socialiste, de sa marche en avant victorieuse sur le chemin lumineux du socialisme, vers les hauts sommets de la civilisation communiste !

Engageons-nous avec toute la détermination à tout entreprendre pour assurer l'accomplissement, dans les meilleures conditions, du plan de développement socio-économique pour cette année, pour tout le quinquennat, en vue de l'accession de la Roumanie à un nouveau stade de développement, de l'élévation du degré de civilisation et du bien-être de notre peuple !

Accueillons le 40^{e} anniversaire du triomphe de la révolution de libération sociale et nationale, antifasciste et anti-impérialiste, que nous célébrerons l'année prochaine, par de nouvelles victoires grandioses dans tous les domaines d'activité !

Accueillons le XIII^{e} Congrès du parti, qui aura lieu l'année prochaine, par de nouveaux succès dans le développement socio-économique, dans l'élévation permanente du

bien-être matériel et spirituel du peuple, et pour la consolidation de l'indépendance et de la souveraineté nationales de la Roumanie !

L'Union couronne les luttes séculaires

De notre fier peuple roumain,

L'Union garantit les grandes victoires

Le peuple, le communisme, la paix sur la terre.

Faisons le serment d'agir toujours et en toutes circonstances pour le renforcement de l'unité de tout notre peuple au sein du Front de la Démocratie et de l'Unité Socialistes, sous la direction du Parti Communiste Roumain, force politique dirigeante de toute la nation, de travailler et de lutter de toutes nos forces pour donner à la Roumanie une place digne aux rangs de toutes les nations du monde !

Faisons le serment solennel de tout entreprendre pour le resserrement continuel de la collaboration et de la solidarité avec les pays socialistes, avec tous les Etats du monde, sans distinction de système social, de militer sans cesse en faveur de la paix, de l'indépendance, et de la collaboration avec toutes les nations du monde !

Que vive et s'épanouisse toujours notre patrie libre et indépendante − la République Socialiste de Roumanie !

Vive notre peuple héroïque, vaillant bâtisseur du socialisme et du communisme en Roumanie !

Vive le Parti Communiste Roumain, organisateur et dirigeant éprouvé de toute la nation sur le chemin du socialisme et du communisme, de la paix et de la collaboration !

Vivent la solidarité, la collaboration avec tous les peuples et les forces progressistes !

Vive la paix mondiale !

(*Exposé du président Nicolae Ceauşescu à l'assemblée solennelle consacrée au 65^{e} anniversaire de la constitution de l'Etat national unitaire roumain*, Bucarest, AGERPRES, 1983, VIII p.)